



Ville de Lausanne

# Rapport de gestion 2020





# Rapport de la Municipalité de Lausanne au Conseil communal sur sa gestion pendant l'année 2020

Madame la Présidente,  
Mesdames les Conseillères communales, Messieurs les Conseillers communaux,

Conformément aux articles 4 et 93c de la loi sur les communes, 20, 23, 74 et 112 du règlement du Conseil communal et 30 du règlement pour la Municipalité, cette dernière vous soumet, ci-après, le rapport sur sa gestion pendant l'année 2020.

Le rapport contient les divisions suivantes:

- Conseil communal et Municipalité
- Direction de la culture et du développement urbain
- Direction de la sécurité et de l'économie
- Direction des sports et de la cohésion sociale
- Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
- Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers
- Direction des finances et de la mobilité
- Direction des services industriels
- Bureau du Conseil communal
- Registre des participations
- Glossaire

# Table des matières

<b>Conseil communal et Municipalité</b>	<b>7</b>
Conseil communal	8
Municipalité	8
Cellule d'aide à la résolution des conflits	23
<b>Direction de la culture et du développement urbain</b>	<b>27</b>
Secrétariat municipal	30
Secrétariat général	35
Service de la culture	41
Service des bibliothèques et archives de la Ville	49
Service de l'urbanisme	57
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	63
<b>Direction de la sécurité et de l'économie</b>	<b>67</b>
Secrétariat général	70
Corps de police	74
Service de protection et de sauvetage	81
Service du contrôle des habitants	89
Service de l'économie	94
Service de l'eau	103
<b>Direction des sports et de la cohésion sociale</b>	<b>115</b>
Secrétariat général	118
Service des sports	123
Service social Lausanne	132
Service du travail	145
Service des assurances sociales	152
<b>Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture</b>	<b>159</b>
Secrétariat général	163
Service du cadastre	169
Service du logement et des gérances	174
Service d'architecture	183
Service des parcs et domaines	190
Service d'organisation et d'informatique	197
<b>Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers</b>	<b>205</b>
Secrétariat général	208
Service d'accueil de jour de l'enfance	216
Service des écoles primaires et secondaires	225
Service de santé et prévention	235
Service de psychologie scolaire	240
<b>Direction des finances et de la mobilité</b>	<b>245</b>
Secrétariat général	248
Service des finances	250

Service du personnel	253
Service des routes et de la mobilité	262
Service de la propreté urbaine	273
Service achat et logistique ville	280
<b>Direction des services industriels</b>	<b>287</b>
Secrétariat général	290
Services partagés	293
Service commercial	297
Service patrimoine	300
Service production	304
Service réseaux	307
Si-ren S.A.	310
LFO S.A.	312
<b>Bureau du Conseil communal</b>	<b>315</b>
<b>Registre des participations 2020</b>	<b>319</b>
<b>Glossaire</b>	<b>361</b>



# Conseil communal et Municipalité

# Conseil communal

Le Conseil communal a tenu, pour l'année 2020, 22 séances, dont 19 dites longues (23 séances ordinaires en 2019, dont 19 dites longues). Il a reçu 13 pétitions; 0 motion, 73 postulats et 0 projet de règlement ont été déposés; 63 interpellations et 54 questions ont été adressées à la Municipalité par des membres du Conseil. Plus de détails se trouvent dans le rapport du Bureau du Conseil communal et sur la page internet du Conseil communal de Lausanne tenue à jour tout au long de l'année:

<https://www.lausanne.ch/officiel/conseil-communal/seances/depots-enregistres.html>.

La Municipalité lui a présenté un rapport, ainsi que les préavis (respectivement rapports-préavis) suivants:

Culture et développement urbain	13 préavis
Sécurité et économie	6 préavis
Sports et cohésion sociale	3 préavis
Logement, environnement et architecture	6 préavis
Enfance, jeunesse et quartiers	6 préavis
Finances et mobilité	14 préavis
Services industriels	6 préavis
<b>Total</b>	<b>54 préavis</b>

# Municipalité

## Composition

du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020

	Titulaires	Suppléants
Culture et développement urbain	M. Grégoire Junod	M. David Payot
Sécurité et économie	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf
Sports et cohésion sociale	M. Oscar Tosato	M <sup>me</sup> Florence Germond
Logement, environnement et architecture	M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf	M. Grégoire Junod
Enfance, jeunesse et quartiers	M. David Payot	M. Oscar Tosato
Finances et mobilité	M <sup>me</sup> Florence Germond	M. Jean-Yves Pidoux
Services industriels	M. Jean-Yves Pidoux	M. Pierre-Antoine Hildbrand

## Délégations municipales pour la législature 2016-2021

Délégation	Présidence	Membres
Délégation à l'urbanisme et à la mobilité	M <sup>me</sup> Florence Germond	M. Grégoire Junod M. Pierre-Antoine Hildbrand M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf
Délégation Métamorphose	M. Grégoire Junod	M. Oscar Tosato M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf M <sup>me</sup> Florence Germond
Délégation Pôle Gare	M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf	M. Grégoire Junod M <sup>me</sup> Florence Germond
Commission immobilière	M. Grégoire Junod	M. Pierre-Antoine Hildbrand M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf
Délégation à l'économie et au commerce	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M. Grégoire Junod M. Jean-Yves Pidoux
Délégation à l'observatoire de la sécurité	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf M. David Payot
Délégation au personnel	M. Grégoire Junod	M. David Payot M <sup>me</sup> Florence Germond
Délégation informatique	M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf	M. David Payot M. Jean-Yves Pidoux
Délégation aux risques environnementaux	M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf	M. Pierre-Antoine Hildbrand M. Jean-Yves Pidoux
Délégation à la politique des quartiers	M. David Payot	M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf M <sup>me</sup> Florence Germond



Délégation aux chantiers	M <sup>me</sup> Florence Germond	M. Pierre-Antoine Hildbrand M <sup>me</sup> Natacha Litzistorf M. Jean-Yves Pidoux
Comité d'audit	M. Jean-Yves Pidoux	M. Pierre-Antoine Hildbrand M <sup>me</sup> Florence Germond
Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)	Délégués de la Municipalité: M. Grégoire Junod, M. Pierre-Antoine Hildbrand, M <sup>me</sup> Florence Germond	

Durant l'année, la Municipalité a tenu 54 séances. Elle a notamment adressé au Conseil communal les rapports, préavis et rapports-préavis dont la liste suit.

## Rapport au Conseil communal

### Culture et développement urbain

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
24.11.2020	39	Rapport sur les initiatives et pétitions en cours de traitement. Situation au 30 juin 2020

## Préavis et rapports-préavis adressés au Conseil communal

### Culture et développement urbain

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
28.04.2020	03	Théâtre de Vidy-Lausanne – Rénovation, mise en conformité et agrandissement du bâtiment – Demande de crédit d'ouvrage
22.09.2020	08	Plan d'affectation communal au lieu-dit «Boissonnet» Concernant les terrains compris entre le chemin Louis-Boissonnet, le plan légalisé n° 538, la lisière de la forêt et les parcelles nos 7'001 à 7'004 et 20'742 – Abrogation du plan partiel d'affectation n°649 du 1er mai 1991
08.09.2020	18	Plaines-du-Loup – premier plan partiel d'affectation – pièces urbaines A, B et C Projet de construction de onze immeubles conformes au concept de société à 2000 watts, d'un parking centralisé et de réalisation des aménagements extérieurs communs Constitution de droits distincts et permanents de superficie grevant la parcelle n°20'824 en faveur de la Société simple du parking centralisé – PPA 1, la coopérative Cité Derrière, Swiss Life AG et la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. (SILL) Constitution de droits distincts et permanents de superficie grevant la parcelle n°20'825 en faveur de Retraites Populaires, Swiss Life AG, la Coopérative de l'habitat associatif (CODHA) et la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. (SILL) Constitution de droits distincts et permanents de superficie grevant la parcelle n°20'826 en faveur de la Fondation Pro Habitat Lausanne (FPHL), la Société Coopérative d'Habitation Lausanne (SCHL) et la Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL) Octroi de cautionnements solidaires en faveur de la coopérative Cité Derrière, de la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. (SILL), de la Coopérative de l'habitat associatif (CODHA) et de la Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL) Octroi d'un prêt chirographaire en faveur de la Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL) Octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 214'000.- pour l'acquisition du mobilier du CVE et de l'APEMS
25.08.2020	19	Politique de relance de la culture lausannoise suite à la crise du Covid-19
06.10.2020	20	Nouveau règlement concernant le traitement et la prévoyance professionnelle des membres de la Municipalité – Réponse au projet de règlement proposé par M. Valentin Christe et consorts «Abolition des rentes à vie pour les anciens membres de la Municipalité»
En cours	21	Réponse au postulat de M. Fabrice Moscheni et consorts «Ouvrons le Journal de la Ville de Lausanne à la pluralité des opinions»
En cours	25	Réponse au postulat de M. Jacques-Etienne Rastorfer «Pour une rénovation des hommages aux personnalités exceptionnelles pour notre Ville»
En cours	35	Soutien au pouvoir d'achat des ménages et au commerce de proximité Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Léonore Porchet et consorts «Une monnaie complémentaire pour la vie et le commerce local» Réponse au postulat de M. Henri Klunge «Quid d'une monnaie locale à Lausanne?»
03.11.2020	37	Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers – Augmentation du crédit d'acquisition
En cours	46	Réponse au postulat de M. Hadrien Buclin et consorts «Pour contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne doit désinvestir les énergies fossiles» – Réponse au postulat de M. Ilias Panchard et consorts «Pour que la CPCL désinvestisse de l'armement»
09.12.2020	49	Soutien au Fonds pour l'équipement touristique de la région lausannoise en lien avec les effets de la pandémie de la Covid-19 – Octroi d'un prêt sans intérêt de CHF 1 million

En cours	54	Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne Réponse au postulat de M. Romain Felli et consorts «Changer la ville pour préserver le climat: Pour un plan de développement convergeant des réseaux de gaz et de chauffage à distance» Réponse au postulat de M. Johann Dupuis et consorts «De l'eau dans le gaz? Sortir Lausanne et son chauffage à distance de leur dépendance à l'économie gazière pour protéger le climat et assurer la transition énergétique» Réponse au postulat de M. Xavier Company et consorts «Pour une production de biogaz lausannois» Réponse au postulat de M. Vincent Brayer et consorts «Changer la ville pour préserver le Climat: vers une électrification complète de la flotte des bus routiers des t-l» Réponse au postulat de M. Benjamin Rudaz et consorts «Pour une stratégie municipale de gestion des marchandises cohérente, compatible avec une ville dynamique et agréable à vivre» Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Anne-Françoise Decollogny et consorts «Pour un "Plan canicule" de la Ville de Lausanne» Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Anne-Françoise Decollogny et consorts «Pour un Plan d'affectation communal adapté au réchauffement climatique» Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Florence Bettschart-Narbel et consorts «Plus de fraîcheur et de verdure pour les cours d'école» Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Anna Crole-Rees et consorts «Protégeons-nous du changement climatique!»
----------	----	---

## Sécurité et économie

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
En cours	01	Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Céline Misiego et consorts «Pour une formation des policiers et policières conforme aux besoins de la Ville»
23.06.2020	02	Amélioration de l'évacuation des eaux du bassin versant Le Grey Adaptation du puits de chute existant (Vignes d'Argent) Demande de crédit
03.11.2020	09	Renouvellement du soutien de la Fondation pour l'innovation technologique
22.09.2020	22	Essais d'élimination du chlorothalonil et de ses métabolites – Demande de crédit
22.09.2020	23	Renouvellement des membranes d'ultrafiltration et de l'étape de préfiltration sur l'usine de production d'eau potable de Lutry – Demande de crédit
En cours	47	Rénovation du Centre funéraire de Montoie – Demande de crédit d'investissement

## Sports et cohésion sociale

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
25.08.2020	17	Crédit d'investissement – Travaux d'aménagement d'une réception centralisée pour le bâtiment sis place Chauderon 4 pour les besoins du Service social Lausanne
15.12.2020	29	Métamorphose – Stade olympique de la Pontaise – travaux d'assainissement, de réfection, d'amélioration et de remplacement d'équipements – demande de crédit d'ouvrage
En cours	52	Réponse au postulat de M. Arnaud Thiéry et M <sup>me</sup> Muriel Chenux Mesnier «Primes d'assurances maladies pour recrues et civilistes: et si on évitait les primes inutiles?»

## Logement, environnement et architecture

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
En cours	11	Stratégie de développement des espaces verts publics dans les quartiers Nord-Est – Réponse au postulat de M. Julien Eggenberger «Pour un parc public dans le quartier Valmont – Praz-Séchaud – Vennes»
En cours	31	Perturbateurs endocriniens: analyse de risques et plan d'actions communales Réponse au postulat de M. Fabrice Moscheni «Connaître et réduire le risque des perturbateurs endocriniens à Lausanne»
15.12.2020	32	Pétition du Mouvement pour la défense de Lausanne «Sauvons l'Auberge du Lac de Sauvabelin»
En cours	34	Manifestations responsables: plan d'actions communales Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Thanh-My Tran-Nhu «Pour des manifestations sportives écologiques et durables»
En cours	38	Vers un observatoire de l'environnement Pour contribuer à promouvoir la santé de la population et à lutter contre les changements climatiques Réponse au postulat de M. Benoît Gaillard et consorts «Moins de sommets sur le plateau: pour un plan communal anti-pics de pollution» Réponse au postulat de M. Vincent Rossi «Monitoring environnemental de Lausanne»
09.12.2020	40	Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2021

## Enfance, jeunesse et quartiers

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
28.04.2020	04	Etablissement primaire et secondaire du Belvédère: construction de nouveaux locaux scolaires et d'une salle de gymnastique de type VD2, démolition de trois pavillons en bois et achat de mobilier complémentaire pour la période transitoire – Demande de crédit d'ouvrage
06.10.2020	24	Centre pluriculturel et social d'Ouchy: Renouvellement du droit distinct et permanent de superficie

12.01.2021	26	Raccordement du temple de La Sallaz – Vennes au réseau de chauffage à distance de la Ville de Lausanne et assainissement énergétique partiel
En cours	36	Métamorphose – Réponse au postulat de M. Valéry Beaud et consorts: «Une gouvernance participative pour l'écoquartier des Plaines-du-Loup»
En cours	51	Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Sara Soto et consorts: «Art Urbain: pour une géographie de sites dédiés»
En cours	53	Construction d'une école primaire, comprenant 16 classes, des salles spéciales et de dégagement, une antenne administrative, une bibliothèque, un groupe santé et une salle de gymnastique double, dans le futur écoquartier des Plaines-du-Loup (PPA1 – Pièce urbaine D) – Demande de crédit d'ouvrage

## Finances et mobilité

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
En cours	05	Réponse à cinq postulats relatifs à la mobilité douce et aux transports publics – Réponse au postulat de M. Henri Klunge «Lausanne en marche» – Réponse au postulat de M. Johann Dupuis et consorts «Voies express vélo et rues cyclables» – Réponse au postulat de M. Johann Dupuis et consorts «Des aménagements pour la mobilité douce sur le Pont Chauderon» – Réponse au postulat de M. Robert Joosten et consorts «Pour des bus de quartier attractifs» – Réponse au postulat de M. Henri Klunge et consorts «En ville comme à la montagne, le mieux pour monter c'est le téléphérique!»
23.06.2020	06	Politique communale en matière d'achat de véhicules: 2e étape»
09.06.2020	10	Arrêté d'imposition pour les années 2021 à 2024
09.06.2020	13	Crédits supplémentaires pour 2020 (1re série)
09.06.2020	14	Comptes de l'exercice 2019 – principes d'activation aux SIL – régularisation comptable – crédit complémentaire
08.09.2020	16	Réponse à cinq postulats relatifs au stationnement – Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Elisabeth Muller et consorts «Centre -ville – Pour une nouvelle gestion du stationnement sur le domaine public» – Réponse au postulat de M. Jean-Christophe Birchler et consorts «Des macarons de stationnement au service des artisans et de l'environnement – Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Florence Bettchart-Narbel et consorts «Nos P+R sont-ils adaptés?» – Réponse au postulat de M. Valéry Beaud et consorts «Vers une reprise par la Ville de Lausanne de certains parkings privés à usage public lors de l'échéance de leur droit de superficie?»
En cours	28	Rénovation et modernisation des WC publics Lausannois – Phase II
En cours	33	Réponse à trois postulats relatifs à l'intégration de la publicité et des grands chantiers dans l'espace public – Réponse au postulat de M. Vincent Rossi et consorts «Des pauses dans l'affichage publicitaire à Lausanne» – Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Céline Misiego «Pages blanches pour Lausanne» – Réponse au postulat de M. Valéry Beaud et consorts «Grands chantiers: de l'art, de la couleur et une ouverture sur l'espace public»
09.12.2020	41	Crédits supplémentaires pour 2020 (2e série)
09.12.2020	42	Autorisations d'achats pour l'exercice 2021
08.12.2020	44	Budget de fonctionnement de l'exercice 2021 Plan des investissements pour les années 2021 à 2024 Augmentation de CHF 20'000'000.- du capital-actions de la SILL Société Immobilière Lausannoise pour Le logement S.A.
09.12.2020	45	Crédits-cadres annuels 2021 Entretien constructif de la voirie et des ouvrages, adaptation des espaces publics, renouvellement du marquage routier et des installations de régulation du trafic Renouvellement et extension des réseaux de distribution d'eau potable et d'évacuation des eaux Renouvellement et extension des réseaux des Services industriels Entretien constructif de surfaces extérieures d'établissements scolaires Entretien de surfaces privées communales
En cours	48	Interfaces m3 – Etape 1 – «Demande de crédits d'études»
En cours	50	Réponse à cinq postulats relatifs à la gestion de la régulation du trafic Réponse au postulat de M. Nicola di Giulio «Fluidifier le trafic en diminuant l'impact sonore et celui des polluants» – Réponse au postulat de M. Mathieu Maillard et consorts «Moins de feux rouges pour plus de fluidité» – Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Françoise Longchamp «Etudier la possibilité de prolonger la phase verte pour les piétons» – Réponse au postulat de M. Johan Pain «Moins d'attente aux feux rouges pour les piétons pour faciliter leurs déplacements» – Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Sara Gnoni et consorts «Pour une journée des piétons dans certaines zones de la ville à intervalles réguliers»

## Services industriels

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
23.06.2020	07	Rénovation du bâtiment de Chauderon 25
23.06.2020	12	Réparation des pales et marteaux de roue et révision des alternateurs de l'aménagement hydroélectrique de Lavey – Transfert au patrimoine financier
22.09.2020	15	Subventions à l'achat de vélos à assistance électrique: prolongation du financement par le Fonds pour l'efficacité énergétique jusqu'en 2023
03.11.2020	27	Ecoquartier des Plaines-du-Loup (PPA1): crédit complémentaire pour le financement du contracting énergétique et financement des prestations supplémentaires
15.12.2020	30	Déploiement des compteurs électriques intelligents et systèmes de comptage multifluides (2e volet)
En cours	43	Réponse au postulat de M <sup>me</sup> Graziella Schaller et consorts «Offrons des étoiles aux Lausannois»

# Initiatives en attente de réponse, renvoyées à la Municipalité avant le 31 décembre 2020

## Motions en attente de réponse

Néant

## Postulats en attente de réponse

Auteur-e	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Pascuas Zabala Esperanza	Pour une mixité sociale à La Bourdonnette	15.01.2019	12.02.2019	31.08.2019
Dupuis Johann	Pour un fonds d'assainissement et d'indemnisation en matière de bruit routier	08.05.2018	19.03.2019	30.09.2019
Company Xavier	Amélioration énergétique pour tout-e-s, avec privilèges!	12.03.2019	09.04.2019	31.10.2019
Kamenica Musa	Pour des aménagements à la route de la Clochette à Sauvabelin	12.03.2019	09.04.2019	31.10.2019
Rädler David	Un accès libre à nos 'belles rives' pour toutes et tous	09.04.2019	07.05.2019	30.11.2019
Company Xavier	Moins de sachets dans les marchés, et recyclables!	09.04.2019	07.05.2019	30.11.2019
Brayer Vincent	Changer la ville pour préserver le Climat: vers une électrification complète de la flotte des bus routiers des tl	07.05.2019	21.05.2019	30.11.2019
Tripet Nicolas	Taxes et bureaucratie: simplifier la vie des commerçants	07.05.2019	21.05.2019	30.11.2019
Billard Aude Gemma	Changer la ville pour préserver le climat: développer le solaire sur des infrastructures du territoire communal	07.05.2019	21.05.2019	30.11.2019
Teuscher Joël	Changer la ville pour préserver le climat: du stockage pour l'électricité communale	07.05.2019	21.05.2019	30.11.2019
Thiery Arnaud	Changer la ville pour préserver le climat: penser en réseau la fourniture de froid	07.05.2019	21.05.2019	30.11.2019
Genoud Alice	Pour que les 20-30 ans puissent aussi monter dans le bus	20.03.2018	28.05.2019	30.11.2019
Crausaz Mottier Magali	Pour la création d'un Fonds pour les établissements scolaires	21.05.2019	11.06.2019	31.12.2019
Piron Françoise	Des gestes simples au quotidien pour petits et grands pour la préservation des espèces dans nos jardins, terrasses et balcons en ville	21.05.2019	11.06.2019	31.12.2019
Aubert Eliane	Animation socioculturelle lausannoise: Faut-il municipaliser la FASL? Définir une véritable politique publique avec des outils de pilotage	08.05.2018	25.06.2019	31.12.2019
Knecht Myrèle Sylvie	Pour que figure un paragraphe concernant la mise en œuvre spécifique de l'accessibilité universelle dans tout rapport-préavis concernant le domaine bâti (nouvelles constructions, rénovations) concerné par la LHand	19.01.2016	07.12.2016	31.03.2020
Klunge Henri	Le sel pour la cuisine, pas pour nos routes!	11.06.2019	10.09.2019	31.03.2020
Messere Anita	Pour une application intuitive et populaire pour se déplacer à Lausanne	11.06.2019	10.09.2019	31.03.2020
Philippoz Roland	Adapter les logements pour favoriser le maintien à domicile des seniors	11.06.2019	10.09.2019	31.03.2020
Klunge Henri	De l'air pour les lausannois, de l'hydrogène pour leurs transports	27.08.2019	10.09.2019	31.03.2020
Stauber Philipp	Accord-cadre avec l'Union européenne: quel impact sur la commune?	24.04.2018	10.09.2019	31.03.2020
Richard Paola	20 ans d'APEMS... 'Nous avons la quantité, quid de la qualité?' L'accueil pour Enfants en Milieu Scolaire mérite désormais évaluation	28.08.2018	08.10.2019	30.04.2020
Corboz Denis	Taxe sur les locaux commerciaux vacants	06.03.2018	08.10.2019	30.04.2020
Moscheni Fabrizio	Un restaurant de la Ville dédié à l'intégration des personnes handicapées	22.05.2018	08.10.2019	30.04.2020
Manzoni Laura	La désaffectation des Halles CFF de Sébeillon: et la lutte contre les changements climatiques?	08.10.2019	19.11.2019	31.05.2020
Brayer Vincent	Pour chaque nouveau quartier, une ludothèque!	05.11.2019	19.11.2019	31.05.2020
Brayer Vincent	Vers une politique municipale spécifique pour les ludothèques lausannoises	05.11.2019	19.11.2019	31.05.2020
Piron Françoise	Pour une politique inclusive de la mobilité en Ville en termes de genre et d'intergénération	05.11.2019	19.11.2019	31.05.2020
Germond Nordmann Florence	Pour un renforcement de la prise en charge extra-scolaire des écolier-ère-s de 5e et 6e année primaire	14.09.2010	14.02.2012	30.06.2020
Knecht Myrèle Sylvie	Pour que Lausanne adopte une stratégie d'élimination des inégalités et d'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap	19.11.2013	25.11.2014	30.06.2020
Bergmann Sylvianne	Pour des mesures visant à favoriser l'engagement de personnes handicapées	03.12.2013	25.11.2014	30.06.2020
Velasco Maria Dolores	Pour une place Centrale conviviale et accueillante	07.10.2014	15.03.2016	30.06.2020
Rebeaud Jean Laurent	Demande d'une étude sur la faisabilité et l'opportunité d'une expérience pilote dans la perspective du revenu de base inconditionnel (RBI)	06.10.2015	12.04.2016	30.06.2020
Evéquoz Séverine	Quel avenir pour le Pavillon Rousseau et l'herbier vivant de Rosalie de Constant au domaine de la Chablière	24.05.2016	07.06.2016	30.06.2020

Auteur-e	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Blanc Mathieu	Un plan d'action pour lutter contre la bureaucratie et la surréglementation communale	24.11.2015	23.08.2016	30.06.2020
Pernet Jacques	Quel futur pour le commerce lausannois?	07.06.2016	06.09.2016	30.06.2020
Donzé Manuel	Les devoirs surveillés à Lausanne: va-t-on vers une dégradation des conditions de ces prestations?	20.09.2016	04.10.2016	30.06.2020
Nsengimana Nkiko	Pour une étude et des mesures relatives à la sous-location abusive via les plateformes d'hébergement telle qu'Airbnb	12.04.2016	13.12.2016	30.06.2020
Neumann Sarah	Femmes en marche: un autre regard sur l'espace urbain	15.03.2016	31.01.2017	30.06.2020
Payot David	Pour une médiation administrative communale	16.02.2016	07.03.2017	30.06.2020
Pernet Jacques	Demande à la Municipalité d'étudier l'inclusion d'un chapitre 'transversal' intitulé 'Retombées économiques' dans les préavis et rapport-préavis	14.02.2017	21.03.2017	30.06.2020
Aubert Eliane	Pour étudier l'introduction du coworking dans l'administration lausannoise	15.03.2016	21.03.2017	30.06.2020
Bettschart Florence	Pour une redynamisation du commerce lausannois	14.02.2017	21.03.2017	30.06.2020
Gaudard Guy	'Métamorphose' de la sécurité, renforçons la police de proximité!	31.01.2017	21.03.2017	30.06.2020
Beetschen Véronique	Une plateforme 'last minute' pour l'offre culturelle lausannoise	07.03.2017	04.04.2017	30.06.2020
Carvalho Arruda Carine	Une politique publique pour toutes et tous: analyse budgétaire en termes de genre et d'égalité entre femmes et hommes	07.03.2017	04.04.2017	30.06.2020
Stauber Philipp	Pour un décompte des frais d'eau équitable, transparent et écologique selon le principe du pollueur-payeur	20.09.2016	04.04.2017	30.06.2020
Carrel Matthieu	Des bains d'hiver à Lausanne	04.04.2017	02.05.2017	30.06.2020
Donzé Manuel	Créer du lien intergénérationnel à travers les cantines scolaires	02.05.2017	05.09.2017	30.06.2020
Felli Romain	Pédibus 2.0: que route le cyclobus!	13.06.2017	05.09.2017	30.06.2020
Rastorfer Jacques-Etienne	Pour une récréation des cours de récréation	22.08.2017	05.09.2017	30.06.2020
Beaud Valéry	Pour une véritable stratégie de requalification de l'espace public	06.09.2016	19.09.2017	30.06.2020
Gaudard Guy	Hôtellerie des Chevreuils	19.09.2017	03.10.2017	30.06.2020
Evéquoz Séverine	Pour des mesures d'accompagnement nature, paysage et espace public au sein du Projet d'agglomération Lausanne-Morges, en particulier pour les Axes forts de transports urbains (AFTPU)	24.05.2016	03.10.2017	30.06.2020
Picard Bertrand	P+R+S: Parc'n'ride'n'shop	06.12.2016	14.11.2017	30.06.2020
de Meuron Thérèse	Demande à la Municipalité d'établir l'inventaire des missions que Lausanne doit, pour des raisons légales, exécuter ou décider, parce qu'elle les juge indispensables pour le bien de ses administrés, de se les donner	17.01.2017	21.11.2017	30.06.2020
Fürbringer Jean-Marie	Utilisons du bois suisse pour notre métamorphose	14.11.2017	30.01.2018	30.06.2020
Michaud Gigon Sophie	Pour favoriser une optimisation de l'utilisation des surfaces habitables	17.01.2017	30.01.2018	30.06.2020
Messere Anita	Des crèches dehors par tous les temps, un succès fou!	06.03.2018	24.04.2018	30.06.2020
Corboz Denis	Développement de l'aide de livraison à domicile	04.04.2017	24.04.2018	30.06.2020
Miauton Philippe	Rendre Lausanne plus riche	06.12.2016	08.05.2018	30.06.2020
Gaudard Guy	La Place de la Sallaz aux piétons	17.01.2017	29.05.2018	30.06.2020
Soto Sara	Art urbain: pour une géographie de sites dédiés	22.05.2018	26.06.2018	30.06.2020
Sangra Marie-Thérèse	Pour mettre fin à la pénurie de logement pour la faune ailée de nos villes!	12.06.2018	26.06.2018	30.06.2020
Brayer Vincent	Mobilité dans la Métropole, une offre découverte 3 mois pour les nouveaux arrivants	26.06.2018	28.08.2018	30.06.2020
Tripet Nicolas	Pour une vue d'ensemble réaliste et actuelle du trafic	28.08.2018	11.09.2018	30.06.2020
Zangger Anna	Pour la promotion des véhicules électriques sur le domaine communal	02.05.2017	11.09.2018	30.06.2020
Klunge Henri	Un drone, mais pour quoi faire?	07.03.2017	18.09.2018	30.06.2020
Carrel Matthieu	Protection du patrimoine et densification: plus de sécurité et de prévisibilité	05.09.2017	09.10.2018	30.06.2020
Bettschart Florence	Pour une communication moderne entre les parents, l'école, l'accueil de jour et les services de l'administration	02.10.2018	06.11.2018	30.06.2020
Panchard Ilias	Pour une meilleure protection de la jeunesse face à la fumée passive	06.11.2018	20.11.2018	30.06.2020
Dubas Daniel	Un bilan de la coopération au développement pour renforcer la politique lausannoise en faveur de la solidarité internationale	20.11.2018	05.12.2018	30.06.2020
Gaillard Benoît	Inventaire et promotion des cafés, restaurants, bistrotts, brasseries et pintes historiques de Lausanne	22.08.2017	11.12.2018	30.06.2020
Michaud Gigon Sophie	Le sport pour tous commence dans les quartiers	23.05.2017	15.01.2019	30.06.2021
Beaud Valéry	Pour une évaluation des impacts économiques et des coûts sociétaux de l'aéroport de la Blécherette	10.12.2019	28.01.2020	31.07.2020
Conscience Pierre	Aéroport de la Blécherette: en finir avec un vestige du passé	10.12.2019	28.01.2020	31.07.2020
Gaillard Benoît	Un mécanisme dynamique pour réduire les nuisances de l'aéroport de la Blécherette	14.01.2020	28.01.2020	31.07.2020
Pernet Jacques	Quelles seraient les conséquences d'une suppression de l'aéroport de la Blécherette sur l'économie lausannoise et vaudoise	14.01.2020	28.01.2020	31.07.2020

Auteur-e	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Cachin Jean-François et Wild Diane	Les habitants des zones foraines de la commune de Lausanne demandent l'égalité de traitement en matière de tarifs de transports publics (Mobilis) tels qu'appliqués aux habitants de la ville de Lausanne et à ceux des communes de l'agglomération lausannoise	11.02.2020	03.03.2020	30.09.2020
Piron Françoise	Pour favoriser le développement des postes à deux – job-sharing ou top-sharing – et du télétravail à la Ville	28.01.2020	03.03.2020	30.09.2020
Gaillard Benoît	Objectif 100%. Pour un plan d'investissement et de développement de l'accueil de jour des enfants à Lausanne en vue d'atteindre la couverture complète des besoins	15.01.2019	19.05.2020	30.11.2020
Manzoni Laura	Un 13 <sup>e</sup> salaire pour tout le personnel auxiliaire et mensualisé de la Ville de Lausanne	12.02.2019	19.05.2020	30.11.2020
Carrel Matthieu	Planification des rénovations des établissements de la Ville	03.03.2020	19.05.2020	30.11.2020
Chenau Mesnier Muriel	Pour un nouveau projet de Maison du Livre et du Patrimoine	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Gnoni Sara	Limites planétaires: prenons nos décisions pour le bien-être de chacune et chacun	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Dana Louis	Carte Cultissime et PassSport: marrions-les!	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Teuscher Joël	Livraisons écologiques et sociales pour les plus fragiles et dans tous les commerces	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Brayer Vincent	Lausanne demain, une ville plus solidaire: vers une rationalisation du plan des investissements favorisant l'économie locale	09.06.2020	23.06.2020	31.12.2020
Roch Karine	Pour des pratiques d'entretien des espaces verts et des espaces publics réellement respectueuses des insectes et de la biodiversité	09.06.2020	23.06.2020	31.12.2020
Misiego Céline	Tampons et serviettes hygiéniques mis à disposition gratuitement dans les établissements scolaires	25.08.2020	08.09.2020	31.03.2021
Decollogny Anne-Françoise	Pour un Plan d'affectation communal adapté au réchauffement climatique	25.08.2020	08.09.2020	31.03.2021
Billard Aude Gemma	Pour une prise de conscience de nos préjugés de genre, et en tout genre	25.08.2020	08.09.2020	31.03.2021
Piguet Antoine Gösta	Un marché végétal à la Riponne	23.06.2020	08.09.2020	31.03.2021
Moscheni Fabrizio	Créons un terrain multisport football/basket pour les quartiers de Montchoisi, Chandieu, Jurigoz et alentours	23.06.2020	08.09.2020	31.03.2021
Beaud Valéry	Conservation du stade olympique de la Pontaise: de la contrainte à l'opportunité	08.09.2020	22.09.2020	31.03.2021
Briod Alix	Lutte contre le travail au noir dans l'intérêt des employés, des employeurs et de la ville de Lausanne	02.10.2018	22.09.2020	31.03.2021
Misiego Céline	Casiers solidaires	11.09.2018	03.11.2020	31.05.2021
Rädler David	Un marché culinaire pour Lausanne – un accent sur une alimentation de qualité pour toutes et tous	04.12.2018	03.11.2020	31.05.2021
Billard Aude Gemma	Les trottoirs ne sont pas des parkings	05.11.2019	24.11.2020	31.05.2021
Manzoni Laura	Pour une nouvelle affectation des montants de l'Allocation d'aide au logement afin d'assurer l'accès à des logements abordables pour les lausannois-e-s	03.11.2020	24.11.2020	31.05.2021
Kamenica Musa	CV anonymes dans les fonctions publiques et les institutions subventionnées par la Ville de Lausanne	03.11.2020	24.11.2020	31.05.2021
Klunge Henri	Une prime aux clubs sportifs méritants	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Moscheni Fabrizio	Un arbre lausannois comme dernier repos	06.11.2018	09.12.2020	30.06.2021
Klunge Henri	Une multimodalité accessible	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Dakkus Sima	Urbanisme et qualité de vie	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Thiery Arnaud	Pour la transparence de la vie politique – à Lausanne aussi!	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021

### Règlements en attente de réponse

Auteur-e	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Moscheni Fabrizio	Améliorer la gouvernance du Conseil communal	06.12.2016	21.11.2017	30.06.2019
de Meuron Thérèse	Règlement Conseil communal du 12.11.1985 – Projet révision totale de Préavis N° 2013/45 – Adaptation nouvelles dispo. loi sur communes et loi sur exercice droits politiques	27.11.2012	09.12.2020	30.06.2021

## Pétitions renvoyées par le Conseil communal en attente de réponse

### Renvoi pour examen et rapport-préavis (art. 73, let. a RCCL)

Auteur-e	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Corthésy Bruno	Pour la réalisation d'un passage piéton direct entre la gare du Flon et la gare CFF parallèle au tunnel du M2	30.01.2018	28.05.2019	30.11.2019

**Renvoi pour examen et communication (art. 73, let b RCCL)**

Auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Comité de soutien du Milan	Sauvons le restaurant Le Milan	29.01.2019	25.06.2019	31.12.2019
Parti Démocrate-chrétien lausannois (PDC Lausanne)	Stop à la pénurie de places de crèches à Lausanne!	09.12.2014	27.10.2015	30.06.2020
Bögli Josiane	Pour la préservation du jardin agrémentant les immeubles du chemin de Levant 1, 3 et 5 à Lausanne	06.12.2016	19.09.2017	30.06.2020

**Pétitions directement adressées à la Municipalité ayant reçu une réponse en 2020**

Les pétitions directement adressées aux directions de l'administration communale ne sont pas prises en compte dans ce bilan annuel.

**Délégations des membres de la Municipalité (situation au 31 décembre 2020)**

M. Grégoire Junod, directeur de la culture et du développement urbain

**Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation****Conseil d'administration**

- Caisse de pensions du personnel communal (CPCL)/conseil d'administration
- EOS Holding S.A./conseil des pouvoirs publics
- S.l. Conservatoire de Lausanne S.A./conseil d'administration
- Transports publics de la région lausannoise S.A./comité de direction et conseil d'administration

**Fondations**

- Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne/conseil de fondation
- Fondation Béjart Ballet Lausanne/conseil de fondation et comité financier
- Fondation Capitole/conseil de fondation
- Fondation de l'Hermitage/conseil de fondation
- Fondation de l'Opéra de Lausanne pour l'art musical, lyrique et chorégraphique/conseil de fondation et comité de direction
- Fondation du Festival de la Cité/conseil de fondation
- Fondation Jean Monnet pour l'Europe/conseil de fondation et conseil exécutif
- Fondation Kléber-Méleau/conseil de fondation
- Fondation Métropole/conseil de fondation
- Fondation pour l'art dramatique (Vidy)/conseil de fondation
- Fondation pour l'enseignement de la musique (FEM)/conseil de fondation
- Fondation pour le commerce lausannois/conseil de fondation
- Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)/conseil de fondation et comité de direction
- Fondation de Beaulieu/conseil de fondation (en voie de dissolution)

**Participation à des comités, organes intercommunaux, associations, etc.**

- Association internationale des maires francophones/comité et commission du développement durable
- CHUV/COPIL politique suivi des travaux
- Commission COH/Coordination de l'aménagement de l'Ouest lausannois et des Hautes écoles
- Commission intercommunale de la taxe de séjour/Fonds d'équipement touristique
- Comité d'organisation pour les Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Lausanne 2020/comité exécutif JOJ 2020
- Coordination des villes de Suisse romande/comité
- COPIL Pôle Muséal/Plateforme 10

- Lausanne Région/bureau de coordination
- Lausanne Tourisme/comité de direction et conseil des délégués
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM/comité de pilotage et comité élargi
- Schéma directeur du Centre (SDCL)/bureau exécutif
- Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)/groupe de pilotage et groupe décisionnel du Plan directeur localisé intercommunal Lausanne-Vernand – Romanel-sur-Lausanne
- Union des communes vaudoises (UCV)/comité et groupe des villes
- Union des villes suisses (UVS)/comité
- Union des villes suisses (UVS)/communauté d'intérêts des grandes villes-centres
- Union mondiale des villes olympiques/conseil exécutif

#### **Délégations municipales**

- Comité du fonds de secours
- Commission de salubrité
- Commission immobilière
- COPIL Fonds développement durable
- Délégation municipale à l'économie et au commerce
- Délégation municipale à l'urbanisme et à la mobilité
- Délégation municipale au personnel
- Délégation municipale Métamorphose
- Délégation municipale Pôle Gare

## **M. Pierre-Antoine Hildbrand, directeur de la sécurité et de l'économie**

### **Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation**

#### Conseils d'administration

- Biopôle S.A./conseil d'administration
- Caisse de pensions du personnel communal (CPCL)/conseil d'administration
- Epura S.A./conseil d'administration
- Gedrel S.A./conseil d'administration
- Lausanne Fibre Optique (LFO) S.A./conseil d'administration
- Parkings-Relais lausannois S.A./conseil d'administration
- SI-REN S.A./conseil d'administration
- Transports publics de la région lausannoise S.A./conseil d'administration

#### Fondations

- Fondation Béjart Ballet Lausanne/conseil de fondation
- Fondation pour le commerce lausannois/conseil de fondation
- Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne/Conseil
- Institut suisse de Police/Conseil

### **Participation à des comités, organes intercommunaux, associations, etc.**

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis/comité de direction
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/conseil intercommunal
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées – STEP Vidy
- Commission internationale pour la protection des eaux du Léman CIPEL
- Comité directeur des organisations régionales de protection civile (CODIR ORPC)/ORPC Lausanne-District
- Conférence des directeurs des polices municipales vaudoises/comité
- COPIL Pôle Muséal/Plateforme 10
- Ecole professionnelle de la société industrielle et commerciale (EPSIC)/conseil
- Lausanne Région/promotion économique
- Lausanne Tourisme/conseil des délégués
- Partenariat Pully-Paudex-Belmont-Lausanne/COPIL
- Union des villes suisses (UVS)/conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS) – comité de direction



### **Délégations municipales**

- Comité d'audit
- Commission immobilière
- Délégation municipale à l'économie et au commerce
- Délégation municipale à l'Observatoire de la sécurité
- Délégation municipale à l'urbanisme et à la mobilité
- Délégation municipale aux chantiers
- Délégation municipale aux risques environnementaux

## **M. Oscar Tosato, directeur des sports et de la cohésion sociale**

### **Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation**

#### Conseils d'administration

- Centre sportif de Malley S.A./conseil d'administration
- Conseil d'administration de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG/conseil d'administration
- E.H.L Holding S.A./conseil d'administration
- Maison du sport international S.A./conseil d'administration
- Transports publics de la région lausannoise S.A./conseil d'administration

#### Fondations

- Académie internationale des sciences et techniques du sport (AISTS)/conseil de fondation
- Ecole hôtelière de Lausanne (EHL)/conseil de fondation et conseil d'administration
- Fondation Centre Sport-Etudes/conseil de fondation
- Fonds Edouard et Hortense Pache/conseil d'administration
- Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)
- Fondation olympique pour la culture et le patrimoine/conseil de fondation
- Fondation Soins Lausanne

### **Participation à des comités, organes intercommunaux, associations, etc.**

- Association «Tour de Romandie – Epreuve de Lausanne»
- Association 3×3 FIBA World Tour
- Association Athletissima
- Association des volontaires sportifs lausannois
- Association du comité d'organisation du Triathlon de Lausanne
- Association du Lausanne Marathon
- Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne
- Association suisse des services des sports, section Suisse romande et Tessin/comité
- Association vaudoise pour l'aide et les soins à domicile/assemblée des délégués
- Association Christmas run
- Comité d'organisation pour les Jeux Olympiques de la Jeunesse Lausanne 2020 (JOJ)/comité exécutif JOJ 2020
- Conseil de politique sociale
- Conseil des régions d'action sociale du canton de Vaud (RAS)
- Jeux internationaux des écoliers/comité
- Lausanne Région/Activités sportives
- Lausanne Région/Dépendances prévention
- Lausanne Région/Seniors
- Union des villes suisses (UVS)/section Initiative des villes pour la politique sociale
- Union mondiale des villes olympiques/conseil exécutif

### **Délégations municipales**

- Délégation municipale Métamorphose
- Fonds lausannois du 700<sup>e</sup>/comité

## M<sup>me</sup> Natacha Litzistorf, directrice du logement, de l'environnement et de l'architecture

### Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation

#### Conseils d'administration

- Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL)/conseil d'administration
- Transports publics de la région lausannoise S.A./comité de direction et conseil d'administration

#### Fondations

- Fondation de l'Opéra de Lausanne pour l'art musical, lyrique et chorégraphique/conseil de fondation
- Fondation de Beaulieu/conseil de fondation (en voie de dissolution)

### Participation à des comités, organes intercommunaux, associations, etc.

- Association Jardin Urbain
- Association Jorat parc naturel/comité
- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis/conseil intercommunal/suppléante
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/conseil intercommunal
- Association suisse pour le Conseil des communes et régions d'Europe (ASCCRE)/comité
- Commission cantonale consultative du logement (CCCL)
- Comité d'organisation pour les Jeux Olympiques de la Jeunesse Lausanne 2020 (JOJ)/comité exécutif JOJ 2020
- COPIL Pôle Muséal/Plateforme 10
- Groupe décisionnel Malley
- Lausanne Région/délégation secteur nord
- Lausanne Tourisme/conseil des délégués
- Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)/groupe décisionnel du Plan directeur localisé intercommunal Lausanne-Vernand – Romanel-sur-Lausanne
- Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV)

### Délégations municipales

- Commission immobilière
- COPIL Fonds développement durable
- Délégation municipale à l'Observatoire de la sécurité
- Délégation municipale à l'urbanisme et à la mobilité
- Délégation municipale à la politique des quartiers
- Délégation municipale aux chantiers
- Délégation municipale aux risques environnementaux
- Délégation municipale informatique
- Délégation municipale Métamorphose
- Délégation municipale Pôle Gare

## M. David Payot, directeur de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers

### Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation

#### Conseils d'administration

- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A./conseil d'administration
- Transports publics de la région lausannoise S.A./conseil d'administration

#### Fondations

- Ecole d'études sociales et pédagogiques (EESP)/conseil de fondation
- Fondation de l'Espace des inventions/conseil de fondation
- Fondation du Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil/conseil de fondation
- Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE)/conseil de fondation
- Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL)/conseil de fondation
- Fondation pour les musiques actuelles (Docks)/conseil de fondation

**Participation à des comités, organes intercommunaux, associations, etc.**

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis/conseil intercommunal
- Ecole technique – Ecole des métiers (ETML)/conseil
- Lausanne Région/Enfance
- Lausanne Région/Formation et emploi des jeunes
- Lausanne Région/délégation secteur ouest

**Délégations municipales**

- Délégation municipale à l'Observatoire de la sécurité
- Délégation municipale à la politique des quartiers
- Délégation municipale au personnel
- Délégation municipale informatique

## M<sup>me</sup> Florence Germond, directrice des finances et de la mobilité

**Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation**

Conseils d'administration

- Caisse de pensions du personnel communal (CPCL)/conseil d'administration
- Gedrel S.A./conseil d'administration
- Parkings-Relais lausannois S.A./conseil d'administration
- Transports publics de la région lausannoise S.A./comité de direction et conseil d'administration
- Tridel S.A./conseil d'administration

Fondations

- Fondation de Beaulieu/conseil de fondation (en voie de dissolution)

**Participation à des comités, organes intercommunaux, associations, etc.**

- Métro m3/DEPOL
- Axes forts de transports publics (AFTPU)/délégation politique et bureau exécutif
- Lausanne Région/Transports
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM/comité élargi
- Union des communes vaudoises (UCV)/conseil
- Union des villes suisses (UVS)/conférence des villes pour la mobilité
- Union des villes suisses (UVS)/conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV)

**Délégations municipales**

- Comité d'audit
- COPIL Fonds développement durable
- Délégation municipale à l'urbanisme et à la mobilité
- Délégation municipale à la politique des quartiers
- Délégation municipale au personnel
- Délégation municipale aux chantiers
- Délégation municipale Métamorphose
- Délégation municipale Pôle Gare

## M. Jean-Yves Pidoux, directeur des services industriels

**Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation**

Conseils d'administration

- AGEPP S.A./conseil d'administration
- Alpiq Holding S.A./conseil d'administration, comité stratégique, comité de gouvernance
- Boisy TV S.A./conseil d'administration
- Cadouest S.A./conseil d'administration
- ECA/conseil d'administration, désigné ad personam par le Conseil d'Etat

- EOS Holding S.A./conseil d'administration
- Epura S.A./conseil d'administration
- Forces motrices de l'Aboyeu S.A./conseil d'administration
- Gaznat S.A./conseil d'administration
- Lausanne Fibre Optique (LFO) S.A./conseil d'administration
- Petrosvibri S.A./conseil d'administration
- Romande Energie Holding S.A./conseil d'administration et comité de nominations & ressources humaines, désigné par le Conseil d'Etat
- Romande Energie S.A./conseil d'administration
- SI-REN S.A./conseil d'administration
- Transports publics de la région lausannoise S.A./conseil d'administration

#### Fondations

- Fondation pour l'art dramatique (Vidy)/conseil de fondation
- Fondation pour le commerce lausannois/conseil de fondation
- Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)/conseil de fondation

#### Participation à des comités, organes intercommunaux, associations, etc.

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/conseil intercommunal
- CHUV/COPIL politique suivi des travaux
- Lausanne Région/délégation secteur est
- Partenariat Pully-Paudex-Belmont-Lausanne/COPIL
- Partenariat Lutry-Lausanne
- Union des villes suisses (UVS)/commission de politique énergétique

#### Délégations municipales

- Comité d'audit
- Délégation municipale à l'économie et au commerce
- Délégation municipale aux chantiers
- Délégation municipale aux risques environnementaux
- Délégation municipale informatique
- Fonds pour l'efficacité énergétique/comité

## Autorisations générales

### Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, en application de l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal

Par décision du 17 janvier 2017 (préavis N° 2016/55: «Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers»), le Conseil communal a accordé à la Municipalité, jusqu'au 31 décembre 2021, dans les limites prévues par l'art. 20, lettre f du règlement du Conseil communal et par le préavis, l'autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers.

En 2020, la Municipalité a fait usage de cette autorisation:

#### Acquisitions d'immeubles ou de droits réels immobiliers

Parcelle	Surface	Genre	Adresse	Vendeur-euse	Prix (en CHF), y compris honoraires notaire
20968/Lausanne		SCCH Le Bled achat de parts sociales	Route des Plaines-du-Loup 21	SCCH Le Bled	163'800.-
2159/Lausanne		Hon. notaire acquis. en 2019 SI Le Gai SA	Avenue Henri-Druey 16/16bis	Céline Michaud	1'725.-
3017/Lausanne		Hon. notaire acquis. En 2019 DDP	Place du Vallon 1a	Fondation armée du Salut Suisse	4'200.-
Diverses parcelles/ Le Mont/Lausanne		SAF Le Mont Soulte	SAF Le Mont		116'756.-

Diverses parcelles/ Le Mont/Lausanne		SAF Le Mont Acompte équipements	SAF Le Mont		44'469.40
3526/Lausanne	1'626 m <sup>2</sup>	Droit de préemption LPPPL, y compris honoraires notaire et impenses	Avenue Victor-Ruffly 56	Bogdan Stambuliu	8'868'674.35.-
37/Lausanne	997 m <sup>2</sup>	Droit de préemption LPPPL	Avenue de France 86	Profelia fondation de prévoyance	5'650'510.-
20966/Lausanne		La Meute achat de parts sociales	Parc du Loup 3	Coopérative d'habitation La Meute	90'400.-

### Ventes d'immeubles ou de droits réels immobiliers

Parcelle	Surface	Genre	Adresse	Acquéreur-e	Prix
2583/Lausanne		Suppression 3 places de parc	Pavement 121	La Guérande SA	72'000.-
9443/Lausanne		Servitude d'empiètement	Chemin de Beau-Rivage 15 et 15a	Retraites Populaires	9'100.-

### Etat du crédit pour la législature 2016-2021 au 31.12.2020

Etat au 01.01.2020	Dépensé 2020	Encaissé 2020	Solde au 31.12.2020	
		Augmentation du crédit 30'000'000.-		
31'285'996.-	14'940'534.75	81'100.-		46'426'561.25.-

### Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, en application de l'article 20, lettre g du règlement du Conseil communal

Par décision du 4 octobre 2016 (préavis N° 2016/49: «*Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, en application de l'article 20, lettre g du règlement du Conseil communal*»), le Conseil communal a accordé à la Municipalité, jusqu'au 30 juin 2021, l'autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés.

En 2020, la Municipalité n'a pas fait l'usage de cette autorisation.

### Autorisation générale de plaider, en application de l'article 20, lettre i du règlement du Conseil communal

Par décision du 4 octobre 2016 (préavis N° 2016/48: «*Autorisation générale de plaider 2016-2012*»), le Conseil communal a accordé à la Municipalité, jusqu'au 30 juin 2021, l'autorisation de plaider devant toutes les autorités judiciaires, administratives ou arbitrales.

En 2020, la Municipalité a fait l'usage suivant de cette autorisation:

- au Service social Lausanne, l'Unité juridique a participé à 29 audiences pénales (Tribunal cantonal, Tribunal d'arrondissement et Ministère public). Quant à l'Unité logement, il y a eu six audiences en matière de droit du bail (Commission de conciliation et Tribunal des Baux);
- aux Services industriels, la section Contentieux a fait usage de cette autorisation dans le cadre de dix procédures suite à des oppositions totales à des mises aux poursuites (28 procédures en 2019). Cette diminution est due en majorité à l'interruption momentanée des mises en poursuite du fait de la pandémie de Covid-19.

## Rapport sur la gestion municipale 2019

En sa séance du 10 novembre 2020, le Conseil communal a décidé d'accepter les réponses de la Municipalité aux 13 observations formulées dans le contexte de l'examen de la gestion 2019 de la Municipalité.

## Activité des commissions consultatives permanentes et assimilées

Conformément à l'engagement pris en réponse à la 3<sup>e</sup> observation de la Commission permanente de gestion pour l'exercice 2011, la Municipalité présente désormais dans le rapport de gestion une brève information sur

l'activité des commissions consultatives permanentes et assimilées, au sens des articles 49 du règlement du Conseil communal et 15 du règlement pour la Municipalité.

#### **Commission consultative de l'urbanisme et des transports (CCUT)**

Le but de la CCUT est d'ouvrir un espace de dialogue entre la Municipalité et son administration, d'une part, et les partis et les associations représentant la société civile, de l'autre. Ses membres sont renseignés sur les différentes planifications en cours sur le territoire lausannois. Une séance a été organisée en 2020.

#### **Commission lausannoise pour l'intégration (CLI)**

Au cours de l'année 2020, les deux premières séances de la CLI, agendées en mai, ont dû être annulées, en raison de la crise sanitaire. Les membres de la commission ont communiqué leurs décisions par écrit. Il s'agissait en particulier de décider de l'octroi des subsides dans le cadre de l'appel à projets du 15 avril du Fonds lausannois d'intégration (FLI) et de désigner le lauréat 2020 du Prix Diversité-Emploi-Formation. En septembre, la commission s'est réunie pour une séance thématique, puis en décembre pour une séance par visioconférence, durant laquelle l'octroi des subsides du FLI pour l'appel à projets du 15 octobre a été décidé. Au total cette année, la CLI a choisi de soutenir 25 projets.

#### **Commission consultative municipale «seniors»**

En lien avec la situation sanitaire, la Commission n'a pu se réunir physiquement qu'à une seule reprise. Néanmoins, des communications régulières lui ont été adressées pour l'informer des mesures prises par la Ville à l'attention des seniors. Lors de sa séance du mois de septembre, les membres ont pu revenir sur la période du semi-confinement et sur comment leur institution, leurs membres comme eux-mêmes ont traversé cette période. Le postulat proposant la création d'un Conseil des seniors a également été présenté et discuté.

#### **Commission municipale des sports**

La Commission municipale des sports (CMS) est une commission consultative constituée par la Municipalité, dont le but est d'émettre un avis en matière de sport, lorsque la Municipalité en exprime le besoin. Outre le conseiller municipal en charge des sports et le chef du Service des sports, deux conseillers communaux en activité par groupe politique représenté au Conseil communal en sont membre, ainsi qu'un représentant des six sports majeurs pratiqués à Lausanne.

En 2020, en raison de la pandémie de Covid-19, la CMS ne s'est par réunie.

#### **Commission intercommunale des services industriels**

La commission intercommunale réunit une fois par année la Direction des SIL, des représentant-e-s des groupes politiques lausannois et des représentant-e-s des communes desservies par Lausanne en électricité, gaz, multimédia et eau. Elle permet un échange sur les projets et prestations des SIL, les changements tarifaires et les modifications réglementaires.

Du fait de la pandémie de Covid-19, la Direction des SIL a renoncé à réunir cette commission en 2020.

#### **Conseil d'établissements et commissions d'établissement**

En raison du Covid-19, les séances du conseil d'établissements lausannois (CEL) ont dû être annulées et remplacées par des présentations des travaux et chantiers importants en cours, transmises aux représentant-e-s des commissions.

Les 15 commissions d'établissement (CET) ont poursuivi leurs travaux (parfois en visioconférence) visant à l'ancrage de l'école dans les quartiers, contribuant ainsi à renforcer les liens entre les familles et l'école. Plusieurs projets ont vu le jour. Comme les années précédentes, six commissions d'établissements mixtes (7P-11S) ont organisé, à l'intention des familles des élèves commençant la 7P, des visites des collèges, la semaine précédant la rentrée scolaire. Les commissions ont également été sollicitées notamment pour donner leur avis sur le projet de consolidation de la loi sur l'enseignement obligatoire suite à la consultation de la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

#### **Commission consultative des naturalisations**

Dans le contexte de l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 de la nouvelle loi fédérale sur la nationalité, ainsi que celle de la révision de la loi cantonale sur le droit de cité, la Municipalité a délégué à la commission consultative des naturalisations les auditions des candidates et candidats à la naturalisation. L'année 2020 aurait dû marquer la fin du traitement des nombreux dossiers déposés sous l'ancien droit, soit jusqu'au 31 décembre 2017. En raison du Covid-19, les derniers dossiers seront traités au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2021.

Le nouveau régime prévoit que tous les dossiers font l'objet d'un préavis de la commission sur la base du dossier, mais plus d'audition systématique, sauf sur demande du Service cantonal de la population ou de la Commission consultative des naturalisations. Il a été fait usage de cette possibilité cinq fois en 2020.

#### **Commission consultative d'informatique (CCI)**

La Commission consultative informatique (CCI) a été réactivée en 2019 après une éclipse de quelques années. Le but de cette commission est de présenter à ses membres les grandes orientations des projets informatiques destinés à la Ville. Les premières séances de la nouvelle CCI ont eu lieu en 2020. En juin, le schéma directeur informatique et une vision synoptique des principaux projets en cours ont été au cœur du programme. Les membres de la commission ont décidé de se réunir tous les trois mois. La séance de décembre a permis à la nouvelle cheffe de service de se présenter et a traité plus particulièrement de la stratégie numérique de la Ville.

#### **Commission consultative de la petite enfance**

Cette commission n'a pas tenu de séance.

#### **Commission consultative des ports**

Cette commission n'a pas tenu de séance.

#### **Commission consultative des cimetières**

Cette commission n'a pas tenu de séance.

#### **Commission consultative du logement**

Cette commission n'a pas tenu de séance.

## **Cellule d'aide à la résolution des conflits (ARC)**

### **Principales missions de la cellule ARC**

La cellule ARC est une structure indépendante des services, rattachée directement à la Municipalité, dont les missions et moyens d'action sont définis dans les Dispositions réglementaires municipales relatives à la prévention et à la gestion des conflits et au harcèlement.

La cellule ARC est chargée de prévenir et aider à la résolution des situations conflictuelles qui surviennent dans les différents services, que cela soit sur le plan des relations interpersonnelles, au sein des collectifs de travail ou à un niveau organisationnel.

Elle est l'instance interne habilitée à recevoir et prendre en charge les doléances des employé·e·s relatives aux comportements abusifs, au harcèlement psychologique et au harcèlement sexuel.

La consultation de la Cellule ARC est ouverte à l'ensemble du personnel de l'administration communale, quels que soient le type de contrat et le niveau hiérarchique des personnes concernées.

Les principes suivants régissent les activités de la Cellule ARC:

- confidentialité
- indépendance
- impartialité
- neutralité

---

### **Effectif du personnel**

Figure sous Secrétariat municipal

### **Evènements marquants**

En 2020, la cellule ARC est intervenue dans 77 situations conflictuelles différentes. Les démarches usuelles de résolution à l'amiable (conseil individuel ou élargi, médiation, concertation) ont été mises en œuvre dans ces situations, en impliquant si nécessaire les collectifs de travail ou les hiérarchies concernés. En raison de la pandémie, la plupart des demandes reçues ont été individuelles. Il n'a par ailleurs pas été possible de mener autant de démarches collectives formalisées (médiations ou concertations) que souhaité. Aucune enquête n'a été ouverte en 2020.

Par ailleurs, la cellule ARC a œuvré, en étroite collaboration avec le SPEL, à la définition d'une campagne de prévention du harcèlement sexuel, dont la phase pilote a été initiée à l'automne 2020. Une communication a été envoyée à cette occasion à l'ensemble du personnel, afin de relayer les exigences de la Municipalité et les ressources mises à la disposition de tous les membres de l'administration.

Demands traitées et démarches réalisées par la cellule ARC	2019	2020
Nombre de situations	76	77
Nombre de demandeurs	82	78
Nombre de participants aux démarches	184	145
Démarches terminées au 31 décembre 2020	75	59
Démarches d'aide à la résolution de conflits (parfois plusieurs par situation)	85	75
Démarches de conseil individuelles	49	57
Démarches de conseil élargies (à la hiérarchie, aux RH, etc.)	22	20
Démarches formelles (médiation/concertation)	14	5
Ouvertures d'enquêtes	2	-





© Samuel Rubio

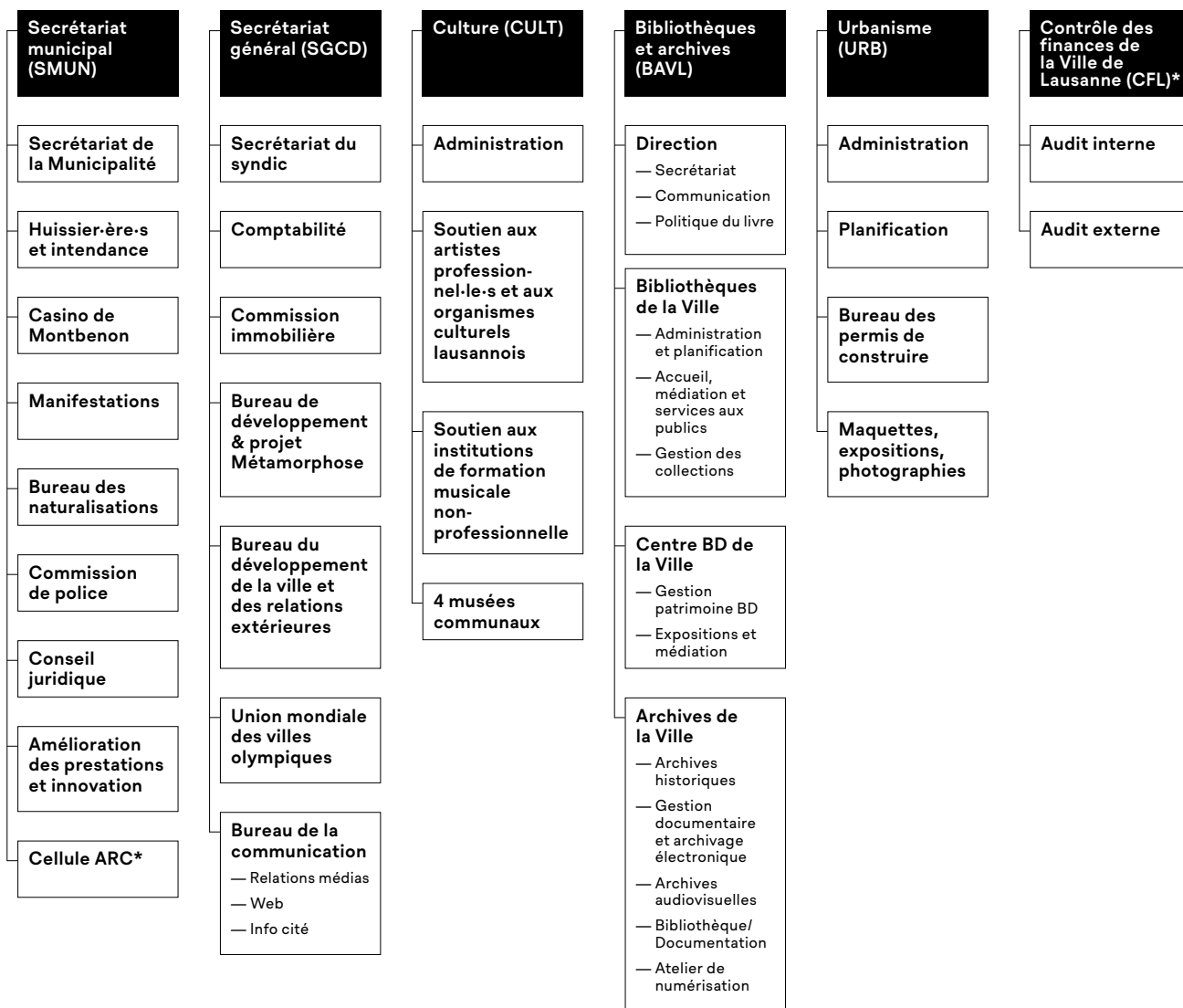


# Direction de la culture et du développement urbain



# Direction de la culture et du développement urbain (CD)

## Syndic



\* rattachement administratif à la Direction, mais dépend de la Municipalité

L'année 2020 avait bien commencé avec les Jeux Olympiques de la Jeunesse 2020 (JOJ) et le succès du festival Lausanne en Jeux!, unissant le sport et la culture. Jamais le cœur de la capitale olympique n'a autant vibré et séduit la population ainsi que les très nombreux invité-e-s venus pour l'occasion. Près de 650'000 spectateur-trice-s ont participé à cet événement sur les différents sites et plus de 130'000 personnes se sont rassemblées en marge des compétitions à Lausanne.

Le Covid-19 est l'autre élément qui aura marqué 2020. La direction CD a été impactée notamment par les aspects de relance dans le champ de ses compétences, en particulier par l'envoi de carnets de bons de réduction aux habitant-e-s dans le but d'atténuer les effets négatifs de la crise et stimuler les achats dans les commerces locaux et au marché, en collaboration avec la Société coopérative des commerçant-e-s lausannois-e-s (SCCL).

Le secteur culturel a été violemment touché depuis mars 2020 par la crise sanitaire. Les lieux culturels ont été contraints à la fermeture et les manifestations ont été interdites sur une grande partie de l'année. La Ville de Lausanne a maintenu ses subventions, accompagné les actrices et acteurs culturels dans cette phase de crise. Elle a mis en place un plan de relance doté de CHF 2.5 millions, impliquant un été culturel remodelé, ainsi que des mesures de soutien ciblées aux artistes, au secteur du livre et à l'industrie. En particulier, l'opération 1 Livre acheté 1 livre offert, où l'ouvrage cadeau était financé par la Ville, a connu un succès fulgurant. Cette opération a permis d'aider la branche tout en faisant découvrir aux citoyen-ne-s la grande richesse des éditions lausannoises.

Un avenir meilleur pour le secteur de la culture se prépare heureusement aussi avec le lancement des travaux du Théâtre de Vidy, du Cinéma Capitole, de la salle du Romandie et du Théâtre Boulimie; alors que le Béjart Ballet Lausanne a pu réintégrer ses locaux de travail rénovés.

Par ailleurs, 2020 a aussi été l'occasion de poursuivre les projets stratégiques à long terme.

Avec le démarrage des premiers chantiers de l'écoquartier des Plaines-du-Loup, en juillet 2020, le projet phare de Métamorphose entre dans une nouvelle étape; alors que les diverses phases de conception se poursuivent en vue de construire onze nouveaux bâtiments répondant aux exigences de la société à 2'000 watts.

L'élaboration du Plan climat constitue un événement capital pour Lausanne, qui a été élaboré durant toute l'année 2020 par le Secrétariat municipal, en collaboration avec l'ensemble des directions et services de la Ville. La Municipalité entend ainsi déployer une politique climatique volontariste autour de trois objectifs: zéro émission directe d'ici à 2030 dans le domaine de la mobilité, zéro émission directe au plus tard à 2050 et une adaptation de façon optimale aux changements climatiques à venir.

Dans le domaine de l'urbanisme, les études pour le réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel, la révision du Plan général d'affectation et celle du nouveau Plan directeur communal que se sont poursuivies.

En été 2020, le décès soudain de M. Denis Décosterd, Conseiller à la Municipalité, qui outre un professionnel de grande qualité, véritable mémoire de la Ville, était un collègue témoignant de grandes qualités humaines et d'un sens de l'humour toujours à propos, a profondément peiné la Municipalité et l'administration communale.

# Secrétariat municipal (SMUN)

## Principales missions du service

Le SMUN est l'état-major de la Municipalité. A ce titre, sa mission centrale est d'organiser la planification et la préparation, le déroulement et le suivi de l'activité de la Municipalité. Le SMUN est un service composé de 10 unités:

- Secrétariat de la Municipalité;
- Amélioration des prestations et innovation;
- Bureau des naturalisations;
- Registre civique;
- Huissier-ère-s et intendance;
- Conseil juridique;
- Casino de Montbenon;
- Commission de police;
- Manifestations;
- Secrétariat du Conseil communal (uniquement système de gestion RH et budgétaire).

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Amélioration prest. & innov.	–	–	2.00	2.00
Casino	8.50	8.10	8.60	8.60
Cellule ARC	1.50	1.50	1.50	1.50
Commission de police	9.00	8.90	9.20	9.10
Conseil juridique	3.50	3.50	3.50	3.50
Direction SMUN	7.10	5.90	9.20	8.40
Huissiers et Intendance	14.70	13.70	–	–
Manifestations	2.00	1.80	1.90	1.80
Municipalité	7.00	7.00	7.00	7.00
Naturalisations & RC	1.90	0.90	1.40	0.90
Organisation & prestations	–	–	17.40	16.00
Registre civique	0.80	0.80	1.80	1.60
Santé et Sécurité au travail	11.05	10.20	–	–
Secrétariat Conseil communal	4.55	3.25	4.55	4.55
Secrétariat de la Municipalité	5.30	4.60	–	–
<b>Total service</b>	<b>76.90</b>	<b>70.15</b>	<b>68.05</b>	<b>64.95</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-8.85</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Amélioration prest. & innov.	–	–	2	2.00
Casino	9	8.10	10	8.60
Cellule ARC	2	1.50	2	1.50
Commission de police	10	8.90	10	9.10
Conseil juridique	4	3.50	4	3.50
Direction SMUN	7	5.90	10	8.40
Huissiers et Intendance	14	13.70	–	–
Manifestations	2	1.80	2	1.80
Municipalité	7	7.00	7	7.00

Naturalisations & RC	1	0.90	1	0.90
Organisation & prestations	-	-	17	16.00
Registre civique	1	0.80	2	1.60
Santé et Sécurité au travail	13	10.20	-	-
Secrétariat Conseil communal	4	3.25	6	4.55
Secrétariat de la Municipalité	5	4.60	-	-
<b>Total service</b>	<b>79</b>	<b>70.15</b>	<b>73</b>	<b>64.95</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

### Apprenti·e·s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Direction SMUN	-	1
Secrétariat Conseil communal	-	1
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>2</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	11	12
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	4
<b>Total service</b>	<b>11</b>	<b>16</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	7
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>11</b>

## Evènements marquants

Suite à l'adoption par le Conseil communal fin 2019 d'un premier rapport-préavis, le Plan climat de la Ville de Lausanne a été élaboré en 2020, sous la coordination d'une cheffe de projet engagée le 1<sup>er</sup> avril 2020 et rattachée au SMUN et en collaboration avec toutes les directions et tous les services de la Ville.

Deux réorganisations sont à signaler: la création de l'unité Amélioration des prestations et innovation (API) le 1<sup>er</sup> octobre et le transfert au Service du personnel (SPEL) de l'unité Santé et sécurité au travail (USST) le 1<sup>er</sup> février, notamment dans l'optique de l'externalisation de la médecine du travail à Unisanté.

La législature arrivant à son terme, le SMUN a coordonné, avec l'appui des directions, la rédaction du bilan de législature 2016-2021 de la Municipalité.

Les séances de la Municipalité se sont tenues par visioconférence durant la période de semi-confinement du printemps, puis à nouveau en fin d'année. Cela a impliqué en particulier une dématérialisation à très brève échéance de l'organisation de ces séances, de la préparation à la mise en œuvre des décisions municipales.

La plupart des réceptions officielles et manifestations publiques ayant été annulées, certaines activités liées à l'intendance ont été fortement réduites, ce qui a permis de dégager du temps pour la réalisation de travaux et de grands nettoyages. A noter encore que la Commission de police, comme toutes les instances judiciaires du Canton, a cessé de tenir ses audiences pendant deux mois, engendrant un certain retard dans le suivi des dossiers.

## Principales activités 2020

### Secrétariat de la Municipalité

#### Missions du secrétaire municipal

Les missions principales du secrétaire municipal sont fixées aux articles 52a et 52b de la LC. Selon ces dispositions, le secrétaire municipal est le premier collaborateur du syndic et de la Municipalité. Il participe aux séances de la Municipalité avec voix consultative et tient le procès-verbal des séances. Il est notamment en charge de:

- la coordination entre la Municipalité et l'administration communale;
- la co-signature des actes de la Municipalité;
- la transmission des informations entre la Municipalité et le Conseil communal et entre celle-ci et les services de l'Etat;
- la liaison avec le bureau du Conseil communal;
- l'exécution des décisions de la Municipalité;
- des tâches que lui attribue la Municipalité;
- l'organisation de l'installation des autorités.

#### Organisation des séances et suivi des décisions de la Municipalité

Le secrétaire municipal s'appuie sur son adjointe et un secrétariat dans l'organisation des séances de la Municipalité, la rédaction du procès-verbal ainsi que la diffusion des décisions de la Municipalité. A noter l'engagement d'une nouvelle secrétaire municipale adjointe le 1<sup>er</sup> février 2020.

En 2020, le service a organisé 54 séances de Municipalité, dont 10 séances extraordinaires durant lesquelles les mesures à prendre dans le cadre de la pandémie ont été discutées et décidées, avec l'appui notamment de la cellule de crise de l'Etat-major des Directives d'intervention en cas d'accident majeur (EM-DIAM). Pour la première fois, des séances ont été organisées en vidéoconférence.

Le projet de dématérialisation des séances de la Municipalité et du Conseil communal, réalisé en collaboration avec le Service d'organisation et d'informatique (SOI), est entré dans sa phase de développement et devrait être opérationnel au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

#### Liaison avec le Bureau du Conseil communal

Les séances du Conseil communal ayant été annulées durant la période du semi-confinement du printemps, le SMUN a été chargé de coordonner, avec le Secrétariat du Conseil communal, la procédure permettant, suite à la validation du Conseil d'Etat, de faire adopter trois préavis urgents par correspondance: préavis N° 2019/56 (*«Etablissement primaire et secondaire de Villamont: Assainissement et rénovation du collège de St-Roch – Demande de crédit d'ouvrage»*), préavis N° 2020/03 (*«Théâtre de Vidy-Lausanne – Rénovation, mise en conformité et agrandissement du bâtiment – Demande de crédit d'ouvrage»*) et préavis N° 2020/04 (*«Etablissement primaire et secondaire du Belvédère: construction de nouveaux locaux scolaires et d'une salle de gymnastique de type VD2, démolition de trois pavillons en bois et achat de mobilier complémentaire pour la période transitoire – Demande de crédit d'ouvrage»*).

#### Tâches attribuées par la Municipalité

La Municipalité peut confier des mandats spécifiques au SMUN. L'année 2020 est marquée par la coordination en vue de l'élaboration du Plan climat, ainsi que la publication du bilan de la législature 2016-2021.

Dans le domaine des relations extérieures, le SMUN est chargé de la coordination en matière de consultations cantonales et fédérales. Au cours de l'année, la Ville a répondu à 14 consultations fédérales, principalement via l'Union des villes suisses qui coordonne la position des villes sur la scène fédérale.

En raison de la situation sanitaire, la plupart des rencontres prévues entre la Municipalité et les autres municipalités vaudoises ont été annulées. La rencontre annuelle avec la Députation lausannoise au Grand Conseil a eu lieu.

#### Protocole et réceptions

Dans le cadre des mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19, la plupart de réceptions ont été annulées. Dans le respect des mesures sanitaires de protection, la célébration officielle de la Fête nationale le 1<sup>er</sup> août a pu se dérouler à Montbenon en présence de la Présidente de la Confédération, M<sup>me</sup> Simonetta Sommaruga.

#### Lausanne à Table

La Ville de Lausanne soutient la mise en valeur des produits locaux, ainsi que celle des artisan·e·s et des métiers de bouche de la région. Lausanne à Table est l'une des pierres angulaires de cette stratégie gastronomique.

Une programmation, revisitée et plus intimiste, a pu être maintenue en 2020 malgré la pandémie. 25 événements ont été proposés et 18 ont dû être annulés. Au total, 3'000 personnes ont pris part à cette édition chamboulée. Plus de 80% des événements ont affiché complet. Afin de soutenir les commerces et



restaurateurs fermés durant le semi-confinement, un annuaire des artisan-e-s a vu le jour et a été consulté plus de 40'000 fois en six mois.

### Forum de l'Hôtel de Ville

Sur 17 expositions planifiées, dont cinq émanant de services communaux, huit ont été annulées.

### Nonagénaires et 18 ans

Malgré la pandémie, des cadeaux (trois bouteilles de vin de la Ville et une boîte du chocolat de la Ville) ont pu être livrés au domicile de 370 nonagénaires.

Les jeunes lausannois-e-s ayant atteint leur 18<sup>e</sup> année reçoivent un message de félicitations de la Municipalité, accompagné du livre officiel de la Ville de Lausanne. Le SMUN a adressé cet envoi à 1'261 jeunes ayant atteint leur majorité en 2020 (1'419 jeunes en 2019).

## Unité amélioration des prestations et innovation

La Municipalité a créé l'unité Améliorations des prestations et innovation le 1<sup>er</sup> octobre afin d'améliorer l'efficacité des prestations offertes à la population lausannoise et de favoriser les collaborations intensives au sein de l'administration communale. Plusieurs projets sont en cours, dont la refonte du processus des permis de construire.

## Registre civique

Au 31 décembre 2020, le corps électoral lausannois comptait 88'480 électeurs-trices (31 décembre 2019: 88'164), dont 66'111 Suisses et 22'369 ressortissant-e-s étranger-ère-s; en outre, 20'982 personnes (31 décembre 2019: 20'089) étaient inscrites au Registre central des Suisses de l'étranger.

Nature du scrutin	Inscrits	Votants	Participation (%)
Votation fédérale et élection complémentaire au Conseil d'Etat du 9 février 2020 (1 <sup>er</sup> tour)	65'792	28'689	43.61%
1. Initiative populaire du 18 octobre 2016 «Davantage de logements abordables»			
2. Modification du 14 décembre 2018 du code pénal et du code pénal militaire (Discrimination et incitation à la haine en raison de l'orientation sexuelle)			
Votation fédérale du 27 septembre 2020	66'598	36'967	55.51%
1. Initiative populaire du 31 août 2018 «Pour une immigration modérée (Initiative de limitation)»			
2. Modification du 27 septembre 2019 de la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (Loi sur la chasse, LChP)			
3. Modification du 27 septembre 2019 de la loi fédérale sur l'impôt direct (LIFD) (Déduction fiscale des frais de garde des enfants par des tiers)			
4. Modification du 27 septembre 2019 de la loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (Loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG)			
5. Arrêté fédéral du 20 décembre 2019 relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat			
Votation fédérale du 29 novembre 2020	66'539	31'005	46.60%
1. Initiative populaire du 10 octobre 2016 «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement»			
2. Initiative populaire du 21 juin 2018 «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre»			

### Contrôle de signatures

Des contrôles de signatures ont été opérés à l'occasion de 7 référendums fédéraux et de 9 initiatives fédérales. Au total, 13'203 signatures ont été contrôlées contre 70'665 en 2019.

## Naturalisations

Malgré la suspension des auditions entre mi-mars et mi-mai, le traitement de la plupart des dossiers de naturalisation déposés sous le régime de l'ancien droit a pu être finalisé. En effet, en 2020, le Bureau des naturalisations a complété 264 rapports d'enquête et la Commission consultative des naturalisations a tenu 696 auditions.

En parallèle, les dossiers déposés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont traités sous le régime du nouveau droit. En 2020, 561 demandes de naturalisation ont été réceptionnées, 695 rapports d'enquête ont été complétés

et 422 personnes ont passé un test de connaissances élémentaires sous la forme d'un questionnaire à choix multiples.

L'unité sera transférée au Bureau lausannois des immigré-e-s au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Ce transfert permettra aux candidat-e-s à la naturalisation de bénéficier directement des prestations pointues de ce centre de compétence en matière d'intégration tout au long de la procédure.

### **Bourgeoisie de Lausanne**

Au total, la Municipalité a accordé une promesse de bourgeoisie à 1'874 requérant-e-s (2'004 en 2019), dont les dossiers comprennent 188 épouses et époux, 496 enfants et huit personnes dispensées d'audition pour raison médicale ou en raison de leur jeune âge. De plus, elle a octroyé une promesse de bourgeoisie à sept requérant-e-s mis au bénéfice d'une naturalisation facilitée ainsi qu'à sept confédéré-e-s.

## **Conseil juridique**

Principales tâches de l'unité:

- conseil juridique à la Municipalité et aux services;
- relecture des différents actes juridiques passés par les services (contrats de droit privé et de droit administratif);
- centre de compétences en matière de marchés publics;
- participation à l'élaboration de la réglementation communale, centralisation et publication de celle-ci;
- instruction des recours internes à la Municipalité et rédaction des décisions municipales;
- représentation de la Commune dans les litiges de droit administratif et fiscaux devant la Commission communale de recours ad hoc, la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal, le Tribunal fédéral, voire le Tribunal administratif fédéral;
- aide ponctuelle dans des procédures auprès d'instances civiles: Justice de paix, Tribunal des baux, Tribunal des prud'hommes.

### **Evènements marquants**

Les risques juridiques et judiciaires sont maîtrisés. Les solutions transactionnelles, notamment en matière contractuelle, sont privilégiées, en accord avec les services concernés.

L'activité en lien avec les procédures relatives aux baux à loyer (Commission de conciliation, Tribunal des baux), en collaboration avec le Service du logement et des gérances (SLG), notamment du fait de la situation sur le marché locatif, mais aussi du rôle important de la Ville comme constructeur, a connue cette année encore une forte progression.

Si l'année 2020 a connu une baisse des affaires ouvertes devant la Commission communale de recours en matière d'impôts (CCRI), il est probable que cette baisse soit due principalement à la situation sanitaire.

### **Thèmes principaux de l'unité**

- la numérisation et l'uniformisation du recueil systématique a pu être achevée dans sa majorité;
- la pandémie a pu poser de nombreuses questions juridiques, parfois dans l'urgence et face à des décisions fédérales et cantonales extrêmement volatiles.

## **Casino de Montbenon**

Principales tâches du Casino:

- exploitation et location de la Salle Paderewski, de la Salle des Fêtes et du Salon;
- coordination des locations au plan administratif et logistique;
- accueil d'événements et spectacles organisés par les sociétés locales, services communaux et entreprises;
- collaboration avec SLG pour la maintenance du bâtiment;
- collaboration avec les locataires pour une bonne cohabitation des événements et des clientèles respectives.

La crise sanitaire a fortement ébranlé le fonctionnement du Casino. S'adaptant constamment aux mesures fédérales et cantonales de lutte contre la pandémie de Covid-19, le Casino a soutenu le monde culturel lausannois durement touché. Il a été au centre du programme culturel de relance RIPOSTE! durant l'été.

Un concierge a été engagé à 50%, facilitant ainsi la coordination de l'équipe d'entretien et le suivi des travaux.

### **Bâtiment**

Les toilettes ont bénéficié d'une réhabilitation complète. La terrasse de la Brasserie est également en cours de rénovation.

Durant les périodes de fermeture en raison de la pandémie, les loges de la Salle Paderewski ont été rénovées sous la conduite d'un collaborateur, peintre en bâtiment de formation. Ces travaux de réfection ont pu être réalisés à l'interne, sans entraver l'activité commerciale du Casino, en garantissant une qualité professionnelle.

### **Budget**

En raison des mesures sanitaires très restrictives, on note un effondrement des réservations de client-e-s externes et, par conséquent, des recettes qui se montent à CHF 126'955.- (2019: 358'809.-). Les gratuités augmentent à CHF 208'451.- (2019: CHF 158'170.-). Ceci s'explique par une utilisation importante des salles par les commissions du Conseil communal, les services communaux ainsi que dans le cadre du soutien à la culture lausannoise.

### **Evènements**

Hors Cinémathèque, ce sont 469 réservations qui ont été réalisées en 2020 (1'056 en 2019).

## **Commission de police**

Après avoir séjourné plus de 30 ans à la place de la Louve, la Commission de police a emménagé aux Escaliers-du-Marché 2 en août.

Lors du semi-confinement du printemps, la police a interrompu ses activités de contrôles du stationnement durant près de six semaines, ce qui a largement influencé les résultats de l'exercice écoulé. En 2020, 61'954 rapports ont été saisis sur le domaine public (70'754 en 2019). Le nombre d'ordonnances pénales s'est élevé à 48'972 (52'475 en 2019), avec des recettes se chiffrant à CHF 7'485'960.- (CHF 8'126'007.- en 2019). Le nombre de cas en attente était de 7'056 à fin 2020, en nette baisse par rapport à 2019 (11'513 cas).

Pour le domaine privé, 9'943 dénonciations ont été enregistrées (10'510 en 2019), qui ont entraîné 8'352 ordonnances pénales (9'440 en 2019). Les revenus ont fléchi à CHF 1'204'057.- (CHF 1'361'857.- en 2019).

Le cumul des infractions sur les domaines public et privé aboutit à un total de 71'897 cas en 2020 (81'264 en 2019). Sur 1'194 oppositions traitées (1'474 en 2019), 147 ont donné lieu à des audiences (227 en 2019). Le Tribunal de district a été saisi de neuf affaires (sept en 2019) dont trois seulement (une en 2019) relevaient d'une opposition à une décision rendue après audience. Le Tribunal cantonal a été saisi de quatre cas (une en 2019), alors que le Tribunal fédéral n'a pas été sollicité (une en 2019). Aucune indemnité n'a été versée en 2020.

Concernant les conversions des amendes, 3'104 décisions ont été rendues en 2020, en nette baisse par rapport à 2019 (5'777). L'encaissement a logiquement fléchi par rapport à 2019 de CHF 524'690.- à CHF 623'848.-. Le Juge d'application des peines a statué sur deux recours en 2020 (un en 2019).

## **Secrétariat général (SGCD)**

### **Principales missions du service**

#### **Secrétariat et conseiller stratégique de la Municipalité**

- gère le secrétariat du syndic, les séances de Municipalité pour la direction et les affaires du Conseil communal
- coordonne l'administration transversale au sein de la direction et du service et participe à des groupes de travail transversaux
- propose et met en œuvre des actions permettant de renforcer la cohérence des politiques communales ainsi que des projets stratégiques ou transversaux
- défend les intérêts de la Ville et met en œuvre les relais de valorisation de Lausanne
- assure et coordonne la communication du service et de la direction

### Comptabilité de direction

- établit, pour la direction et en collaboration avec ses services, le budget de fonctionnement, le plan des investissements et les comptes
- effectue le contrôle budgétaire, la passation des écritures, l'enregistrement des factures et la gestion comptable du personnel de la direction

### Commission immobilière

- assure la gestion de toutes les transactions immobilières de la Ville (achats, ventes, droit distinct et permanent de superficie (DDP), servitudes, etc.)
- gère la valorisation des immeubles du patrimoine financier et celle du patrimoine immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)
- analyse les objets soumis à la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) et fait des propositions en la matière à la Municipalité
- représente la Commune à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne

### Bureau de développement et projet Métamorphose

- développe les projets immobiliers favorables à la mise à disposition de logements de qualité en veillant à la durabilité et l'économicité des projets de construction et de rénovation
- planifie les étapes de développement des grands projets urbains et coordonne les partenaires
- veille à la coordination générale des avant-projets et des projets ainsi qu'à l'émergence d'interfaces de qualité entre les domaines privés et publics sur les différents sites Métamorphose

### Relations internationales de la Ville

- assure les relations internationales de Lausanne en particulier dans le cadre de l'Association internationale des maires francophones (AIMF)
- gère les actions de solidarité internationale
- favorise le partage d'expériences entre villes autour de l'héritage olympique

### Bureau de la communication

- fait connaître et promeut les décisions et positions de la Municipalité ainsi que les atouts et valeurs de la Ville
- accompagne la communication des projets importants des directions et des services
- assure la gestion, le développement du site internet et la présence sur les réseaux sociaux
- accueille, promeut les activités locales et fournit les renseignements généraux à Info cité et par téléphone

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bur. Développement et Métamorphose	10.00	9.00	10.00	9.00
Bureau de la communication	9.20	8.30	8.60	7.50
Bureau dévelop. Ville Rel. ext	2.40	1.80	–	–
Commission immobilière	3.00	3.00	3.00	3.00
Comptabilité CD	4.10	4.20	4.30	4.20
Direction CD	3.00	3.10	4.90	4.90
Relations internationales	–	–	3.10	3.10
Unité web et multimédia	3.50	3.50	4.50	4.00
Villes Olympiques	1.50	1.50	–	–
<b>Total service</b>	<b>36.70</b>	<b>34.40</b>	<b>38.40</b>	<b>35.70</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+1.70</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Bur. Développement et Métamorphose	10	9.00	10	9.00
Bureau de la communication	11	8.30	10	7.50
Bureau dévelop. Ville Rel. ext	2	1.80	–	–
Commission immobilière	3	3.00	3	3.00
Comptabilité CD	5	4.20	5	4.20
Direction CD	4	3.10	6	4.90
Relations internationales	–	–	4	3.10
Unité web et multimédia	4	3.50	5	4.00
Villes Olympiques	2	1.50	–	–
<b>Total service</b>	<b>41</b>	<b>34.40</b>	<b>43</b>	<b>35.70</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
	–	–
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	7	9
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	1
<b>Total service</b>	<b>7</b>	<b>10</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	1
Démission	5
Départ à la retraite	–
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>7</b>

**Evènements marquants**

En 2020, le Bureau de développement et projet Métamorphose (BDM) a vu l'aboutissement du site de la Tuillière avec un ersatz d'inauguration du stade, le lancement des chantiers des premiers bâtiments du PA1 de l'écoquartier des Plaines-du-Loup et la poursuite des travaux de planification et de conception des autres sites du projet.

Suite aux analyses réalisées par la Commission immobilière dans le cadre du nouveau droit de préemption, entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020, la Commune a exercé son droit à trois reprises.

Durant les JOJ, l'unité des Relations internationales de la Ville (RIV) a organisé un programme d'observateurs ainsi qu'une table ronde réunissant des maires des villes olympiques. A cette même occasion, elle a accueilli la commission de développement durable de l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

Dans le but d'atténuer l'impact de la crise sanitaire sur le commerce lausannois, le SGCD, en collaboration avec la Société coopérative des commerçant-e-s lausannois-e-s (SCCL), a mis en place une opération de

soutien des commerçant-e-s par l'émission de bons de réduction. 118'000 carnets de bons de réduction ont ainsi été distribués à la population lausannoise âgée de plus de 18 ans.

La crise sanitaire du Covid-19 a impacté durement les activités de Beaulieu S.A., notamment en raison de l'annulation du Salon Habitat-Jardin, et a retardé les travaux de rénovation du Théâtre de Beaulieu, l'accueil prochain du Tribunal arbitral du sport et l'agrandissement de l'école de soins infirmiers de la Source. Pour faire face à cette situation exceptionnelle, la Ville a apporté son soutien sous la forme d'un crédit supplémentaire de CHF 3.5 millions.

## Principales activités 2020

### Secrétariat et conseiller stratégique de la Municipalité

Le Conseil d'administration de Beaulieu S.A. (dont le secrétariat est assuré par l'unité) a lancé cet automne une réflexion stratégique autour des enjeux actuels et futurs liés aux activités de Beaulieu S.A.. Il s'agit de définir un projet cohérent à l'échelle de la plateforme de Beaulieu qui assure une dynamique durable entre le Palais de Beaulieu, les Halles Sud et les projets à vocation économique destinés à s'implanter à terme sur les surfaces actuelles des Halles Nord et du Front Jomini. L'objectif d'un site de Beaulieu vivant et fortement en lien avec son quartier sous-tend cette réflexion de fond.

En ce qui concerne la taxe de séjour, l'année 2020 a vu la finalisation du projet de nouveau règlement inter-communal. Sous réserve de son acceptation par les neuf communes membres, ce dernier devrait pouvoir entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Les conséquences de la crise du Covid-19 ont en outre montré la nécessité de prévoir des dispositions précises dans la convention relative à la répartition du produit de la taxe en cas de baisse importante de la fréquentation touristique.

Durant l'année 2020, le secrétariat général a en outre:

- conçu et mis en œuvre l'opération de soutien aux commerçant-e-s Enjoy Lausanne, en collaboration avec la SCCL;
- accompagné la mise en œuvre de la restructuration de Beaulieu en une nouvelle société anonyme entièrement propriété de la Ville de Lausanne et assuré le secrétariat du Conseil d'administration;
- soutenu, via l'appui aux congrès, sept projets, principalement dans les domaines économique, culturel et social.

Par ailleurs, la commission intercommunale de la taxe de séjour qui gère le Fonds pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL), dont l'unité assure le secrétariat, a soutenu 18 projets pour un montant total de CHF 422'980.-.

### Commission immobilière (CI)

Pour la CI, l'année 2020 a été marquée par l'entrée en vigueur du droit de préemption institué par la loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL).

La CI a siégé en séance plénière à deux reprises en 2020 et a traité cinq affaires. La CI a rédigé ou participé à la rédaction de trois préavis présentés au Conseil communal:

- préavis N° 2020/18 («*Plaines-du-Loup – premier plan partiel d'affectation – pièces urbaines A, B et C – Projet de construction de onze immeubles conformes au concept de société à 2000 watts, d'un parking centralisé et de réalisation des aménagements extérieurs communs – Constitution de droits distincts et permanents de superficie grevant la parcelle N° 20'824 en faveur de la Société simple du parking centralisé – PPA 1, la Coopérative Cité Derrière, Swiss Life AG et la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. (SILL) – Constitution de droits distincts et permanents de superficie grevant la parcelle N° 20'825 en faveur de Retraites Populaires, Swiss Life AG, la Coopérative de l'habitat associatif (CODHA) et la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. (SILL) – Constitution de droits distincts et permanents de superficie grevant la parcelle N° 20'826 en faveur de la Fondation Pro Habitat Lausanne (FPHL), la Société Coopérative d'Habitation Lausanne (SCHL) et la Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL) – Octroi de cautionnements solidaires en faveur de la Coopérative Cité Derrière, de la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. (SILL), de la*

*Coopérative de l'habitat associatif (CODHA) et de la Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL) – Octroi d'un prêt chirographaire en faveur de la Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL) – Octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 214'000.- pour l'acquisition du mobilier du CVE et de l'APEMS»);*

- préavis N° 2020/24 («Centre pluriculturel et social d'Ouchy: renouvellement du droit distinct et permanent de superficie»);
- préavis N° 2020/37 («Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers – Augmentation du crédit d'acquisition»).

Par ailleurs, la CI a traité 33 affaires par voie de note à la Municipalité, en dehors des cas de préemption LPPPL.

### **Droit de préemption LPPPL**

Suite à l'entrée en vigueur du droit de préemption LPPPL, la commission immobilière a analysé systématiquement les transactions immobilières qui ont été portées à sa connaissance par les notaires. 109 transactions ont ainsi été analysées, ce qui a permis à la Commune d'exercer son droit de préemption à trois reprises.

Sur ces trois cas d'exercice du droit de préemption, le 1<sup>er</sup> est survenu en février 2020 et fait l'objet d'une procédure judiciaire pendante devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois. Les deux autres acquisitions par voie de préemption ont été menées à terme et les transferts de propriété sont effectifs.

### **Opérations foncières réalisées hors préavis**

La liste des principales opérations foncières réalisées en 2020 figure sous Préambule – Autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, en application de l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal.

### **Estimation fiscale**

Le délégué et son adjoint ont siégé à la Commission d'estimation fiscale des immeubles du district de Lausanne. Les taxations, nouvelles ou révisées, ont apporté les augmentations suivantes des valeurs fiscales:

2015	642'032'200.-	
2016	670'938'000.-	(résultat intermédiaire)
2017	1'036'500'650.-	(résultat intermédiaire)
2018	759'989'400.-	(résultat intermédiaire)
2019	532'392'450.-	(résultat intermédiaire)
2020	91'061'500.-	(résultat intermédiaire)

Ces montants génèrent des revenus fiscaux communaux supplémentaires d'impôt foncier (1.5 %) et d'impôt sur la fortune. Les chiffres de 2016 à 2019 sont indiqués comme résultats intermédiaires car des procédures de réclamation sont encore en cours à l'heure actuelle. Le montant de l'année 2020 ne comprend que peu de taxations nouvelles ou révisées pour le moment, de sorte que le total sera amené à évoluer considérablement.

## **Bureau du développement et projet Métamorphose (BDM)**

En 2020, l'engagement du BDM pour concrétiser les ambitions de développement de la Ville s'est poursuivi:

### **Les Plaines-du-Loup**

- suite à l'adoption du préavis N° 2020/18, l'ensemble des droits de superficie du PPA1 a été octroyé aux investisseurs à l'exception de ceux de la pièce urbaine D qui devraient l'être au début de l'année 2021;
- la construction de la pièce urbaine E a débuté en juillet 2020;
- durant toute l'année 2020, le BDM a été mobilisé pour accompagner les investisseurs dans la préparation du lancement des chantiers sur les autres pièces urbaines;
- la planification des PA2 et 3 s'est poursuivie en prenant en compte diverses variantes pour le stade de la Pontaise.

### **Prés-de-Vidy**

Le développement du projet de transformation du site des Prés-de-Vidy continue avec le développement des études urbanistiques en vue de l'engagement d'un avant-projet de Plan d'affectation. Parallèlement, les démarches préparatoires à l'organisation de fouilles archéologiques se poursuivent aussi.

### **Autres sites**

En plus de la planification de ces deux grands sites, le BDM a contribué à la construction de plus de 220 logements sur les parcelles communales en 2020.

## **Bureau de la communication**

Le Bureau de la communication assure le développement et la mise en œuvre de la politique de communication de la Municipalité et de l'harmonisation de la communication extérieure entre les différentes directions. Il s'occupe du suivi de la communication générale et des grands projets. Le Bureau de la communication est aussi en charge de la rédaction et de la diffusion de communiqués de presse sur le site [www.lausanne.ch/actualites](http://www.lausanne.ch/actualites), d'informations diverses, de la rédaction du Journal communal, des prestations photographiques, de l'accueil des citoyen·ne·s et de la présence numérique de la Ville sur internet ou sur les réseaux sociaux, ainsi que du maintien de la charte graphique.

L'année 2020 aura vu:

- le développement de la stratégie de communication de la Ville sur les plateformes numériques diverses. Un compte Instagram a notamment été ouvert à l'occasion des JOJ;
- une harmonisation de l'ensemble des démarches et prestations offertes par la Ville sur Internet permettant une meilleure accessibilité aux citoyen·ne·s;
- la production de vidéos pour appuyer la communication de divers projets (pose de la plaque commémorative de Jaquette de Clause, Rétrospective 2020, 1<sup>ère</sup> vague de Covid-19 Restez chez vous, etc.);
- la réalisation, en soutien aux services, de diverses publications;
- l'engagement d'un développeur web à temps partiel pour soutenir l'équipe afin de proposer des nouveautés.

Tout comme les années précédentes, Info cité a accompagné la population lausannoise et les personnes de passage dans leurs démarches administratives et recherches d'informations sur la vie associative, culturelle et sportive lausannoise. Les équipes, avec notamment 7'000 appels par mois en moyenne, ont été à l'écoute de chacune et chacun, personnifiant la volonté municipale de maintenir un contact direct entre la population et l'administration. Cette mission a été particulièrement forte pendant le premier confinement de mars 2020 où la Centrale téléphonique n'a cessé d'informer et aider les citoyennes et les citoyens.

Par ailleurs, Info cité a tenu à jour, tant bien que mal dans cette période mouvementée, l'agenda des manifestations sur le site [www.lausanne.ch/agenda](http://www.lausanne.ch/agenda), un espace très apprécié des internautes, et réalisé des annonces diffusées sur les écrans proposés dans les bus tl.

## **Relations internationales de la Ville (RIV)**

Anciennement placées sous la responsabilité du conseiller à la Municipalité, les relations internationales bénéficient d'une unité dédiée depuis 2020. Elle est en charge de coordonner les activités internationales de la Ville et plus particulièrement les relations extérieures et la promotion des villes dans le cadre de réseaux internationaux ou en bilatérale, les événements d'ampleur internationale ainsi que la solidarité internationale.

Pour promouvoir la collaboration internationale, la Ville de Lausanne s'engage dans plusieurs réseaux de villes qui ont développé leurs activités principalement en virtuel en 2020.

Dans le cadre de l'AIMF – au sein de laquelle la Ville de Lausanne préside la Commission villes et développement durable depuis 2008 – Lausanne a organisé une rencontre de la commission à l'occasion des JOJ. Cette commission favorise l'échange d'expériences et l'implémentation de projets plus particulièrement dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques. En fin d'année, Lausanne a également participé (en digital) à l'assemblée générale annuelle de l'AIMF et de son Bureau qui se sont tenus à Tunis.

La Ville de Lausanne préside également l'Union mondiale des villes olympiques qui valorise l'héritage olympique au service des politiques publiques de santé, d'inclusion sociale, d'intégration, d'éducation, de sport, ainsi que de développement économique et touristique. En 2020, lors des JOJ, un programme d'observateur·trice·s ainsi qu'une table ronde réunissant des maires des villes olympiques ont été organisés. L'assemblée générale ainsi que la 7<sup>e</sup> édition du sommet Smart Cities & Sport se sont tenus à l'automne dans un format adapté exclusivement virtuel.

Au titre de la solidarité internationale, la Ville de Lausanne a soutenu des projets s'inscrivant dans les quatre axes prioritaires définis: lutte contre le changement climatique, eau, sport pour l'inclusion sociale, et biens culturels. Des subventions ont été accordées à 12 projets au travers de la Fédération vaudoise de



coopération (Fedevaco) ou en aide directe pour des projets menés par des associations locales. Pour lutter contre la pandémie de Covid-19, la Ville a également alloué une aide humanitaire d'urgence exceptionnelle pour les camps de réfugié-e-s à Lesbos ainsi que pour les centres de santé de Tunis et de Kaolack, au Sénégal, à travers le fonds de coopération de l'AIMF. Une aide humanitaire d'urgence a également été apportée suite à l'explosion au port de Beyrouth au Liban, durant l'été. Au total, c'est un budget, augmenté de près de 30%, pour un montant total de CHF 445'000.- qui a été attribué.

## Service de la culture (CULT)

### Principales missions du service

- définition et application de la politique culturelle
- représentation de la Ville par le chef de service et ses adjoint-e-s dans les conseils de fondation des principales institutions culturelles subventionnées
- décisions sur la répartition et le suivi des subventions
- suivi des institutions culturelles, de la scène artistique indépendante et des écoles de musique
- gestion de la Collection d'art de la Ville de Lausanne
- gestion et promotion des quatre musées communaux

### Effectif du personnel

#### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Collection de l'Art Brut	10.40	9.40	10.40	10.20
Musée design et arts appliqués	12.60	12.60	12.60	11.60
Musée historique de Lausanne	16.65	16.65	16.65	16.65
Musée Romain de Lausanne-Vidy	6.00	6.00	6.00	6.00
Unité administrative	7.80	8.00	8.60	8.40
<b>Total service</b>	<b>53.45</b>	<b>52.65</b>	<b>54.25</b>	<b>52.85</b>

#### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.80</b>

La variation d'ept entre 2019 et 2020 s'explique par une différence due à une hausse de 0.8 ept alloués pour l'unité administrative financée par l'enveloppe budgétaire 2020 afin de créer le poste d'adjoint développement de projets

#### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Collection de l'Art Brut	12	9.40	13	10.20
Musée design et arts appliqués	18	12.60	15	11.60
Musée historique de Lausanne	22	16.65	22	16.65
Musée Romain de Lausanne-Vidy	10	6.00	10	6.00
Unité administrative	10	8.00	11	8.40
<b>Total service</b>	<b>72</b>	<b>52.65</b>	<b>71</b>	<b>52.85</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti·e·s**

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
Musée historique de Lausanne	1	1
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	8	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>8</b>	<b>7</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>8</b>

**Evènements marquants**

En raison de la crise du Covid-19, sur une grande partie de l'année 2020, les lieux culturels ont été contraints à la fermeture et les manifestations ont été interdites. Le service a maintenu ses subventions et accompagné les actrices et acteurs culturels dans cette phase de crise notamment grâce à un plan de relance doté de CHF 2.5 millions, impliquant un été culturel remodelé, ainsi que des mesures de soutien ciblées aux artistes, au secteur du livre et à l'industrie culturelle.

Le Théâtre de Vidy, le Cinéma Capitole, le Romandie et le Théâtre Boulimie ont fermé leurs portes pour travaux, alors que le BBL a pu réintégrer ses locaux de travail rénovés. Le mudac, a quant à lui fermé pour préparer son déménagement sur le site de Plateforme 10 en 2022. L'année 2020 a également été marquée par le succès de la manifestation Lausanne en Jeux! dont le programme culturel a réuni plus de 150'000 personnes et élèves durant la période des JOJ.

Dans le domaine des arts visuels, une nouvelle politique de soutien renforcée a été mise en place en faveur des espaces d'art indépendants, alors que la Coopérative SCALA a été constituée afin d'augmenter l'offre en espaces de travail et ateliers pour les artistes.

La Municipalité a par ailleurs honoré d'une médaille d'or M<sup>me</sup> Vera Michalski, mécène culturelle, pour sa contribution exceptionnelle au rayonnement de la ville.

En résumé, les évènements suivants sont à signaler:

- mise à l'arrêt soudaine et brutale de la vie culturelle par la pandémie du Covid-19, fermeture des lieux culturels et interdiction de manifestations, fragilisant violemment l'ensemble du secteur culturel;
- maintien des subventions décidées avant la crise, malgré les annulations;
- mise en place d'un plan de relance spécifique au secteur culturel, assorti de 18 mesures ciblées de soutien pour les artistes et la scène culturelle lausannoise;
- mise sur pied de la plateforme #culturacasa pour fédérer la visibilité de la vie culturelle sur internet;

- mise sur pied d'un été culturel remodelé, initié par la Ville en collaboration avec les festivals lausannois sous le label Culturedebout!, clos par une Semaine des arts de la scène valorisant les compagnies lausannoises;
- fermeture du mudac au 31 août, en vue de son déménagement sur le site de Plateforme 10;
- fermeture du Théâtre de Vidy pour d'importants travaux de rénovation, de transformation et d'extension, installation de structures provisoires;
- réouverture des locaux de travail du BBL au chemin du Presbytère, rachetés et rénovés par la Fondation Béjart Ballet Lausanne;
- fermeture de la salle de concert du Romandie, en raison d'infiltrations d'eau et de risques sécuritaires;
- fermeture du Théâtre Boulimie pour des travaux de réaménagement;
- organisation de Lausanne en Jeux!, dont le programme culturel a réuni plus de 130'000 personnes pendant les JOJ;
- diffusion des études sur les arts de la scène et sur les espaces d'art indépendants;
- constitution de la coopérative SCALA et lancement de deux projets d'ateliers d'artistes;
- mise en place d'une nouvelle politique de subventionnement aux espaces d'art indépendants, avec l'établissement et la signature de neuf conventions pluriannuelles;
- édition d'un nouveau guide Art en ville en trois langues, en partenariat avec Lausanne Tourisme;
- tenue d'Assises de l'accès à la culture, diffusion du rapport final et engagement au Service de la culture d'une chargée de mission pour la participation culturelle;
- nomination de M. Renaud Capuçon à la direction artistique de l'Orchestre de Chambre de Lausanne (OCL) dès la saison 2021-2022 et entrée en fonction de M. Antony Ernst comme directeur exécutif de l'orchestre;
- entrée en fonction de M<sup>me</sup> Marion Houriet et de M. Frédéric Recrosio à la co-direction du Théâtre Boulimie;
- entrée en fonction de M. John Cohen à la direction du Conservatoire de Lausanne.

## Principales activités 2020

### Financement régional

La participation financière de l'Etat de Vaud aux institutions culturelles lausannoises inscrites au budget de CULT s'est élevée à CHF 10'952'500.-, sans compter les aides ponctuelles distribuées par la Commission cantonale des activités culturelles (CCAC).

Le Fonds intercommunal de soutien aux institutions culturelles de la région lausannoise a versé aux quatre grandes institutions culturelles lausannoises (Béjart Ballet Lausanne, Théâtre Vidy-Lausanne, Opéra de Lausanne et Orchestre de Chambre de Lausanne) un montant de CHF 850'000.-.

Le Théâtre Kléber-Méleau (TKM), la Cie STT et la Cie Linga bénéficient de conventions de subventionnement pluripartites et régionales.

### Musées communaux et Collection d'art de la Ville de Lausanne

Les musées ont été fermés au public par les autorités fédérales et cantonales du 16 mars au 10 mai, puis du 3 au 30 novembre.

#### Collection de l'Art Brut (CAB)

20'832 personnes ont visité la Collection de l'Art Brut (quatre expositions temporaires, exposition permanente, événements particuliers et animations). 4'689 visiteur·euse·s se sont rendus à Genève à l'exposition *Scrivere disegnando*. Quand la langue *cherche son autre*, organisée en collaboration avec le Centre d'Art Contemporain (CACG).

#### Musée de design et d'arts appliqués contemporains (mudac)

13'827 personnes ont visité le mudac (trois expositions temporaires, expositions permanentes, manifestations, événements particuliers et animations), qui a fêté son 20<sup>e</sup> anniversaire en 2020. Le musée a fermé ses portes le 31 août en vue de son déménagement de la Maison Gaudard à Plateforme10 en 2022. La Fondation Plateforme 10 reprendra la gestion du budget et de l'équipe du mudac dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### **Musée Historique Lausanne (MHL)**

10'166 personnes ont visité le Musée historique Lausanne (deux expositions temporaires, exposition permanente, événements particuliers et animations). En raison de la pandémie, l'exposition Losanna, Svizzera a été reportée à l'été 2021. 42 podcasts relatifs aux expositions Time off, Lausanne XL-2 et à l'exposition permanente ont été mis en ligne et Losanna, Svizzera, recueil de témoignages d'immigrés italiens, a été publié.

### **Musée romain de Lausanne-Vidy**

6'764 visiteur-euse-s ont visité le Musée romain de Lausanne-Vidy (deux expositions temporaires, exposition permanente, événements particuliers et animations).

### **Collection d'art de la Ville de Lausanne (CAL)**

56 nouvelles œuvres de 22 artistes ont été acquises pour la CAL grâce à une campagne d'acquisition exceptionnelle inscrite dans le cadre du plan de relance de la culture lausannoise. Deux donations d'œuvres par les artistes ont également enrichi la collection.

41 œuvres sont nouvellement en prêt dans les diverses administrations de la ville, portant le total des pièces actuellement présentées à 270. 190 transports d'œuvres ont été effectués pour numérisation, encadrement, restauration, accrochage ou retour dans les dépôts.

Des 66 médiations prévues, seules six ont pu avoir lieu avant la fermeture des établissements scolaires.

## **Arts de la scène**

Les théâtres ont été interdits de public par les autorités fédérales et cantonales du 16 mars au 5 juin, puis du 3 novembre au 31 décembre. Les possibilités d'accueil et la jauge maximale ont entretemps été limitées.

### **Théâtre de Vidy**

38'519 spectateur-trice-s ont assisté aux 31 spectacles (251 représentations) présentés à Lausanne, pour un taux de fréquentation de 80%. 45'015 spectateur-trice-s ont assisté aux 11 spectacles (203 représentations) donnés par le Théâtre de Vidy en tournée, en Suisse et à l'étranger. 96 représentations (17 spectacles concernés) ont été annulées. La plateforme numérique créée par le théâtre, Vidydigital, a généré plus de 36'179 visites en quatre mois.

Le théâtre a entamé un important chantier de rénovation. Ces travaux, qui dureront deux ans, concernent notamment la rénovation de la salle Charles Apothéloz, l'assainissement et la mise en conformité du bâtiment et des espaces de travail, la construction d'une salle de répétition en extension, la modernisation des équipements et des aménagements extérieurs (entrée et cour). Durant la période des travaux, le Théâtre de Vidy maintient sa programmation dans la salle René-Gonzalez, dans le Pavillon, ainsi que hors-les-murs.

### **Béjart Ballet Lausanne (BBL)**

27'194 spectateur-trice-s ont assisté aux 20 représentations données par le BBL, dont 6'878 à Lausanne. Le 16 mars, la compagnie et l'école Rudra-Béjart ont été mises à l'arrêt. En août, la compagnie a pu reprendre ses activités pour finaliser la nouvelle création de Gil Roman, Basso continuum, présentée à l'Opéra de Lausanne en octobre.

Un gradin a été installé dans le studio des locaux de travail fraîchement rénovés du BBL. Cette configuration a permis la réalisation d'une formule inédite à jauge réduite appelée Plan B, destinée notamment aux élèves des classes lausannoises et des hautes écoles. Ces activités ont dû être suspendues en novembre.

### **Arsenic – Centre d'art scénique contemporain**

6'155 spectateur-trice-s ont assisté aux 29 spectacles (92 représentations et événements) présentés à Lausanne, pour un taux de fréquentation de 72%. 17 spectacles et performances annulés et reportés n'ont pour l'heure pas encore pu être joués. Une programmation performative, gratuite, a été mise en place durant l'été: les Jeudis de l'Arsenic.

### **Théâtre Kléber-Méleau (TKM)**

14'736 spectateur-trice-s ont assisté aux 62 représentations des 10 spectacles et manifestations proposées par le TKM. 68 représentations ont été annulées. Un spectacle itinérant, en plein air, a été organisé à Lausanne et dans les communes de l'Ouest.

### **Le Petit Théâtre**

15'877 spectateur-trice-s ont assisté aux 19 spectacles et manifestations pour un total de 155 représentations. La pandémie a fortement impacté les activités et les représentations du théâtre de mars à juin, puis de novembre à décembre, impliquant des annulations, des reports ainsi que des représentations à jauge réduite. Le théâtre a fêté ses 30 ans en septembre avec un événement qui s'est déroulé sur deux semaines faites de spectacles, d'une exposition, de visites insolites et de propositions gourmandes.

### **Autres subventions ordinaires**

Au Théâtre Boulimie, 1'751 spectateur-trice-s ont assisté aux 18 représentations qui ont pu être maintenues. Le théâtre a fermé en été pour des travaux de réaménagement et une réouverture prévue début 2021. Une nouvelle co-direction est entrée en fonction au 1<sup>er</sup> juillet avec la nomination de Marion Houriet et de Frédéric Recrosio.

2'178 spectateur-trice-s ont assisté aux 63 représentations des 14 propositions artistiques présentées au Théâtre 2.21 et 2'528 spectateur-trice-s ont assisté aux 62 représentations des cinq spectacles proposés par le Pulloff Théâtres. 6'759 spectateur-trice-s ont assisté aux 36 représentations des 16 propositions artistiques présentées au Centre culturel des Terreaux. 1'475 spectateur-trice-s ont assisté aux 13 représentations des deux spectacles présentés par le Théâtre de Marionnettes de Lausanne.

1'694 spectateur-trice-s ont assisté aux 49 spectacles et manifestations organisées par le Théâtre Sévelin 36. La Cie Philippe Saire a proposé 88 représentations de ses spectacles qui ont été vues par 10'892 spectateur-trice-s. 3'518 spectateur-trice-s ont assisté aux sélections et à la finale de la 48<sup>e</sup> édition du Prix de Lausanne qui s'est déroulé à l'Auditorium Stravinski (2m2c) à Montreux en raison des travaux en cours au Théâtre de Beaulieu.

### **Subventions casuelles**

Pour la saison 2020-21, sur recommandation de la Commission des arts de la scène, la Ville a soutenu 27 projets de création scénique de compagnies indépendantes (sur 72 dossiers déposés).

Les conventions de subventionnement aux compagnies Arts Mouvementés (Yasmine Hugonnet) et Emilie Charriot ont été renouvelées. Parallèlement, les conventions attribuées aux compagnies Numéro 23 Prod. (Massimo Furlan), STT (Dorian Rossel), Linga (Katarzyna Gdaniec et Marco Cantalupo), Snaut (Joël Maillard), Marielle Pinsard, Jours Tranquilles (Fabrice Gorgerat), 2b Company (François Gremaud) et Nicole Seiler se poursuivent.

La Ville de Lausanne et le Canton de Vaud ont attribué conjointement la 11<sup>e</sup> bourse de compagnonnage théâtral, octroyée pour les saisons 2020-22, à Floriane Mésenge.

13 projets de tournée de compagnies indépendantes (théâtre et danse) ont été soutenus en 2020. Plusieurs tournées sont en cours de report, alors que le projet de Sélection suisse en Avignon a dû être annulé.

Le Festival Programme Commun ainsi que la Fête de la danse ont dû être annulés.

Dans le cadre de son plan de relance résultant de la crise du Covid-19, la Ville est venue en aide directe à 169 artistes, dont les activités artistiques ont été suspendues ou reportées par les interdictions en vigueur.

## **Musique**

Les salles de concert ont été interdites de public par les autorités fédérales et cantonales du 16 mars au 5 juin, puis du 3 novembre au 31 décembre. Les possibilités d'accueil et la jauge maximale ont entretemps été limitées.

### **Opéra de Lausanne**

L'Opéra de Lausanne a accueilli au total 10'830 spectateur-trice-s, pour 17 levers de rideau. Les productions lyriques n'ont plus pu reprendre depuis le 13 mars. L'Opéra a cependant proposé une programmation tenant compte des contraintes sanitaires en septembre et octobre, avec divers récitals et 10 jours de représentations du BBL.

### **Orchestre de Chambre de Lausanne (OCL)**

26'373 personnes ont assisté aux 36 concerts donnés par l'OCL (27 à Lausanne, huit en Suisse et un à l'étranger). 54 concerts ont été annulés. En septembre, une série de quatre concerts gratuits a été proposée en l'honneur des 250 ans de Beethoven. L'orchestre a pu poursuivre ses collaborations avec la Haute école de musique Vaud Valais Fribourg (HEMU), la Manufacture et les sociétés chorales vaudoises et a su proposer des projets alternatifs pour maintenir le lien avec son public (vidéos, concerts à huis clos retransmis en streaming, parutions d'enregistrements).

La fondation a accueilli M. Antony Ernst en tant que nouveau directeur exécutif. M. Renaud Capuçon a été nommé nouveau directeur artistique dès septembre 2021.

### **Les Docks**

10'291 personnes ont assisté aux 23 événements programmés. 89 événements ont dû être reportés ou annulés. Un concept sanitaire complexe a été mis en place en automne, qui a permis d'accueillir le festival Label Suisse.

### **Label Suisse**

Malgré les nombreuses incertitudes et adaptations nécessaires, la 9<sup>e</sup> édition de Label Suisse a pu être maintenue. Le festival a tiré un bilan positif de l'événement avec 62 concerts et créations proposés, pour une affluence de plus de 25'000 entrées uniques.

### **Autres subventions ordinaires**

6'599 personnes ont assisté aux sept concerts et aux 12 événements organisés au Romandie. En raison d'infiltrations d'eau et de risques sécuritaires, la salle de concert a dû être fermée en début d'été. Des démarches conjointes sont en cours afin de permettre une reprise des activités de l'association E la nave va aussi rapidement que possible. 66 soirées ont dû être annulées en raison de cette fermeture et de la pandémie.

2'368 personnes ont assisté aux 24 événements (37 concerts au total) présentés par l'Association du Salopard, qui a mis en place une programmation itinérante en collaboration avec d'autres lieux culturels après avoir quitté la salle du Bourg en août. Au Chorus, 42 concerts jazz ont été organisés.

La saison du Sinfonietta de Lausanne a été fortement impactée, seuls deux concerts de la saison d'abonnement ayant pu être donnés, vus par 626 spectateur-trice-s. 10'428 personnes ont assisté aux 10 concerts donnés en Suisse et à l'étranger par l'Ensemble Vocal de Lausanne (EVL), dont les activités sont suspendues depuis mars 2020. Le Quatuor Sine Nomine a pu maintenir 18 concerts (sur une trentaine). L'Orchestre Amabilis a présenté deux programmes musicaux qui ont séduit 190 personnes. Les deux concerts de l'Orchestre Symphonique et Universitaire de Lausanne (OSUL) ont dû être annulés.

681 mélomanes ont assisté aux sept manifestations proposées par la Société de Musique Contemporaine (SMC).

804 personnes ont assisté aux 19 propositions musicales (10 annulations) présentées par la Société des Concerts de la Cathédrale de Lausanne. L'association des Amis de l'Abbaye de Montheron a donné 20 concerts (70 prévus, 50 annulés) pour 1'080 spectateur-trice-s. Les activités de l'Association de concerts de musique ancienne Les Goûts Réunis et des Concerts de Montbenon (ACM) ont également été entravées. Le service soutient par ailleurs la Conférence des Sociétés Chorales Vaudoises de Concert (CSCVC) qui regroupe une quarantaine de chœurs d'oratorio du canton.

Le festival Electrosanne a pu être maintenu dans un format réduit, mais a affiché complet. Annulée dans son format usuel, la Fête de la musique a proposé une trentaine de concerts et d'activités en collaboration avec d'autres lieux partenaires. Les éditions 2020 du festival Jazz Onze+ et du Festival Bach ont dû être annulées.

### **Subventions casuelles**

Dans le domaine musical, CULT a soutenu 33 projets de création et neuf projets de diffusion par le biais de soutiens ponctuels, dont notamment les projets de l'Ensemble en Scène (12 propositions suivies par 1'647 personnes), l'Ensemble BaBel, l'Association Eustache, l'Ensemble Rue du Nord et l'Association Percu.ch. Six concerts ont pu être maintenus dans le cadre du Festival de Musique Improvisée de Lausanne, alors que les éditions 2020 du Holy Groove Festival et du Prémices Festival ont dû être annulées.

## **Arts visuels**

Les musées et les espaces d'art ont été fermés au public par les autorités fédérales et cantonales du 16 mars au 10 mai, puis du 3 au 30 novembre.

### **Subventions ordinaires**

La Fondation de l'Hermitage a présenté deux expositions pour une fréquentation totale de 27'839 visiteur-euse-s. 514 personnes ont vu les trois expositions et quatre événements organisés par le centre d'art Circuit, qui a également été invitée à présenter une exposition à l'étranger. L'Association des Musées de Lausanne et Pully (AMLPL) a notamment été marquée par l'annulation de la Nuit des musées.

### **Subventions casuelles**

Sur recommandation de la Commission des arts visuels, la Ville a soutenu des artistes lausannois-e-s pour 23 expositions ainsi que sept publications (sur 75 dossiers déposés). Deux artistes ont bénéficié de résidences au Caire et à Buenos Aires. Les membres de la commission ont également visité 20 ateliers d'artistes ainsi que l'exposition Des Seins à dessein, en vue d'acquisitions pour la CAL.

La Ville de Lausanne a en outre repensé sa politique de soutien aux espaces d'art indépendants et structures apparentées, concrétisée par la signature de neuf nouvelles conventions de subventionnement.

Les manifestations Aperti et l'événement de clôture du Musée de l'Elysée ont pu être maintenus.

Dans le cadre de son plan de relance résultant de la crise du Covid-19, la Ville est venue en aide directe à 24 artistes, en contribuant notamment aux charges de loyer de leur atelier.

### **Ateliers d'artistes**

La Société coopérative d'artistes – Lausanne et alentours (SCALA) a été fondée en 2020 par des artistes lausannois-e-s sous l'impulsion de CULT. 17 nouveaux ateliers d'artistes ont été attribués dans des locaux mis à disposition par la Ville de Lausanne à Crissier et par les CFF dans les halles de Sébeillon.

## Art en Ville

Le projet Art en Ville met en valeur les œuvres et installations artistiques qui se situent dans l'espace public lausannois. En 2020, un nouveau guide papier en trois langues destiné au grand public et aux touristes a été publié. Il propose des parcours-balades et s'accompagne d'un audioguide, sous forme de podcast.

## Cinéma

Les salles de cinéma ont été fermées au public par les autorités fédérales et cantonales du 16 mars au 5 juin, puis du 3 novembre au 31 décembre. Les possibilités d'accueil et la jauge maximale ont entretemps été limitées.

### Cinémathèque suisse

13'495 spectateur-trice-s ont assisté aux 242 films projetés lors des 402 séances organisées par la Cinémathèque suisse. Elle a également proposé quatre avant-premières suivies par plus de 585 spectateur-trice-s.

En marge des projections, l'institution a accueilli et organisé des projections de longs-métrages dans le cadre de Lausanne en Jeux!, diverses rétrospectives, des projections de films restaurés dans des festivals en Suisse et à l'étranger ainsi que la mise en ligne de 33 films de ses collections pour le grand public.

### Subventions ordinaires

5'841 personnes ont assisté aux 53 projections et manifestations et aux 23 concerts organisés dans le cadre de la 19<sup>e</sup> édition du Lausanne Underground Film Festival (LUFF). Annulé dans son format usuel, le festival Cinémas d'Afrique a proposé une édition spéciale réduite en collaboration avec des lieux et des événements partenaires.

### Subventions casuelles

Le Zinéma a diffusé 61 films, dont 29 films suisses, vus par 3'535 spectateur-trice-s. Les projections et événements de l'Association BelEcran ont attiré 4'278 spectateurs au Cinéma Bellevaux (632 séances ayant dû être annulées). L'Association Ciné-Clap a accueilli 710 personnes au Cinéma Oblò lors d'une trentaine d'événements.

Le dernier éteint la lumière, ultime événement avant le déménagement du Musée de l'Elysée sur le site de Plateforme 10, a proposé des projections, un concert, des ateliers et visites guidées pour 2'150 visiteur-euse-s.

Les Rencontres 7e Art Lausanne, le Ciné-Festival, les Bobines de Valency ainsi que la Nuit du Court lausannoise organisée par l'Association Base-Court ont dû être annulés.

## Festivals et manifestations

Les manifestations ont été interdites par les autorités fédérales et cantonales du 16 mars au 5 juin, puis du 3 novembre au 31 décembre. Les possibilités d'accueil et la jauge maximale ont entretemps été limitées.

### Lausanne en Jeux!

CULT a apporté une contribution majeure à l'organisation de Lausanne en Jeux!, manifestation sportive et culturelle offerte à la population en marge des JOJ.

Proposée en collaboration avec plus de 40 partenaires artistiques, près de 400 événements ont eu lieu dans plus de 30 lieux lausannois et sur quatre scènes extérieures. Plus de 130'000 personnes, auxquelles s'ajoutent 21'000 élèves dans le cadre du volet pédagogique, auront profité d'un programme inédit dans la partie culturelle du programme. Une création originale a été présentée sur la place Centrale, fédérant artistes, sportifs et hautes écoles d'art. Les musées lausannois ont proposé une exposition spécifique en lien avec la thématique, alors que de nombreuses institutions culturelles se sont mises au diapason de l'événement en ajustant leur programmation. Plusieurs événements spéciaux liant culture et jeunesse ont rythmé l'événement, y compris en amont des JOJ.

### Festival de la Cité

Annulé dans son format usuel, le Festival de la Cité a proposé une édition spéciale intitulée Aux Confins de la Cité. 6'000 personnes ont assisté aux représentations de 55 projets artistiques différents.

### Autres subventions ordinaires

L'association Lausanne Estivale a été contrainte d'annuler Les Garden-Parties de Lausanne dans son format usuel. Donnant suite à une initiative de la Ville d'offrir une manifestation estivale à sa population, travaillant en collaboration avec de nombreux festivals lausannois et institutions culturelles lausannoises, l'association

a coordonné l'événement unique RIPOSTE!, puis la mise en place de la Semaine des arts de la scène initiée et organisée par CULT. Ces événements ont réuni plus de 8'000 personnes.

L'édition 2020 du festival Les Urbaines a dû être annulée.

### Subventions casuelles

Les éditions 2020 de la Fête du slip, ainsi que de Lausanne Méditerranées ont dû être annulées.

## Associations et structures professionnelles

### Subventions ordinaires

De façon générale, les associations professionnelles et structures mutualisées ont fait office de relais d'informations et de conseil en lien avec les mécanismes d'indemnisations et mesures de restriction.

Le Bureau culturel Vaud a livré ses prestations dans les domaines de la location de matériel, de la mise à disposition de ressources, du consulting. Près de 1'000 utilisateur-trice-s bénéficient de ces ressources, notamment dans le domaine des arts visuels. L'Association romande technique organisation spectacle (artos) a été soutenue pour ses activités liées à la formation notamment.

La Commission romande de diffusion des spectacles (Corodis) a été subventionnée pour son soutien à la diffusion des compagnies lausannoises. L'Association vaudoise de danse contemporaine (AVDC) a mené 41 entretiens individuels avec des chorégraphes, organisé divers workshops et actions de sensibilisation ainsi qu'une formation aux étudiant.e-s de la Manufacture. La Fondation SAPA a organisé 14 événements et actions, dont sept à Lausanne, pour 216 participant.e-s.

Le contexte sanitaire a obligé la Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles (FCMA) à penser de nouveaux formats digitaux pour développer ses activités de consulting, formation et information. Le projet transfrontalier Iceberg a dû être repoussé, alors que les résidences d'artistes et le programme FCMA Musique+ ont pu être maintenus.

La Ville de Lausanne a contribué à Cinéforum, structure romande de soutien aux projets de création dans le domaine du film. La fondation a soutenu 52 projets en aide à la réalisation et cinq projets en soutien à l'innovation.

Un soutien est également apporté aux activités de Visarte.Vaud.

## Participation culturelle

Une journée professionnelle dédiée à l'accès à la culture a été mise sur pied sous forme d'Assises, avec la participation de toutes les institutions culturelles lausannoises. Un rapport final a été diffusé, donnant des pistes de réflexion concrètes pour la future politique de participation culturelle de la Ville de Lausanne. Dans la continuité, un poste de chargé.e de mission en participation culturelle a été créé.

Des soutiens ont été accordés à La Marmite et au Panier culturel favorisant la découverte et la participation culturelle.

## Ecoles de musique

La pandémie a eu de nombreuses répercussions tant sur le déroulement des cours donnés en partie à distance, que sur les manifestations qui ont souvent dû être reportées ou annulées.

### Conservatoire de Lausanne

La Fondation de la Haute école de musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne abrite sous un même toit institutionnel l'HEMU, qui offre une formation professionnelle dans le cadre de la HES-SO, et le Conservatoire de Lausanne, qui offre une formation classique non professionnelle. En 2020, le Conservatoire de Lausanne a dispensé des cours à 1'193 élèves. M. John Cohen a été nommé à la direction du Conservatoire.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves lausannois.e.s		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
1'138	55	642	19	2'423	902	1'521



### Ecole de Jazz et de Musique Actuelle (EJMA)

L'EJMA a dispensé une formation musicale non professionnelle à 1'011 élèves. L'école a obtenu le premier prix du concours national de l'ASEM pour la création de son Département de musique assistée par ordinateur.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves lausannois-e-s		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
608	403	348	204	1'397	892	505

### Ecole de Musique Lausanne (EML)

L'EML a dispensé une formation musicale non professionnelle à 1'804 élèves. Le projet Orchestres en classe a été maintenu dans trois établissements scolaires lausannois. En raison d'importants travaux de rénovation au collège de la Madeleine, de nouveaux locaux ont dû être aménagés au collège de Montolivet et les cours ont été déplacés.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves lausannois-e-s		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
1'646	158	1'497	70	2'608	1'194	1'414

## Service des bibliothèques et archives de la Ville (BAVL)

### Principales missions du service

#### Réseau des bibliothèques de la Ville de Lausanne

— mise en œuvre de la politique municipale en matière de lecture publique par le réseau des bibliothèques (six sites et le bibliobus). Cette politique consiste à garantir une offre documentaire (y compris numérique) pour tous les publics. Elle veille à offrir un accueil de qualité (horaire, soutien du personnel, services d'information et de communication) et à proposer un programme culturel et de médiation, y compris par des accueils de groupe, notamment scolaires

#### Archives de la Ville de Lausanne

— mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire, y compris audiovisuel, issu de l'administration communale comme de personnes physiques ou morales privées de Lausanne ou de la région. Cette politique est complétée par la gestion d'une bibliothèque et d'une documentation de référence sur Lausanne et sa région. De plus, les archives veillent à garantir un accès aisé à leurs fonds tant par la rédaction d'inventaires que par l'accès en ligne à des archives numériques ou numérisées

#### Centre BD de la Ville de Lausanne

— mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire touchant la bande dessinée. Celle-ci passe par la constitution d'archives historiques et de collections de référence, notamment suisses. Elle doit également se déployer par la mise en valeur des fonds à travers des recherches, des expositions et des manifestations publiques, notamment à l'occasion du festival lausannois BDFIL

#### Politique du livre

— mise en œuvre de la politique municipale en matière de politique du livre et de la lecture, par le soutien à l'édition, aux auteur-e-s, aux libraires et l'organisation de manifestations publiques

## Les missions

Acteur social et culturel à part entière, BAVL rassemble trois unités: le réseau des bibliothèques, les archives et le Centre BD. Institution communale spécialisée dans la gestion de l'information documentaire, le service assume de nombreuses prestations en faveur de la population. A ce titre, il répond à plusieurs missions conformes à la législation:

- une mission d'information et de conservation;
- une mission sociale;
- une mission culturelle;
- une mission de formation;
- une mission pour un imaginaire vivant, soit la Lecture-plaisir, loisirs ou divertissement illustrant l'importance de l'imaginaire comme élément d'épanouissement personnel.

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre BD de la Ville	1.30	1.30	1.30	1.30
Les Archives de la Ville	7.40	7.25	7.40	7.25
Les Bibliothèques de la Ville	43.12	42.77	43.32	41.97
<b>Total service</b>	<b>51.82</b>	<b>51.32</b>	<b>52.02</b>	<b>50.52</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.20</b>

### Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Centre BD de la Ville	2	1.30	2	1.30
Les Archives de la Ville	9	7.25	9	7.25
Les Bibliothèques de la Ville	64	42.77	65	41.97
<b>Total service</b>	<b>75</b>	<b>51.32</b>	<b>76</b>	<b>50.52</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

### Apprenti·e·s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Les Archives de la ville	–	1
Les Bibliothèques de la Ville	1	1
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>5</b>	<b>6</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	2
<b>Total service</b>	<b>5</b>

**Evènements marquants**

Le Covid-19 a obligé BAVL à se ré-inventer et à développer de nouvelles stratégies pour rester au contact des usager·ère·s. Des collaborations enrichissantes entre différents services ont permis d'unir des forces pour assurer les prestations de prêt ou en offrir de nouvelles, telles que:

- le portage de livres aux personnes vulnérables, grâce à l'aide de DIAM pour livrer les ouvrages;
- le renfort des collègues des musées (Service de la culture) pour assurer le flux des lecteurs et les gestes barrières;
- la mise à disposition d'espaces publicitaires SGA par le Service des sports dans le cadre de BDFIL, avec cette édition «autrement», intitulée Déconfinature;
- une synergie de communication commune, avec le Secrétariat général de la Direction Sports et cohésion sociale et le délégué aux aînés;
- l'excellente collaboration avec le Bureau de la communication, permettant à BAVL de bénéficier d'une meilleure diffusion.

Pour répondre aux mesures de protection de la population, une logistique a été déployée: sous forme d'un circuit balisé afin de gérer les flux, d'un contrôle du nombre de personnes assurant le respect de la distanciation, d'une mise en quarantaine des ouvrages durant 72 heures, de l'installation de l'application du Socialpass pour le traçage. En back office, des plexis ont été fabriqués à l'atelier de reliure. Le télétravail s'est développé sous forme de tournus.

Une réorganisation de l'accueil aux Archives permet un encadrement personnalisé des client·e·s: sur rendez-vous via Agenda.ch, application développée à cette occasion, ou par téléphone, la recherche peut se faire en amont et la consultation est ainsi optimisée.

Enfin, cette année 2020 marque définitivement l'abandon du projet de la maison du livre et du patrimoine tel qu'envisagé en lien avec le projet de rampe Vigie-Gonin qui ne se concrétisera pas.

**Principales activités 2020****Bibliothèques de la Ville**

De manière générale, dans tous les sites, les lectrices et lecteurs commencent à s'appropriier la bibliothèque, par petites communautés liées par des activités récurrentes. Force est de constater que les nombreuses animations, en adéquation avec les réalités de quartier, touchent tous les publics. Cette dynamique amène peu à peu à un changement de vision: ce lieu de ressources documentaires devient également un lieu de rencontres et de liens sociaux. L'année 2020 a certes bouleversé la vie des citoyen·ne·s mais elle a prouvé l'importance de ce rôle social des bibliothèques: malgré les restrictions, les interactions sont devenues d'autant plus précieuses pour le public, très reconnaissant, à un moment où il se fragilise moralement, physiquement et mentalement: même si les impacts sont difficilement chiffrables, ils sont réels et tangibles.

**Fréquentation et prêts**

La fréquentation et le nombre de prêts ont augmenté ces cinq dernières années de manière significative. 2020 marque un arrêt dans cette progression compte tenu de la fermeture du 13 mars au 11 mai, de la mise en

place des mesures sanitaires pour accueillir le public à la réouverture (horaires restreints, arrêt du bibliobus, restriction du nombre de personnes au m<sup>2</sup>, salle de lecture et lieu de séjour fermés, suppression de l'accès aux bornes Internet et à l'espace des journaux). Sur l'ensemble du réseau, c'est plus de 790 heures d'ouverture qui n'ont pu être assurées en raison de la pandémie de Covid-19, soit l'équivalent d'environ 105 jours d'ouverture sur l'année.

Les animations ont presque toutes été annulées ou transformées en numérique. Un chiffre toutefois en augmentation: 12.4% de la population lausannoise a emprunté au moins un document dans les bibliothèques en 2020 (10.3% en 2019). Il faut évidemment mettre ce chiffre en relation avec l'arrêt forcé des activités culturelles.

Compte tenu de ces paramètres et de toutes les restrictions, les chiffres ci-dessous témoignent de la de la bonne santé du réseau lausannois de lecture publique.

### Nombre de prêts et inscriptions par site

Lieu d'inscription:	Lieu de prêt						Total
	BJ	BUS	CY	EB	MT	SZ	
Bibliothèque jeunesse (BJ)	131'252	757	50'575	4'904	9'582	4'064	202'937
Bibliobus (BUS)	594	798	700	14	180	129	2'463
Chauderon (CH)	15'082	601	220'552	6'873	12'798	7'496	264'041
Chailly (CY)	5'677	1'493	11'857	470	1'569	3'308	39'619
Entre-Bois (EB)	8'438	573	12'015	26'445	1'002	1'779	50'480
Montriond (MT)	12'871	331	29'339	1'355	60'989	1'115	106'067
Sallaz (SZ)	15'862	1'647	36'576	3'470	3'478	50'375	116'925
<b>Total</b>	<b>189'776</b>	<b>6'200</b>	<b>361'614</b>	<b>43'531</b>	<b>89'598</b>	<b>68'266</b>	<b>782'532</b>

### A signaler:

- 3'275 nouvelles personnes inscrites (5'074 en 2019);
- Chauderon reste un lieu privilégié pour les inscriptions (51.1%) suivi de la BJ (22.5%) et de SZ (11%);
- 29.6% des nouvelles personnes inscrites sont des jeunes de moins de 14 ans;
- les inscriptions des enfants se font davantage entre 5 et 9 ans (14.6%) qu'entre 0 et 4 ans (7%) et cela reste assez constant par rapport aux années précédentes bien que les visites de classes aient été fortement restreintes par les mesures sanitaires;
- les nouvelles inscriptions des (jeunes) adultes représentent toujours une part importante (27.7% pour les 15-29 ans) La part des 30-50 ans représente 31.8% des inscriptions, la part la plus importante mais de peu devant les 15-29 ans. On s'inscrit donc à tout âge – pas seulement en tant qu'enfant;
- 59% des nouvelles personnes inscrites sont des femmes;
- 75% des nouvelles personnes inscrites habitent à Lausanne, une part en augmentation;
- 65.4% des nouvelles personnes inscrites sont de nationalité suisse. Les autres communautés plus largement représentées restent essentiellement en provenance de pays limitrophes: France, Italie, ou de communautés immigrées de longue date: Espagne, Portugal, Kosovo, Erythrée. Les nouvelles personnes immigrantes sont encore peu nombreuses à s'inscrire et on remarquera la quasi absence de pays latino-américains (sauf le Brésil);
- 18'085 comptes actifs en 2020 (21'943 en 2019, soit une baisse de 18.8 points);
- la part des actifs inscrits à Chauderon est de 52.3% Suivent la BJ à 19.2%, MT à 10.7%, SZ à 9.3% et CY à 2%;
- 24.25% des actifs sont des jeunes de moins de 20 ans. Les 65 ans et plus représentent 14.6% des actifs. Le public adulte et actif (20-65 ans) constitue le gros du public, soit 61% des actifs;
- 64.55% des actifs sont des femmes. Leur part reste majoritaire dans tous les sites y compris à la BJ, qui a le ratio homme/femme le plus équilibré (41.8%/57.8%);
- 79.2% des actifs sont lausannois – une part qui est en augmentation. Le reste des actifs vient principalement des communes adjacentes.

### Collections

- le réseau des bibliothèques possède 226'682 documents soit 1.55 document imprimé ou film par habitant.e (Lausanne-Ville) sans compter les e-books et les périodiques sur Press-Reader;
- le réseau des bibliothèques met à disposition également en ressources numériques:
  - 6'973 livres électroniques et livres audio (e-bibliomedia);

- 7'671 titres de revues électroniques via Press-Reader;
- en ajoutant les ressources électroniques hors catalogue, les bibliothèques abritent 1.65 document par habitant-e;
- les livres imprimés représentent 88% des collections (libre accès et réserve comprise hors presse électronique et e-books);
- en écartant la réserve, le taux de renouvellement est de 9.9% pour l'ensemble des collections hors périodiques.

## Politique du livre

### Prix des lectrices et lecteurs de la Ville de Lausanne 2020

Les six jurés-citoyens de l'édition 2020 du Prix des lectrices et lecteurs de la Ville de Lausanne, sous la houlette de la femme de médias Romaine Jean, ont récompensé en avril le roman «Les Immortelles» de Fabienne Bogadi (Age d'Homme). La cérémonie publique a été annulée et remplacée par le tournage d'une vidéo diffusée largement via les canaux de la Ville de Lausanne et ceux de BAVL.

### Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne

La Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2020, dotée d'un montant de CHF 15'000.-, a été remise à l'écrivain lausannois Marc Agron pour son projet de fiction «Réminiscences». Lausanne Région y est associée depuis 2019, permettant aux candidat-e-s d'être domiciliés dans l'une des 27 communes de Lausanne Région.

### Des Dimanches du livre à Boulimie aux Dimanches du livre aux Terreaux

Les Dimanches du livre à Boulimie, cycle de rencontres avec des personnalités du monde du livre, ont reçu Fabrice Midal et Alex Capus avec succès. Les rencontres du cycle des Dimanches du livre à Boulimie prévues avec Metin Arditi et Marc Voltenuer ont dû être annulées. Vu le succès du concept et la relative exigüité de Boulimie (150 places), une nouvelle collaboration a été mise en place avec le Centre culturel des Terreaux (300 places) pour un cycle de sept rencontres dominicales avec des personnalités du monde du livre. Seule la rencontre avec Philippe Zep Chappuis a eu lieu. Les rencontres avec Sorj Chalandon et Jean Ziegler ont été annulées.

### «Lire à Lausanne» au Forum de l'Hôtel de Ville

Pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, une opération de valorisation et de promotion des éditeur-trice-s et auteur-e-s lausannois intitulée «Lire à Lausanne» a été mise sur pied au Forum de l'Hôtel de Ville au moment de la rentrée littéraire d'août 2020. Durant cinq jours, un espace librairie, une programmation vivante pour tous les publics et une halte café ont été proposés au public.

### Soutien aux éditeur-trice-s, à la médiation littéraire et aux auteur-e-s

Une soixantaine de projets de publication ou de médiation littéraire émanant d'éditeur-trice-s, de collectifs, associations, librairies, prix ou revues littéraires ont bénéficié d'un soutien financier (allant de CHF 300.- à CHF 5'000.-). Cinq maisons d'édition lausannoise sont au bénéfice d'une convention annuelle de soutien (pour des montants allant de CHF 5'000.- à CHF 10'000.-) tripartite avec le Canton de Vaud pour la période 2019-2021. A noter que la scène du livre étant très dynamique et créative en Suisse romande en général et à Lausanne en particulier (naissance de maisons d'édition, d'associations type Limonade Littéraire ou Maison du Récit), les demandes de soutien augmentent de manière régulière.

### Coordination éditoriale interne Ville Lausanne

Depuis le printemps 2020, la déléguée à la politique du livre propose des services internes en termes de coordination éditoriale et rédaction d'ouvrages initiés ou souhaités par la Ville de Lausanne:

- «100 femmes qui ont fait Lausanne»: publication initiée par la déléguée à l'égalité et à la diversité. Rédaction des textes, soutien à la communication, médiation, diffusion du livre en cours. Sortie mars 2021;
- «Cafés et restaurants historiques de Lausanne»: projet lancé en 2020 pour une publication en fin 2021;
- «Le tunnel du LEB»: conseils éditoriaux, en cours.

### Prix du Polar romand 2020

Porté par BAVL, le Prix du Polar romand 2020 – doté de CHF 3'000.-, a été remis à l'écrivaine lausannoise de Bâle Marlène Charine pour son roman «Tombent les anges» (Calmann-Lévy). La cérémonie publique prévue lors du festival Lausan'noir en mai 2020 a été annulée et remplacée par le tournage et la diffusion d'une vidéo avec interview de la lauréate. A noter que ce prix est le seul du genre en Suisse romande et valorise un genre

(polar, roman noir, roman à suspense, thriller, polar historique, etc.) devenu phare en une décennie et connaissant en Suisse romande comme ailleurs un regain d'activité littéraire et éditoriale important.

### Concours d'écriture pour enfants MAELYS

Un concours d'écriture à l'intention des enfants de 7-9 ans et 8-10 ans a été lancé en collaboration avec le festival Lausan'noir, l'auteure Christine Pompéi, auteure de la série «Les enquêtes de Maëlys», Payot et Auzou, éditeur. 255 enfants de toute la Suisse romande y ont participé, soit 133 participant-e-s dans la catégorie 7-9 ans et 122 dans la catégorie 10-13 ans. La consigne: mettre en scène la petite enquêtrice créée par Christine Pompéi dans leur ville ou village de domicile.

### Festival Lausan'noir

Suite à sa réorganisation, le festival Lausan'noir repose désormais sur l'association Lausan'noir, qui mandate la déléguée à la politique du livre pour la programmation culturelle et littéraire. La Ville de Lausanne soutient la manifestation. La Cinémathèque suisse collabore en termes de programmation. Lausan'noir 2020, prévu en mai, a été reporté au Casino de Montbenon du 12 au 15 mai 2021.

## Communication, médiation culturelle

En raison de la crise sanitaire provoquée par le Covid-19, les animations prévues à partir du 13 mars ont été annulées jusqu'à la fin du semestre, ainsi que celles programmées à partir du 4 novembre jusqu'à la fin de l'année.

Aussi, afin de proposer des alternatives, les activités suivantes furent réalisées en numérique:

- les clubs de lecture en visioconférence;
- le journal créatif senior;
- certaines conférences.

Les contraintes et les difficultés techniques ont dû être appréhendées. L'aspect positif est que ces expériences nous permettent de questionner nos pratiques, d'interroger les actrices et acteurs culturels avec qui nous travaillons et également de mieux connaître notre public. Un mode d'emploi a été rédigé afin de faciliter les contacts.

Quelques animations avec les jeunes (bibliothèque jeunesse) ont pu se concrétiser comme – entre autres – celles liées à Lausanne à table et la Journée des 13 ans.

Malgré les annulations des animations, deux programmes culturels ont été édités. De plus, il faut souligner l'insertion d'environ 1'800 événements dans quatre à six agendas en ligne relative à la programmation culturelle.

Deux articles ont également été rédigés dans le Journal communal.

L'acquisition de la billetterie en ligne Smeetz.com permet d'automatiser la diffusion des billets en fonction des événements et de la jauge de personnes autorisée. Cette année a vu la création pour BAVL d'un comité éditorial et la mise en place du label Lire à Lausanne. Cette organisation offre une plus-value de contenus et de valorisation qui se retrouve dans la progression liée à Facebook (chiffres ci-dessous):

	2017	2018	Évolution	2019	Évolution	2020	Évolution
Nombre d'abonnés Facebook au 31.12	2'303	2'434	+6%	2'608	+7%	3'044	+16%
Nombre de publication	236	239	+1%	148	-39%	310	+109%
Portée <sup>1</sup> totale des publications	151'871	156'380	+3%	113'876	-28%	268'792	+136%
Portée moyenne d'une publication	644	654	+2%	769	+18%	857	+11%
Portée médiane d'une publication	502	503	0%	522	+3%	513	-2%
Engagement <sup>2</sup> total	7'587	8'554	+13%	6'570	-24%	15'905	+142%
Engagement moyen pour une publication	32	36	+13%	44	+22%	51	+16%
Engagement médian pour une publication	16	21	+31%	19	-10%	21	+11%
Feedback négatif <sup>3</sup> total	132	199	+51%	100	-50%	57	-43%
Feedback négatif moyen par publication	1	1	0%	1	0%	0.18	-

<sup>1</sup> Portée: nombre d'affichage de publications sur l'écran d'utilisateur-trice-s.

<sup>2</sup> Engagement: nombre de personnes ayant interagi avec la publication (commentaire, like, partage, clic sur certains éléments).

<sup>3</sup> Feedback négatif: nombre d'action marquant le désintérêt, tel que: masquer la publication, masquer toutes les publications, signaler comme spam, se désabonner de la page.

## Archives de la ville de lausanne

La mise en place d'un accueil personnalisé sur rendez-vous a permis une consultation optimisée appréciée par les chercheur·euse·s et débouché sur une réorganisation complète du travail de l'équipe.

Durant la période du confinement, la WebTV s'est vue enrichie d'une nouvelle collection d'images, intitulée Festival dans le rétroviseur, images qui ont permis aux usagères et usagers de s'évader virtuellement. Le travail relatif au traitement des séances du Conseil communal a continué.

### Programme de gouvernance documentaire

Le comité de projet, formé par le gestionnaire du programme rattaché au Service d'organisation et d'informatique et l'archiviste adjointe, a revu le cadre de référence. Il a poursuivi ces échanges avec différents services pour répondre à leurs besoins de soutien, notamment avec la Commission immobilière et l'unité chargée de la politique énergétique des SIL. Il a entamé des séances de travail avec les responsables des programmes relatifs à la sécurité et à la protection des données personnelles pour se concerter et s'aligner dans les objectifs et les démarches envisagés auprès des services.

Le comité de pilotage (COPIL) s'est réuni trois fois pour revoir les objectifs et le périmètre du projet. Le COPIL a validé l'acquisition du logiciel ArchiClass sous réserve d'une validation technique, afin de permettre la saisie, la validation et la maintenance du référentiel de conservation.

L'archiviste adjointe a par ailleurs poursuivi le travail de développement du référentiel au cours de l'année. Par ailleurs, elle participe à un groupe de travail de l'AVA (Association vaudoise des archivistes) sur le Records management dont les travaux ont démarré en 2020 et elle a multiplié les échanges avec les Archives d'Etat de Neuchâtel dans le domaine.

### Animations, valorisation, exposition et recherches

- animations scolaires dans le cadre du programme des activités culturelles proposé aux écoles par la Direction EIQ: pour l'année 2019-20, six classes de 10-11S (123 personnes) ont été reçues pour une découverte, intitulée Ce que nous raconte le premier plan de Lausanne, sur le plan Buttet;
- co-animation d'un café numérique Comment archiver vos vidéos? à destination du public (11 personnes);
- participation à la publication de contenu internet ou Facebook pour valoriser les archives, audiovisuelles en particulier;
- recherche documentaire pour le projet des «100 lausannoises remarquables» dirigée par M<sup>me</sup> Joëlle Moret, délégués à l'égalité et à la diversité;
- participation au jury de soutenance du rapport de master de M<sup>me</sup> Marion Kramer: analyse semi-automatique de grandes séries documentaires: le cas des recensements de la Ville de Lausanne;
- rédaction de six articles sur les dénominations de rue en vue de leur publication sur le site internet du service;
- révision du recensement architectural: sept chercheurs désignés par le Canton ont effectué des recherches sur les immeubles lausannois à partir des dossiers de plans et administratifs.

### Restauration-numérisation

- trois registres ont été restaurés, ainsi que 35 parchemins;
- la numérisation de documents originaux a nécessité 7'138 prises de vue (2019: 7'144), dont 2'963 pour les plans de la police des constructions (2019: 2'496). De plus, la rétro-numérisation de microfilms qui a engendré la réalisation de 29'810 fichiers;
- la collection numérique s'est vue enrichie (toutes demandes confondues) de 37'600 éléments pour un total de 2'573'595 images (en 2019: 2'535'995).

### Archives historiques (versements et inventaires)

- 54 versements (2019: 47) ont été effectués dont 14 de l'administration communale (2019: 10);
- les Archives privées comptent désormais 790 fonds de provenances différentes (2019: 779). 15 inventaires ont été réalisés (2019: 19);
- cinq services de l'administration et sept institutions ou personnes privées ont sollicité les Archives pour préparer des versements d'archives;
- la base de données des actes notariés passés par la Ville (conventions) compte 1'692 références (2019: 1'664);
- la révision de l'inventaire Poncer relatif aux parchemins de l'Abbaye de Montheron s'est poursuivie (80 documents traités).

### **Consultation**

- 772 personnes (2019: 912), dont 552 nouveaux inscrits (2019: 510) ont eu recours aux services des Archives;
- 1'310 prestations ont été dénombrées (2019: 1'524), dont 163 demandes de l'administration communale.

### **WebTV**

- fréquentation en hausse, avec 13'653 utilisateur-trice-s, 19'297 sessions, 55'656 pages vues. (2019: 8'835 utilisateur-trice-s, 12'293 sessions, 29'787 pages vues);
- en mars-avril, on assiste à des pics de consultation. A cette occasion, une collection spéciale confinement – Festivals dans le rétroviseur – a été créée pour découvrir ou redécouvrir des festivals de Lausanne et ses environs, des années 1970 à nos jours, à travers des vidéos et des enregistrements sonores;
- 8'850 documents ont été uploadés sur la plateforme web (2019: 7'599); dont 8'368 sont disponibles au public (2019: 7'360), soit un accroissement de 988 vidéos (2019: 764).

### **Vidéos, films, sons, audio**

- les nouvelles vidéos représentent 1'490 documents, 13 téraoctets (To), 674 heures. (En 2019: 1'749 documents, 11.5 To, 649 heures);
- concernant les films, les nouveaux documents argentiques représentent 27 documents, 1 To, 6 heures et 15 minutes (en 2019: 119 documents, 6 To, 24 heures et 33 minutes). Outre le télétravail empêchant l'utilisation du scanner, beaucoup de demandes concernait des pellicules déjà cotées mais qu'il a fallu néanmoins re-numérisées;
- les nouveaux documents sonores sont au nombre de 762, soit 306 gigaoctets (Go), 440 heures environ (en 2019: 285 documents, 207 Go, 416 heures).

### **Rétroactif**

Les documents ci-dessous ont été numérisés et partiellement mis en ligne sur la Web TV:

- principalement des émissions de TVRL, soit 580 vidéos, 190 heures environ;
- 212 sujets en film 8, super8 et 16mm, totalisant 43 heures et 53 minutes (en 2019: 163 films, pour un total de 20 heures et 48 minutes).

### **Sauvegarde des données sur LTO6**

Deux jeux de 13 bandes LTO6 ont été générés durant l'année 2020 (AVL106 à AVL118) soit 28.12 To (2019: 10 bandes, 22.3 To).

## **Bibliothèque/documentation**

### **Catalogage, indexation**

- environ 3'000 articles de presse de l'année 2019, concernant Lausanne et la société lausannoise, ont été importés dans la base de données Argus. 2'000 articles ont été indexés à l'aide de mots-clés, dont les articles du 24Heures et du Temps;
- la base «Documentation» compte à ce jour 48'626 notices et la base «Argus» compte 33'302 articles;
- le nombre d'ouvrages catalogués dans Renouvaud: 279;
- la base de données du Bulletin du Conseil Communal compte 11'705 notices. Les différents objets traités lors des séances du Conseil communal sont indexés individuellement et disponibles en texte intégral jusqu'à la séance du 15 juin 2016.

### **Prêt externe**

- prêts entre bibliothèques: six (PEB bloqué du 16 mars au 12 juin 2020); un prêt pour une exposition.

### **Acquisitions**

- 61 achats, 32 dons, neuf tris d'archives.

### **Acquisitions anciennes particulières**

- Breviarium Diocesis Lausannensis, 1787 (3 t. – Pars verna, pars aestivalis, pars autumnalis);
- Gravure sur cuivre du plan en perspective de Matthäus Merian, vers 1642.



## Centre BD

Depuis septembre 2020, à la Bibliothèque de la Cité à Genève, l'exposition It's alive! La fabrique des monstres dans la BD est consacrée à la représentation du monstre humain dans le neuvième art, avec comme axes principaux la contamination, l'anomalie, la science folle et la circulation médiatique de la créature de Frankenstein. Le Centre BD en est le partenaire principal et a fourni 95% des documents présents dans l'exposition. Plus de 100 documents scannés et commentés sont présentés, 40 documents originaux sous vitrines ainsi qu'une fresque comprenant environ 70 mains de zombies scannée à partir des collections du Centre BD. Un livret de salle développant les textes généraux de l'exposition a été produit. Une visite virtuelle de l'expo a été tournée.

### Collection

Le nombre de notices créées en 2020 est de 2'981, ce qui monte le nombre total de notices à 113'710.

Plusieurs collectionneurs ont fait don ou ont vendu des documents, enrichissant le Centre BD, qui se positionne d'un côté comme un centre patrimonial de compétences incontournables en Suisse et même en Europe en termes de fonds, et comme un centre de documentation de l'autre. L'accès à cette collection offre des sujets de travaux de master ou autres à des étudiant-e-s, tout en développant un axe populaire à travers la médiation culturelle.

## Service de l'urbanisme (URB)

### Principales missions du service

Mise en œuvre des compétences communales découlant de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), de la loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites, et de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, dans le but de:

- planifier le territoire communal en établissant des outils d'urbanisme et d'aménagement du territoire (plan directeur, Plan général d'affectation, plans partiels d'affectation et plans de quartier)
- contrôler la conformité des projets de construction aux bases légales et outils précités et aux dispositions réglementaires de salubrité et d'hygiène de l'habitat

### Effectif du personnel

#### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (Urbanisme)	4.50	4.20	4.20	4.20
Agglomération (Urbanisme)	1.80	–	0.80	–
Atelier maquettes & expositions	4.00	3.55	–	–
Bureau permis construire – urb	16.30	14.60	15.50	13.60
Patrimoine (Urbanisme)	2.20	2.50	2.20	3.20
Planification (Urbanisme)	9.30	6.70	–	–
Projets-urbains	–	–	6.80	5.80
PTSO	–	–	7.90	6.85
<b>Total service</b>	<b>38.10</b>	<b>31.55</b>	<b>37.40</b>	<b>33.65</b>

#### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-0.70</b>

**Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration (Urbanisme)	5	4.20	5	4.20
Agglomération (Urbanisme)	-	-	-	-
Atelier maquettes & expositions	4	3.55	-	-
Bureau permis construire – urb	17	14.60	15	13.60
Patrimoine (Urbanisme)	3	2.50	4	3.20
Planification (Urbanisme)	8	6.70	-	-
Projets-urbains	-	-	7	5.80
PTSO	-	-	8	6.85
<b>Total service</b>	<b>37</b>	<b>31.55</b>	<b>39</b>	<b>33.65</b>

**Apprenti·e·s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration (Urbanisme)	-	1
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>1</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	3	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>5</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>3</b>

**Evènements marquants**

Le service a entrepris une restructuration de son organisation interne et de ses processus. La nouvelle organisation du service (voir organigramme) permet de se recentrer sur les missions prioritaires (planifier le territoire, à toutes les échelles/assurer la protection du patrimoine/assurer la délivrance des autorisations de construire). Dotée principalement de trois unités «métiers», d'une unité transversale et d'une unité de soutien administratif, la nouvelle structure vise également à développer de nouvelles compétences, améliorer la coordination entre les unités et renforcer la direction du service, avec la création d'un comité de direction.

La nouvelle structure est effective depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2020, mais elle sera pleinement opérante avec l'engagement de tous les responsables d'unité en 2021. En 2020, la direction du service a fonctionné avec plusieurs postes de cadres vacants.

Le service a poursuivi la révision du Plan général d'affectation pour les territoires forains et urbains et la finalisation du nouveau Plan directeur communal. Il a également poursuivi les études pour le réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel, avec notamment l'exposition des résultats du concours d'idées et la présentation d'une première image directrice.

En raison du Covid-19, le calendrier des grands projets de planification a dû être décalé, les démarches participatives et présentations publiques prévues n'étant possible que de manière limitée en 2020. Le Covid-19 a moins impacté le traitement des demandes de permis de construire, grâce à la mise en place d'une circulation numérique des documents. Durant les périodes marquées par des mesures de restrictions, l'essentiel des prestations a pu se poursuivre grâce à la mise en place du télétravail.

## Principales activités 2020

### Planification du territoire

#### Plan directeur communal (PDCom)

Le PDCom fixe les lignes directrices d'aménagement du territoire communal pour les quinze prochaines années. Les intentions exprimées dans le PDCom forment le socle de la révision du Plan général d'affectation (PGA).

Suite à la consultation publique de 2019, un rapport de consultation synthétisant l'ensemble des contributions reçues a été élaboré. Plusieurs modifications ont été apportées au PDCom concernant notamment le climat, l'eau, les enjeux nature-paysage-environnement et le Parcours nature. Le dossier du PDCom a été transmis au Canton (Direction générale du territoire et du logement) pour un ultime examen est sers soumis au Conseil communal pour adoption en 2021.

#### Plan d'affectation communal (ancien Plan général d'affectation – PGA)

Le Plan d'affectation communal (PACom) est un document opposable aux tiers, qui fixe l'affectation, la constructibilité et l'utilisation du sol sur le territoire communal. Sa révision a été initiée en 2017 et ce projet de grande ampleur, qui va redéfinir le cadre urbanistique de la Ville, mobilise fortement les ressources du service.

Afin de tenir compte des spécificités du territoire communal, la révision est séparée en deux procédures, l'une portant sur le territoire urbain, avec des enjeux de préservation du patrimoine bâti et naturel, de valorisation de l'identité des quartiers et d'adaptation au changement climatique et l'autre sur les territoires forains, dont la zone à bâtir doit être redimensionnée.

L'année 2020 était dédiée à la démarche participative sur le territoire urbain. Débutée en mars, elle se décline en cinq séances d'information, près d'une vingtaine de balades dans les quartiers et un sondage en ligne. En raison de la situation sanitaire, seule une partie des événements a pu se dérouler. Elle se poursuivra donc en 2021.

En parallèle, plusieurs groupes de travail thématiques ont été mis sur pied afin d'avancer sur le projet de plan et règlement dans les territoires forains ainsi que sur les travaux préparatoires à l'élaboration des règles sur le territoire urbain. Ces derniers permettront de lancer les mandats d'urbanisme, en 2021, une fois la phase diagnostic aboutie.

#### Plans d'affectation sur territoire communal

Le nombre de procédures LATC pilotées par le service tend à augmenter ces dernières années. Le nombre de procédures LATC en cours s'élevait à 40 à fin décembre 2020, dont 38 plans d'affectation.

La Municipalité a ouvert six nouvelles procédures de plan en 2020:

- Plan d'affectation (PA) pour l'extension de l'Hôtel Alpha-Palmiers;
- Zone réservée Château Fallot;
- PA intercommunal Malley-Martinet concernant les terrains compris entre les chemins du Martinet et de Malley, l'avenue de Provence, la limite communale et la ligne CFF;
- PA sur les terrains compris entre l'avenue Louis-Ruchonnet, l'avenue Jules-Gonin, l'avenue de Savoie et l'avenue André-Schnetzler;
- PA sur le site entre l'av de Provence et les voies CFF (AMAG);
- PA pour l'urbanisation de la plateforme de Sébeillon, sur les propriétés CFF.

La Zone réservée Château Fallot a été mis à l'enquête publique.

Le PA Boissonnet et la Zone réservée concernant les secteurs de Pra Roman, Vers-chez-les-Blanc, Chalet-à-Matthey, Flon Morand, Montblesson ont été approuvés par le Conseil communal. Cette dernière a également été mise en vigueur par le Département du territoire et de l'environnement (DTE).

Le plan de quartier (PQ) Maison du livre et du patrimoine, qui devait prendre place sous le projet de rampe Vigie-Gonin, a été abandonné.

#### Projets liés au projet Métamorphose

En collaboration étroite avec le BDM, le service fournit les prestations-métiers pour la planification des projets suivants:

- Ecoquartier des Plaines-du-Loup, étapes 2 et 3: suite à l'image directrice établie en octobre 2019, des études plus approfondies ont été identifiées et engagées, notamment pour le devenir du stade de la Pontaise. La phase d'avant-projet est désormais entamée;
- Secteurs des Prés-de-Vidy et de l'Etablissement horticole: suite à la validation du schéma directeur par la Municipalité, sa faisabilité est désormais affinée afin de vérifier notamment la répartition des densités sur les deux sites et sa compatibilité avec le développement de l'établissement horticole ainsi que des équipements scolaires.

### **Projets liés à Pôle Gare (PG) et Léman 2030**

Le service a secondé la cellule PG dans ses missions relatives au développement de la gare et ses alentours, notamment dans le suivi des améliorations du projet d'agrandissement de la gare, de son front sud et des espaces publics sous-gare.

De plus, le service est en charge du suivi de l'élaboration du PA La Rasude, qui répond actuellement aux différentes exigences cantonales issues de l'examen préliminaire (notamment la réalisation d'une étude approfondie sur les risques liés aux accidents majeurs et la coordination avec un projet d'aménagement routier selon la LRou) avant de pouvoir transmettre le dossier à l'examen préalable.

### **Plans d'affectation sur des communes voisines**

Deux plans d'affectation portant sur des propriétés communales sises sur des communes voisines sont en cours:

- site de L'Arzillier (Epalinges): réalisation sur foncier communal d'un nouveau quartier d'habitation;
- site de Malley-Gazomètre (Prilly et Renens) avec les PQ Malley-gare et le PPA Viaduc: ce plan d'affectation constitue la dernière pièce urbaine de la centralité de Malley.

### **Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM)**

En déléguant un-e représentant-e permanent-e, responsable du Schéma directeur du Centre Lausanne (SDCL), le service participe directement à la direction technique du PALM, sous pilotage du Canton. Il assure le suivi et la coordination des études de planifications menées à l'échelle du PALM:

- le suivi et le monitoring des mesures des PALM 2007, PALM 2012 (PALM de 2<sup>e</sup> génération) et PALM 2016 (PALM de 3<sup>e</sup> génération), dont la réalisation est en cours ou planifiée;
- le suivi des études en cours, telles que l'élaboration d'une stratégie régionale de gestion des zones d'activités, la définition d'une planification énergétique du PALM ou encore la mise en place d'un plan directeur intercommunal, tel qu'exigé par la nouvelle LATC.

### **Schéma directeur Centre Lausanne (SDCL)**

Le service assure le pilotage du SDCL. Plateforme de coordination facilitant les collaborations intercommunales entre les communes de Lausanne et d'Epalinges, cette structure assure également la défense des intérêts des communes concernées dans les structures du PALM.

### **Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)**

Le service assure le suivi et la coordination des études élaborées dans le cadre de ce schéma, qui portent en particulier sur:

- la planification du secteur de Vernand: l'image directrice pour cette zone, identifiée comme site d'activités stratégiques par le Plan directeur cantonal, a été finalisée et devrait se poursuivre par l'élaboration d'un Plan d'affectation cantonal piloté par les services cantonaux et le SDNL;
- la mise en œuvre du concept du Parc d'agglomération de la Blécherette: l'étude a permis de proposer une vision directrice intercommunale, les mesures opérationnelles doivent encore être définies.

### **Projet de réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel**

Le service poursuit son rôle pilote dans le projet de réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel. En 2020, suite au concours d'idées, une exposition publique de l'ensemble des projets a été organisée sur la fontaine de la Riponne. Une première version de l'image directrice (établie par le service) a été présentée au public et mise en débat, avec l'appui de multiples outils participatifs (visites guidées et permanences, focus group, cafés urbains, chasse au trésor pour les enfants, flyers question-réponse, etc.).

Dans les autres secteurs de la ville, le service participe ponctuellement aux projets d'espaces publics, liés à des planifications en cours et pilotés par les autres services communaux.

## Protection du patrimoine

En application de l'article 73 du règlement du plan général d'affectation, la cellule protection du patrimoine a traité environ 680 dossiers d'ampleur variable, concernant des travaux sur des bâtiments figurant au recensement, sur des ensembles ou encore des jardins historiques. Malgré des visites rendues plus compliquées en raison du Covid-19, la cellule a assuré l'accompagnement des architectes, gérant-e-s ou propriétaires dans leur projet. La déléguée a dû suppléer plusieurs mois l'absence de son adjointe avant son remplacement.

L'application de plusieurs lois ou normes (énergie, personnes handicapées, risques de chutes, prévention incendie) rend délicate la conservation de la substance des bâtiments de valeur patrimoniale de même que la préservation des qualités et de l'identité des quartiers anciens. Elles nécessitent l'élaboration de solutions sur mesure avec les partenaires concernés.

L'année 2020 a été marquée principalement par:

- la reprise du processus de recensement architectural de la Ville de Lausanne par la Division monuments et sites (DGIP) en étroite collaboration avec la déléguée. Les sept secteurs concernés concernent des périmètres définis par l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale (ISOS) qui sont l'objet de mutations sensibles;
- une collaboration intense avec la DGIP concernant des travaux à réaliser dans la villa Cosandey, conclue par une restauration exemplaire et le classement Monument historique;
- la poursuite de la mise en valeur des cafés et restaurants historiques lausannois; une commission pour la révision des notes de recensement est en voie de constitution par la DGIP;
- le suivi de plusieurs études historiques ou documentation photographiques réalisées par des mandataires externes, afin d'orienter les projets d'intervention à venir (prison du Bois-Mermet, Halles nord de Beaulieu et place de la Palud 10-11/rue de la Louve 3) ou avant travaux importants ou démolitions;
- la poursuite du travail concernant les ensembles bâtis identifiés dans le cadre du diagnostic patrimoine pour le PACom;
- l'organisation avec le Canton des Journées européennes du patrimoine (exceptionnellement sur inscription) sur le thème national «verticalité», qui ont attiré les 12 et 13 septembre 480 visiteur-euse-s pour découvrir le «verticalisme» allemand dans le périmètre de Saint-François et les Tours de Valmont.

## Autorisations de construire

La tâche du Bureau des permis de construire (BPC) découle principalement des articles 17, 103 et 104 de la LATC. Son rôle consiste à faire observer les prescriptions légales et réglementaires, ainsi que les plans en matière d'aménagement du territoire et de construction. Le BPC assure la gestion des dossiers de demandes de permis de construire et les renseignements au public et aux professionnel-le-s de la branche concernant les droits à bâtir.

Les collaborateur-trice-s ont pris part, en collaboration avec le premier conseiller juridique de la Municipalité ou les avocats mandatés, à l'instruction de 13 procédures de recours en matière de construction auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (21 en 2019) voire, dans certains cas, du Tribunal fédéral.

Le nombre de projets déposés par les constructeurs potentiels demeure important, qu'il s'agisse de demandes d'autorisation ou d'annonces de travaux non soumis à autorisation mais nécessitant tout de même un examen (811 en 2020, contre 862 en 2019). Au surplus, les textes législatifs, toujours plus complexes, ne facilitent pas la préparation des dossiers de demande de permis de construire par les requérant-e-s professionnel-le-s ou non.

Le délai de traitement des dossiers complexes soumis à permis de construire (démolition/reconstruction avec oppositions) reste important. La qualité lacunaire des dossiers demeure un problème majeur souvent dû à la méconnaissance des exigences réglementaires locales.

A noter que pendant la fermeture de l'administration communale (période de semi-confinement du printemps) lors de laquelle l'Etat de Vaud avait suspendu les ouvertures d'enquête publique, le BPC est resté en forte activité et qu'il a pu, dès la reprise des enquêtes par le Canton, ouvrir de suite celles en suspens. Le traitement des demandes de permis de construire n'a ainsi pas subi de retard.

En novembre, le BPC a débuté avec la nouvelle Unité d'amélioration des prestations et d'innovation (UAPI), une démarche de simplification et de révision du processus de traitement des permis de construire.

Les tableaux ci-après présentent une synthèse du traitement des dossiers:

### Enquêtes publiques (ouvertes dans l'année) et oppositions/interventions

Années	2016	2017	2018	2019	2020
Enquêtes publiques	358	319	267	256	248
Oppositions/Interventions	713	398	633	637	1067

### Permis de construire, permis de construire complémentaires et déterminations pour travaux dispensés d'autorisation

Années	2016	2017	2018	2019	2020
Constructions nouvelles (villas, immeubles d'habitation, administratifs et commerciaux, garages enterrés)	67	42	38	31	42
Petites constructions (garages-boxes, couverts, pavillons, installations techniques, etc.)	62	58	65	72	43
Transformations	226	245	223	233	239
Aménagements extérieurs	62	54	47	54	54
Démolitions sans reconstruction	9	7	2	3	1
Permis de construire complémentaires	52	44	45	32	33
Déterminations pour travaux dispensés d'autorisation (rénovation, réfection, autres)	337	292	347	337	341
<b>Total</b>	<b>815</b>	<b>742</b>	<b>767</b>	<b>721</b>	<b>753</b>

#### Traitement des permis de construire

On dénombre 412 décisions municipales sur des demandes d'octroi d'un permis de construire en 2020 (contre 405 en 2019), dont 11 décisions négatives (5 en 2019). Pour les 401 décisions positives, il s'est écoulé en moyenne huit mois entre le dépôt de la demande et la décision d'octroi du permis.

#### Suivi de l'hygiène et de la salubrité

Les activités et responsabilités de cette unité s'articulent autour du suivi des conditions d'hygiène et de salubrité (habitabilité des logements), aussi bien dans le domaine des constructions, des habitations que des commerces, en particulier, des établissements soumis à licence, des locaux publics et des lieux de réunion (manifestations).

En 2020, 386 requêtes ou plaintes (536 en 2019) ont été traitées avec une baisse notable du nombre d'examins de locaux commerciaux ainsi que de la création ou transformation d'établissements publics.

#### Enquêtes publiques ne découlant pas de la LATC

Treize enquêtes publiques pour des projets relevant d'entités fédérales ou cantonales (OFT, OFROU, DGMR, DGIP) ainsi que pour d'autres services communaux (CADA, RM, EAU) ont été traitées.

## Maquettes et expositions

En 2020, dû à la situation sanitaire, l'atelier des maquettes a réalisé très peu d'expositions à la demande d'autres services. L'élaboration de cinq projets de maquettes au 1/500<sup>e</sup> pour des sites de projet, activité traditionnelle de l'atelier, a occupé la majorité du temps de ses collaborateurs.

L'atelier a poursuivi la mise à jour des archives photographiques en relation avec les différents PA et leur transfert sur la base de données photographiques du SOL, permettant ainsi l'accès aux images.

## Gestion de commissions spécifiques et collaborations diverses

#### Commission permanente de politique régionale (CPPR)

Dans son rôle de responsable des planifications liées au PALM et aux schémas directeurs, le service gère le secrétariat de la CPPR. Aucune séance de commission ne s'est déroulée en 2020. Une délégation de membres de la CPPR a assisté à l'assemblée plénière des commissions de politique régionale des communes du SDNL.

#### Commission consultative d'urbanisme et d'architecture (CCUA)

Avec ARCH, URB a mis en place la nouvelle CCUA, qui a pour mission de préavisier les demandes de permis de construire ayant un fort impact sur la ville et les quartiers. La composition et les modalités de fonctionnement de la commission ont été définies en 2020. La nouvelle commission, composée de cinq expert-e-s

indépendant-e-s (délégué-e-s par les associations professionnelles) et d'un-e secrétaire, entrera en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Collaborations Ville – Hautes Ecoles

En 2020, le service – associé à l'Institut de Géographie et durabilité de l'UNIL – a déposé une troisième candidature dans le cadre de l'appel à projet Interact. Le projet dénommé Riponne-Tunnel 2026 – Acte 3 propose d'expérimenter des mesures visant à aménager un îlot de fraîcheur au Tunnel et d'analyser leurs effets. Cette recherche-action partenariale sera mise en œuvre pendant l'année 2021.

Par ailleurs, le service collabore régulièrement avec des Hautes Ecoles romandes, en mettant à disposition des étudiant-e-s des cas d'études sur le territoire lausannois et en les accompagnant dans leurs travaux académiques. Pour le service, ces échanges sont des sources d'innovations et d'inspirations pour les projets en cours.

## Contrôle des finances de la Ville de Lausanne (CFL)

### Principales missions du service

#### Audit externe

Le CFL bénéficie de l'agrément en qualité d'expert-réviseur octroyé par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision, ce qui lui confère le droit de procéder à des missions en tant qu'organe de révision.

- révision des comptes annuels de la Ville de Lausanne, en application du règlement sur la comptabilité des communes, des directives de révision édictées par le Département des institutions et de la sécurité du Canton de Vaud, et de la recommandation d'audit suisse 60 (RA 60)
- contrôle restreint ou audit selon des procédures convenues de diverses sociétés anonymes, coopératives, fondations et associations subventionnées

#### Audit interne et missions spéciales

Le CFL est membre de l'association suisse d'audit interne. Son champ d'investigation comprend l'ensemble des directions et services de l'administration communale ainsi que les organismes qui leur sont rattachés, et les entités désignées dans la directive relative à l'octroi et au suivi des subventions accordées par la Ville de Lausanne et dans la directive relative au suivi des participations de la Ville de Lausanne. Les divers types de mission sont:

- audit financier et de gestion
- audit de gouvernance
- audit de performance
- audit de fraude
- audit de conformité
- missions spéciales

### Effectif du personnel

#### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Audit – CFL	7.50	6.60	6.50	6.50
Direction & Secrétariat – CFL	2.00	2.00	2.00	1.00
<b>Total service</b>	<b>9.50</b>	<b>8.60</b>	<b>8.50</b>	<b>7.50</b>

#### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-1.00</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020		
	nb	ept	nb	ept	
Audit – CFL		7	6.60	7	6.50
Direction & Secrétariat – CFL		2	2.00	1	1.00
<b>Total service</b>		<b>9</b>	<b>8.60</b>	<b>8</b>	<b>7.50</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
	–	–
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	–	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	–
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>2</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	–
Départ à la retraite	–
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>0</b>

**Evènements marquants**

Malgré la crise sanitaire et le confinement au printemps 2020 qui en a résulté, le CFL a été en mesure d'émettre les deux rapports relatifs à l'audit annuel des comptes communaux dans les délais légaux. Le plan annuel d'audit interne a également pu être mis en œuvre, à l'exception de deux audits internes qui ont été reportés en 2021.

La directive municipale sur le CFL a fait l'objet d'une révision partielle et la nouvelle version est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020, permettant ainsi de préciser la démarche d'audit et de mieux intégrer les dispositions de la LInfo.

Fin septembre, deux collaborateurs du CFL (2 ept) ont été transférés à l'unité Améliorations des prestations et innovation (API), nouvellement créée.

**Principales activités 2020**

Le CFL a délivré en 2020:

- deux rapports relatifs à l'audit annuel des comptes communaux (opinion d'audit et rapport détaillé);
- sept rapports en tant qu'organe de révision (contrôle restreint ou procédures convenues);



- un rapport de contrôle de la subvention;
- un rapport sur l'examen d'opérations financières;
- 11 rapports d'audit interne.

Le CFL se concentre sur ses principales missions, à savoir l'audit des comptes communaux et l'audit interne. La totalité des temps affectés sur ces diverses missions par les membres du CFL s'élève à 11'747 heures (contre 10'765 heures en 2019), le restant des heures travaillées étant réparti entre la formation et les projets internes d'amélioration de la qualité du service.

© Marino Trotta | Ville de Lausanne

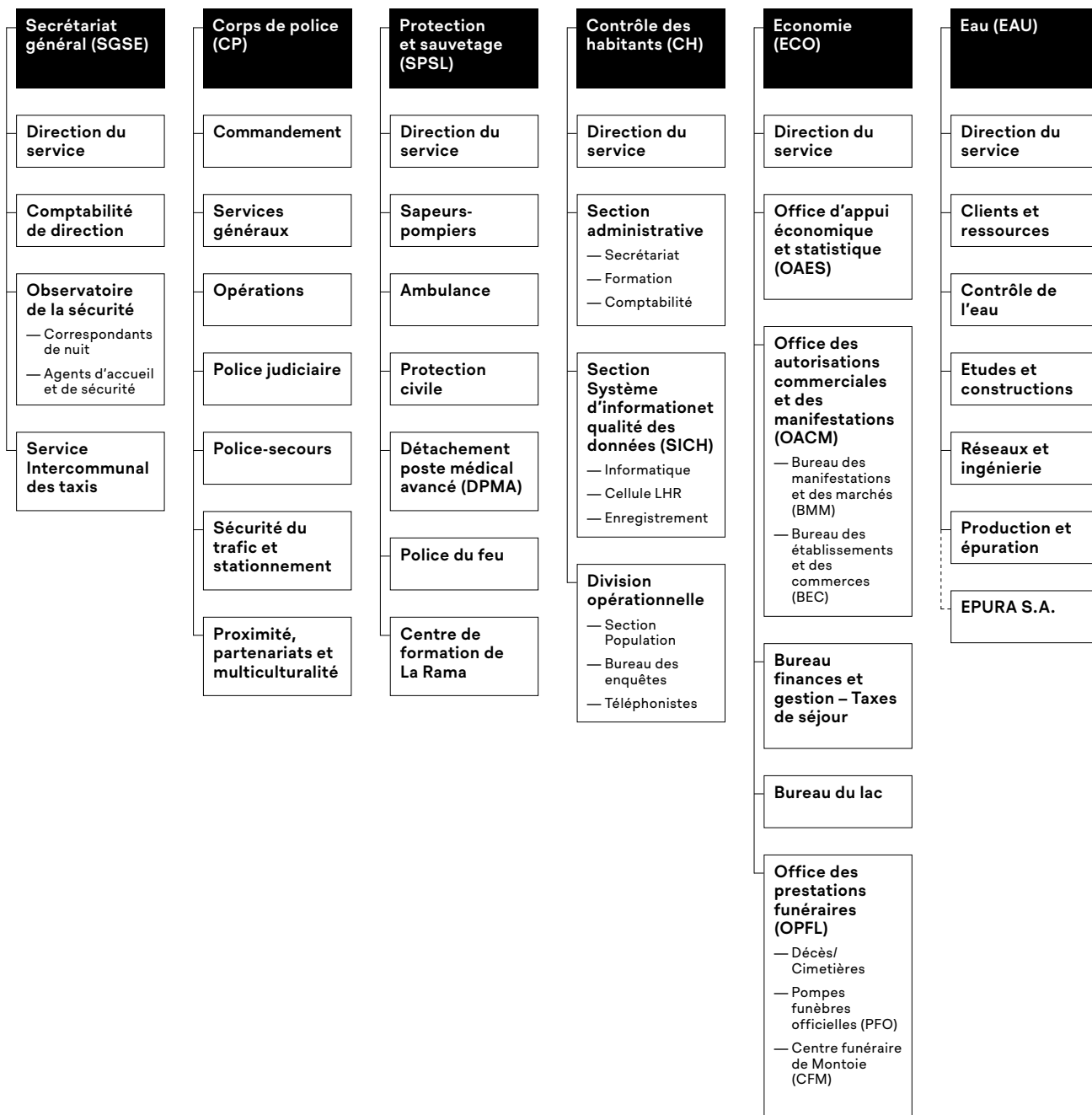


# Direction de la sécurité et de l'économie



# Direction de la sécurité et de l'économie (SE)

## Directeur



Poursuivant le déploiement des mesures inscrites au programme de législature, la Direction de la sécurité et de l'économie (SE) termine l'exercice 2020 avec la mise en œuvre effective de 26 d'entre elles, sur 32 attribuées. En dépit des difficultés nées de la crise sanitaire, 5 projets supplémentaires ont abouti depuis l'année dernière. Les 6 mesures restantes ont toutes été initiées et sont en cours de réalisation. Les dossiers suivants ont particulièrement marqué l'année écoulée.

### **Secrétariat général**

Une vaste consultation visant à élaborer un plan d'action axé sur l'inclusion des personnes LGBTIQ+ à Lausanne a été lancée auprès des partenaires politiques, administratifs, institutionnels et associatifs. Les questionnaires ont été transmis à l'issue d'une conférence de lancement qui a réuni près de 150 personnes au mois de février. Leur analyse aboutira à la rédaction d'un préavis municipal en 2021.

Dans le cadre de la lutte contre le harcèlement de rue, la prestation de signalement a fait l'objet de 400 sollicitations. Deux évaluations ont été mandatées et permettront de tirer un bilan de cette mesure et de son suivi.

### **Corps de police**

Le renforcement des effectifs figurait en bonne place parmi les objectifs du programme de législature. L'effort financier a été poursuivi et a abouti, lors de l'élaboration du budget 2021, à l'inscription de 500 postes de policières et policiers. Cette hausse des moyens alloués tout au long de la législature s'est accompagnée d'une baisse continue des infractions au Code pénal et d'une présence accrue en rue. Celle-ci a notamment porté ses fruits dans la lutte contre le deal.

L'année 2020, placée sous le signe de la pandémie, a amené la Municipalité à activer l'Etat-major des Directives d'intervention en cas d'accident majeur (EM-DIAM) dédié à la gestion de crise et aux accidents majeurs. Cet organe, placé sous la houlette du commandant de police, a coordonné le dispositif communal et fut l'interlocuteur de l'état-major cantonal.

### **Service de protection et sauvetage**

Les Jeux olympiques de la Jeunesse (JOJ 2020) ont marqué de leur empreinte le début de l'année. Le succès de l'événement est également dû aux diverses infrastructures organisationnelles, sécuritaires et sanitaires qui l'ont porté. Il en va ainsi, notamment, du dispositif médico-sanitaire dont la coordination a été assurée par le Détachement du poste médical avancé (DPMA).

L'arrivée de la pandémie a fortement mobilisé le SPSL, notamment au travers de l'EM-DIAM et de la Protection civile. Cette dernière, avec ses 2'500 astreints, a géré plus de 200 missions durant plus de sept mois au sein des hôpitaux, des cliniques et au Centre funéraire de Montoie. Elle est également intervenue, en coordination avec le Service social Lausanne, afin d'assurer bon nombre de prestations destinées aux personnes précarisées.

### **Service du contrôle des habitants**

Fortement impacté par la fermeture de ses guichets, le service a dû faire preuve d'une grande réactivité afin de poursuivre la délivrance des prestations et assurer les démarches administratives auxquelles tout-e nouvel-le habitant-e est tenu-e. C'est ainsi que l'activité de guichet a, dans un premier temps, été réinventée sous d'autres formes, notamment électronique. En cours d'année, et afin d'assurer les prestations ne pouvant être délivrées à distance, un système de prise de rendez-vous en ligne a été mis en place, accompagné d'une structure d'accueil à l'entrée du bâtiment de Port-Franc 18.

### **Service de l'économie**

Fermeture des établissements publics, des commerces, normes sanitaires, difficultés économiques des exploitant-e-s constituent autant de défis apparus avec la pandémie. Cette situation a induit une forte réactivité qui s'est notamment traduite par la création et l'extension de plus de 200 terrasses, maximisant

de la sorte les possibilités d'exploitation des établissements publics. Ces espaces nouvellement créés ont permis à la vie sociale et à l'activité économique, après le semi-confinement du printemps, de retrouver un certain dynamisme.

L'adaptabilité du service, cumulée à la volonté municipale de soutenir l'activité socio-économique en ces temps de pandémie, s'est aussi concrétisée par l'extension rapide du marché hebdomadaire sur la rue centrale et l'octroi de gratuités aux marchands et exploitants. L'achat et la diffusion de bons d'achat Enjoy Lausanne à destination de la population participe de cette même volonté.

### **Service de l'eau**

Un des défis majeurs auquel est confronté le Service de l'eau, et ce dans tous ses domaines d'activité, repose sur sa capacité d'anticipation. Qu'il s'agisse de la diversité des sources d'approvisionnement, de la qualité de l'eau potable ou de la maximisation du potentiel de traitement et d'épuration des eaux usées, les efforts déployés en 2020 ont témoigné de cette capacité. Il en va ainsi du concours d'architecture pour la reconstruction de l'usine de St-Sulpice, de la mise en service du nouveau réservoir des Dailles et du développement du laboratoire d'analyse au profit d'un nombre croissant de communes.

L'année a également été marquée par la problématique du chlorothalonil, ce fongicide dont on a retrouvé des métabolites dans certaines eaux souterraines. Grâce aux analyses menées, plusieurs nouveaux captages ont été mis hors service et, diversité des ressources aidant, tous les clients continueront à bénéficier d'une fourniture d'eau de qualité.

De son côté, le chantier de la nouvelle STEP se poursuit et a franchi une étape importante avec la mise en service d'une 3<sup>e</sup> ligne de prétraitement, du traitement primaire et de la désodorisation.

## **Secrétariat général (SGSE)**

### **Principales missions du service**

#### **Secrétariat général**

- gestion du secrétariat du directeur de la sécurité et de l'économie
- établissement de l'ordre du jour et contrôle des dossiers pour les séances de Municipalité ainsi que des dossiers et des affaires du Conseil communal
- traitement du courrier et des demandes issues des services transversaux
- participation aux groupes de travail interdirections
- apport rédactionnel et rédaction de nombreux documents (préavis, communications, notes à la Municipalité, etc.), tenue des procès-verbaux des séances hebdomadaires des chef·fe·s de service

#### **Comptabilité de direction**

- élaboration, avec les services concernés, du budget de fonctionnement
- établissement, sur la base des données fournies par les services, du plan des investissements
- contrôle budgétaire, gestion de la TVA et gestion des crédits d'investissements
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction (entrées, sorties, changements de statut, etc.)
- gestion comptable de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis
- conduite d'études et d'analyses diverses

#### **Observatoire de la sécurité**

- élaboration des bases de décision dans le domaine de la sécurité
- gestion de divers dossiers sensibles dans le domaine de la sécurité ou liés au sentiment d'insécurité (vie de nuit, préservation de l'espace public, mendicité, prostitution, harcèlement de rue, LGBTIQ+, etc.)
- participation aux projets locaux, cantonaux ou nationaux en lien avec l'amélioration de la sécurité
- coordination de l'unité des correspondant·e·s de nuit (CN) et des agent·e·s d'accueil et de sécurité (AAS)

**Service intercommunal des taxis (SIT)**

- assurer le suivi juridique des divers dossiers en lien avec la thématique ainsi que les révisions réglementaires
- organiser les séances du Comité de direction et de la Commission administrative et contribuer au bon déroulement de celles du Conseil intercommunal
- renseigner toute personne intéressée à exercer la profession de chauffeur-euse et/ou d'exploitant-e de taxis
- délivrer les concessions pour l'exploitation d'un service de taxis
- gérer et tenir à jour les dossiers des exploitant-e-s de taxis
- veiller au respect des règlements régissant le service des taxis
- rédiger les rapports de dénonciation ou de renseignements, les circulaires, les décisions en matière de mesures administratives, etc.

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité SE	6.60	5.80	6.50	6.50
Direction SE	8.25	8.25	8.25	8.25
Observatoire de la sécurité	13.95	13.70	14.05	13.30
<b>Total service</b>	<b>28.80</b>	<b>27.75</b>	<b>28.80</b>	<b>28.05</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>0.00</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité SE	7	5.80	8	6.50
Direction SE	9	8.25	9	8.25
Observatoire de la sécurité	22	13.70	23	13.30
<b>Total service</b>	<b>38</b>	<b>27.75</b>	<b>40</b>	<b>28.05</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
	—	—
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	4	6
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	—	—
<b>Total service</b>	<b>4</b>	<b>6</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>4</b>

## Principales activités 2020

### Observatoire de la sécurité

En 2020, plusieurs dossiers ont occupé l'Observatoire de la sécurité:

- le lancement d'une large démarche de consultation visant à construire, avec le personnel et les services de l'administration, les partenaires institutionnels, les partis politiques représentés au Conseil communal, les associations concernées et toute personne intéressée, un plan d'action visant à améliorer l'inclusion des personnes LGBTIQ+ à Lausanne. Dans cette optique, une conférence a été organisée en février et a réuni près de 150 personnes au Casino de Montbenon. Dans la foulée, des questionnaires ont été envoyés aux partenaires consultés. Ce processus devrait aboutir à un nouveau préavis en 2021;
- un bilan, après deux ans, a été rédigé suite aux modifications apportées au périmètre légal de prostitution. Un nouveau règlement était en effet entré en vigueur en avril 2018, proposant un périmètre restreint et diverses mesures d'accompagnement. Ce dernier montre une satisfaction générale sur les mesures prises et les enjeux à prendre en compte pour la suite de cette problématique, comme par exemple les conditions de travail des professionnel-le-s du sexe;
- l'Observatoire a fait un bilan de sa prestation de signalement de situations pour les témoins et victimes de harcèlement de rue, laquelle a été utilisée à près de 400 reprises en cette première année de mise en œuvre. Compte tenu des restrictions liées au Covid-19, il met en avant une utilisation régulière et de fréquentes sollicitations de la personne chargée de missions à l'Observatoire de la sécurité. Un bilan composé d'évaluations mandatées en 2020 sera communiqué en 2021. Parallèlement, l'Observatoire poursuit avec son Etat-major les ateliers de sensibilisation du Corps de police à cette problématique;
- une réorganisation partielle de l'Observatoire de la sécurité a été opérée en 2020. Un nouveau Domaine de médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMAS) a été créé. Ce domaine, dont le responsable commencera son activité en 2021, est composé des équipes opérationnelles, à savoir les correspondant-e-s de nuit (CN) et les agent-e-s de sécurité et d'accueil (AAS).

Enfin, l'Observatoire a coordonné plusieurs rencontres en lien avec ses activités (incivilités, harcèlement de rue, vie nocturne, médiation urbaine). Il a également donné des cours et des conférences sur des thèmes divers (politique nocturne, médiation sociale, prévention de la violence, réduction des risques en milieu festif, politique de lutte contre le harcèlement de rue notamment). La gestion du dossier de la vidéosurveillance a, elle, été transférée au Corps de police au 1<sup>er</sup> novembre.

#### **Correspondant-e-s de nuit (CN) et agent-e-s d'accueil et de sécurité (AAS)**

L'unité des CN a poursuivi son travail de médiation dans les quartiers et le centre-ville. Lors des périodes de restrictions liées au semi-confinement ou aux restrictions de l'activité économique, les CN ont effectué un travail de prévention et de sensibilisation lié aux prescriptions sanitaires ordonnées par la Confédération ou le Conseil d'Etat (distances sociales, rassemblements dans l'espace public notamment). Par ailleurs, un nouveau système de récolte d'informations sur les interventions menées par les CN a été mis en place. Ce système,



«Aedilis», est celui utilisé par le Corps de police également pour les affaires infra-pénales. Il permet aux CN et à la police de partager certains objectifs communs, définis d'entente entre les parties.

L'équipe des AAS a, elle, vécu sa deuxième année complète d'activité à l'Espace de consommation sécurisée (ECS) ouvert en octobre 2018. Son travail permet à l'ECS de fonctionner dans de bonnes conditions et d'accueillir un nombre croissant de bénéficiaires. L'activité des AAS a été étendue, en raison du Covid-19 et à titre provisoire, aux bâtiments administratifs communaux de Chauderon 9 et Port-Franc 18.

## Service Intercommunal des taxis (SIT)

Six collaborateur-trice-s, représentant 3.8 ept, participent aux tâches du Service intercommunal des taxis (SIT) pour le compte et aux frais de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (ci-après: l'Association), composée d'Epalinges, Lausanne, Prilly, Pully, Renens, Chavannes-près-Renens, Crissier, Ecublens, Belmont-sur-Lausanne, Paudex, le Mont-sur-Lausanne et Bussigny.

Les organes intercommunaux de l'Association sont le Conseil intercommunal et le Comité de direction, ainsi que la Commission administrative. L'administration de l'Association est assurée par le SIT.

### Evènements marquants

L'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier, des modifications de la loi cantonale sur l'exercice des activités économiques (LEAE) et de son règlement d'application (RTTP), a eu pour conséquence que seuls les taxis, au sens de ladite loi, demeurent de la compétence des communes. Force est de constater que l'activité de ceux-ci a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19.

### Conseil intercommunal

Le Conseil intercommunal des taxis a siégé à deux reprises en 2020. Lors de sa séance du 11 novembre, il a adopté une révision partielle et formelle du règlement intercommunal sur le service des taxis. Il s'ensuit notamment qu'aucun taxi ne devra plus émettre de CO<sub>2</sub> d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 2025. Une prolongation de délai au 1<sup>er</sup> juillet 2027 pour se conformer à cette nouvelle obligation sera toutefois accordée aux propriétaires d'un taxi immatriculé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

### Comité de direction

Le Comité de direction a tenu deux séances en présentiel et a pris plusieurs décisions par voie de circulation.

Lors de sa séance du 28 janvier, il a décidé de renoncer aux examens pour l'obtention du carnet de conducteur-trice de taxi. En contrepartie, les connaissances des candidat-e-s à une concession seront soumises à un contrôle avant chaque appel d'offres.

Au vu de la situation très difficile des chauffeuses et chauffeurs de taxis, le Comité de direction a décidé de diminuer de moitié, soit de CHF 400.-, la taxe annuelle 2021 relative à l'usage accru du domaine public.

### Commission administrative

La Commission administrative, organe chargé notamment d'accepter l'octroi d'une concession et de réprimer les infractions au règlement sur le service des taxis (RIT), a tenu 3 séances et a rendu plusieurs décisions par voie de circulation, soit au total 17, allant de la mise en garde à l'avertissement.

### Contrôles de police

Les contrôles de police, dont 4 nocturnes (11 en 2019), ont été moins nombreux. Le nombre de rapports de dénonciation établis par la Brigade des taxis s'élève à 39 (95 en 2019). Au total, on dénombre 55 dénonciations dressées (138 en 2019), tous corps de police confondus. Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 55 et celui des réclamations traitées à 19.

### Concessions/Autorisations

#### Concessions – Taxis de place (regroupés au sein de Taxi Services Sàrl)

	Nombre de concessions		Nombre de permis de stationnement et de véhicules	
	2019	2020	2019	2020
Compagnies	4	4	82	81
Exploitants indépendants	146	133	146	133
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>137</b>	<b>228</b>	<b>214</b>

**Autorisations – Type B – Taxis sans permis de stationnement**

Exploitants regroupés au sein de:	Nombre d'autorisations d'exploiter		Nombre de véhicules	
	2019	2020	2019	2020
Taxiphone	43	39	46	41
CDS	1	–	1	–
Allô Taxis!	1	1	2	2
Autres	57	52	59	55
<b>Total</b>	<b>102</b>	<b>92</b>	<b>108</b>	<b>98</b>

**Centraux d'appels et stations**

Les taxis rattachés au central d'appel de Taxi Services Sàrl ont effectué cette année 644'578 courses, soit 411'717 distribuées et 232'861 au vol, contre 976'520 en 2019 (-34%). Le nombre de courses effectuées en 2020 par les chauffeurs de Taxiphone est de 60'176, contre 86'401 en 2019 (-30,35%).

Les stations sont au nombre de 47 et offrent un total de 176 places (comme en 2019).

## Corps de police (CP)

**Principales missions du service**

- assurer la sécurité des personnes et des biens
- maintenir la tranquillité et l'ordre publics
- veiller au respect des lois et des procédures
- répondre aux attentes de la population

**Commandement**

- direction du service
- assurer la communication du CP
- gestion des réquisitions

**Services généraux (SG)**

- gestion administrative et de projets
- soutien aux divisions opérationnelles et développement des politiques internes

**Opérations**

- conduite des opérations et coordination avec les partenaires
- gestion de la centrale d'alarme et d'engagement, de la brigade vie nocturne et de prévention du bruit et de l'entité de renseignements, statistiques et analyses

**Appui Opérations**

- gestion des unités spéciales, du groupe d'intervention, de la brigade canine et de la cellule de négociation

**Police judiciaire (PJ)**

- gestion des affaires pénales, crimes et délits commis sur le territoire lausannois
- conduite des enquêtes préliminaires et des investigations à la demande du Ministère public

**Police-secours (PS)**

- gestion des interventions d'urgence
- présence préventive permanente sur l'ensemble du territoire lausannois

**Sécurité du trafic et stationnement (STS)**

- gestion et prévention des accidents de circulation, formation et sensibilisation des usagères et usagers
- contrôle du stationnement et dénonciation des infractions de circulation

**Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)**

- développement de l'offre en sécurité publique au service de la population et en services de proximité
- résolution de problèmes avec les partenaires concernés et mise sur pied d'actions préventives

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction CP	16.45	15.45	19.50	17.20
Nouvelle volée assermentée	–	8.00	–	17.00
Opérations	89.15	85.15	88.75	86.50
Police Judiciaire	117.45	115.95	119.65	118.25
Police-Secours	168.30	168.00	163.55	159.90
Proximité, parten.et multicult.	51.10	51.10	56.50	47.50
Sécurité Trafic, Stationnement	139.85	136.95	149.05	139.50
Services généraux CP	76.95	75.15	76.30	72.95
Postes gelés – CP	5.05	–	4.90	–
<b>Total service</b>	<b>664.30</b>	<b>655.75</b>	<b>678.20</b>	<b>658.80</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+13.90</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Direction CP	18	15.45	23	20.20
Nouvelle volée assermentée	8	8.00	17	17.00
Opérations	90	85.15	92	86.50
Police Judiciaire	122	115.95	125	118.25
Police-Secours	171	168.00	161	159.90
Proximité, parten.et multicult.	57	51.10	53	47.50
Sécurité Trafic, Stationnement	141	136.95	142	136.50
Services généraux CP	85	75.15	82	72.95
<b>Total service</b>	<b>692</b>	<b>655.75</b>	<b>695</b>	<b>658.80</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Direction CP	4	1
Services généraux CP	3	–
Volée Aspirants – Police	25	25
<b>Total service</b>	<b>32</b>	<b>26</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	1
<b>Total service</b>	<b>44</b>	<b>25</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	27
Départ à la retraite	11
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	3
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>44</b>

**Evènements marquants**

L'année 2020 a été marquée par une diminution du nombre des infractions au Code pénal à Lausanne de -11% (de 12'524 en 2019 à 11'204 en 2020). La Centrale d'engagement de la Police municipale de Lausanne (PML) observe une augmentation de 15.4% des appels (84'436 appels en 2020). Toutefois, le nombre d'interventions est en baisse pour Police-secours qui comptabilise 25'868 interventions/sollicitations (-8.7% par rapport à 2019).

Si les fonctions administratives ont été particulièrement concernées par les difficultés induites par l'introduction du télétravail, les missions impératives de police ont aussi dû être adaptées et de nouvelles sont venues s'y ajouter, notamment en matière de contrôles des consignes sanitaires.

**Principales activités 2020****Commandement**

Deux nouvelles entités ont rejoint les rangs du commandement. Ces entités sont issues du processus d'analyse des possibilités d'optimisation de la gestion administrative du CP initié fin 2019.

Le 1<sup>er</sup> mai 2020 a eu lieu la création du Bureau d'Etat-major et des archives (BEMA), fruit de la fusion du Centre de gestion administrative et d'accueil issu de Police-secours et de la Chancellerie, anciennement rattachée aux Services généraux. Cette entité est en charge du suivi administratif du CP, de l'accueil à l'Hôtel de police, du call center de renseignement et de prise de rendez-vous pour les plaintes ainsi que de la saisie des dossiers.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2020, le Bureau des réquisitions administratives policières (BRAP) a été créé. Ce bureau intègre l'Office de recherches, de notifications et des objets Trouvés (ORNOT) et centralise toutes les réquisitions policières adressées jusqu'alors aux différentes divisions du CP.

**Directives d'intervention en cas d'accident majeur (DIAM)**

Suite à la pandémie de Covid-19, l'Etat-major DIAM (EM-DIAM) a été mandaté par la Municipalité afin de coordonner l'ensemble des activités des services et permettre la délivrance des prestations à la population. Un appui aux différent-e-s cadres de l'administration de la Ville a également été offert. Des lignes de soutien pour les collaborateur-trice-s comme pour les citoyen-ne-s de la capitale ont pu être mises en œuvre. Les relations avec les nombreux partenaires ont été nécessaires afin de garantir la meilleure cohérence possible dans les actions menées.

Fort heureusement, le dispositif Canicule (1<sup>er</sup> juin au 31 août 2020) n'a pas dû être actionné cette année, ce qui a permis de ménager les ressources.

**Bureau d'Etat-major et des archives (BEMA)**

Outre la mise en œuvre pratique de cette entité, les chiffres suivants peuvent être relevés. En 2020, 21'917 rapports de police ont été traités (-14.2%). Le nombre de courriels sur la messagerie police est en augmentation de 14.3% (7'708 en 2020) et le courrier postal de 16.5% (45'650 en 2020). Ces résultats sont une des conséquences de la pandémie. Le total des dossiers traités par le groupe Saisie (27'306), est en diminution de 9.5%.

### **Bureau des réquisitions administratives de police (BRAP)**

La mise en place en fin d'année de cette entité ne permet pas encore de donner des chiffres concernant la centralisation des réquisitions. L'ORNOT a traité 17'651 commandements de payer en 2020 (+17.5%) et récolté 3'038 objets trouvés (+15.5%).

### **Communication Police et SPSL**

Dès le 1<sup>er</sup> juin 2020, les entités communication de la PML et du SPSL sont regroupées, créant ainsi la Division communication Police et SPSL Lausanne.

Durant la même période, les entités de prévention, jusqu'alors rattachées à la communication de la PML, ont été réattribuées à la Sécurité du trafic et stationnement (STS) et à la Police judiciaire (PJ).

L'activité a été fortement impactée par la communication en lien avec le Covid-19. Dans ce cadre, une partie des ressources a été dédiée à la communication de l'EM DIAM.

Quelque 250 demandes de médias ont été traitées en 2020, 17 «117Express» ont été rédigés, ainsi que 25 communiqués de presse. L'activité sur les réseaux sociaux a été soutenue et près de 20'000 personnes suivent la page Facebook de la PML.

## **Services généraux (SG)**

### **Finances et logistique**

L'équipe informatique a mis en œuvre le déploiement de 500 ordinateurs dans le cadre du projet ORASI. Un appui conséquent a été fourni par l'entité afin de permettre à l'EM-DIAM de fonctionner. Les équipes logistiques se sont organisées pour assurer le nettoyage et la désinfection des locaux et des véhicules, ainsi que la mise à disposition de matériel de protection au personnel actif sur le terrain (masques, vitres de protection, matériel de désinfection).

L'année 2020 a également vu l'internalisation du service de restauration du CP, jusqu'alors géré par une entreprise externe.

### **Ressources humaines (RH)**

Le processus de la gestion des temps de travail, précédemment affecté à l'ancienne Chancellerie, a été transféré au sein de l'entité RH. Cette entité a été fortement impactée par le suivi, en temps de pandémie, des absences et modalités de travail des collaborateur-trice-s.

Durant l'année 2020, 46 personnes ont été engagées, à savoir:

- 7 policières et 15 policiers ayant réussi leur formation à l'Académie de police de Savatan;
- 3 policières et 4 policiers formé-e-s;
- 1 assistante et 7 assistants de sécurité publique (ASP);
- 5 civiles et 4 civils.

### **Entité juridique**

Le soutien à l'entité RH du CP, dans les diverses procédures en matière de gestion du personnel, a particulièrement occupé les juristes.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2020, l'entité juridique a repris la coordination du dossier de télésurveillance pour l'ensemble des services de la Ville, précédemment assurée par l'Observatoire de la sécurité.

### **Déontologie et qualité**

Le nombre de doléances mettant en cause le comportement des policier-ère-s est resté stable, avec 24 cas (24 en 2019).

### **Mandats stratégiques**

L'entité s'est fortement impliquée dans divers dossiers en lien avec des questions de réorganisation et de gestion internes ainsi que dans le cadre du comité technique Comportement policier de Francopol.

De mars à juin 2020, l'entité s'est vue confier la gestion du Poste de commandement Covid-19 du CP. A l'issue de la première vague, elle a organisé des retours d'expérience professionnelle (Retex Pro) afin de capitaliser les bonnes pratiques.

### **Développement institutionnel – Formation et carrières (DIFC)**

La situation sanitaire a nettement affecté le déroulement et le volume des formations. Toutefois, 146 cours ont pu être dispensés dans les domaines techniques, en adaptant les modalités.

Du début du mois d'avril jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2020, 25 aspirant-e-s qui n'ont pas pu débiter leur formation ont été affecté-e-s à diverses missions de soutien dans la gestion de la crise au profit de la population lausannoise, ceci dans l'attente de la reprise des activités de formation.

Afin d'assurer et d'anticiper la relève des fonctions dirigeantes du CP, un cursus pour la relève des officier·ère·s a été créé.

### **Unité psychologique (Upsy)**

L'unité psychologique a été fortement mise à contribution par la Cellule psychologique du plan DIAM (CeIPsy DIAM). De nombreuses communications et flyers ont été créés par cette cellule et mis à disposition sur le site intranet de la Ville. Une collaboration avec le Domaine santé et sécurité au travail du Service du personnel a été initiée dans ce cadre.

Un partenariat entre tous les acteurs romands d'aide psychologique urgente a pu être créé sous le nom du Réseau latin d'aide psychologique d'urgence.

Malgré la pandémie, l'Upsy a pu délivrer la plupart de ses formations grâce à l'adaptation des modalités.

## **Opérations**

### **Centrale d'alarmes et d'engagements (CAE)**

La CAE a géré 84'436 (231/jour) appels d'urgence (73'146 en 2019). 134 déclenchements d'alarmes ont été enregistrés (7 alarmes réelles). 19 structures de conduite ont été mises sur pied (35 en 2019), principalement pour les événements en lien avec les manifestations sportives et le climat. Il est à souligner particulièrement celle mise en œuvre dans le cadre des JOJ du 6 au 24 janvier 2020, en collaboration avec la Police cantonale vaudoise.

### **Sentinelle**

Cette structure s'est vue renforcée d'un ept supplémentaire. Elle a établi 50 préavis pour des manifestations, traité 302 demandes de préavis pour des vols de drones et réalisé 9 enquêtes à l'endroit de personnes dites quérulentes. A ces chiffres s'ajoutent 27 enquêtes pour des permis d'acquisition ou de restitutions d'armes à feu et la présence en rue de cette unité pour des manifestations à 31 reprises.

### **Brigade de vie nocturne et de prévention du bruit (BVNPB)**

La BVNPB a effectué 1'949 contrôles donnant lieu à 36 dénonciations. Elle a en outre œuvré quasiment toute l'année à la vérification des mesures liées au Covid-19, que ce soit pour les établissements, les manifestations ou les commerces.

### **Planification et Engagement**

894 préavis ont été délivrés par le CP en 2020 (-35.3% par rapport à 2019, en raison des diverses interdictions prononcées dans le cadre de la crise sanitaire) que ce soit par écrit, téléphone ou retour de courriels. Ils avaient trait à des manifestations, des animations d'établissements, des constructions, des autorisations de musique, etc. 505 ont été traités par la BVNPB, 278 par la division Sécurité du trafic et stationnement, 61 par le chef Planification et Engagement et 50 par la cellule Sentinelle.

## **Appui opérations**

### **Brigade cycliste**

Cette brigade a été renforcée de 3 ept pour atteindre un effectif total de 10. Elle a poursuivi son effort principal dans la problématique du deal de rue en garantissant une présence marquée dans les espaces et parcs publics.

### **Brigade canine**

En 2020, le nombre d'engagements des chiens a nettement diminué, soit environ 600 contre plus de 900 en 2019.

L'accent a été mis sur les nuits et sur la recherche de produits stupéfiants.

### **Cellule de négociation**

Cette cellule a été sollicitée à 11 reprises pour des interventions à hauts facteurs de risque. Elle a également été consultée à plusieurs reprises pour des appréciations de situations sensibles.

Dans le cadre de la pandémie, elle a mis à disposition ses compétences pour anticiper la gestion des effets du semi-confinement et appuyer la Hotline COVID.

### **Groupe d'intervention (GIPL)**

En 2020, le 25% des 150 interventions du GIPL a été effectué dans le cadre de la collaboration initiée avec la Police cantonale vaudoise (33% de 148 en 2019).

## Police judiciaire (PJ)

En conséquence de la pandémie, l'activité de la PJ a été ralentie entre mars et juin 2020. Sur l'ensemble de l'année, le volume global d'affaires traitées par la PJ a été supérieur à celui enregistré pour 2019 (+10,1% par rapport à 2019). Le traitement des plaintes nominatives, confié par le Ministère public à la PJ fin 2019, est la raison de cette augmentation en 2020.

Depuis l'été 2020, la PJ a été particulièrement occupée par des infractions dites d'opportunité (vols à l'astuce, à la tire et dans les véhicules, à l'encontre de personnes avinées, distraites ou âgées) commises par de jeunes délinquant-e-s, parfois mineur-e-s non accompagné-e-s et domicilié-e-s dans des centres de requérant-e-s. Ce nouveau phénomène a touché plusieurs villes suisses.

L'année 2020 a été la première année durant laquelle la PJ a dû assurer le traitement des plaintes nominatives transférées fin 2019 par le Ministère public central.

Concernant la gestion des détenu-e-s dans la zone de rétention de l'Hôtel de police, la diminution du taux d'occupation remarquée fin 2019 s'est confirmée. Le taux est passé de 48% en 2019 à 18% en 2020. Sur 2'485 personnes ayant occupé les cellules, moins de 15% y ont passé plus de 48 heures.

### Brigade du patrimoine

Comme observé l'an passé, les infractions ayant comme vecteur internet (escroqueries, extorsions, détournements de livraisons postales, ...) ont occupé la brigade. Les délits financiers de petite à moyenne importance, ainsi que les cyber-escroqueries et les cas de blanchiment également.

### Brigade criminelle

Sans que l'on en connaisse les raisons, pour la deuxième année consécutive, le nombre de levées de corps pour lesquelles cette brigade est requise est en augmentation (+20% environ).

### Brigade des stupéfiants

Le marché des stupéfiants n'a pas subi d'effets marqués de la pandémie. Le niveau d'activité de la brigade est similaire à celui de l'année précédente.

Cette brigade a saisi, en 2020, plus de CHF 450'000.-, près de 10 kg de cocaïne, plus d'1 kg d'héroïne et environ 170 kg de produits cannabiques.

### Brigade des mœurs

Tout au long de l'année, une attention particulière a été portée aux problématiques de violence domestique. Fort heureusement, aucune augmentation des interventions en la matière n'est à signaler, y compris lors du semi-confinement.

Au 20 novembre 2020, la Brigade des mœurs a déféré 149 auteur-e-s (154 en 2019). 16% de ces infractions relèvent de viols et contraintes sexuelles sur des adultes (20% en 2019), 10% d'actes d'ordre sexuel avec les enfants (17% en 2019) et 6% de maltraitements sur les enfants (7% en 2019).

La nouvelle configuration de la zone de prostitution semble bien acceptée par les personnes concernées, mais il est à déplorer une précarisation des travailleur-euse-s du sexe suite à la limitation de leurs activités dans les différentes phases de la pandémie.

### Brigade de la jeunesse

Le semi-confinement du printemps 2020 pouvait laisser craindre une recrudescence des délits de la part des mineur-e-s. Cette période d'instabilité s'est passée plutôt sereinement, la jeunesse lausannoise ayant bien respecté les directives et contraintes imposées par cette situation exceptionnelle.

En 2020, la problématique de la consommation illicite de pornographie par les mineur-e-s ressort comme étant un phénomène qui se doit d'être traité non seulement sur le plan répressif et préventif, mais aussi et surtout en partenariat et avec l'appui des institutions sociales, éducatives et médicales. Des échanges ont donc été mis en place pour coordonner les actions en 2021.

### Brigade des cambriolages

Les périodes de semi-confinement et la présence accrue à domicile pour cause de télétravail ont eu pour effet de faire diminuer les cas de cambriolages.

La fréquence des escroqueries liées à des faux cambriolages est en évolution. Ce phénomène demande beaucoup de temps d'investigation afin d'obtenir les éléments nécessaires pour confondre les fausses victimes.

## Police-secours (PS)

Pour la troisième année consécutive, le nombre d'interventions est en baisse, pour atteindre 25'868 (-8.7%). Très clairement, la pandémie a joué un rôle non négligeable dans cette diminution, mais a aussi contribué à l'augmentation des interventions pour les nuisances sonores.

En termes de produits stupéfiants, le personnel de police-secours a procédé à 2'271 saisies, dont 336 sans auteur.

Les quantités, en baisse dans tous les domaines, sont les suivantes: 536 g de cocaïne, 278 g d'héroïne, 3'895 g de marijuana et 3'284 g de haschisch.

## Sécurité du trafic et stationnement (STS)

La pandémie a engendré de fortes modifications d'activité au sein de la division STS. Le semi-confinement, l'annulation des manifestations, ainsi que la réaffectation d'une partie du personnel à des missions concernant le respect des directives fédérales et cantonales, ont fait baisser les contrôles, donc les constats d'infractions et les dénonciations.

### Contrôles de la vitesse

Avec un nombre de contrôles à la baisse en 2020, une réduction des dénonciations est également constatée. Au total, ce sont 51'930 automobilistes (58'692 en 2019) qui ont fait l'objet d'une dénonciation pour excès de vitesse (-11.52% par rapport à 2019).

Sur le réseau urbain, 25 conducteur-trice-s ont été sanctionné-e-s à plus de 90 km/h (29 en 2019). La vitesse la plus élevée enregistrée a été de 112 km/h sur la route de Chavannes. Dans les zones suburbaines limitées à 80 km/h, 9'113 conducteur-trice-s ont été dénoncé-e-s (20'809 en 2019). Un conducteur a été photographié à la vitesse de 145 km/h sur la route de Berne.

### Contrôles à l'éthylomètre

Il y a lieu de relever une baisse marquée du nombre de personnes contrôlées (5'425 contre 8'217 en 2019). Une réduction du nombre d'ivresses est également à mentionner (-29% par rapport à 2019).

Dans le cadre des accidents, 1'228 personnes ont été contrôlées et 101 tests ont été positifs (-11%). Lors des contrôles systématiques réalisés, 300 personnes (-33%) se trouvaient en état d'ébriété sur les 4'197 testées.

### Contrôles automatiques aux carrefours et appareils fixes

Le nombre de conducteur-trice-s dénoncé-e-s aux carrefours par les appareils de contrôles feux et vitesse, ainsi qu'au moyen des trois appareils fixes dédiés uniquement à la vitesse, passe de 96'826 en 2019 à 69'194 en 2020, soit une baisse de 29%. Les passages enregistrés sur l'ensemble des 36 installations en service décroissent de 3.3%.

### Infractions de circulation et de stationnement

Cette année, 296'006 infractions ont été dénoncées, soit une diminution de 18% par rapport à l'an dernier.

Dans le domaine des amendes d'ordre de stationnement, une baisse de 15% est observée. Celles en soirée suivent la même tendance de -23% (18'783 cas contre 24'176 en 2019).

Les évacuations ou dépannages sollicités par le CP sont en baisse de 28%. Le parcage illicite sur les trottoirs est en diminution de 14% (2'680 cas contre 3'102 en 2019).

### Accidents de circulation

2020 a vu une diminution des accidents (constats) avec 944 rapports établis, contre 1'151 en 2019 (-18%). Les fuites après accidents concernent 351 cas (-12%) et 317 personnes ont été identifiées et dénoncées (90%).

Le nombre de victimes (piétons) est également en baisse avec 47 victimes (-23%), dont 11 enfants (-31%). Le nombre d'accidents impliquant le LEB a baissé de 60% avec 4 cas (10 en 2019). 2 accidents de la circulation mortels se sont produits sur le territoire de la commune.

### Evolution des accidents de la circulation

	2016	2017	2018	2019	2020
Accidents de circulation (constats)	903	918	936	1'151	944
Personnes blessées (légers + graves)	366	343	348	421	373
Personnes tuées	1	4	1	1	2
Fuites après accident	276	291	302	401	351
Piéton-ne-s victimes	77	45	63	61	47
— dont enfants jusqu'à 15 ans	21	9	15	16	11



## Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)

L'impact de la pandémie sur la division PPM a été important. L'accueil du public (réception) a été concentré au seul poste de police du Flon. La prise de plainte sur rendez-vous a également été systématisée afin de gérer le nombre de personnes présentes dans les locaux et améliorer le service à la population. Les missions prioritaires ont été l'accueil du public et la présence en rue, avec une orientation de prévention, de sécurisation et d'amélioration du sentiment de sécurité, et ceci dans un contexte où la population a été fortement perturbée par l'évolution des consignes sanitaires.

## Evolution de la criminalité

Par rapport à 2020, le nombre total d'infractions relatives à différentes lois et traitées par la PML (Code pénal, Loi sur les stupéfiants, Loi sur les étrangers, etc.) a diminué de 7% (de 17'265 à 16'066).

L'augmentation massive (653 en 2020 soit +449%) des infractions aux «Autres lois fédérales annexes» est la conséquence des diverses infractions aux ordonnances fédérales «COVID».

Concernant plus spécifiquement les infractions au Code pénal, la diminution est de 11% (de 12'524 à 11'204).

### Élucidations et évolution des infractions selon la loi

	2020		2021		Différence
	Infractions	Élucidations	Infractions	Élucidations	
Code pénal (CP)	12'524	35.4%	11'204	39,4%	-11%
— Total vie et intégrité corporelle	1'026	79.7%	957	83,8%	-7%
— Total patrimoine	8'416	20.7%	7'458	23,3%	-11%
Loi sur les stupéfiants (LStup)	3'393	87.1%	2'955	90,1%	-13%
Loi sur les Étrangers et l'intégration (LEI)	1'229	99.6%	1'254	100%	+2%
Autres lois fédérales annexes	119	95.0%	653	98,9%	449%

© OFS, Neuchâtel 2021

## Service de protection et de sauvetage (SPSL)

### Principales missions du service

- secourir, protéger et sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens
- conduire, gérer et coordonner l'activité des différentes entités du service, en développant une interactivité opérationnelle en cas d'événements particuliers et/ou d'accidents majeurs

#### Sapeurs-pompiers

- sauver les personnes, les animaux et les biens
- lutter contre les incendies
- juguler les effets du déchaînement des éléments naturels
- lutter contre les effets des pollutions, des fuites d'hydrocarbures ou de produits chimiques, biologiques ou radioactifs

#### Police du feu

- faire appliquer les directives de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), de l'ECA ainsi que les dispositions légales communales et cantonales

#### Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

- assurer la prise en charge sanitaire professionnelle des patientes et patients en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport
- répondre 24h/24 aux demandes d'interventions de la centrale 144 (ambulance et SMUR)
- mettre sur pied le plus rapidement possible, en cas d'événement particulier, les ressources disponibles et spécifiques telles que le groupe de reconnaissance

et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) ou le binôme de conduite Ambulancier chef des secours/Médecin chef des secours (ACS/MCS)

**Détachement poste médical avancé (DPMA) et événement sanitaire particulier**

- assurer la prise en charge sanitaire des patients en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport, dans le cadre des manifestations (événements planifiés) et lors d'interventions sortant de l'ordinaire
- mettre sur pied, en cas d'événement particulier, les ressources spécifiques telles que le soutien sanitaire opérationnel (SSO) ou le groupe spécialisé dans la décontamination de personnes dans les domaines atomique, biologique et chimique (ABC)
- assurer la conduite du dispositif par le chef d'engagement du DPMA

**Protection civile (PCI)**

- garantir le niveau technique et opérationnel de l'Organisation régionale de protection civile (ORPC)
- organiser et diriger les cours de compétence communale
- coordonner et conduire les engagements lors de situations d'urgence et d'événements

**Centre de formation de La Rama (CFR)**

- offrir, à l'interne de la Ville comme à l'externe, un service de mise à disposition d'infrastructures de formation (salles de cours, piste d'exercices et restaurant)

## Effectif du personnel

**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Ambulances	44.92	40.80	46.52	47.15
Centre de formation de la RAMA	7.58	6.68	7.58	7.58
Direction SPSL	33.33	31.13	31.73	27.73
DPMA	3.00	3.00	3.00	2.50
Protection civile	16.45	16.40	16.40	15.40
Sapeurs-pompiers	121.50	122.50	120.50	122.50
<b>Total service</b>	<b>226.77</b>	<b>220.50</b>	<b>225.72</b>	<b>222.85</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-1.05</b>

**Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Ambulances	47	40.80	54	47.15
Centre de formation de la RAMA	8	6.68	9	7.58
Direction SPSL	37	31.13	33	27.73
DPMA	5	3.00	4	2.50
Protection civile	17	16.40	16	15.40
Sapeurs-pompiers	123	122.50	123	122.50
<b>Total service</b>	<b>237</b>	<b>220.50</b>	<b>239</b>	<b>222.85</b>

**Apprenti·e·s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Direction SPSL	1	–
Sapeurs-pompiers	7	–
<b>Total service</b>	<b>8</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	13	8
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>13</b>	<b>8</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>13</b>

**Evènements marquants**

L'année 2020 a démarré pour le SPSL avec les couleurs olympiques, déployées dans le cadre des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ 2020). L'ensemble du service a été impliqué afin de fournir des prestations de secours, de coordination et de conduite tant dans le cadre de Lausanne en Jeux! que sur les différents sites des JOJ 2020, notamment au travers de la coordination du domaine médico-sanitaire.

Dès février, des travaux ont été menés afin d'anticiper et gérer l'arrivée de la pandémie et garantir en tout temps le maintien de secours de qualité et du socle sécuritaire de base à l'ensemble de la population. De nombreuses missions ont été confiées au SPSL, par l'autorité politique lausannoise ou par le Canton, dans le cadre de cette pandémie de Covid-19.

Sur le plan opérationnel, le nombre, le rythme et la typologie des interventions ont été marqués par les effets de la pandémie. La formation et les activités quotidiennes ont été réorganisées afin de respecter les gestes barrières et préserver l'ensemble du personnel. Enfin, la coordination au sein du service, au travers de l'Etat-major DIAM (EM-DIAM) pour la Ville et avec l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC), a été assurée par les cadres du service.

**Principales activités 2020****Projets organisationnels****VIDIS 20-25**

Le projet relatif à la vision intégrée de la défense incendie de l'agglomération lausannoise (VIDIS 20-25) a évolué en 2020 suite aux analyses internes qui ont permis de projeter la nouvelle organisation. A terme, les sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier professionnels assureront les missions en journée et en semaine pour l'ensemble de l'agglomération lausannoise et la complémentarité avec les sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier volontaires sera renforcée la nuit et les week-ends.

**Domaines transversaux****Ressources humaines**

Le recrutement a occupé une place importante suite à des absences maladie/accident de longue durée au sein des Services généraux et des entités Ambulance et Sapeurs-pompier (départs à la retraite et aspirant·e·s).

En sus du suivi précis des effectifs durant le Covid-19 et des activités administratives en découlant, l'unité RH s'est également attelée à analyser les besoins en personnel, afin d'assurer les missions urgentes du service, notamment à la Protection civile et aux Ambulances. Ainsi, lorsqu'un domaine d'activité n'était pas prioritaire, le personnel de ce dernier allait soutenir d'autres équipes en fonction de ses compétences. En parallèle, une analyse des talents et des compétences s'est poursuivie pour anticiper les prochains départs à la retraite. En lien avec ceci, le service a renforcé la formation des futur-e-s cadres sapeur-euse-s-pompier-ère-s.

### Communication et technologies de l'information

La communication a été principalement dévolue à Covid-19, notamment au profit de l'EM-DIAM, ceci en lien avec la cellule communication de l'EMCC.

Dès le 1<sup>er</sup> juin, les entités communication du SPSL et du Corps de police sont regroupées, créant ainsi la Division communication Police et SPSL Lausanne. Plus de 5'000 personnes suivent la page Facebook du SPSL.

### Services généraux

Le concept logistique est encore dans sa phase de mise en œuvre avec une organisation à vocation transversale et d'identification des synergies possibles avec le Corps de police. L'organigramme des tâches traite notamment de l'approvisionnement, de la gestion du parc véhicules, des infrastructures et du suivi des contrats de prestation et d'entretien. La mise en œuvre complète est prévue à l'horizon 2023.

## Sapeurs-pompiers

### Evolution de l'effectif des sapeur-euse-s-pompier-ère-s professionnel-le-s

(sans les aspirant-e-s sapeur-euse-s-pompier-ère-s professionnel-le-s, les sapeur-euse-s-pompier-ère-s professionnel-le-s en formation et le personnel administratif)

2016	2017	2018	2019	2020
	121	118	118	119
				119

### Evolution de l'effectif des sapeur-euse-s-pompier-ère-s volontaires, site de Lausanne

(sans les jeunes sapeur-euse-s-pompier-ère-s)

2016	2017	2018	2019	2020
136	116	120	114	110

### Evolution de l'effectif des sapeur-euse-s-pompier-ère-s volontaires, site d'Epalinges

2016	2017	2018	2019	2020
51	54	52	59	63

### Interventions

Au nombre de 1'790, les interventions sont en diminution de 180 unités par rapport à l'année précédente. Cette diminution est due au semi-confinement de la population entre les mois de mars et de juin où les interventions ont diminué de moitié. Effectuées à raison de 73% sur le territoire du Service de défense contre l'incendie et de secours (SDIS) Lausanne-Epalinges, elles se répartissent comme suit: le détachement de premier secours (DPS), site de Lausanne, composé des sapeuses-pompières et sapeurs-pompier professionnels, est intervenu à raison de 1'714 interventions (-172) et le DPS, site d'Epalinges, à raison de 76 interventions (-8).

Il est à noter que malgré la procédure mise en place par l'ECA permettant de lever le doute sur la nécessité de mobiliser les sapeur-euse-s-pompier-ère-s, le nombre de déclenchements d'alarmes automatiques reste significatif bien qu'en légère diminution (-45). Cette baisse est liée principalement au Covid-19.

### Types d'interventions

	2019	2020
Déclenchements d'alarmes automatiques	330	285
Incendies	492	425
Sauvetage de personnes et d'animaux	255	196
Désincarcérations	16	19
Groupe de recherche et d'intervention en milieux périlleux	5	12

Protection de l'environnement	411	386
Interventions techniques	393	436
Eléments naturels	68	31
<b>Total</b>	<b>1'970</b>	<b>1'790</b>

### Répartition géographique des interventions

	2019	
Sur le territoire du SDIS Lausanne-Epalinges		1'420
Sur le territoire d'autres communes		550
Hors canton de Vaud		-

### Alarme du personnel

La mise sur pied des détachements des volontaires lausannois (groupe de l'unité d'appui du poste permanent et éclairage lourd) a été requise à six reprises (-1). Afin de renforcer les équipes déjà engagées sur des sinistres conséquents, la mise sur pied du personnel du corps professionnel en congé a été demandée à 22 reprises (+6).

Il est à noter qu'à 30 reprises, il a été nécessaire de mobiliser un second officier de service pour garantir les missions opérationnelles, le premier étant déjà engagé sur une intervention.

### Vision intégrée de la défense incendie et secours dans l'agglomération lausannoise à l'horizon 2020–2025 (VIDIS 20-25)

En 2017, la Municipalité de Lausanne a donné son accord pour mandater l'entreprise Team Consult, laquelle avait pour mission d'étudier une nouvelle organisation pour le SDIS Lausanne-Epalinges, ainsi que ses éventuels impacts. Cette entreprise a rendu son rapport et les travaux sont en cours à l'interne, en collaboration avec l'Association du personnel du poste permanent (A3P). Deux variantes horaires ont été étudiées afin de répondre aux exigences du projet, ainsi qu'au cadre réglementaire de la Ville. La variante de travail à deux sections, avec des périodes de 24 heures a été retenue. La commission opérationnelle du projet (COVIDIS), composée des commandants sapeurs-pompiers de l'agglomération lausannoise, a rendu son rapport en août 2020. Dès lors, la commission de coordination du projet (CCVIDIS), composée des représentant-e-s politiques des communes, a pris la décision de la faire valider au plus tard le 30 juin 2021.

### Développement d'une structure de formation en partenariat avec l'ECA

Des travaux sont en cours à l'interne pour évaluer la structure de formation actuelle et répondre aux besoins futurs. Ils s'axent sur les synergies existantes dans les domaines de la formation, de l'optimisation des ressources des deux parties, du développement de Rama II, ainsi que de l'intégration d'un nouveau standard pédagogique et méthodologique.

### Jeux Olympiques de la Jeunesse 2020

Durant cette année, les sapeurs-pompiers du SPSL ont assuré la garde et l'entretien de la Flamme Olympique en caserne, mais également la coordination de toutes les demandes particulières pour les patinoires de Malley 2.0 et de la Vaudoise aréna.

### Formation du corps professionnel

Suspendue du 17 mars au 31 août pour cause de Covid-19, la formation a pu reprendre le 1<sup>er</sup> septembre, en respectant les mesures de précautions édictées aux niveaux fédéral et cantonal. La formation s'est concentrée sur le fonctionnement et l'utilisation des nouveaux véhicules, ainsi que du matériel acquis par la Ville ou mis à disposition par l'ECA et la Direction générale de l'environnement (DGE), dont la nouvelle berce chimique, le nouveau véhicule poste de commandement et un drone.

Les sept sapeurs-pompiers en formation qui ont rejoint les rangs du SPSL le 17 mars à la suite de l'arrêt de la formation à l'Académie latine des sapeur-euse-s-pompier-ère-s (ALSP) ont suivi un module d'intégration de quatre semaines. Le but de cette instruction était de finaliser le module chimique commencé à l'ALSP. Ceci a été réalisé sur le site chimique de CIMO, à Monthey.

### Académie latine des sapeur-euse-s-pompier-ère-s (ALSP)

La session 2019 de l'Académie latine a débuté le 3 septembre 2019 sur le site du Centre d'instruction et de formation de Versoix et s'est terminée de façon anticipée le 16 mars 2020 pour raison de pandémie. La volée était composée de 19 aspirants romands, dont 7 lausannois. Malgré la situation, cette formation leur a permis d'acquérir les bases théoriques et pratiques de la profession. Il est à noter que 8 instructeurs sapeurs-pompiers du SPSL ont été engagés pour dispenser la formation de base durant cette école.

Les 21 aspirants de la volée 2018, dont 5 lausannois, ont réussi leurs examens finaux et se verront remettre leur brevet fédéral dans un cadre compatible avec les mesures sanitaires.

## Police du feu

### Généralités

La police du feu, constituée de cinq collaborateurs, conseille les architectes lors de l'établissement de projets de construction, émet les charges au permis de construire et s'assure du respect de ces dernières lors des visites de fin de travaux.

Lors de manifestations, elle valide les dossiers des organisateur-trice-s en lien avec les capacités et la prévention incendie. La mise en place de procédures respectant les conditions sanitaires ainsi que la numérisation des dossiers liés aux permis de construire ont évité des retards dus à la pandémie.

### Statistiques

	2016	2017	2018	2019	2020
Mises à l'enquête	607	502	686	853	764
Séances	378	395	381	385	248
Visites fin de travaux	409	288	254	339	145
Examens de situation pour des manifestations	594	450	679	965	557
Dossiers intervention	439	377	396	562	607

## Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

### Evolution de l'effectif des ambulancières et ambulanciers en ept

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
40.8	40.8	41.75	41.75	41.7	40.8	44.25

L'effectif de l'entité Ambulance est composé de 53 ambulancier-ère-s professionnel-le-s (diplômé-e-s ES et technicien-ne-s ambulancier-ère-s), correspondant à 44.25 EPT. En dépit d'une activité soutenue, aucun accident professionnel n'est à déplorer.

Pour pallier plusieurs absences pour raison de santé, le pool d'auxiliaires a été régulièrement sollicité. Ce dernier est composé de 14 ambulancier-ère-s diplômé-e-s professionnel-le-s.

### Interventions

Le nombre de missions accuse une légère augmentation et affiche 7'598 courses (+1.9% par rapport à 2019). La moyenne journalière a atteint 20.7 interventions. Les cas de maladie représentent 72.6%. Les ambulancier-ère-s ont effectué 33% de P1, 61.7% de P2 et 1.3% de P3. Le solde se dilue dans les interventions secondaires.

Il convient encore d'ajouter 1'431 missions SMUR et 20 engagements du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP). Dès lors, ce ne sont pas moins de 9'049 interventions d'urgence et de sauvetage qui ont été effectuées par le personnel Ambulance. Cette entité demeure un acteur majeur sur la scène du dispositif cantonal de prise en charge des urgences pré-hospitalières (DisCUP), non seulement par le nombre d'interventions, mais aussi par ses différentes spécialisations et sa capacité à renforcer le dispositif en cas d'événement particulier.

### Statistiques

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'interventions	7'610	7'337	7'194	7'119	7'455	7'598
Nombre de personnes transportées	6'393	6'237	6'064	5'816	5'823	5'984
Nombre d'interventions sans transport	1'217	1'100	1'130	1'303	1'632	1'658
Nombre de missions SMUR	2'002	2'045	1'987	1'924	1'638	1'431
Dossiers intervention	439	439	377	396	562	607

### Activité liée à la pandémie

L'entité Ambulance a été particulièrement active face à la pandémie. En dépit de plusieurs cas de contamination au sein du personnel, elle a tout de même garanti, tout au long de l'année, une réponse aux sollicitations de la Direction générale de la santé (DGS). A sa demande et afin de prévenir les rapides montées en puissance générées par l'afflux soudain de patient-e-s, des équipages ont régulièrement effectué des services de piquet supplémentaires.

## Détachement poste médical avancé (DPMA) & Evènement sanitaire particulier

### Effectif professionnel

Le DPMA et le secteur Evènement sanitaire particulier sont constitués de 4 professionnels et de 75 personnels volontaires. Le financement des professionnels est assuré conjointement par la Ville de Lausanne, la Direction générale de la santé (DGS) et l'ECA.

### Evolution de l'effectif du personnel volontaire

2015	2016	2017	2018	2019	2020
	74	71	71	68	75
					70

L'effectif autorisé des volontaires est de 75 personnes au maximum (hors des postes professionnels). Il se répartit en trois catégories distinctes: 15 médecins, 40 professionnel-le-s de la santé et 20 secouristes.

Outre la mise en place et l'activation du poste médical avancé, les spécialisations et prestations suivantes sont assurées:

- soutien sanitaire opérationnel au profit des intervenant-e-s, lors d'interventions des sapeur-euse-s-pompier-ère-s;
- décontamination de personnes dans les domaines atomique, biologique et chimique;
- mise en place de dispositifs médico-sanitaires (DMS) lors de manifestations importantes;
- représentation de la Ville de Lausanne au Bureau sanitaire des manifestations (BuSaMa);
- représentation du SPSL et de la DGS dans la Commission technique opérationnelle romande (CTOR), du Groupe romand d'intervention médicale en cas de catastrophe (GRIMCA).

Dans le domaine de l'évènement sanitaire particulier, la formation et la planification des services de piquet des ambulancier-ère-s chef-fe-s des secours (ACS) ont été effectuées. Une première formation conjointe ACS, chef-fe d'engagement DPMA et responsables de groupe d'intervention sanitaire professionnel (GISP) de Fribourg a été mise sur pied cette année.

### Types d'interventions – engagements

	2019	2020
Soutien sanitaire opérationnel (SSO)	15	17
Poste médical avancé (PMA)	3	1
Dispositif médico-sanitaire (DMS)	6	1
Premier répondant et missions particulières (CE DPMA)	8	10
Ambulancier-ère chef-fe des secours (ACS) (sollicitations/déplacements)	20/12	21/8

Le DPMA a été fortement sollicité dans le cadre des JOJ 2020. Il a mis en place le dispositif médico-sanitaire sur le site de Malley/Vaudoise aréna, a assuré le renfort en personnel médical et cadres de conduite sur les sites alpins et a coordonné et assuré le service sanitaire sur l'entier des sites des jeux, au travers d'un poste de commandement dédié. La Commission médicale du CIO a relevé l'excellence de la prestation du DPMA.

Lors de la première vague de Covid-19, le DPMA a été mandaté par la DGS afin de mettre en place, dans l'urgence, une centrale de distribution des équipements de protection individuels. Cette activité, entreprise en étroite collaboration avec la Protection civile vaudoise, a généré de nombreuses heures d'engagement et fait appel aux capacités d'adaptation du personnel et des moyens du DPMA.

Des millions de masques, blouses, gants et autres solutions alcooliques ont ainsi pu être mis à disposition des personnels de santé, à travers tout le canton. Une disponibilité et un lien permanent ont également été assurés au profit de l'EM-DIAM.

### Matériel et équipement

Un premier chariot d'instruction sanitaire a été mis à disposition par l'ECA. Celui-ci permet l'organisation, en totale autonomie, des cours de premiers secours (BLS-AED) pour l'ensemble des sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier vaudois.

La mise à jour du véhicule de soutien sanitaire (VSS) a été entreprise dans le cadre du maintien de l'uniformisation des moyens d'intervention sanitaires romands, coordonnés par le détachement.

### Formation

Bien que le DPMA a été très impacté par la pandémie, près de 3'000 heures de formation continue ont été dispensées au travers du programme réalisé par le dicastère Formation et Domaine médical (ForMed).

## Protection civile (PCI)

### Evolution de l'effectif des professionnel-le-s

2015	2016	2017	2018	2019	2020
17	18	19	18	17	17

### Evolution de l'effectif des milicien-ne-s et volontaires

2015	2016	2017	2018	2019	2020
1'270	1'250	1'393	1'254	1'196	1'176

### Interventions

L'activité de la protection civile du SPSL/ORPC Lausanne-District a débuté dès le 3 janvier, afin d'apporter les soutiens logistique et sécuritaire nécessaires au bon déroulement des JOJ 2020. Durant 28 jours, 271 astreints et 13 professionnels ont servi 7j/7, 24h/24.

L'ORPC a été engagée dès le 13 mars pour Covid-19. Pour ce faire, le commandement cantonal a formé des bataillons régionaux. L'ORPC Ouest-lausannois a rejoint l'ORPC Lausanne-District, afin de former le Bataillon Centre. Durant la seconde vague, l'ORPC Lavaux-Oron a été intégrée au Bataillon Centre. Depuis sa création, le bataillon est sous la conduite du commandant de l'ORPC Lausanne-District.

Fort d'un bataillon de 1'900, puis de 2'500 astreints, ce sont plus de 200 missions qui ont été confiées et réalisées avec succès durant plus de 7 mois, au sein des hôpitaux, des cliniques, de nombreux établissements médico-sociaux, ainsi qu'au Centre funéraire de Montoie. En coordination avec le Service social de la Ville de Lausanne, l'ORPC a assuré bon nombre de prestations afin que les personnes précarisées puissent vivre dans les meilleures conditions possibles.

Dans le domaine des interventions en situation d'urgence, le service de piquet a été alarmé à deux reprises. De plus, la Gendarmerie vaudoise a requis l'appui de la protection civile à deux reprises pour la mise en place du dispositif DELESTA.

### Heures réalisées par les professionnel-le-s

	2019	2020
Engagements au profit des collectivités	2'440	800
Engagements en situation d'urgence	227	9'842
<b>Total</b>	<b>2'667</b>	<b>10'642</b>

### Collaborations (internes et externes)

La situation actuelle a mis en veille différentes collaborations. Celles-ci seront réactivées en 2021, voire 2022. La collaboration initiée en 2016 avec le CHUV a démontré toute son importance dans le cadre du Covid-19. Cet établissement est à ce jour le plus demandeur d'appui avec une typologie de missions allant bien au-delà de ce qui était imaginé: transport de patients, logistique, désinfection, appui aux soins intensifs et même renfort du personnel de la Chapelle ont été effectués.

### Matériel, équipement et infrastructures

Cette année a été particulièrement chargée, avec d'importants travaux dans les constructions. Cinq abris publics ou constructions de protection civile ont passé le contrôle décennal.

La construction de Coteau-Fleuri a été entièrement rénovée à la suite du départ de l'Etablissement vaudois d'accueil des migrant-e-s (EVAM). Le poste de commandement de Prélaz a été remis à jour (télécommunication et informatique) selon les exigences fédérales et cantonales.

Durant le mois d'août, l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) a procédé au renouvellement des comprimés d'iode. L'ORPC Lausanne-District dispose d'une plaquette de 12 comprimés pour chaque habitant-e du district.

Tous ces travaux ont été réalisés en collaboration étroite avec la section logistique, en sus de l'engagement COVID.

### Essai annuel des sirènes

Les sirènes fixes et mobiles ont toutes été déclenchées selon le processus usuel. Lors du déclenchement, trois d'entre-elles ont présenté des défauts qui ont pu être traités.

### Formation

Aucune formation n'a été dispensée en 2020, l'effectif ayant été intégralement engagé à plusieurs reprises au profit du Covid-19.



### Jours de service

	2019	2020
Engagements au profit des collectivités	2'440	800
Engagements en situation d'urgence	227	9'842
<b>Total</b>	<b>2'667</b>	<b>10'642</b>

### Libération anticipée des effectifs

L'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier 2021, de la nouvelle Loi fédérale sur la protection civile (LPPCi) a eu pour conséquence la libération anticipée au 31 décembre 2020 de plus de 400 astreints, dont 50 sous-officiers ayant atteint la limite fixée par le Conseil fédéral, soit 14 années d'obligation de servir. Des démarches sont en cours pour remodeler le bataillon et poursuivre efficacement les missions dévolues.

## Centre de formation de La Rama (CFR)

### Locations

Il convient de souligner que la fréquentation du CFR est principalement répartie entre:

- divers services de la Ville et de l'Etat de Vaud;
- les sapeur·euse·s-pompier·ère·s (notamment au travers des formations ECA) avec le simulateur incendie;
- les utilisateur·trice·s externes (principalement des organisations œuvrant dans le domaine des secours, de la sécurité et de la prévention).

En raison du Covid-19, le CFR a fermé ses portes du 16 mars au 8 juin. Durant cette période, le restaurant a livré des repas en soutien à la protection civile.

Toujours en raison de la pandémie, le nombre de jours de location d'infrastructures est en forte diminution. Il s'élève à 227 (y compris 28 samedis et 15 dimanches), contre 301 en 2019 (-24.5%).

### Repas

En dépit de la fermeture du CFR et de la baisse de la clientèle, la cuisine du CFR a produit 24'491 repas, soit 6'138 de plus par rapport à 2019 (+33.44%). Cette augmentation est liée au Covid-19 avec, entre autres, la production de 7'134 repas en appui à la protection civile, ainsi que 4'817 repas pour l'Hôtel de police.

### Restauration collective durable

Le CFR continue à participer au plan restauration collective durable (RCD), au travers de son 2<sup>e</sup> volet, le plan RCD II (2020-2023).

### Développement et entretien du site

L'optimisation de l'accueil et du confort offert à la clientèle se poursuivent par divers travaux à l'intérieur du bâtiment, tels que peintures, carrelages et luminaires.

## Service du contrôle des habitants (CH)

### Principales missions du service

- tenir à jour l'ensemble des données relatives à la population, en veillant à respecter les dispositions légales en matière de contrôle des habitants et d'harmonisation des registres
- accueillir le public et renseigner les usager·ère·s
- constituer les dossiers de demandes d'autorisations de séjour et d'établissement et les transmettre à l'autorité compétente, à savoir le Service cantonal de la population
- fournir aux administrations publiques les données qui leur sont nécessaires (registres des contribuables, registre civique, registre cantonal des personnes, écoles, etc.)
- traiter les mutations courantes sous forme électronique et en transmettre le résultat au Registre cantonal des personnes (RCPers), dans le cadre de l'automatisation du transfert d'informations (ATI)

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bureau "Suisses – permis C"	9.10	8.10	8.90	8.10
Bureau des étrangers	12.30	10.30	12.50	11.50
Direction CH	3.00	3.00	3.00	3.00
Div. opérationnelle CH	7.30	6.30	7.30	7.30
Sect. SICH et qualités données	4.00	4.00	4.00	4.00
Section administrative CH	4.00	4.00	4.00	4.00
<b>Total service</b>	<b>39.70</b>	<b>35.70</b>	<b>39.70</b>	<b>37.90</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>0.00</b>

### Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Bureau "Suisses – permis C"	10	8.10	10	8.10
Bureau des étrangers	11	10.30	12	11.50
Direction CH	3	3.00	3	3.00
Div. opérationnelle CH	8	6.30	9	7.30
Sect. SICH et qualités données	4	4.00	4	4.00
Section administrative CH	4	4.00	4	4.00
<b>Total service</b>	<b>40</b>	<b>35.70</b>	<b>42</b>	<b>37.90</b>

### Apprenti.e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration CH	1	1
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
<b>Total service</b>	<b>4</b>	<b>6</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>4</b>

## Evènements marquants

La pandémie de Covid-19, avec ses incidences, a constitué le fait marquant de l'année 2020. Pour le CH, dont les missions relèvent du service au public, les conséquences ont été nombreuses et ont engendré de profondes mutations dans l'organisation du service en général, et celle de ses processus de travail en particulier, afin qu'en tout temps, les prestations soient fournies à la population. Cela a été le cas notamment entre le 16 mars et le 24 novembre 2020, période durant laquelle ses guichets ont été fermés. Néanmoins, toutes les missions ont été remplies, notamment grâce aux efforts entrepris par le personnel ainsi qu'aux divers renforts obtenus, que ce soit en termes d'auxiliaires, mais aussi de la parfaite collaboration avec l'Observatoire de la sécurité qui a pu mettre à disposition, dès le 29 juin, un poste d'agent d'accueil et de sécurité afin de desservir le bureau d'accueil de l'immeuble administratif de Port-Franc 18.

Afin de garantir la réouverture de ses guichets dans le respect des normes sanitaires, le CH a opté pour une gestion sur rendez-vous qui a nécessité des adaptations informatiques conséquentes, ainsi qu'une nouvelle organisation de l'accueil du bâtiment de Port-Franc 18.

Afin d'illustrer les changements intervenus dans le fonctionnement du CH en raison du Covid-19, diverses statistiques figurent dans la rubrique Relations avec les administré-e-s.

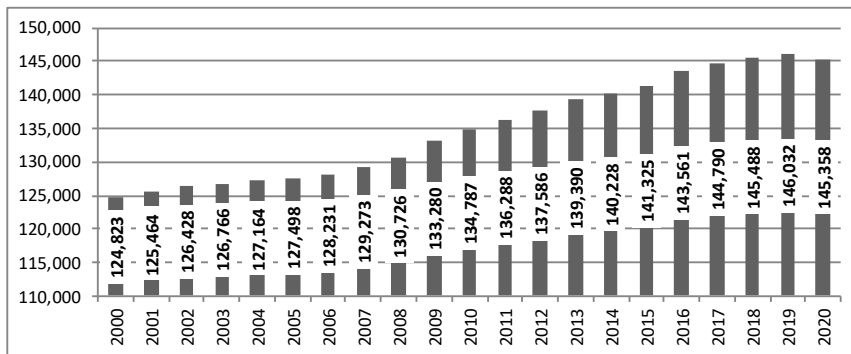
## Principales activités 2020

### Evolution démographique et statistiques

#### Evolution démographique

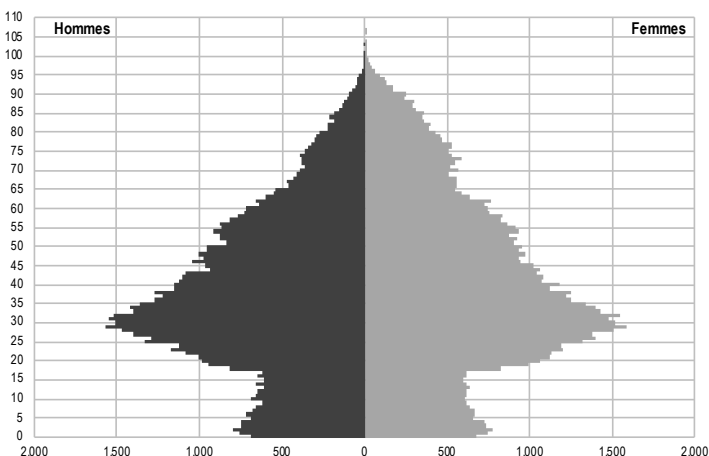
Au 31 décembre 2020, 145'358 personnes figuraient dans le registre des habitant-e-s de la Ville de Lausanne, toutes catégories confondues, soit une diminution de 674 habitant-e-s par rapport à 2019. L'année 2020, marquée par le Covid-19, rompt avec la tendance des 18 dernières années durant lesquelles une croissance positive de la population était observée. Il va de soi que la pandémie a tenu un rôle prépondérant dans ce constat, les différentes restrictions d'entrée dans le pays et l'insécurité sanitaire ont effectivement retenu bon nombre de personnes de venir s'installer et/ou étudier en Suisse.

#### Evolution de la population lausannoise depuis 2000, au 31 décembre



#### Statistiques de la structure de la population lausannoise

##### Pyramide des âges



**Population lausannoise, selon le type de résidence**

au 31 décembre	2018	2019	2020	Différence 2019/2020
En résidence principale	141'345	142'000	141'464	-536
En résidence secondaire	4'143	4'032	3'894	-138
<b>Total</b>	<b>145'488</b>	<b>146'032</b>	<b>145'358</b>	<b>-674</b>

**Répartition de la population, selon les origines et la nationalité**

selon origines/nationalité	2018	2019	2020	Différence 2019/2020
Vaudois-e-s	46'688	47'377	47'979	+602
— dont Lausannois-e-s	19'793	20'640	21'442	+802
autres cantons	36'594	36'514	36'346	-168
Total population suisse	83'282	83'891	84'325	+434
Total population étrangère	62'206	62'141	61'033	-1'108
<b>Total</b>	<b>145'488</b>	<b>146'032</b>	<b>145'358</b>	<b>-674</b>

**Population étrangère résidant à Lausanne, par pays/continent**

au 31 décembre	2019	%*	2020	%*	Différence 2019/2020
France	12'647	8.66	12'670	8.72	+23
Portugal	8'776	6.01	8'284	5.70	-492
Italie	6'648	4.55	6'553	4.51	-95
Espagne	5'153	3.53	5'265	3.62	+112
Reste de l'Europe	13'198	9.04	12'864	8.85	-334
Population étrangère européenne	46'422	31.79	45'636	31.40	-786
Afrique	5'989	4.11	5'953	4.10	-36
Asie	5'147	3.52	5'002	3.44	-145
Amériques	4'394	3.01	4'274	2.94	-120
Océanie	121	0.08	102	0.07	-19
Apatrides	5	-	5	-	-
Non déterminée	63	0.04	61	0.04	-2
Population étrangère non européenne	15'719	10.76	15'397	10.59	-322
<b>Population étrangère totale</b>	<b>62'141</b>	<b>42.55</b>	<b>61'033</b>	<b>41.99</b>	<b>-1108</b>

\*pourcentage de la population étrangère par rapport à la population globale vivant à Lausanne (respectivement 146'032 et 145'358)

**Population étrangère résidant à Lausanne, par permis**

au 31 décembre	2018	2019	2020	Différence 2019/2020
<b>Population en résidence principale:</b>				
— Permis B	23'309	23'152	23'795	+643
— Permis C	33'394	33'215	32'879	-336
— Permis F	1'427	1'450	1'473	+23
— Permis L	1'435	1'107	1'117	+10
— Cas en suspens auprès des autorités cantonales ou fédérales	1'655	2'271	991	-1'280
— Procédures de refus/recours	220	228	171	-57
<b>Total population résidante</b>	<b>61'440</b>	<b>61'423</b>	<b>60'426</b>	<b>-997</b>
Dispensés par le DFAE <sup>1</sup>	100	144	122	-22
Permis Ci <sup>2</sup>	5	5	5	-
<b>Total population diplomatique</b>	<b>105</b>	<b>149</b>	<b>127</b>	<b>-22</b>
Requérant-e-s d'asile	231	164	76	-88
<b>Total en résidence principale</b>	<b>61'776</b>	<b>61'736</b>	<b>60'629</b>	<b>-1'107</b>
<b>Population en résidence secondaire:</b>				
— Permis B	106	96	93	-3
— Permis C	246	230	237	+7
— Permis F	-	1	1	-
— Permis G (frontalier)	71	63	65	-2
— Permis L	3	4	3	-1
— Demandes en cours	4	11	5	-1
— Dispensés par le DFAE	-	-	-	-
— Requérant-e-s d'asile	-	-	-	-
<b>Total en résidence secondaire</b>	<b>430</b>	<b>405</b>	<b>404</b>	<b>-1</b>

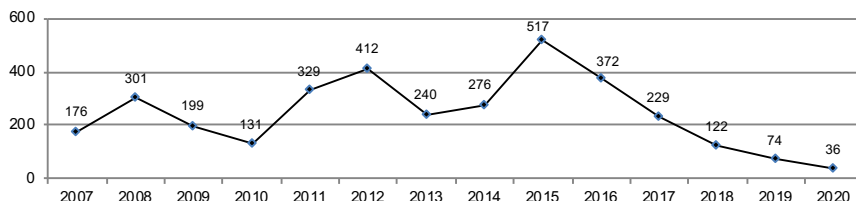
<sup>1</sup> Membres ou personnel des missions diplomatiques et consulaires dispensés de formalités

<sup>2</sup> Conjoint-e-s ou enfants des personnes dispensées par le DFAE, exerçant une activité lucrative

### Requérant.e-s d'asile résidant à Lausanne

36 nouvelles requérantes et nouveaux requérants ont été enregistrés (74 en 2019). Au 31 décembre 2020, 76 dossiers lausannois (164 en 2019) sont en cours d'examen auprès des autorités cantonales et fédérales compétentes.

Evolution du nombre d'arrivées depuis 2007



### Naissances et décès au sein de la population lausannoise

En raison de la pandémie de Covid-19, une hausse significative du nombre de décès au sein de la population lausannoise a été enregistrée en 2020.

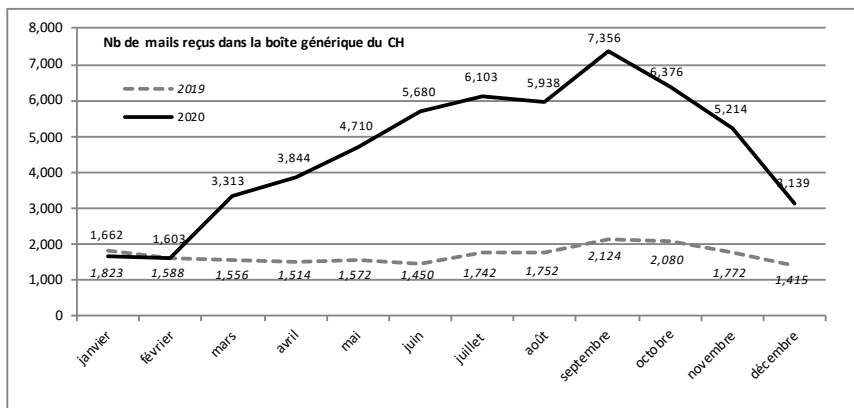
	2018	2019	2020	Différence 2019/2020
Naissances		1'721	1'646	-44
Décès		1'031	978	+226
<b>Solde naturel</b>		<b>690</b>	<b>668</b>	<b>-270</b>

### Relations avec les administré.e-s

En raison des effets de la pandémie de Covid-19, notamment la fermeture temporaire des guichets du CH, il est dressé ci-dessous une statistique permettant de mesurer l'évolution de la charge de travail en termes d'opérations informatiques de mises à jour et de traitement des e-mails reçus durant l'année 2020.

	2019	2020	Différence 2019/2020	En pourcentage
Nombre d'opérations informatiques	268'012	283'889	+15'877	+5.92%
Nombre d'e-mails reçus	20'388	54'938	+34'550	+169.46%

L'évolution mensuelle comparée entre les années 2019 et 2020 permet de prendre la mesure des effets de la crise Covid-19:



### Journée de formation

Initialement prévue le 19 mars 2020, la traditionnelle journée de formation pour l'ensemble du CH, a été annulée, en raison de la situation sanitaire. Des formations plus ciblées ont néanmoins pu se dérouler tout au long de l'année, dans le respect des normes sanitaires, pour accompagner les nombreux changements intervenus dans le traitement des différents processus métier.

# Service de l'économie (ECO)

## Principales missions du service

- mise en œuvre et appui en matière d'économie, de promotion économique et d'initiatives entrepreneuriales
- production de la statistique publique communale et analyse
- gestion administrative et coordination des manifestations
- gestion des établissements et des terrasses
- gestion des commerces permanents et itinérants (y compris les marchés)
- gestion des cinémas
- gestion des procédés de réclame
- organisation de la Fête foraine de printemps (Luna Park)
- gestion des ports de petite batellerie, des infrastructures nautiques et des rives du lac
- perception des taxes de séjour
- perception de l'impôt sur les divertissements
- gestion des décès
- gestion du centre funéraire de Montoie

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction ECO	5.25	4.45	5.25	4.45
Etablissements & Commerces	6.00	6.00	6.00	6.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	6.20	6.20	6.20	5.70
Lac	2.00	2.00	2.00	1.00
Manifestations & Marchés	8.00	8.00	8.00	7.70
Off. Commerces & manif.	2.90	1.90	2.90	1.90
Off. prest. funéraires Isnois	22.00	22.00	21.00	20.00
Office appui économ. et stat.	4.30	3.50	4.30	3.50
<b>Total service</b>	<b>56.65</b>	<b>54.05</b>	<b>55.65</b>	<b>50.25</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-1.00</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Direction ECO	5	4.45	5	4.45
Etablissements & Commerces	6	6.00	6	6.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	7	6.20	6	5.70
Lac	2	2.00	1	1.00
Manifestations & Marchés	10	8.00	9	7.70
Off. Commerces & manif.	2	1.90	2	1.90
Off. prest. funéraires Isnois	24	22.00	24	20.00
Office appui économ. et stat.	4	3.50	4	3.50
<b>Total service</b>	<b>60</b>	<b>54.05</b>	<b>57</b>	<b>50.25</b>

**Apprenti·e·s**

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
Etablissements & Commerces	1	-
Manifestations & Marchés	1	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	8	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>8</b>	<b>5</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	2
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>8</b>

**Evènements marquants**

La gestion de la pandémie de Covid-19 a requis une forte mobilisation du service à l'égard du public. Une hotline a été très rapidement mise en œuvre afin de le renseigner sur les mesures prises, par exemple pour retrouver les marchand·e·s producteur·trice·s empêchés de participer aux marchés lausannois, en expliquant l'organisation de services de livraisons ou pour obtenir les renseignements nécessaires relatifs aux différentes aides accordées. En termes d'organisation interne et de gestion des ressources humaines, il a également été nécessaire de mettre très rapidement en œuvre de nombreux nouveaux modes de fonctionnement.

La volatilité des règles et décisions prises par les autorités fédérale et cantonale pour lutter contre la pandémie a également généré un travail de renseignement très soutenu, et devant constamment être remis à jour, que ce soit à l'endroit des exploitant·e·s, organisateur·trice·s de manifestations et autres milieux concernés. Le suivi de ces exigences, imposées aux communes, notamment via les séances de Task force menées par la police cantonale du commerce, a également été très contraignant.

L'organisation des marchés, toutes catégories confondues, a nécessité un travail d'adaptation répété à plusieurs reprises durant l'année, afin qu'ils répondent aux règles Covid-19.

La planification et l'organisation des manifestations n'ont cessé d'être bousculées. La gestion de l'extension temporaire des terrasses des établissements de type cafés-restaurants a également requis une forte implication du service (plus de 200 terrasses). Les contrôles du respect des plans de protection des marchés, des établissements et des commerces ont également fortement mobilisé les inspecteur·trice·s.

A cela s'est ajouté durant toute l'année les travaux menés par la Cour des comptes cantonale dans le cadre de l'audit mené sur les tâches de surveillance des établissements d'hébergement et de restauration, imposée aux communes par la loi sur les auberges et les débits de boisson (LADB).

Quant aux activités de l'Office des prestations funéraires de Lausanne (OPFL) et du Centre funéraire de Montoie, elles ont été par la force des choses très soutenues durant cette année et ont encore davantage mis en lumière la nécessité de rénover ce lieu.

Les différents points de cette année très particulière sont explicités de façon plus détaillée sous les rubriques spécifiques ci-dessous.

## Principales activités 2020

### Office d'appui économique et statistique (OAES)

En appui aux démarches du service pour le suivi de la crise sanitaire, l'Office a répondu à une centaine de demandes d'indépendant-e-s et de petites entreprises lausannoises touchées au printemps, en les aidant dans leurs démarches pour l'obtention des aides fédérales, cantonales et communales mises sur pied pour limiter l'impact des restrictions d'exercer. D'entente avec la Société coopérative des commerçants lausannois (SCCL), l'Office a participé à la mise en place du projet de bons d'achat Enjoy Lausanne à faire valoir auprès des enseignes lausannoises, ceci dans le cadre du rapport-préavis de la Direction de la culture et du développement urbain consacré à la relance du commerce lausannois, pour lequel l'Office a apporté les éléments de réponse sur la question des monnaies locales.

La crise sanitaire a également suscité des craintes en matière de disponibilité de places d'apprentissage. Pour apporter un soutien supplémentaire aux entreprises engagées en faveur de la formation duale, l'édition 2020 du Prix entreprises formatrices, organisé par l'Office en partenariat avec Economie région Lausanne (ERL), a doublé le nombre d'entreprises récompensées (six au lieu de trois). La problématique de l'apprentissage a aussi été évoquée dans le cadre des rencontres entre la Municipalité et les représentant-e-s des grandes entreprises de la place lausannoise, organisées par l'Office d'entente avec le Secrétariat municipal.

En matière de statistique publique, l'Office s'est attaché notamment à évaluer l'impact de la crise sanitaire sur l'économie et la démographie lausannoise, en compilant un large panel de données relatives au chômage et à l'emploi lausannois dans deux rapports disponibles en ligne (*Le marché du travail à Lausanne*, juin 2020 et *L'emploi à Lausanne*, septembre 2020). L'Office a répondu à de nombreuses demandes de données et conseils sur des thématiques d'actualité (évolution démographique, plan climat, couverture végétale, ...). Une attention particulière a été consacrée aux données, en cours de traitement, qui permettront d'établir un état de situation statistiquement représentatif sur les aspects lausannois de la transition école-métiers.

L'Office a aussi été associé aux diverses démarches de planification urbanistique, à savoir pour les PA2 et PA3 des Plaines-du-Loup, les Près-de-Vidy et des projets particuliers (place de l'Europe et rue centrale, Gare, Rasude, sites cantonaux stratégiques d'activité, ...), ceci afin d'assurer la prise en considération des contraintes qui déterminent la viabilité économique des sites et afin de promouvoir, par ce biais, une vie aussi animée que possible dans les périmètres à aménager.

### Office des autorisations commerciales et des manifestations (OACM)

#### A — Etablissements, commerces, cinémas, procédés de réclame

##### Etablissements

	2019	2020
Demandes de préavis pour licence	235	201
Licences délivrées ou renouvelées	427	342
Changements d'enseigne	50	40
Manifestations	1'340	625
dont ouverture de billetterie	395	172
Autorisations de diffusion de musique	105	88
Refus des heures de prolongation (rappels, avertissements, retraits) <sup>1</sup>	18	2
Dossiers de mise en conformité des locaux	153	132
Demande de préavis pour fumoirs	-	-

Durant l'année, quatre établissements ont été déclarés en faillite, soit deux cafés-restaurants, un salon de jeu et un bar à café. De plus, par décisions du Département de l'économie, de l'innovation et du sport (Police cantonale du commerce), trois établissements ont été fermés temporairement et un magasin a été privé de vente de boissons alcooliques pour diverses infractions.



## Nombre d'établissements par catégorie de licences au 31 décembre

Catégorie	Genre de licences	Etablissements exploités au 31 décembre 2019	Créations	Réouvertures	Changements de catégorie (en +)	Fermetures	Changements de catégorie (en -)	Etablissements exploités au 31 décembre 2020	Ecarts
A	Hôtel avec restauration	29	-	-	-	1	1	27	-2
	Hôtel sans restauration	6	-	-	-	-	-	6	0
B	Café-restaurant	447	4	11	6	11	1	456	9
D	Café-bar	34	-	-	6	1	4	35	1
E	Buvette	34	-	-	-	1	-	33	-1
F	Discothèque avec restauration	4	-	-	1	-	2	3	-1
	Discothèque sans restauration	12	-	-	1	4	5	4	-8
G	Night-club avec restauration	1	-	-	-	-	-	1	0
	Night-club sans restauration	4	-	1	-	2	-	3	-1
H	Salon de jeux avec boissons alcooliques	3	-	-	-	-	-	3	0
	Salon de jeux sans boissons	-	-	-	-	-	-	-	0
	Salon de jeux avec restauration	2	-	-	-	-	-	2	0
	Salon de jeux avec boissons sans alcool	2	-	-	-	-	-	2	0
J	Tea-room	55	-	1	-	1	4	51	-4
K	Bar à café	4	-	-	-	-	-	4	0
L	Café-restaurant (bateaux)	15	-	-	-	-	-	15	0
	Autorisation spéciale de jour sans boissons	1	-	-	-	-	-	1	0
	Autorisation spéciale de jour avec boissons	14	-	-	-	-	-	14	0
	Autorisation spéciale de jour – Sauna	3	-	-	-	-	-	3	0
	Autorisation spéciale de nuit – Sauna	-	-	-	-	-	-	-	0
	Autorisation spéciale de jour – article 66 LADB	2	-	-	-	-	-	2	0
	Autorisation spéciale de nuit – article 66 LADB	1	-	-	-	-	-	1	0
M	Traiteur	6	-	-	-	-	-	6	0
N	Débit de boissons alcooliques à l'emporter	258	21	3	-	6	5	271	13
	<b>Totaux</b>	<b>937</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>26</b>	<b>23</b>	<b>943</b>	<b>6</b>

## Capacités des établissements ouverts au 31 décembre

	2019		2020	
	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité
Etablissements de jour <sup>1</sup>	636	71'789	639	72'431
Etablissements de nuit <sup>2</sup>	22	7'890	12	4'199
<b>Totaux</b>	<b>658</b>	<b>79'679</b>	<b>651</b>	<b>76'630</b>

<sup>1</sup> Etablissements de jour au bénéfice des licences d'hôtel, de café-restaurant, de café-bar, de buvette, de salon de jeux, de tea-room et de bar à café, ainsi que ceux au bénéfice d'autorisations spéciales (bateaux non compris). Ouverture les samedis, les dimanches et les jours fériés de 6h30 à 24h, les autres jours de 5h à 24h, avec possibilité de prolongation jusqu'à 1h du dimanche soir au jeudi soir et jusqu'à 2h le vendredi et le samedi soir, moyennant le paiement d'une taxe.

<sup>2</sup> Etablissements de nuit au bénéfice des licences de discothèque, de night-club et autorisation spéciale. Ouverture de 17h à 3h, avec possibilité d'ouverture anticipée entre 14h et 17h ou prolongée entre 3h et 6h, moyennant le paiement d'une taxe et pour autant qu'ils respectent les prescriptions fédérales, cantonales et communales relatives à l'exploitation des établissements. L'heure de 5h à 6h est gratuite.

Les capacités sont exprimées en nombre de personnes autorisées à l'intérieur d'un établissement, personnel compris.

Nous relevons que les établissements ont dû fermer plusieurs mois en raison de la pandémie de coronavirus (établissements de jour: du 17 mars au 11 mai, du 4 novembre au 10 décembre puis dès le 26 décembre; établissement de nuit: du 14 mars au 6 juin puis dès le 17 septembre). Les établissements de nuit ont eu la possibilité de demander un changement de licence afin d'obtenir une licence limitée de café-restaurant ou café-bar, au bénéfice de l'horaire des établissements de jour.

## Commerces

Les autorisations de dérogation à l'horaire des magasins délivrées au 31 décembre, conformément à l'article 12 du règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins (RHOM), se présentent comme suit:

	2019	Avec alcool (2019)	2020	Avec alcool (2020)
Magasins d'alimentation, magasins-traiteurs, laboratoires	241	96	257	106
Boulangeries-pâtisseries-confiseries	12	1	15	1
«Shops» de station-service	15	-	15	-
Magasins de tabac et journaux	31	19	34	21
Magasins de glaces	4	-	6	-
Kiosques	20	-	21	-
<b>Total</b>	<b>323</b>	<b>116</b>	<b>348</b>	<b>128</b>

### Autorisations

	2019	2020
Tabacs	595	584
Jeux et appareils automatiques	1'061	1'075
Commerces d'occasions	132	131
Ventes aux enchères	5	-

### Autorisations de procédés de réclame délivrées en 2020

	2019	2020
Permanent	484	361
De durée limitée	61	41
Décoration	2	3
<b>Total</b>	<b>547</b>	<b>405</b>

Au 31 décembre, 405 autorisations ont été délivrées pour la pose de 1'216 procédés de réclame (visuels).

Le montant total de la taxe perçue pour les procédés de réclame eux-mêmes s'est élevé à CHF 129'522.-. Le total des taxes perçues en sus pour l'occupation du domaine public et assimilé de ces procédés s'est élevé à CHF 238'923.-.

### Anticipations professionnelles (au 31 décembre)

	Domaine public (avec taxe d'anticipation)	
	2019	2020
Terrasses d'établissements publics	203	203
Étalages	269	274

94 autorisations pour l'exploitation de terrasses, ainsi que 27 autorisations pour des anticipations commerciales, ont été délivrées ou renouvelées durant l'année.

Lausanne compte 513 terrasses d'établissements, soit 203 installées sur le domaine public et 310 sur le domaine privé. Cela représente une occupation du domaine public de 7'418 m<sup>2</sup>.

En outre, durant l'année 2020, 207 autorisations ont également été délivrées pour des extensions ou créations de terrasses temporaires dans le cadre des mesures prises par la Municipalité, en lien avec le Covid-19 (164 extensions et 43 créations).

Le montant total de la taxe perçue pour l'occupation du domaine public et assimilé pour les terrasses des établissements s'est élevé à CHF 12'915.- et les anticipations commerciales des magasins ont bénéficié de la gratuité pour l'ensemble de l'année. Les gratuités accordées se montent respectivement à CHF 407'000.- pour les terrasses et CHF 185'000.- pour les anticipations commerciales des magasins.

### Cinémas

	2019	2020
Nombre de spectateur-trice-s	863'897	271'550
Nombre de salles de cinéma	23	22

Les cinémas lausannois comptent au total 4'034 places au 31 décembre 2020 et 1 salle a fermé (Le Capitole). Les films projetés en première vision sont au nombre de 309 (559 en 2019). La baisse du nombre de spectateur-trice-s est de 68.5 %.

### Activité et contrôles (bureau des établissements et des commerces)

Cette année, les contrôles ont principalement porté sur le respect des mesures Covid. A ce propos, quatre inspecteurs du Service de l'économie ont contrôlé 680 commerces et 252 établissements entre le 6 août et le 24 décembre.

**B — Manifestations et marchés****Manifestations**

Catégories	2019				2020			
	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.
Sports	273	378	6.2	5.7	156	283	6.10	6.70
Soirées/fêtes/repas de soutien	322	340	7.3	5.2	133	143	5.20	3.40
Manifestations sur le domaine public et assimilé	1'084	1'931	24.5	29.2	511	1248	20.00	29.60
Bienfaisance/utilité publique	791	897	17.9	13.6	454	508	17.80	12.10
Spectacles/concerts	551	799	12.5	12.1	290	561	11.30	13.30
Conférences	286	362	6.5	5.5	190	262	7.40	6.20
Expositions	82	608	1.9	9.2	43	214	1.70	5.10
Stands d'information/récoltes de signatures	651	677	14.7	10.2	510	508	19.90	12.10
Centres socioculturels	85	287	1.9	4.3	50	199	2.00	4.70
Manifestations diverses	292	328	6.6	5.0	221	284	8.60	6.80
<b>Total</b>	<b>4'417</b>	<b>6'607</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2'558</b>	<b>4'210</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

En 2020, 236 permis temporaires pour la vente de boissons alcooliques à consommer sur place lors de manifestations ont été délivrés aux différents organisateurs (428 en 2019).

Le secteur des manifestations a été lourdement impacté par la situation sanitaire liée au Covid-19. En 2020, 580 d'entre elles ont été formellement annulées. En réalité, le chiffre est plus important car seules les manifestations dont les demandes avaient déjà été déposées ont été comptabilisées. En effet, de mars à décembre 2020, les manifestations et les rassemblements ont été fortement limités en termes de nombre de participant-e-s, voire totalement interdits. Une diminution du nombre d'événements de près de moitié entre 2019 et 2020 est à relever. Cela étant, la diminution du nombre de jours de manifestations, d'environ un tiers, est moins importante. Cette différence peut notamment s'expliquer par un début d'année 2020 exceptionnel, notamment avec l'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse à Lausanne, mais également par une période estivale au bénéfice de mesures de protection moins restrictives permettant la tenue de certains événements sous des formats revisités (Festival de la Cité, Lausanne Afro-fusion, Label Suisse, etc.).

**Marchés**

	Nombre d'autorisations annuelles au 31 décembre	
	2019	2020
Marâichers (y compris fleurs)	74	70
Charcutiers	12	12
Epiciers	52	47
Fromagers	13	14
Boulangers	12	15
Poissonniers	1	1
Etalagistes (brocante, vêtements, etc.)	107	104
Artisans	17	22

Parallèlement aux 285 titulaires d'une autorisation annuelle au 31 décembre, 230 autorisations ont été délivrées en 2020 pour des participations journalières aux différents marchés. Ces autorisations permettent de participer à un nombre défini de marchés, pour la majorité à six reprises.

**Activité et contrôles (bureau des manifestations et des marchés)**

En raison de la première vague du Covid-19, les marchés ont été fermés dès le 17 mars 2020 pour une durée de 2 mois. Dès le 23 mai 2020, la réouverture du marché central alimentaire a nécessité une réorganisation complète des étals pour mettre en œuvre les plans de protection sanitaire. En particulier, la fermeture de la rue Centrale, les samedis, a permis de contribuer à l'accueil de toutes les marchandes et tous les marchands disposant d'autorisations annuelles. Cette réorganisation s'est poursuivie avec la réouverture des marchés alimentaires de quartier (Grancy, Sallaz, Ouchy), des différents sites dévolus à l'activité de vente de mets à l'emporter (food trucks) et enfin des marchés non alimentaires. Dès le mois d'août, le dispositif mis en place a été élargi afin d'accueillir des marchands occasionnels ne disposant pas d'emplacement annuel. Ainsi, près de 200 autorisations comportant chacune jusqu'à 6 dates de participation, ont pu être délivrées du mois d'août au mois de décembre.

**Impôt sur les divertissements**

Encaissement net (en CHF)	2019	2020
Cinémas	1'882'882.75	573'502.60
Dancings	891'688.10	212'959.00
Cafés-restaurants	14'282.25	8'020.25
Spectacles	1'763'888.60	337'657.45
Sports	78'884.45	–
Divers	1'316'560.60	1'092'126.25
<b>Total</b>	<b>5'948'186.75</b>	<b>2'224'265.55</b>

Fortement impactées par les restrictions liées à la crise sanitaire, toutes les catégories soumises à l'impôt sur les divertissements ont enregistré une baisse d'activité.

**Taxes de séjour**

Le règlement intercommunal sur la taxe de séjour (RITS), appliqué dès le 1<sup>er</sup> mai 2016, prévoit une taxe qui varie entre CHF 2.60 et CHF 4.20 par nuitée et par personne. S'agissant des séjours de longue durée (au-delà de trois mois), en général dans les lieux décrits sous catégories 6 et 7 du RITS, le tarif est de CHF 37.- par mois. Les visiteur-euse-s en séjour de courte durée (jusqu'à deux semaines) bénéficient d'une carte de libre parcours sur six zones (11, 12, 15, 16, 18 et 19) de la Communauté tarifaire vaudoise Mobilis et d'une entrée réduite dans de nombreux musées.

Taxes communales (en CHF)	2019	2020
Catégories 1 à 5*	3'352'910.00	1'436'048.70
Catégorie 6 (pensionnats – instituts)	307'543.50	274'609.90
Catégorie 7 (appartements, villas, studios, chambres)	910'274.52	895'884.00
<b>Total</b>	<b>4'570'728.02</b>	<b>2'606'542.60</b>

\* Catégories 1 à 5 = hôtels (répartis entre les catégories 1 à 5, selon le nombre d'étoiles ou sans étoile), auberges de jeunesse et assimilés, beds & breakfast, chambres d'hôtes, gîtes ruraux, hébergements et campings.

Après un mois de janvier exceptionnel, lié aux Jeux Olympiques de la Jeunesse, la fréquentation des établissements hôteliers a diminué drastiquement en 2020. Par rapport à 2019, le nombre de nuitées a diminué de plus de 56%.

Pour mémoire, cette taxe est reversée à raison de 50% à l'Association Lausanne tourisme et à raison de 50% au Fonds d'encouragement pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL), qui en reverse ensuite une partie à l'Association Lausanne tourisme.

**Ports**

Au 31 décembre 2020, les ports de petite batellerie d'Ouchy et de Vidy comptent le nombre de places suivant:

Places/Amarrages	Vidy	Ouchy	Vieux-Port d'Ouchy	Total
2.50	368	375	–	743
2.75	250	122	–	372
3.00	52	18	–	70
3.50	43	75	–	118
4.25	9	26	–	35
Places visiteur-euse-s	22	8	16	46
Bouées	9*	–	28	37
Places à terre	191	121	–	312
<b>Total</b>	<b>944</b>	<b>745</b>	<b>44</b>	<b>1'733</b>

\* dont 5 bouées de marquage pour les clubs nautiques et d'aviron.

Parmi les places d'amarrage et à terre, 1'090 sont attribuées à des Lausannois-e-s et 482 à des personnes domiciliées hors de la commune. Dix places sont utilisées par les bateaux techniques ou de sécurité.

819 nuitées (1'434 en 2019) ont été enregistrées sur les 46 places prévues pour les visiteur-euse-s.

Autorisations délivrées	2019	2020
Cabines/Vidy	18	13
Places à l'eau	99	120
Places à terre	17	26
<b>Total</b>	<b>134</b>	<b>159</b>

Demandes non satisfaites (liste d'attente au 31 décembre) Personnes domiciliées à Lausanne	2019	2020
Places à l'eau	296	357
Places à terre	4	15
Recettes globales	2019 (en CHF)	2020 (en CHF)
Places d'amarrage et places à terre, pontons, plans d'eau, matériel	1'594'962.20	1'583'188.87
Locations (cabines, locaux divers)	86'011.75	75'283.60
Engins de levage	27'619.90	21'860.50
<b>Total</b>	<b>1'708'593.85</b>	<b>1'680'332.97</b>

## Office des prestations funéraires lausannois (OPFL)

L'activité de l'Office a été largement conditionnée par la pandémie de Covid-19. Au début de cette dernière, le chef d'office a rejoint le dispositif de gestion, initié par l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC), dans le but d'anticiper une augmentation des décès, de prendre les mesures adéquates en termes de procédure et de logistique et de coordonner l'ensemble des acteurs, notamment l'Etat-civil, la police cantonale, l'Office du médecin cantonal et les entreprises de pompes funèbres.

C'est lors de la première vague (mars-avril) et lors de la deuxième vague (novembre-décembre) que l'Office a été particulièrement sollicité. Globalement, les cérémonies, les dépôts de corps, les inhumations et les crémations ont doublé par rapport aux moyennes de ces dernières années. Pour faire face à cette situation particulière, sans augmenter les ressources, il a été fait appel à la Protection civile et aux crématoires de Berne, Thoun et Neuchâtel.

### Décès enregistrés

	Personnes domiciliées à Lausanne	Personnes domiciliées hors Lausanne	Total
Inhumations	145	63	208
Crémations	944	4'421	5'365
Transferts hors Lausanne	71	362	433
Corps légués aux instituts d'anatomie*	8	31	39
Corps en attente	-	-	0
<b>Total des décès enregistrés</b>	<b>1'168</b>	<b>4'877</b>	<b>6'045</b>
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées à Lausanne			1'010
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées hors Lausanne			158
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées à Lausanne			855
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées hors Lausanne			4'022
<b>Total des décès enregistrés</b>			<b>6'045</b>

\* Département des neurosciences fondamentales (DNF).

### Autres dossiers enregistrés\*

		Ont fait l'objet d'une crémation
Fœtus/mort-nés	91	75
Corps exhumés et ossements	11	11
Corps légués incinérés en 2020	-	34
Cendres en provenance d'autres communes**	33	-
<b>Total</b>	<b>135</b>	<b>120</b>

\* Les données concernant les personnes décédées ont été complétées, de manière à tenir compte des autres dossiers traités.

\*\* Sont destinées au Jardin du Souvenir, à une tombe cinéraire ou à un columbarium.

L'activité déployée a donc concerné 6'180 dossiers, soit 1'236 de plus qu'en 2019. Les 5'485 crémations représentent donc le 88.75% de la totalité des dossiers enregistrés, soit 6'180 (4'944 dont 4'287 crémations en 2019, soit 86.7%). Les cas de fœtus et mort-nés pris en charge (convoi) sont en baisse, soit 57 cas en 2020 contre 60 en 2019.

**Cimetières lausannois**

Emplacements occupés au 31.12.2020	Bois-de-Vaux	Montoie	Vers-chez-les-Blanc	Montheron	Total général des cimetières lausannois
Tombes à la ligne corps adultes	7'901	-	162	27	
Tombes à la ligne petits enfants	588	-	3	-	
Tombes à la ligne grands enfants	72	-	-	-	
Tombes à la ligne cinéraires	1'247	2'565	101	13	
Tombes à la ligne cinéraires (dalles)	860	1'617	-	-	
Tombes à la ligne cinéraires enfants	5	-	-	-	
Petites concessions corps	2'773	-	21	-	
Grandes concessions corps	566	-	-	-	
Grandes concessions corps sylvestres	27	-	-	-	
Petites concessions cinéraires	360	400	10	-	
Petites concessions cinéraires (dalles)	10	-	-	-	
Grandes concessions cinéraires	133	123	-	-	
Niches en columbariums (petites)	719	248	-	-	
Niches en columbariums (grandes)	36	15	-	-	
Caveau collectif pour cendres	1	2	1	-	
<b>Total</b>	<b>15'298</b>	<b>4'970</b>	<b>298</b>	<b>40</b>	<b>20'606</b>

**Etat des emplacements concessionnés et niches au 31 décembre 2020**

Cimetière du Bois-de-Vaux	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions corps	918	2'773	644	8	4'343
Grandes concessions corps	151	384	94	2	631
Grandes concessions corps (sp)	31	182	11	4	228
Grandes concessions corps sylvestres	-	27	48	-	75
Petites concessions cinéraires	420	360	33	-	813
Petites concessions cinéraires dalles	78	10	31	-	119
Grandes concessions cinéraires	109	133	33	-	275
Niches en columbariums (petites)	696	719	1	2	1'418
Niches en columbariums (grandes)	4	36	-	-	40
<b>Total</b>	<b>2'407</b>	<b>4'624</b>	<b>895</b>	<b>16</b>	<b>7'942</b>

Cimetière de Montoie	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions cinéraires	103	400	1	-	504
Grandes concessions cinéraires	109	123	-	-	232
Niches en columbariums (petites)	640	248	-	-	888
Niches en columbariums (grandes)	32	15	-	1	48
<b>Total</b>	<b>884</b>	<b>786</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1'672</b>

Cimetière de Vers-chez-les-Blanc	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions pour corps	19	21	2	-	42
Petites concessions cinéraires	10	10	-	-	20
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>31</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>62</b>

En 2020, il a été vendu 3'102 abonnements d'arrosage et 8'516 ordres de plantation. La diminution des ordres de plantation (10'947 en 2019) est due au confinement du printemps 2020 (Covid-19).

**Pompes funèbres officielles – activités réalisées au 31 décembre**

Nature de l'intervention	Pendant les heures	Hors des heures + week-end	Total
Police	27	73	100
Ambulance	-	1	1
Conventions (avant 31.7.2018)	57	30	87
Indigents	26	2	28
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>106</b>	<b>216</b>

**Centre funéraire de Montoie**

Les cendres de 612 personnes incinérées ont été versées dans les caveaux collectifs du Jardin du Souvenir (523 en 2019), dont 566 l'ont été en présence de la famille, soit 92.5% des cas (476 en 2019, soit 91%).

Le nombre de cérémonies funèbres célébrées au Centre funéraire subit une légère hausse (1'140 en 2020 contre 966 en 2019). Le nombre de dépôts de corps dans les chambres mortuaires accuse une hausse (1'722 en 2020 contre 1'277 en 2019).

L'espace confessionnel musulman, qui a ouvert le 1<sup>er</sup> avril 2016 et peut accueillir environ 350 tombes, compte, au 31 décembre 2020, 80 sépultures.

**Convois funèbres**

Le nombre de convois funèbres s'élève à 841 dont 37 ont été réalisés par les Pompes funèbres officielles, en tant que concessionnaire communal. Ces 37 convois ont été à la charge de la commune, conformément à la législation cantonale.

## Service de l'eau (EAU)

**Principales missions du service**

- approvisionner en eau potable Lausanne et 18 communes alimentées au détail, ainsi que 35 communes ou associations intercommunales alimentées en gros, ce qui représente au total un bassin de population d'environ 380'000 habitant-e-s. L'infrastructure exploitée pour l'alimentation en eau potable comprend quatre usines de traitement, plus de 100 captages, vingt stations de pompage, 919 kilomètres de réseau et plus de 22'000 compteurs. Le système est piloté informatiquement par un système de supervision et de gestion automatique
- entretenir et exploiter le réseau d'évacuation des eaux claires et usées sur le territoire lausannois. Le système d'évacuation comprend 373 km de collecteurs, 68 km de rivières, 30 km de ruisseaux sans nom et 20 stations de pompage, de relevage et déversoirs d'orage
- exploiter la STEP de Vidy et épurer l'eau de Lausanne et de 15 communes environnantes. Cette exploitation se fait sur mandat d'EPURA S.A., propriétaire des installations et qui gère le projet de modernisation et de renouvellement de la chaîne de traitement
- contrôler la qualité de l'eau par un laboratoire accrédité qui effectue la majeure partie des analyses physico-chimiques, microbiologiques et de micropolluants sur l'eau potable et les eaux usées
- contrôler les installations privées d'alimentation en eau potable et d'évacuation (postes de mesure, séparateurs à graisses, séparateurs à hydrocarbures, dépotoirs, bassins de rétention, infiltration des eaux, etc.)
- coordonner les projets de renaturation, d'aménagement ou d'amélioration de la qualité des cours d'eau, identifier les pollutions et les prévenir, sensibiliser la population et les différent-e-s acteur-trice-s à la préservation de l'eau en tant que milieu naturel et ressource

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Clients et ressources	25.50	23.60	22.00	19.70
Contrôle de l'eau	10.60	10.60	12.90	12.40
Direction (EAU)	8.10	8.10	10.40	9.50
Etudes et constructions	15.50	16.50	19.00	17.80
Production & Epuration	68.20	58.80	68.00	63.00
Réseaux & Ingénierie	71.20	68.90	74.90	67.90
STEPACT	8.00	7.00	8.00	7.90
<b>Total service</b>	<b>207.10</b>	<b>193.50</b>	<b>215.20</b>	<b>198.20</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+8.10</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Clients et ressources	25	23.60	21	19.70
Contrôle de l'eau	12	10.60	14	12.40
Direction (EAU)	10	8.10	12	9.50
Etudes et constructions	17	16.50	19	17.80
Production & Epuration	60	58.80	64	63.00
Réseaux & Ingénierie	70	68.90	68	67.10
STEPACT	7	7.00	8	7.90
<b>Total service</b>	<b>201</b>	<b>193.50</b>	<b>206</b>	<b>197.40</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Contrôle de l'eau	1	2
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	10	14
	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
<b>Total service</b>	<b>10</b>	<b>15</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>10</b>

**Evènements marquants**

L'année 2020 a été marquée par une forte activité dans tous les domaines. Parmi les principaux événements, il faut citer:

- le lancement d'un concours d'architecture et le choix d'un lauréat pour la reconstruction complète de l'usine Saint-Sulpice II;
- la reprise des prestations d'analyse de l'eau potable d'un grand nombre de communes;
- la mise hors service de plusieurs captages suite à la problématique liée au chlorothalonil et le lancement d'essais pilotes pour tester les possibilités d'élimination de cette substance;



- la mise en service de la nouvelle cuve du réservoir des Dailles;
- le regroupement au sein d'une même entité Réseaux des anciens réseaux Centre, Ouest et Jorat;
- le démarrage des travaux liés aux Axes forts à Renens; ce gros chantier va se poursuivre ces prochaines années;
- la mise en service de la 3<sup>e</sup> ligne du prétraitement, du traitement primaire et de la désodorisation à la STEP;
- les recertifications selon les normes ISO 9001, 14001 et 22000 ainsi que la réaccréditation du laboratoire selon la norme ISO 17025.

Les principales missions du service ont été préservées pendant le semi-confinement et la deuxième vague. Toutes les activités en lien avec la production, la distribution (service de piquet), le contrôle de l'eau et l'épuration ont été réalisées avec des effectifs réduits mais sans impact sur la bonne marche du service. La mise en œuvre rapide du télétravail a donné la possibilité à de nombreux.euses collaborateur.trice.s de poursuivre leurs tâches. L'arrêt des chantiers a fortement impacté les équipes de terrain, contraintes de rester à la maison sans tâche de substitution. Certains travaux de maintenance à la STEP ont dû être repoussés, avec des conséquences encore difficiles à estimer. Une trentaine de collaborateur.trice.s ont été testé.e.s positif.ve.s mais aucune hospitalisation ni cas grave ne sont à déplorer.

## Principales activités 2020

### Direction

#### ISO 9001 – Systèmes de management de la qualité – Exigences

L'audit de recertification des normes 9001 a eu lieu du 2 au 4 novembre. Il a été passé avec succès sans déviation.

#### ISO 14001 – Management environnemental

Cette certification couvre l'ensemble des activités du service. L'audit de re-certification lié aux aspects environnementaux (ISO 14001) a été passé en même temps que l'audit ISO 9001, avec succès.

#### ISO 22000 – Management de la sécurité des denrées alimentaires

Cette certification couvre l'ensemble de la filière eau potable du service. Elle garantit un excellent niveau de maîtrise des risques compromettant la qualité du produit en tant que denrée alimentaire. Le service est certifié depuis février 2015. Un nouveau cycle de certification a démarré avec un nouvel organisme (SQS). L'audit de re-certification s'est déroulé avec succès les 7, 10 et 11 décembre.

### Santé et sécurité

#### Accidents professionnels

On déplore pour l'année 2020 15 accidents professionnels (AP) au sein du service (17 AP en 2019 et 13 en 2018). Il y a eu 5 accidents bagatelles (moins de 3 jours d'absence) et 10 accidents non bagatelles (plus de 3 jours d'absence).

Les 10 AP non bagatelles ont engendré 183 jours d'arrêt de travail (93 jours en 2019). Parmi ceux-ci, 3 AP ont engendré la plus grande partie des absences, soit 130 jours (en moyenne 43 jours d'arrêt de travail par accident). Les 7 autres AP non bagatelles ont engendré 53 jours d'arrêt de travail (en moyenne 7.5 jours d'arrêt de travail par accident).

#### Accidents non professionnels

Il y a eu 27 accidents non professionnels (ANP) pour l'exercice 2020. Ce nombre est élevé; 14 ANP ont entraîné 374 jours d'absence. Deux accidents représentent 59,6 % de ces absences ANP.

#### Formations Santé et sécurité au travail (SST)

Comme l'année dernière, dans le cadre de la sécurité et santé au travail, 39 formations SST ont été organisées par le responsable sécurité du service. Au total, 190 personnes les ont suivies. Les participant.e.s ont été moins nombreux.ses que lors de l'année 2019 (314 personnes) car les impératifs de l'Office fédéral de santé publique (OFSP) à cause de la pandémie de Covid-19 ont obligé à limiter leur nombre dans les salles de cours.

#### Etat d'avancement des projets sécurité

Les projets sécurité et santé au travail ont été perturbés par la pandémie:

- à la demande de l'EM-DIAM et en collaboration avec la direction et les délégué.e.s sécurité du service, un plan de continuité des affaires (PCA) a été élaboré et appliqué.

Pour respecter les prescriptions de l'OFSP (gestes barrière, distanciation sociale, rassemblements limités), des plans de circulation et d'accès ont été établis pour tous les sites;

- durant la première vague du Covid-19 et la période de semi confinement, les prix de vente des produits de désinfection pour les mains et les surfaces ont considérablement augmenté (facteur de 10). Il a dès lors été décidé d'en fabriquer. Le Service achat et logistique Ville (SALV), intéressé par ce produit, a sollicité le service pour une production plus importante afin d'aider à approvisionner les autres services de la Ville. Ainsi, 2'500 litres ont été fabriqués. Les trois quart de la production ont été mis à disposition du SALV pour distribution;
- une intendance journalière pour la distribution d'équipements de protection individuel contre le Covid-19, pour tous les collaborateur-trice-s du service a été mise en place;
- nouvelle STEP: en collaboration avec l'ingénieur sécurité de la Ville, les analyses de risques sur les nouveaux ouvrages et bâtiments commencées en 2019 se sont poursuivies tout au long de l'année 2020. Ensuite, une documentation ISO sous forme de procédures, a été créée pour former et guider les collaborateur-trice-s dans leurs interventions. Ce travail de longue haleine se poursuivra en 2021;
- un projet sur la méthodologie de consignation des installations lors de maintenances, prédictives, préventives ou curatives pour l'ensemble de la division Production et Epuration a démarré à la fin de l'année 2020 et se poursuivra en 2021.

### Environnement

Plusieurs adaptations d'ordonnances fédérales ayant trait aux aspects environnementaux ont été mises en vigueur en 2020. Elles n'ont pas eu d'impact sur la conformité des activités du service.

Deux installations ne sont toutefois pas entièrement conformes aux exigences en matière de rejets (usine de Saint-Sulpice, STEP de Vidy), mais disposent d'une dérogation du fait de la réalisation en cours des nouvelles constructions et équipements.

Le Service de l'eau est actif dans divers groupes de travail en lien avec le changement climatique, et plus spécifiquement les stratégies et mesures liées aux fortes précipitations. Au niveau communal, les réflexions sur la problématique de l'eau ont été concrétisées par des propositions de mesures d'adaptations locales (plan climat, plan directeur communal) et des études particulières sur divers périmètres urbains.

### Communication

En raison du Covid-19, toutes les manifestations organisées par ou auxquelles le service participait ont été annulées (Journée mondiale de l'eau, Miam Festival, nettoyage des berges de la Vuachère). Seule l'action Net'Léman, initialement prévue en mai, a été repoussée en octobre et a pu avoir lieu. L'information sur la qualité de l'eau en 2019 a été distribuée sous forme de tout-ménage aux habitant-e-s de Lausanne et des 17 communes alimentées au détail. Le rapport annuel a été adressé aux partenaires commerciaux, aux client-e-s, aux institutions et à toute personne intéressée par les activités du Service de l'eau. La nouvelle cuve du réservoir des Dailles a été inaugurée le 7 octobre en présence du syndic d'Epalinges.

Les visites des trois usines ouvertes aux écoles et au public (ainsi qu'aux professionnels pour la STEP) ont été stoppées lors du semi-confinement et ont repris à la rentrée scolaire uniquement pour les élèves.

### Solidarité internationale eau

L'année 2020 a permis d'avancer sur les activités du *Projet Communautaire pour l'Accès à l'Eau et l'Assainissement phase 2 (PCAEA2 à Nouakchott)*, qui avait débuté le 1<sup>er</sup> septembre 2019, avec notamment la pose de 30 km de conduite de réseau d'eau potable dans le quartier de Tarhil et la finalisation des chantiers des toilettes dans 14 écoles dans ce même quartier.

Deux missions importantes ont pu être réalisées dans la capitale mauritanienne en début d'année. Au mois de janvier, la responsable de la Solidarité internationale s'est rendue sur le terrain afin de rencontrer les acteur-trice-s clés du partenariat, tel-le-s que la nouvelle Présidente de la Région de Nouakchott et le Maire de Riyad, mais aussi le Directeur général de la Société Nationale de l'Eau (SNDE), celui de l'Office National de l'Assainissement, les organisations non gouvernementales, etc. Des visites sur la zone d'action ont permis de se rendre compte de l'ampleur des réalisations, mais également de l'expansion de la ville et du manque d'eau encore très présent. En février, deux ingénieurs de la Ville de Pully se sont rendus à Nouakchott. Leurs objectifs étaient d'identifier les enjeux prioritaires de la SNDE, d'établir un diagnostic du système d'information géographique du réseau d'eau potable et de proposer une première série de mesures. Le bilan de ces deux missions était très positif.

Ces différentes actions ne seraient pas possibles sans l'engagement des 24 communes solidaires et partenaires, soit Apples, Attalens, Charrat, Cossonay, Ecublens, Epalinges, Estavayer-le-Lac, Jouxens-Mézery, Jussy, La Chaux, Lausanne, Le Mont-sur-Lausanne, Lutry, Martigny – Sinergy, Moiry, Montricher, Morges, Nyon, Pomy, Pully, Villaz, l'association intercommunale des eaux du Boiron AIEB (dès 2020), l'association intercommunale La Menthue et la Compagnie des eaux Worben.

## Clientèle et ressources

En 2020, les volumes d'eau livrés à la clientèle alimentée au détail, c'est-à-dire mesurés aux compteurs d'eau des bâtiments, ont été de 19'296'477m<sup>3</sup> (-12% par rapport à 2019), soit 11'594'670 m<sup>3</sup> sur le territoire lausannois (60%) et 7'701'807 m<sup>3</sup> (40%) sur les autres communes. La baisse des volumes vendus est liée au non-relevé des compteurs par les Services industriels lors de la première vague de Covid-19 de 2020.

Pour les communes alimentées en gros, le volume facturé a augmenté par rapport à 2019 pour s'élever à 6'058'574 m<sup>3</sup> (+19%). Cette augmentation est due à la mise hors service de plusieurs captages des communes clientes en raison des pollutions liées au chlorothalonil.

Les volumes d'eau taxés pour l'évacuation et l'épuration sur le territoire lausannois ont été de 11'178'128 m<sup>3</sup> (-6% par rapport à 2019). La raison de cette diminution est la même que pour l'eau potable. Les surfaces étanches soumises à la taxe (hors domaine public) ont été de 6'473'902 m<sup>2</sup>.

L'activité de taxation unique des volumes et des points de puisages des bâtiments transformés ou nouvellement raccordés a été intense et a généré des recettes de CHF 5'109'096.- pour l'eau potable. Le 72% a été prélevé sur les territoires des communes alimentées au détail, hors Lausanne.

Les taxes uniques en lien avec l'évacuation de l'eau sont restées dans la ligne du budget, soit CHF 2'113'470.60.

### Suivi des communes

Le mandat d'exploitation du réseau de Bussigny s'est poursuivi en 2020 et une proposition d'un acte de concession pour la reprise du réseau a été transmise à ses autorités.

Le Conseil communal de Morges a accepté une participation à l'investissement relatif à la construction de la nouvelle usine de Saint-Sulpice, soit un montant de 5 millions de francs, ce qui lui assurera davantage d'eau potable.

L'association des eaux du Jorat a réalisé une nouvelle conduite pour assurer son alimentation depuis le réservoir des Echerins. Une nouvelle prise a été mise en service en fin d'année. Elle va permettre la mise hors service de son alimentation depuis l'usine de Bret.

La reprise du réseau de la commune de Romanel-sur-Morges est devenue effective depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020.

Plusieurs communes alimentées en gros par le service ont augmenté leur consommation d'eau pour pallier leur manque suite au détournement de leurs propres sources touchées par le chlorothalonil.

### Postes de mesure

1'175 compteurs neufs ont été posés, dont environ 315 ont été redimensionnés (diminution du diamètre). Une partie des échanges a été effectuée par l'équipe Compteurs (773). Cette dernière a été renforcée durant six mois par un collaborateur des Services industriels de Lutry dans le cadre du partenariat existant. Le reste des échanges (402) a fait l'objet d'un mandat à deux entreprises d'installation sanitaire.

### Raccordements

327 affaires Goéland Raccordement clientèle ont été ouvertes en 2020, à la suite de parutions de mises à l'enquête publique. Le 60% de ces affaires concerne les territoires hors Lausanne, alimentés au détail par le service.

### Protection des eaux

L'unité Evacuation & Protection des eaux (EPE) a poursuivi ses tâches régulières de recherche de pollutions des cours d'eau par les eaux usées provenant de raccordements non-conformes. Quatre nouveaux cas de pollution du milieu naturel et cinq dysfonctionnements (dégâts, dommages, refoulements, etc.) du réseau ont été détectés en 2020, amenant le total des cas en cours de traitement à 33. Huit cas ont été résolus en 2020 et les investigations se poursuivent, renforcées par un important travail de traitement de données pour délimiter les bassins versants de tous les rejets répertoriés sur le territoire communal.

L'unité a poursuivi le pilotage des études et réflexions sur les cours d'eau de la Chamberonne et de la Vuachère, en entamant en 2020 des démarches auprès du Canton en vue d'une renaturation de la Bressonne.

## Contrôle de l'eau

### Nouvelle clientèle: autocontrôle analytique des communes du canton de Vaud

Suite à diverses décisions de l'Office cantonal de la consommation (OFCO), le laboratoire du Service de l'eau a été sollicité par des dizaines de communes et associations de communes (à ce jour plus de 150) en charge de la distribution d'eau pour réaliser des prestations d'analyse et de conseil (autocontrôle analytique).

Cette activité a nécessité des ressources supplémentaires. La Municipalité a octroyé l'équivalent de 2.3 ept, répartis en trois postes, entièrement financés par la facturation des prestations.

## Chlorothalonil

L'année 2020 a été marquée par la problématique du chlorothalonil, ce fongicide utilisé à large échelle dans l'agriculture depuis les années 1970. Ce pesticide est interdit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 mais des métabolites de cette substance se retrouvent parfois dans les eaux souterraines. Grâce aux multiples analyses effectuées depuis plusieurs années et à la diversité des ressources, le Service de l'eau a pu mettre hors service les captages dans lesquels les concentrations étaient supérieures à la norme (0,1 µg/l). Ainsi, les exigences légales ont pu être en tout temps respectées.

Les pertes en ressources pour le Service de l'eau correspondent à 5% des volumes distribués, soit environ 2'000'000 m<sup>3</sup>/an, ou 20% de l'eau de source.

La mise hors service de ces captages a eu pour effet collatéral de modifier la provenance et donc les caractéristiques de l'eau dans certains réservoirs. Quelques zones ont subi des phénomènes d'eau colorée.

## Contrôles systématiques

- 3'143 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 37'006 paramètres analysés de type physico-chimiques (y compris les micropolluants) et microbiologiques pour le domaine de l'eau potable;
- 417 échantillons ont été prélevés pour les cours d'eau et ont donné lieu à 16'178 paramètres analysés;
- 617 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 5'268 paramètres analysés pour l'exploitation et pour le projet de reconstruction de la STEP;
- 255 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 1'417 paramètres analysés pour les plages et les piscines de Lausanne.

Le laboratoire effectue aussi des analyses physico-chimiques (y compris les micropolluants) et microbiologiques pour de la clientèle externe (mandats des communes) et interne (études internes ou clients alimentés au détail ou en gros):

- 4'009 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 37'453 paramètres analysés dans le cadre des mandats pour les communes (clientèle externe);
- 308 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 1'636 paramètres analysés pour la clientèle abonnée des communes au détail et en gros;
- 409 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 7'531 paramètres analysés pour divers projets au sein du service (clientèle interne);
- 67 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 1'126 paramètres analysés pour les achats d'eau.

Les résultats des analyses de l'eau potable remplissent les conditions de qualité exigées par la loi sur les denrées alimentaires. Aucune non-conformité physico-chimique et 18 non-conformités microbiologiques mineures, c'est-à-dire sans risque pour la santé, ont été constatées. Les actions adéquates ont été mises en place immédiatement.

Dans le courant de l'année, le laboratoire a mis en service un nouvel appareil de mesure par chromatographie ionique permettant d'analyser les anions et les cations présents dans les eaux.

Au mois de septembre 2020, le laboratoire a été soumis à un audit pour la réaccréditation de la norme ISO 17025:2017 pour son système de management de la qualité. Cette évaluation a été passée avec succès.

## Qualité des cours d'eau

Le réseau hydrographique lausannois peut être divisé en six bassins versants. En 2020, les cours d'eau ont été évalués à l'aide de la méthode standardisée fédérale (système modulaire gradué), composée de trois modules complémentaires: biologie, écomorphologie, chimie de l'eau. En complément, les micropolluants ont été analysés. 10 stations biologiques ont été suivies pour l'analyse de la faune des cours d'eau ainsi que 22 stations pour l'analyse physico-chimique.

Le suivi de la revitalisation du lac de Sauvabelin a été poursuivi en 2020 selon le planning établi. Les résultats provisoires démontrent une dégradation de la biodiversité. La raison la plus probable est l'introduction et la prolifération incontrôlée de poissons exotiques.

## Etudes et constructions

Préavis N° 2010/27 («Remplacement des modules d'ultrafiltration, du matériel de supervision et des automates programmables de l'usine de production d'eau potable de Lutry») et Préavis N° 2020/23 («Remplacement des modules d'ultrafiltration de l'usine de Lutry»)

Réalisation de la procédure d'appel d'offres pour le remplacement de 672 modules d'ultrafiltration.

**Préavis N° 2018/25 («Construction d'une nouvelle cuve au réservoir des Dailles»)**

Finalisation des travaux de construction et mise en service de la nouvelle cuve. Inauguration des nouvelles installations le 7 octobre 2020.

**Préavis N° 2018/48 («Réfection de l'usine de Saint-Sulpice»)**

Détermination du lauréat du concours d'architecture et d'insertion paysagère en collaboration avec les services d'architecture et des parcs et domaines. Recrutement par appel d'offres de nouveaux mandataires (moyenne tension/basse tension, électricité générale, chauffage, ventilation, climatisation et sanitaire (CVCS)). Réalisation des études d'avant-projet des nouvelles conduites et de la prise d'eau au lac. Réalisation des études d'harmonisation de la future usine d'eau potable selon la méthode Building Information Modeling (BIM) avec rendu d'une maquette numérique 3D.

**Préavis N° 2019/54 («Diagnostic des ouvrages d'eaux usées du réseau Lausannois»)**

Planification des études à réaliser. Collecte des données de base.

**Préavis N° 2019/55 («Réservoir et station de pompage de Montalègre»)**

Recrutement par appel d'offres d'un mandataire génie-civil et coordination BIM et d'un mandataire CVCS. Démarrage des études de projet selon la méthode BIM avec fourniture d'une maquette numérique 3D. Réalisation d'un avant-projet d'aménagement des dalles de couverture des deux cuves par un jardin public en collaboration avec le Service des parcs et domaines.

**Préavis N° 2020/22 («Essais d'élimination du chlorothalonil et de ses métabolites»)**

Adoption par le Conseil communal le 2 juillet 2020 (CHF 700'000.-). Mise en place d'un premier pilote de traitement par charbon actif. Réalisation d'une étude de caractérisation et du devenir des concentrats d'osmose inverse.

**Entretien des immeubles d'exploitation du Service de l'eau**

Parmi les nombreux travaux réalisés (curage, réfection de maçonnerie, élagage, etc.) durant l'année, les objets suivants peuvent être mis en évidence:

- sécurisation du site de Bellevaux;
- assainissement du déversoir du lac de Bret;
- première partie du diagnostic structurel de l'usine de Bret;
- remise en état de plusieurs chambres sur la conduite du Pays-d'Enhaut.

**Plan directeur et indicateurs**

L'ensemble des chapitres du Plan Directeur de la Distribution de l'Eau (PDDE) ainsi que le rapport Chiffres du service ont été mis à jour.

**Etude moules Quagga**

Poursuite des études visant à développer des moyens de lutte contre la prolifération des moules Quagga. Mise en place d'une campagne de prélèvements pour assurer le suivi de la présence de moules dans les systèmes de prélèvement d'eau du Léman.

**Hydraulique urbaine**

En complément des tâches habituelles d'entretien et d'exploitation il est à noter, cette année encore, de nombreuses interventions curatives en raison de la vétusté des ouvrages. Les opérations spécifiques suivantes peuvent être mises en évidence:

- finalisation de la supervision des ouvrages d'évacuation des eaux;
- réparation et remise en service du dégrilleur du dessableur du Capelard;
- modélisation 3D du dessableur du Capelard;
- remise en état de la vantellerie de la dérivation de la conduite forcée de la Louve.

**Gestion des données**

L'intranet du service poursuit son évolution au fur et à mesure des besoins exprimés par les collaborateurs du service. Les serveurs ont été renouvelés ou mis à niveau.

**Postes autonomes**

Il a été procédé au remplacement des cartes de communication 2G par des cartes 4G (arrêt programmé de la 2G par Swisscom en 2021) des modules de relève.

Les compteurs des communes en gros ont été progressivement remplacés pour permettre la remontée des index de consommation.

## Réseaux et ingénierie

La division Réseaux et ingénierie a fait l'objet d'une réorganisation importante. Elle se compose désormais de quatre entités:

- Systèmes d'information du territoire (SIT) et Sources;
- Bureau de gestion des réseaux: planification et réalisation des chantiers de distribution et d'évacuation;
- Technique de réseaux: ingénierie dans les domaines de la distribution et de l'évacuation;
- Réseaux: distribution, sources et conduites d'amenée regroupés au sein d'une seule entité.

Parmi les nombreux chantiers réalisés, les plus marquants sont:

- le remplacement de la conduite de pompage Petite Croix – Vernand, à la route d'Yverdon à Romanel-sur-Lausanne, par une nouvelle installation de diamètre 400 mm, d'une longueur de 1'720 mètres et pour un coût de CHF 1'260'000.-;
- le chantier de rénovation de la conduite forcée du Pays-d'Enhaut entre la chambre de Jor et la station de Sonzier s'est poursuivi tout au long de l'année. La mise en service de cette nouvelle installation est planifiée pour avril 2021;
- les travaux liés aux Axes forts ont débuté en septembre par le dévoiement des conduites sur la commune de Renens. Ce chantier très important va se poursuivre ces prochaines années;
- la participation et le soutien aux études engagées sur les grands projets de l'agglomération lausannoise (Léman 2030, Pôle Gare, m3, Métamorphose);
- le chantier de renouvellement du réseau d'évacuation du quartier des Maisons-familiales a permis de mettre en place des mesures de réduction des risques d'inondation lors de fortes précipitations dans ce secteur sensible à cette problématique;
- la réalisation d'une modélisation et d'une étude de gestion des eaux par fortes précipitations dans le périmètre de la gare de Lausanne.

### Réseau de distribution d'eau potable

71 chantiers ont été réalisés en 2020, correspondant à un total d'environ 10'818 m de conduites principales traités, soit:

- 8'237 m remplacés;
- 2'578 m d'extension;
- 580 m de branchements communs remplacés (extensions branchements communs);
- 553 m de branchements communs remplacés;
- 211 m de renouvellement par tubage de branchements privés sur le domaine public et de branchements communs;
- 179 m de réhabilitation par gainage.

Le suivi systématique des enquêtes publiques a impliqué le traitement de 401 dossiers sur le territoire lausannois et de 1'185 dossiers hors Lausanne. Ce travail a permis d'identifier cinq conflits importants, nécessitant des négociations avec les maîtres d'œuvre ou leurs représentants afin de préserver le réseau d'eau potable. Trois oppositions ont été formées pendant cette période.

### Interventions d'urgence

Le service de piquet est en charge des interventions en dehors des heures de bureau sur le réseau de distribution, le réseau d'évacuation et en cas de pollutions du milieu naturel. Il a été appelé à 213 reprises (dans 100 cas, il s'agissait d'une intervention à réaliser dans l'urgence, à la suite d'une fuite ou d'une rupture, 32 appels concernaient des problèmes signalés au niveau de bornes hydrantes, 5 des mises hors service/remises en service pour travaux dans des immeubles en dehors des heures de travail, 16 des problèmes de qualité de l'eau, 50 des problèmes divers (robinets bouchés, baisse de pression dans l'immeuble, bruit d'eau, etc.), 2 des by-pass provisoires et 10 des dysfonctionnements en lien avec l'évacuation des eaux.

Le nombre de défaillances sur le réseau de transport et de distribution a atteint 90 cas. L'indicateur de suivi de ces défaillances se situe désormais en-dessous de la barre des 100 pour la huitième année consécutive.

### Ecoute de réseau

L'auscultation de 16 zones de pression, totalisant 716 km de conduites hors branchements, a permis d'identifier 50 fuites, dont 14 sur des conduites principales, et de les réparer avant qu'elles ne provoquent des dégâts. Par ailleurs, 9 fuites sur des branchements privés situées sur le domaine public ont pu être identifiées et réparées. Enfin, 6 fuites sur des branchements sur le domaine privé ont été identifiées et signalées aux propriétaires de ces installations afin qu'ils puissent les traiter.

Les opérateurs écoute de réseaux sont intervenus à 102 reprises pour positionner précisément des fuites apparentes (corrélation acoustique), ce qui a permis de limiter au strict minimum la taille des fouilles nécessaires à leur réparation. Ils ont également participé à l'identification de 17 bornes hydrantes défectueuses.

### Equipe Bornes hydrantes (BH)

Le service gère 4'237 BH dont 2'138 se situent sur le territoire lausannois et 2'189 sur les zones alimentées au détail. 31 BH ont été remplacées et 14 nouvelles ont été posées. 824 BH ont été contrôlées, ce qui a entraîné 118 révisions importantes. De plus, il a fallu intervenir à 10 reprises pour des BH accidentées.

### Sources

Suite à la problématique liée au chlorothalonil, les captages des adductions de Jorattez, Froideville, Prévondavaux, Montaubion et Thierrens ont été détournés et ne sont plus exploités dans le réseau d'eau potable depuis mars 2020, ce qui représente environ 2'000'000 de m<sup>3</sup> par an.

Une biosurveillance environnementale apicole du bassin d'alimentation des sources de Thierrens a été engagée, portant sur le suivi de 600 pesticides. Le chlorothalonil ne semble pas être présent en surface. Les indices de toxicité calculés traduisent un environnement non contaminé et favorable aux pollinisateurs.

### Réseau d'évacuation

La réalisation de 12 chantiers a pu être menée, portant sur:

- le remplacement de 3'029 m de collecteurs;
- l'extension du réseau de 2'036 m de collecteurs supplémentaires (mise en séparatif);
- la réhabilitation de 326 m de canalisations par gainage.

Il n'a pas été réalisé de campagne annuelle de contrôle par caméra du réseau public d'évacuation en 2020.

Le projet en lien avec le préavis N°2020/02 («*Amélioration de l'évacuation des eaux du bassin versant Le Grey – Adaptation du puits de chute existant (Vignes d'Argent)*») s'est poursuivi avec l'établissement d'un projet définitif en vue d'une mise en soumission.

### Bases de données réseaux

Un travail de mise à jour de la structure des données ainsi que leur valorisation (requêtes, cartes thématiques) dans le logiciel SIT QGIS est en cours afin de répondre aux divers besoins du service et exploiter les données à d'autres fins que la production de plans.

La mise à jour de plans et données, ainsi que la diffusion d'informations, ont été poursuivies sans difficultés. Les demandes de plans ne cessent d'augmenter (+25%) par rapport à l'année 2019 et atteignent 3'184 demandes pour le réseau d'eau potable et 1'067 pour le réseau d'évacuation.

Une démarche de développement d'un outil complet de gestion patrimoniale du système d'évacuation a été engagée (méthode permettant de prioriser de manière optimale les travaux de renouvellement et de réhabilitation). Elle a été coordonnée avec une réflexion sur la mise à niveau de l'outil de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable.

## Production et épuration

### Centre d'exploitation et de gestion (Cegel)

La production annuelle 2020 est supérieure de 4.4% à celle de 2019 et de 3.4% à la moyenne de celle des cinq dernières années, soit environ 32'302'968 m<sup>3</sup>. Le jour d'adduction maximum a été atteint le 31 juillet avec un volume de 130'044 m<sup>3</sup>.

La répartition de la production entre les différentes usines et les sources (Pont-de-Pierre, Thierrens, Prévondavaux et sources du Jorat) est donnée dans le tableau ci-dessous.

Usine de Lutry	Usine de Saint-Sulpice	Usine de Bret	Usine de Sonzier	Autres sources
9'574'040 m <sup>3</sup>	11'581'514 m <sup>3</sup>	4'639'810 m <sup>3</sup>	2'936'599 m <sup>3</sup>	3'571'004 m <sup>3</sup>
30%	36%	14%	9%	11%

### Préavis N° 2006/15 («*Rénovation des équipements du centre d'exploitation et de gestion (Cegel) et des systèmes de supervision locale des usines de Saint-Sulpice et de Bret*»)

Le serveur de transmission des alarmes et de gestion de la protection du travailleur isolé est opérationnel dans les Datacenter du Service d'organisation et d'informatique depuis la fin de 2020. Son utilisation par le Cegel se fera progressivement durant le premier trimestre 2021. Le préavis sera clôturé.

### **Préavis N° 2013/13 («Remplacement des équipements d'ozonation de l'usine de Bret»)**

Avec l'accord de la Municipalité et de la Commission des finances, un solde disponible sur ce préavis a pu être utilisé pour la rénovation du barrage de prise d'eau sur le Grenet. Ce dernier permet d'éviter l'arrivée de feuilles et de branches dans le lac avec une maintenance minimale. Du point de vue environnemental, il a favorisé la création d'une passe à poissons et dispose d'un système de maintien d'un débit de restitution de 100 l/s. Les aspects cadastraux sont en cours de finalisation. Le préavis sera clôturé.

### **Travaux d'entretien/maintenance**

En plus des travaux d'entretien courant, les travaux spécifiques suivants ont été réalisés:

- à l'usine de Lutry, remplacement des deux surpresseurs d'alimentation du réseau d'eau adoucie par un groupe de deux petits surpresseurs redondants à haut rendement énergétique;
- à l'usine de Saint-Sulpice, mise en place de rétrolavages multiples et d'une nouvelle procédure de nettoyage annuel des ouvrages par mise hors service de la moitié des process de filtration pendant une quinzaine de jours;
- à l'usine de Bret, mise en service de la déshumidification centralisée du bâtiment 2 et mise en service du système de surveillance anti-effraction et de contrôle d'accès;
- à l'usine de Sonzier, démontage du réservoir d'eau de service sous pression et remplacement de ce dernier par un surpresseur à débit variable;
- dans les stations, révision de la pompe de refoulement 91 à Haut-Vallon; mise en place des contrôles d'accès à l'Orme et Haute-Pierre; arrêt de la chloration à la station de la Farquaz; mise en œuvre du détournement automatique des sources à Vernand.

### **Station d'épuration des eaux usées**

Les précipitations cumulées s'élèvent à 1'116 mm en 2020, comparables aux 1'110 mm de l'année précédente et se situent une nouvelle fois dans la moyenne attendue de 1'000 à 1'200 mm par an.

Les installations de la STEP de Vidy ont traité 35 millions de m<sup>3</sup> d'eaux usées (+14% par rapport à 2019). Le nombre d'habitant.e-s effectivement raccordés ne cesse d'augmenter, passant de 241'575 en 2018 à 247'824 en 2019.

La quantité de débris captés en entrée de STEP (dégrillage moyen et fin) atteint 609 tonnes, soit une augmentation de +56.0% par rapport aux 390 tonnes retenues en 2019.

Pour ce qui est du sable, 320 tonnes ont été captées en 2020, en diminution de 57.3% par rapport aux 750 tonnes de l'année précédente.

La STEP de Vidy a réceptionné et traité 1'115 tonnes de graisses de restaurant, en diminution de 45.7% par rapport à l'année 2019 (2'052 tonnes).

Quant aux boues extérieures, 7'562 tonnes de boues déshydratées digérées et non digérées ont été livrées à la STEP, soit une diminution de 7.8% par rapport à 2019 (8'202 tonnes).

L'incinération des boues a permis d'injecter 20'606 mégawatts-heure (MWh) thermiques dans le réseau du chauffage à distance (CAD) de la ville (+5.7% par rapport aux 19'490 MWh fournis en 2019), représentant 4.1% de l'énergie totale fournie par le CAD.

Les résultats analytiques du traitement des fumées montrent que le nombre des moyennes horaires respectant les normes en monoxyde de carbone (CO) s'élève à 98.5% du total des heures d'incinération, soit 1.5 point au-dessus de la limite minimale de 97% fixée par la loi. Quant aux oxydes d'azote (NOx), le nombre de moyennes horaires respectant les normes s'élève à 94.9%, soit 2.1 points en-dessous de la limite inférieure de 97% exigée par l'ordonnance sur la protection de l'air. Ceci s'explique par la mise hors service de l'installation de traitement des NOx (DéNOx) du 11 août au 18 décembre, suite à un départ de feu de cette dernière qui a occasionné d'importants dégâts. Les autorités cantonales ayant accordé une dérogation, l'incinération des boues a pu reprendre, sans traitement des oxydes d'azote, pendant toute la durée des travaux de remise en état de l'installation endommagée sachant que la norme était la plupart du temps respectée.

## **Epura S.A. et chantier de la nouvelle STEP**

Le nouveau responsable financier d'Epura S.A. a pris ses fonctions dès le début de l'année. Ses nombreuses analyses, notamment celles concernant les coûts de revient de l'épuration des eaux usées, de l'incinération des boues d'épuration et de la production d'énergies (chaleur et biométhane) ont apporté de précieux éclaircissements au Conseil d'administration.

Les divers travaux de raccordements électriques et de contrôles du bon fonctionnement de certains procédés se sont achevés durant le premier trimestre. Ainsi, la 3<sup>e</sup> ligne du prétraitement, le traitement primaire et la désodorisation ont pu être mis en service et remis à l'exploitant. Les procédés annexes de ventilation et de chauffage ainsi que les «techniques du bâtiment» (éclairages, détection incendie, sonorisation d'évacuation, etc.) ont également été réceptionnés et mis en service à la fin de l'année.



Préparés en 2020, les travaux (projets d'ouvrage et d'exécution, appels d'offres) visant la réalisation du futur bâtiment du traitement biologique sont planifiés pour l'été 2021. La mise en service de l'ensemble des bâtiments constituant la nouvelle STEP, y compris celui du traitement des micropolluants, est à présent envisagée en 2026.

Pour de plus amples informations relatives à l'activité d'Epura S.A. et au chantier, il convient de se reporter au site [www.epura.ch](http://www.epura.ch).

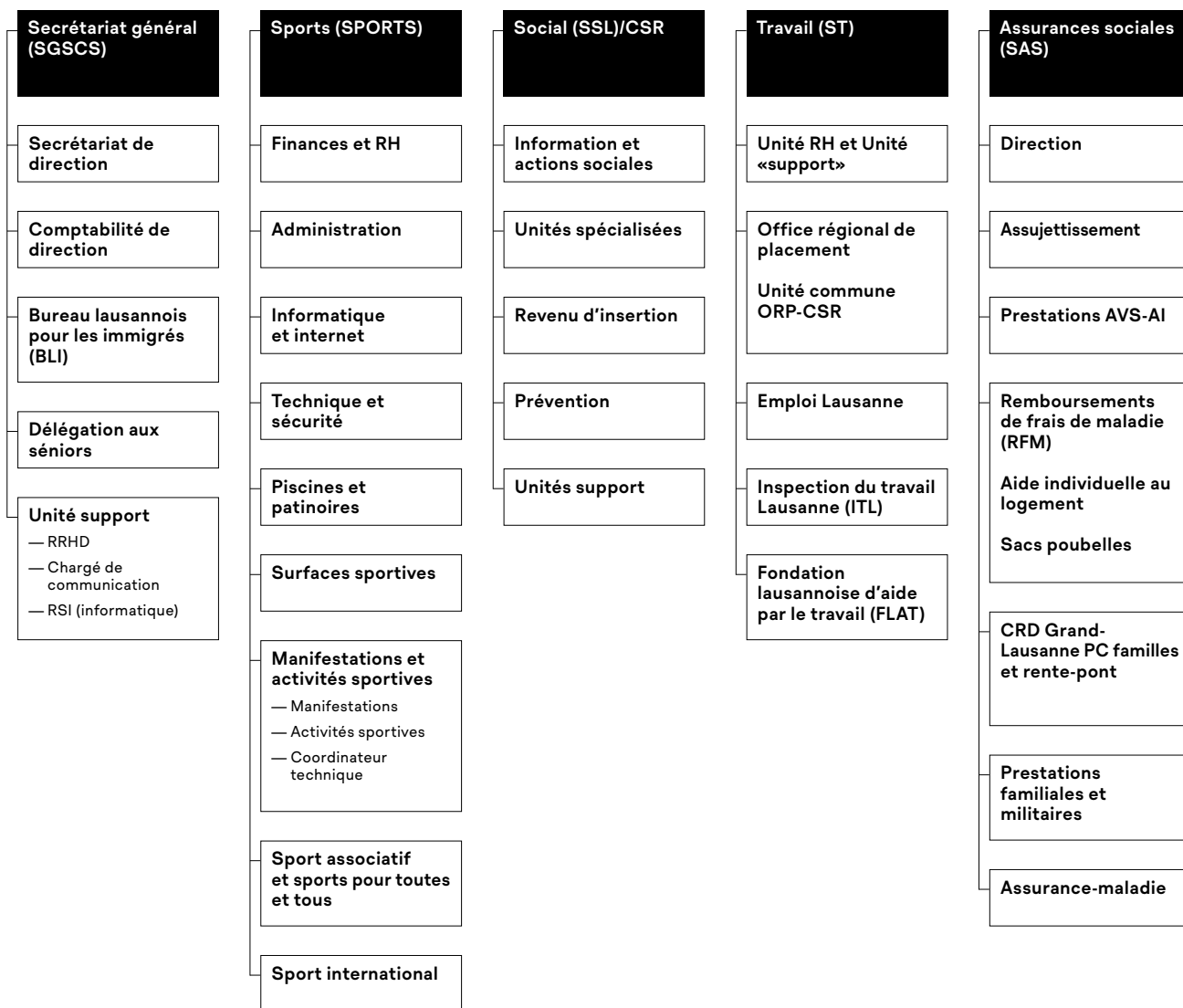


# Direction des sports et de la cohésion sociale



# Direction des sports et de la cohésion sociale (SCS)

## Directeur



L'année 2020 a été marquée, durant le mois de janvier, par les Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ). Du 9 au 22 janvier, les 3<sup>e</sup> JOJ d'hiver ont réunis 1'872 athlètes en provenance de 79 pays. Environ 640'000 spectatrices et spectateurs dont 80'000 écolier·ère·s ont assisté aux compétitions sur site. Pour la première fois, des Jeux Olympiques se sont répartis sur huit sites de compétition répartis dans deux pays et deux régions linguistiques. Les JOJ Lausanne 2020 se sont imposés comme les Jeux les plus durables à ce jour grâce une stratégie de durabilité performante, prenant en compte les transports tant pour le public que pour les participant·e·s, les infrastructures, la gestion des déchets et une alimentation durable et locale.

L'implication des hautes écoles vaudoises, l'Ecole hôtelière de Lausanne (EHL), l'Ecole romande d'art et communication (ERACOM), l'Université de Lausanne (UNIL), l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), ainsi que des classes de l'école obligatoire, avant et durant la manifestation, ont fait des JOJ une compétition organisée par et pour les jeunes.

En outre, la Ville a accueilli les compétitions de patinage de vitesse sur anneau court (*short track*), de patinage artistique, de hockey 3×3 et de hockey classique par nations, sur le site du Centre Sportif de Malley. Le hockey 3×3 était une compétition pilote favorisant la fraternité entre athlètes par un tirage au sort des joueuses et joueurs de chaque équipes parmi les athlètes des différents pays.

Le succès populaire de ces Jeux a, sans doute, été principalement dû aux festivals «en Jeux!» dont la version de la Ville, Lausanne en Jeux! a été l'initiatrice et l'événement phare des JOJ. Le Comité international olympique (CIO) a salué cette manifestation populaire, entièrement gratuite, comme une réalisation majeure traduisant toutes les espérances et les objectifs de l'institution pour les JOJ. Pour plus d'information concernant le festival Lausanne en Jeux! il est possible de se référer à la partie Sports de ce rapport.

L'année a également été marquée par la mise en fonction du Stade de la Tuilière qui a accueilli ses premiers matchs dans une configuration sans public due à la pandémie. Les enjeux liés à la gouvernance du Centre Sportif de Malley, à l'organisation des prestations de la Fondation Soins Lausanne et au développement de l'Ecole Hôtelière de Lausanne ont fait l'objet d'une activité et d'une attention particulière du directeur.

La pandémie de Covid-19 a également eu un impact important sur le dispositif d'aide d'urgence du Service social Lausanne. Durant le semi-confinement, 212 places d'accueil ont été mises à disposition 24h/24. Dès novembre, ce sont 250 places d'accueil qui ont été mises à disposition. Ceci a permis une augmentation globale du nombre de nuitées en 2020 et, également, d'assurer qu'aucun refus d'hébergement n'a été prononcé durant ces périodes. A noter que les distributions alimentaires de la Centrale alimentaire de la région lausannoise (CARL), ainsi que le nombre de repas servis à la soupe populaire, ont également augmenté. Cette montée en puissance de la prestation a été rendue possible par les négociations effectuées avec le Canton et la forte implication de la responsable du dispositif.

# Secrétariat général (SGSCS)

## Principales missions du service

### Secrétariat général

- assurer la coordination de la direction ainsi que le suivi des décisions
- préparer et suivre les affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction
- assurer un appui au directeur spontanément et à sa demande
- assurer le secrétariat du Fonds du 700<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération
- assurer un service de secrétariat au directeur
- assurer le suivi administratif du Bureau lausannois pour les immigrés (BLI)

### Unité support

- assurer un appui au directeur en matière RH
- assurer un appui au directeur en matière informatique
- assurer un appui au directeur en matière de communication

### Comptabilité

- produire une comptabilité de direction conforme au ROCF et assurer le suivi des pièces comptables transmises par les services
- coordonner l'élaboration du budget et des comptes des services de la direction
- assurer la gestion comptable du personnel de la direction

### Bureau lausannois pour les immigrés (BLI)

- être le pôle de compétence communal en matière d'intégration et de prévention du racisme tant pour le public que pour les interlocuteurs institutionnels, sur les plans communal, cantonal et fédéral
- contribuer à la définition de la politique communale en matière d'intégration des étrangères et étrangers
- conseiller le public sur les questions liées à la migration, dans le but de servir de relais dans le réseau socioadministratif lausannois et vaudois
- soutenir les associations en matière de gestion de projets, par la mise sur pied de formations spécifiques et par le biais de soutiens financiers
- assurer une permanence de conseil et d'information en matière de racisme pour les incidents ayant eu lieu sur le territoire communal
- assurer la primo-information aux personnes, notamment étrangères, arrivant sur le territoire communal

### Délégation aux seniors

- assurer la mise en œuvre et le développement du plan d'action municipal de la politique sociale communale de la vieillesse, conformément à la démarche Villes, amies des aîné·e·s
- garantir le lien entre les différents partenaires internes et externes (associations, institutions, etc.) actifs envers la population des seniors
- assurer la promotion et la communication relatives aux projets

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité SCS	4.80	4.80	4.90	4.40
Direction SCS	5.70	5.70	5.70	5.70
Intégration	6.60	6.60	6.60	5.90
<b>Total service</b>	<b>17.10</b>	<b>17.10</b>	<b>17.20</b>	<b>16.00</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.10</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité SCS	5	4.80	5	4.40
Direction SCS	7	5.70	7	5.70
Intégration	9	6.60	8	5.90
<b>Total service</b>	<b>21</b>	<b>17.10</b>	<b>20</b>	<b>16.00</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
	-	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	1	-
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>0</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>1</b>

**Evènements marquants**

Durant le mois de janvier 2020, le secrétaire général a fortement été impliqué dans les Jeux Olympiques de la Jeunesse 2020 (JOJ). En tant que responsable de site pour Lausanne, il a été détaché au Centre sportif de Malley (CSM), afin d'apporter un renfort dans le management des deux structures (Malley 2.0 et Vaudoise aréna) et offrir une prestation de qualité en termes d'organisation des compétitions et d'accueil du public. Cet engagement au CSM a été rendu possible du fait que l'équipe d'organisation du festival Lausanne en Jeux! s'est révélée comme extrêmement compétente et autonome, permettant ainsi de leur laisser la main pour cette partie de l'animation du site de Lausanne.

La suite de l'année a été marquée, dès le mois de mars, par la pandémie de coronavirus. Le Secrétariat général a dû établir un plan de continuité et centraliser les plans des autres services de la direction. Par ailleurs, les secrétariats généraux ont été mis à contribution comme point d'entrée et de sortie des informations pour l'Etat-Major DIAM (Directives d'intervention en cas d'accident majeur, EM-DIAM) pour les directions et leurs services. De plus, le délégué aux seniors a été mis à contribution par l'EM-DIAM, afin de mettre en place une prestation d'achat de biens de première nécessité pour les personnes âgées qui se sont retrouvées confinées

durant la première vague de cette pandémie. Lors de la deuxième vague, le délégué aux seniors a, sur mandat de l'EM-DIAM, mis en place la réactivation de la *hotline* seniors et organisé, sur mandat de la Municipalité, une prestation visant à aider les gens souffrant de solitude durant les fêtes.

## Principales activités 2020

### Direction du service

S'agissant des affaires du Conseil communal, durant l'année passée en revue, le Secrétariat général, en collaboration avec les services de la direction, a coordonné les réponses à sept interpellations, dont deux urgentes, neuf questions écrites, cinq résolutions et deux postulats. En outre, le secrétaire général a collaboré aux réponses données à la Commission de gestion pour le rapport de la Municipalité sur les objets en suspens. Enfin, trois préavis ont été soumis au Conseil communal pour l'ensemble de la direction.

En raison de la pandémie, le Secrétariat général a réorganisé les espaces de travail afin de permettre un travail présentiel respectant les prescriptions de distanciation dans les secteurs où le télétravail n'était pas possible. Dans les autres secteurs, le télétravail a été organisé et mis en place.

La gestion et l'information du personnel concernant les effets de la pandémie et la mise en place de règles ad hoc ont passablement occupé la direction du service également.

Durant l'année 2020, la Ville de Lausanne, s'est jointe aux huit plus grandes villes de Suisse, afin de soutenir l'Appel de Pâques lancé par de nombreuses ONG actives dans le domaine et demandant à la Confédération d'accueillir plus de réfugié-e-s en provenance des camps des îles grecques. Le secrétaire général a assuré et continue d'assurer, en soutien à la Municipalité, la coordination de l'action des villes et la récolte d'information à ce sujet.

### Ressources humaines

Divers projets RH transversaux, en collaboration étroite entre le responsable des ressources humaines de la direction (RRHD) et le Service du personnel (SPEL), tout en s'appuyant sur la consultation des acteurs RH de la direction, ont permis de concrétiser et finaliser les points suivants:

- la réorganisation du réseau RH et, de ce fait, son déploiement au sein des différents services de la Direction SCS, incluant des séances d'information, la finalisation des descriptions de postes, l'analyse des situations particulières et la recherche de solutions adaptées;
- la refonte de la réglementation du personnel auxiliaire et des tables de rémunération y relatives, ainsi que leur mise en œuvre, mais également le travail autour de la revalorisation des conditions salariales des auxiliaires (mesure transitoire);
- la participation au groupe travail sur la prévention du harcèlement et à une formation pilote sur le thème;
- la simplification et la clarification de la gestion des affaires du personnel et la mise en place d'une validation électronique de celles-ci pour la direction;
- la mise à jour et l'évolution de différentes instructions administratives, basées sur une consultation systématique des services via le réseau RH.

Au niveau du réseau RH de la direction, un nouveau responsable des ressources humaines (RRH) et une conseillère en ressources humaines (CRH) auxiliaire ont été accueillis; deux autres recrutements ont été lancés pour un poste de RRH et un poste de CRH qui seront engagé-e-s en 2021.

En lien avec le Covid-19, le RRHD a coordonné la récolte et la transmission d'informations sur l'évolution de la pandémie au sein de la direction. Il a en outre adapté ses actions, en fonction de l'évolution des demandes formulées par la Municipalité.

Enfin, un soutien a été apporté par le RRHD dans divers projets spécifiques (réorganisation, recrutements particuliers, etc.) au sein des différents services de la direction.

### Délégation seniors

Le nouveau coronavirus a eu un impact notable sur l'activité de la délégation, en mettant notamment un frein aux rencontres avec les acteurs actifs auprès des seniors ou au développement de projets, comme la lutte contre la fracture numérique ou la mise en place de livraisons de courses les jours de marché. Néanmoins, cette crise a été l'occasion, comme évoqué précédemment, de mettre rapidement des solutions en place, afin d'aider les seniors particulièrement touché-e-s par les mesures anti-pandémie. Prestations appréciées, elles auront permis d'ancrer la délégation auprès de son public et de fournir de précieuses données qui seront valorisées dans les futurs projets destinés à cette population.

En dehors de cette crise, deux balades pour les seniors ont été organisées dans le cadre de la Semaine de la mobilité. De plus, l'engagement des seniors comme bénévoles a été mis en lumière, à l'occasion d'une action



de communication. Par ailleurs, le délégué a formellement intégré le Bureau du réseau suisse des Villes amies des aîné-e-s. Les membres du réseau ont été accueillis à Lausanne pour une journée consacrée au thème de la mobilité des séniors dans l'espace public.

Le délégué a également participé à la Journée nationale de la santé publique à Berne, ainsi qu'au Groupe séniors de Lausanne Région. Il a participé aussi aux groupes de travail internes concernant l'activité physique, la mobilité piétonne et l'accessibilité universelle.

## **Bureau lausannois pour les immigrés (BLI)**

### **Gestion de la crise du Covid-19**

Dès le semi-confinement du mois de mars, le BLI a rapidement mis en place une stratégie consistant à travailler à distance, tout en continuant à répondre aux besoins des populations migrantes via ses permanences (réponses téléphoniques et par courriel). En parallèle, le BLI a traduit en neuf langues la plupart des décisions municipales en lien avec les mesures contre le Covid-19 et centralisé la plupart des informations des autorités cantonales et fédérales visant à informer et sensibiliser les personnes migrantes sur les dangers et la prévention contre cette pandémie. Dans ce sens, un numéro spécial de la newsletter Point-Info a été réalisé et diffusé, dans le but de faciliter l'accès à des informations et prestations pour les personnes migrantes les plus précarisées. Cet effort a été salué par un article de l'Unesco.

Le BLI a repris le travail en présentiel, dès le 11 mai 2020. Même si de nombreuses manifestations et projets ont été annulés ou reportés, les cours de français donnés à Vidy-plate ont été maintenus.

### **Nouvelle permanence Vivre, se former, travailler à Lausanne**

Le BLI a mis en place une permanence gratuite: Vivre, se former, travailler, qui répond en plusieurs langues aux questions sur les thèmes de l'emploi, de la formation et de la vie quotidienne à Lausanne. Cette prestation s'adresse autant aux nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants qu'aux Lausannois-e-s déjà installé-e-s.

### **Lancement du projet Trait d'union**

En 2020, le BLI a réuni des associations, en vue de créer le cadre pour construire, par une démarche participative, le projet Trait d'Union. Ce dernier vise à favoriser et valoriser l'implication des associations du réseau du BLI. Au final, la collaboration aura permis de mettre en place une journée annuelle des associations pour valoriser et visibiliser le travail d'intégration qu'elles effectuent, une plateforme numérique d'échange d'informations pour faciliter la gestion associative, et un canal d'accès politique qui permet de contribuer au bon suivi des thématiques actuelles en matière d'intégration par la transmission d'information à la Commission lausannoise d'intégration.

### **Publication destinée aux entreprises romandes**

Le BLI a contribué à la rédaction du Guide pratique pour intégrer votre personnel étranger. Ce document est le fruit des réflexions menées par un groupe de travail composé de représentant-e-s des associations professionnelles, de syndicats et des collectivités publiques – dont le BLI –, sur la base d'un sondage réalisé auprès de plusieurs entreprises romandes concernant le thème de l'intégration des personnes étrangères dans le monde du travail.

### **Lausanne, Ville modèle de l'intégration**

La Ville de Lausanne a été invitée à présenter le travail effectué en tant que ville modèle dans le domaine de l'intégration des immigré-e-s, aux Assemblées générales de la Conférence suisse des délégué-e-s à l'intégration et de l'Initiative des villes pour la politique sociale.

### **Lutte contre le racisme: rencontre dans les quartiers**

En septembre 2019, le BLI a publié une recherche intitulée «Sentiments d'appartenance et d'exclusion dans les quartiers lausannois de la Borde, Bellevaux et Prélaz». En 2020, des soirées d'échanges ont été organisées dans les quartiers concernés, afin de poursuivre les discussions amorcées avec le tissu associatif local. Une soirée a été organisée à la Permanence Jeunes Borde. Celle-ci avait pour but de se connaître et de construire un dialogue en vue de concrétiser d'éventuelles actions communes contre le racisme. Avec la participation de la Police municipale, la rencontre a permis, notamment, de discuter à la fois du racisme ainsi que des questions sécuritaires et d'ordre public dans ce quartier.

### **Participation aux JOJ Lausanne 2020**

Plusieurs associations migrantes ont participé au programme d'animations des Jeux Olympiques de la Jeunesse JOJ, qui se sont déroulés à Lausanne du 9 au 22 janvier 2020. Cinq projets ont été soutenus par le Fonds lausannois pour l'intégration. Trois d'entre eux ont été présentés dans le cadre des activités du festival Lausanne en Jeux! Deux projets se sont déroulés en amont des JOJ pour différents publics cibles (élèves

vaudois-e-s, personnes mineures non accompagnées). Enfin, le BLI a coordonné, avec le secrétaire général, les visites, en plusieurs langues, du guet de la cathédrale.

### Développements nouveaux

Le BLI a mandaté un cabinet de conseil de la région, pour poser les éléments déterminants et les enjeux pour l'évolution du BLI. Le travail d'accompagnement a été organisé sous forme d'ateliers, complétés par un appui individuel selon les besoins et par une communication régulière avec l'équipe.

## Evolution des fonds de la Direction SCS

### Evolution des demandes au Fonds du 700<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération

Demandes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Reçues	244	267	242	272	191	196	161	137
Acceptées	228	245	228	261	174	178	145	116
Refusées	16	22	14	11	17	18	16	21

### Evolution des recettes et dépenses du Fonds du 700<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération

Année	Recettes (CHF)	Dépenses (CHF)	Solde (CHF)
2013	138'861.45	231'634.95	383'575.60
2014	32'570.10	147'149.10	268'996.60
2015 <sup>3</sup>	494'960.43	129'897.18	634'059.85
2016	40'165.95	140'697.65	533'528.15
2017 <sup>4</sup>	34'913.15	107'936.10	460'505.20
2018 <sup>5</sup>	199'280.40	84'452.65	575'332.95
2019 <sup>6</sup>	236'151.33	244'909.16	566'575.12
2020 <sup>7</sup>	113'740.12	152'930.10	527'385.14

<sup>1</sup> dont CHF 350'000.- recapitalisation (préavis N° 2007/63) et CHF 553'032.56 de successions en déshérence

<sup>2</sup> dont CHF 149'000.- de succession en déshérence

<sup>3</sup> dont CHF 439'539.33 de succession en déshérence, versés après l'envoi du dernier rapport

<sup>4</sup> dont CHF 13'057.65 de succession en déshérence

<sup>5</sup> dont CHF 172'239.60 de succession en déshérence

<sup>6</sup> dont CHF 70'594.65 de succession en déshérence

<sup>7</sup> dont CHF 27'317.95 de succession en déshérence

En 2020, le Fonds a accordé 111 dons pour un montant total de CHF 59'361.85 et accordé cinq prêts pour un montant total de CHF 15'005.00 (quatre prêts versés, une personne a finalement renoncé à un prêt accordé). Les remboursements des prêts encaissés durant l'année en revue s'élèvent à CHF 20'264.47, alors que le solde des prêts à rembourser s'élève à CHF 57'662.98 au 31 décembre 2020. Depuis la création du Fonds, les pertes sur débiteurs s'élèvent à CHF 108'579.72.

### Evolution des demandes au Fonds d'action sociale

Demandes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Reçues	42	26	14	11	19	25	15	21
Acceptées	37	25	12	11	18	25	14	19
Partiellement acceptées	3	-	-	-	-	-	1	1
Refusées	-	1	2	-	1	-	-	1

Au 31 décembre, le Service social Lausanne a accordé sur ce fonds un montant total de CHF 19'065.35, dont CHF 18'294.35 sous forme de dons et CHF 771.- sous forme de prêts.

### Evolution des dépenses du Fonds d'action sociale (y compris Fonds Grumbach et Fonds pour projets spéciaux)

Année	Recettes (CHF)	Dépenses (CHF)	Solde (CHF)
2013	126'316.36	211'375.15	1'806'064.93
2014	130'229.72	163'636.00	1'775'894.85
2015	109'380.18	135'347.35	1'749'927.68
2016	72'367.50	116'048.85	1'706'246.33
2017	135'966.25	112'717.10	1'729'633.48
2018	65'342.95	192'216.95	1'602'759.48
2019	87'588.55	9'015.25	1'681'272.78
2020	6'218.25	30'532.80	1'656'958.23

# Service des sports (SPORTS)

## Principales missions du service

### Administration

- conception et mise en œuvre de la politique municipale en matière de sport
- direction et administration du service
- soutien financier aux associations et clubs sportifs lausannois
- administration du personnel du service
- comptabilité du service

### Informatique et internet

- support informatique en faveur du service
- élaboration, gestion, développement et mise à jour des pages intranet du service
- élaboration, gestion, développement et mise à jour des sites internet du service
- élaboration, direction et suivi de projets informatiques en faveur du service
- élaboration, direction et suivi de projets graphiques en faveur du service
- promotion de projets spéciaux

### Manifestations et activités sportives

- encouragement, soutien, réalisation et développement de l'organisation de manifestations sportives d'importance régionale, nationale et internationale
- promotion du sport et des activités physiques auprès des élèves lausannois (sport scolaire facultatif)
- promotion du sport et des activités physiques auprès du personnel de l'administration communale

### Piscines et patinoires

- mise à disposition de la population, gestion, entretien et amélioration des piscines de Bellerive-Plage, Mon-Repos (couverte), Montchoisi et de quartier
- mise à disposition de la population, gestion, entretien et amélioration des patinoires de Montchoisi et de la Pontaise

### Sport associatif et sport pour toutes et tous

- promotion et développement du sport associatif, du sport pour toutes et tous et du sport-santé
- promotion de l'égalité des genres dans le sport et mise en œuvre des actions propres à développer la pratique sportive des femmes
- planification et direction de l'ensemble des actions de communication au sein du Service des sports

### Sport international

- valorisation de Lausanne comme capitale olympique et capitale administrative du sport mondial
- accueil et suivi des fédérations internationales sportives ou liées au sport établies à Lausanne
- coordination avec les partenaires institutionnels (Confédération et Canton de Vaud)

### Surfaces sportives

- mise à disposition de la population, gestion, entretien et amélioration de l'ensemble des surfaces sportives extérieures de la Ville de Lausanne (plus de 42 terrains permettant la pratique du football, du rugby, du football américain, du baseball, etc.)
- mise à disposition de la population, gestion, entretien et amélioration des surfaces sportives intérieures (hors salles de gymnastique gérées par la Direction de l'enfance, de la jeunesse et quartiers), en particulier les centres omnisports des Bergières, de Grand-Vennes, de la Vallée de la Jeunesse et du Vieux-Moulin, ainsi que le Centre de tir sportif de Vernand

### Unité technique

- étude, réalisation (direction de chantier), entretien et amélioration des installations sportives de la Ville de Lausanne

- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du volet «sports» du projet Métamorphose
- montage/démontage et gestion d'équipements en faveur de manifestations sportives ou culturelles
- ouvrières et ouvriers spécialisés

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (SPORTS)	9.55	8.85	10.60	10.60
Manif. et activités sportives	8.00	8.00	7.00	7.00
Piscines et patinoires	28.46	27.26	28.41	28.26
Sport international	1.70	1.70	1.70	1.70
Surfaces sportives	25.15	25.30	25.15	24.30
Unité technique	16.00	16.00	16.00	16.00
<b>Total service</b>	<b>88.86</b>	<b>87.11</b>	<b>88.86</b>	<b>87.86</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>0.00</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration (SPORTS)	10	8.85	12	10.60
Manif. et activités sportives	9	8.00	8	7.00
Piscines et patinoires	32	27.26	33	28.26
Sport international	2	1.70	2	1.70
Surfaces sportives	26	25.30	25	24.30
Unité technique	16	16.00	16	16.00
<b>Total service</b>	<b>95</b>	<b>87.11</b>	<b>96</b>	<b>87.86</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

### Apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration (SPORTS)	–	–
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Le service des sports collabore avec l'unité développement et apprentissage du SPEL. Ainsi, il accueille chaque année scolaire deux apprentis au sein de ses unités (commerce et informatique).

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	3	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	–
<b>Total service</b>	<b>4</b>	<b>5</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>3</b>

## Principales activités 2020

### Administration

2020 aurait dû être une année exceptionnelle pour le sport à Lausanne: Jeux Olympiques de la Jeunesse d'hiver, Championnat du monde de hockey sur glace, Championnat du monde de pétanque, inauguration du Stade de la Tuilière et, bien évidemment, l'ensemble des rendez-vous sportifs annuels chers aux Lausannoises et aux Lausannois (20 KM de Lausanne, Athletissima, Triathlon de Lausanne, Marathon de Lausanne, entre autres).

Du 9 au 22 janvier 2020, Lausanne Capitale olympique, est devenue Ville olympique, en accueillant la troisième édition des Jeux Olympiques de la Jeunesse d'hiver. En parallèle, Lausanne en Jeux!, le programme d'animation de Lausanne durant ces mêmes JOJ, a fait vibrer Lausanne au rythme des Jeux, en offrant chaque jour des centaines d'activités, d'événements et d'ateliers publics, ouverts à toutes et tous et gratuits. Le succès a été au rendez-vous. Outre des rues bondées tout au long des 14 jours de fête, Lausanne en Jeux!, fruit de plus de deux ans de travail, a permis à plus de 60'000 jeunes de s'essayer aux divers ateliers sportifs. A cela, il faut ajouter près de 10'000 initiations sportives pour des écolier·ère·s et 9'600 pour des adultes. Outre l'élaboration et la conduite du projet (en collaboration avec le Service de la culture), le Service des sports a géré le programme sportif et pédagogique, ainsi que les 600 volontaires, qui en 19'000 heures de travail ont répondu à plus de 3'300 missions.

Puis, dès mars, la pandémie de Covid-19 a fortement impacté le sport, qu'il soit professionnel, amateur ou pratiqué par Madame et Monsieur Tout-le-monde. Le sport et ses acteur·trice·s ont souffert des fermetures, des limitations et autres contraintes liées à la lutte contre le nouveau coronavirus. A ce jour, ils n'ont pu reprendre une activité semblable à celle d'avant le début de 2020. Quant à la population, elle a vu l'offre dans un cadre structuré (clubs, fitness, etc.) disparaître durant de nombreux mois et ne revenir que partiellement, pour, dès l'automne et la deuxième vague de la pandémie, disparaître à nouveau.

Pour faire face à cette situation et diminuer au maximum ses effets négatifs, le Service des sports a entrepris un certain nombre d'actions et s'est investi au profit de la population:

- soutien financier aux clubs formateurs (versement des aides prévues au budget pour les cours et les formations, même si les clubs n'ont pu effectivement donner ces cours);
- non-perception des loyers dus par les clubs et restaurateurs locataires du Service des sports;
- soutien financier aux sportifs et aux clubs d'élite;
- appui aux fédérations et organisations sportives internationales précarisées par l'absence de revenus due à l'annulation des événements sportifs internationaux, des congrès et du report des Jeux Olympiques de Tokyo;
- lancement de promotions et soutiens à des programmes en faveur d'une reprise des activités physiques par la population;
- forte implication du personnel du Service des sports au profit de la population lausannoise en opérant les différentes *hotlines* mises en place et en participant aux livraisons d'achats et de livres en faveur des personnes âgées ou à risque.

Outre les JOJ et malgré la pandémie, au niveau sportif, 2020 aura été marqué pour le Service des sports par:

- la livraison, la mise en fonction et l'inauguration du Stade de la Tuilière. Une remise symbolique des clés aux dirigeants du FC Lausanne-Sport par les autorités lausannoises a eu lieu le 14 octobre 2020, suivie par un coupé de ruban le

29 novembre, inaugurant ainsi officiellement le Stade de la Tuilière, après un peu plus de trois ans de travaux;

- conséquence de la mise en service du Stade de la Tuilière, le FC Lausanne-Sport a quitté le Stade olympique de la Pontaise, après y avoir été le club résident pendant plus de cinquante ans. Il y est remplacé par le FC Stade-Lausanne-Ouchy qui évolue en Challenge League et qui ainsi peut bénéficier d'une installation aux normes de cette ligue;
- Athletissima n'a pu avoir lieu sous son format usuel de meeting accueillant pratiquement toutes les disciplines de l'athlétisme. En lieu et place, le 2 septembre, ses organisateur-trice-s ont permis à un public nombreux (dans le respect des normes du moment) d'assister à la place de l'Europe à une épreuve de saut à la perche réunissant l'élite mondiale masculine et féminine de la discipline.

2020 aura également été marqué pour le Service des sports par la création, effective le 1<sup>er</sup> juin, d'une nouvelle unité en son sein. Cette unité, baptisée Sport associatif et sport pour toutes et tous, a pour missions la valorisation et le développement du sport associatif, du sport pour toutes et tous et du sport-santé, mais aussi, la promotion de l'égalité des genres dans le sport et la mise en œuvre des actions propres à encourager la pratique sportive des femmes, ainsi que la planification et la direction de l'ensemble des actions de communication au sein du service. Elle a tout de suite été engagée au profit de la population lausannoise au travers de plusieurs programmes de promotion de la reprise des activités physiques par le plus grand nombre.

Enfin, le 15 décembre, le Conseil communal a adopté le préavis N° 2020/29, «Métamorphose. Stade olympique de la Pontaise. Travaux d'assainissement, de réfection, d'amélioration et de remplacement d'équipements. Demande de crédit d'ouvrage», demandant l'octroi d'un crédit d'ouvrage devant permettre d'entreprendre les travaux nécessaires au Stade olympique de la Pontaise, afin d'y permettre la tenue d'Athletissima jusqu'en 2026.

Conformément aux promesses faites au Conseil communal de le tenir informé de l'utilisation du montant alloué au travers du préavis N° 2010/22 («Lausanne, Capitale olympique. Demande de crédit-cadre»), il convient de signaler que les sommes dépensées en 2020 s'élèvent à CHF 85'311.- (contre CHF 96'300.-, en 2019). Elles ont couvert l'acquisition de matériel promotionnel, l'attribution de mandats de communication et la création d'une fondation Lausanne Capitale Olympique. Elles ont également permis le financement du septième volet d'une étude portant sur l'impact économique de la présence des fédérations et des organisations sportives internationales, dont le siège est à Lausanne et dans le canton de Vaud. Il convient également de rappeler que les dépenses liées au projet Volontaires sportif-ive-s lausannois-e-s et à divers séminaires destinés aux collaborateur-trice-s et membres des fédérations et organisations sportives internationales établies dans notre ville sont également prises en charges par ce crédit-cadre.

## Informatique et internet

Même si la quasi-totalité des manifestations auxquelles elle aurait dû prêter son concours a été annulée, l'année 2020 a été chargée pour l'unité. Elle a ainsi activement soutenu Lausanne en Jeux! et, durant le semi-confinement, a offert un support technique aux collaborateur-trice-s en télétravail, tout en assurant la maintenance du parc informatique et des sites internet gérés par le Service des sports. Pour l'année sous revue, le parc informatique du service comprend, pour 120 utilisateur-trice-s: 108 postes de travail, 45 imprimantes (dont 18 MFP), 120 raccordements téléphoniques, ainsi que sept écrans *digital signage* qui servent à l'information du public au Centre sportif de la Tuilière et à la piscine de Mon-Repos. A cela s'ajoutent 26 caméras de surveillance, permettant d'éviter les incivilités au Centre sportif de Chavannes, à celui de la Tuilière, à la piscine de Mon-Repos et au Stade olympique de la Pontaise. Ces dernières participent également à la prévention des débordements de supporter-trice-s, lors des matches de football. Une webcam est par ailleurs installée au Chalet-à-Gobet.

Dans le domaine de l'internet, l'unité gère douze sites, pour la plupart liés aux manifestations sportives. Sont compris, dans cette part de son activité, la gestion de contenus, le suivi de projets informatiques, le développement technique et graphique et, dans la majorité des cas, la coordination de l'hébergement.

L'unité a été également très active cette année dans la production et la réalisation de vidéos promotionnelles ou de présentation: campagne Lausanne la sportive, inauguration du Stade de la Tuilière, promotion des sportif-ive-s lausannois-e-s méritant-e-s.

Elle a continué de soutenir les autres unités du service dans le choix, l'évaluation et l'accompagnement de projets informatiques. L'unité crée et fournit divers éléments graphiques (dépliants, affiches, visuels, déclinaisons graphiques, voire signalétiques), pour les projets, installations ou manifestations du Service des sports.

Cette unité a poursuivi par ailleurs son implication dans la formation d'apprenti-e-s avec deux médiama-ticiens, certains effectuant des stages dans différents services au cours de leur cursus alors que d'autres accomplissent l'intégralité de leur formation auprès du Service des sports.

## Manifestations et activités sportives

L'année 2020 aura été marquée pour l'unité Manifestations et activités sportives par sa contribution et son engagement dans l'organisation et la tenue de Lausanne en Jeux! Elle a aussi collaboré activement à l'organisation des JOJ. Quant au reste de l'année, il aura été marqué par l'annulation de pratiquement tous les rendez-vous sportifs dont l'unité assure le secrétariat général, Covid-19 oblige:

- 20 KM de Lausanne: les préparatifs de la 39<sup>e</sup> édition étaient bien avancés quand la pandémie a frappé et a entraîné l'annulation de l'événement. Les engagements financiers représentaient 30% des charges et 2'550 participant-e-s avaient d'ores et déjà payés leur inscription. Après négociations avec toutes les parties prenantes, l'activation d'une assurance annulation couvrant ce genre de situation et grâce au paquet de stabilisation de l'Office fédéral du sport et de Swiss Olympic, le déficit de cette non-édition a pu être réduit à un peu moins de CHF 20'000.-;
- Journée Lausannoise du Vélo (JLV): prévue en juin, la 39<sup>e</sup> édition a dû être annulée en raison des conditions sanitaires. Néanmoins, la possibilité a été offerte aux amatrices et amateurs de la petite reine de pouvoir pratiquer leur sport de façon ludique au travers d'une course au trésor organisée, de juillet à septembre, dans les Bois du Jorat et ouverte à toutes et tous. De plus, en partenariat avec les clubs cyclistes co-organisateurs de la JLV, des sorties à vélo, dans le respect des mesures de protection et de lutte contre la pandémie, ont été organisées gratuitement. Près de 400 personnes ont profité de ces activités;
- Panathlon Family Games: en partenariat avec Lausanne Région et le Panathlon Club Lausanne, cette manifestation permet, en famille, la découverte de plus d'une trentaine de sports. Sa 10<sup>e</sup> édition aurait dû se tenir le 31 mai 2020; les conditions sanitaires n'étant pas réunies, elle a été annulée;
- Course Lausanne, Capitale Olympique: traditionnellement organisée le 23 juin, date de la Journée Olympique mondiale, la course, après annulation de la part du Comité international olympique (CIO) de toutes les festivités initialement prévues à cette date, a été reportée au 23 juillet, afin de marquer symboliquement la tenue des JO de Tokyo en 2021. Toutefois, là encore, pour des raisons sanitaires, elle a dû être annulée;
- Longines Masters Lausanne: la pandémie de Covid-19 semble avoir eu raison du Longines Masters Series, qui réunit le meilleur du saut d'obstacles. Toutes les étapes ont été annulées et le sponsor titre a décidé de se retirer. Il est fort peu probable que Bellerive accueille dans un avenir proche une compétition de cette importance;
- Ladies Open Lausanne: seul tournoi WTA (principale association sportive organisant les compétitions tennistiques professionnelles féminines) organisé en Suisse, le Ladies Open Lausanne n'a pu avoir lieu en raison de la crise sanitaire;
- Tournoi de volleyball interservices: l'édition 2020 devait permettre de fêter la dixième édition de ce tournoi rassemblant le personnel de l'administration communale et les membres du Conseil communal. Elle aussi a dû être annulée;
- Triathlon de Lausanne: après avoir accueilli des épreuves de niveau mondial en 2018 et les championnats du monde en 2019, les organisateurs de cet événement œuvraient à un nouveau rendez-vous, organisé dans et autour de Bellerive-Plage. Malheureusement, la pandémie en a décidé autrement;
- Christmas Run: la deuxième vague de la pandémie aura eu raison de cette édition qui aurait dû avoir la Cité pour cadre. Ses organisateurs espèrent pouvoir mettre sur pied un événement virtuel dans le courant du premier semestre 2021;
- Défi Sportif Lausannois: ce programme, initié par le Service des sports en 2004, vise à inciter, de manière ludique, la pratique sportive au sein de la population. Chacun-e peut s'inscrire dans une des six catégories de défis proposées, en fonction de son âge (dès cinq ans) et de son niveau. L'accomplissement de ces défis reposant sur la participation aux événements sportifs organisés à Lausanne, l'édition 2020 a, bien évidemment, dû être annulée, faute de compétitions;
- Volontaires Sportif·ive·s Lausannois·e·s (VSL): engagés dans le cadre des JOJ et de Lausanne en Jeux!, les VSL ont aussi fortement contribué durant la période estivale à la régulation du trafic, lors de la mise à disposition de la population des quais de Belgique et d'Ouchy. Ils ont également été mis à contribution en faveur de la Run Mate et du Cyclotour du Léman. Les VSL étaient, au 31 décembre 2020, 1074 (personnes inscrites et actives);
- Sports Passion offre aux élèves des écoles lausannoises la possibilité de découvrir des activités sportives les mercredis après-midi. Durant l'année scolaire 2019-2020, 44 activités sportives ont ainsi été proposées, réparties en cinq périodes et représentant 946 heures d'enseignement, dispensées par 99 monitrices et moniteurs

(122 en 2018-2019). 3'162 élèves (3'863 en 2018/2019) ont pu en bénéficier. La pandémie a entraîné l'annulation des deux dernières périodes de cours. A relever la mise en application d'un système d'inscription en ligne, en lieu et place du renvoi de bulletins qui existait depuis la création du programme;

- Sport Bien-Etre a pour but la promotion de l'activité sportive au sein du personnel de l'administration communale. Durant la saison 2019-2020, 160 personnes (181 pour 2018-2019) ont pu découvrir une des huit activités proposées (aquagym, badminton, fitness, grimpe, kick boxing, objectif dos, tai-chi, yoga-relaxation).

A relever que durant les mois de mai et de juin et, à nouveau au mois d'octobre, l'unité a soutenu l'unité Piscines et patinoires, en contribuant à l'élaboration, à la rédaction et à la mise en œuvre des plans de protection nécessaires à l'ouverture et à l'exploitation des piscines de plein air de Bellerive-Plage, de Montchoisi et des quartiers. Le personnel engagé a aussi réalisé la signalétique, les affiches et les flyers nécessaires. Il en a été de même pour les patinoires de Montchoisi et de la Pontaise.

Enfin, à la demande du Secrétariat général SCS, l'unité a également collaboré à la mise sur pied des visites aux personnes âgées et isolées durant les fêtes de fin d'année.

L'unité Manifestations et activités sportives a poursuivi en 2020 ses réflexions sur le futur des événements sportifs, cela d'autant plus que la pandémie va profondément modifier leur organisation et leur tenue. Elle est aussi fortement impliquée dans les démarches visant à pérenniser l'héritage des JOJ.

## Piscines et patinoires

### Piscines de plein air

Bellerive-Plage: la crise sanitaire liée au Covid-19 a repoussé l'ouverture de la piscine, initialement prévue le 16 mai, au 13 juin. Cependant, son exploitation a été prolongée jusqu'au 13 septembre, soit une semaine au-delà de la date de fermeture prévue. Durant ces 92 jours d'exploitation (114 jours en 2019), 152'776 entrées ont été enregistrées, soit une diminution de 17.6% par rapport à 2019 (185'527 entrées). Toutefois, en termes de fréquentation journalière, l'année 2020 est meilleure que 2019: 1'660 entrées/jour contre 1627. Les mois de juillet et d'août ont même vu une progression du nombre d'entrées de 14.8% par rapport à 2019. Ces bons résultats s'expliquent par une météo des plus favorables et le fait qu'une grande partie de la population est restée en Suisse, durant les vacances d'été. La vente des abonnements a connu un franc succès avec 1'227 unités vendues (contre 665 en 2019, soit une progression de 84.5% d'une année à l'autre), qui peut s'expliquer par le fait que son prix a été adapté aux circonstances (passant de CHF 130.- à CHF 80.- pour la saison). Quant aux cartes multi-entrées, avec 1'225 unités vendues en 2020 contre 1509 en 2019 (-18.8%), elles semblent avoir souffert de l'engouement pour les abonnements.

L'espace ludique pour les enfants, avec ses deux pataugeoires à thèmes, l'offre bien-être avec des équipements spa dans le bassin non-nageurs et le parc aquatique connaissent toujours le même succès. Le parc aquatique a accueilli 12'295 personnes pendant la saison, soit légèrement moins que les années précédentes. Le club de plongée a fait découvrir ce sport et a formé 217 plongeur-euse-s (+22.6% par rapport à 2019). Compte tenu des mesures liées à la lutte contre le Covid-19, les ateliers de lecture et de contes, animés par le Service des bibliothèques et archives de la Ville, ont dû être annulés, il en a été de même de la fête des écolier-ère-s des 6P.

Parc de Montchoisi: ouverte du 24 juin au 6 septembre, crise sanitaire oblige, la piscine a enregistré en 75 jours d'exploitation 43'518 entrées, soit une baisse de 31.8% par rapport à 2019 (63'826 entrées). Toutefois, comme à Bellerive-Plage, la fréquentation journalière a été meilleure en 2020 qu'en 2019. Par contre, contrairement à ce qui a été observé à Bellerive-Plage, les ventes d'abonnements sont en baisse de 11.8% (1015 unités en 2020, contre 1151 en 2019), celles des cartes multi-entrées sont également en baisse, passant de 821 unités en 2019 à 563 en 2019 (-31.4%). Malgré la situation sanitaire, les séances régulières d'entraînement des sections water-polo et natation sportive du Lausanne-Natation ont pu être organisées et le club a dispensé 70 heures d'enseignement pour 415 enfants et 125 adultes, dans le cadre des stages d'été de l'Ecole de natation.

Les quatre piscines de quartier (Bellevaux, Boisy, Valency et Vieux-Moulin), ouvertes du 27 juin au 23 août, ont également connu une belle fréquentation, grâce à la météo favorable de juillet et août. Compte tenu de la situation sanitaire, l'ensemble des animations prévues ont été annulées.

### Mon-Repos

Finally, Mon-Repos aura pu être exploitée durant 223 jours en 2020, contre 300 jours usuellement. Périodes d'ouverture et de fermeture se sont succédées avec un lot important de contraintes pour l'accueil du public. De ce fait, seulement 98'724 entrées ont été comptabilisées en 2020, contre 222'032 entrées en 2019, soit une baisse de la fréquentation de 55.5%. La fréquentation journalière est passée de 740 entrées/jour en 2019 à 442 entrées/jour en 2020. A l'exception des championnats suisses juniors de plongeon, de deux matches de l'équipe suisse U20 de water-polo et de deux tournois, également de water-polo juniors,



l'ensemble des manifestations prévues à Mon-Repos a été annulé en raison de la crise sanitaire. Celle-ci a, bien évidemment, eu des conséquences sur la fréquentation des cours dispensés par l'Ecole de natation de Mon-Repos: 482 personnes (1'280 en 2019) ont suivi 1'107 heures de cours privés, semi-privés ou en groupe (2'577 heures en 2019).

### Patinoires

En 135 jours d'exploitation (du 2 janvier au 8 mars et du 24 octobre au 31 décembre), tout type d'utilisateur confondu (patineur-euse individuel-le payant, écolier-ère ou membre d'un club de patinage, de hockey ou de broomball), la patinoire de Montchoisi a enregistré 38'948 entrées, soit une baisse de 29.2% par rapport à 2019 (55'026), qui s'explique par les mesures ayant dû être prises pour lutter contre la pandémie et qui visaient à limiter le nombre de personnes présentes simultanément sur les surfaces de glaces. Malgré ces contraintes, durant les périodes d'ouverture, 129 matches et entraînements de hockey, 59 rencontres de championnat suisse de broomball et 155 heures de patinage artistique et de short track ont été organisés à Montchoisi.

La patinoire de la Pontaise a comptabilisé, en 133 jours d'exploitation (138 jours en 2019), tout type d'utilisateur confondu, 13'574 entrées (dont 4'554 élèves des écoles lausannoises), contre 21'129 en 2019 (9'013 élèves), soit une baisse de 35.7% d'une année à l'autre. Cette baisse s'explique bien évidemment par la pandémie qui a obligé le Service des sports à interdire l'accès de la patinoire au public. Relevons que la couverture provisoire de la patinoire, mise en place durant les travaux de transformation du Centre sportif de Malley, a été retirée et que, depuis octobre 2020, la Pontaise est de nouveau une patinoire de plein air.

## Sport associatif et sport pour toutes et tous

Comme relevé en introduction à ce rapport de gestion, 2020 a vu la création au sein du Service des sports de cette nouvelle unité. Opérationnelle dès le 1<sup>er</sup> juin, avec l'entrée en fonction du délégué au sport associatif et au sport pour toutes et tous, l'unité a été complétée le 1<sup>er</sup> décembre par l'arrivée d'une adjointe. A relever qu'avant la création effective de l'unité et jusqu'à fin décembre 2020, une collaboratrice auxiliaire a œuvré à la coordination des actions de communication du Service des sports et a soutenu divers projets au profit du sport associatif.

Dès sa création, l'unité a créé et a assuré la réalisation et la promotion de programmes visant à permettre à la population lausannoise, à la suite du semi-confinement et aux restrictions dues aux mesures prises afin de lutter contre la pandémie, de se (re)mettre en mouvement et à améliorer sa santé par une pratique régulière de l'activité physique, au travers de l'espace public. Parmi ceux-ci:

- A vos marques, prêts... bougez!: ce programme, organisé en partenariat avec l'association Urban training, a été lancé pour favoriser l'activité physique et la (re)mise en mouvement de la population. 64 cours de sport et d'activités physiques gratuits – dont, par exemple, la course à pied, le fitness urbain, le *nordic walking*, le yoga, et la zumba –, encadrés par des coaches professionnel-le-s, ont eu lieu dans les parcs et espaces publics de la ville tous les lundis, mercredis, jeudis et dimanches du 15 juin au 23 août 2020. L'unité a élaboré et organisé la campagne de promotion de cette vaste offre d'activités sportives qui aura fait bouger 839 personnes de 18 à 79 ans (731 femmes, 108 hommes);
- Balade sur les quais: profitant de la fermeture des quais d'Ouchy et de Belgique à la circulation les samedis et dimanches durant l'été 2020, l'unité a mis sur pied un parcours santé de 3 km le long des quais et de leurs alentours, afin d'inciter la population à se promener tout en (re)découvrant les endroits emblématiques de cette zone du bord du lac. Un flyer spécifique avec le parcours a été réalisé et distribué aux abords des quais par les VSL. Téléchargeable en ligne, le flyer était aussi distribué dans les hôtels lausannois et aux guichets de Lausanne-Tourisme.

Dans le cadre de la promotion du sport associatif, l'unité a organisé différentes actions:

- Les clubs sportifs sur les quais: profitant de la fermeture des quais d'Ouchy et de Belgique durant les weekends de l'été 2020, l'unité a organisé deux journées de promotion du sport associatif, d'initiations sportives, de démonstrations et d'information les dimanches 2 et 9 août 2020. Ces journées visaient à offrir aux associations sportives de la ville la possibilité de se (re)connecter à la population lausannoise qui a ainsi pu découvrir différentes pratiques sportives. Du ski nautique au billard, en passant par le roller, le handball, le rugby ou encore la course d'orientation, 17 disciplines et clubs sportifs ont été mis à l'honneur;
- promotion du FC Lausanne-Sport: autre moment particulier pour le sport associatif lausannois, la promotion du FC Lausanne-Sport en Super League. Ce retour du club lausannois dans l'élite du football suisse fut célébré le 3 septembre 2020, lors d'une

cérémonie organisée par l'unité au stade de la Tuilière, durant laquelle la Municipalité a remis aux dirigeants et joueurs une canne vaudoise;

- Mérites sportifs 2020: la traditionnelle cérémonie des Récompenses aux sportives et sportifs lausannois méritants ayant dû être annulée, en raison du contexte sanitaire, l'unité a choisi de réaliser une campagne de communication dans les rues de la ville et sur les réseaux sociaux, afin d'honorer et mettre en lumière les méritantes et méritants 2020. Une affiche avec les visages des lauréat.e-s 2020 était à découvrir du 7 au 21 décembre 2020 dans les rues de Lausanne. En tout, 124 athlètes (64 femmes, 60 hommes) issus de 17 clubs lausannois ont été récompensé.e-s pour leurs performances sportives. Chaque athlète s'est vu.e remettre sa distinction par courrier postal, accompagnée d'une lettre de félicitations et de remerciement de la Municipalité. 133 récompenses ont ainsi été remises, 33 à titre individuel et 102 aux athlètes des 16 équipes récompensées pour leurs performances collectives. Neuf athlètes ont été honoré.e-s dans les deux catégories. Rappelons que les critères d'attribution de cette distinction exigent soit un titre national, soit un podium lors d'un championnat d'Europe, soit être dans les huit meilleur.e-s d'un championnat du monde ou être sélectionné.e-s pour les Jeux Olympiques. Les lauréat.e-s ont apprécié être valorisés par la Ville via la campagne d'affichage et les différentes communications en ligne et touché.e-s de recevoir une médaille à la maison.

Enfin, le 3 décembre, la Municipalité a accepté la création et le financement d'un fonds baptisé Fonds communal pour le développement de l'activité physique et du sport pour toutes et tous qui permettra le soutien et la promotion de projets en faveur du sport pour toutes et tous, du sport associatif, du sport-santé, du sport chez les femmes et de l'égalité des genres dans le sport.

## Sport international

L'unité a été fortement impliquée dans l'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse d'hiver de 2020, en particulier dans le programme d'animations sportives et culturelles Lausanne en Jeux! et dans la coordination des tâches liées au protocole et au programme d'hospitalité.

Les fédérations et les organisations sportives internationales (FOSI) ont été touchées de plein fouet par la crise sanitaire, tant dans leur fonctionnement, que dans leurs activités. Le report de la tenue des Jeux Olympiques d'été de Tokyo et l'annulation de l'ensemble des événements sportifs internationaux majeurs n'ont pas été sans conséquences pour ces organisations. L'unité Sport international, en collaboration avec son homologue du Canton de Vaud, a joué un rôle majeur de soutien, d'accompagnement et de relais auprès des FOSI, lors de la mise en œuvre des mesures prises par les autorités.

Dans le cadre de la valorisation de l'accueil des fédérations et des organisations internationales, un certain nombre de formations continues en management sportif, tout comme des séminaires facilitant l'accueil et l'intégration du personnel en provenance d'autres pays, ont pu être organisés malgré la pandémie et ont connu un énorme succès, battant les records de participation établis jusque-là.

## Surfaces sportives

Après plus d'un demi-siècle de présence à la Pontaise, le FC Lausanne-Sport (FC LS) a quitté le Stade olympique pour rejoindre son nouvel écrin, le Stade de la Tuilière. Ce qui aurait dû être une série d'événements particuliers, synonymes de fêtes et de célébrations (dernier match à la Pontaise, inauguration du nouveau Stade et premier match dans la nouvelle enceinte) n'a pu avoir lieu, pandémie oblige. Rappelons, comme cela été indiqué au début de ce rapport de gestion, que le Stade olympique de la Pontaise accueille maintenant les matches à domicile du FC Stade-Lausanne-Ouchy (FC SLO).

En dehors des horaires scolaires (dès 18h en semaine et les weekends), les quatre centres omnisports de la Ville permettent de pratiquer les principaux sports de salle, soit le basketball, le volleyball, le handball et la gymnastique et d'organiser des événements exceptionnels. De plus, ces centres sont régulièrement mis à disposition des jeunes des quartiers concernés, encadrés par des collaborateurs du Secrétariat général enfance, jeunesse et quartiers. En 2020, en raison de la pandémie, les salles ou piscines des Bergières, de Grand-Vennes, de la Vallée de la Jeunesse et du Vieux-Moulin ont été fermées du 13 mars au 18 mai, puis n'ont pu être exploitées que dans des conditions sanitaires extrêmement strictes. Ces conditions ont été durcies au fur et à mesure de la progression de la deuxième vague de la pandémie et, depuis l'automne 2020, seuls les jeunes de moins de 16 ans, les sportifs d'élite (cadre national de leur sport) ou les sportif.ve.s professionnel.le.s de certains sports collectifs (basketball, football, volleyball) peuvent s'y entraîner.

En raison de la pandémie, la Confédération a annulé pour 2020 l'obligation légale des tirs militaires pour les astreints, ainsi que le tir en campagne. Les sociétés de tir ont, quant à elles, annulé tous leurs concours. De ce fait, le Centre de tir sportif de Vernand a vu le nombre de cartouches tirées à 300 mètres diminuer de 51.7% par rapport à l'an passé et atteindre un total de 67'132 (contre 136'110 en 2019).

Le Chalet-à-Gobet (Plaine de Mauvernay – Bois du Jorat et de Peccau) offre d'excellentes conditions de pratique aux adeptes de course à pied, de VTT, de walking et de *nordic walking*. Si du 13 mars au 8 juin, les vestiaires ont dû être fermés et ont dû l'être à nouveau depuis le 5 novembre, Mauvernay a néanmoins connu des fréquentations records en 2020, étant l'un des rares lieux de détente et de sport accessibles pour celles et ceux en semi-confinement.

Depuis l'hiver 2013-2014, une convention a été signée avec la société Télé Leysin-Les Mosses-La Lécherette SA, permettant à cette dernière l'exploitation du remonte-pente de Mauvernay. En raison des conditions sanitaires, la décision a été prise de ne pas l'exploiter durant l'hiver 2020-2021.

Le Stade Pierre-de-Coubertin, situé idéalement en bordure de lac, permet la pratique de l'athlétisme et, grâce à ses vestiaires et douches mis à disposition tant auprès des clubs que du public, sert de point de départ/arrivée à celles et ceux qui pratiquent du sport libre sur le site de Vidy. L'accès des vestiaires et des douches a été fortement réduit en raison des mesures de lutte contre la pandémie et toutes les manifestations prévues sur le site en 2020, à l'exception des championnats suisses d'athlétisme U16/U18.

A Vidy, toujours à proximité immédiate du Stade Pierre-de-Coubertin, la place du Fair-Play permet la pratique des sports urbains, mais également du beach-volley, du basketball et du handball. Depuis la période confinement et la mise en place des mesures de protection et de lutte contre la pandémie de Covid-19, une attention toute particulière a été portée au respect des dites mesures par les utilisateur-trice-s des lieux.

Le Stade Juan-Antonio-Samaranch, en raison des exigences sanitaires, n'a été utilisé en 2020 que pour les entraînements de la première équipe du FC SLO.

Enfin, il convient de rappeler qu'en temps normal plus de 200 équipes de football, toutes catégories confondues, utilisent de façon quasi quotidienne le Centre sportif de la Tuilière et les installations dédiées à la pratique du football de la Pontaise, du Bois-Gentil, de Chavannes et de Vidy. Dès le 1<sup>er</sup> mars 2020, l'ensemble des activités liées à ce sport, y compris les divers championnats, ont été arrêtées. A partir de juin, elles ont pu reprendre progressivement, à l'exception des championnats des ligues amateurs, en suivant des règles très strictes de lutte contre le nouveau coronavirus.

## Unité technique

Dans le cadre de ses missions quotidiennes, l'unité a participé à des études et a œuvré à la réalisation d'équipements et de travaux d'entretien sur l'ensemble du parc d'installations du Service des sports. Cependant, le semi-confinement qui a prévalu en mars 2020, puis la reprise graduelle des activités dès le mois d'avril ont eu pour conséquences d'importants retards sur l'ensemble des chantiers en cours.

Le Stade de la Tuilière, objet du préavis N°2016/68 («*Métamorphose. Stade de la Tuilière. Construction d'un stade de football. Demande de crédit d'ouvrage.*»), dont la remise au FC Lausanne-Sport était prévue en mai, n'a pu être achevé qu'à l'automne et a été officiellement inauguré le 29 novembre 2020.

A la Vallée de la Jeunesse, les travaux d'assainissement des façades et de la toiture, prévus dans le cadre du préavis N°2017/08 («*Vallée de la Jeunesse. Assainissement des façades et de la toiture. Demande de crédit d'ouvrage.*»), ont été achevés en novembre 2020.

Les travaux nécessaires à la rénovation du bassin «plongeurs» et de la fosse à plongeon de Bellerive-Plage, objets du préavis N°2019/05 («*Bellerive-Plage. Rénovation du bassin «nageurs» et de la fosse de plongeon. Demande de crédit d'ouvrage.*»), devaient être entrepris et terminés avant l'ouverture de mai 2020. Cependant et malgré une ouverture de la piscine reportée à juin, ils n'ont pu être terminés à temps en raison des retards dus au semi-confinement. Ils ont pu reprendre à l'issue de la fermeture de la piscine et ont été achevés en octobre 2020.

Les retards susmentionnés ont également affectés le remplacement des surfaces synthétiques des terrains de football de Grand-Vennes et de Vidy, objets du préavis N°2019/19 («*Centre omnisports de Grand-Vennes et Zone sportive de Vidy. Remplacement de deux terrains de football en matière synthétique. Demande de crédit d'ouvrage.*»). Cependant, ces retards ont pu être comblés et les terrains ont été mis à disposition des clubs durant l'été 2020.

Expliqués dans le préavis N°2018/44 («*Piscine de Mon-Repos. Assainissement, transformation et modernisation des installations de traitement de l'eau. Demande de crédit d'ouvrage.*»), les importants travaux de transformation du système de filtration de l'eau de la piscine de Mon-Repos ont débuté en 2019. Planifiés de manière à ne pas préjudicier l'exploitation de la piscine, ils ont pu être achevés, comme prévu, lors de la fermeture estivale de 2020.

En 2020, l'unité Technique a aussi effectué de nombreux travaux d'entretien, de modernisation et de transformation de diverses installations sportives. Dont, par exemple, le changement de l'éclairage de la piscine de la Vallée de la jeunesse ou l'assainissement complet du système de désinfection de l'eau de la piscine du Vieux-Moulin.

L'unité Technique a mené de nombreuses études, dont celles nécessaires au maintien opérationnel du Stade olympique de la Pontaise jusqu'à et y compris 2025 et qui ont débouché sur le préavis N°2020/29 («*Métamorphose. Stade olympique de la Pontaise. Travaux d'assainissement, de réfection, d'amélioration et de remplacement d'équipements. Demande de crédit d'ouvrage.*»), adopté par le Conseil communal le 15 décembre 2020.

L'étude générale de l'état des piscines du Service des sports, annoncée dans le préavis N°2018/58 («*Assainissement et entretien d'installations sportives – demande de crédit-cadre 5<sup>e</sup> étape (2018-2021)*»), et devant déboucher sur une planification détaillée des investissements dans ce domaine, a été confiée à un bureau spécialisé de la place. Toutefois, en raison de la pandémie, ses conclusions n'ont pu être fournies à l'automne 2020. Elles devraient l'être dans le courant du premier semestre 2021.

Au travers de son groupe Support opérationnel, l'unité a également appuyé l'organisation (montage/démontage des infrastructures, manutention, transports, etc.) des Jeux Olympiques de la Jeunesse d'hiver de 2020 et de Lausanne en Jeux! Ses collaborateurs ont également assuré l'exploitation de la patinoire de la Pontaise durant ses 68 jours d'ouverture. En raison de l'annulation de la majorité des manifestations sportives prévues en 2020, le personnel du groupe a pu prêter main forte à d'autres services de l'administration communale et à l'EM-DIAM. Les ouvriers spécialisés sont, quant à eux, intervenus plus de 350 fois sur les différentes installations sportives, que ce soit pour des travaux d'entretien réguliers ou des interventions urgentes.

Enfin, conformément aux promesses faites dans le cadre du préavis N°2013/31 («*Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre.*»), d'informer le Conseil communal de l'exécution de travaux non prévus dans la demande de crédit-cadre, le préavis N°2018/58 («*Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre 5<sup>e</sup> étape (2018-2021)*») ayant été adopté en mai 2019, seuls les travaux prévus ont été effectués durant l'année sous revue.

## Service social Lausanne (SSL)

### Principales missions du service

#### Accueillir les Lausannois-e-s en difficulté sociale et les aider à regagner leur autonomie

- information et action sociale/appui social généraliste
- unités spécialisées/appui social spécialisé

#### Garantir le minimum vital

- prestation financière du revenu d'insertion (RI)
- aides individuelles prélevées sur les fonds de la direction SCS

#### Réduire les risques liés à la consommation de drogues, favoriser l'insertion et la thérapie

- dispositif addictions (échange de matériel stérile, appui socio-éducatif, Espace de consommation sécurisé)

#### Couvrir les besoins vitaux des personnes en situation de grande précarité

- aide sociale d'urgence (accueil de jour, hébergement, accueil de nuit, nourriture)

### Effectif du personnel

#### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Action sociale	35.15	29.45	33.75	30.05
Aide sociale d'urgence	6.80	7.70	6.85	6.60
Direction domaine RI	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction domaine social	3.85	3.80	3.85	3.70
Direction domaine spécialistes	2.80	2.35	2.30	2.40
Direction domaine support	1.50	1.50	1.50	1.50
Direction SSL	2.60	2.60	2.50	2.50
Dispositif addiction	0.70	0.70	0.70	0.70

Enquêtes et contentieux	13.00	11.60	12.85	11.60
Finances	2.30	2.30	2.30	2.30
Formation et Progrès RI	9.30	6.90	10.10	9.80
Info sociale – SSL	11.85	11.55	9.85	9.70
Informatique	0.60	0.60	0.60	0.60
Insertion	7.80	6.30	7.80	6.30
Institutions subventionnées	1.00	0.50	1.00	0.60
LAMal et permanence sociale	1.80	0.00	1.30	0.00
Organisation & documentation	1.70	1.70	1.70	1.70
Réception RI	13.70	12.20	17.00	15.70
Revenu insertion	71.80	61.70	71.00	62.20
RH – SSL	4.40	4.10	4.60	3.90
Stats & mobilité	1.00	1.00	1.00	1.00
Unité assainissement finances	5.90	5.90	6.50	*6.50
Unité commune	14.45	13.25	15.15	14.50
Unité de soutien	11.20	9.70	11.20	8.80
Unité Jad	8.90	8.20	9.80	8.80
Unité juridique	3.00	3.10	3.00	3.00
Unité logement	24.95	23.70	23.85	21.70
<b>Total service</b>	<b>264.05</b>	<b>234.40</b>	<b>264.05</b>	<b>238.15</b>

\*une collaboratrice en congé non payé à 1 ept

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>0.00</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Action sociale	42	30.15	41	30.05
Aide sociale d'urgence	9	7.70	8	6.60
Direction domaine RI	2	2.00	2	2.00
Direction domaine social	4	3.80	4	3.70
Direction domaine spécialistes	3	2.35	3	2.40
Direction domaine support	2	1.50	2	1.50
Direction SSL	3	2.60	3	2.50
Dispositif addiction	1	0.70	1	0.70
Enquêtes et contentieux	13	11.60	13	11.60
Finances	3	2.30	3	2.30
Formation et Progrès RI	9	6.90	12	9.80
Info sociale – SSL	14	11.55	12	9.70
Informatique	1	0.60	1	0.60
Insertion	9	6.30	9	6.30
Institutions subventionnées	1	0.50	1	0.60
Organisation & documentation	3	1.70	3	1.70
Réception RI	16	12.20	20	15.70
Revenu insertion	69	61.70	70	62.20
RH – SSL	7	4.10	5	3.90
Stats & mobilité	1	1.00	1	1.00
Unité assainissement finances	8	5.90	9	*6.50
Unité commune	16	12.55	18	14.50
Unité de soutien	13	9.70	12	8.80
Unité Jad	10	8.20	10	8.80
Unité juridique	4	3.10	4	3.00
Unité logement	29	23.70	26	21.70
<b>Total service</b>	<b>292</b>	<b>234.40</b>	<b>293</b>	<b>238.15</b>

\*une collaboratrice en congé non payé à 1 ept

**Apprenti·e·s**

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
Direction domaine social	–	1
Unité de soutien	1	1
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	29	31
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	–
<b>Total service</b>	<b>30</b>	<b>31</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	19
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>29</b>

**Organisation**

Le Service social Lausanne (SSL) est le Centre social régional (CSR) pour la région d'action sociale de la Commune de Lausanne, selon la loi sur l'action sociale vaudoise (LASV) – il est à ce titre l'autorité d'application. Les tâches qui lui sont attribuées dans ce cadre sont financées par une subvention cantonale, calculée en fonction du nombre de dossiers RI financés. Ces tâches concernent, notamment, l'information, l'appui social et l'insertion pour les Lausannois·e·s en difficulté sociale, la garantie du minimum vital par la décision et le versement de la prestation financière du RI et l'insertion professionnelle en collaboration avec l'Office régional de placement (ORP).

Le SSL offre également des prestations sociales communales, en complément aux aides cantonales qui sont:

- l'aide au logement;
- l'assainissement financier;
- l'acquisition de compétences de base pour les adultes;
- l'aide aux personnes à mobilité réduite;
- la réduction des risques liés à la consommation de drogues;
- l'aide sociale d'urgence pour les personnes en grande précarité.

**Evènements marquants****Mesures sanitaires en lien avec le Covid-19**

Les mesures fédérales décidées lors du semi-confinement lié au Covid-19 ont amené le SSL à devoir fermer ses portes et à faire face à une absence importante de son personnel. Le SSL a alors mis en place une organisation permettant de garantir la délivrance des prestations essentielles dont les prestations financières RI, le traitement de nouvelles demandes y compris pour les personnes indépendantes, la prise en charge des urgences sociales, l'accès sans restriction à l'hébergement d'urgence, la distribution de l'aide alimentaire et

l'accès à l'Espace de consommation sécurisé. Dès début juin 2020, le SSL a pu rouvrir ses portes au public et délivrer l'ensemble de ses prestations, en respect des mesures de protection. La pandémie a impliqué la mise en place de différentes mesures élaborées en étroite collaboration avec la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), tout au long de l'année 2020.

#### Ouverture du bâtiment César-Roux 16

Avec l'achèvement des travaux de complète rénovation et d'assainissement énergétique de l'immeuble situé rue César-Roux 16, ce dernier a ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> avril 2020, sous gestion directe du SSL: 66 nouveaux logements, dont 40 logements sociaux et 26 hébergements provisoires meublés, sont ainsi mis à disposition. Les nouveaux locataires ont pu intégrer leurs logements, malgré la période du semi-confinement, et ont pu bénéficier de prestations sociales dispensées sur place, dont la recherche d'un logement durable pour celles et ceux qui y logent de manière provisoire.

#### Augmentation de la capacité de l'hébergement d'urgence

Pour permettre aux personnes en situation de précarité et sans-abri de respecter les mesures sanitaires liées au Covid-19, le SSL a ouvert, dès mi-mars, deux lieux d'hébergement d'urgence supplémentaires: l'un à la salle de gymnastique du Bugnon, offrant 40 places, et l'autre dans le Bâtiment administratif de la Pontaise, offrant 50 places supplémentaires par nuit ainsi que 14 chambres pour les personnes malades ou devant respecter une quarantaine. Il a ainsi augmenté sa capacité à 212 places, ouvert ces structures 24h/24 et offert la gratuité dans ces lieux, jusqu'à l'été 2020. Dès novembre 2020, le SSL a ouvert deux lieux d'hébergement d'urgence supplémentaires, 50 places à Montolieu et 100 places à Beaulieu, proposant ainsi une capacité totale d'environ 250 places.

#### Accueil des bénéficiaires RI du CSR Est lausannois-Oron-Lavaux à l'Unité commune ORP-CSR

Depuis le 22 juin 2020, et par étapes, les bénéficiaires RI du CSR Est lausannois-Oron-Lavaux sont pris en charge par l'Unité commune ORP-CSR de Lausanne, permettant ainsi de concrétiser la généralisation des unités communes pour l'ensemble des bénéficiaires RI du canton, décidée par le Conseil d'Etat. Les dossiers financiers de ces bénéficiaires restent gérés par le CSR Est lausannois-Oron-Lavaux.

#### Aménagement d'une réception centralisée dans le bâtiment place Chauderon 4

Afin de répondre aux besoins de sécurité des collaboratrices et collaborateurs du SSL et pour améliorer l'accueil des bénéficiaires du SSL, le Conseil communal a adopté le préavis N°2020/17 («Crédit d'investissement – Travaux d'aménagement d'une réception centralisée pour le bâtiment sis place Chauderon 4 pour les besoins du Service social Lausanne»), permettant la création d'une réception centralisée au rez-de-chaussée du bâtiment. Les travaux ont été menés durant le deuxième semestre 2020, pour permettre l'ouverture de la réception centralisée le 1<sup>er</sup> décembre.

#### Développement d'un nouveau système d'information pour le RI

Depuis 2018, le SSL collabore au développement du nouveau système d'information pour le RI, financé par la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS). Projet informatique d'envergure pour la DGCS et l'ensemble des régions d'action sociale du canton, ce dernier remplacera l'actuel outil PROGRES. La mise en service est prévue le 10 mai 2021 et nécessite un travail préparatoire intense depuis septembre 2020. Ce projet informatique constitue le projet prioritaire pour le SSL en termes de travaux de mise en œuvre et de mise à disposition des ressources depuis septembre 2020 jusqu'à la fin de l'été 2021.

## Principales activités 2020

### Accueillir les Lausannois·e·s en difficulté sociale et les aider à regagner leur autonomie

#### Domaine 1 – Unité d'information et action sociales

##### Unité information sociale

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de consultations (permanences) à l'info sociale	5'791	5'523	5'297	5'138	4'626
Nombre de dossiers suivis par l'info sociale (année)	730	854	734	666	544
Nombre de personnes ou ménages ayant reçu une aide casuelle	287	330	294	381	247
— dont montant en CHF	547'366.-	550'886.-	535'603.-	684'248.-	538'910.-

L'aide casuelle permet d'aider des personnes ou des ménages à faire face à une dépense imprévue qui les plongerait temporairement dans l'indigence. Elle est calculée selon le droit RI et vise à éviter un endettement ou une éventuelle entrée durable au RI.

### Unités d'action sociale

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de bilans sociaux établis	4'862	5'203	4'826	4'775	3'838
Nombre de dossiers concernés	3'877	4'086	3'843	3'821	3'071
Nombre de plans d'action personnalisés	3'786	3'849	3'459	3'350	2'916
Nombre de prestations d'appui social généraliste prévues par les plans d'action	5'790	5'971	5'348	5'263	4'512
Exemples de prestations					
— aide à la gestion budgétaire, conseils, dettes	245	253	190	149	104
— aide à la gestion administrative (budget, paiements, courrier)	965	1'055	868	784	761
— aide dans les démarches liées à la subsidiarité (démarches auprès des assurances sociales, notamment)	299	326	495	512	518
— élaboration avec les bénéficiaires d'un projet d'insertion, le tester et le réaliser en assurant un suivi régulier	1'063	1'017	1'521	1'465	1'097
— aide aux bénéficiaires atteints dans leur santé	1'221	1'238	1'202	1'269	1'001

### Nombre de mesures d'insertion socioprofessionnelle (MIS) offertes aux jeunes adultes en difficulté (JAD) et aux adultes pour l'ensemble des bénéficiaires du SSL

	2016	2017	2018	2019	2020
MIS standard (y compris MIS JAD)	1'444	1'075	806	741	773
MIS individualisées (y compris MIS JAD)	761	589	595	629	519
MIS JAD de transition (dès 02.2017)	–	260	363	300	249

En 2020, 925 personnes ont bénéficié d'une ou plusieurs mesures d'insertion socioprofessionnelle (cours, stages en entreprise, etc.). Ce nombre se montait à 1'015 personnes en 2019 et 1'068 en 2018. Une même personne peut avoir effectué plus d'une mesure dans l'année. La baisse du nombre de mesures constatée entre 2019 et 2020 est imputable au ralentissement des activités d'insertion induit par la crise sanitaire.

Avec l'entrée en vigueur de la révision de la loi sur l'action sociale vaudoise (LASV), le 1<sup>er</sup> janvier 2017, des mesures d'insertion sociale de transition (MIS-T), destinées aux JAD, ont été créées. En 2020, 186 bénéficiaires ont participé à 249 MIS-T, contre respectivement 217 bénéficiaires et 300 MIS-T en 2019.

### Unité JAD

Le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la LASV révisée est entrée en vigueur, notamment le nouvel article 31a, et concerne les jeunes adultes âgé.e.s de 18 à 25 ans révolus sans formation achevée.

Ce dispositif valorise l'accès à la formation certifiée et évite le recours au revenu d'insertion.

### Evolution des demandes et prestations

	2017	2018	2019	2020
Nombre de personnes reçues dont	639	687	614	533
— jeunes ayant démarré une mesure d'insertion sociale de transition	169	236	233	242
— jeunes ayant démarré une formation certifiée (CFC ou école)	115	115	130	82

### Programmes de formation FORJAD – FORMAD

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution en %
Nombre total de participant.e-s inscrit.e-s au programme	98	122	110	122	114	158	108	-32%

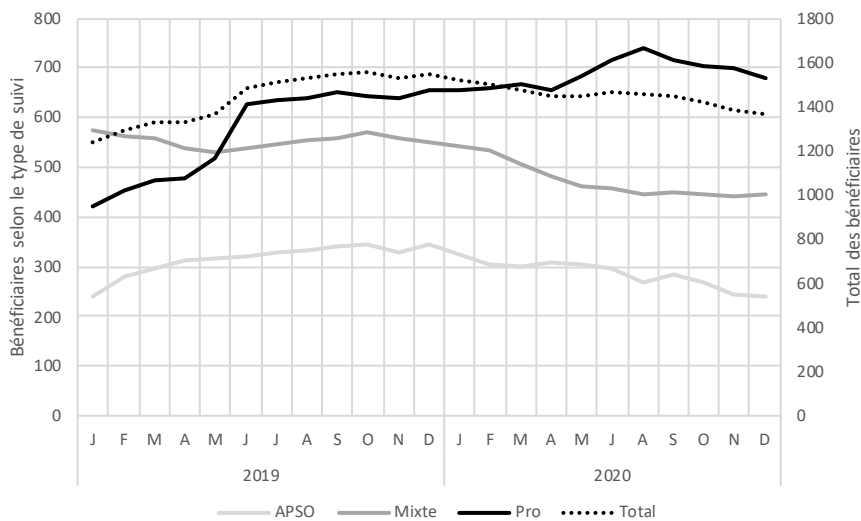
Sont inscrit.e-s au programme FORJAD (formation jeunes adultes 18-24 ans) ou FORMAD (formation adultes 25-40 ans), les bénéficiaires de l'aide sociale qui entreprennent un apprentissage et doivent être mis au bénéfice d'un accompagnement par AccEnt du Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ).

Depuis 2017, le SSL recense également le nombre de bénéficiaires qui entrent en formation, sans demander le soutien des programmes FORJAD et FORMAD. Leur nombre s'élève à neuf pour 2020 (huit pour les 18-24 ans et une pour les 25-40 ans).



**Unité commune ORP – CSR**

**Nombre mensuel moyen de bénéficiaires, selon le type de suivi**



Depuis le 7 octobre 2018, le dispositif de l’Unité commune ORP-CSR est généralisé et pérennisé. Les bénéficiaires RI sont suivis par des conseiller-ère-s en personnel de l’ORP (suivi PRO) ou des assistant-e-s sociaux-ales (suivi APSO), voire par les deux corps de métier (suivi mixte). Le nombre de bénéficiaires RI suivis à l’Unité commune a connu une légère baisse en 2020, par rapport à 2019. Ceci est principalement dû à la prolongation des indemnités de chômage décidée dans le cadre des mesures de soutien liées à la pandémie.

**Domaine 2 – Unités spécialisées**

**Unité logement (UL)**

**Evolution des demandes**

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 en %
Nouvelles demandes	110	122	114	158	108	-32%
Selon type de problématique						
— accès au logement	1'144	1'165	966	1'074	908	-15%
— maintien dans le logement	218	225	179	152	89	-41%
Ménages ayant été au bénéfice d'un appui social lié au logement dans l'année	981	906	812	874	779	-11%

Les nouvelles demandes recouvrent toutes celles adressées à l’UL, soit les demandes provenant de l’Unité information sociale et des unités d’action sociale du SSL (assistant-e-s sociaux-ales généralistes), les avis d’exécutions forcées de la Justice de paix, les demandes d’autres institutions sociales, ainsi que les demandes d’appui des sous-locataires du parc UL. Sont également comptabilisées les demandes qui sont adressées à l’Unité logement et qui ne donnent pas lieu à la délivrance d’une prestation.

**Evolution du parc de logements – état au 31 décembre de chaque année**

Objets et gérances	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 en %
Nombre d'objets total	–	–	537	600	596	574	623	+9%
Selon types d'objets								
— logements sociaux loués à des gérances	–	–	440	418	390	378	403	+7%
— chambres meublées (communautaires, pension Simplon, César-Roux 16, Epinette 4-6, Le Patio)	–	–	84	112	120	108	127	+18%
— chambres d’hôtel conventionnées	4	7	13	70	86	88	93	+6%
Nombre de gérances	45	50	51	55	56	57	55	-4%

**Evolution des entrées et sorties du parc de logement**

Parc de logement	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 en %
Entrées	106	147	168	263	270	306	361	+12%
— dont hôtels conventionnés	—	—	—	—	127	131	111	-15%
Sorties	104	98	126	276	274	317	355	+12%
— dont hôtels conventionnés	—	—	—	101	110	121	143	+18%
— dont sorties avec un bail en nom propre	58	63	88	135	147	115	98	-15%

**Les expulsions**

En 2020, l'Unité logement a traité 74 avis d'expulsion de la Justice de Paix contre 101 en 2019. Ces 74 avis ont donné lieu à 53 exécutions forcées d'expulsion, contre 71 en 2019.

**Unité d'assainissement financier (Unafin)****Evolution des demandes et prestations**

Dossiers	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 en %
Nouveaux dossiers ouverts durant l'année	203	241	215	211	193	278	197	-29%
Demandes HoRlzon (conseil aux bénéficiaires RI)	97	196	295	226	235	195	123	-37%
Dossiers en cours au 31 décembre	206	249	271	233	233	290	231	-20%

La nette diminution du nombre de nouveaux dossiers s'explique par le semi-confinement. Il n'y a eu que huit nouveaux dossiers de suivis et 14 entretiens HoRlzon entre mars et mai. Les mois de juin et novembre sont également au-dessous de nos moyennes habituelles, avec respectivement 15 et 11 dossiers de suivis ouverts.

**Dossiers fermés en 2020**

	2015 (nbre/%)	2016 (nbre/%)	2017 (nbre/%)	2018 (nbre/%)	2019 (nbre/%)	2020 (nbre/%)	Variation 2019-2020 en %
Dossiers fermés durant l'année:	200/100	205/100	254/100	191/100	223/100	258/100	+16%
Désendettement (total ou partiel)	19/10	24/12	32/13	23/12	46/21	44/17	-4%
Stabilisation de l'endettement	24/12	25/12	32/13	45/23	23/10	24/9	+4%
Bilan endettement et infos	97/49	124/60	145/57	95/50	103/46	107/41	+4%
Réponse à des demandes spécifiques	20/10	11/5	18/7	13/7	15/7	35/14	+133%
Autres (interruptions, abandon du projet, etc.)	40/20	21/10	27/11	15/8	36/16	48/19	+33%

La crise sanitaire a provoqué une instabilité des situations professionnelles de beaucoup de nos bénéficiaires qui empêche d'envisager un désendettement et conduit à la fermeture de leur dossier par l'Unafin.

**Actions de prévention et de formation**

Nombre de participant-e-s	2016	2017	2018	2019	2020
Jeunes adultes au RI (participant-e-s à des mesures d'insertion), apprenti-e-s et publics spécifiques	406	622	935	644	366
Curateur-trice-s privé-e-s et professionnel-le-s de l'OCTP	89	92	133	132	58
Permanence téléphonique Parlons Cash! (nbre appels)	379	520	530	720	569

Un grand nombre d'actions de prévention a dû être annulé durant le semi-confinement. Une partie de ces actions a pu avoir lieu durant l'automne, mais les actions prévues en fin d'année ont à nouveau dû être annulées. En revanche, la *hotline* Parlons Cash! a pu être maintenue tout au long de l'année, grâce à la possibilité de la dévier sur les téléphones des collaboratrices.

**Unité insertion (UI)**

L'Unité insertion apporte son soutien aux bénéficiaires du RI pour élaborer, valider et mettre en œuvre un projet de formation ou un projet professionnel. La crise sanitaire a provoqué une baisse du nombre des demandes adressées à l'UI. En 2020, l'unité a suivi 296 personnes, dont 66 de 18-24 ans. Ce suivi a pris fin pour 146 d'entre elles, avec les principaux résultats suivants:

Motif de fin de prise en charge	2014 (nbre/%)	2015 (nbre/%)	2016 (nbre/%)	2017 (nbre/%)	2018 (nbre/%)	2019 (nbre/%)	2020 (nbre/%)
Entrée en formation professionnelle	52/22	68/27	77/30	67/25	45/19	47/19	28/19
Prise d'emploi	30/13	32/13	17/7	17/6	29/12	29/12	15/10
Retour à l'AS avec bilan ou projet	17/7	29/11	28/11	29/11	26/11	49/20	32/22
Mesure d'insertion (MIS) ou stage en entreprise de longue durée	17/7	23/9	16/6	11/4	18/7	11/4	13/9
Transfert à l'Unité commune ORP-CSR avec projet clarifié	-	-	-	-	-	41/17	13/9

### Unité acquisition compétences de base (CIFEA)

La Ville de Lausanne, via le SSL, achète des cours à la Communauté d'intérêt pour la formation élémentaire des adultes (CIFEA), afin de les offrir aux Lausannois-e-s en situation de précarité socio-économique et ne bénéficiant pas d'autres mesures de formation. La CIFEA est composée de cinq associations: Centre d'études, de formation et d'insertion par la langue (CEFIL)-Le Relais, Espace femmes-Appartenances, Corref, Français en jeu et Lire et écrire. Le montant engagé par la Ville de Lausanne a diminué du fait d'une nouvelle participation cantonale.

	2017	2018	2019	2020
Nombre de places de cours conventionnées	4'191	4'325	4'184	4'179
Nombre d'heures de cours conventionnées	145'024	151'637	146'280	144'781
Montant SSL (en CHF)	3'145'400.18	3'152'747.61	3'153'549.81	3'075'279.32
Total montant SSL + autres financements* (en CHF)	3'649'250.70	3'773'329.45	3'787'135.56	3'798'763.47

\*DEIS, DGEP, DSAS, BLI, SAJE

### Unité mobilité

#### Evolution des courses de loisirs subventionnées en faveur de personnes à mobilité réduite

	Taxis			Transport Handicap Vaud (THV)			Total		
	Usager-ère-s	Courses	Dépenses nette (CHF)	Usager-ère-s	Courses	Dépenses nette (CHF)	Usager-ère-s	Courses	Dépenses nette (CHF)
2016	613	22'296	375'988.00	664	9'114	337'563.50	1'277	31'410	713'551.50
2017	704	24'020	394'422.20	646	9'361	347'470.65	1'350	33'381	741'892.85
2018	861	29'077	473'196.50	693	9'777	370'129.58	1'554	38'854	843'326.08
2019	1'023	33'361	550'673.40	682	10'460	384'176.75	1'705	43'821	934'850.15
2020	n.d.	25'828	389'585.80	568	5'567	198'079.75	n.d.	31'395	587'665.55

L'accroissement du nombre de courses et de la dépense constaté depuis plusieurs années a été stoppé par la crise sanitaire. L'exercice 2020 enregistre par rapport à 2019, une diminution de la dépense totale et du nombre de courses. Cette diminution est plus marquée chez THV qui est notamment affecté au transport des résidents en EMS, lesquels ont fait l'objet d'un confinement strict.

A noter que le changement en cours d'année par les taxis du système de numérotation de leurs bénéficiaires rend leur décompte impossible.

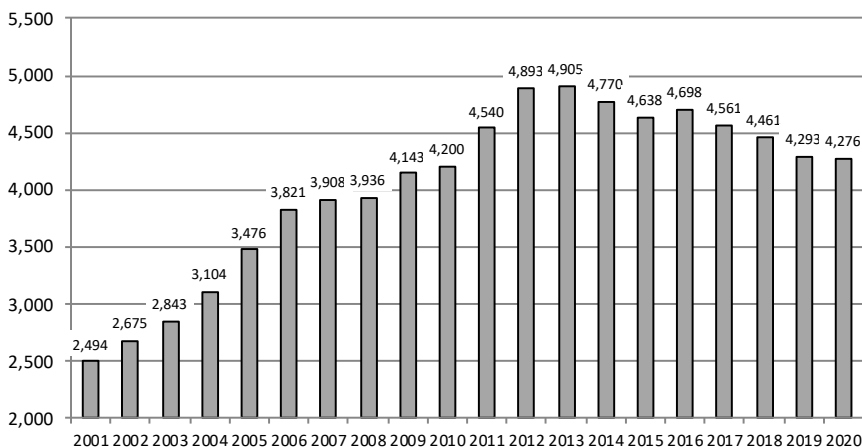
## Garantir le minimum vital

### Domaine 3 – Revenu d’insertion (RI)

#### Evolution de la demande du RI – Dépenses et nombre de dossiers

##### Evolution des dossiers des régimes cantonaux

SSL - Moyenne mensuelle du nombre de dossiers payés  
(Bouton d’Or, RMR, ASV et RI)



La décre de la moyenne mensuelle du nombre de dossiers payés s’est atténuée entre 2019 et 2020 (-0.4%). Ceci s’explique essentiellement par le fait qu’un plus grand nombre de dossiers RI ont fait l’objet de paiements durant la période de mars à mai 2020, soit durant le semi-confinement dû au Covid-19, accroissant ainsi la moyenne annuelle. La répartition des dossiers par classe d’âge est semblable à celle de 2019: ceux des 18-25 ans représentent le 16% de l’ensemble, ceux des 26-49 ans le 57%, et ceux des 50 ans et plus le 27%.

Les mineur·e·s représentent 23% des bénéficiaires du RI. Ceux-ci vivent à raison de 67% dans un ménage monoparental. Concernant les personnes majeures, 65% d’entre elles vivent seules et 46% sont dépourvues de formation professionnelle. En outre, 37% des bénéficiaires suisses et 53% des bénéficiaires d’origine étrangère sont dépourvus de formation professionnelle, ce qui explique le plus fort taux d’aide sociale chez ces derniers.

##### Evolution des dépenses brutes et nettes RI

Année	Dépense brute (CHF)	Evolution en %	Encaissement (CHF)	Evolution en %	Dépense nette (CHF)	Evolution en %
2016	124'607'671.99	+1.8	15'144'671.04	-13.0	109'463'000.95	+4.2
2017	122'257'332.53	-1.9	18'976'359.72	+25.3	103'280'972.81	-5.6
2018	121'929'689.83	-0.3	23'144'507.43	+22.0	98'785'182.40	-4.4
2019	117'625'604.01	-3.5	24'750'044.74	+6.9	92'875'559.27	-6.0
2020	117'908'159.95	+0.2	24'222'589.32	-2.1	93'685'570.63	+0.9

La dépense s’est accrue de 0.2%, en raison d’une plus forte demande entre mars et mai 2020. La dépense brute pour les dossiers des 18-25 ans a chuté de 3.1% et représente 9.4% de la dépense totale. Chez les 26-39 ans, ces taux sont respectivement de +1.6% et de 35.2%, et de -5.3% et de 25.8% chez les 40-49 ans. Enfin, les dossiers des 50 ans et plus voient leur dépense s’accroître de 7.3% et représentent 29.6% de la dépense totale.

L’augmentation de la dépense RI nette (+0.9%) est légèrement plus importante que celle de la dépense brute en raison d’un volume moindre des encaissements (-2.1%). Ce dernier est notamment imputable à la diminution des encaissements dans certains postes importants, telles les avances RI sur bourses de l’Office cantonal des bourses d’études et d’apprentissage (-13.9%), celles sur chômage (-6.7%) et sur rente de l’Assurance invalidité (-3.0%). À l’inverse, les encaissements pour avances RI sur prestations complémentaires croissent de 9.3%.

## Enquêtes et perceptions indues

### Evolution des enquêtes demandées, menées

Enquêtes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Demandées	144	107	146	133	143	143	117	91
Menées	138	128	134	250	252	312	238	135
— dont enquêtes administratives	–	–	–	115	111	146	118	52

Les activités d'enquêtes ont totalement été suspendues de mars à mai 2020 en raison du Covid-19. Les demandes d'enquêtes ont dès lors fortement diminué durant cette période. Elles ont repris un volume conforme aux chiffres habituellement constatés à partir du mois de septembre 2020.

### Perceptions indues et restitutions

Année	Décisions d'indus établies (RI+ASV+RMR) en CHF	Montants restitués en CHF
2016	2'660'830.56	-1'274'611.05
2017	2'187'059.11	-1'213'277.79
2018	2'380'531.17	-1'360'974.57
2019	2'111'812.97	-1'158'536.35
2020	1'249'038.15	-1'167'505.08

La baisse de 50% du nombre de décisions d'indus rendues impacte logiquement le montant total des dites décisions. Cette baisse s'explique par le fait de la mesure décidée par le Canton de suspendre le traitement des indus durant les mois de mars à mai 2020.

### Evolution des plaintes et dénonciations pénales pour fraude

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Plaintes pénales (148a CP, escroquerie, faux dans les titres)	53	94	25	30	56	91	84	80
Dénonciations pénales préfectorales: fraudes sans astuce (contraventions à la LASV)	144	173	255	167	92	–	–	–
Plaintes pénales à rédiger	–	–	–	–	180	184	202	92

L'optimisation du processus de dépôt des plaintes pénales et l'augmentation des ressources en personnel a permis de réduire fortement le retard accumulé.

## Réduire les risques liés à la consommation de drogues, favoriser l'insertion et la thérapie

### Domaine 4 – Prévention – Dispositif addictions

En 2020, le travail de coordination avec les autres services de la Ville, les partenaires du réseau et le Canton, s'est poursuivi. Les mesures du Corps de police contre le deal de rue, l'ouverture de l'Espace de consommation sécurisé (ECS) et le programme de prescription d'héroïne, sont autant de paramètres qui ont une influence sur les dispositifs sociosanitaires, de sécurité et de propreté urbaine. Un important travail de coordination est nécessaire dans un tel contexte et le dispositif addictions a joué un rôle important en 2020 pour mettre les acteurs impliqués autour de la table et trouver des solutions pour améliorer la situation.

### Nombre de seringues distribuées (Fondation ABS)

Modalités	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Distribus	64'885	88'092	95'562	95'195	98'501	103'366	66'887	58'996
Passage	23'806	29'174	26'328	28'626	32'218	38'166	47'596	56'039
Automates	0	0	8'808	34'872	18'965	14'921	15'391	15'300
Total	88'691	117'266	130'698	158'693	149'684	156'453	129'874	130'335

Un automate à seringues, modèle échangeur uniquement, a été réinstallé sur la descente de Bel-Air, en septembre 2015. Depuis novembre 2016, les boîtes ne contiennent plus qu'une seringue, ce qui explique la diminution.

La diminution constatée au Distribus, à la suite de la réduction de ses horaires de présence à la Riponne depuis janvier 2019, est compensée par l'augmentation de la remise de seringues au Passage.

### Espace de consommation sécurisé (ECS)

A la suite de l'adoption du préavis N° 2016/41 («*Politique communale en matière de drogues*»), le SSL a coordonné la mise en œuvre de l'ECS, incluant le mandat de la conduite du projet pilote pour une durée de trois ans qui a été confié à la Fondation ABS. L'ECS a ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

	Dès 10.2018	2019	2020
Contacts <sup>1</sup>	2'415	14'008	14'340
Contacts hommes	2'057	12'216	11'625
Contacts femmes	358	1'789	2'714
Selon types de consommation	-	-	-
— par injections	1'693	8'176	7'985
— par inhalations	661	5'332	5'882
— par sniffs	61	498	464

<sup>1</sup> Par contact est entendu le nombre de passages, une même personne pouvant donner lieu à plusieurs contacts.

Le nombre de contacts (consommations) à l'ECS a continué d'augmenter début 2020 avec jusqu'à 59.3 contacts en moyenne par jour en février 2020. La crise sanitaire a ensuite eu un impact sur la fréquentation de l'ECS et les mois de mars, avril et mai, ont connu une diminution importante (jusqu'à 22.8 contacts en moyenne par jour pour le mois de mai). Une augmentation de la fréquentation est ensuite constatée et la moyenne pour 2020 est de 35 contacts par jour.

Depuis le début de cette expérience pilote (octobre 2018), ce sont en tout 706 personnes différentes qui se sont inscrites à l'ECS (207 nouvelles personnes pour 2020). L'injection reste le mode de consommation privilégié (55.7%), devant l'inhalation (41%) et la cocaïne (64.8%) est de loin la substance la plus consommée devant l'héroïne (19.7%).

### Appui socio-éducatif

La Fondation ABS offre un accueil aux personnes dépendantes et précarisées et vise à maintenir le lien social tout en réduisant les risques liés à la consommation de produits stupéfiants.

### Contacts au Passage (Fondation ABS)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contacts	24'021	23'616	20'521	20'400	17'283	17'327	22'618
Contacts hommes	20'896	21'043	18'659	18'688	15'805	15'275	19'199
Contacts femmes	3'125	2'573	1'859	1'712	1'478	2'052	3'598
Nouvelles personnes accueillies/acceptées	324/200	379/187	257/134	284/136	185/146	328/273	454/374

### Contacts à la Terrasse (Fondation ABS)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contacts	13'661	12'862	15'322	13'297	11'574	3'871
Contacts hommes	12'535	11'915	14'201	12'210	10'121	3'257
Contacts femmes	1'126	1'098	1'121	1'087	1'453	614
Nouvelles personnes accueillies/acceptées	142/101	99/52	89/87	91/89	328/273	454/374

Le nombre des nouvelles personnes accueillies à la Terrasse et au Passage est identique, car tout-e usager-ère nouvellement accueilli-e à ABS peut bénéficier de ces deux prestations.

La forte diminution des contacts à la Terrasse est due à la fermeture de cette prestation durant une grande partie de l'année, en lien avec la crise sanitaire.

### Contacts à Fleur de Pavé

L'association Fleur de Pavé offre un lieu d'écoute, de soutien et d'accompagnement aux personnes exerçant la prostitution afin de diminuer les risques liés à cette activité.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contacts au bus	11'705	11'402	12'141	9'090	7'110	4'135
Contacts au bureau	643	934	949	651	972	1'736
Contacts dans les établissements	587	690	793	900	899	685

Le contexte de pandémie a eu un impact important sur l'exercice de la prostitution de rue. Une diminution des contacts au bus et une augmentation des contacts au bureau pour répondre aux nombreuses demandes d'aide d'urgence ont été constatées.

**Activités créatives, sportives, culturelles**

Les associations l'Eveil et Sport'Ouverte proposent des ateliers et des activités favorisant l'insertion sociale des personnes en difficultés psychologiques, sociales, et souffrant de dépendances.

Programmes	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Éveil – personnes par jour d'ouverture (moyen)	28	34	28	34	40	38
Éveil – nombre total de personnes accueillies	190	184	192	233	264	253
Éveil – nombre total d'inscription aux ateliers	6'794	7'643	7'621	9'703	11'026	8'914
Sport'Ouverte – personnes accueillies dans le cadre des activités régulières	1'993	2'283	2'603	3'434	3'150	1'921
Sport'Ouverte – camps/nombre total de journées (séjours et sorties)	6/24	6/35	4/36	4/39	3/36	4/30

Ces différentes prestations ont dû être adaptées au contexte particulier de la pandémie, ce qui explique une diminution des personnes accueillies en 2020 par rapport à 2019.

**Couvrir les besoins vitaux des personnes en grande précarité****Domaine 4 – Prévention – Aide sociale d'urgence**

En 2020, le dispositif d'aide sociale d'urgence a été fortement marqué par la crise sanitaire liée au Covid-19, tant au niveau de la réorganisation des prestations, de la nécessité de mettre en place de nouvelles structures, que sur le plan de la fréquentation de certaines prestations.

D'une manière générale, une part importante du temps de travail de la responsable du dispositif d'aide sociale d'urgence est dédiée à la coordination entre les partenaires actifs sur le terrain, à savoir les institutions du réseau, les services de la Ville impliqués (tels que le Corps de police et le Service de la propreté urbaine), et les entités cantonales concernées (Direction générale de la cohésion sociale, Direction de la santé publique, Equipe mobile d'urgences sociales, notamment). Ce travail de coordination et de communication, a été d'autant plus important pendant la crise sanitaire, y compris avec l'Etat-major de crise de la Ville (EM-DIAM).

**Hébergement****Evolution des nuitées**

Hébergement	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Abri PC (abri l'Etape depuis 2018)	7'169	11'568	11'160	13'327	11'145	10'604	9'729	10'069	14'662
Marmotte	11'738	11'681	11'803	12'254	12'454	13'212	12'268	11'966	9'216
Sleep In	9'380	9'499	9'521	10'957	11'529	12'710	12'784	12'419	10'534
Bâtiment admin de la Pontaise	-	-	-	-	-	-	-	-	3'724
Salle de Gym du Bugnon	-	-	-	-	-	-	-	-	2'400
Montolieu	-	-	-	-	-	-	-	-	1'807
<b>Total</b>	<b>28'314</b>	<b>32'748</b>	<b>32'484</b>	<b>36'538</b>	<b>35'128</b>	<b>36'526</b>	<b>34'781</b>	<b>34'454</b>	<b>42'343</b>

La crise sanitaire a bouleversé l'organisation du dispositif d'hébergement d'urgence. Afin de permettre le respect des règles de distanciation sociale, les hébergements ont dû réduire leur capacité en limitant le nombre d'usager-ère-s par chambre. Afin de compenser la perte de ces lits et d'accueillir sur des sites spécifiques les sans-abri malades du Covid-19, trois nouveaux hébergements d'urgence nocturnes ont été mis sur pied de manière temporaire dans le courant de 2020, augmentant significativement le nombre de nuitées réalisées durant l'année.

**Evolution des personnes accueillies**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de personnes différentes accueillies	2'091	1'961	1'756	1'708	1'443	1'551

En 2020, 1'551 personnes différentes ont fréquenté les structures d'hébergement d'urgence de la Ville, dont 83% d'hommes, 13% de femmes et 4% d'enfants. La nationalité la plus représentée parmi les usager-ère-s est la nationalité roumaine, avec 23% d'usager-ère-s. Vient en deuxième position la nationalité nigériane avec 21%, suivie de 8% de français-e-s et de 6% de suisses.

**Nombre de refus enregistrés dans le dispositif**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de refus	11'313	6'774	12'445	8'492	4'890	4'363

Le nombre de refus représente le cumul des refus annoncés chaque jour dans les trois hébergements, ainsi qu'au Bureau des réservations. A noter qu'une personne peut se voir annoncer, dans la même journée, plusieurs refus, si elle s'est présentée à plusieurs endroits. Ainsi, et pour l'ensemble du dispositif, on compte, en 2020, douze refus en moyenne par jour, contre treize en 2019. On notera aussi que pendant la période de semi-confinement, entre mars et mai et à partir de novembre, le dispositif a compté suffisamment de places pour pouvoir accueillir toutes les personnes sans abri souhaitant dormir dans un hébergement.

### Durée de présence des usager·ère·s dans le dispositif d'hébergement d'urgence

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
De 1 à 3 jours (durée en %)	47	40	35	37	34	32	28
De 4 à 30 jours (durée en %)	31	34	37	32	33	34	36
De 1 à 3 mois (durée en %)	14	17	18	16	21	18	20
De 3 à 6 mois (durée en %)	5	5	7	9	7	9	10
De 6 à 9 mois (durée en %)	2	2	7	3	4	5	4
De 9 à 12 mois (durée en %)	1	2	1	3	1	2	2
Durée moyenne des présences (durée en nombre de jours)	25	30	32	40	38	43	42

Depuis l'ouverture du Bureau des réservations en décembre 2012, 10'520 personnes différentes ont fréquenté les hébergements d'urgence. Entre décembre 2012 et décembre 2020, deux tiers des usager·ère·s (67%) les ont fréquentés sur une durée totale de moins de trois mois.

### Le Répit (Fondation Mère Sofia)

Dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et la Fondation Mère Sofia, le Répit a été ouvert pour le troisième hiver consécutif, du 1er décembre 2019 au 1er juin 2020, soit une ouverture prolongée de deux mois en raison du Covid-19. Offrant un lieu d'accueil de nuit, gratuit et sans inscription, aux personnes sans abri et en situation de vulnérabilité ou concernées par les addictions, le Répit a mis à disposition un lieu chauffé, la possibilité de se reposer sur des lits de camp, ainsi que de petites collations entre 22h et 8h; l'échange de matériel stérile en dépannage y est également proposé. Cette structure a permis de compléter le dispositif d'hébergement d'urgence hivernal lausannois. Le lieu a dû être réorganisé, afin de respecter les règles d'hygiène et de distance liées à la crise sanitaire: de 100 places usuelles, il a passé à un accueil de 35 personnes par soir, entre les mois de mars et fin mai; il a comptabilisé 10'693 entrées pendant ses six mois d'ouverture, composées de 96% d'hommes et 4% de femmes.

Le projet est reconduit pour la saison d'hiver 2020-2021. Il a ouvert le 1<sup>er</sup> novembre 2020 dans un espace beaucoup plus vaste (les Halles Nord de Beaulieu), permettant l'accueil de 100 personnes par soir.

### Accueil de jour

#### Fréquentation de l'Espace

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'entrées	32'411	21'821	27'836	30'968	26'280	24'418	15'778
Moyenne journalière	124	84	107	117	100	94	69

#### Evolution des prestations de l'Espace

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de consignes à bagages occupées (au 31 décembre)	35	43	35	16	45	60	41
Nombre de personnes disposant d'une adresse postale (au 31 décembre)	355	485	665	1'044	1'379	1'616	1'836
Nombre de contacts dans les permanences infirmières	588	590	717	771	712	702	420
Nombre de contacts dans les permanences sociales	2'713	1'988	3'010	3'455	3'136	3'457	2'052

La crise sanitaire a également eu un impact sur l'organisation et la délivrance des prestations de l'Espace. Non seulement a-t-il dû fermer les portes de sa prestation d'accueil libre pendant les mois de semi-confinement, mais il a également dû drastiquement réduire sa capacité d'accueil, à partir du moment où sa réouverture a été possible.

### Aide alimentaire

#### Distribution de nourriture par la Centrale Alimentaire de la Région Lausannoise (CARL)

La CARL récolte des denrées alimentaires et d'hygiène, notamment des invendus de grandes surfaces et des produits frais des maraichers, et les redistribue à ses 34 associations membres.



	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Kilos	600'000	520'000	565'000	564'000	558'000	431'000	427'000	548'000	711'000

La crise sanitaire a eu un impact considérable sur son organisation et l'ampleur de son activité. En effet, d'une part l'augmentation de la précarisation de la population, durant l'année 2020, a conduit les associations actives dans la distribution alimentaire à augmenter drastiquement le nombre de sacs d'aide alimentaire distribués. D'autre part, plusieurs nouveaux acteurs associatifs, soutenus par la CARL, se sont lancés dans la distribution alimentaire à Lausanne, augmentant fortement la demande en denrées alimentaires auprès de la CARL. Celle-ci a redoublé d'efforts pour acquérir suffisamment de produits afin de répondre à cette demande croissante; elle a notamment pu bénéficier de l'action des Samedis du partage qui a permis de récolter 66.5 tonnes de marchandises en 2020.

#### Nombre de repas servis à la Soupe Populaire (Fondation Mère Sofia)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Repas	63'389	60'966	68'452	73'616	82'081	82'578	76'798	74'886	92'480

La Fondation Mère Sofia s'est elle aussi réorganisée pendant la crise sanitaire, en distribuant les repas du soir en extérieur et à l'emporter, afin de permettre le respect des règles sanitaires. Elle a également commencé à offrir des repas de midi trois fois par semaine, à partir de la mi-novembre. Ces éléments expliquent l'augmentation du nombre de repas servis pendant l'année.

## Service du travail (ST)

### Principales missions du service

#### Office régional de placement (ORPL)

- s'efforcer de proposer un poste adéquat à chaque demandeur-eresse d'emploi
- conseiller les demandeur-eresse-s sur les possibilités de mesures actives telles que des cours ou des programmes d'emplois temporaires
- prospecter les entreprises, afin de les inciter à annoncer leurs postes disponibles au Service public de l'emploi

#### Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)

- faciliter l'insertion professionnelle par le financement d'une formation ou des frais liés à l'exercice d'une profession

#### Emploi Lausanne

- organiser dans de nombreux métiers des programmes d'emplois temporaires dans le but d'augmenter les qualifications des demandeur-eresse-s d'emploi
- proposer des mesures adaptées aux bénéficiaires de l'assurance-chômage, du revenu d'insertion et de l'assurance-invalidité
- entretenir un réseau de places d'accueil en étroite collaboration avec les services de la Ville et des institutions à but non lucratif

#### Inspection du travail Lausanne (ITL)

- veiller, par une politique d'information préventive et par des contrôles, au respect par les entreprises lausannoises de la bonne application de la loi sur le travail, de la loi sur l'assurance-accident et de la loi sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques
- renseigner les personnes qui habitent ou travaillent à Lausanne dans le domaine du droit du travail (public et privé)

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration ST	11.80	10.80	11.90	11.90
Emploi Lausanne	48.85	44.30	48.85	44.30
FLAT	1.50	1.50	1.50	1.50
Inspection du travail	7.30	7.30	7.30	5.10
Office régional de placement	104.80	61.30	104.80	72.70
Unité commune ORP-CSR	27.60	25.80	27.60	24.40
<b>Total service</b>	<b>201.85</b>	<b>151.00</b>	<b>201.95</b>	<b>159.90</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.10</b>

### Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration ST	12	10.80	13	11.90
Emploi Lausanne	53	44.30	53	44.30
FLAT	2	1.50	2	1.50
Inspection du travail	9	7.30	6	5.10
Office régional de placement	66	61.30	77	72.70
Unité commune ORP-CSR	28	25.80	26	24.40
<b>Total service</b>	<b>170</b>	<b>151.00</b>	<b>177</b>	<b>159.90</b>

### Apprenti·e·s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration ST	2	2
Emploi Lausanne	1	1
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	16	22
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
<b>Total service</b>	<b>16</b>	<b>23</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	9
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	2
Licenciement suppression poste	1
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>16</b>

## Evènements marquants

L'organisation du Service du travail a été fortement impactée en 2020 par la crise du Covid-19, mais de façon différenciée, selon les principales unités métier du service: Office régional de placement, Unité commune ORPCSR, Emploi Lausanne, Inspection du travail. Le détail des impacts sur les principales prestations de ces unités est donné dans la suite du rapport.

Le Service du travail a néanmoins pu poursuivre un certain nombre de réalisations en cette année 2020, dont les principales sont les suivantes:

- la montée du chômage survenue en 2020 a rendu nécessaire l'engagement de personnel supplémentaire pour l'ORP. La pandémie a également accéléré le projet du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) visant à offrir des services en ligne sur le site travail.swiss aux demandeur-eresse-s d'emploi;
- l'Unité commune ORP-CSR (UC) a intégré dans son dispositif les bénéficiaires du Revenu d'insertion de l'Est lausannois, éligibles au dispositif de l'UC;
- Emploi Lausanne a débuté le développement d'une nouvelle base de gestion informatisée des mesures effectuées par les personnes accueillies dans ses structures. Ce projet essentiel a bénéficié de l'appui du responsable des systèmes d'information de la direction SCS et du Service d'organisation et d'informatique (SOI);
- le Service du travail a implémenté un nouveau logiciel d'inventaire en tant que service pilote pour la Ville.

## Principales activités 2020

### Unité ressources humaines (URH)

L'activité de l'URH n'aura pas été de tout repos en 2020. En premier lieu, après plusieurs mois de vacance du poste, un nouveau RRH a pris ses fonctions le 6 janvier 2020.

Le mois de mars 2020 restera dans l'inconscient collectif un mois marquant et exceptionnel. Au même titre que ses homologues des autres services de la Ville, l'URH a dû relever les nombreux défis générés par la pandémie (déploiement du télétravail, digitalisation de procédures, gestion des présences, recensement des absences liées à la pandémie et prise des dispositions ad hoc, information au personnel).

De surcroît, en raison des impacts économiques de la pandémie et de la nature des activités propres au service, soit la protection des travailleur-euse-s sur le territoire communal, ainsi que la prise en charge et l'aide à la réinsertion professionnelle des demandeur-eresse-s d'emploi lausannois-e-s, il a fallu significativement augmenter l'effectif du personnel, afin de faire face à l'accroissement du nombre de demandeur-eresse-s d'emploi. L'URH a ainsi apporté son soutien dans le recrutement et/ou le transfert de plus de 35 collaborateur-trice-s (CDI, CDD et auxiliaires).

### Unité support

En 2020, si l'Unité support n'a pas changé de structure organisationnelle, la crise du coronavirus a constitué un défi important pour celle-ci. Outre les adaptations importantes qu'a exigé le passage en mode télétravail pour l'entité Administration-Comptabilité-Intendance (ACI), c'est surtout l'entité Informatique et télécoms (SSTLUit) qui a supporté la part la plus importante des travaux d'adaptation du fonctionnement du service.

L'année 2020 a également vu la mise en place de la nouvelle organisation d'ACI, initiée à fin 2019, à la suite de l'arrivée de la collaboratrice engagée au titre de spécialiste en finances et comptabilité. Après 14 mois, l'ensemble des collaborateur-trice-s d'ACI est satisfait de la bonne dynamique trouvée. Cette constatation permet de pérenniser cette organisation.

### Finance et gestion des locaux

Pour l'année sous revue, l'activité du groupe ACI s'est poursuivie dans les domaines de la comptabilité et de l'intendance. Les procédures de travail n'ont pu que partiellement être adaptées au télétravail, la nature des travaux comptables effectués imposant le présentiel. En outre, cette entité n'a pu être mise que tardivement au bénéfice de matériel informatique portable. De plus, l'Unité support a poursuivi, en collaboration avec divers services de la Ville, le travail d'introduction d'un logiciel d'inventaire. Ce projet a avancé lentement, principalement en raison de la disponibilité faible du fournisseur français de logiciel. Les inventaires initiaux ont été réalisés et la prise d'inventaire 2020 aura lieu au début de 2021.

## Informatique

Pour l'Unité Informatique et Télécoms (SSTLUit), 2020 fut une année parfaitement stable en terme de personnel. Sous l'angle du support informatique, l'entité continue à fournir ses services dans le cadre des déménagements, des créations d'unités ou des prises de nouveaux locaux. Cependant, SSTLUit, en collaboration avec le SOI, a fourni un travail très conséquent dans le cadre de la mise à disposition d'infrastructures informatiques au domicile des collaborateur-trice-s, soit:

- lors de la première vague, la configuration, l'installation, et la livraison des 100 desktops de l'ORP de Lausanne: cette situation a induit journalièrement une très importante activité de support;
- en prévision de la deuxième vague, la configuration et la distribution de 100 laptops, acquis sous financement de l'Etat de Vaud, au bénéfice dudit ORP.

## Documentation et archivage

Le documentaliste-archiviste du Service du travail a été très actif dans les travaux de mise en place du logiciel d'inventaire, en appui à l'Unité Support.

## Office régional de placement (ORP)

Le début de l'année 2020 s'est déroulé sans événement notable, en regard des bouleversements qui allaient survenir. Dès la décision du Conseil fédéral ordonnant le semi-confinement, le SECO a communiqué les lignes directrices à suivre et nous avons très rapidement reçu des instructions de la part du Service de l'emploi (SDE) et de la direction du Service du travail, pour assurer leurs mises en œuvre concrète au sein de notre dispositif. Celles-ci consistaient à réorganiser immédiatement nos activités en déployant, dans toute la mesure du possible, le télétravail afin d'éviter les interactions en présentiel avec les demandeur-eresse-s d'emploi, tout en poursuivant nos missions, notamment les inscriptions des demandeur-eresse-s d'emploi, les plus fragiles l'ayant perdu immédiatement, et en accompagnant ceux déjà suivis par notre Office.

La mise en œuvre du télétravail, en dépit d'un matériel informatique destiné à être fixe, s'est réalisée en un temps record et l'office a pu compter sur un engagement exemplaire de toutes les parties prenantes, autant de l'ensemble des collaborateur-trice-s et des cadres du dispositif que de la part du support informatique.

Ce nouveau mode de collaboration a été accompagné par des dispositions ponctuelles du SECO, qui a accepté, pour une durée limitée à 6 mois, la possibilité d'inscrire les nouveaux-elles demandeur-eresse-s d'emploi et assurer les entretiens de suivi par téléphone, cette dernière mesure est toujours en vigueur à l'heure actuelle. Compte tenu des impacts de la crise sanitaire sur le marché du travail, le nombre d'indemnités journalières de chômage a également été augmenté jusqu'à 120 unités supplémentaires.

Ainsi l'ORP de Lausanne a pleinement fonctionné avec un dispositif remanié depuis le 23 mars jusqu'au mois de juin, sans recevoir de demandeur-eresse-s d'emploi physiquement, le bâtiment de Chaudron 9 ayant été fermé au public pendant cette période. A compter du mois de juin, celui-ci a été rouvert progressivement au public, avec un service de sécurité à l'entrée, l'ORP ne recevant les demandeur-eresse-s d'emploi que pour les inscriptions et le premier entretien de bilan.

Le nombre de demandeur-eresse-s d'emploi s'est inscrit en forte hausse à compter du mois de mars, l'office a ainsi comptabilisé plus de 1'000 nouveaux dossiers pendant les premiers mois de la pandémie. Cet afflux très important a provoqué une augmentation très sensible, jusqu'à 190 dossiers par conseiller-ère en personnel. Les collaborateur-trice-s de l'office ont démontré, une nouvelle fois, un engagement exemplaire dans la tenue de leurs missions, et il a été possible de surmonter cette situation exceptionnelle. Compte tenu de ce qui précède, le principe de financement dynamique du dispositif a fonctionné et l'office a été en mesure de recruter, en 2020, dix conseiller-ère-s en personnel et trois collaborateur-trice-s administratif-ve-s, ces ressources découlant de remplacements ainsi que de renforcement des effectifs.

Les projets de digitalisation, qui avaient été planifiés avant la crise sanitaire, se sont avérés particulièrement pertinents. Les nouveaux services en ligne du SECO sur le site travail.swiss offrent désormais aux demandeur-eresse-s d'emploi la possibilité de déposer en ligne leurs dossiers de candidature et de postuler directement auprès des employeurs ayant confié leurs postes vacants. Il permet également de manière efficace de remettre les preuves de recherches d'emploi mensuelles.

En ce qui concerne l'Unité commune ORP-CSR, cette unité, encore récente, a également été mise en télétravail depuis le mois de mars. La mise en œuvre de ce mode de collaboration a été rendu techniquement plus fluide, car les collaborateur-trice-s avaient été équipé-e-s dès l'ouverture d'ordinateurs portables. A la suite de la décision du Conseil d'état, qui n'a pas souhaité ouvrir une Unité commune dans l'Est Lausannois, les transferts des demandeur-eresse-s d'emplois au bénéfice du RI suivi-e-s par l'ORP de Pully ont débuté fin juin: au 30 novembre ils/elles étaient 147.

**Moyenne mensuelle du nombre de demandeur-eresse-s d'emploi par genre**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 en %
Hommes	3'499	3'556	3'727	3'569	3'290	3'180	3'899	22.6
Femmes	2'747	2'835	2'979	2'910	2'831	2'847	3'224	13.2
Total	6'246	6'391	6'706	6'478	6'122	6'027	7'123	18.2

**Moyenne mensuelle du nombre de demandeur-eresse-s d'emploi par tranches d'âges**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 en %
moins de 21 ans	176	180	172	152	132	134	130	-3.0
21 à 25 ans	544	531	548	503	453	416	539	29.6
26 à 30 ans	993	1'024	1'095	1'065	1'003	971	1'206	24.2
31 à 35 ans	1'083	1'105	1'159	1'141	1'051	1'067	1'275	19.5
36 à 40 ans	919	957	975	936	892	907	1'043	15.0
41 à 45 ans	764	772	849	811	774	761	865	13.7
46 à 50 ans	662	680	711	673	671	657	765	16.4
51 à 55 ans	540	544	577	598	582	538	602	11.9
56 à 60 ans	405	438	456	446	414	416	490	17.8
61 à 65 ans	160	161	164	153	151	161	210	30.4
Total	6'246	6'391	6'706	6'478	6'122	6'027	7'123	18.2

**Moyenne mensuelle du nombre de demandeur-eresse-s d'emploi par origine**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 en %
Suisse	2'693	2'757	2'893	2'878	2'742	2'724	3'164	16.2
UE27/AELE	1'932	2'039	2'131	2'073	1'956	1'854	2'330	25.7
Afrique	611	587	621	536	518	555	605	9.0
Reste Europe	358	359	391	352	326	391	442	13.0
Asie	334	333	342	316	285	223	257	15.2
Amériques	317	314	328	324	295	276	321	16.3
Autres/n.c.	2	3	1	2	1	4	5	-
Total	6'246	6'391	6'706	6'478	6'122	6'027	7'123	18.2

**Moyenne mensuelle du nombre de demandeur-eresse-s d'emploi par professions recherchées**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 en %
Professions commerciales et administratives	643	673	668	641	648	238	-63.3
Professions de la restauration et de l'hôtellerie	722	776	752	699	646	480	-25.7
Professions de l'achat et de la vente	583	607	591	564	558	318	-43.0
Professions du nettoyage et de l'entretien	381	399	381	367	385	333	-13.5
Entrepreneur-e-s, directeur-trice-s et fonctionnaires supérieur-e-s	212	217	199	242	265	111	-58.1
Autres professions du façonnage et de la manufacture	248	261	246	231	231	10	-95.7
Professions de l'aménagement et du parachèvement	319	340	301	238	229	214	-6.6
Auxiliaires soignant-e-s	186	198	202	196	195	152	-22.1
Professions de la publicité et du marketing	160	174	177	156	180	107	-40.6
Professions de l'assistance sociale et de l'éducation	122	139	142	155	163	10	-93.9
Professions de l'informatique	159	157	168	147	158	113	-28.5
Ingénieur-e-s	183	203	185	169	138	148	7.2
Autres	2'474	2'568	2'463	2'319	2'234	4'889	118.8
Total	6'392	6'712	6'475	6'124	6'030	7'123	18.12

**Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)**

La Fondation tombe le masque sur cette année 2020 extraordinaire. Pour cette année particulièrement singulière, mais aux événements pluriels, il apparaît difficile de rédiger un rapport. Il en est encore plus incongru

d'en faire une comparaison avec les précédentes, le Covid-19 ayant impacté de plein fouet la société et par conséquent la Fondation.

Dès lors, il paraît plus instructif de mettre l'accent sur tout ce qui a été mis en place pour pouvoir, malgré la pandémie, continuer de mener à bien la mission de la Fondation. Pour ce faire, de nouvelles habitudes de travail ont dû être mises en place, telles que le télétravail, les vidéoconférences, les entretiens téléphoniques avec les bénéficiaires et les séances par voie de circulation, ainsi que l'élaboration de plans de protection. Les membres du Conseil de la FLAT, ainsi que toutes les personnes sollicitant ou collaborant avec la Fondation, ont d'ailleurs fait preuve d'une grande flexibilité et de compréhension. Grâce à toutes ces démarches, la Fondation a pu traiter les nouvelles demandes et maintenir le suivi des dossiers financiers existants, la gestion de ces derniers générant toujours un volume de travail important.

Cette année, six séances de Conseil, dont trois par voie de circulation, ont été nécessaires pour répondre aux sollicitations. C'est lors de l'une de ces rares séances en présentiel, que les membres ont pu accueillir, à l'unanimité, deux nouvelles candidatures, celle de M<sup>me</sup> Malherbe Vendrell (OCOSP), succédant à M<sup>me</sup> Petrovitch et celle de M. Auderset (UNIA), faisant suite au départ de M<sup>me</sup> Fovanna.

Afin de rendre compte de l'activité de la FLAT concernant les dépôts de dossiers, quelques chiffres indicatifs de l'année 2020 sont répertoriés ci-dessous. Cette dernière étant peu comparable à la précédente, il est toutefois à relever que plus de la moitié des dossiers présentés a été soutenue, avec un pourcentage légèrement supérieur sous forme de dons.

	2019	2020*
Nombre total de personnes qui se sont adressées à la FLAT (écoute, conseils, dépôt d'une demande)	174	114
Nombre de demandes déposées	43	33
Nombre de projets soutenus	26	17
Montant alloué sous forme de dons	CHF 27'108.50	CHF 19'820.50
Montant alloué sous forme de prêts	CHF 90'306.50	CHF 58'603.-
Nombre de projets refusés	17	16
Nombre de projets en suspens	3	-

\*Sous réserve de modifications de l'organe de révision

Le capital de la FLAT s'élève encore à environ CHF 1'900'000.-, somme qui comprend les prêts devant être remboursés par les bénéficiaires. Les montants exacts relatifs à ces postes seront connus après le bouclage des comptes.

Pour rappel, la Fondation, même si elle est administrée par la Commune de Lausanne, est tenue, étant juridiquement indépendante, d'éditer son propre Rapport d'activité qui contient davantage d'informations.

## Emploi Lausanne

Comme les autres unités du Service du travail, Emploi Lausanne a vu ses activités bouleversées par la pandémie: fermeture complète de mi-mars à mi-juin, reprise en juin des mesures d'insertion en présentiel, avec une diminution des places en fonction des huit plans de protection validés. Depuis l'été, Emploi Lausanne s'est adapté en permanence aux directives tant des mandants (SECO, SDE, Direction de l'insertion et des solidarités et Office de l'assurance invalidité) que de la Ville pour assurer le maintien des prestations. L'unité a donc géré les activités en présentiel dans ses programmes, remplacé des formations en groupes par des formations à distance ou des coachings individuels, les partenariats avec les institutions d'accueil et les entreprises privées pour activer des places de stages et des contrats de travail.

Malgré une baisse quantitative de ses prestations d'environ 25% en raison de ces aléas, Emploi Lausanne a ainsi répondu aux exigences qualitatives de ses mandants, grâce à la mobilisation de ses collaborateur-trice-s qui ont apporté un appui professionnel, humain et rassurant aux demandeur-eresse-s d'emploi assigné-e-s en mesure et ont su faire face aux inquiétudes et aux incompréhensions que certains-e-s montraient. Les taux de réinsertion professionnelle ont été très satisfaisants cette année, les entreprises ayant répondu présent, en dépit de la crise. C'est tout le bénéfice d'attribuer des ressources directes à cette tâche.

Ce contexte mouvant et incertain a aussi favorisé des projets innovants, auxquels des programmes d'Emploi Lausanne ont œuvré: citons 5D pour renouveler le site des mesures Syni, avec une plateforme interactive d'inscription, IT4Net pour le support informatique des participant-e-s et l'adaptation technologique, Ateliers 36 pour les parois de séparation du restaurant Quai 14, et ce dernier pour le développement de la vente à l'emporter. Chaque groupe a fait preuve de créativité et d'adaptabilité. Solidarité jouets a distribué comme chaque année les jeux et les jouets demandés par les CSR, DiversCités a assuré «l'entretien vert» des espaces qui lui sont confiés.

Emploi Lausanne a aussi poursuivi et réalisé des projets à court et moyen termes: contribuer à l'analyse de la base de gestion des mesures SIMEL, mettre en œuvre la mesure «Travailler!» sur mandat du Canton de Vaud et augmenter la part des activités dans l'économie circulaire et durable.

Enfin, en novembre 2020, Emploi Lausanne a été recertifié sans aucune non-conformité aux normes de qualité Inqualis et EduQua. Au moment où les premiers éléments de la réorganisation d'Emploi Lausanne se concrétisent, avec le recrutement des futur-e-s cadres, c'est un atout indispensable pour l'avenir.

## Inspection du travail Lausanne (ITL)

### Pandémie

La pandémie au printemps 2020 a eu un fort impact sur l'activité de l'ITL. Cette dernière a rapidement dû s'adapter, afin de maintenir son service de permanence malgré le recours au télétravail. A la mi-mars, l'ITL a envoyé une lettre d'information à plus de 100 établissements lausannois (commerces, banques, etc.), afin de les informer sur les mesures de protection qu'ils devaient instaurer. Par la suite, l'ITL a élaboré des procédures de conseil et de contrôle, afin de vérifier la conformité de la mise en place de ces mesures. De manière générale, les entreprises ont bien accueilli les inspectrices et les inspecteurs. Elles étaient satisfaites d'obtenir des informations concernant l'organisation des mesures de protection.

### Campagnes

L'ITL a collaboré, avec le bureau de la communication, à l'élaboration et à la diffusion de messages d'information à l'attention des personnes actives dans l'économie domestique. Celles-ci ont été informées sur leurs droits en matière de salaire, y compris en cas d'empêchement de travailler durant la pandémie.

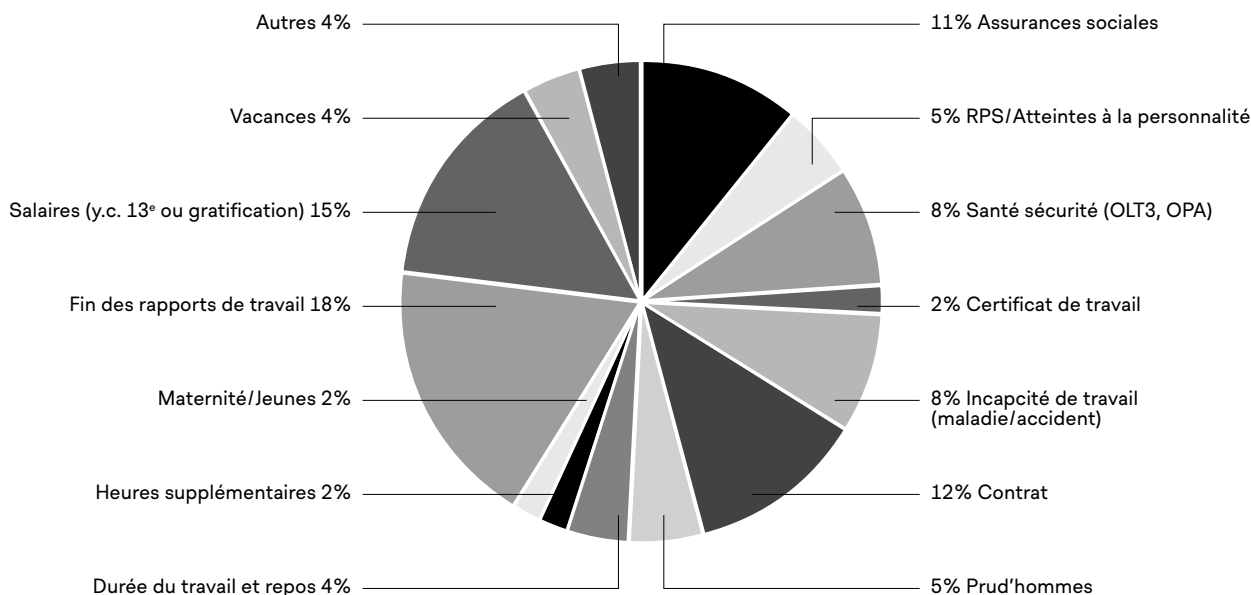
Une campagne d'information sur le travail de nuit avait été planifiée pour débuter au printemps 2020. Les entreprises concernées étant fermées dans leur immense majorité, cette campagne a été repoussée.

### Données chiffrées

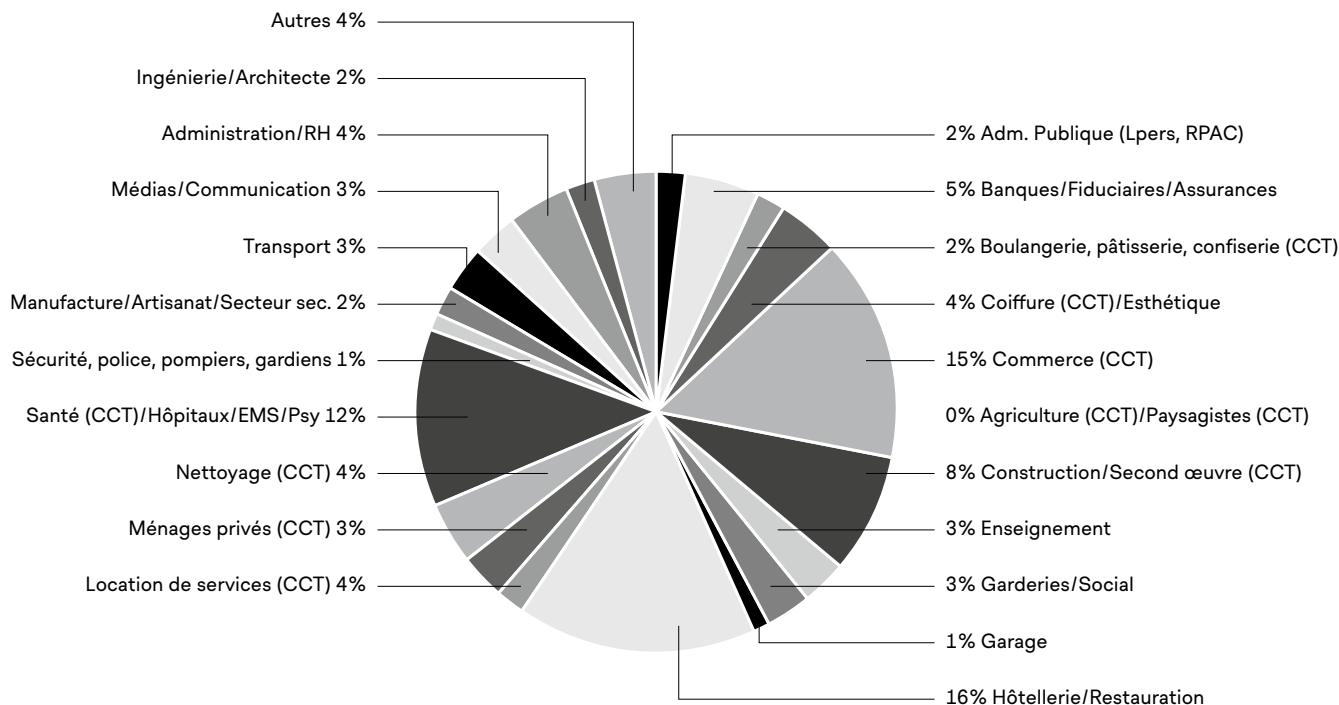
Avec 695 contrôles, l'ITL a réalisé près du double de contrôles qu'en 2019. Au total, 466 contrôles étaient liés spécifiquement à la vérification des mesures de protection du Covid-19. A la suite de dénonciations des conditions de travail non liées à la pandémie actuelle, 53 contrôles ont été déclenchés. Lors des contrôles, 35% des entreprises présentaient des défauts mineurs et 17% des défauts importants. L'ITL a rendu huit décisions pour des infractions constatées après un premier avertissement. Elle a également transmis trois dénonciations pénales au Ministère public.

La permanence de l'ITL a vu une augmentation d'usager-ère-s d'environ 10%, avec un total de 3'230 demandes. Les demandes en lien avec la fin des rapports de travail restent les plus fréquentes. Les questions liées au paiement du salaire ont quant à elles augmenté de 20% (1'019 cas au total). L'ITL a reçu 230 demandes d'autorisation de travail de nuit et du dimanche et 223 permis ont été accordés. Les demandes d'examen de plans ont fortement baissé. La cause la plus probable est une diminution des demandes de permis de construire. Au total, CHF 14'120.- d'émoluments ont été perçus.

### Sollicitations de la permanence en droit du travail, selon sujet



### Sollicitations de la permanence en droit du travail, seon branche



## Service des assurances sociales (SAS)

### Principales missions du service

Le Service des assurances sociales (SAS) accomplit des tâches d'une agence d'assurances sociales pour le compte de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS à Vevey, à savoir notamment:

- le contrôle de l'affiliation des personnes de condition indépendante et des personnes sans activité lucrative
- le contrôle de l'affiliation des sociétés sur la base des publications dans la Feuille officielle suisse de commerce (FOSC)
- l'encaissement des cotisations AVS/AI/APG des étudiant.e-s pour tout le canton de Vaud
- le paiement des allocations en cas de service militaire, service civil ou de protection civile (APG), des allocations familiales (AF) et des prestations complémentaires cantonales pour familles et de la rente-pont
- la fourniture des renseignements sur les différents domaines d'assurance sociale qui ne sont pas placés sous la responsabilité du service

Dans le domaine de l'assurance-maladie, le SAS contrôle que l'ensemble des Lausannois.e-s soient couvert par l'assurance de base et enregistre les demandes de subsides aux primes. Depuis 2018, le service dispose d'une antenne de l'Office vaudois de l'assurance maladie dévolue aux Lausannois.e-s.

Au plan communal, ses missions comprennent aussi bien la gestion de l'allocation communale de naissance que celle de l'aide individuelle au logement.



## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration	4.30	4.10	4.60	4.40
AMAL	13.60	13.60	13.60	11.30
Assujettissement AVS	8.40	8.10	7.10	7.10
PFM	8.80	7.80	8.80	8.80
Prest. compl. famil. & Rentes	19.80	16.60	19.90	19.10
Prestations AVS/AI	8.60	7.60	8.40	8.40
RFM et ALL	8.20	7.20	9.10	8.50
<b>Total service</b>	<b>71.70</b>	<b>65.00</b>	<b>71.50</b>	<b>67.60</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-0.20</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration	5	4.10	6	4.40
AMAL	15	13.60	13	11.30
Assujettissement AVS	9	8.10	8	7.10
PFM	8	7.80	9	8.80
Prest. compl. famil. & Rentes	20	16.60	24	19.10
Prestations AVS/AI	9	7.60	10	8.40
RFM et ALL	10	7.20	12	8.50
<b>Total service</b>	<b>76</b>	<b>65.00</b>	<b>82</b>	<b>67.60</b>

### Apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration	-	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
<b>Total service</b>	<b>7</b>	<b>13</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	6
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>7</b>

## Evènements marquants

L'année 2020 a été une année exceptionnelle avec une pandémie qui est venue bouleverser les habitudes du service. Une crise sanitaire qui a eu pour conséquences une fermeture du service durant une période de 12 semaines au printemps, puis la nécessité de limiter au maximum les contacts avec la population durant toute l'année. En tant que service dont le rôle principal consiste à accueillir la population, afin de lui ouvrir l'accès aux différentes prestations d'assurances sociales et la soutenir en cas de difficulté, nombreux sont les efforts qui ont été déployés, tout au long de l'année, pour permettre aux usager·ère·s de se mettre en contact avec leur gestionnaire. Bien sûr, la grosse majorité des échanges s'est déroulée par téléphone, correspondance et courriel, grâce à une distribution efficace de flyers indiquant toute information utile par domaine d'activité.

Cette expérience a été l'occasion de découvrir, d'apprendre et de tester de nouvelles méthodes de travail dans un laps de temps très court. Les chiffres mentionnés dans le présent rapport démontrent que, si le Covid-19 a semé le trouble, il n'a toutefois pas eu un impact trop important sur l'accès aux prestations et que l'organisation mise en place s'est avérée efficace, la population ayant pu effectuer les démarches nécessaires malgré l'accès limité.

Il ne faut toutefois pas oublier que le domaine des assurances sociales est un domaine vaste et complexe. L'expérience a démontré, à bien des reprises, que durant un échange, de nombreuses informations sont transmises, une question en amenant une autre. Le partage d'une situation personnelle par un·e usager·ère auprès d'un·e spécialiste permet également de mener à bien des analyses complètes et de détecter d'éventuelles prestations connexes dont la personne pourrait bénéficier. Il est à craindre, en limitant ainsi les contacts, que certaines personnes passent à côté d'informations importantes et il est difficile de trouver une solution alternative, sans pouvoir identifier ces situations.

## Principales activités 2020

### Direction

Le nombre de personnes reçues par le service a bien évidemment subi une baisse vertigineuse: 10'795 (71'215 en 2019). Le nombre d'appels téléphoniques a été de 69'086 (76'553) et 75'330 (59'342) courriels ont été dénombrés, confirmant ainsi l'émergence de ce mode de communication avec la clientèle. Enfin, 159'936 (210'178) courriers ont été reçus ou envoyés au cours de l'exercice.

#### Activités du secteur juridique

Les réclamations concernent principalement le régime cantonal des prestations complémentaires pour familles et rente-pont, dans le cadre desquelles les juristes de l'Agence d'assurances sociales (AAS), collaborent avec les six centres régionaux de décision du Canton. Le nombre de réclamations déposées (142) a diminué de 20% en 2020.

Si la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (CCVD) a repris l'essentiel des tâches fédérales, les oppositions en matière d'APG pour les étudiant·e·s demeurent néanmoins traitées par les juristes de l'Agence.

Aucun recours n'a été déposé auprès de la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal en matière d'APG. En revanche, 12 recours ont été déposés auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, en matière de prestations cantonales complémentaires pour familles.

## Bureau de l'assujettissement

### Activités du secteur Accueil et assujettissement

#### Assurance et obligation de payer des cotisations AVS

L'AVS constitue une partie importante du système de sécurité sociale obligatoire. Des lettres d'information en matière d'obligation de cotiser à l'assurance vieillesse et survivant·e·s sont envoyées de manière hebdomadaire aux assuré·e·s lausannois·e·s ayant fait l'objet d'un changement dans leur situation personnelle, tel un divorce, un veuvage, l'octroi d'un permis d'établissement ou encore d'une arrivée de l'étranger. Une notice explicative éditée par la CCVD est jointe à chaque envoi permettant à l'assuré·e de vérifier sa situation. En outre, le guichet virtuel du site internet de la Ville informe les utilisateur·trice·s en matière de cotisations à l'AVS. Des mémentos AVS sont à la disposition des assuré·e·s et 5'829 courriers ont été envoyés en 2020.

#### Activités du secteur Etudiant·e·s

Par mandat de la CCVD, l'AAS se charge de facturer les cotisations AVS dues par les étudiant·e·s, considérés comme des personnes sans activité lucrative, au sens de la loi sur l'AVS. Pour ce faire, les établissements

d'enseignement vaudois doivent annoncer à l'AAS tous les étudiant-e-s qui ont eu 21 ans révolus au cours de l'année civile précédente. Ont la qualité d'étudiant-e-s, les élèves des établissements d'enseignement moyen ou supérieur qui se consacrent principalement et régulièrement à leurs études:

- 85 établissements d'enseignement vaudois ont communiqué les données des étudiant-e-s soumis à l'obligation de verser une cotisation à l'AVS;
- 19'114 étudiant-e-s ont reçu une facture au verso de laquelle figurent des informations quant à leur statut en matière AVS et la procédure à suivre pour obtenir une dispense partielle ou totale de la cotisation AVS.

En 2020, près de 60% des étudiant-e-s ayant reçu une facture ont exercé une activité lucrative soumise à cotisation AVS et ont partiellement, voire totalement, été dispensé-e-s de cotisations AVS dues en qualité de personnes sans activité lucrative.

## Bureau des prestations AVS/AI

Dans le cadre des demandes ou suivis de dossiers de prestations complémentaires (PC), les collaborateurs-trices ont répondu aux assuré-e-s au travers de 5'913 interactions (téléphoniques et physiques). La population s'est adaptée au contexte de la pandémie. La fréquentation des assuré-e-s aux guichets a diminué de 92%, dès avril – la moyenne de 358 personnes reçues mensuellement avant le confinement passe à 28 –, les appels téléphoniques ont augmenté de 25% (la moyenne passe de 338 appels mensuels à 422).

Ce sont 1'202 courriers (1'182 en 2019) qui ont été adressés aux futur-e-s rentier-ère-s lausannois-e-s pour les informer de la nécessité de déposer une demande de rente AVS et leur rappeler que cette démarche peut s'effectuer auprès de l'Agence d'assurances sociales (AAS). Lors de l'accueil des curateurs-trices volontaires, les collaborateurs-trices du bureau ont présenté les différents mandats possibles et ont répondu aux interrogations des volontaires pour leur permettre de se projeter, tout en dressant leurs profils, afin que le Service des curatelles et tutelles professionnelles (SCTP) puisse proposer à la Justice de paix le ou la candidat-e le ou la plus approprié-e en fonction des besoins de la personne concernée.

Avec une forte volonté de développer et généraliser la Vision 2020, en offrant ce soutien à la population lausannoise, le bureau a pour l'instant limité l'essor de cette prestation, d'une part pour consolider les compétences et l'autonomie des nouvelles collaboratrices, et surtout dans l'attente de l'officialisation du Guide des bonnes pratiques (fruit de la réflexion collective des partenaires impliqués) qui permettra de préciser les compétences et champs d'action respectifs, ainsi que le cadre de la collaboration.

Les partenariats avec Pro Senectute, le CMS de Montelly et le Bureau régional d'information et d'orientation (BRIO) sont néanmoins actifs et ont permis d'apporter un soutien particulier (hors accompagnement pour une demande de prestations complémentaires classique) à 14 personnes sur l'année 2020. Parmi elles, sept personnes sont suivies régulièrement, dont deux à domicile, pour une aide telle que le tri du courrier ou de factures, la préparation des paiements, la rédaction de correspondances diverses, ou encore l'accompagnement à des rendez-vous administratifs.

## Bureau des remboursements de frais de maladie (RFM) et aide individuelle au logement (AIL)

### Remboursements de frais de maladie (RFM)

Ce secteur a pour mission de transmettre à la CCVD, après diverses vérifications, les justificatifs donnant droit à un remboursement RFM et des demandes spécifiques, telles que des demandes d'évaluation d'aide au ménage, de remboursement de frais de régime, des contestations, etc.

### Aide individuelle au logement (AIL)

L'Aide individuelle au logement (AIL) est une prestation qui vient en aide aux familles autonomes financièrement. Elle vient compléter un bouclier de prestations sociales et a pour but d'apporter un complément aux familles qui ont une charge trop lourde liée au loyer. L'AIL est entrée en production dans le Système d'information du revenu déterminant unifié (SI-RDU) au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Depuis cette date, les subsides se sont ajoutés au revenu déterminant permettant de calculer le droit. Toutefois, ni le barème ni le règlement AIL (RAIL) n'ont été adaptés en conséquence.

Pour l'année 2020, une nouvelle érosion du nombre de bénéficiaires et des montants versés est à constater, soit 395 (453 en 219) pour CHF 786'531.- (CHF 857'081.-). Pourtant, 63% des bénéficiaires, soit une majorité d'entre eux, sont des personnes autonomes (non bénéficiaires des PC-Familles). En 2020, les montants de primes LAMal ont augmenté, les subsides ont suivi la même courbe ascendante. Cette augmentation rend donc le barème AIL chaque année un peu plus obsolète.

Des prestations sont supprimées à des familles, alors qu'elles n'ont pas un franc de plus pour subvenir à leurs besoins par rapport à l'année précédente (pour rappel, le service comptait 982 bénéficiaires en 2012).

## **Centre régional de décision (CRD) – prestations complémentaires pour familles du Grand-Lausanne et rente-pont AVS**

Les prestations complémentaires cantonales pour familles (PC Familles) ont pour but de garantir la sécurité matérielle des familles de condition modeste qui travaillent.

La rente-pont a pour but de couvrir, dans une mesure appropriée, les besoins vitaux des personnes ayant atteint l'âge de 62 ans révolus pour une femme et 63 ans révolus pour un homme, n'ayant pas droit ou ayant épuisé leur droit aux indemnités de chômage et évitant ainsi l'anticipation de la rente AVS et LPP.

La compétence du CRD du Grand-Lausanne s'étend, en sus de Lausanne intra-muros, aux régions d'action sociale de l'Ouest lausannois, de l'Est lausannois et de Prilly-Echallens. Au 31 décembre 2020, le CRD du Grand Lausanne compte 2'533 dossiers PC familles ouverts, et 1'216 dossiers rente-pont. La moyenne du montant des prestations versées mensuellement s'élève à CHF 1'045.30.

Le secteur dentaire a répondu à 4'512 requêtes sur Medident et a soumis 183 dossiers d'orthodontie au médecin-dentiste conseil.

## **Bureau des prestations familiales et militaires**

### **Allocation communale de naissance (ACN)**

Le montant de l'allocation n'a pas évolué depuis 2010: de CHF 1'000.- à CHF 1'440.- par paliers de CHF 110.-, en fonction de la situation économique des parents de nouveau-né.

Dès que l'enfant est inscrit au contrôle des habitants de la Ville de Lausanne, le Service des assurances sociales prend contact avec les parents pour les informer de l'existence de cette prestation et leur adresse une notice expliquant les conditions d'octroi ainsi qu'un formulaire de demande d'allocation.

Le nombre de naissances et d'accueils en vue d'adoption, communiqué par le contrôle des habitants en 2020, est de 1'596 (1'597 en 2019). Ainsi, 292 (324) allocations ont été octroyées pour un montant de CHF 399'470.- (CHF 446'870.-) et 99 (104) décisions de refus ont été rendues.

### **Allocations pour perte de gain en cas de service (APG)**

Sur délégation de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS, l'Agence gère les allocations pour perte de gain (APG), en cas de service pour l'intégralité des étudiant.e-s du canton, dès l'année de leur 21<sup>e</sup> anniversaire, ainsi que pour les non actifs-ves lausannois.e-s. Pour l'année 2020, 4'366 questionnaires APG (5'530 en 2019) ont été adressés à l'Agence.

### **Caisse cantonale d'allocations familiales (CCAF)**

Sur délégation de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS, l'Agence gère les allocations familiales en faveur des personnes sans activité lucrative pour l'ensemble du canton de Vaud.

## **Bureau de l'assurance-maladie (AMAL)**

### **Subside à l'assurance-maladie**

L'Agence d'assurances sociales (AAS) a pour mission de compléter les demandes de subsides, d'enregistrer les modifications concernant des demandes de subsides existantes et d'envoyer ces informations à l'Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM), via le SI-RDU. L'OVAM ou son antenne lausannoise rattachée au bureau AMAL rend ensuite les décisions sur la base des informations transmises par l'AAS.

Il est à relever que la crise liée à la pandémie n'a pas provoqué la forte croissance redoutée des demandes de subside en 2020. Les mesures et les aides accordées par la Confédération et les cantons, les indemnités pour réduction de l'horaire de travail (RHT) et les allocations pour perte de gain (APG), notamment, ont permis de maintenir un niveau de revenu des ménages. La crise n'a par ailleurs pas entraîné, en moyenne, une forte demande au niveau des révisions, puisque l'écart de 20%, nécessaire pour une modification du subside, n'était pas atteint dans la plupart des cas. A Lausanne, seuls 141 ménages ont demandé un nouveau subside ou une révision de celui-ci, en raison d'une baisse de revenu consécutive au Covid-19.

### **Contrôle de l'obligation d'assurance**

L'AAS a pour mission de vérifier que les personnes domiciliées à Lausanne disposent d'une couverture d'assurance-maladie conforme à la législation en vigueur. La situation des travailleur·euses·s frontalier·ère·s, des nouveau-nés et des personnes arrivant de l'étranger est ainsi systématiquement contrôlée. Les dossiers des personnes qui ne remplissent pas les exigences ou les délais sont transmis à l'OVAM, qui reprend la main et procède, en dernier recours, à une affiliation d'office pour l'assurance obligatoire des soins (AOS) auprès d'un assureur LAMal agréé.

En 2020, 9'791 (9'371 en 2019) lettres ont été adressées à la population lausannoise et 1'263 (contre 1'655) dossiers ont été transmis à l'OVAM.

### **Antenne OVAM lausannoise (AOL)**

L'antenne OVAM de Lausanne, créée en juin 2018, gère désormais les demandes de subsides déposées par les lausannois·e·s auprès de l'Agence ou via le portail internet, jusqu'à l'envoi d'une décision. Cette unité, rattachée administrativement au bureau AMAL et pilotée par l'OVAM pour l'essentiel de ses tâches, est fortement appréciée par les deux organes. En effet, elle veille à assurer une collaboration efficace avec la première et vise à optimiser au mieux le traitement des demandes de subsides avec la seconde. L'efficacité de cette jeune structure permet de démontrer à quel point elle joue un rôle important dans l'allègement des primes d'assurance-maladie de la population lausannoise.

## **Distribution de sacs à ordures**

Le règlement communal sur la gestion des déchets, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013, stipule que chaque naissance d'un enfant donne droit à une distribution unique et gratuite de sacs poubelles, selon les quantités suivantes:

- soit 8 rouleaux de 35 litres;
- soit 16 rouleaux de 17 litres.

Cette année, sur les 1'596 parents d'enfants nés en 2020, 1'395 sont venus chercher les sacs après avoir été contactés par courrier. Le pourcentage de personnes n'ayant pas donné suite est donc en nette augmentation pour atteindre 12.6% (1% en 2019). Malgré les efforts déployés tout au long de l'année pour accueillir cette population durant une période de pandémie, il est probable que la situation sanitaire explique en partie cette hausse.

En comparaison aux 1'572 parents contactés durant l'année 2019, les chiffres démontrent une légère augmentation du nombre de bénéficiaires (+ 1.5%).

Le règlement indique également que chaque personne souffrant d'incontinence (au sens de la LAMal) est à même de recevoir, chaque année:

- soit 5 rouleaux de 35 litres;
- soit 10 rouleaux de 17 litres.

Au total, 636 personnes ont bénéficié d'une remise de sacs contre 698 en 2019, soit une diminution de 8.8%.

© Marino Trotta | Ville de Lausanne

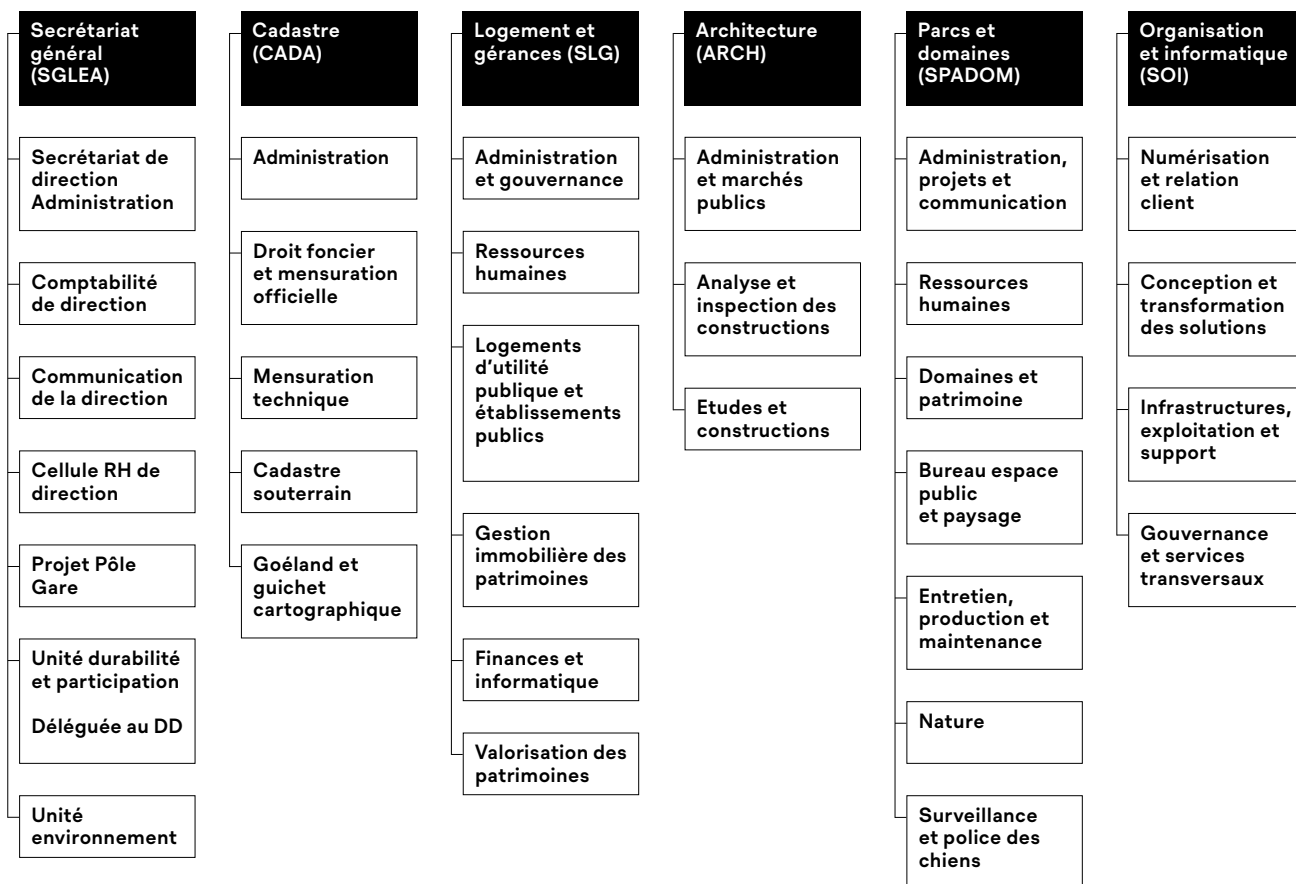


# Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture



# Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA)

## Directrice





L'année 2020 et son contexte sanitaire sans précédent ont bien entendu fortement marqué la Direction LEA. Toutefois, au-delà des contraintes et restrictions que le Covid-19 a imposé à tous les services, le plan de continuité mis en place a permis d'une part de maintenir les prestations essentielles à la population et d'autre part d'assurer la mise en œuvre et le développement de la politique de la direction. Dans ce contexte complexe et exceptionnel, le Service d'organisation et d'informatique a su se montrer à la hauteur de la situation et, en quelques semaines, mettre en place et augmenter la capacité de la plateforme de télétravail et ainsi que l'accompagnement nécessaire, pour permettre aux collaborateur-trice-s de travailler à distance.

Du côté des forêts du Jorat, la réalisation du Parc naturel périurbain s'est conclue fin 2020 avec l'adoption de la charte du parc, la création de l'association Jorat parc naturel regroupant plusieurs communes qui géreront le parc dès 2021 ainsi que son intégration dans le Plan directeur cantonal. Cette mise en place d'une réserve forestière naturelle permettra de favoriser la biodiversité, développer la filière bois, valoriser les produits du terroir et tendre à être désigné comme parc d'importance nationale.

L'extension du collège de Béthusy ayant reçu l'aval du Conseil communal en 2019, les travaux d'agrandissement suivent leur cours depuis février 2020, en adéquation avec le concept de durabilité présenté dans le rapport-préavis. Pour rappel, le nouveau bâtiment bénéficiera d'une structure majoritairement en bois issu des forêts lausannoises pour répondre à la Stratégie municipale pour le patrimoine arboré et forestier lausannois et à l'axe de valorisation du bois du parc naturel du Jorat. De plus, afin d'obtenir une reconnaissance d'origine officielle pour cet engagement, il a été décidé de répondre aux exigences des constructions certifiées bois d'origine suisse (COBS) en utilisant au minimum 80% de bois origine suisse et en le transformant au minimum à hauteur de 60% sur le territoire suisse.

Avec le crédit d'investissement de CHF 22'400'000.- voté au Conseil communal en mars 2020, plusieurs étapes majeures ont pu être franchies pour la réalisation de l'interface multimodale, pièce essentielle dans le projet d'agrandissement de la place de la Gare, zone particulière au sens du Plan directeur communal. Diverses études notamment sur l'intégration de la rampe PMR (pour les personnes à mobilité réduite) dans le bâtiment Plaza-Colombo, sur la mobilité et le stationnement ont été menées et permettent une définition de plus en plus précise des futurs contours de la place de la Gare. Il va sans dire que ces travaux requièrent une coordination étroite entre tous les services et les projets concomitants.

Au rang des concepts innovants, le projet Vieillir chez soi soumis conjointement au printemps 2020 par le Service du logement et des gérances (SLG) et Pro Senectute à l'Office fédéral du logement a été retenu par ce dernier et prévoit à l'horizon 2022 des appartements adaptés aux besoins des personnes âgées dans le quartier Sous-Gare. Ce sont surtout l'articulation entre réflexion architecturale et cohésion sociale ainsi que la volonté de développer des logements pour et avec les aînés qui ont déterminé le choix de l'Office fédéral du logement.

En août 2019, la Municipalité notifiait à la société propriétaire des parcelles sises à la place Bel-Air 4, rue Mauborget 5, 7 et 9 sa décision de retirer les permis de construire, signifiant ainsi des manquements graves et des travaux dont l'exécution ne respectait pas les délais usuels. Contrariée par cette décision, la société propriétaire a fait recours jusqu'au Tribunal fédéral. Ce dernier, en rejetant le recours en août 2020 à la grande satisfaction de la Municipalité, offre un marqueur fort qui aura valeur d'exemple pour l'avenir et conforte la Municipalité dans sa volonté de faire appliquer la loi sur l'aménagement du territoire et de s'assurer du respect des permis de construire.

L'année 2020, c'est aussi la rénovation-transformation de l'Auberge de Sauvabelin qui est proposée avec une mise en valeur du corps principal du chalet d'origine et extension par un rapport-préavis d'intention au Conseil communal qui l'a adopté mi-décembre 2020. Compte tenu de l'intérêt et de l'attachement portés

par la population au site de Sauvabelin, elle sera appelée à s'exprimer au cours d'un processus participatif. L'Auberge devra également être en adéquation avec les principes d'une approche durable.

La mise en place d'un Observatoire de l'environnement a franchi une étape importante en présentant un rapport-préavis pour spécifier sa démarche durant une phase pilote de deux ans. Celle-ci consistera à mettre en place un réseau de micro-capteurs afin de mesurer de manière plus fine les variations en termes de bruit, température et polluants de l'air. Ces trois premiers indicateurs représentent les principales nuisances urbaines et ont un impact sur la santé. L'objectif étant qu'en fonction des données récoltées, et en collaboration avec le Canton, les autres services et les partenaires scientifiques, une série de mesures puissent être proposées afin d'améliorer le bien-être des habitant-e-s de la ville.

Cette première phase pilote permettra d'orienter, par la suite, la mise en place, de l'Observatoire de l'environnement, de suivre l'évolution de la Commune par des indicateurs objectifs et pluridisciplinaires et ainsi répondre à une demande effective de la population et à des objectifs politiques.

Le besoin de connaître plus finement la situation locale est réel et répond à une demande sociale. A terme, cet Observatoire de l'environnement devra permettre de faire le lien avec des politiques publiques en cours et de renseigner des indicateurs clés du développement durable. Conçu comme un centre de compétence capable de travailler de manière transversale sur les questions environnementales avec les divers services de l'administration, la récolte et l'analyse des données de nuisances urbaine permettra le développement de politiques publiques sous-tendues par des évidences scientifiques au profit de la population lausannoise. Il se développera également en synergie avec la Ville intelligente et le Plan climat.

Aux Escaliers-du-Marché, la rénovation complète de l'immeuble abritant l'emblématique café Le Barbare et trois logements, a débuté en octobre 2020. Issue des réflexions sur ce projet, une étude a été lancée afin d'identifier les établissements publics où des améliorations pour les personnes à mobilité réduite sont réalisables. Après priorisation, les premières mesures seront rapidement mises en œuvre. Une enveloppe d'environ CHF 200'000.- financera études et réalisations par le biais des crédits-cadres du patrimoine financier du SLG.

Inauguré en novembre, le stade de la Tuilière a tenu ses engagements en termes de compensation écologique. Onze mares ont été aménagées sur le site, plus de 400 arbres et 11'000 arbustes plantés et 50 nichoirs disposés sous les gradins pour attirer les martinets noirs qui seraient de passage. Avec ses prairies fauchées deux fois par an ainsi que divers biotopes, le site présente un équilibre réussi entre une construction minérale et le monde végétal.

Le Service des parcs et domaines a élaboré une nouvelle stratégie pour son patrimoine viticole qui a été adopté en 2020 par la Municipalité. Celle-ci confirme ainsi son attachement à son patrimoine viticole et vise un rééquilibrage des comptes en agissant sur plusieurs axes: un positionnement nouveau, couplé à une commercialisation axée sur le volume, une réorganisation qui sépare les maillons de la chaîne de valeur pour mieux valoriser les diverses compétences, l'œnotourisme comme moyen pour mieux valoriser le patrimoine bâti et finalement une logistique plus efficiente ainsi qu'une optimisation des coûts pour diminuer les charges permettra aux vins de Lausanne de retrouver une viabilité financière sans pour autant compromettre la qualité des diverses gammes de produits.

Enfin, dans le cadre de la politique de logement durable et abordable la SILL S.A. a planifié 232 logements aux Plaines-du-loup. Cette volonté de favoriser des logements abordables et durables se manifeste également dans d'autres projets. L'ensemble urbain des Falaises a d'ailleurs décroché la première place dans les catégories Bâtiment résidentiel locatif et Prix spécial durabilité et écologie du bâtiment, lors de la 9<sup>e</sup> édition du prix Bilan de l'Immobilier. Ces distinctions mettent en lumière les deux axes sur lesquels la SILL S.A. travaille: construire des logements de qualité à des prix abordables et respecter les critères du développement durable.

#### Décisions soumises par la Direction en 2020 et adoptées par la Municipalité

Année	2020
Affaires courantes	160
Adjudications et mandats	209
Permis d'abattage/élagage	327
<b>Total</b>	<b>696</b>

# Secrétariat général (SGLEA)

## Principales missions du service

Le SGLEA est constitué de cinq unités:

- Administration
- Comptabilité de direction
- Projet Pôle Gare
- Unité durabilité et participation, avec la déléguée au développement durable
- Unité environnement

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines de la conduite de la direction, du soutien administratif, de la comptabilité de direction.

De plus, les unités Pôle Gare, Durabilité et participation, ainsi qu'Environnement ayant des prestations complémentaires et largement transversales au sein de la Commune de Lausanne, complètent les prestations du service fortement axées sur la coordination des activités de la Direction LEA. La diversité des missions et activités permet de mettre en place des synergies entre les unités en travaillant transversalement, et d'optimiser de manière constante l'engagement des collaboratrices et collaborateurs ainsi que les processus de travail, tant au sein de la direction que dans le service.

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SGLEA-C	9.10	8.50	7.40	7.30
Comptabilité Dir. LEA	7.50	7.50	7.50	7.50
Droit foncier et géomatique	22.70	22.05	-	-
Environnement	1.70	1.80	1.70	1.80
Goéland et guichets cartogr.	8.50	8.50	-	-
Plateforme participation	1.00	0.80	-	-
Projet Pôle Gare	2.40	2.10	2.30	2.10
Unité durabilité et participation	2.80	2.80	4.20	2.40
<b>Total service</b>	<b>55.70</b>	<b>54.05</b>	<b>23.10</b>	<b>21.10</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-32.60</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration SGLEA-C	10	8.50	9	7.30
Comptabilité Dir. LEA	9	7.50	9	7.50
Droit foncier et géomatique	24	22.05	-	-
Environnement	2	1.80	2	1.80
Goéland et guichets cartogr.	9	8.50	-	-
Plateforme participation	1	0.80	-	-
Projet Pôle Gare	3	2.10	3	2.10
Unité durabilité et participation	3	2.80	3	2.40
<b>Total service</b>	<b>61</b>	<b>54.05</b>	<b>26</b>	<b>21.10</b>

**Apprenti·e·s**

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
Droit foncier et géomatique	3	-
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	2	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>2</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>

**Evènements marquants**

L'année 2020 aura été marquée par le départ à la retraite anticipée de M. Yves Deillon, secrétaire général de la direction au 31 mars et de la scission du Secrétariat général et cadastre en deux services dès le 1<sup>er</sup> avril. Le nouveau secrétaire général a pris ses fonctions fin avril et le nouveau chef du Service du cadastre le 1<sup>er</sup> avril.

Dès la mi-mars, début du semi-confinement lié au Covid-19, le SGLEA a assuré la coordination pour la création et la mise en place des plans de continuité de tous les services de la direction, a soutenu le Service d'organisation et d'informatique (SOI) dans la mise en place du télétravail pour les employé·e·s de la Ville. Il a également assuré le lien avec la cellule de l'Etat-major DIAM (Directives d'intervention en cas d'accident majeur), soutenu les services, par la mise en place de nouvelles procédures digitales, de solutions ponctuelles ou transitoires afin que les tâches et les prestations aux habitant·e·s et internes à l'administration puissent être assurées.

Le SGLEA a collaboré à la rédaction du rapport-préavis N° 2020/54 («*Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne*») et coordonné l'ensemble des services de la direction avec la responsable du Plan climat Ville.

Sous la direction du secrétaire général, une délégation du Service des parcs et domaines (SPADOM) et du SLG a fait le suivi de plusieurs collectifs (La Bourdache, les Crétins des alpes, ALJF, Fireballs, Louve) pour assurer le respect des normes de sécurité, de bon voisinage des locaux qu'ils occupent et pour mettre à jour les conventions signées.

Le SGLEA a également piloté les efforts pour la résolution rapide des problèmes d'amiante au Skate Park de Sévelin en mettant en lien les divers acteurs, l'association la Fièvre, Unisanté, le Secrétariat général EJJ, le SLG et l'Unité environnement afin trouver des solutions pratiques et acceptables pour tout le monde.

En collaboration avec l'Unité environnement, le SGLEA s'est fortement impliqué dans la problématique de la 5G, notamment en réunissant l'information et l'expertise nécessaire afin de répondre, dans la mesure des compétences de la Ville dans ce domaine, aux craintes de la population et à la rédaction d'un rapport-préavis prévu pour 2021.

## Principales activités 2020

### Administration

Les missions de cette unité comprennent le soutien à la conduite de la direction, l'accueil, la réception, la réponse téléphonique, le soutien administratif, d'importants travaux de secrétariat, la prise de notes de séances, certaines prestations logistiques transversales à la directrice ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs de la Direction (gestion du courrier entrant et sortant, numérisation, organisation et préparation de séances), ainsi que la coordination générale des procédures, des ordres du jour, des activités et des communications (internes et externes) au niveau de la direction. De plus, cette unité traite tous les événements particuliers; ainsi elle est en charge de la coordination administrative interne et externe à la direction. En sus des séances des chef-fe-s de service, l'administration du SGLEA a organisé de nombreuses séances ad hoc liés à la gestion de la crise sanitaire rédigé les procès-verbaux et assuré la diffusion et l'implémentation des décisions prises.

L'objectif constant de cette unité est l'amélioration, l'optimisation et la simplification des procédures administratives.

#### Ressources humaines (RH)

La cellule RH LEA, créée en 2019, se compose d'une responsable RH de la Direction LEA à 90% et d'une responsable RH de service à 60% pour le SGLEA, le Service du cadastre (CADA) et le Service d'architecture (ARCH).

La crise sanitaire, en termes RH, s'est traduite par de nombreux défis à la fois sanitaire, organisationnel et humain. Une mise en œuvre accélérée de nouveaux processus et habitudes de travail tels que le télétravail, partout où cela était possible, et l'utilisation généralisée d'outils digitaux, ont permis d'assurer la continuité des services tout en garantissant la sécurité et la santé des employé-e-s et des usager-e-s.

En dehors de la gestion courante du personnel, la responsable RH de service a contribué notamment aux résultats suivants:

- mise en œuvre de la scission du SGLEA-C en deux services, SGLEA et CADA;
- création de l'Unité durabilité et participation (UDP);
- une dizaine de recrutements pour SGLEA, CADA et ARCH;
- accompagnement et gestion des dossiers RH sensibles.

Dans ses tâches de coordination et de soutien RH de la Direction LEA, en lien direct avec sa directrice, la responsable RH de direction a contribué aux résultats suivants:

- mise en œuvre au sein de la direction des décisions de la Municipalité et de la cellule de crise de l'EM-DIAM dans la gestion de la crise sanitaire pour les aspects RH;
- pilotage et accompagnement de la conseillère municipale pour les recrutements d'un secrétaire général, d'un chef de service CADA et d'une cheffe de service SOI;
- participation active et gestion des ressources humaines du SLG, en collaboration avec le chef de service *ad interim*, suivi du dossier de l'absence longue durée pour maladie de la cheffe de service actuelle et engagement d'un nouveau responsable RH du service dès le 1<sup>er</sup> septembre 2020;
- définition et mise en œuvre d'une nouvelle directive RH LEA sur les déplacements professionnels;
- participation active à différents groupes de travail pilotés par le Service du personnel, notamment en tant que membre du comité de pilotage pour le projet de lutte contre le harcèlement au travail.

### Comptabilité de direction

Les principales tâches en 2020 ont été les suivantes:

- établissement, pour l'ensemble de la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- passation des écritures et enregistrement des factures dans différents logiciels comptables, ceci dans le respect des règles administratives et de leur évolution;
- établissement des décomptes TVA;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion financière et comptable du Fonds du développement durable (FDD) et du suivi financier dans l'application Goéland.

En 2020, la comptabilité de direction a également:

- amélioré l'outil de pilotage financier des investissements de la direction via de nouveaux indicateurs;
- accru son soutien à la rédaction de la partie financière des préavis et notes à la Municipalité élaborées par les services de la direction;
- participé aux différents ateliers relatifs à la mise en œuvre des logiciels Abalmmo et Abacus;
- pris ses dispositions pour assurer le respect des délais et la qualité des prestations depuis le début de la pandémie;
- participé activement à la mise en place et au respect des règles sanitaires garantant de la santé des collaborateur-trice-s.

## Unité Pôle Gare

L'année 2020 a notamment été consacrée à l'adoption du préavis N° 2019/51 («*Situation du développement des projets dans le périmètre Pôle Gare et le financement de la part communale à l'infrastructure multimodale de la place de la Gare dans le contexte du projet CFF de l'agrandissement de la gare de Lausanne du programme Léman 2030*») par le Conseil communal, à la désignation, suite à un appel d'offres, d'un groupement de mandataires appelé à poursuivre le projet d'aménagement de la place de la Gare, à la rencontre de l'ensemble des opposant.e-s au projet de réaménagement des espaces publics du quartier des Fleurettes suite à sa mise à l'enquête, et à la formalisation de différentes conventions avec les CFF précisant les conditions de la remise en état des espaces publics dans le quartier sous-gare et des Fleurettes impactés par le projet d'agrandissement de la gare de Lausanne.

Le travail avec les CFF a été poursuivi pour s'assurer d'une articulation de qualité entre le domaine public adjacent au projet de la gare notamment de son front sud, pour valider des principes de collaboration, pour mettre sur pieds des actions d'accompagnement des chantiers. Les réflexions avec le Canton concernant les aménagements de Plateforme 10 ont été poursuivies, ainsi que l'appui au développement du plan d'affectation de la Rasude.

La Commission n° 49 du Conseil communal (Pôle Gare – Commission consultative et préavis divers) et la Délégation municipale Pôle Gare se sont réunies chacune trois fois. Le comité de pilotage (COPI) Léman 2030 s'est réuni deux fois et le comité de direction (CODIR) cinq fois. Ceci a été l'occasion de construire une vision globale des différents projets conduits sur le périmètre du Pôle Gare et d'échanger sur l'avancement général et sur le reporting global et financier du projet.

## Unité durabilité et participation (UDP)

L'année 2020 a été marquée par la création de l'Unité durabilité et participation (UDP) afin de renforcer l'action de la Ville en la matière et de permettre de répondre aux enjeux croissants dans ces domaines. Effective depuis juillet 2020, l'UDP porte le positionnement institutionnel en matière de durabilité et de participation au sein de la Ville de Lausanne. Elle composée de 2.4 ept.

### Promotion santé

La Ville de Lausanne souhaite définir une politique publique communale ambitieuse et volontariste en matière de promotion de la santé. Dans ce contexte, la Ville s'est appuyée sur différents cadres de référence, dont le label Commune en santé pour le diagnostic terrain. Le label a été obtenu en octobre 2020, mais la communication y relative a dû être reportée en 2021.

Pour son expertise en matière de santé et de durabilité, la Ville de Lausanne a été invitée à rejoindre le Comité de labellisation de Commune en santé.

### Perturbateurs endocriniens

La Ville de Lausanne a poursuivi son action dans le cadre de son programme de sensibilisation et d'actions visant à limiter la présence des perturbateurs endocriniens dans les centres de vie infantine (CVE). Plus de 175 guides ont été distribués à des professionnel-le-s du domaine. Trois ateliers de réalisation de produits d'hygiène naturels ont été organisés dans des CVE. En parallèle, des échanges bilatéraux ont eu lieu avec une quinzaine de CVE pour la mise en œuvre concrète du programme. Le travail sur le catalogue d'achat de la Ville s'est poursuivi afin d'intégrer la question des perturbateurs endocriniens.

Le programme a, par ailleurs, fait l'objet du rapport-préavis N° 2020/31 («*Perturbateurs endocriniens: analyse de risques et plan d'actions communales – Réponse au postulat de M. Fabrice Moscheni*»), adopté par la Municipalité doit encore être adopté par le Conseil Communal.

### **Achats durables dans l'administration**

Au vu de l'actualité sanitaire, un focus particulier a été mis cette année sur la sélection de désinfectants de surface et de gels hydroalcooliques, à fournir aux structures de la Ville. La composition prônée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à base d'alcool 70°, est favorisée lorsque les ingrédients sont disponibles.

Au vu de son expertise dans ce domaine, la Ville de Lausanne a été invitée à participer au groupe national d'accompagnement pour la mise en place d'une plateforme nationale sur les achats responsables et y participe activement afin de mutualiser les bonnes pratiques dans ce domaine.

### **Manifestations**

Dans le cadre de la politique de la Ville en matière de manifestations responsables, la promotion des bonnes pratiques et l'accompagnement des manifestations se sont poursuivis par le biais de la plateforme KITmanif et en partenariat avec les manifestations ambassadrices lausannoises. Le rapport-préavis N° 2020/34 («*Manifestations responsables: plan d'actions communales – Réponse au postulat de M<sup>me</sup> Thanh-My Tran-Nhu*»), adopté par la Municipalité, synthétise cette politique.

KITmanif s'est également enrichi d'une nouvelle section sur l'accessibilité universelle. Enfin, les statistiques 2020 démontrent l'intérêt, même en temps de pandémie, pour cette plateforme, puisque la fréquentation a été similaire à celle de 2019.

### **Naturopolis (projet Interreg France-Suisse)**

En 2020, le projet de collaboration et d'échanges entre les villes de Lausanne et d'Annecy (2018-2022) ayant pour but de valoriser des espaces urbains à travers l'art et la culture comptait neuf actions, allant des dégustations musicales dans les domaines viticoles de la Ville organisées en partenariat avec l'Ecole de Jazz et de Musique de Lausanne, aux traditionnelles visites à la ferme, en passant par une visite du marché pour et par les enfants dans le cadre de la semaine du goût.

### **Convivialité et espace public: politique publique des édicules**

Afin de soutenir les édicules impactés par les périodes de fermetures ou les restrictions d'activités, il a notamment été décidé de renoncer à la perception des loyers. La politique des édicules s'est poursuivie en 2020, avec la réaffectation ou le renouvellement d'exploitation de plusieurs édicules:

- l'attribution de l'édicule des Falaises à l'Association des Falaises;
- l'attribution de l'édicule de la Maladière à un collectif de différents horizons professionnels, mais dont l'annonce et l'exploitation culturelle effective ont été reportés pour 2021 en raison de la pandémie;
- le renouvellement de la fresque à l'édicule de Rumine par l'artiste Anaëlle Clot;
- l'appel à projet concernant l'édicule du Bugnon-Calvaire et son attribution à M<sup>me</sup> Sat Mui Chuong et M. Thien Long Nguyen, qui l'exploitent sous l'enseigne de Little Saïgon.

### **Participation citoyenne**

En 2020, la Ville de Lausanne a mené une vingtaine de démarches participatives comme, par exemple le premier forum pour l'écoquartier des Plaines-du-Loup, l'exposition et les débats concernant le réaménagement du secteur Riponne-Tunnel, la création de l'association des Falaises qui gère l'édicule et le potager, la deuxième édition du budget participatif, ou la végétalisation de la rue de la Tour avec le projet lauréat du concours Nature en ville 2018 Commune allée verte.

La coordinatrice participation avec l'appui des membres de la Plateforme de participation, ont notamment:

- renforcé la coordination des démarches participatives et l'accompagnement des services (soutien, conseils, outils, etc.);
- consolidé le pôle de compétences en matière de participation par l'échange de bonnes pratiques, la mise en commun de documents, de méthodes participatives et la mise en place de formations continues;
- développé et mutualiser des outils de façon transversale (inventaire de matériel, Kit Cubes, triporteur ou bureau itinérant pour mobiliser les quartiers, etc.);
- assuré une veille scientifique de la participation et l'implication de la Ville à différents réseaux régionaux, nationaux et internationaux.

## **Déléguée au développement durable**

Le travail de la déléguée se concentre sur les axes prioritaires définis pour la législature, à savoir: la stratégie développement durable 2015–2019, la politique alimentaire, la production et la consommation responsable, l'administration durable, la convivialité et l'espace public, et l'économie responsable et circulaire.

## **Stratégie développement durable Ville 2015-2019**

L'année 2020 a été marquée par:

- la publication de la Revue des résultats de la stratégie développement durable Ville 2015-2019;
- le lancement en mars, sous l'égide de l'association Coord21, du Guide pratique pour un Agenda 2030 dans les communes et les cantons. Les membres de Coord21, soit plus de 60 communes et cantons de Suisse romande, se sont associés pour définir des lignes directrices permettant la déclinaison au niveau local de l'Agenda 2030.

## **Politique alimentaire Ville: restauration collective durable (RCD)**

Les réalisations marquantes dans ce domaine sont les suivantes:

- préavis RCD II – adoption par le Conseil communal du rapport-préavis N° 2019/42 (*«Bilan et perspectives du plan d'action pour une restauration collective municipale avec une haute qualité nutritionnelle, environnementale et sociale (plan RCD)»*);
- Journée nationale de l'alimentation durable – co-création de la commission nationale Alimentation durable en partenariat avec l'Union des villes suisses (UVS) et les villes de Zürich et Bâle. Sous l'égide de l'UVS la première rencontre s'est déroulée avec succès en septembre 2020;
- plan anti-gaspillage alimentaire – dans le cadre de la campagne nationale Save food visant la réduction du gaspillage alimentaire, en partenariat avec GastroLausanne, le Canton et la Coopérative romande de sensibilisation à la gestion des déchets (Cosedec), un plan d'actions pour la restauration et les consommateurs, ainsi que pour le RCD a élaboré. Le premier événement au profit des restaurateurs lausannois a été lancé en septembre 2020. La campagne se poursuivra en 2021.

## **Production et consommation responsables**

- RestoBox Lausanne – Emporter futé – lancement en février 2020 de l'initiative RestoBox Lausanne, en partenariat avec GastroLausanne. L'objectif est de développer de nouvelles pratiques pour la restauration rapide et l'offre alimentaire à l'emporter en introduisant de manière systématique le recours à la vaisselle réutilisable, au lieu des contenants jetables à usage unique.

## **Fonds communal pour le développement durable (FDD)**

Activités relatives au FDD: réception et analyse des demandes, préparation des quatre séances annuelles du comité de pilotage, réponses aux porteurs-euses de projets, suivi des projets et des finances.

En 2020, 17 projets ont obtenu un soutien financier, contre 22 en 2019. Le FDD a financé en 2020 un montant de CHF 8'767'681.- pour l'ensemble des projets et préavis validés par la Municipalité et le Conseil communal.

## **Unité communication de la Direction LEA**

En 2020, la cellule de communication au sein de la Direction LEA s'est attelée à maintenir le lien avec la population malgré la situation due à la pandémie. Elle a notamment apporté son soutien à l'EM-DIAM en effectuant des prestations de communication pendant le premier semi-confinement. Elle a défini les stratégies de communication des projets de la direction qui lui ont été confiés et assuré l'accompagnement des actions de communication des services. Elle a entretenu les relations avec les médias en organisant des conférences de presse et répondu aux diverses sollicitations. La cellule a également rédigé différents supports (argumentaires, communiqués de presse, éléments de discours, articles pour le journal communal, actualités municipales, etc.). Enfin, la cellule communication LEA a assuré le lien avec le Bureau de la communication de la Ville et participé au réseau des responsables et chargés-e-s de communication des directions.

## **Unité environnement (ENV)**

L'Unité environnement (ENV), a pour objectif de devenir un centre de compétences et un observatoire de l'environnement, en coordination et en complémentarité avec les services métiers communaux. L'année 2020 a donné lieu à différents projets spécifiques tels que:

- élaboration du rapport-préavis N° 2020/38 (*«Vers un observatoire de l'environnement, pour contribuer à promouvoir la santé de la population et à lutter contre les*



- changements climatiques*»), adopté par la Municipalité le 24 septembre 2020;
- en lien avec le développement futur du quartier de Malley-Gazomètre, conduite des investigations techniques complémentaires nécessaires sur les sites pollués, in situ, afin de déterminer, notamment, les contraintes urbanistiques et/ou constructives pour les futurs projets urbanistiques, un premier rapport final a été remis au Canton pour validation début décembre 2020;
  - dans une volonté de concrétiser la valorisation des ressources souterraines à l'échelle d'un quartier, accompagnement d'un mandat spécifique pour la prise en compte des enjeux liés aux ressources du sous-sol dans le cadre du plan d'affectation Cour-Reposoir, le rapport du mandataire a été remis aux urbanistes en octobre 2020;
  - finalisation du projet mené par un bureau spécialisé pour concrétiser le principe de Circular Cities Switzerland à Lausanne;
  - expertise au sujet du développement de la nouvelle technologie (cinquième génération, 5G) liée à la téléphonie mobile qui suscite passablement de questionnements de la part du monde civil et politique;
  - rédaction de la décision finale relative à l'étude d'impact sur l'environnement pour le permis de construire du parking centralisé de l'écoquartier des Plaines-du-Loup;
  - avec l'appui des services cantonaux et communaux concernés, élaboration de réponses à plus d'une quinzaine de plaintes ou questionnements d'habitant·e-s lausannois·e-s relatives aux nuisances dues au bruit, à la pollution de l'air et aux rayonnements non ionisants essentiellement;
  - suivi des études d'impact sur l'environnement des projets liés aux travaux de la gare (gestion des déchets des futurs chantiers CFF, protection contre les accidents majeurs et bruit pour le PA Rasude);
  - participation aux travaux du Groupe amiante, notamment dans le cadre des mesures effectuées au Skate Park de Sévelin;

Enfin, il convient de préciser que certains événements prévus ont été annulés en raison de la pandémie et reportés à 2021, il s'agit notamment de:

- la balade acoustique à travers Lausanne intégrée à la journée internationale contre le bruit d'avril 2020;
- la participation à la rencontre dans le cadre des Sauvageons en ville sur la pollution de l'air;
- les deux séances prévues de la Délégation municipale aux risques environnementaux.

## Service du cadastre (CADA)

### Principales missions du service

Le service du cadastre est constitué des cinq unités suivantes:

- Administration
- Droit foncier et mensuration officielle
- Mensuration technique
- Cadastre souterrain
- Goéland et guichets cartographiques

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines

- de la coordination des procédures à incidence spatiales
- du droit foncier
- des mensurations officielles et techniques
- du cadastre des conduites souterraines
- du traitement et de publication de géodonnées informatiques

Par la mise à disposition de l'outil Goéland, le service s'occupe aussi des références territoriales. Cet outil, développé, maintenu et mis à disposition par le Service du cadastre, joue un rôle fédérateur au sein de l'administration. Il s'agit d'une solution de gestion du savoir de l'administration permettant notamment de conduire et de documenter les processus administratifs.

Le service forme aussi plusieurs apprenti·e-s géomaticien·ne·s.

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SC	-	-	2.95	2.95
Droit foncier et géomatique	-	-	22.05	21.15
Goéland et guichets cartogr.	-	-	8.20	8.20
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33.20</b>	<b>32.30</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+33.20</b>

### Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration SC	-	-	3	2.95
Droit foncier et géomatique	-	-	23	21.15
Goéland et guichets cartogr.	-	-	9	8.20
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>35</b>	<b>32.30</b>

### Apprenti.e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Droit foncier et géomatique	-	3
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>3</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	2	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>

## Evènements marquants

Le Secrétariat général et cadastre a été scindé au 1<sup>er</sup> avril 2020 afin de séparer les activités liées au cadastre des activités du secrétariat général de la Direction LEA suite au départ à la retraite anticipée fin mars 2020 de M. Yves Deillon. Ainsi, le Service du cadastre dans sa nouvelle organisation a poursuivi ses activités courantes

en 2020 avec à sa tête un nouveau chef de service, M. Sébastien Monnier, précédemment adjoint au chef de service.

La crise sanitaire a évidemment eu un fort impact sur le fonctionnement des équipes de terrain, notamment pour les unités cadastre souterrain et mensuration technique dont la moitié des activités se fait en extérieur, en équipe et principalement sur des chantiers. Pour le reste, l'impact du Covid-19 a été moindre grâce à la mise en place rapide du télétravail.

## Principales activités 2020

### Unité Administration

L'unité administrative est la porte d'entrée du service et de la Direction LEA. Ses premières missions sont un accueil et un service de qualité aux citoyen-ne-s lausannois-e-s et aux collaborateur-trice-s de la Ville, ainsi qu'un soutien administratif pour le Secrétariat général LEA. Les autres missions principales de cette unité sont le suivi d'affaires à l'aide de l'outil Goéland, l'établissement et le suivi du budget de fonctionnement, la constitution de toutes servitudes en lien avec la Commune, la mise en forme et l'archivage des conventions foncières pour l'ensemble de la Ville, la gestion de l'économat, ainsi que la mise à jour de la base de données des parcelles.

### Unité Droit foncier et mensuration officielle

L'unité Droit foncier et mensuration officielle a participé à plusieurs démarches foncières liées aux parcelles et infrastructures communales, permettant généralement de trouver des solutions à l'amiable. Ces interventions concernent, notamment, les dossiers suivants:

#### Malley-Gazomètre

- finalisation d'études complémentaires de pollution pour permettre à terme le développement du site;
- fin de la mise à disposition du site des anciens abattoirs pour la patinoire provisoire;
- première discussion en vue de l'établissement d'une convention de mise à disposition du site des anciens abattoirs en faveur de la Commune de Prilly afin d'y organiser des activités provisoires à vocation publique;
- convention de mise à disposition d'une fraction de parcelle en face du Sleep'In en faveur du Centre sportif de Malley pour l'installation d'un village de chantier.

#### Développement des métros m2 et m3 sur le tronçon boulevard de Grancy – place de l'Europe, respectivement sur l'ensemble de la ligne

- finalisation de l'élaboration des conventions cadres traitant des principes de propriété des ouvrages, de responsabilité et répartition des coûts;
- élaboration des conventions de détails traitant des aspects fonciers (emprises provisoires et définitives).

De plus, l'unité accomplit diverses tâches en tant que bureau de géomètre pour les propriétés communales ainsi que des tâches d'ordre administratives, voir légales. Il s'agit notamment de:

- gérer et diffuser les limites des constructions et les périmètres d'implantation nécessaires à l'implantation des nouvelles constructions;
- analyser et autoriser conformément à loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), toutes les demandes de fractionnement de parcelle sur le territoire communal;
- participer à l'analyse des demandes de permis de construire en collaboration avec le Bureau des permis de construire, notamment pour les aspects géométriques et fonciers;
- autoriser les réalisations d'ancrages sous le domaine public ou privé communal;
- contrôler l'implantation des nouvelles constructions sur tout le territoire;
- attribuer et gérer les adresses de bâtiments;
- répertorier les empiètements immobiliers sur le domaine public;
- établir tous les extraits cadastraux légaux pour les besoins de la Commune, tels que plans pour les enquêtes publiques, plans de servitude pour le registre foncier, plans pour mention ou autres plans spéciaux;

- établir les dossiers pour la mise à jour du plan du registre foncier pour les tous biens-fonds communaux lors de nouvelles constructions;
- suivi de la mise à jour des nouvelles constructions sur le plan du registre foncier sur tout le territoire communal par délégation du Canton.

## Unité Mensuration technique

L'unité Mensuration technique réalise des relevés topographique pour les projets communaux ou pour des ouvrages existants: implantations de constructions, levés de détails, acquisitions photogrammétriques, abornements et contrôles de stabilité d'ouvrages, modélisation 3D du terrain, détermination de cubature, etc.

Pour l'année 2020, on peut signaler à titre d'exemples quelques opérations particulières:

- suivi du chantier de la STEP de Vidy (contrôles de stabilité, implantations d'ouvrage, contrôles d'exécution);
- suivi photogrammétrique par drone du chantier du stade de la Tuilière, ainsi que divers contrôles de stabilité, implantations et relevés;
- contrôle géométrique des conduites du Service de l'eau passant dans le tunnel Tridel avec une extension réalisée en 2020 depuis la Borde jusqu'à l'usine TRIDEL;
- prestations de géomètre pour les différents collèges en chantier (Belvédère, Riant-Pré, Saint Roch, etc.) ainsi que pour la transformation du Théâtre de Vidy;
- contrôles de stabilité dans le cadre des chantiers communaux;
- contrôles de stabilité d'ouvrages et bâtiments communaux ayant une instabilité connue.

Le service dispose aussi d'un scanner laser permettant de modéliser en 3D les ouvrages les plus complexes. Cette technologie est utilisée afin de contrôler la stabilité de certains ouvrages ou pour les modéliser à des fins de documentation (plan d'ouvrage, contrôle d'exécution). Il a aussi permis cette année à:

- déterminer des volumes de sédiments dans le lit de certaines rivières;
- modéliser en 3D le désableur du Capelard (en appui au Service de l'eau);
- modéliser en 3D le Grand-Pont en vue des futurs travaux (en appui au Service des routes et de la mobilité).

Deux drones photogrammétriques permettent de réaliser des orthophotos ainsi que des modèles numériques de terrain sur de grandes étendues. En 2020, ces drones ont notamment permis le suivi de l'évolution de certains chantiers, par exemple l'écoquartier des Plaines-du-Loup, le stade de la Tuilière ainsi que la construction de la nouvelle STEP à Vidy.

## Unité Cadastre souterrain

### Mise à jour des réseaux et diffusion

L'unité Cadastre souterrain relève en fouille ouverte toutes les conduites (nouvelles et en service) situées sur le domaine public communal ou sur les propriétés communales, ainsi que les conduites appartenant aux services gestionnaires de la Ville, sur le domaine public et privé:

- périmètre d'intervention: communes de Lausanne, Epalinges, Renens et Prilly, auxquelles ont été ajoutées en 2020 les communes de Jouxens-Mézery, Romanel-sur-Lausanne et Le Mont-sur-Lausanne;
- 3'300 interventions des équipes de terrain (3'550 en 2019), 27'200 points déterminés en planimétrie et en altimétrie (29'900 en 2019);
- mise à jour des bases de données dans un délai inférieur à une semaine;
- 940 commandes de géodonnées délivrées dans un délai d'un demi-jour (790 en 2019).

### Dématérialisation des plans graphiques

La numérisation des anciens plans graphiques du réseau d'eau potable s'est achevée en 2020. L'ensemble des ressources se consacre désormais à la numérisation des plans du réseau de gaz. En 2020, ce sont 720 plans du réseau de gaz qui ont été numérisés par l'unité, portant à 927 le nombre de plans numérisés, soit le 28% des 3'278 plans qui seront numérisés ces trois prochaines années.

L'unité s'occupe aussi de l'amélioration continue des bases de données (réseaux de distribution et d'évacuation des eaux, gaz).

## Unité Goéland, guichets cartographiques

Goéland est une solution web largement utilisée au sein de l'administration communale, qui peut être employée par tout collaborateur-trice communal-e sans coût de licence. Elle est intégralement développée au sein du service, qui s'occupe aussi de la maintenance de l'application et des serveurs pour l'extranet du Conseil communal, ainsi que des guichets cartographiques externe et interne. L'interaction entre ces derniers et Goéland assure une disponibilité et une mise à jour continue de l'information administrative et géographique acquise au sein de l'administration.

Goéland fonctionne grâce à une infrastructure d'une dizaine de serveurs physiques sur une plateforme libre de virtualisation. Tous les composants serveurs s'appuient sur des briques logicielles standard éprouvées sous licence libre telles que Linux, Apache, PHP et PostgreSQL/PostGIS.

Durant l'année 2020, plus de 2'300 employé-e-s de l'administration communale ont utilisé cette application. A fin 2020, 329'481 affaires (302'795 en 2019) sont traitées par plus de 35 services, qui ont collaboré pour plus de 1'554'732 prises de positions documentées (1'428'057 en 2019). Fin 2020, 1'613'347 documents électroniques sont indexés dans Goéland (1'477'365 en 2019). Ces documents ont été consultés plus de 10 millions de fois en interne.

L'atelier de numérisation a digitalisé et indexé 10'450 courriers en 2020 contenant 26'365 documents. De plus, 4'736 nouveaux-elles acteur-trice-s ont été créés en base de données.

Les réalisations marquantes de cette unité pour 2020 sont les suivantes:

- développement et mise en production pour le Service de la propreté urbaine d'une solution mobile open source baptisée Sentinelle permettant aux usager-ère-s d'annoncer avec leur smartphone différents types de dégradations géolocalisées. La solution permet ensuite la gestion et le suivi du traitement de ces annonces;
- mise en production d'une passerelle bidirectionnelle entre Sentinelle et Goéland pour la création et le suivi automatique des affaires de type tags-graffitis;
- développement de neuf nouveaux types d'affaires Goéland, dont cinq complexes;
- mise en production d'une interface d'extraction spatiale de données objets (parcelles, bâtiments etc..) par polygones définis par l'utilisateur-trice;
- mise en production d'un module d'export des données affaire et documents pour la solution AGIR du Secrétariat municipal;
- malgré la situation sanitaire et les restrictions imposées, l'Unité a organisé et tenu 45 sessions de formation Goéland de différents niveaux, pour un total de 72 participant-e-s;
- migration et mise à disposition des données de la mensuration officielle et des données cadastrales Ville de Lausanne dans les systèmes de coordonnées MN03 (ancien) et MN95 (nouveau);
- actuellement géré par le Canton via l'Office de l'information du territoire (OIT), la gestion du thème «adresse de bâtiment» de la mensuration officielle sera totalement géré par le Service du cadastre, la mise en production est prévue pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021;
- début de la migration à NORMAT 2 pour les géodonnées des plans d'affectation pour les besoins du Service de l'urbanisme;
- début du développement d'une solution métier SIG pour gérer le réseau du chauffage à distance (QCAD);
- début du développement d'une solution SIG pour la gestion des réseaux souterrain restant dans SISOL synthèse tel que: télécom, signalétique Police, réseau multi-services, etc.;
- ajout d'un nouveau fond de plan WMTS de type Plan de Ville et d'orthophotos réalisées par le drone du service sur des zones d'intérêts spécifiques tel que: centre-ville, gare CFF, Tuilière, etc.;
- ajout des informations de type «Fontaines» au guichet cartographique public;
- début de la migration du guichet cartographique mobile et desktop basé sur la nouvelle version 2.5 de GeoMapFish en utilisant les géodonnées en projection MN95. Cette migration sera terminée début 2021.

# Service du logement et des gérances (SLG)

## Principales missions du service

### Administration et gouvernance

- conduite et coordination des différents domaines du service
- consolidation de la gouvernance du service et rationalisation de l'organisation
- suivi des recommandations du Contrôle des finances de la Ville de Lausanne
- suivi du développement du système de contrôle interne couvrant l'ensemble des processus métiers et optimisation des procédures et indicateurs
- nombreuses représentation de la Ville dans des conseils de fondation ou d'administration de sociétés immobilières

### Ressources humaines

- assurer les prestations liées à la gestion du personnel administratif et d'exploitation

### Logements d'utilité publique et établissements publics

- promouvoir, planifier, assurer le suivi et contrôler les logements d'utilité publique (LUP)
- initier et mettre en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie
- administrer et réindexer les droits de superficie distincts et permanents (DDP) ainsi que suivre l'évolution des contrats
- gérer et administrer les aides à la pierre
- représenter la Commune dans différentes sociétés immobilières
- participer à l'élaboration de certains plans de quartier afin d'implémenter un quota de LUP
- assumer la gestion et l'entretien des édicules ayant fait l'objet de conventions (nouvelle politique des édicules)
- promouvoir et valoriser les établissements publics appartenant à la Ville et gérés par le SLG (nouvelle politique des établissements publics)
- élaborer les statistiques nécessaires au suivi régulier de l'évolution du marché du logement
- assurer la mise à jour du Registre cantonal des bâtiments (RCB) et l'application de la loi sur l'harmonisation des registres (LHR)
- répondre aux obligations fédérales et cantonales en matière de statistiques de la construction
- collaborer avec la Commission immobilière (CI) pour les objets achetés grâce au droit de préemption de la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif LPPPL
- assurer et suivre les demandes particulières des locataires pour un relogement

### Office communal du logement

- gérer l'inscription aux logements subventionnés et contrôlés conformément à la législation en vigueur
- réviser les conditions d'occupation des locataires des logements subventionnés ou contrôlés conformément à la législation en vigueur
- préserver le parc de logements locatifs existants par le biais de la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL)

### Patrimoine immobiliers

- gérer le parc immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL), comprenant des immeubles du marché libre et des immeubles subventionnés, y compris les immeubles ex-COLOSA, et en assurer la comptabilité
- gérer les immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL S.A.).
- gérer les immeubles du patrimoine financier de la Ville
- gérer les immeubles du Fonds Edouard et Hortense Pache
- gérer les places de parc du domaine privé communal et appliquer le plan de mobilité de l'administration communale lausannoise (PML)
- gérer les immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville
- assurer l'exploitation technique et le nettoyage des locaux de l'administration communale
- assister les services dans la recherche de solutions de location

### Finances et informatique

- assurer un support technique et logistique des applications informatiques métiers, mais aussi superviser l'informatique du service dans sa globalité
- assurer le suivi et la maintenance du logiciel de gestion immobilière et son remplacement
- enregistrer toutes les écritures comptables du service ainsi que celles liées aux activités de gérance immobilière dans le cadre de la gestion de ses bâtiments et de ceux de services tiers
- enregistrer toutes les écritures liées aux activités de gérance immobilière ainsi que gérer la trésorerie des parcs immobiliers de la CPCL, de la SILL S.A. et du Fonds Edouard et Hortense Pache dans le cadre de ses mandats de gestion immobilière
- établir les budgets et réaliser le bouclage annuel des comptes de fonctionnement
- contrôler les incidences financières des notes à la Municipalité, des préavis et des rapports-préavis

### Valorisation des patrimoines

- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction pour le compte de la CPCL
- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction du patrimoine financier de la Ville
- réaliser les études de faisabilité des projets de la CPCL et du patrimoine financier de la Ville
- contrôler la compatibilité des projets sur les terrains de la Ville avec le préavis N° 2013/20 («*Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale*»)

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction SLG	3.70	2.90	5.70	5.70
Fin. informat. achats, logist.	10.80	9.40	10.30	9.10
Gestion immob. des Patrimoines	29.68	27.30	31.68	28.75
Inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	8.60	8.60	7.80	6.80
Pol. Logement – Habitat SLG	7.10	6.30	–	–
Log. unit. Pb & établ. publics	–	–	9.70	8.70
Nettoyage et Exploitation	30.11	26.65	29.41	26.90
Syst. organ. et évol. SLG	1.70	1.70	0.90	0.00
Valorisation patrimoines SLG	6.60	6.60	6.70	6.70
<b>Total service</b>	<b>98.29</b>	<b>89.45</b>	<b>102.19</b>	<b>92.65</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+3.90</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Direction SLG	3	2.90	6	5.70
Fin. informat. achats, logist.	12	9.40	11	9.10
Gestion immob. des Patrimoines	47	27.30	50	28.75
Inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	10	8.60	9	7.60
Pol. Logement – Habitat SLG	7	6.30	1	1.00
Log. unit. Pb & établ. publics	–	–	8	6.90
Nettoyage et Exploitation	67	26.65	67	26.90
Syst. organ. et évol. SLG	2	1.70	–	0.00
Valorisation patrimoines SLG	7	6.60	7	6.70
<b>Total service</b>	<b>155</b>	<b>89.45</b>	<b>159</b>	<b>92.65</b>

## Apprenti·e·s

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
Direction SLG	5	4
Nettoyage et Exploitation	2	3
<b>Total service</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

## Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	11	14
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
<b>Total service</b>	<b>11</b>	<b>15</b>

## Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>11</b>

## Evènements marquants

L'année 2020 aura été marquée par le Covid-19, ayant plusieurs conséquences importantes sur le fonctionnement de chacun des domaines du service au quotidien:

- gestion des nombreux appels des locataires inquiets en raison de la situation, tant au niveau sanitaire que financier;
- gestion des renoncations de loyer et redevances sur les droits distincts et permanents de superficie (DDP) en fonction des critères spécifiques des différentes vagues (éligibilité selon l'ordonnance II du Conseil fédéral et l'arrêté du Conseil d'Etat notamment) et accompagnement des entreprises pour les démarches administratives;
- grande fluctuation des effectifs et difficile gestion des collaborateurs tant au niveau sanitaire (organisation des bureaux, communication et plateformes d'échange repensées, télétravail, etc.) qu'organisationnel (le service se doit de fonctionner malgré les absences, gestion des états des lieux des fins de mois malgré les incertitudes de la disponibilité des entreprises de déménagement et les refus de locataires de déménager durant cette période, mise en œuvre des divers outils de communication informatique);
- arrêt des chantiers pendant deux à deux mois et demi au printemps.

## Principales activités en 2020

### Administration et gouvernance

Plusieurs faits marquants sont à relever:

- adaptation de la gouvernance du service et regroupement de secteurs et domaines provoquant une réorganisation de la répartition des tâches;
- engagements de plusieurs collaborateur·trice·s à des postes clés;



- grande fluctuation des effectifs due au Covid-19 et difficultés organisationnelles durant toute l'année mais missions essentielles remplies.

## Ressources humaines

En 2020, les éléments suivants sont à signaler:

- gestion de nombreuses absences et démarches administratives consécutives aux mises en quarantaine et malades du Covid-19;
- absence du responsable RH durant toute l'année, mise au concours du poste et engagement du nouveau responsable RH.

## Logements d'utilité publique et établissements publics

### Promouvoir, planifier, accompagner et contrôler les logements d'utilité publique

Dans le cadre des logements d'utilité publique (LUP), des conventions avec le Canton ont été signées et sont ainsi administrativement régularisées.

La promotion des LUP a été implémentée dans les nouveaux plans de quartiers (Cour, Bellefontaine, Malley, Sévelin et Ruchonnet). Il en a été de même, en collaboration avec la Commission immobilière (CI) pour des achats d'immeubles destinés à des LUP (avenue de France 86, avenue Victor-Ruffy 56).

L'étude Objectif Logement a été finalisée et va faire l'objet d'un préavis l'année prochaine. Une attention particulière a été portée sur l'étude Pré-de-Vidy afin d'évaluer de quels types de logement a besoin la Ville pour ce secteur.

Le domaine a également contribué à soutenir la Direction LEA sur des sujets tels que l'initiative pour des logements abordables, des conférences sur la thématique du logement ou le logement coopératif, par exemple.

### Promouvoir et mettre en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie

La 16<sup>e</sup> édition de la Fête des voisins aux balcons et fenêtres a été maintenue malgré la crise sanitaire, sous une forme adaptée aux mesures en vigueur, la participation enregistrée a été très faible en comparaison aux autres années.

En collaboration transversale, le service a contribué à plusieurs démarches participatives concourant à la vie de quartier, notamment le premier forum des Plainnes-du-Loup ainsi qu'à la promotion d'une meilleure qualité de vie dans le quartier des Falaises avec la création d'une association des habitant-e-s qui gère un édicule et un potager collectif, ainsi qu'aux Fiches Nord en accompagnant l'association déjà en place dans leurs objectifs de mieux vivre-ensemble.

### Parcelles en DDP et LUP

Une nouvelle collaboratrice a été engagée pour gérer les droits distincts et permanents de superficie (DDP). De nombreuses conventions tripartites pour les logements subventionnés ont été signées et finalisées.

## Statistiques

### Logements vacants

L'enquête annuelle, effectuée par le SLG directement auprès des gérances, a recensé 380 logements vacants (à la location et/ou en vente), au 1<sup>er</sup> juin 2020, ce qui correspond à un taux de vacances de 0.47% (en augmentation par rapport au 0.36% de 2019).

Au niveau cantonal, le rythme de construction soutenu a fait évoluer en une année le taux de 1.1% à 1.4%, ce qui maintient encore le Canton de Vaud dans une situation de pénurie, le seuil de 1.5%, correspondant à une situation équilibrée, n'ayant pas encore été atteint.

### Registre cantonal des bâtiments (RCB) et statistique de la construction (BauStat)

Le parc de logements lausannois totalise, en décembre 2020, 79'701 logements compris dans 8'609 bâtiments dûment recensés et mis à jour en flux continu dans le RCB par le SLG, dans le cadre de la statistique fédérale de la construction, ce qui représente une augmentation du parc de 363 logements par rapport à l'année précédente.

En zoomant sur les résultats de 2020, on découvre que le parc de logements subventionnés à Lausanne s'élève, à fin 2020, à 7'691 logements ce qui représente 9.6% du parc total. Ces résultats relativement stables (-8 logements) s'expliquent par la création de 36 logements à l'avenue de Morges 58 – chemin de Renens 7a mais surtout par la disparition provisoire de 44 logements à la route du Pavement 57-63.

## Etablissements publics et édicules

### Etablissements publics

Marquée par le Covid-19, cette année 2020 a beaucoup affecté les établissements publics qui ont dû fermer leur porte à deux reprises de mars à mi-mai et de début novembre à mi-décembre et/ou restreindre leurs activités en raison des contraintes sanitaires et spatiales fixées par les autorités fédérales et/ou cantonales. Tous les établissements publics, en mains communales, ont été soutenus par la Ville qui leur a accordé la gratuité de leur loyer quand ils étaient contraints à des fermetures.

D'une façon plus générale, la politique de soutien et de valorisation des établissements publics a conduit, en 2020, aux actions et réflexions suivantes.

Le Barbare, après avoir reçu l'approbation du Conseil communal en janvier 2020, les travaux de rénovation prévus autant dans l'établissement que dans les appartements ont pu commencer en septembre 2020.

Pour l'auberge de Sauvabelin, suite à la mise à l'enquête d'un projet de déconstruction de l'auberge et d'aménagement d'un espace extérieur ayant soulevé des oppositions et une pétition, un nouveau rapport-préavis N° 2020/32 proposant une rénovation-transformation de l'auberge avec mise en valeur du corps principal du chalet d'origine et extension a été rédigé, présenté et accepté mi-décembre 2020 par le Conseil communal.

### Edicules

Le SGLEA, dont la politique des édicules dépend, se charge de l'établissement ou des modifications à apporter aux conventions à signer avec les exploitant.e-s et à leur suivi. La gestion des édicules, à proprement parler, est ensuite assurée par le SLG. En 2020, le bail de la Folie Voltaire dans le parc Mon-Repos a été converti en convention et la convention de la Terrasse des Grandes-Roches s'est vue modifiée suite à l'incendie qui s'y est déclaré. Autre fait marquant, l'édicule du Bugnon-Calvaire a changé d'exploitant, en été 2020, suite à une procédure d'appel d'offres; sa nouvelle enseigne Little Saigon propose des spécialités vietnamiennes.

La crise sanitaire a également perturbé les événements qui étaient prévus dans l'édicule des Falaises, confié à l'association de quartier et à celui de la Maladière, mis à la disposition d'artistes pour des expositions ponctuelles. Les manifestations prévues aux Arches 17-18 du Grand-Pont, mises sur pied ou autorisées par la Ville, ont dû également être annulées en raison des restrictions sanitaires.

## Office communal du logement (OCL)

### Inscriptions aux logements subventionnés

En 2020, 2'536 dossiers ont été réceptionnés, dont 42% de nouvelles inscriptions, soit un chiffre légèrement inférieur par rapport à l'année passée (2'847 dossiers) qui peut s'expliquer par la situation sanitaire. Le nombre de baux signés a augmenté à 693, soit une augmentation de 63 par rapport à 2019.

Malgré la fermeture des guichets en avril et une baisse de fréquentation très marquée en mars et mai, la réception de l'OCL a accueilli 9'404 visiteur.euse.s entre janvier et novembre 2020. Avec des pics de fréquentations très importants en début d'année et durant les deux mois d'été, les usager.e-re-s ont continué de venir au guichet afin de se renseigner ou de déposer leur dossier d'inscription ou de mise à jour. Excepté durant le premier semi-confinement, il est à noter qu'une majorité de dossiers continuent d'être réceptionnés directement au guichet, plutôt que par poste ou par courriel.

On peut relever que les demandes d'inscriptions et de baux ont été particulièrement importantes durant les périodes de mises en location, en début d'été, des nouveaux immeubles subventionnés à l'avenue de Morges 58 – chemin de Renens 7a et du dernier lot au chemin de Florency.

### Révision des conditions d'occupation

Les contrôles ayant été temporairement suspendus pendant la période du premier semi-confinement puis ralentis durant l'été, en accord avec le Canton, afin d'éviter les situations de rigueur dues aux résiliations de baux, le bureau de la révision a contrôlé la situation d'environ 1'600 locataires, soit une diminution par rapport à 2019. Parmi les dossiers contrôlés, une très large majorité remplissait les conditions pour conserver le logement, 164 ont donné lieu à une suppression des aides des pouvoirs publics ou occasionné un supplément de loyer et finalement 73 ont abouti à une résiliation de bail.

Le motif de résiliation le plus fréquent est toujours le dépassement des revenus, suivi de la sous-occupation notoire des locaux.

Au 15 décembre 2020, le nombre de résiliations en cours s'élevait à 236. Les deux tiers environ des résiliations font l'objet d'une convention de prolongation d'une année en préfecture, qui peut dans certains cas être suivie d'une seconde prolongation d'une année. Une troisième prolongation n'est accordée que dans de rares cas, à titre exceptionnel.

### **Coordination et assistance locataires (médiation)**

Le nombre de sollicitations a été en nette baisse avec 66 nouveaux dossiers enregistrés. Les problèmes auxquels sont confrontés de nombreux usagers concernent des difficultés à effectuer les démarches de manière efficace, la méconnaissance de certaines procédures et ont nécessité des conseils personnalisés et des réorientations. Près de 30 ménages ont bénéficié d'un relogement prioritaire, essentiellement dans le parc de logements subventionnés et 36 ménages sont au bénéfice d'un suivi actif.

### **Unité communale de préservation du parc locatif**

Rattachée à l'OCL depuis 2019, l'Unité communale de préservation du parc locatif assure le suivi des dossiers et le respect des procédures en matière de préservation du parc locatif selon la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL).

Pour lutter contre la pénurie de logements en conservant sur le marché des logements loués qui correspondent aux besoins de la population (article 1 alinéa 1 lettre a LPPPL), c'est-à-dire afin de maintenir une proportion d'appartements à loyer abordable dans les communes où sévit une pénurie de logements, la LPPPL prévoit deux instruments dans son volet préservation du parc:

- la soumission à autorisation des travaux de rénovation, de transformation et de démolition, ainsi que l'affectation totale ou partielle de logements loués à d'autres fins que l'habitation (articles 6 à 18 LPPPL);
- la soumission à autorisation d'aliénation de logements loués (articles 19 à 24 LPPPL).

En 2020 (chiffres arrêtés au 15 décembre), près de 900 dossiers (englobant la partie travaux et aliénations) ont été soumis et analysés par l'unité. Un très léger ralentissement du nombre de dossier dû au Covid-19 est à noter, toutefois un rebond est à prévoir en 2021.

Concernant les demandes de travaux: au total, 505 dossiers ont déjà été traités. Après analyse, 53 de ces dossiers ont fait l'objet d'un préavis communal. Le prix de location moyen (m<sup>2</sup>/an) des objets soumis à la LPPPL avant travaux se situait à CHF 214.-/m<sup>2</sup>/an et à CHF 251.-/m<sup>2</sup>/an après travaux. Chacun des préavis communaux a fait l'objet d'une demande de conditions pour la remise en location.

S'agissant des demandes d'aliénations: au total 68 dossiers ont déjà été traités. Après analyse, 63 de ces dossiers ont fait l'objet d'un préavis communal. Huit dossiers sont encore en suspens et feront l'objet d'un préavis. Chacun des préavis communaux a fait l'objet d'une demande de conditions pour la remise en location.

## **Patrimones immobiliers (DPI)**

Ci-après, les éléments importants des cinq secteurs du domaine.

### **Patrimoines immobiliers de tiers (PIT)**

#### **CPCL historique/ CPCL – ex-COLOSA/SILL S.A./Fonds Edouard et Hortense Pache (FDPA)**

Le patrimoine de la CPCL, qui compte 3'787 logements, a enregistré 294 mutations de locataires au 10 décembre, celui de la SILL S.A., qui compte 533 logements, a enregistré 48 mutations de locataires à la même date.

Une réorganisation opérationnelle du secteur a été réalisée afin d'améliorer la synergie entre les collaborateurs, la responsabilisation individuelle et le suivi des dossiers (suppléances lors d'absences, etc.). Afin de regrouper les employés, de faciliter les échanges et d'améliorer la solidarité des équipes un réagencement spatial des locaux a été effectué.

Durant l'année, la finalisation de la mise en valeur des 185 logements du lot 11 au Fiches Nord (SILL S.A.) et la mise en œuvre de l'exploitation d'immeubles, y compris dans le cadre du développement du quartier a été réalisée.

L'Unité a des interactions transversales très régulières avec le domaine valorisation des patrimoines (VALO), en particulier dans le cadre des réfections en cours ou à venir pour les immeubles notamment de la CPCL (rue Centrale 30, rue Haldimand 51, rue Dr-César-Roux 8, Plaines du Loup 74, etc.).

Elle est en charge également de l'établissement et du suivi des budgets annuels pour la CPCL, la SILL S.A. et la FDPA.

### **Patrimoine immobilier financier Ville (PIF)**

Le patrimoine immobilier financier, qui compte 617 logements sans les immeubles gérés par d'autres directions, a enregistré 59 mutations de locataires. En termes de transformation, un grand appartement de 8.5 pièces sis à la place de la Cathédrale 8-10 a été transformé en deux entités de 3.5 pièces chacune.

Le secteur a repris la gérance de deux bâtiments acquis dans l'exercice du droit de préemption à savoir à l'avenue de France 86 et à l'avenue Victor-Ruffy 56.

## Patrimoine immobilier administratif Ville (PIA)

### Gestion technique

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis, tout en absorbant les divers et imprévus.

Plusieurs faits marquants sont toutefois à relever:

- Terrain d'Aventure de Malley – un incendie a eu lieu dans la soirée du 21 juillet 2020 détruisant en grande partie la maison;
- Skate Park de l'avenue de Sévelin 36 – la présence d'amiante a été détectée dans les poussières prélevées sur un canal de ventilation et sur la charpente de la halle. Une fermeture a été ordonnée pour permettre le nettoyage complet des locaux et la mise en place de bâches de protection à l'intérieur. Une étude est en cours pour un assainissement.

Parmi les importants projets et travaux réalisés, il convient de citer les objets suivants:

- Centre pour adolescent.e.s de Valmont – remplacement complet du système d'interphonie et d'éclairage de toutes les chambres;
- Théâtre de Vidy – le projet de rénovation et son crédit d'investissement, préavis N° 2020/03 («*Théâtre de Vidy-Lausanne – Rénovation, mise en conformité et agrandissement du bâtiment – Demande de crédit d'ouvrage*») ont été acceptés par le Conseil communal le 28 avril 2020. L'ouverture du chantier a eu lieu en septembre 2020;
- Casino de Montbenon – rénovation complète des sanitaires destinés au public et personnes à mobilité réduite, réfection de la terrasse de la brasserie, remplacement de la régulation de la ventilation de la salle Paderewski et rénovation de sa régie de projection;
- annexe de l'Hôtel de Ville – étude d'un concept de ventilation naturelle permettant de résoudre le problème de surchauffe du bâtiment durant la période estivale;
- assainissement énergétique de la façade et adaptation de l'ancienne halte-jeux du Bureau d'information aux parents (BIP) en un espace de bureaux, d'accueil et de consultation à Chauderon 9.

### Secteur intendance (SIN)

L'année a été marquée par:

- des interventions sur divers sites pour effectuer des grands travaux de nettoyages et de fin de chantier;
- une intervention sur les sites de Chauderon 4-7-9-11 et parking de Chauderon en soutien et collaboration avec les entreprises mandatées pour divers travaux d'entretien, de maintenance et de réparation des installations techniques;
- divers travaux de déménagements et collaboration aux réorganisations des services selon les besoins;
- une organisation spécifique mise en place pour effectuer des nettoyages désinfection Covid-19 des bureaux et places de travail, lors de cas d'employé.e.s positif.ve.s.

### Secteur Accueil et information (SAI)

En 2020, la réception a reçu environ 17'600 personnes et répondu à un très grand volume d'appels téléphoniques. Une responsable a été engagée pour ce nouveau secteur.

### Administration et secrétariat DPI

Outre les prestations courantes, le secrétariat a mené à terme les actions suivantes:

- gestion immobilière – analyse de baux, conventions pour plusieurs services, recherches de locaux pour les services, analyse et conclusion de baux pour les services ou reconduction de baux, examen des notifications de hausse de loyer, soutien des services dans les démarches administratives avec les régies, participation à la rédaction de contrat de prêt à usage et convention interservices (Association La Valencienne, CFF-Halle de Sébeillon, etc.);
- participation aux ateliers Abalmmo;
- gestion des accès aux bâtiments de l'administration publique sur le logiciel EXOS; sollicitations accrues des services quant gestion des portes dues au Covid-19.

## Valorisation des patrimoines

### Patrimoine de la Ville de Lausanne

Le Domaine valorisation a poursuivi, grâce au crédit-cadre 4<sup>e</sup> étape et au budget d'entretien du patrimoine financier, les travaux de rénovation des bâtiments suivants:

- avenue de Mon-Repos 3 – étude pour le remplacement de la ventilation et la production de froid de la cave à jazz;
- rue Jean-Jacques Mercier 3 – études en vue de la mise aux normes AEAI et SIA 358 du bâtiment incluant les adaptations pour les personnes à mobilité réduite.

### Grands projets

Le domaine a suivi le projet de Malley-Gazomètre en représentant le SLG auprès de la Fabrique de Malley, coordinateur du site en appui au SGLEA, en particulier la restitution de la parcelle 909 après le démontage de la patinoire provisoire.

### Projets de rénovation du patrimoine financier

Dans le cadre de l'assainissement du patrimoine financier de la Ville et du rapport-préavis N° 2015/50 (*«Vente à l'Etat de Vaud du Palais de Justice de Montbenon – avenue Ernest-Ansermet 2, d'une partie du bâtiment administratif et commercial place de la Riponne 10, et promesse de vente à l'Etat de Vaud de la parcelle agricole N° 222 à Romanel-sur-Lausanne»*), le domaine Valorisation est en charge de la planification, du suivi financier et de la réalisation des projets pour CHF 40'000'000.- dont les suivants:

- rue Dr-César-Roux 16 – pilotage, suivi du chantier démarré en 2018; entrée des locataires en mars 2020; parking, modernisation de la machinerie des monte-voitures et mise aux normes feu, remis Police en novembre 2020;
- route de Praz-Gilliard 7 – fin des transformations intérieures et extérieures, rénovation de l'immeuble et création de deux nouveaux logements;
- chemin de la Vuachère 6-6a – transformations intérieures avec création de cinq appartements, le chantier a débuté le 30 juin 2020 et s'achèvera courant juillet 2021;
- rue de la Pontaise 15 – transformations intérieures et extérieures, rénovation de l'immeuble pour la création de nouveaux logements; collaboration avec le Service des parcs et domaines pour les aménagements extérieurs, le chantier a démarré en 2018 et s'est terminé fin janvier 2020 pour l'entrée des premiers locataires en février;
- rue de la Madeleine 1 – transformations intérieures et extérieures, rénovation de l'immeuble avec la création d'un nouveau logement; le chantier s'est terminé en février 2020;
- rue de l'Industrie 13 – adaptation du projet aux exigences du Bureau des permis de construire et réponses aux demandes du Patrimoine; permis de construire reçu le 29 octobre 2020 appels d'offres en cours;
- rue Dr-César-Roux 5 – avec le Service d'architecture, détermination des grands choix, estimation générale des coûts, mise à jour du plan financier du projet. Le dossier de mise à l'enquête est en finalisation après consultation de l'Association vaudoise pour la construction adaptée aux personnes handicapées (AVACAH) s'agissant de l'accessibilité PMR;
- place de la Palud 10-11 – finalisation du cahier des charges et de l'estimation des coûts avec le Service d'architecture.

Le préavis N° 2019/49 (*«Immeuble Escaliers-du-Marché 27 – rue Pierre-Viret 5 à Lausanne – Rénovation complète de l'immeuble et de l'ancien établissement public "Le Barbare" – Octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier»*) a été adopté par le Conseil communal le 28 janvier 2020. Le chantier a démarré le 15 septembre 2020.

### Plan Climat et 2<sup>e</sup> étape d'assainissement du patrimoine financier

Le domaine Valorisation était répondante du service pour la rédaction du rapport-préavis N° 2020/54 (*«Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne»*) pour le domaine Bâtiment. A ce titre elle a évalué le cout et l'impact énergétique de la rénovation de l'entier des patrimoines de la Ville. En parallèle elle a mené les études d'une deuxième étape d'assainissement du patrimoine financier et présentera son rapport-préavis dans le courant de l'année 2021.

### Respect et suivi des objectifs du rapport-préavis N° 2013/20

Le Domaine valorisation est sollicité pour effectuer l'analyse technique et économique des projets sur les aspects développement durable et le respect des critères du rapport-préavis N° 2013/20 (*«Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale»*). Dans ce cadre, il a notamment analysé et suivi les projets de rénovation du patrimoine financier et la re-certification provisoire site 2000 watts de Malley-Gazomètre (Grands projets).

### **Etude de faisabilité technique et économique**

Le domaine Valorisation a été sollicité par les autres domaines du service pour effectuer l'analyse technique et économique des projets suivants: avenue Robert-de-Menthon 8, place de la Riponne 10, route du Jorat 80 et Escaliers-du-Marché-27 – Pierre-Viret 5.

### **Développement de projets sur des terrains de la Ville**

Dans le cadre du projet 3'000 logements développé sur les terrains de la Ville par un investisseur privé (DDP), le domaine valorisation a piloté le projet du chemin de la Cassinette 17 et rédigé le préavis N° 2019/40 («Cité-Joie – Rénovation et densification d'un immeuble de logements à loyers modérés, et création d'appartements neufs supplémentaires, chemin de Cassinette 17 – Octroi des aides publiques prévues par la loi du 9 septembre 1975 sur le logement – Prolongation et modification du droit distinct et permanent de superficie N° 104 grevant la parcelle N° 2'576 de Lausanne – Etablissement d'une convention sur les espaces extérieurs») relatif à l'immeuble Cité-joie, établissant les conditions techniques et financières (niveau de loyer et prix du terrain du projet). Le dit préavis a été soumis au Conseil communal et adopté en février 2020.

### **Patrimoine de la CPCL**

Plusieurs chantiers de rénovations lourdes ont été menés ou sont en cours:

- place Chauderon 7-9-11 (5<sup>e</sup> étape phase D) – réfection en cours des sols et des joints, remplacement des écoulements en Eternit et peinture du parking public;
- place Chauderon 9 (8<sup>e</sup> étape) – remplacement de la génératrice de secours par le nouvel éclairage de secours selon la réglementation AEAI;
- rue de Genève 52 – achèvement des travaux de réfection des toitures avec végétalisation et des aménagements extérieurs et mise en place de panneaux photovoltaïques;
- Fiches Nord (lot 7) – suivi des travaux de garanties de huit immeubles (133 logements).

Plusieurs projets de rénovation lourde ont été initiés en 2020 après une analyse du bâtiment et l'établissement des appels d'offres des futurs mandataires:

- place Chauderon 7-9 (7<sup>e</sup> étape) – étude phase 2 pour la réfection des installations sanitaires;
- rue Centrale 30 – à l'issue de la 2<sup>e</sup> phase d'étude, une demande de permis de construire déposée le 25 octobre 2019 et le permis a été obtenu le 19 mai 2020. La demande de crédit de la 3<sup>e</sup> phase d'étude (appel d'offres) a été adoptée en octobre. Les travaux en vue d'une rénovation complète de l'immeuble devront débuter, à l'issue de cette phase et suite à l'obtention du crédit d'ouvrage, durant le 2<sup>e</sup> semestre 2021 et, ce, pour une durée de 24 mois;
- rue St-Martin 33 – fin des études pour le remplacement de la ventilation et des tableaux électriques et demande de crédit d'ouvrage;
- rue St-Martin 29 – fin des études pour le remplacement de la ventilation de l'Office du stationnement et préparation de la demande de crédit d'ouvrage;
- rue Dr-César-Roux 8 – étude en cours pour la mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des technicités. L'étude de faisabilité d'étages supplémentaires est en analyse au Bureau des permis de construire depuis fin novembre 2020;

Plusieurs projets sont en pré-étude pour analyse en vue des appels d'offres mandataires et de la 1<sup>re</sup> demande de crédit d'étude:

- avenue de Morges 33bis – mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des technicités. L'analyse du bâtiment a débuté avant appels d'offres aux mandataires. Une nouvelle estimation des coûts est en cours;
- route des Plaines-du-Loup 74 – mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des technicités. L'analyse bâtiment a débuté avant appels d'offres aux mandataires.

### **Patrimoine CPCL – ex-COLOSA**

Des dossiers ont été suspendus, en attente de décision de la part de la CPCL, toutefois le domaine Valorisation a appuyé la CPCL pour les négociations en vue de la future vente des projets de rénovation des immeubles rue de la Borde 45-47-49-49 bis et rue des Crêtes 26-28 ainsi que du projet de densification de l'immeuble de logements (65 appartements) de type Minergie de sur la parcelle N° 2052. Le domaine a également établi le plan des investissements 2021-2031 de la CPCL avec priorisation des futurs projets.

## **Finances et informatique**

L'année 2020 a été marquée par la restructuration des équipes comptables et l'engagement d'un adjoint à la responsable du domaine.

### Comptabilité

Outre les traitements courants pour le service, l'année 2020 a été marquée par:

- l'impact du Covid-19 sur la comptabilité des patrimoines immobiliers avec la comptabilisation de décisions prises par nos mandants en particulier sur des gratuités de loyers accordées à des baux commerciaux;
- l'impact du Covid-19 sur la comptabilité du service par l'enregistrement de charges supplémentaires spécifiques à la sécurisation des locaux du service;
- la refonte du plan comptable 2021 en vue de l'intégration du logiciel de gestion immobilier Abalmmo.

### Informatique

Hormis les tâches courantes liées aux applications métiers du service, les activités suivantes ont été développées en 2020:

- en collaboration avec le SOI, amélioration des outils de communication du service, en particulier ceux liés au télétravail qui a dû être mis en place dès la mi-mars;
- spécifications des outils du logiciel CareOffice pour la gestion du personnel d'entretien et des surfaces nettoyées;
- dans le cadre du projet GIMMO et en collaboration avec le SOI, poursuite des ateliers de formations et de spécifications en vue d'une mise en production en 2021.

## Service d'architecture (ARCH)

### Principales missions du service

- direction d'opérations de construction
- études diverses
- contrôle de mandats
- gestion de procédures d'appels d'offres et de concours
- conseils techniques et juridiques aux services communaux maîtres d'ouvrages
- inspection des constructions
- prévention des accidents dus aux chantiers
- prestations de conseil en matière du droit des marchés publics dans le domaine de la construction

### Effectif du personnel

#### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration architecture	6.60	6.60	6.60	5.80
Section analyses et inspection	9.20	8.50	9.20	7.90
Section études et construction	15.00	13.80	15.00	13.80
<b>Total service</b>	<b>30.80</b>	<b>28.90</b>	<b>30.80</b>	<b>27.50</b>

#### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>0.00</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration architecture	8	6.60	7	5.80
Section analyses et inspection	9	8.50	9	7.90
Section études et construction	15	13.80	15	13.80
<b>Total service</b>	<b>32</b>	<b>28.90</b>	<b>31</b>	<b>27.50</b>

### Apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Section études et construction	1	2
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>4</b>	<b>3</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>4</b>

### Formation

En 2020, le service a accueilli deux stagiaires dessinateur-trice-s en bâtiment pour des durées de trois à cinq jours, et six stagiaires pour une journée. Ces jeunes ont été accompagnés dans la découverte du métier par un collaborateur directeur de travaux ou une collaboratrice dessinatrice.

Dans le cadre des mesures de soutien pour l'insertion professionnelle des jeunes, le Service d'architecture a créé une place d'apprentissage supplémentaire pour la rentrée 2020 et a engagé un 2<sup>e</sup> apprenti dessinateur en bâtiment.

## Evènements marquants

Une des principales conséquences de la pandémie liée au Covid-19 a été l'arrêt des chantiers dont la Ville est maître d'ouvrage en mars 2020. Cette interruption ainsi que la mise en place des mesures sanitaires ont causé des retards sur la remise de certains bâtiments, notamment le stade de la Tuilière.

Le service a activement participé à la commission Arrêt de chantiers en collaboration avec le syndicat Unia et la Fédération vaudoise des entrepreneur-e-s. Celle-ci a été créée dans le but de délivrer une autorisation pour la reprise du travail sur les chantiers, en contrôlant les conditions d'hygiène et de sécurité sur les chantiers et celles prises par les entreprises. Elle a mobilisé quatre personnes du service durant six semaines et a traité 57 demandes. Le contrôle du respect des exigences sanitaires a été confié au responsable communal



de la prévention des accidents dus aux chantiers. Le service a également piloté le groupe de travail des services constructeurs pour définir les lignes directrices d'indemnisation des entreprises liées à la mise en place des mesures sanitaires liées au Covid-19. La situation sanitaire a également impacté les autres activités du service, particulièrement celles liées aux contrôles de fin de travaux et par conséquent la délivrance des permis d'habiter et d'utiliser.

## Principales activités 2020

### Organisation

L'organisation générale du Service d'architecture n'a pas été modifiée durant l'année 2020. Le système de management de la qualité a été principalement développé au niveau des processus opérationnels et de support, notamment au travers du déploiement de nouveaux outils et documents de gestion des affaires de la section analyse et inspection des constructions.

Début juin, le service a passé avec succès son second audit de surveillance de sa certification selon la norme ISO 9001. Aucune déviation n'a été identifiée lors de cet audit, qui a confirmé la bonne mise en œuvre du système de gestion et d'amélioration continue du service.

### Concours et groupes de travail

La cheffe du service a participé en tant que membre professionnel du jury au concours de projets d'architecture et de paysage pour la construction de la nouvelle usine de production d'eau potable de St-Sulpice, au concours de projets pour une œuvre artistique de Métamorphose, Plaines-du-Loup, pièce urbaine D (école et salle de gym) et au concours de projets pour une œuvre artistique du collège de Béthusy. Elle a également participé aux groupes de travail suivants: Commission paritaire pour le personnel communal (COPAR) et Cellule de coordination Pôle Gare.

### Amiante

La conduite du groupe amiante continue à être assurée par la cheffe du Service d'architecture, en étroite collaboration avec l'Unité environnement. Une intervention liée à un assainissement d'urgence a été nécessaire au Skate Park.

Cette année, l'accent a encore été mis sur la poursuite de la mise à jour de l'état de la situation des bâtiments communaux susceptibles de contenir de l'amiante.

Le groupe amiante et les délégués amiante de chaque service maître d'ouvrage (MO) se sont réunis à deux reprises. Un projet de panneau de chantier a été élaboré et mis en place sur les chantiers des bâtiments de la Ville. Il leur a également été rappelé les objectifs de remise à jour des dossiers amiante ou leur questionnement quant à leur validité, ainsi que la demande de mieux les répertorier dans la base de données. Cette mise à jour devra être terminée en juin 2021. Il leur a également été demandé de transmettre au groupe amiante les coûts estimatifs par objet à assainir afin d'avoir une vision du coût global à prévoir. En 2020, un directeur des travaux a suivi la formation de diagnostiqueur amiante.

### Développement durable

Le service est sensible au thème de la construction durable. L'adjoint de la cheffe de service, est membre en tant que représentante d'un service constructeur d'un maître d'ouvrage public du comité de l'association Eco-Bau, du groupe de travail Développement durable (GTDC) de la Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) du Canton de Vaud et du Comité de révision de la norme SIA 430 Gestion des déchets de chantier.

Le Service d'architecture est également le répondant pour la Direction LEA pour l'accessibilité universelle.

### Exposition

Le Service d'architecture de la Ville, la Fondation pour la Culture du Bâti (CUB) et la Fédération des architectes suisses (FAS) ont accueilli l'exposition du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Haute-Savoie (CAUE74), «Franchir la Berge – Architecture, eau et regards sur les rives lausannoises». Celle-ci s'est tenue au Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne du 24 février au 14 mars 2020.

Cette exposition itinérante d'architecture se concentre sur les relations visuelles ou physiques établies par l'habitat (individuel et collectif et les équipements publics avec les étendues aquatiques. Sa version lausannoise contient des projets locaux et des problématiques propres à la ville.

En parallèle, un film documentaire «Lausanne – Plus lacustre qu'il n'y paraît» réalisé pour l'occasion par le Service d'architecture a apporté l'éclairage de spécialistes sur l'histoire des rives lausannoises et la manière dont le voisinage du Léman a spécifiquement façonné la ville. Des visites commentées de l'exposition et ateliers de médiation pour enfants ont également eu lieu ainsi que des conférences dînatoires.

## Marchés publics

Dans le cadre de ses activités de répondant des marchés publics dans le domaine de la construction, le Service d'architecture renseigne, conseille et accompagne les services maîtres de l'ouvrage pour les questions juridiques et administratives. Il assure également, au sein de la Ville, la gestion interne de la plateforme électronique de publication des appels d'offres (simap.ch).

Durant l'année 2020, le service a enregistré deux recours en matière d'attribution de marchés sur le projet La Rama II – Construction d'un bâtiment multi-usages. Le premier recours a été jugé irrecevable par la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP) et le second retiré, par la CDAP, pour non-respect des conditions de forme.

Le développement du contenu de la page internet du Guide du mandataire s'est également poursuivi en 2020. Le guide regroupe toutes les données et la documentation mises à disposition des services maîtres de l'ouvrage, mandataires et prestataires externes dans le cadre de la gestion d'un projet de construction.

## Etudes et constructions

La section Etudes et constructions met ses compétences de planification et construction à disposition des services communaux maîtres de l'ouvrage (MO). Les prestations fournies comprennent pour l'essentiel:

- le conseil et l'accompagnement stratégique des services communaux maîtres de l'ouvrage;
- les études de faisabilité et de potentiel;
- l'organisation de concours d'architecture, d'œuvres d'art ou d'investisseurs;
- la mise en place d'appels d'offres pour différents marchés (prestations, services);
- la représentation du Maître de l'ouvrage, le suivi de mandats externes, la coordination et la gestion de projets de construction (pilotage);
- la planification, l'étude de projets, la réalisation et la direction de travaux pour les mandats internes;
- des expertises;
- le suivi des travaux de garantie.

Cette section possède une grande expérience dans la gestion de projets et dans la direction de projets de construction. L'ensemble de ses processus et documents de travail sont tenus à jour régulièrement par les collaborateur-trice-s et font partie du système qualité du service, certifié ISO 9001.

Les affaires traitées sont de nature extrêmement variée dans le type de programme et l'échelle des projets. Il peut s'agir de la construction d'un nouveau stade, de la transformation d'un bâtiment à haute valeur patrimoniale ou de la mise en conformité d'une école. Les collaborateur-trice-s sont appelés à déployer toutes leurs compétences pour diriger et accompagner les projets dans le respect des coûts, de la qualité et des délais.

La section est consultée par les maîtres d'ouvrages des services communaux en amont du lancement d'un projet, pour les conseiller dans la détermination de leurs objectifs et étudier la faisabilité de leurs intentions. Ces prestations représentent environ 60% des affaires traitées en interne. Il est clairement démontré que sollicitée à temps, la section peut ainsi apporter une réelle valeur ajoutée aux réflexions autour du projet pour garantir sa réussite.

### Bois et bois local

Fruits de la démarche amorcée l'année dernière pour la promotion de l'utilisation du bois local et grâce à l'organisation mise en place par la section, deux chantiers emblématiques ont démarré cette année. Assemblée en éléments préfabriqués, l'extension de 16 classes sur du Collège de Béthusy utilise du bois lausannois. Construit en entreprise totale, l'annexe du collège de l'Eglantine compte cinq classes et un APEMS. Le collège de Riant-Pré a été réalisé partiellement en bois.

Un membre de la section participe en tant que représentant d'un service constructeur d'un maître d'ouvrage public au groupe de travail Guide pratique propre bois avec le Canton de Vaud et Lignum.

### Participation aux groupes de travail

La section a activement participé au groupe de travail sur les préaux scolaires en amenant son expérience des bonnes pratiques et les références architecturales de qualité dans le but de donner des directions pour le futur des aménagements des préaux scolaires.

### Débuts de chantiers

Plusieurs chantiers de rénovation et de reconstruction ont pu démarrer malgré la pandémie. Deux chantiers de bâtiments scolaires, la rénovation du collège de St-Roch et la reconstruction de l'annexe du Collège du

Belvédère ont commencé ce printemps. Les travaux de rénovation et transformation du Théâtre de Vidy ont débuté avec la déconstruction partielle cet été. Début septembre, les travaux de la rénovation complète de l'immeuble sis aux Escaliers-du-Marché 27 – rue Pierre-Viret 5 (*ancien établissement public Le Barbare*) ont également démarré.

### Fin des travaux

Deux bâtiments importants ont été remis à leurs utilisateur-trice-s cette année. Le collège des Fiches était opérationnel pour la rentrée d'octobre 2020 et le nouveau stade de la Tuilière a accueilli son premier match le 29 novembre 2020, avec six mois de retard dus à la pandémie.

Les travaux de rénovation des toilettes publiques au Casino de Montbenon ont été achevés. La transformation des vestiaires du secteur sud pour le Service des parcs et domaines a été réalisée exclusivement avec des matériaux écologiques.

### Etat du financement des affaires traitées

A la fin de l'année, la section Etudes et constructions gère un portefeuille de CHF 389'302'000.-. Elle suit 67 affaires. Les mandats actifs sont les projets en cours avant bouclage des comptes.

Affaires en portefeuille	2019 en CHF	2020 en CHF
Crédits à voter (-38.2%)		80'885'000.-
Crédits votés (travaux en cours) (+19.7%)	130'864'000.-	308'417'000.-
<b>Total</b>	<b>388'531'000.-</b>	<b>389'302'000.-</b>

### Répartition de l'ensemble des mandats

Mandats	Nb	2019 en CHF	Nb	2020 en CHF
Externes – bureaux privés	35	279'234'000.-	24	294'977'000.-
Internes – Service d'architecture	48	17'633'000.-	43	13'555'000.-
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>296'867'000.-</b>	<b>67</b>	<b>308'532'000.-</b>

### Mandats actifs

Mandats	Nb	2019 en CHF	Nb	2020 en CHF
Externes – bureaux privés	35	279'234'000.-	24	294'977'000.-
Internes – Service d'architecture	48	17'633'000.-	43	13'555'000.-
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>296'867'000.-</b>	<b>67</b>	<b>308'532'000.-</b>
			<b>-14%</b>	<b>+19.7%</b>

Le nombre d'affaires traité par la section a diminué en 2020. 26 affaires d'un montant de CHF 28.4 millions ont été bouclées et 15 nouvelles affaires ont été ouvertes. Le volume financier des crédits votés gérés par les responsables de projets a augmenté.

Les affaires suivies comprennent des projets de diverses importances financières.

De manière générale, les affaires de grande importance financière sont confiées à des mandataires externes, qui nécessitent toutefois un pilotage et une coordination par les architectes chef-fe-s de projet de la section. La charge de travail varie en fonction de la complexité du mandat et des compétences des mandataires.

La situation des projets les plus importants au 31 décembre 2020 se présente comme suit:

### Projets à l'étude

#### Mandats externes

- route Aloys-Fauquez 1 – assainissement énergétique;
- rue Dr-César-Roux 5 – assainissement énergétique;
- cinéma Le Capitole – rénovation;
- Collège des Plaines-du-Loup (PPA1) – construction nouvelle;
- place de la Palud 5 – assainissement énergétique;
- place de la Palud 10-11 – assainissement énergétique;
- stade de la Pontaise – Athletissima.

#### Mandats internes

- chemin des Celtes 1, auberge de Sauvabelin – projet de rénovation;
- Collège de la Barre – organisation d'un appel d'offres mandat architecte;
- Collège de Montoie – assainissement;
- Centre de vie enfantine de Valency – organisation d'un appel d'offres mandat architecte;
- Maison des pêcheurs – construction nouvelle;

— Vallée de la Jeunesse, espace des inventions – assainissement des bétons et améliorations énergétique.

### Projets d'exécution, en chantier, en fin de travaux et en exploitation

#### Mandats externes

- Collège du Belvédère – construction nouvelle;
- Collège de Béthusy – construction nouvelle;
- Collège de l'Eglantine – extension; entreprise totale;
- Collège de Riant-Pré, quartier Les Fiches – construction nouvelle;
- Collège de St-Roch – assainissement du bâtiment;
- Centre de formation La Rama II – construction d'un bâtiment de service multi-usages;
- stade de football de la Tuilière – construction nouvelle;
- Théâtre de Vidy – rénovation et extension.

#### Mandats internes

- Casino de Montbenon – rénovation toilettes publiques;
- Casino de Montbenon – assainissement de la terrasse;
- Collection de l'Art brut – pavillon vestiaires;
- Escaliers-du-Marché 27 – rue Pierre-Viret 5 – rénovation du bâtiment;
- local SPADOM de la Maladière – transformation des vestiaires.

### Projets terminés (phase suivi des garanties)

#### Mandats externes

- Centre sportif de la Tuilière, neuf terrains de football – construction;
- Centre sportif de la Vallée de la Jeunesse – assainissement;
- Musée historique Lausanne – rénovation de la muséographie et création d'une buvette.

#### Mandats internes

- Bureau d'information aux parents (BIP) – transformation de la halte de la garderie et des bureaux;
- Camping de Vidy – toiture végétalisée;
- Centre de vie enfantine La Chenille – projet d'agrandissement;
- Collection de l'Art brut – ascenseur;
- Edicule de l'esplanade de Beaulieu – transformation;
- Service achat et logistique Ville – couverture du pont roulant;
- Service de protection et sauvetage, caserne – réorganisation des locaux.

### Nature des mandats actifs: mandats externes – bureaux privés

	Nb	2019 en CHF	Nb	2020 en CHF
Rénovations	9	25'950'000.-	9	59'599'000.-
Transformations	6	23'195'000.-	4	40'085'000.-
Constructions	11	190'534'000.-	8	194'363'000.-
Etudes, conseils, expertises	5	955'000.-	3	930'000.-
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>240'634'000.-</b>	<b>24</b>	<b>294'977'000.-</b>
			-22.5%	+22.6%

### Nature des mandats actifs: mandats internes – ARCH

	Nb	2019 en CHF	Nb	2020 en CHF
Rénovations	8	4'000'000.-	9	5'719'000.-
Transformations	9	3'022'000.-	3	950'000.-
Constructions	5	10'011'000.-	4	6'886'000.-
Etudes, conseils, expertises	21	0.-	23	0.-
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>17'033'000.-</b>	<b>39</b>	<b>13'555'000.-</b>
			-9%	-20.4%

### Répartition des dépenses

Affaires suivies par mandats	2019 en CHF	2020 en CHF
Externes – bureaux privés	24'893'180.-	28'520'222.-
Internes – Service d'architecture	10'888'515.-	12'342'951.-
<b>Total</b>	<b>35'781'695.-</b>	<b>40'863'173.-</b>
		+14%

## Analyse et inspection des constructions

### Analyse des projets et suivi de l'exécution

Le cadre de la mission de la section Analyse et inspection des constructions est régi par la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) et le règlement d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC). La section analyse en particulier les dossiers de demande d'autorisation (article 103 LATC) sous l'angle de l'article 86 LATC Esthétique et intégration, des articles 24 et 36 RLATC, respectivement les questions de risques de chutes et d'accessibilité universelle. A ces missions, s'ajoute la prévention des accidents de chantier, régie par le règlement cantonal de la prévention des accidents dus aux chantiers (RPAC).

Après l'obtention d'une autorisation, les architectes inspecteur-trice-s s'organisent et coordonnent divers contrôles en cours de chantier, y compris les conditions de préservation du patrimoine. Le respect de l'ensemble des conditions et charges fixées dans le permis de construire aboutit à l'octroi d'un permis d'habiter ou d'utiliser en vertu de l'article 128 LATC.

En raison de la crise sanitaire, la section a dû revoir certains de ses processus, plus particulièrement la circulation des dossiers papiers qui a été remplacée à près de 90% par une circulation numérique des demandes d'autorisations, ceci afin de pouvoir effectuer une partie des tâches en télétravail. Les visites de fin de travaux ont été réorganisées en fonction de l'importance des chantiers pour éviter un nombre trop important de participant-e-s ce qui a demandé une organisation et une adaptabilité supplémentaire.

Suite à la délivrance de permis de construire, des travaux sur les parcelles sises à la place Bel-Air 4 – rue Mauborget 5-7-9 sont en cours depuis 2011. Néanmoins ceux-ci n'ont jamais été exécutés sur une base régulière depuis lors. C'est pourquoi la Municipalité, en date du 15 août 2019, a décidé de retirer les permis de construire, les travaux n'étant pas réalisés dans les délais usuels (art. 118 al.3 LATC). Le propriétaire a recouru contre cette décision jusqu'au Tribunal fédéral (TF). En date du 27 août 2020, le TF a rejeté le recours et a donné raison à la Municipalité. La décision de retrait des permis est donc définitive et exécutoire et ne peut plus être remise en cause. Dès lors tout projet devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Durant l'année 2020, le nombre de permis de construire délivré a diminué de près de 35 %.

Années	2018	2019	2020	
Autorisations délivrées (y compris permis complémentaires)		377	369	239

Le nombre de phases de contrôle de chantiers réalisées a diminué de près de 30%, de même que le nombre de permis d'habiter/permis d'utiliser délivrés.

Années	2018	2019	2020
Contrôle de chantiers réalisés	1961	1956	1399
Permis d'habiter et d'utiliser délivrés	410	340	242

La section Analyse et inspection des constructions participe également activement à la statistique trimestrielle de la construction (STC) par la mise à jour trimestrielle du Registre fédéral des bâtiments et des logements et à l'archivage des plans des projets de construction et de transformation, plans qui sont à disposition pour consultation durant cinq auprès du service, avant d'être transmis aux Archives communales.

Depuis 2019, la Commune a mis en place des mesures pour accompagner la mise en œuvre de la nouvelle technologie de téléphonie mobile 5G. La mission est non seulement de veiller à l'intégration paysagère des antennes dans le site, mais également de s'assurer en collaboration avec le Canton que les autorisations sont bien conformes à la législation. La section a examiné 24 dossiers en 2020, dont 11 ont reçus un préavis défavorable.

### Prévention des accidents dus aux chantiers

La prévention des accidents dus aux chantiers est régie par le règlement cantonal de la prévention des accidents dus aux chantiers et prévient toutes menaces et atteintes à l'intégrité physique et aux biens des voisin-e-s, des tiers ou de l'ensemble de la collectivité, en conciliant la sécurité des travailleur-euse-s et en évitant la mise en danger du public. Deux collaborateurs sont spécialement formés et leurs tâches spécifiquement dévolues à cette mission.

Durant cette année, en plus des contrôles habituels, 167 chantiers ont été contrôlés avec la Police de Lausanne afin de vérifier si les mesures de protection anti Covid-19 étaient appliquées:

Années	2018	2019	2020
Contrôle de grues	31	35	46
Accidents sur les chantiers nécessitant l'intervention de Police Secours	11	6	9

Le nombre d'accidents reste stable et il n'y a eu ni accident mortel, ni accident impliquant du public.

# Service des parcs et domaines (SPADOM)

## Principales missions du service

- mise en œuvre d'une politique d'agriculture urbaine, de nature, de paysages et d'aménagement de l'espace public
- entretien du patrimoine vert (360 ha de parcs, 1'900 ha de forêts, 770 ha de terres exploitées par l'agriculture, 35 ha de vignes et cinq cimetières) dans une recherche de cohérence et de consensus entre les besoins des usagers et les aspects écologiques, esthétiques et économiques
- application des règlements de protection des arbres sur l'ensemble du territoire communal
- préservation de l'attractivité sociale, culturelle et esthétique des espaces verts
- mise à disposition de compétences professionnelles dans le cadre d'études d'aménagements verts et de groupes de travail internes à la Ville

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Agriculture & Gest. Territoire	1.80	2.00	1.80	1.80
Ateliers	27.80	27.80	27.80	27.80
Bureau Esp. Public & Paysage	9.55	9.25	9.25	8.25
Cimetières	36.95	36.35	35.55	35.35
Conduite des Parcs	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction – RH – Admin	18.50	18.20	20.50	18.10
Entretien bâtiments & Infrastructure	3.00	3.00	2.00	2.00
Etablissement horticole	19.60	19.40	19.40	19.20
Forêts	19.75	19.50	18.55	16.50
Nature	4.90	4.90	4.90	4.90
Parcs – sect. Ouest	39.10	39.10	40.10	38.60
Parcs – sect. Est	47.50	45.10	45.10	44.70
Parcs – sect. Sud	54.20	52.70	53.90	50.70
Police des chiens & Projets	2.50	2.50	2.50	2.50
Vignobles	13.30	13.30	13.30	11.80
<b>Total service</b>	<b>300.45</b>	<b>295.10</b>	<b>296.65</b>	<b>284.20</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-3.80</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Agriculture & Gest. Territoire	2	2.00	2	1.80
Ateliers	28	27.80	28	27.80
Bureau Esp. Public & Paysage	10	9.25	9	8.25
Cimetières	38	36.35	37	35.35
Conduite des Parcs	2	2.00	2	2.00
Direction – RH – Admin	21	18.20	21	18.10
Entretien bâtiments & Infrastructure	3	3.00	2	2.00
Etablissement horticole	20	19.40	20	19.20
Forêts	21	19.50	18	16.50
Nature	6	4.90	6	4.90

Parcs – sect. Ouest	40	39.10	40	38.60
Parcs – sect. Est	46	45.10	46	44.70
Parcs – sect. Sud	54	52.70	52	50.70
Police des chiens & Projets	3	2.50	3	2.50
Vignobles	14	13.30	12	11.80
<b>Total service</b>	<b>308</b>	<b>295.10</b>	<b>298</b>	<b>284.20</b>

### Apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Ateliers	1	1
Bureau Esp. Public & Paysage	1	1
Cimetières	2	1
Direction – RH – Admin	3	3
Etablissement horticole	3	3
Forêts	5	3
Parcs – sect. OUEST	1	–
Parcs – secteur EST	3	3
Parcs – secteur SUD	2	2
Vignobles	–	1
<b>Total service</b>	<b>21</b>	<b>18</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	18	8
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>18</b>	<b>8</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	2
Décès	–
Démission	6
Départ à la retraite	9
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Licenciement reconversion ext.	–
<b>Total service</b>	<b>18</b>

## Evènements marquants

Sans surprise, la première vague du Covid-19 a modifié le fonctionnement du SPADOM. L'organisation du travail des équipes de terrain en tournus avec la décision de reporter certaines tâches et d'en renforcer d'autres (inhumations), ainsi que la mise en place du télétravail pour le personnel de bureau ont été les priorités du printemps 2020. Le service a également dû gérer le manque de personnel auxiliaire étranger (pour les effeuilles dans les vignes) en mobilisant les forestier-ère-s et les jardinier-ère-s pour ce travail. Finalement, durant l'été, les parcs de la Ville ont subi une très forte pression du public liée à la diminution des habituels départs en vacances durant cette période. En automne, le nombre d'absent-e-s malades du Covid-19 ou en quarantaine a complexifié la gestion courante du service.

Autre conséquence de la pandémie, de nombreuses manifestations ont dû être annulées (Fête de la nature, plogging, exposition au Forum de l'Hôtel de Ville) ou fortement adaptées (Marché Pro Specie Rara, un arbre un enfant, la Mise des vins, etc.).

Les deux événements les plus marquants pour le service ont été la réorganisation de l'unité Vignobles, avec l'externalisation de certaines tâches et une direction de l'unité modifiée, ainsi que le processus de labellisation VilleVerte Suisse, qui a mobilisé tout le service aussi bien lors de la récolte d'informations que durant l'audit.

## Principales activités 2020

Janvier	— Encouragement à l'aménagement naturel des espaces verts en mains privées au travers d'un programme de subventions
Mars	— Création d'une pépinière de plus de 300 arbres et arbustes de différentes essences aux Plaines-du-Loup
Avril	— Fleurissement surprise de plus de 120'000 bulbes de jonquilles ou de tulipes plantés à l'automne 2019 dans les parcs et les espaces verts
Mai	— Ouverture de la place de jeux du Château de Beaulieu
Juin	— Adhésion de la Ville de Lausanne au Pacte de Milan — Haubanage du tilleul de Bon-Abri
Juillet	— Récolte de 544 kg de miel de la Ville – le record depuis la création du rucher — Lancement des Jardins de poche
Août	— Vendange de médailles issues des concours viticoles en l'honneur des Vins de Lausanne — Offre de paniers d'agriculture contractuelle de proximité proposée aux collaboratrices et collaborateurs de la Ville de Lausanne
Septembre	— Pressoir public à la ferme de Cery — Ouverture de la place de jeux des Bossons — Audit en vue de la labellisation VilleVerte Suisse
Octobre	— Plantation filmée de la 20 <sup>e</sup> édition d'Un arbre, un enfant et plantation d'un chêne commémoratif à Sauvabelin — Test d'un ambitieux système de fosses de plantations filtrantes permettant de gérer une partie des eaux de ruissellement de la ville au bénéfice de nouvelles plantations d'arbres urbains — Convention européenne du paysage et adoption en ligne de la Déclaration de Lausanne — Présentation du concours Nature en Ville, édition 2020-2021 — Rue de la Pontaise 15 – une nouvelle vie et un nouveau parc pour l'ancienne Ecole Piotet
Novembre	— Plant'action 100 arbres – 100 arbres plantés en une journée à Lausanne
Décembre	— Virtualisation de la 218 <sup>e</sup> Mise des vins – achat en ligne sur la base de prix fixes — Présentation du film «Lausanne, Ville pionnière de la gestion bio & biodynamique des parcs & domaines» via les réseaux sociaux de la Ville

## Administration, communication, projets et RH

L'unité Administration a géré les tâches administratives, de comptabilité et de coordination pour la direction et les divisions du service. En 2020, sa responsable a dû réorganiser les tâches de comptabilité du service, notamment la gestion des bons de commande.

La mission de l'unité Communication est de mettre en valeur les activités du service: les manifestations grand public, les expositions, les diverses inaugurations liées à l'espace public et les activités offertes à la population, etc. Conséquence de la pandémie, un certain nombre de manifestations ont dû être annulées mais les projets de valorisation des produits de la Ville ont continué à se développer (vins, bière, projets



Lausanne à table), de même que ceux sur l'espace public (fleurissement, plantations d'arbres, jardins de poche, etc.).

L'unité Projets a permis de développer de nombreux projets transversaux: son responsable a notamment géré tout le processus de labellisation VilleVerte Suisse. Il a également soutenu les unités vignobles et agriculture et gestion du territoire en développement par exemple des mesures post-Covid-19 visant à soutenir les producteurs locaux, ainsi que les restaurateurs de la place.

L'unité RH a géré les affaires du personnel du service, incluant les suivis de situations problématiques de santé, tout en assurant l'encadrement des 18 apprenti-e-s, des 37 stagiaires (stage découverte, ETSL, Orif, OSEO, Repuis, AI, LIFT, validation entrée HES) et des 22 auxiliaires. L'unité RH a également géré 14 engagements, dont sept apprenti-e-s, en 2020.

### **Santé et sécurité au travail**

Le responsable santé et sécurité au travail a accompagné divers projets tels que: la mise en place d'un concept de sécurité des domaines agricoles accueillant des élèves lausannois-e-s pour des activités à la ferme; une stratégie des contrôles de sécurité et d'entretien des places de jeux lausannoises; la mise à jour du concept de sécurité pour l'ensemble du patrimoine arboré de la Ville; l'élaboration d'un concept d'entretien spécifique pour le Parc du Jorat; un accompagnement de l'établissement horticole pour déterminer des procédures d'utilisation de nouveaux produits biologiques en remplacement des produits phytosanitaires de synthèse; la mise aux normes des systèmes de chauffage et mises aux normes incendie/sécurité dans les domaines viticoles et agricoles ainsi qu'au Boscal. Depuis le début de la crise sanitaire, le responsable a intégré la Task force Covid-19 du service et a fonctionné comme personne de liaison avec l'EM-DIAM. Il a également géré la formation continue des employé-e-s en matière de sécurité et de santé au travail.

### **Bureau d'intégration canine et de la police des chiens (BICan)**

L'activité générale 2020 du Bureau d'intégration canine et de la police des chiens (BICan) a principalement été marquée par les sphères d'influence suivantes:

- une légère augmentation des affaires traitées en regard de l'exercice précédent;
- une stabilité s'agissant des cas de morsures, mais avec une augmentation des cas impliquant des enfants;
- une légère augmentation des annonces de chiens listés.

La population canine lausannoise a officiellement augmenté de 12% depuis 4 ans et de 36% depuis 10 ans.

## **Bureau espace public et paysage (BEPP)**

La mission principale du BEPP consiste à mettre en scène et assurer la cohérence des différentes politiques du service dans le cadre des planifications urbaines et l'aménagement de l'espace public.

Concrètement les prestations 2020 du BEPP ont concerné les domaines d'activités suivants:

### **Planification urbaine**

- contributions à la révision du plan d'affectation communal (PACom) et son volet nature et paysage;
- contributions à la rédaction du rapport-préavis N° 2020/54 («*Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne*»), au développement de la stratégie municipale du patrimoine arboré et des principes d'arborisation en Ville, au développement d'un modèle vertueux de fosse de plantation et de rétention des eaux;
- suivi des grands projets lausannois, via le coordinateur grands projets pour le projet Métamorphose (finalisation des abords du stade de la Tuilière, lancement des chantiers aux Plaines-du-Loup, pour les axes forts de transports publics (adaptations du projet du tram t1 et PP6, pré-études m3), pour l'unité Pôle Gare (développement du projet de la place de la Gare, l'enquête publique du quartier des Fleurettes, le suivi du projet de Plateforme 10 et du plan d'affectation de la Rasude).

### **Réalisation d'études et de projets dans les espaces publics**

- parcs – parmi les projets en cours d'étude figurent le parc de la Brouette, la fontaine ludique de Montbenon, les promenades de Montalègre et le futur parc à vocation agricole de Victor-Ruffy, les plans de gestion des parcs de Mon-Repos et de l'Hermitage ont été élaborés. L'aménagement du petit parc de la Pontaise 15 s'est terminé en 2020 alors que les chantiers du Jardin de plaisance du Désert et du Parc des Fiches sont bien engagés et seront finalisés au printemps 2021;

- rues et places – plusieurs projets d'aménagement ont été mis à l'enquête publique, en particulier le plateau de Sévelin, la liaison de mobilité douce dans le Coteau de Cour et celle entre Bellevaux et Sauvabelin; l'arborisation de l'avenue Victor-Ruffly est en cours d'étude et celle de Montoie, de Mon-Repos et du Tribunal-Fédéral est en chantier, la placette sise au sud de la BCV à la place St-François a été aménagée sur la base du projet de Lausanne Jardins 2019;
- places de jeux – on peut relever la création de nouvelles places de jeux au Château de Beaulieu, aux Bossons et au Champ du Grand-Chêne, celles de La Solitude, de Mon-Repos et de l'Esplanade de Montbenon sont en cours d'étude en vue d'une réalisation en 2021;
- plantages – les potagers des Falaises et des Vanils ont été réalisés et remis chacun à une association d'habitant.e-s riverain.e-s chargés d'assurer la gestion de ces plantages; les plantages du Coteau de Cour et de la Solitude sont en cours d'étude. Au vu de la situation sanitaire, la conduite d'ateliers de sensibilisation au jardinage biologique dans les plantages a été fortement limitée cette année;
- fleurissement – plusieurs actions de fleurissement surprise ont été engagées, notamment la plantation de 120'000 bulbes à l'automne 2019 et qui ont fleuri au printemps 2020 et une plantation de bulbes organisée cet automne avec la participation d'associations de quartier et de collectifs d'habitant.e-s.

### Manifestations diverses

- clôture de l'édition 2019 de Lausanne Jardins, dont diverses actions de pérennisation de jardins et préparation de la prochaine édition prévue en 2024;
- participation à l'organisation des 20 ans de la Convention européenne du paysage et du Congrès suisse du paysage qui devaient se tenir à Lausanne le 20 octobre et qui pour les raisons sanitaires liées au Covid-19 ont eu lieu sous une forme virtuelle.

## Domaines et patrimoine

### Agriculture et gestion du territoire (AGT)

L'unité AGT a poursuivi la mise en œuvre des axes de la Politique agricole urbaine définie dans le rapport-préavis N°2018/09 («*Politique agricole urbaine: des balcons aux champs*»). Les travaux les plus importants réalisés sur les domaines agricoles ont été les suivants:

- un nouveau hangar à machines a été inauguré fin août 2020 sur le domaine de la Villaire à Echallens;
- des travaux d'aménagement dans l'ancienne écurie de la ferme de la Blécherette ont pu être réalisés afin d'accueillir l'équipe agricole de la Ville et sa centaine de moutons;
- sur le domaine du Chalet-de-la-Ville des aménagements ont été réalisés afin de sécuriser les lieux, notamment pour ce qui concerne l'accueil des classes. Un espace de récréation a été aménagé exclusivement pour les enfants. Des panneaux solaires ont été installés par SI-REN S.A. en août 2020 sur le toit du rural. Ils devraient produire environ l'équivalent de la consommation électrique du domaine;
- sur le domaine des Saugealles, les travaux de démantèlement du biogaz se sont terminés par la mise en service d'un nouveau chauffage à bois (plaquettes forestières). La façade sud du domaine a été assainie;
- sur le domaine de Rovéréaz, des travaux de gestion des écoulements d'eau, de réfection des services, de réhabilitation de source ont été réalisés.

Par ailleurs, des rencontres ont été organisées avec les fermiers et les grands locataires du patrimoine agricole de la Ville pour les accompagner vers une exploitation de plus en plus durable des domaines de la Ville.

En 2020, trois hectares de plus qui ont été convertis en mode d'exploitation BIO et 21 hectares de plus qui sont passés en mode d'exploitation zéro phyto de synthèse, c'est-à-dire sans engrais ni produits phytosanitaires de synthèse.

Pour ce qui est des réalisations de projets directement sous l'étiquette de l'agriculture urbaine, on peut citer:

- le lancement de l'opération Jardins de poche qui vise à permettre au lausannois.e-s de cultiver des petits espaces du domaine public via des permis de végétaliser délivrés en étroite collaboration avec la division Nature. Cette opération a permis la réalisation de six jardins de poche potagers en Ville;
- en étroite collaboration avec le Service des écoles primaires et secondaires, la poursuite du programme de réalisation de jardins pédagogiques en milieu scolaire

- qui a vu l'aménagement de jardins et de bacs potagers dans cinq établissements scolaires;
- l'acquisition par la Ville d'un pressoir qui a été installé sur le site de Cery, avec une vocation de pressoir public. L'exploitation de ce pressoir a été confiée à la Coopérative L'autre temps qui œuvre dans la réinsertion sociale, notamment à Rovéréaz. Environ 80 client-e-s privés ont apporté leurs fruits pour une production totale de près de 4'000 litres de jus en deux mois;
  - la mise en œuvre de deux mesures post-Covid-19 à savoir le lancement d'une offre de paniers de fruits et légumes de la région destinées aux employé-e-s de la Ville et la publication d'un appel visant au soutien et à la promotion de structures d'agriculture contractuelle de proximité qui desservent le public lausannois.

De plus, la Ville de Lausanne a adhéré au Pacte de Milan qui relie entre elles 200 villes du monde engagées pour une alimentation durable et a accueilli en septembre à l'Orangerie une étape du Slow festival 20, festival itinérant de la transition écologique en Suisse.

### **Entretien des bâtiments et infrastructures**

Au sein des parcs, les collaborateur-trice-s de l'unité ont poursuivi divers travaux d'entretien courant, de rénovation de canalisations et de récoltes des eaux, notamment sur le site de Vidy et sont venus en appui dans le cadre du dossier des poubelles enterrées. Dans les cimetières, l'unité a poursuivi les études pour la rénovation et le réaménagement du bâtiment de la route de Chavannes 4 au cimetière du Bois-de-Vaux I, dans le but de mettre en conformité les locaux et de regrouper des équipes de jardinier-ère-s.

L'unité Entretien des bâtiments et infrastructures a mené les nombreux travaux d'entretien courant dans les domaines agricoles. Différents travaux ont été réalisés dans les vignobles.

Des travaux ont été entrepris pour l'amélioration acoustique des bureaux de la maison de paille et pour la rénovation des surfaces extérieures autour du site du Boscal comprenant une phase de tests de différentes superstructures perméables carrossables.

### **Forêts**

Les épisodes caniculaires se succèdent depuis plusieurs années et mettent en péril les peuplements de hêtres, principalement dans les forêts urbaines. Les coupes de l'automne 2020 sont marquées par l'abattage de nombreux hêtres qui ne peuvent être conservés vu leur état sanitaire déficient.

Une part importante du bois de service coupé en 2020 est destinée aux constructions communales (futures écoles de Béthusy et des Plaines du Loup) et à l'emploi de bois pour les besoins du service (domaines du Chalet-de-la-Ville et de Rovéréaz).

L'unité a continué à travailler au développement du projet de Parc naturel du Jorat. Les premières mesures sur le terrain ont été réalisées durant cet automne en partenariat avec les responsables du projet de parc naturel périurbain. L'accueil des classes est un élément positif et marquant de cette nouvelle collaboration.

Plusieurs glissements de terrain ont été réparés durant l'année avec l'aide de subventions cantonales et fédérales.

### **Vignobles**

En 2020, une nouvelle stratégie des vignobles a été validée par la Municipalité, avec comme principaux changements la commercialisation assurée majoritairement par un représentant externe, ainsi que l'externalisation de la logistique.

Malgré la crise sanitaire, la culture viticole a pu suivre son rythme, avec l'aide ponctuelle des autres unités du service. Par contre, en matière de commercialisation, la crise a rendu les ventes difficiles, notamment en raison de la fermeture des cafés-restaurants et une activité fortement diminuée de l'hôtellerie. La situation a pu être partiellement compensée grâce à une intensification des actions auprès des particuliers et de la grande distribution. La 218<sup>e</sup> Mise des vins a eu lieu de manière virtuelle avec un formulaire de commande en ligne. Elle a été complétée par une offre sur le site QoQa.ch qui proposait des cartons panachés (des vins de plusieurs domaines dans le même carton).

Les vendanges ont débuté fin août dans les deux domaines viticoles de la Côte et début septembre dans les trois domaines en Lavaux. La météo de l'année a permis de belles maturités. La quantité de récolte est légèrement plus basse que les volumes attendus sur ce millésime.

A La Côte, le programme de rationalisation des parcelles se poursuit, 4'000 m<sup>2</sup> de Chardonnay ont été plantés, 3'000 m<sup>2</sup> de Chasselas ont été sur-greffés avec du Gamay et 2'000 m<sup>2</sup> de Mara avec du Pinot Noir.

En Lavaux, des essais d'engrais verts dans les vignes ont continué sur de plus grandes surfaces (env. 20'000 m<sup>2</sup>), permettant la réduction d'utilisation d'herbicides.

Au niveau des infrastructures, à l'Abbaye de Mont, les travaux de mise aux normes des logements des auxiliaires et les aménagements au Château Rochefort pour l'œnotourisme sont terminés. Les chauffages ont été remplacés au Clos des Moines et les sanitaires des logements auxiliaires ont été rénovés au Clos des Abbayes.

## Entretien, production et maintenance

### Ateliers

Les ateliers remplissent leur rôle de soutien aux diverses entités du service. Pendant le semi-confinement du printemps, l'unité a pu remplir la plupart des tâches programmées. Les fontaines ont été sécurisées, les places de jeux et le parc de véhicules et de machines ont été entretenus. De plus, l'unité a fabriqué et installé des séparations en plexiglas pour les bureaux des services de la Direction LEA qui en ont fait la demande. Durant le reste de l'année, les ateliers ont participé notamment à la pose des éléments techniques permettant la mise en service des poubelles compactantes du parc du Bourget, à la rénovation du parc du Désert, ainsi qu'à l'aménagement du parc des Fiches.

### Cimetières

Le service au public a été impacté durant le semi-confinement, par la réduction du personnel de mi-mars à mi-mai. Cela a eu pour conséquence de ne pouvoir honorer toutes les plantations de printemps pour les tombes au bénéfice d'un abonnement d'entretien annuel, ainsi qu'une diminution de l'entretien général. La situation est revenue à la normale durant l'été.

En 2020, l'unité des cimetières a acquis une machine à eau chaude haute température, actionnée avec un moteur électrique, afin d'aider le personnel dans la gestion des herbes indésirables. Cet achat entre parfaitement dans les objectifs de la charte du service.

L'intensification de l'emploi de produits naturels élaborés au sein du service se poursuit avec de très bons résultats sur l'état sanitaire des végétaux. La dynamisation des écosystèmes du sol à la suite de la mise en place de bois raméal fragmenté (mélange non composté de résidus de broyage de rameaux de bois) est une grande réussite et favorise la végétation pérenne des cimetières.

Malgré un gros travail dû à la situation sanitaire, l'équipe aménagements et inhumations a réussi à terminer le réaménagement d'une section de tombes à la ligne pour corps, au cimetière du Bois-de-Vaux II.

### Etablissement horticole (EH)

L'unité Etablissement horticole continue sa transformation afin de produire des plantes avec un minimum d'empreinte carbone. La recherche visant à obtenir un milieu de culture riche en vie active est au centre des préoccupations. L'unité développe ses propres apports nécessaires aux plantes, tant au niveau de la nourriture que de la défense contre les ravageurs. La gestion et l'amélioration des climats de culture diminuent considérablement la consommation d'énergie de chauffage. La pépinière cultive un grand nombre d'arbres fruitiers plantés dans les parcs de la ville.

### Parcs

La crise sanitaire a fortement impacté l'unité Parcs de par l'absence de collaborateurs-trice-s malades, le travail en tournus, l'aide dans les vignobles (effeuilles et vendanges) et la très forte pression dans les parcs durant l'été, augmentant les heures nécessaires pour le ramassage des déchets. Néanmoins, l'unité a fait son possible afin de maintenir ses missions principales et s'assurer que le service à la population n'en soit pas affecté.

En plus de la collaboration régulière avec les autres unités du service (pour les manifestations organisées par le service, les objectifs de la charte du service, etc.), les projets réalisés sont les suivants.

Dans le cadre du préavis N° 2015/32 («*Qualité de vie dans les parcs lausannois*»), un essai de zone de tri avec benne compactante a été effectué dans le parc du Bourget et dans le parc situé à côté du Théâtre de Vidy. Ce dispositif a fait l'objet d'une évaluation positive. Dès lors, en 2021, le SPADOM procédera à l'acquisition de quatre bennes compactantes supplémentaires.

En 2020, l'exploitation agricole de Sauvabelin a été reconnue comme exploitation agricole biologique et ce dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021. D'autre part, une partie des bâtiments de la ferme de la Blécherette accueille désormais le cheptel de moutons.

L'unité a repris la charge d'entretien extérieur du centre sportif de la Tuilière, y compris les aménagements extérieurs du stade, tout en y garantissant la sécurité et un entretien écologique adéquat.

Un local a été rénové pour les employé-e-s des équipes de la Maladière et de la Vallée de la Jeunesse.

## Nature

La mission de la division Nature est de maintenir, développer et faire connaître la biodiversité en ville. La division a poursuivi en 2020 la mise en œuvre des axes du concept directeur Nature en ville tel que définie dans le rapport-préavis N° 2018/42 («*Concept directeur «Nature en ville» de la Commune de Lausanne*»).

La végétalisation d'ouvrages s'est poursuivie durant toute cette année malgré la crise sanitaire. Le SPADOM a procédé à l'habillage végétal de huit murs par plantation en pied ou en haut de façades. La subvention municipale a permis la végétalisation de trois toitures privées et des échanges à propos de

quatre nouveaux projets qui seront déposés en 2021 (Théâtre de Vidy, Chavannes sport, Caserne de la Vigie, Tribunal cantonal) ont démarré.

Une directive municipale attribuant des subventions aux privés pour la réalisation d'aménagements nature a été lancée en janvier 2020. Celle-ci permet d'améliorer les espaces verts au pied des immeubles en termes de biodiversité. Deux projets ont été réalisés et sept sont en cours d'attribution.

Les lauréats de la deuxième édition du concours Nature en Ville ont mis en œuvre leur projet Comm'une Allée Verte égayant la rue de la Tour par du mobilier végétalisé très apprécié des riverain-e-s.

La division continue sa contribution aux réflexions concernant le Plan climat, ainsi qu'à la sauvegarde des espaces verts et la mise en place du réseau écologique au sein du plan d'affectation communal (PACom).

### Patrimoine arboré

La mise en œuvre des axes de la Stratégie du patrimoine arboré et forestier de la Ville de Lausanne s'est poursuivie durant l'année. L'action de plantation de 100 arbres en un jour, menée avec l'unité Parcs, a eu lieu le 20 novembre. Cette initiative marque un point de départ stratégique et sera suivie d'autres actions de plantations à l'avenir, afin d'augmenter la canopée urbaine pour favoriser la biodiversité et contrer les effets des îlots de chaleur.

Le vénérable tilleul de Bon-Abri peut continuer à trôner en toute sécurité sur son belvédère grâce à la mise en place d'un ingénieux système de renforcement. La Ville confirme ainsi la continuité de la mise en œuvre des mesures pour l'accompagnement et la conservation de ses arbres remarquables.

Une étude sur l'évolution du potentiel des arbres cultivés en ville de Lausanne dans le contexte des changements climatiques pour l'horizon 2070 a démarré et permettra de fournir une aide à la décision pour le choix des essences d'arbres.

En dehors des zones forestières, 809 arbres ont été plantés en 2020 dans les espaces verts sous gestion du SPADOM, contre 948 en 2019, et 279 arbres ont été abattus, contre 281 en 2019.

En 2020, 209 affaires liées à l'état sanitaire des arbres sur des parcelles privées ont été traitées, contre 223 en 2019. Elles ont concerné 277 arbres contre 360 en 2019. La plupart de ces demandes étaient fondées et leur analyse minutieuse a conduit à 240 autorisations d'abattage, contre 316 en 2019.

## Préavis

Le SPADOM a rédigé le rapport-préavis N° 2020/11 («*Stratégie de développement des espaces verts publics dans les quartiers Nord-Est*») et le préavis N° 2020/40 («*Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2021*»). Il a également collaboré à la rédaction du rapport-préavis N° 2020/54 («*Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne*»).

# Service d'organisation et d'informatique (SOI)

## Principales missions du service

Rechercher des solutions de rationalisation de l'administration communale et formuler des propositions visant à:

- faciliter l'exécution de ses missions et de son fonctionnement
- contribuer à l'amélioration continue de la qualité des prestations délivrées aux usager-ère-s
- favoriser la productivité des services par une meilleure absorption de l'accroissement des tâches communales, en limitant l'augmentation globale des effectifs
- promouvoir une politique globale des technologies de l'information dans l'administration communale par la mise en place et la gestion d'une infrastructure commune, la définition de standards, le développement de projets coordonnés, en assurant la maîtrise des technologies et des coûts
- fournir au personnel des outils de travail et de communication efficaces, en assurant une évolution à long terme des technologies de l'information et en rentabilisant les investissements (équipements techniques et solutions logicielles)
- soutenir les processus de décision avec des données fiables et de qualité
- conduire tous projets impliquant un échange de données ou une collaboration par des moyens informatiques avec les instances cantonales ou fédérales

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Concept. – Transform. Solution	20.40	19.60	22.50	22.40
Direction SOI	4.80	4.80	7.40	7.30
Gouvernance-Serv.Transversaux	9.65	7.55	8.75	8.70
Infra., exploitation, support	38.80	36.00	38.20	35.30
Numérisation – Relation Client	9.80	8.80	8.55	8.50
<b>Total service</b>	<b>83.45</b>	<b>76.75</b>	<b>85.40</b>	<b>82.20</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+1.95</b>

### Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Concept. – Transform. Solution	20	19.60	23	22.40
Direction SOI	5	4.80	8	7.30
Gouvernance-Serv.Transversaux	9	7.55	10	8.70
Infra., exploitation, support	37	36.00	36	35.30
Numérisation – Relation Client	10	8.80	10	8.50
<b>Total service</b>	<b>81</b>	<b>76.75</b>	<b>87</b>	<b>82.20</b>

### Apprenti.e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Concept. – Transform. Solution	1	1
Infra., exploitation, support	4	4
Numérisation – Relation Client	3	1
<b>Total service</b>	<b>8</b>	<b>6</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	8	15
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
<b>Total service</b>	<b>9</b>	<b>15</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>8</b>

## Evènements marquants

Pendant le premier semi-confinement liée au Covid-19, le SOI a été particulièrement sollicité afin de permettre le télétravail sur une large échelle et d'apporter son support au personnel qui n'avait pas l'habitude de travailler à distance. La réponse de l'exploitation informatique à cette pandémie a été un élément clef, grâce aux mesures suivantes:

- le renforcement de la plateforme de télétravail: augmentation de 500% des connexions simultanées avec jusqu'à 2'300 connexions concurrentes;
- le déménagement et la mise à disposition de matériel pour les collaborateur-trice-s: plus de 600 équipements;
- le déménagement virtuel des centres d'appel: plus de 10 centres d'appel mis en place – DIAM, SIL, etc.;
- le support informatique avec un guichet technique étendu et un centre d'appel renforcé.

Fin juillet, le chef de service a quitté la Ville afin de poursuivre une carrière dans le privé. L'intérim a été assuré par une cheffe de division, en attendant l'arrivée en septembre 2020 de la nouvelle cheffe de service.

Malgré tout, le SOI a pu apporter une continuité de service à tous les usager-ère-s de la Ville et les projets n'ont pas subi d'impact important.

## Principales activités 2020

### Processus Numérisation et relation clientèle

La division Numérisation et relation client (NRC) est responsable des processus relatifs à l'accompagnement des services de la Ville dans l'évolution de leur système d'information (SI) en lien avec la transformation numérique. Elle est aussi responsable de la sauvegarde du patrimoine culturel par la dématérialisation des œuvres des musées communaux.

#### Transformation numérique

La Municipalité a validé les lignes directrices pour la transformation numérique et demandé au SOI de consulter l'ensemble des services sur ce sujet. Il s'agissait d'établir les besoins des services et de proposer une stratégie pour la transformation numérique. La consultation a eu lieu et la stratégie est en cours de rédaction.

Dans le cadre des journées du digital organisées au niveau suisse par l'association DigitalSwitzerland, le SOI, en collaboration avec des représentant-e-s de chacune des directions de la Ville, a organisé une série d'événements ouverts à la population afin de stimuler la transformation numérique. En 2020, la Ville a poursuivi sa collaboration avec l'association DigitalSwitzerland et a organisé ou co-organisé trois événements le dernier jour des Digital Days le 3 novembre 2020.

Afin de mieux valoriser les réalités de la transformation numérique, une rubrique appelée Lausanne numérique a vu le jour sur le site internet de la Ville. Cette rubrique recense les projets en cours, documente les réalisations et présente les résultats des démarches de collaboration, de participation ou d'innovation entreprises dans le domaine du numérique.

#### Gestion de la relation avec les services et la clientèle externe

Plusieurs solutions ont dû être étudiées et mises en œuvre pour répondre aux impératifs liés à la pandémie. Dans le domaine de l'accueil du public, la solution Agenda.ch a été retenue et mise en œuvre pour permettre la réservation de créneaux horaires et éviter les files d'attente. La solution SafeTracing a été sélectionnée pour gérer la traçabilité lors de l'accueil physique de la population. De plus la division a été très impliquée dans la mise en place des bons Enjoy Lausanne pour l'encouragement à la consommation locale.

Les principaux clients externes restent TRIDEL S.A., l'Opéra de Lausanne, neo technologies S.A., l'Université Populaire de Lausanne, la CPCL, EOS Holding S.A., EPURA S.A., LFO S.A. et le Centre sportif de Malley. Toutes ces entités publiques ou parapubliques reçoivent contre facturation des prestations informatiques analogues à celles dont bénéficient les services de l'administration communale en matière d'infrastructure et de bureautique.

Le SOI donne également des accès et/ou l'hébergement d'applications informatiques diverses aux entités suivantes: les villes de Pully, Lancy et Sion, les communes de Renens, Bussigny, Ecublens, Crissier, Chavannes, Saint-Sulpice, Epalinges, aux t-l, CFF, Bureau du SDOL et LFO S.A.

#### Gestion des données

Lancé en 2019, le programme de gestion des données disponibles dans les systèmes d'information de la Ville a démarré en 2020. Ce programme a pour but d'utiliser ces données de qualité, collectées en toute transparence, afin

d'aider à la prise de décisions relatives à la gestion de la Ville. Un deuxième axe concerne la récolte et le traitement des informations provenant des capteurs techniques (consommation d'électricité, bruit, pollution, etc.), qui pourront donc avoir des répercussions positives sur la vie quotidienne des habitant·e·s.

### Sécurisation du patrimoine culturel muséal

L'Atelier de numérisation dispose d'un outil de travail très performant et a livré plus de 95'000 images aux différents musées de la Ville en 20 ans d'existence. On notera que les musées détiennent dans leurs collections 100'000 pièces qui n'ont pas encore été numérisées à ce jour.

Dématérialisation d'œuvres	2019	*2020
Musée historique de Lausanne	45%	62%
Collection de l'Art Brut	35%	32%
Musée d'art contemporain	10%	4%
Collection d'art de la Ville de Lausanne	5%	1%
Musée romain de Lausanne-Vidy	5%	1%
<b>Total d'œuvres</b>	<b>6'000</b>	<b>5'800</b>

\*A noter la fermeture de l'Atelier de numérisation pendant deux mois durant le premier semi-confinement.

## Processus Concevoir les solutions

La division Conception et transformation des solutions (CTS) délivre les solutions informatiques en suivant la méthodologie de gestion de projet de la Confédération, HERMES.

Ressources affectées à la gestion de projets	2019	2020
Projets clôturés dans l'année	57	70
— dont des projets de rénovation	12	12
Projets en cours simultanément en moyenne	42	46

Années	2019	2020
Personnel SOI en jours	2'440 = 11.0 ept	1'716 = 7.8 ept
Personnel externe en jours	1'470 = 6.7 ept	748 = 3.4 ept

### Développement de la cyberadministration

Actuellement, plusieurs formulaires sur le site [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch) permettent aux utilisateur·trice·s d'entrer en contact avec les services administratifs de la Ville. La solution actuelle présente cependant plusieurs défauts (mélange de technologies, traitement archaïque des résultats, manque de sécurité des données sensibles, pas de suivi de processus).

Les formulaires sont un outil important pour assurer l'interaction de l'administration communale de Lausanne avec les habitant·e·s, les entreprises et d'autres entités intéressées. D'où la nécessité de mettre en place une solution de formulaires dynamiques afin de renforcer la cyberadministration. Le projet a été lancé en 2020 avec une mise à disposition des premiers formulaires pour le printemps 2021.

### Préavis sur la modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne

Le système d'information (SI) de la Ville de Lausanne et les applications afférentes sont stratégiques et doivent être entretenues et modernisées pour faire face aux impératifs métiers, techniques et de sécurité. Le crédit d'investissement accordé en mai 2019 par le préavis N° 2018/43 («Modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne») a permis le financement de 12 projets de rénovation en 2020.

### eParticipation

La Ville de Lausanne a mis en place une stratégie participative pour soutenir la participation de la population aux politiques publiques. Plusieurs initiatives ont été lancées, par exemple le projet Budget participatif qui représente une aide de la Ville pour financer des projets d'habitant·e·s qui veulent s'investir dans leur quartier et réaliser une action collective. Ces initiatives ont donné naissance à de nouvelles applications. Pour proposer une plateforme unique aux lausannois·e·s pour toutes les démarches participatives et pour les projets d'innovation collective, le projet eParticipation a été lancé en 2020. La phase d'étude a mis en évidence que de nombreuses villes en Europe ont déjà créé une plateforme participative avec le leader actuel dans le domaine, la solution open source Decidim, que la Ville de Lausanne a également choisi de mettre en place sous le nom de Lausanne participe.



## Processus Exploiter les systèmes d'information

### Evolution du Centre de services

Le rôle de point d'entrée principal pour le soutien lié aux problématiques informatiques a été renforcé. Une plateforme d'entrée unifiée a été mise en œuvre pour les utilisateur-trice-s de la Ville afin de simplifier l'interaction avec le SOI et améliorer ainsi le suivi et la qualité du service.

### Automatisation de l'exploitation des centres de calcul – amélioration du suivi et de la qualité de service

En 2020, l'objectif principal a porté sur l'amélioration de la disponibilité de l'exploitation informatique. Dans ce but, l'accent a été mis sur la réactivité des équipes et des processus lors de la survenance d'incidents.

Afin d'atteindre une vitesse de réaction prévisible et fiable, le taux d'automatisation des processus et du pilotage des systèmes a été augmenté à l'aide des actions suivantes:

- la mise en place de tableaux de bord et le suivi opérationnel avec les services;
- les mises à jour continues des infrastructures;
- la diminution continue du nombre de versions des différents logiciels utilisés;
- l'abandon de phases manuelles en faveur de processus automatisés de pilotage de la production.

### Evolution des prestations informatiques – projets majeurs pour délivrer de nouvelles prestations

- mise en place de nouvelles infrastructures techniques – réseau, sécurité, serveurs et stockage – pour faire face à l'accroissement des besoins de la Ville;
- nouvelles prestations pour le stade de la Tuilière;
- mise en place de la gestion de la téléphonie mobile et de la gestion centralisée des terminaux mobiles.

## Processus Gouvernance et services transversaux

### Project Management Officer (PMO) et gestion de projets

Comme prévu, l'outil de gestion de projets a été remplacé pour offrir un meilleur suivi des projets et des tableaux de bord de pilotage pour les différents intervenants de chaque projet au sein de la Ville. L'outil permet également de gérer les phases avant-projet pour exprimer les besoins, et de prioriser ces projets selon leur valeur ajoutée.

En outre, ayant exprimé leur volonté d'utiliser un outil de gestion pour tous type de projets (informatiques ou non), plusieurs services de la Ville sont intégrés dans l'outil pour bénéficier du service apporté.

Le pilotage économique a été intégré en deuxième partie d'année et permettra de:

- avoir une vision unifiée des coûts;
- connaître les coûts complets des projets et des applications;
- présenter aux métiers les coûts réels des prestations;
- disposer d'un meilleur pilotage financier et budgétaire.

La saisie journalière des activités de tous les collaborateurs du SOI est aussi prise en compte et sera mise en service dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Renforcement de la gouvernance sécurité du système d'information

Le programme de gouvernance de la sécurité de l'information SMSI (Système de management de la sécurité de l'information) a poursuivi sa progression. A la fin de l'année 2020, les éléments suivants sont opérationnels:

- la gestion des risques de sécurité de l'information avec une liste des mesures et des contrôles à appliquer, revue trimestriellement avec les parties prenantes;
- des politiques de sécurité mises à jour dans plusieurs domaines, la sécurité des systèmes d'information industrielles, la sauvegarde et l'archivage, la gestion des mots de passe;
- la définition des standards d'architecture et de sécurité à appliquer par l'ensemble de la Ville pour les nouvelles applications et à intégrer dans les appels d'offres.

Des analyses de risques sur des domaines spécifiques sont en cours et des audits de type test de pénétration ont été réalisés avec la prise en compte des mesures d'amélioration.

### Protection des données

Une juriste responsable de la protection des données a été engagée à la fin du premier trimestre. Le travail réalisé a consisté en un état des lieux de la protection des données à la Ville, l'établissement de relations de

travail avec le Canton de Vaud et la proposition d'un plan de mise en conformité avec la loi en question sous la forme d'un programme sur trois ans, appelé SGPD (Système de gestion de la protection des données). Par ailleurs, la Ville de Lausanne participera au projet pilote de déclaration des registres sur le portail mis à disposition par le Canton.

### Chiffres clés du SOI à fin 2020

Années	2017	2018	2019	2020
<b>Postes de travail</b>	<b>5'407</b>	<b>5'752</b>	<b>5'966</b>	<b>6'657</b>
— PC	3'922	4'051	4'085	4'892
— PC portables et tablettes	1'485	1'701	1'881	1'765
<b>Serveurs d'entreprises</b>				
— Serveurs physiques	45	45	61	64
— Serveurs virtuels	609	660	743	826
<b>Volume de données</b>				
— Données bureautiques (approximativement)	91 TB	114 TB	166 TB	192 TB
— Nombre de fichiers bureautiques	122 millions	122 millions	145 millions	160 millions
<b>Transformation numérique</b>				
— Prestations informatiques et technologiques ajoutées au catalogue			4	2
<b>Solutions métier</b>				
— Solutions applicatives	406	428	461	468
— Solutions transverses	31	31	74	71
— Solutions d'infrastructure	41	41	64	74
— Solutions «Métier»	299	323	266	266
— Solutions «Grand public»	35	35	57	57
— Projets menés en parallèle	123	144	165	149
— Utilisateurs de la cyberadministration	49'000	57'000	66'000	75'000
<b>Infrastructure réseau informatique</b>				
— Prises réseau	22'807	24'147	27'243	27'363
— Bornes Wifi en service	909	995	1'023	1'052
— Adresses réseau IP délivrées	18'000	19'433	19'907	21'323
— Fibres optiques (km)	36'000	36'200	36'800	36'900
<b>Téléphonie</b>				
— Nombre moyen d'appels par jour ouvrable (entrants-sortants-internes)	30'000	< 30'000	< 25'000	< 25'000
— Appareils de mobilité professionnelle	2'337	2'322	2'263	2'263
— Nombre de téléphones installés	4'308	4'531	4'639	4'320
<b>Activité du Centre de services</b>				
— Nombre moyen d'incidents par mois	780	1'250	1'592	2'140
— Nombre moyen de demandes de service par mois	1'119	1'270	1'366	1'885



© Marino Trotta | Ville de Lausanne



Lau  
bud  
par

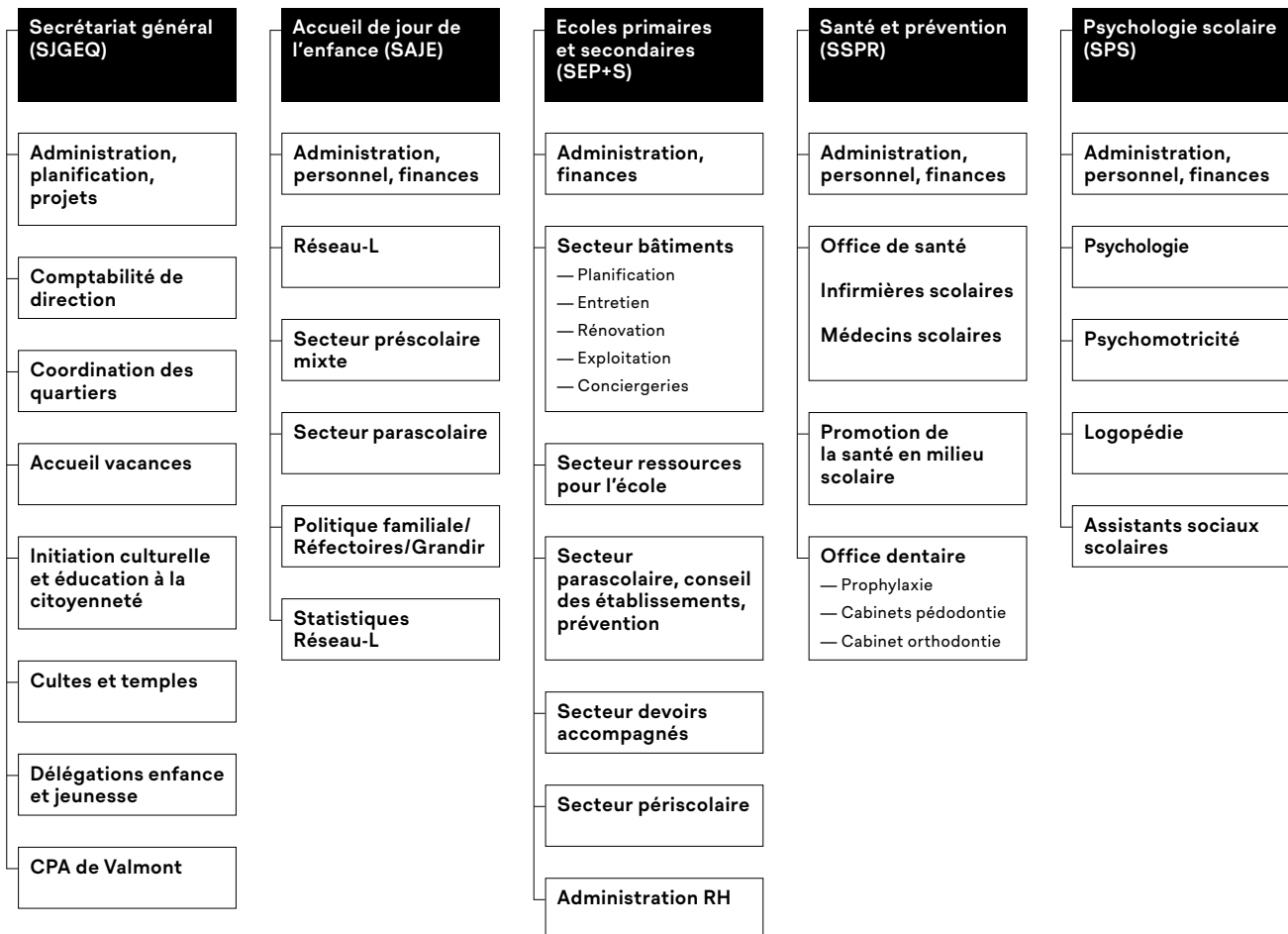
# Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers



sanne  
dget  
ticipatif

# Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers (EJQ)

## Directeur



L'année 2020 a dessiné les contours d'une nouvelle direction avec une réorganisation de ses services et un réaménagement des prestations afin de répondre toujours mieux aux besoins des familles. La Direction EJQ a souhaité par cet ambitieux projet qui se concrétisera au 1<sup>er</sup> janvier 2021:

- refondre l'accueil parascolaire 1-8P dans un nouveau projet et le mettre en cohérence avec l'organisation scolaire, tout en tendant à l'universalité (ouverture à toutes et à tous) des prestations, l'augmentation de la qualité de l'offre et une meilleure réponse aux besoins des usager·ère·s;
- poursuivre le développement de l'offre préscolaire de 4 mois à 4 ans, en passant d'un accueil prioritairement centré sur la conciliation vie privée – vie professionnelle à une politique de la petite enfance offrant des prestations pour toutes les familles;
- regrouper les missions transversales de la Direction EJQ (calcul du revenu des parents, restauration collective, politique familiale).

Cette année a été marquée par la pandémie de Covid-19, qui a impacté fortement l'organisation des prestations délivrées par la direction. Les activités scolaires, para et périscolaires, l'accueil des enfants en institutions de la petite enfance, les activités socioculturelles et culturelles ont été maintenues et poursuivies dans leur majorité, avec des aménagements importants en termes de désinfection, de limitation du nombre de participant·e·s ou de mode d'organisation. Dans ce contexte de bouleversements tant personnels que professionnels, les activités se sont complexifiées. Les collaboratrices et les collaborateurs ont fait preuve d'adaptation, de souplesse et d'imagination pour mener à bien les différentes missions de la direction avec pour objectifs de servir Lausanne et ses habitant·e·s.

# Secrétariat général (SGEJQ)

## Principales missions du service

- appuyer le conseiller municipal
- appuyer les services de la direction en matière de finances, communication
- accueillir des enfants de 4-25 ans hors scolarité et durant le temps des loisirs
- développer la citoyenneté et la participation des enfants, des jeunes et des habitant.e.s lausannois.e.s
- développer la politique des quartiers décidée par les autorités et ses outils

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	6.56	5.75	6.56	4.35
Centre adolescents de Valmont	25.80	23.90	24.30	19.65
Comptabilité EJJ	8.30	8.30	7.90	7.10
Coordination des quartiers	4.10	4.30	4.50	3.80
Cultes et temples	9.09	8.46	8.82	7.84
Direction EJJ	18.20	18.05	19.20	19.45
Domaine vacances	25.48	26.04	26.98	25.57
<b>Total service</b>	<b>97.53</b>	<b>94.80</b>	<b>98.26</b>	<b>87.76</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.73</b>

### Personnel fixe (sans apprenti.e.s ni aspirant.e.s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	8	5.75	6	4.35
Centre adolescents de Valmont	26	23.90	21	19.65
Comptabilité EJJ	11	8.30	9	7.10
Coordination des quartiers	7	4.30	6	3.80
Cultes et temples	29	8.46	28	7.84
Direction EJJ	25	18.05	27	19.45
Domaine vacances	34	26.04	33	25.57
<b>Total service</b>	<b>140</b>	<b>94.80</b>	<b>130</b>	<b>87.76</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

### Apprenti.e.s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	–	1
Direction EJJ	1	3
Domaine vacances	1	1
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>5</b>



**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	21	13
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	1
<b>Total service</b>	<b>24</b>	<b>14</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	13
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>21</b>

**Evènements marquants**

Cette année 2020 est une année de défis importants qui se concrétisent:

- le Canton de Vaud et la Ville de Lausanne ont convenu du transfert de la prestation et de l'immeuble du Centre pour adolescent·e·s de Valmont (CPA) à une nouvelle institution, en 2021;
- une nouvelle politique municipale d'animation socioculturelle a été dessinée et s'est cristallisée dans le renouvellement de la convention de subventionnement et les changements de statuts de la Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL). Les conclusions des rapports d'audit et d'évaluation de l'animation socioculturelle sont mises en œuvre, avec une sortie des organes de la FASL des représentant·e·s de la Municipalité et un changement de paradigme dans la collaboration.

Mais c'est aussi une année fortement marquée par la pandémie de Covid-19 qui a vu le report, l'annulation ou la réorganisation des diverses prestations délivrées par le SGEJQ.

**Principales activités 2020****Ressources humaines****Personnel fixe, apprenti·e·s et personnel auxiliaire**

Le SGEJQ a repourvu 18 postes fixes. Au 31 décembre, le SGEJQ comptait 56% de femmes et 44% d'hommes. La proportion hommes/femmes occupant des postes de cadre était de: 69% de femmes et 31% d'hommes.

A la rentrée, cinq nouveaux·elles apprenti·e·s de 1<sup>re</sup> année ont débuté, trois employé·e·s de commerce et deux assistant·e·s socio-éducatif·ve·s; un poste se situe au centre à la montagne du Planemard et le second à la Permanence Jeunes Borde.

En 2020, le SGEJQ comptait 404 personnes avec le statut d'auxiliaire dans les domaines Administration (5%), Coordination des quartiers (4%), Accueil vacances (53%), Cultes et temples (11%), Délégation à la jeunesse (23%) et CPA de Valmont (4%).

## Administration – planification – projets

### Conférence des chef-fe-s de service (CCS)

La CCS, composée du directeur EJQ, de son assistant et des chef-fe-s de service, est le principal instrument de coordination de la direction. Tous les sujets d'importance générale y sont abordés, notamment ceux qui impliquent l'intervention de deux ou plusieurs services, ou des relations transversales avec d'autres directions. Elle s'est réunie au cours de 18 séances (2019: 20) et une fois en journée au vert. Des séances consacrées au Covid-19 s'y sont ajoutées.

### Campagne de prévention sur les écrans

Au vu de la situation sanitaire, la campagne de prévention écrans (- d'écran + de ...) prévue en novembre 2020, a été repoussée en septembre 2021.

### Fonds de soutien aux ludothèques lausannoises

Comme chaque année, les ludothèques ont renouvelé leurs jeux et offert à leurs bénévoles des formations spécifiques. La fréquentation de ludothèques est en progression constante.

Le week-end des 15-16 février 2020 a réuni plus de 2'500 joueur-euse-s et curieux-euses dans le cadre de la manifestation «Lausanne joue».

### Jeunes et Covid-19 – campagne de soutien Pas au top à cause du corona ?

Suite à des appels du terrain (surtout dans les écoles), une carte de visite spéciale Covid-19 a été réalisée et distribuée en décembre à tous-tes les élèves lausannois-e-s de 9-11S renvoyant au site internet de l'association CIAO et à des coordonnées de premier recours. La réflexion sera poursuivie en 2021 afin d'assurer un soutien aux jeunes en détresse.

### Accessibilité universelle

La mise en place des bases de la politique de l'accessibilité universelle suit son cours, notamment avec les rencontres régulières des membres du groupe de travail de chaque direction ainsi qu'avec les organisations locales œuvrant dans ce domaine. L'augmentation du taux d'activité du coordinateur en la matière a permis de suivre de nombreux projets autour de l'accessibilité. Ainsi, la création de la formation à l'accueil des personnes en situation de handicap a pu être initiée avec la participation d'une dizaine d'acteurs associatifs régionaux compétents en la matière. Le début de cette formation est prévu en janvier 2021.

### Formation professionnelle

#### Transition école-métier

La Municipalité et les différentes directions se sont mobilisées pour soutenir les jeunes Lausannois-e-s pour la formation professionnelle face à la crise sanitaire et économique engendrée par le Covid-19. Des mesures immédiates, assorties de mesures à plus long terme ont été mises en place, notamment: 22 nouvelles places d'apprentissage à la rentrée 2020, 31 apprenti-e-s (sur 69 promu-e-s) engagé-e-s avec un contrat d'auxiliaire au sein des services de la Ville, une quarantaine de places LIFT pérennisées, des visites d'entreprises formatrices par les écoles. Sur cette impulsion, un groupe de travail s'est constitué pour mettre en place une gouvernance en termes de formation professionnelle et d'accès à l'apprentissage au sein de l'administration.

#### Fonds d'aide à la formation post-obligatoire

En 2020, le comité du fonds a accédé à sept demandes pour un montant total de CHF 6'230.-. Ce fonds intervient en complément à la prise en charge d'une formation post-obligatoire (financement de l'écolage, achat de livres, etc.).

## Comptabilité de direction

La mission principale de l'unité est d'assurer les prestations traditionnelles d'une comptabilité de direction:

- budget d'exploitation, plan des investissements, crédits supplémentaires, subventions;
- traitements du personnel;
- factures fournisseurs et débiteurs;
- saisie des pièces comptables des établissements scolaires;
- relations avec les autorités des communes voisines et celles du Canton pour les répartitions des charges imputées à chaque échelon.

L'activité de la comptabilité nécessite une collaboration suivie tant avec les autres services de la direction qu'avec les instances cantonales (Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, Département de la santé

et de l'action sociale, Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Département des infrastructures et des ressources humaines, Département des finances et des relations extérieures, Ordre judiciaire).

Au terme de la redistribution des tâches entre Canton et communes (EtaCom), la Ville de Lausanne s'est vu déléguer par convention un certain nombre de compétences, aux plans notamment de l'organisation scolaire ou des prestations de psychologie scolaire. La comptabilité en assure tout le calcul et le suivi du volet financier. En ce qui concerne les établissements scolaires lausannois rattachés au Service des écoles primaires et secondaires, elle comptabilise leurs pièces comptables directement dans l'application de l'Etat.

## Coordination des quartiers

Les principales missions de l'unité sont:

- assurer et développer le vivre-ensemble au sein des quartiers, promouvoir l'intégration sociale et le développement de projets urbains concertés;
- développer la citoyenneté et la participation au sein des quartiers;
- définir et mettre en œuvre une politique publique des quartiers comprenant celles de l'animation socioculturelle et le développement des espaces citoyens;
- initier, mettre en œuvre et pérenniser des outils de politique des quartiers qui participent avec les habitant-e-s à l'amélioration durable de la qualité et du cadre de vie du quartier, dont les centres socioculturels et maisons de quartier, la caravane des quartiers, les contrats de quartiers et le budget participatif;
- favoriser le lien entre les habitant-e-s des quartiers et l'administration communale.

### Budget participatif

Le budget participatif est inscrit au programme de législature 2016-2021 et a pour but d'encourager la participation citoyenne. Il se déroule en cinq phases: dépôt de projet, étude de faisabilité, promotion et vote, mise en œuvre.

2020 a vu sa 2<sup>e</sup> édition. Les restrictions liées à la situation sanitaire ont engendré une prolongation du délai pour le dépôt des projets et un réajustement du calendrier général. 26 projets, sur les 29 déposés, ont été retenus après analyse de leur faisabilité technique et légale en collaboration avec les différents services de la Ville. Des flyers présentant les différents projets et des urnes ont été déposés dans certaines maisons de quartier, bibliothèques et services de l'administration. La plupart des lieux ayant dû fermer ou restreindre leurs horaires, ce sont particulièrement les stands de marché (mercredis et samedis matins) ainsi que l'ancienne cabine téléphonique transformée en urne de vote qui ont été plébiscités pour le vote papier. Le vote électronique via le site internet du budget participatif était également possible. 4'004 votes ont été comptabilisés (soit 3% de la population et donc 1% de plus que l'année passée). Le 16 décembre, les projets lauréats ont été annoncés. Ce sont neuf projets, principalement de cohésion sociale, qui ont conquis le cœur des Lausannois-e-s cette année et qui se sont partagé un montant total de CHF 150'000.-. Un accompagnement pour la mise en œuvre des projets a été prévu avec l'association qui les a vus naître, ainsi qu'un répondant Ville qui permettra d'assurer la coordination.

### Contrat de quartier

Un nouveau contrat de quartier a été initié à Entre-Bois pour une durée de trois ans. Il a démarré avec une balade découverte, le 8 février, avec près de 40 participant-e-s qui ont exprimé leurs attentes et les souhaits des habitant-e-s. Puis, le 25 février, une conférence de quartier réunissant une septantaine de personnes a permis la mise en place d'une commission composée de 10 habitant-e-s et renforcée par des centralités de quartier (notamment le centre socioculturel de Bellevaux, ainsi que l'APEMS des Cèdres). Suite au semi-confinement, les rencontres plénières de la commission ont été suspendues mais les réflexions et réunions en petits groupes se sont poursuivies. Afin de s'adapter à la situation en 2021, il est prévu d'élargir la commission de quartier et de faciliter son travail grâce à la création d'un organe délibératif et représentatif du quartier.

## Accueil vacances

La mission principale de l'unité est d'organiser, mettre en œuvre et développer des prestations d'accueil collectif d'enfants pendant les 14 semaines de vacances scolaires.

Les parents d'élèves qui exercent une activité professionnelle trouvent dans les offres conjuguées du Service d'accueil de jour de l'enfance et du domaine Accueil vacances des solutions d'accueil et d'activités disponibles sur toute l'année, toujours dans l'optique d'une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.

Les associations subventionnées, telles que la FASL, le Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ) et l'Espace des inventions (EDI), sont mandatées par le SGEJQ pour la mise en œuvre de prestations d'accueil complémentaires sous la forme de centres aérés, de camps et d'activités à la journée.

Le domaine assure aussi les prestations de l'école à la montagne pour ses camps scolaires et de vacances.

### **Agence communale «accueil vacances 5-15 ans» à Chauderon 7A**

Le bureau d'accueil vacances a répondu directement à quelque 1'200 visiteur-euse-s. Outre l'information au public, le domaine Accueil vacances assure l'exploitation des structures d'accueil du SGEJQ et les travaux administratifs qui y sont liés, soit:

- 11 centres aérés urbains;
- le centre aéré d'été de Béthusy;
- les camps scolaires et camps de vacances des trois centres à la montagne de la Ville;
- la part lausannoise des activités du passeport vacances et le bureau de l'Association du passeport vacances de la région lausannoise (APVRL).

### **Groupes de travail et projets**

Le domaine Accueil vacances conduit les séances de coordination des offres vacances de la FASL, du CVAJ et de l'EDI. En 2020, le groupe de travail a étroitement collaboré pour répondre aux besoins accrus liés à la situation sanitaire Covid-19.

### **Passeport vacances**

Le domaine Accueil vacances est mandaté par l'APVRL pour assurer l'infrastructure administrative du passeport vacances. L'ensemble des travaux préparatoires a été effectué et l'édition 2020 s'annonçait prometteuse avec 10'158 places prévues, soit 1'200 places de plus que l'année précédente.

En mai 2020, le comité de l'APVRL a décidé d'annuler le passeport vacances, face à l'impossibilité d'assurer le respect des directives sanitaires auprès de 200 organisateur-trice-s d'activités.

### **Centres aérés urbains (CAU)**

Les 11 CAU sont ouverts durant les relâches de février, les vacances de Pâques et d'automne. Cet accueil à la journée, de 8h à 18h, est destiné aux enfants de 6 à 11 ans révolus.

L'évènement marquant de 2020 a été l'organisation d'accueils d'urgence à Pâques pendant le semi-confinement. Ces accueils étaient destinés aux enfants dont les parents devaient travailler auprès des services de santé, des services de la Ville ou encore des commerces essentiels.

Le domaine Accueil vacances a ainsi mis sur pied 11 centres aérés d'urgence avec un concept de protection sanitaire conforme aux directives cantonales.

Les équipes des CAU ont fait preuve d'une grande adaptation, réussissant à proposer une variété d'activités de loisirs dans la simplicité et le plaisir, malgré un contexte sanitaire strict et le peu de déplacements possibles. Le journal CAU spécial Covid-19 présentant ces belles activités a même vu le jour.

### **Centre aéré d'été**

Le centre aéré de Béthusy offre un accueil à la semaine pour 60 à 70 enfants de 6 à 12 ans pendant les six premières semaines des vacances d'été. Ainsi, 384 enfants ont été accueillis, totalisant 1'920 journées/enfants. Chaque jour, des activités en plein air ainsi que des ateliers d'expression ont été organisés. Pour l'encadrement des enfants, deux responsables et deux assistant-e-s qualifié-e-s ainsi qu'une dizaine de moniteur-trice-s ont été engagé-e-s chaque semaine. Un concept de protection sanitaire spécifique a été mis en œuvre tout en maintenant la qualité de l'accueil et des activités.

### **Centres à la montagne de la Barboleusaz, des Chevalleyres et de Château-d'Oex**

Les équipes accueillent chaque semaine de nouveaux groupes pour des camps scolaires et des camps de vacances. Les camps ont été brusquement interrompus par la situation sanitaire à mi-mars. Ils ont pu reprendre pour les vacances d'été. Dans l'intervalle, le personnel des centres a été mobilisé pour renforcer les accueils de l'enfance à Lausanne. Le 22 octobre, une nouvelle interdiction des camps avec hébergement a été prononcée par le Canton. Avec souplesse et créativité, les écoles à la montagne ont immédiatement élaboré et présenté une offre d'activités à la journée pour les classes. Ces sorties à la montagne ont connu un grand succès dès leur lancement en novembre.

## **Initiation culturelle et éducation à la citoyenneté**

### **Activités culturelles et abonnement culturel**

En 2019-2020, le programme des activités culturelles comptait 24 spectacles théâtraux ou musicaux (dont 3 en lien avec les Jeux olympiques de la jeunesse 2020 – JOJ), 3 concerts, 16 animations et 6 découvertes. Suite à la

pandémie de Covid-19, toutes les activités programmées entre le 16 mars et la fin de l'année scolaire ont été annulées. Soucieux de pouvoir tout de même offrir une animation aux élèves, le SGEJQ a néanmoins pu proposer un spectacle compatible avec les nouvelles mesures sanitaires. Ainsi, après la reprise du mois de mai, 21 représentations d'Histoires aux fenêtres se sont jouées dans les cours des collèges primaires lausannois. Assister à un spectacle depuis sa salle de classe, une nouvelle expérience à laquelle les élèves ont pris beaucoup de plaisir.

Dès la rentrée d'août, et malgré les contraintes sanitaires, l'engouement pour les activités culturelles ne s'est pas démenti, bien au contraire. 96.5% des classes de 1P à 6P et 64% des classes de 7P à 11S ont été inscrites par leur enseignant-e à diverses activités, ce qui représente l'inscription de 608 classes sur un total de 747, soit une moyenne de 80%.

En ce qui concerne l'abonnement culturel proposé aux 9S-12RAC, 2'350 billets avaient été réservés par les élèves dont 435 billets combinés un parent-un enfant. En raison de la pandémie, 9 spectacles ont dû être annulés sur une trentaine de propositions.

### **Sensibilisation à l'environnement**

Animations en classe et visites de sites stratégiques constituent les activités de sensibilisation à l'environnement offertes par différents services de la Ville aux élèves de la scolarité obligatoire de Lausanne. Elles sont regroupées dans une brochure éditée chaque année. La coordination et l'organisation de ces activités sont assurées par le SGEJQ. Compte tenu de l'annulation des activités programmées entre mi-mars et la fin de l'année scolaire, ce sont 584 animations/visites qui ont été offertes aux classes lausannoises.

### **Découverte de l'environnement construit**

Proposées par l'association Ville en Tête, les différentes animations sont conçues pour chaque tranche d'âge et permettent aux élèves de se familiariser avec l'architecture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire de manière ludique et interactive. 35 classes de 1 à 8P ont bénéficié de cette prestation.

### **Prévention des accidents par morsures**

Très pragmatiquement destiné à apprendre aux enfants comment il faut se comporter (ou ne pas se comporter) en présence d'un animal, le programme est proposé en alternance aux classes 1-2P et 3-6P.

Seule la moitié des classes de 3-6P qui étaient programmées a reçu un cours de prévention des accidents par morsures avant la fermeture des écoles, soit 26 classes.

## **Cultes et temples**

La mission principale de l'unité est d'assurer les engagements dus aux églises reconnues de droit public et aux communautés confessionnelles reconnues d'intérêt public et développer aux différents niveaux les relations entre les autorités cantonales, communales et religieuses concernées par les obligations légales.

### **Evènement marquant**

En date du 23 septembre 2020, sous la houlette du préfet du district de Lausanne, les huit communes de la couronne lausannoise (Le Mont, Pully, Belmont, Epalinges, Savigny, Renens, Prilly et Lausanne) ont signé cinq conventions de partage des frais d'entretien des lieux de culte réformés et catholiques dont les paroisses font frontière avec plusieurs communes. Les paroisses concernées sont: St-Amédée, St-Nicolas-de-Flüe, St-Etienne, St-Joseph et Sud-Ouest lausannois. Depuis 2003, les communes ci-avant se partageaient les frais d'entretien des lieux de culte au prorata du nombre de paroissien-ne-s. Dès lors que les renseignements de l'appartenance religieuse sont devenus facultatifs au titre de la loi sur le contrôle des habitants, les municipalités concernées ont convenu d'adopter un nouveau critère, à savoir le nombre d'habitant-e-s compris dans le périmètre de la paroisse. La Direction EJQ en charge des affaires religieuses assurera la gestion administrative et financière des conventions.

### **Entretien du patrimoine**

Un crédit d'investissement de CHF 500'000.- a été accordé par le Conseil communal en vue de raccorder le temple de La Sallaz-Vennes au réseau de chauffage à distance et d'effectuer des travaux d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique. Des travaux d'entretien lourds et courants ont aussi été exécutés dans le cadre du budget ordinaire. Parmi les travaux importants, il convient d'indiquer: Croix-d'Ouchy (CHF 42'000.-), St-François (CHF 38'000.-), St-Marc (CHF 21'500.-), La Sallaz (CHF 12'500.-). Il y a lieu aussi de souligner que les discussions entre le Canton et la paroisse Notre-Dame prennent du retard pour le versement de CHF 419'436.- au titre de la rétrocession de la subvention cantonale pour les monuments historiques.

### **Les églises sont des espaces de lien social**

Les paroisses restent un acteur-clé de la vie des quartiers. Lieux de vie et facilitatrices de lien social, elles mettent à disposition des associations et des habitant-e-s du quartier des locaux et des espaces pour leurs

activités diverses. Certaines paroisses, à l'instar de La Sallaz-Les Croisettes, de Belleaux et de St-Joseph, ont développé des activités socioculturelles tous publics. Le partenariat avec le Service d'accueil de jour de l'enfance permet l'accueil quotidien de 600 enfants dans 12 APEMS.

### **Le guet de la cathédrale**

Le guet de la cathédrale veille toujours sur notre ville de 22 heures à 2 heures depuis maintenant 615 ans. Il continue de susciter l'engouement aussi bien en Suisse qu'à l'étranger. Au cours de cette année, cinq agences d'information ont réalisé des reportages sur le guet. Malgré la crise sanitaire, 929 personnes ont été reçues la nuit à la loge. 55% d'entre elles étaient des hôtes des JOJ. Le nombre de montées diurnes au beffroi a été de 11'343. D'autre part, la septième édition de la rencontre magique des enfants avec le guet a été organisée les 6 et 7 novembre 2020 en partenariat avec M<sup>me</sup> Floriane Nikles, animatrice de J'explore ma Ville.

## **Délégation à l'enfance**

Les principales missions de l'unité sont les suivantes:

- développer une politique de l'enfance de la Ville de Lausanne en faisant reconnaître les enfants comme des habitant-e-s à part entière et aux besoins spécifiques;
- susciter des projets qui mettent les enfants dans une position d'acteur-trice;
- établir des contacts avec le monde associatif et les professionnel-le-s de l'enfance.

### **Pousses Urbaines**

Les activités du projet Pousses Urbaines ont été le bilan final de l'édition 2019/20 autour des 30 ans de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, ainsi que la préparation de la nouvelle édition avec pour thème les préaux: leurs usages dans le cadre scolaire et dans le quartier.

### **Conseils des enfants/Conseil des grand-e-s**

Cette année particulière a passablement impacté le déroulement de certains conseils. Le Conseil des grand-e-s a poursuivi sa collaboration avec la Bibliothèque jeunesse dans le cadre d'un nouveau projet. Une exposition a eu lieu cet automne au Forum de l'Hôtel de Ville réunissant trois démarches: le budget participatif, le Conseil des jeunes et les conseils des enfants. Elle a permis notamment de valoriser la parole des enfants auprès du public.

## **Délégation à la jeunesse**

Les principales missions de l'unité sont les suivantes:

- développer une politique de la jeunesse en favorisant l'intégration des jeunes dans la cité et leur participation;
- assurer une transversalité entre les services et les directions de la Ville sur les questions liées à la politique de la jeunesse;
- établir des contacts avec le monde associatif et les professionnel-le-s de la jeunesse;
- participer et appuyer les projets des 13-25 ans;
- coordonner l'activité des travailleur-euse-s sociaux-ales hors murs, des animateur-trice-s de la Permanence Jeunes Borde et du médiateur sportif;
- assurer le suivi et le bon fonctionnement du Conseil des jeunes;
- gérer le fonds de soutien aux projets d'adolescent-e-s et de jeunes adultes.

### **Subventions casuelles**

Des subventions ponctuelles ont été attribuées à 16 projets, évènements et associations pour un montant total de CHF 79'823.-.

### **Locaux de musique**

Deux locaux ont dû être rendus à la protection civile, il reste donc 29 locaux mis à disposition de jeunes musicien-ne-s de musiques actuelles (rock, métal, reggae, funk, world-music, etc.), soit une soixantaine de groupes au total. Un nouveau règlement d'attribution des locaux a été mis en place cette année.

### **Travailleur-euse-s sociaux-ales hors murs (TSHM)**

Malgré la situation sanitaire très particulière et la mise en suspens de leurs divers projets, les TSHM ont continué d'assurer une présence dans les quartiers de la ville. Ils ont maintenu le lien avec leurs partenaires

de réseaux professionnels ainsi qu'avec les jeunes qu'ils accompagnent. Ces dernière-s ont eu particulièrement besoin d'un soutien psychosocial et de nouvelles demandes de suivi se sont manifestées.

### **Permanence Jeunes Borde (PJB)**

En 2020, l'équipe a fait preuve de flexibilité et d'adaptation face à la pandémie. La permanence a pu accueillir normalement les jeunes de 8 à 25 ans jusqu'au mois de mars et organiser différentes activités, dont une sortie à ski avec 41 jeunes. Lors du premier confinement, la PJB a accueilli dans ses locaux, des enfants âgés entre 6 et 11 ans, dont les parents travaillaient dans les services d'urgence.

Pour pallier l'impossibilité de prendre des vacances pour beaucoup de familles, la PJB est restée ouverte tout l'été sur le terrain du Pré-des-Druides et a organisé des animations avec, entre autres, une initiation au parkour, du trampoline, des tournois de football et de ping-pong et autres jeux. Un accueil spécifique a été mis en place durant les vacances scolaires d'été et d'automne pour des enfants du quartier de la Borde et ainsi renforcer l'offre des CAU de la Ville en cette période compliquée. Dès le mois de novembre et suite à l'interdiction de se réunir pour les plus de 16 ans, la PJB a mis en place des accueils spécifiques pour les 8-15 ans.

### **Médiateur sportif**

Le médiateur sportif a poursuivi son soutien aux activités sportives récréatives destinées aux Lausannois-e-s par la coordination de divers projets et la mise à disposition de salles de gymnastique. Depuis le mois de mars 2020, son action s'est concentrée sur le soutien et le conseil aux jeunes et aux associations pour l'ajustement de leurs pratiques sportives et de loisirs face à la crise sanitaire. Outre les problèmes d'assainissement du skatepark, le médiateur a dû organiser l'ouverture hivernale des salles de gymnastique uniquement pour les moins de 16 ans en respectant les mesures sanitaires prescrites.

### **Conseil des jeunes (CDJ)**

La Délégation à la jeunesse a accompagné les jeunes du conseil dans leurs différentes activités, lors des assemblées générales mensuelles à la salle du Conseil communal ou dans les différentes commissions. Depuis 10 ans, l'association offre aux jeunes Lausannois-e-s un espace d'échange et d'interpellations.

Les principaux projets 2020 du CDJ ont été:

- participation active à la promotion des JOJ. Depuis 2014, le CDJ représente les jeunes à titre consultatif auprès du comité d'organisation. De la flamme olympique à l'animation de la place Pépinet rebaptisée Nouvelle vague, le CDJ s'est impliqué tout au long de cet événement majeur;
- participation à l'exposition sur la démocratie locale au Forum de l'Hôtel de Ville pour présenter sa démarche;
- rédaction d'un numéro spécial du Journal communal pour fêter ses 10 ans.

Comme pour les autres domaines, les réunions en grand nombre et les grands projets tels le traditionnel Gala des 18 ans ou la fête des 10 ans du CDJ ont malheureusement dû être reportés.

### **Fonds de soutien aux projets d'adolescent-e-s et de jeunes adultes**

Malgré la pandémie qui a reporté bon nombre de projets, six projets différents, organisés pour et par des jeunes Lausannois-e-s, ont néanmoins pu être présentés à la commission d'attribution. Ils ont reçu une aide de CHF 16'100.- pour du sport urbain, des spectacles, des festivals de musique et de cinéma.

## **Centre communal pour adolescent-e-s de Valmont (CPA)**

La mission principale du CPA est d'accueillir à tout moment, en vue d'une prise en charge éducative, des jeunes âgé-e-s de 14 à 18 ans, en milieu semi-fermé, dans le cadre des mesures protectionnelles ordonnées par l'autorité pénale (Tribunal des mineurs vaudois et d'autres cantons) ou par l'autorité civile (SPJ et services similaires d'autres cantons).

### **Fréquentation**

Le nombre de journées en 2020 est de 1'738. Le taux d'occupation a à nouveau baissé. En effet, en février 2020, des problèmes architecturaux et structuraux sont apparus nécessitant la fermeture de 23 chambres sur 28.

Le transfert de la prestation à une institution de droit privé est prévu dans le courant de l'automne 2021.

# Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE)

## Principales missions du service

- proposer et développer à Lausanne la politique d'accueil de jour de l'enfance dans le cadre d'une politique familiale urbaine
- garantir en tout temps la qualité des prestations fournies et en évaluer l'efficacité
- conduire, diriger et contrôler opérationnellement le réseau d'accueil de jour de Lausanne (Réseau-L) composé d'institutions pour l'enfance (IPE) qui comprend au 31 décembre 2020:
  - 17 IPE municipales (16 centres de vie infantile et un espace récréatif pour 1'272 places (643 en 2000)
  - 36 IPE privées subventionnées pour 2'321 places (708 en 2000)
  - 3 structures privées non subventionnées pour 247 places
  - 26 IPE parascolaires Accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS) pour 2'450 places (800 en 2000)
  - 1 IPE d'accueil familial pour 76 accueillantes en milieu familial (AMF) et 256 places offertes
  - 10 halte-jeux pour 130 places
  - 11 centres aérés urbains pour 132 places
  - 1 accueil mixte de la Vallée de la jeunesse – 34 places
  - 8'500 enfants accueillis et plus de 1'900 collaboratrices et collaborateurs

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
APEMS Beaulieu/Prélaz	34.70	31.78	35.36	33.90
APEMS Entrebois/Pierrefleur	26.98	26.65	27.78	25.84
APEMS Mont-Repos/Floréal	50.13	47.09	47.72	45.54
APEMS Sallaz/Côteau Fleuri	43.49	40.81	47.09	44.44
CVE Ancien-Stand	25.82	25.23	26.12	26.08
CVE Bellevaux	22.35	21.78	23.80	21.65
CVE Bergières	31.29	31.26	31.78	31.61
CVE Borde	16.95	15.75	17.00	16.50
CVE Bourdonnette	26.23	22.63	26.53	25.31
CVE Cité	20.05	19.10	20.30	19.95
CVE Colline	7.65	7.55	7.95	7.65
CVE des Diablerets	9.85	9.85	10.55	10.25
CVE Grancy	-	-	10.45	9.50
CVE Grangette	27.50	23.69	23.83	24.01
CVE Jardins de Prélaz	19.65	19.09	20.60	18.65
CVE Montelly	30.04	29.64	30.19	30.41
CVE Montoie	10.00	10.19	10.45	8.77
CVE Petit-Vennes	12.45	11.35	12.30	11.35
CVE Pool remplacement fixe	5.70	4.30	4.60	1.80
CVE Sallaz	6.30	6.15	6.45	6.10
CVE Valency	19.38	19.25	20.28	19.90
ER Grenette	3.42	2.53	3.42	2.53
Parascolaire – Chauderon	9.80	9.90	9.95	8.55
Préscolaire – Chauderon	14.78	8.70	13.85	9.00
Réfectoires scolaires – SAJE	2.29	2.17	2.29	2.21
SPE Chauderon	16.16	14.75	15.76	14.75
<b>Total service</b>	<b>492.94</b>	<b>461.18</b>	<b>506.37</b>	<b>476.24</b>



**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+13.43</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
APEMS Beaulieu/Prélaz	56	31.78	60	33.90
APEMS Entrebois/Pierrefleur	47	26.65	45	25.84
APEMS Mont-Repos/Floréal	84	47.09	80	45.54
APEMS Sallaz/Côteau Fleuri	69	40.81	73	44.44
CVE Ancien-Stand	35	25.23	35	26.08
CVE Bellevaux	29	21.78	29	21.65
CVE Bergières	45	31.26	45	31.61
CVE Borde	22	15.75	23	16.50
CVE Bourdonnette	29	22.63	34	25.31
CVE Cité	25	19.10	27	19.95
CVE Colline	10	7.55	10	7.65
CVE des Diablerets	14	9.85	15	10.25
CVE Grancy	-	-	12	9.50
CVE Grangette	32	23.69	32	24.01
CVE Jardins de Prélaz	28	19.09	27	18.65
CVE Montelly	39	29.64	39	30.41
CVE Montoie	14	10.19	12	8.77
CVE Petit-Vennes	16	11.35	16	11.35
CVE Pool remplacement fixe	6	4.30	3	1.80
CVE Sallaz	9	6.15	9	6.10
CVE Valency	26	19.25	28	19.90
ER Grenette	4	2.53	4	2.53
Parascolaire – Chauderon	13	9.90	11	8.55
Préscolaire – Chauderon	11	8.70	12	9.00
Réfectoires scolaires – SAJE	5	2.17	5	2.21
SPE Chauderon	18	14.75	18	14.75
<b>Total service</b>	<b>686</b>	<b>461.18</b>	<b>704</b>	<b>476.24</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
APEMS Beaulieu/Prélaz	-	1
APEMS Entrebois/Pierrefleur	-	1
APEMS Mont-Repos/Floréal	-	2
APEMS Sallaz/Côteau Fleuri	-	2
CVE Ancien-Stand	1	1
CVE Bellevaux	3	4**
CVE Bergières	6	5
CVE Borde	2	2
CVE Bourdonnette	-	1
CVE Cité	2	5**
CVE des Diablerets	2	1
CVE Grancy	-	2
CVE Grangette	1	2**
CVE Jardins de Prélaz	2	3**
CVE Montelly	2	1
CVE Petit-Vennes	1	1
CVE Sallaz	2	2
CVE Valency	2	1
ER Grenette	-	1
SPE Chauderon	2*	2
<b>Total service</b>	<b>26</b>	<b>40</b>

\* dont 1 stagiaire MPC

\*\* dont 1 stagiaire ASE

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	52	70
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
<b>Total service</b>	<b>53</b>	<b>71</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	-
Décès	1
Démission	31
Départ à la retraite	11
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	2
Licenciement fin droit trait. 24 mois	3
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>52</b>

### Personnel auxiliaire

En plus des collaboratrices et collaborateurs fixes, le SAJE gère 490 auxiliaires.

## Evènements marquants

Trois évènements majeurs ont marqué le service en 2020:

- la pandémie de Covid-19, qui a impliqué l'arrêt des prestations à la plupart des familles dès le 16 mars 2020; la mise sur pied d'un accueil d'urgence pour les enfants des professionnel-le-s prioritaires; la reprise progressive des accueils à partir du 27 avril 2020; le maintien des prestations durant l'automne, malgré un taux d'absentéisme du personnel multiplié par les quarantaines et semi-confinements; les modifications de facturation et les demandes de financements extraordinaires auprès des instances cantonales ou fédérales;
- la réorganisation de la Direction EJQ, impliquant le transfert du secteur parascolaire au nouveau Service des écoles et du parascolaire et la constitution d'un Service de la petite enfance;
- le départ à la retraite du chef de service après plus de 20 ans d'activité: il a été le chef du Service des écoles primaires ad intérim, puis du Service de la jeunesse et des loisirs dès octobre 1997, et enfin du Service de la petite enfance dès septembre 2003, devenu Service d'accueil de jour de l'enfance en 2010. Depuis son entrée en fonction, les APEMS ont été créés et accueillent désormais plus de 2'400 enfants; le nombre d'IPE a presque quadruplé, les fonctions du personnel ont été revalorisées et l'accueil de jour lausannois a bénéficié d'une reconnaissance loin à la ronde. Pour des raisons sanitaires, il n'a pas été possible de célébrer ce passage de manière festive. Le service et la direction espèrent avoir l'occasion d'exprimer leur reconnaissance au cours de l'année 2021. L'automne a été l'occasion d'une mise au courant de la nouvelle cheffe de service, qui a permis de mieux anticiper son entrée en fonction au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

## Principales activités 2020

### Domaine support

#### Application iCare

Plusieurs documents de référence ont été revus, d'une part, pour se conformer à l'identité visuelle de la Ville

de Lausanne, d'autre part, principalement pour mettre à jour les données demandées aux parents afin de répondre aux exigences légales, ceci en adéquation avec les besoins du travail sur le terrain.

### iCare.mobile

Le déploiement des appareils mobiles pour le suivi des présences en APEMS a pu être achevé. Par contre, les formations et paramétrages, nécessitant des activités en présentiel, ont été grandement perturbés. La planification n'a pas pu être tenue, cette mise en place étant secondaire au vu des impacts de la pandémie sur l'accueil de jour; le déploiement se poursuit.

## Réseau d'accueil de jour de l'enfance de Lausanne (Réseau-L)

### Tableau de bord au 31 décembre 2020

Pour rappel, il existe deux types de taux de couverture:

- taux de couverture I: nombre de places offertes (financées) rapporté au nombre d'enfants du même âge dans la population;
- taux de couverture II (parfois appelé taux de recours): nombre d'enfants accueillis rapporté au nombre d'enfants du même âge dans la population.

Les objectifs de la Municipalité pour cette législature sont:

- d'atteindre ou maintenir un taux de couverture II à plus de 50% pour l'accueil préscolaire dans les catégories d'accueil Nursery (4 mois à 30-36 mois) et Garderie (30-36 mois à 4 ans);
- de garantir un droit facultatif pendant toute la scolarité pour l'accueil parascolaire (article 63a de la Constitution du Canton de Vaud). Cet accueil est divisé en deux catégories: Parascolaire I (1-2P) et Parascolaire II (3-6P).

### Taux de couverture en %

Taux de couverture I	2020	2019
Nursery	41.9	37.0
Garderie	48.1	48.0
Parascolaire I (1-2P)	40.7	39.0
Parascolaire II (3-6P)	48.5	47.0
Taux Réseau-L	45.3	43.1

Taux de couverture II	2020	2019
Nursery	55.8	54.0
Garderie	62.3	69.0
Parascolaire I (1-2P)	58.5	54.0
Parascolaire II (3-6P)	56.7	61.0
Taux Réseau-L	57.8	59.4

Le taux de couverture II fluctue en fonction du temps moyen d'accueil de chaque enfant.

La répartition des enfants dans les groupes diffère sensiblement de 2019 à 2020.

### Commission consultative extra-parlementaire de la petite enfance

Une séance s'est tenue le 24 septembre. Elle a été l'occasion de revenir sur les développements des cinq dernières années et d'aborder la réorganisation de l'accueil de jour lausannois.

## Secteur préscolaire mixte

Incontestablement, la crise sanitaire aura été, pour les IPE préscolaires du Réseau-L, l'évènement marquant de cette année 2020 par les conséquences multiples et complexes qu'elle a engendré.

La période de semi-confinement a demandé, tant au service qu'aux institutions, des capacités d'adaptation et de réactivité hors du commun en raison des changements répétés des cadres sanitaires, des demandes politiques et des attentes des usager·ère·s. A partir des directives données, les responsables du secteur ont élaboré des réponses opérationnelles à l'ensemble des IPE afin de garantir une cohérence et une coordination au sein du Réseau-L. Il a fallu, dans des temps records, réajuster les horaires du personnel, revoir les consignes de circulation des personnes, adapter les procédures de nettoyages, rassurer les enfants, garder des liens avec les familles, revoir certaines démarches administratives.

Après l'accalmie estivale, la deuxième vague a obligé les équipes et directions à jongler entre recherches de remplaçant.e.s et réorganisations régulières, au vu du nombre d'employé.e.s absent.e.s.

Il est encore à relever que la crise sanitaire a considérablement modifié la nature du travail du secteur préscolaire puisque les habituels contacts et échanges ont drastiquement diminué au profit d'entretiens téléphoniques ou visioconférences. Sur le plan pédagogique, les enfants ont dû s'habituer aux masques et à un roulement de personnel conséquent.

De manière générale, les IPE ont relevé combien les parents se sont montrés compréhensifs, reconnaissants et ouverts sur le travail fourni.

### **Ressources humaines**

Le domaine du recrutement a vu son activité augmenter. Par ailleurs, le nombre de stagiaires (93) et d'apprenti.e.s (39) est resté stable en 2020. Celui des formations courtes (131) a sensiblement diminué en raison du Covid-19 (cours annulés/reportés).

### **Cellule socio-éducative**

Les intervenantes de la cellule socio-éducative ont été mobilisées par la pandémie, que ce soit pour les familles qui se sont trouvées fragilisées par la crise et ses conséquences ou pour le personnel tenu de s'adapter au fil des jours. Dans ce cadre, de nombreuses rencontres se sont réalisées à distance et les intervenantes ont, là aussi, dû composer pour s'ajuster à des nouvelles formes de collaboration.

### **Programme de préservation de la santé (PST) pour les professionnel-le-s de l'enfance**

Le programme PST a également vu ses fondements se modifier en raison du contexte sanitaire. Par la taille du réseau et le nombre d'IPE y participant, il n'a plus été possible de mettre en place les rencontres transversales prévues et plusieurs thématiques se sont momentanément interrompues, faute de séances.

Indépendamment de cela, une brochure présentant le programme dans son ensemble et ses perspectives d'avenir a été élaborée par les collaboratrices de ce secteur. Ce fascicule sera prochainement édité afin de présenter largement cette action novatrice et inédite.

### **Des lieux atypiques à vocation préventive**

Certaines IPE ont développé, pour répondre aux attentes de la population de leur quartier, diverses prestations à vocation préventive: accueils parents-enfants, prestations axant leurs visées pédagogiques sur l'intégration et notamment celle du langage, offres d'accueil plus mobiles sans inscription préalable. L'espace récréatif (ER) de la Grenette, sis à la place de la Riponne, en est une illustration emblématique. Il faut savoir qu'hors crise sanitaire, l'ER de la Grenette a vu 1'200 passages d'enfants, dont la plupart accompagnés de leurs parents ou d'un adulte de référence, dans le même mois. Ce succès démontre l'intérêt pour le développement de nouvelles formes d'accueil et repose sur le dynamisme et l'engagement des porteur.euse.s de projet.

### **Halte-jeux subventionnées**

Les comités de parents bénévoles des 10 halte-jeux privées subventionnées de Lausanne ont été fortement sollicités avec le Covid-19 (fermeture des lieux, demande RHT, recours, demandes d'aides financières, etc.). En fin d'année, plusieurs membres bénévoles ont renoncé à leurs fonctions, ce qui contribue à fragiliser ces structures associatives.

## **Accueil familial**

Pour accomplir l'obligation faite aux communes de garantir le respect des dispositions légales d'autorisation et de surveillance de l'accueil familial, le SAJE emploie trois coordinatrices à temps partiel (2.2 ept) déléguées à collaborer avec la structure de coordination L'AMIFA. Leur mission consiste à évaluer les conditions d'accueil en milieu familial et surveiller la qualité de la prise en charge des enfants.

Les coordinatrices, employées directes du SAJE, ont leur bureau à L'AMIFA. Cette proximité leur permet de travailler en collaboration avec la direction, le secteur administratif, l'équipe éducative du jardin d'enfants et la responsable de formation. Elles ont ainsi la possibilité d'avoir d'autres contacts avec les accueillantes en milieu familial (AMF) qui viennent à quinzaine pour la formation continue et un regard complémentaire sur les enfants accueillis à l'Espace Enfants.

Les coordinatrices ont aussi comme mission de répondre aux candidates intéressées par le travail d'AMF. Elles participent avec la direction à un entretien préalable et font une première sélection selon les critères définis par L'AMIFA. L'enquête socio-éducative permet ensuite d'évaluer les conditions d'accueil et les compétences des candidates en vue de l'obtention d'une éventuelle autorisation provisoire.

### **Candidatures et activités**

Durant l'année, L'AMIFA a reçu 22 dossiers de candidature. Deux enquêtes ont commencé: un dossier est en cours; une candidate a été autorisée.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2020, 82 AMF autorisées accueillait 312 enfants. Au 31 décembre 2020, 76 AMF autorisées accueillait 302 enfants. Durant l'année, 5 AMF ont cessé leur activité et 2 AMF ont pris leur retraite.

### **Visites – entretiens**

Durant l'année, 111 visites au domicile des AMF ont eu lieu: 85 visites annuelles et/ou conventions de placement, 16 visites pour des renouvellements d'autorisation ou l'établissement d'autorisations fixes (valables 5 ans) et 10 entretiens d'enquêtes. D'autre part, 32 entretiens pour mise à jour/conflits à L'AMIFA et 278 remplacements/ dépannages ont été effectués.

Suite aux décisions du Conseil fédéral et aux directives cantonales et communales, les accueils ont été suspendus du 18 mars au 24 avril avec une reprise progressive des placements du 27 avril jusqu'au 11 mai. L'absence de longue durée d'une des trois coordinatrices ainsi que le contexte de la pandémie ont impacté les visites annuelles qui ont été pour certaines reportées, avec l'accord du chef de service, en 2021.

## **Secteur parascolaire**

C'est une année différente à toutes celles vécues jusqu'au seuil de 2020. En effet, dès janvier 2020, l'absence de longue durée de la répondante en ressources humaines a impliqué la réorganisation de ce pôle pour assurer les missions qui lui sont dévolues.

Dès le 16 mars, la crise sanitaire liée au Covid-19 a fait son entrée. Le secteur d'accueil de jour a été remanié, accueillant uniquement les enfants dont les parents travaillaient dans le domaine de la santé et des soins. Une étroite collaboration avec le corps enseignant a permis de répondre aux besoins des familles. Certains APEMS ont été fermés, leur personnel dirigé dans des APEMS implantés dans les établissements scolaires. Ils ont collaboré de manière étroite avec des équipes – qui se sont déplacées dans des lieux qu'ils ne connaissaient pas – afin de pallier les absences et surtout pour accueillir les enfants. Ils ont été réactifs, solidaires et ont su prendre leurs responsabilités à cœur.

La deuxième vague a également fortement secoué le secteur mais grâce à la solidarité des familles, le maintien de toutes les structures ouvertes a pu être possible, malgré les absences des professionnel-le-s et les difficultés à trouver du personnel remplaçant.

Dès la rentrée scolaire 2020-2021, un événement majeur a été la mise en application de la contractualisation des prestations. Les parents paient toutes les prestations qu'ils réservent. Arrivé à ses limites, le système à la carte ne permettait plus d'organiser de manière rationnelle les équipes et les groupes d'enfants. La mise en œuvre de la contractualisation et des nouvelles directives à l'intention des familles a permis de stabiliser les effectifs, de simplifier l'organisation des lieux d'accueil, bien que cela soit relativisé par le Covid-19.

La fusion du secteur parascolaire avec le Service des écoles primaires et secondaires (SEP+S), prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2021, a commencé également à se mettre en place. Plusieurs groupes se sont constitués pour anticiper cette réorganisation qui touche à tous les aspects du secteur parascolaire.

### **Chantiers**

#### **Réalisations**

La pose de yourtes à Montriond et Floréal a permis d'absorber une surcharge d'inscriptions d'enfants. Ce fut l'occasion de développer avec les enseignant-e-s un projet qui, aujourd'hui, fait le bonheur des petit-e-s comme des grand-e-s.

L'antenne de Béthusy, sise dans la maison de paroisse de Béthusy totalement restaurée, peut à nouveau accueillir 48 enfants dans un cadre pensé pour l'accueil des enfants.

L'APEMS de Riant-Pré a ouvert ses portes le 26 octobre. Cette magnifique structure peut accueillir 84 enfants de 1P à 6P. L'antenne de Floréal située à l'avenue Dapples a ouvert également le 26 octobre. Cette antenne, implantée dans un ancien local de céramique totalement rénové, peut accueillir 35 enfants et soulager l'APEMS de Floréal qui vit à flux tendu depuis plusieurs années.

#### **En cours**

La Fondation Clémence à l'avenue de Morges ouvrira ses portes à la fin 2021 et accueillera 60 enfants.

L'APEMS des Petits-Cailloux à Praz-Séchaud ouvrira en août 2021 et pourra accueillir 24 enfants de 1P et 2P.

Dans le quartier d'Entre-Bois, la réhabilitation de locaux commerciaux en APEMS devrait permettre d'accueillir 60 enfants dès la fin de l'année 2021.

## Evènements marquants

Malgré le contexte pandémique exceptionnel, le secteur APEMS a réalisé un projet d'envergure, qui s'est soldé par la publication d'un album de 120 pages intitulé: «Accueil parascolaire à Lausanne: chronique d'une politique publique. Une cartographie de la ville par les enfants».

Il s'agit avant tout d'une œuvre collective, impliquant la participation de l'ensemble des APEMS, des équipes et des enfants qui ont dessiné les cartes des quartiers où sont implantées les structures d'accueil parascolaire à Lausanne, selon une méthodologie pédagogique et artistique spécifique.

Des textes – signés par des actrices et acteurs politiques et professionnel·le·s ayant rendu possible l'existence de ce champ du service public – s'entrelacent avec les magnifiques cartes de quartiers réalisées par les enfants, telle une chanson à deux voix. L'édition de ce document a été ardemment souhaitée par le chef de service, à l'occasion de son départ à la retraite, afin de garder une trace du chemin parcouru par les APEMS en 20 ans d'existence.

En plus de cette valeur testimoniale, l'album a aussi l'objectif de refléter la vision éducative et sociale ambitieuse de l'accueil parascolaire, telle que souhaitée par la Ville pour les enfants et les familles.

## Politique familiale

### Bureau d'information aux parents (BIP)

Le nombre d'interactions avec les familles qui désirent une place d'accueil a été stable en 2020: 10'511 contacts ont eu lieu en lien avec la mission d'information et de centralisation des demandes pour une place d'accueil. Le guichet du BIP a fermé ses portes à la population pendant les deux mois de semi-confinement, et a étendu les horaires de la permanence téléphonique. Il y a eu presque la moitié moins de passages à la réception que l'année précédente. Par contre, les téléphones et les courriels ont augmenté de quelque 20% chacun. Les échanges par courriels continuent d'être le moyen le plus plébiscité, utilisés dans 61% des cas, contre 51% l'année précédente.

La commission de la procédure d'attribution des places créée en 2019 a vu son rôle se confirmer. Par sa vision transversale, elle accompagne les orientations prises et se nourrit des expériences vécues. Elle permet une prise de décision conjointe entre le SAJE et les directions du Réseau-L.

Le nombre de demandes pour une place d'accueil concernant les enfants de 0-6 ans a légèrement diminué depuis deux ans (-10%). 3'100 inscriptions ont été faites sur la liste d'attente centralisée (LAC) en 2020.

Les demandes déposées pour les bébés avant leur naissance augmentent légèrement au fil des années. En 2020, 75% des enfants lausannois ont été inscrits sur la LAC avant leur naissance. Il y a un peu moins de 600 enfants d'âge préscolaire inscrits sur la LAC, à fin décembre, qui n'ont pas eu de place en temps voulu dont la moitié pour le groupe des bébés. Presque 900 enfants sont inscrits par anticipation pour 2021.

### Bureau lausannois pour les familles (BLF)

Pour soutenir les familles et accompagner les partenaires institutionnels à traverser cette crise sanitaire, le BLF a mené les actions suivantes:

- répertoire d'informations du BLF: complété et actualisé tout au long de l'année, cinq versions. Ces références offrent un service de conseil professionnel pour aider les familles et leurs proches dans la gestion de la vie quotidienne durant la crise sanitaire;
- contes du BLF: durant les deux épisodes de crise du Covid-19, la diffusion sur YouTube de neuf contes qui ont dépassé les 20'000 vues;
- Journée internationale des familles: elle s'est tenue le 15 mai sous la forme d'un concours de dessins à la craie sur bitume. Ils ont été publiés sur le site du BLF, [www.lausanne.ch/blf](http://www.lausanne.ch/blf);
- récolte de denrées alimentaires: le BLF a sollicité Caritas et la CA-RI pour organiser deux récoltes qui ont réuni plus de deux tonnes de denrées non périssables lors de la 1<sup>re</sup> édition et près d'une tonne lors de la 2<sup>e</sup> édition en automne.

### Appel à projets

Cette offre annuelle a suscité onze candidatures, dont six lauréats. Pour mémoire, CHF 10'000.- au total sont disponibles dont CHF 3'000.- maximum par projet.

### Les rencontres du BLF

Le 7 septembre 2020 a eu lieu la plateforme familles qui réunit une cinquantaine d'associations partenaires. A cette occasion, cinq intervenant·e·s (représentant le Service de psychologie scolaire, CARITAS et PROFA) se sont exprimé·e·s sur les effets de la crise sanitaire dans la vie des familles.

## Bulletin Grandir à Lausanne

Les résultats de l'enquête, intitulée *Quels besoins de soutien à la parentalité ?*, menée en collaboration avec le BLF et le Centre de recherche sur la Famille et le Développement (FADO) de l'Université de Lausanne, ont été publiés dans le bulletin *Grandir à Lausanne* distribué à tous les élèves lausannois ([www.lausanne.ch/grandir](http://www.lausanne.ch/grandir)).

## Salles d'allaitement

Dans le cadre de la réponse au postulat de M<sup>me</sup> Alice Genoud «*Pour une politique de soutien à l'allaitement urbain à Lausanne*», le BLF a été chargé de recenser et d'étoffer les espaces d'allaitement des établissements publics communaux mis à disposition des visiteuses. Pour répondre à ce besoin fondamental auprès des collaboratrices de la Ville, le BLF a créé en octobre 2020 trois salles d'allaitement en collaboration avec le Service du personnel. Il a également aménagé une quatrième salle d'allaitement dans ses locaux à l'intention du public.

## Education alimentaire: le projet Graine solidaire

Porté par le BLF, le projet *Graine solidaire* repose sur une mise en œuvre du concept d'éducation alimentaire dans le quartier du Bois-de-Vaux, en partenariat avec le Service des parcs et domaines, le Service social Lausanne et Unisanté. En 2020, malgré la pandémie, deux des cinq ateliers ont été maintenus rencontrant un franc succès.

## Réfectoires – restauration scolaire

Les réfectoires sont ouverts aux élèves dès la 7<sup>e</sup>. Ils sont situés dans les locaux scolaires ou à proximité. Equipés pour produire sur place ou livrer, ils ont vendu au total 37'004 repas durant l'année 2020. La vente globale des repas a baissé de 5'330 en raison de la fermeture des réfectoires du 16 mars au 24 mai (Covid-19).

## Evolution, projet pilote

Pour tenter de rendre plus attractive la restauration chaude proposée aux élèves plus âgés (9<sup>e</sup> et suivants) dans les réfectoires, en collaboration avec le SEP+S, une offre adaptée conforme au Plan de restauration collective durable a été proposée à cette population adolescente sur les sites de l'Elysée et d'Entre-Bois.

## Appel d'offres

Afin d'optimiser la qualité des repas dispensés dans les réfectoires scolaires, la Ville a lancé un appel d'offres le 7 juin 2019. Elle a retenu l'entreprise Eldora S.A. pour assurer, dès la rentrée scolaire 2020-2021, l'exploitation, la production et la livraison des 2'000 repas destinés aux enfants sur quatre sites propriétés de la Ville. Six critères ont été appréciés pour les départager: le prix des repas, les certifications en matière de développement durable, le nombre d'apprenti-e-s formé-e-s, l'organisation pour l'exécution du marché (à savoir la qualité nutritionnelle, la variété des menus, les formations des cuisinier-ère-s et les animations sur site), les mesures prises en matière d'hygiène et de sécurité et, enfin, la qualité des références de chaque candidat-e. Le respect par les candidat-e-s de la Convention collective nationale de travail (CCNT) hôtellerie-restauration et leur collaboration avec les partenaires sociaux ont également été vérifiés.

## Restauration collective durable (RCD)

Restaurants scolaires, cafétérias professionnelles, cuisines des lieux d'accueil de jour et des écoles à la montagne: avec environ 1'300'000 repas distribués par année, les sites de restauration collective lausannoise sont des lieux d'envergure pour initier des changements en rapport à l'alimentation. Poursuivant le Plan de restauration collective durable (RCD) débuté en 2015, une nouvelle étape a été initiée suite au rapport-préavis N°2019/42 «*Bilan et perspectives du plan d'action pour une restauration collective municipale avec une haute qualité nutritionnelle, environnementale et sociale*». Les objectifs portent sur la consolidation des achats de proximité à 60%; la part des achats suisses à 70%; une part de 60% de produits labellisés et, dans les trois ans, un minimum de 15% d'achats de produits bio régionaux; enfin, le passage de quatre à dix repas végétariens par mois et la valorisation de la qualité gustative des plats proposés.

## Statistiques Réseau-L

### Taux d'occupation

L'objectif de fréquentation des IPE du Réseau-L est de 90% du total des places offertes. Cette contrainte est exigible dès la troisième année de fonctionnement de la structure. Elle est calculée sur onze mois de fréquentation. Conséquence de la pandémie, ces taux sont à lire avec précaution: les contrats n'ont pas ou peu été arrêtés durant le semi-confinement, mais la fréquentation effective a drastiquement diminué avec un impact fort sur les recettes des parents.

**Catégorie A – Centres de vie infantine municipaux**

Mandant	Occupation moy./11 mois	Nombre de places offertes
CVE Ancien-Stand	87.0%	114.0
CVE Bellevaux	83.9%	97.8
CVE Bergières	79.3%	118.0
CVE Borde	82.2%	80.0
CVE Bourdonnette	84.0%	112.6
CVE Cité	88.9%	90.0
CVE Colline	85.8%	27.0
CVE Diablerets	92.4%	34.0
CVE Grancy	86.8%	46.0
CVE Grangette	91.7%	92.0
CVE Jardins de Prélaz	92.5%	92.0
CVE Montelly	85.5%	112.0
CVE Montoie	87.9%	46.0
CVE Petit Vennes	91.9%	44.0
CVE Sallaz	94.1%	22.0
CVE Valency	90.8%	84.0
<b>Moyenne/Total des places offertes</b>	<b>87.8%</b>	<b>1'211.4</b>

**Catégorie B – Garderie et centres de vie infantine de quartier privés conventionnés**

Mandant	Occupation moy./11 mois	Nombre de places offertes
APEF Entre-Bois	91.2%	64.0
APEF Madeleine	96.9%	49.0
Centre de la Petite Enfance	96.9%	128.0
Chenille	96.5%	86.0
Clos-de-Bulle	94.1%	67.2
Collonges	82.0%	77.7
Crèche de Bérée	91.3%	38.2
CVE de Cour	94.6%	67.2
Grattapaille	93.9%	62.7
Grattapaille-Lucioles	87.8%	39.0
Les Koalas	72.5%	22.0
Maillefer	87.8%	34.0
Malley-Prairie	85.2%	105.0
Piccolo Mondo	96.2%	65.6
Planète Bleue	77.9%	32.8
Servan	89.1%	115.6
Tournesols	91.5%	49.0
Zig Zag Zoug	94.6%	89.0
CVE Montelly	85.5%	112.0
CVE Montoie	87.9%	46.0
CVE Petit Vennes	91.9%	44.0
CVE Sallaz	94.1%	22.0
CVE Valency	90.8%	84.0
<b>Moyenne/Total des places offertes</b>	<b>90.0%</b>	<b>1'192.0</b>

**Catégorie C – Garderies et crèches d'entreprises en partenariat privées conventionnées (sans les IPE de l'Etat de Vaud)**

Mandant	Occupation moy./11 mois	Nombre de places offertes
Béthanie	93.7%	22.0
Bois-Gentil	92.0%	22.0
Crèche de Montchoisi	91.0%	22.0
Crèche du Centenaire	85.8%	34.0
Croq'cinelle	86.0%	44.0
Croquignole	89.8%	37.0
CVE Carambole	80.1%	61.0
CVE de Beaumont I	84.8%	71.0
CVE de Beaumont II	86.7%	113.0



CVE La Forêt	91.0%	38.0
CVE Fourmi	78.7%	76.0
CVE Les Falaises	59.5%	41.0
Espace Enfance Vinet	88.8%	44.0
Garderie de Sébeillon	80.7%	44.0
IPE de Marterey	82.3%	41.0
La Case	87.4%	98.0
Mandarine	87.9%	19.0
MiniWatts	80.5%	44.0
Polychinelle	81.8%	149.0
Pouponnière Chailly	98.2%	126.0
Tivoli	94.4%	44.0
<b>Moyenne/Total des places offertes</b>	<b>85.8%</b>	<b>1'190.0</b>

## Service des écoles primaires et secondaires (SEP+S)

### Principales missions du service

- assurer l'organisation générale des écoles lausannoises de la scolarité obligatoire et la planification scolaire, en étroite coordination avec les directions des établissements scolaires, en application de la convention Vaud – Lausanne
- assurer le rôle de guichet unique pour les parents, gérer les tâches administratives relatives aux élèves et aux classes primaires et secondaires: base de données des élèves, inscriptions, transferts entre communes
- assurer le soutien logistique et administratif aux directions des établissements scolaires: personnel administratif, bibliothécaires, gestion fiduciaire et gestion informatique
- assurer l'organisation et le soutien logistique au conseil et aux commissions d'établissements, ainsi que le suivi de leurs activités
- organiser et gérer l'accueil parascolaire des 7P–11S (encadrement de la pause de midi et offre d'animations, en lien avec les directions d'établissements scolaires)
- organiser et gérer les devoirs accompagnés des 3P–11S
- organiser les activités périscolaires: manifestations et fêtes scolaires, appui à des activités pédagogiques (prêt d'équipement, orchestre et corps de musique, etc.), gestion des fermes pédagogiques
- gérer administrativement les transports scolaires (abonnements tl)
- organiser le Pédibus et participer à la coordination pour la sécurité sur le chemin de l'école
- assurer la mise à disposition des infrastructures scolaires: planification générale, constructions, transformations, rénovations et assainissements
- assurer l'entretien, l'équipement et l'utilisation des bâtiments scolaires: travaux courants, conciergeries, logistique, gestion du stock et livraisons du matériel
- contribuer subsidiairement aux prestations cantonales à la scolarisation des élèves en difficultés: centre de ressources pour élèves allophones, subvention 'Appart'
- promouvoir le travail interdisciplinaire et interinstitutionnel: coordination régionale des acteur-trice-s de l'école, ressources pédago-socio-éducatives
- mettre en route la fusion SEP+S – SAJE en vue de repenser l'ensemble des prestations préscolaires et scolaires sous le nom du Service des écoles et du parascolaire (SEP), dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- coordonner la politique relative aux préaux scolaires, en termes de statut et d'usages durant et hors périodes d'enseignement

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration établis. scol.	33.36	32.80	33.36	32.70
Administration SEPS	26.85	26.84	29.35	28.35
Conciergeries	102.44	98.55	104.54	101.02
Devoirs surveillés	18.91	15.17	18.91	13.85
Devoirs surveillés – Resp.	5.33	6.98	5.33	6.26
Réfectoires	0.34	0.00	0.34	0.00
<b>Total service</b>	<b>187.23</b>	<b>180.35</b>	<b>191.83</b>	<b>182.18</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+4.60</b>

### Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration établis. scol.	44	32.80	44	32.70
Administration SEPS	37	26.84	39	28.35
Conciergeries	172	98.55	176	101.02
Devoirs surveillés	115	15.17	107	13.85
Devoirs surveillés – Resp.	40	6.98	36	6.26
<b>Total service</b>	<b>408</b>	<b>180.35</b>	<b>402</b>	<b>182.18</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

### Apprenti.e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration SEPS	1	–
Conciergeries	5	8
<b>Total service</b>	<b>6</b>	<b>8</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	39	33
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>39</b>	<b>33</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	17
Départ à la retraite	20
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>39</b>

## Evènements marquants

2020 constitue une année charnière pour le service. Tout d'abord parce qu'elle marque le lancement de la mise en œuvre de la stratégie municipale en matière d'assainissement et de rénovation des bâtiments scolaires, suite à l'adoption par le Conseil communal du rapport-préavis N°2019/18 («*Intentions de la Municipalité en matière de planification scolaire à l'horizon 2030*») et l'élaboration du Plan climat.

Parallèlement, cette année a vu le lancement des travaux de rapprochement entre les devoirs accompagnés (DAC) et le parascolaire afin de mettre en œuvre de nouvelles synergies au niveau des prestations, dans la perspective de mieux répondre aux besoins des enfants et aux attentes des familles.

L'année 2020 marque également le lancement d'une expérience pilote d'accueil parascolaire 7-8P au collège de Villamont, afin de répondre aux exigences liées à la mise en œuvre de l'école à la journée continue pour les élèves de la scolarité obligatoire. Cette expérience pilote permet de tester un nouveau modèle d'accueil destiné aux élèves de 10 à 12 ans dans les réfectoires, avec un encadrement renforcé, en utilisant également les infrastructures scolaires à disposition.

Parallèlement, la gestion de la crise sanitaire a mobilisé tous les secteurs du service. Au moment de la fermeture des écoles, il s'est agi d'accompagner les directions dans la mise en œuvre de l'enseignement à distance, mais surtout dans l'organisation des services d'accueil scolaire en mettant à disposition, en étroite collaboration avec les APEMS, les ressources humaines et infrastructures nécessaires pour accueillir les enfants du personnel mobilisé par la crise sanitaire. Et au moment de la réouverture, derrière leurs masques, toujours à bonne distance, les concierges ont déroulé des mètres de scotch et de rubalise, affiché des consignes en perpétuelle mutation, réorganisé les espaces et improvisé des stations sanitaires qu'ils ont approvisionnées avec des centaines de litres de solution hydroalcoolique et autres désinfectants, pendant que d'autres s'efforçaient de mettre en œuvre les consignes de l'Office fédéral de la santé publique, de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, de l'Office de l'accueil de jour des enfants et du médecin cantonal. Tout cela avec un effet collatéral très positif: une collaboration très constructive entre les services de la Ville et les établissements scolaires, dans l'intérêt des enfants lausannois.

## Principales activités 2020

### Administration des ressources humaines

En dépit des complications liées au Covid-19, l'amélioration des processus internes a continué avec un accent sur l'uniformisation et la standardisation des méthodes des outils de travail.

#### Recrutement/personnel auxiliaire

Le SEP+S peut compter sur un effectif de 452 collaborateur·trice·s fixes. A cela s'ajoutent des besoins spécifiques (nettoyages saisonniers, remplacements aux devoirs accompagnés, soutien au domaine parascolaire et dans les conciergeries). Ainsi, en 2020, le SEP+S a engagé 643 auxiliaires, en particulier cette année des auxiliaires actifs dans le nettoyage des établissements scolaires pour faire face aux impératifs de la pandémie. A cela s'ajoutent 93 interprètes.

A la rentrée 2020-2021, le service a engagé trois apprentis supplémentaires (deux apprentis agents d'exploitation et un apprenti employé de commerce).

### Administration et finances

#### Finances

La pandémie de Covid-19 a généré des frais imprévus (masques, produits de nettoyages, renfort de personnel sur les sites scolaires), des économies sur certaines prestations et un manque à gagner au niveau des locations des salles et des prestations pour les élèves (école à la montagne et devoirs accompagnés). L'arrêté fédéral concernant la gratuité des camps scolaires obligatoires a nécessité la mise en place d'un outil de pilotage financier afin de suivre le budget du service, et d'anticiper les besoins financiers pour la rentrée scolaire 2020-2021.

#### Octroi de bons Mobilis

L'attribution des bons Mobilis pour les abonnements des élèves et jeunes Lausannois·e·s rencontre toujours un franc succès. Ainsi, on recense 13'954 bons Mobilis (-599 par rapport à 2019) établis pour l'année scolaire 2020-2021, répartis en trois groupes:

- 3'898 bons émis pour les élèves bénéficiant d'un abonnement Mobilis à titre gratuit (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 20.-), avec un taux d'utilisation de 95%;

- 3'039 bons émis pour les élèves bénéficiant d'un abonnement Mobilis à un tarif réduit de 50% (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 20.-), avec un taux d'utilisation de 61%;
- 7'017 bons émis à destination des jeunes Lausannois-e-s de 11 à 20 ans pour leur permettre de bénéficier d'un abonnement Mobilis offrant une réduction de 50% (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 40.-), avec un taux d'utilisation de 63%.

Au total, 9'899 élèves ou jeunes ont profité de l'offre communale, soit une légère baisse de 3.5% par rapport à 2019-2020. Le coût annuel de cette prestation communale est de l'ordre de trois millions de francs, montant stable par rapport aux années antérieures.

## **Secteur bâtiments: entretien, assainissement et construction des infrastructures scolaires**

### **Planification des constructions scolaires**

La planification scolaire s'articule autour de trois axes stratégiques:

- l'augmentation démographique (construction de nouveaux bâtiments, extension des sites existants) observée dans les différents secteurs de la ville. Evaluation des besoins basée sur des études mandatées auprès d'un géographe;
- la rénovation et la remise à flot du parc scolaire vieillissant. Cet axe priorise l'efficacité énergétique durable. Il touche les rénovations des bâtiments existants et les nouvelles constructions;
- l'entretien et l'optimisation des espaces existants. L'objectif est d'améliorer l'environnement immédiat des utilisateur-trice-s.

Pour atteindre ces objectifs, un cinquième crédit cadre (CC5) répondant au postulat de M. Julien Eggenberger a été accepté par le Conseil communal le 14 janvier 2020. Le contenu de ce CC5 est développé plus bas.

### **Constructions dans les nouveaux quartiers (réalisées ou en projet)**

- Riant-Pré: nouvelle école (12 classes, une salle de gymnastique et un APEMS) mise à disposition des élèves le 26 octobre 2020 avec deux mois de retard suite à la pandémie. Aménagements extérieurs à finaliser au printemps 2021;
- Plaines-du-Loup PPA 1: développement du projet en cours (mise à l'enquête et préavis relatif à la demande du crédit d'ouvrage). Début du chantier planifié à l'été 2021, mise en service de la nouvelle école prévue pour l'automne 2023;
- Plaines-du-Loup PPA 2-3: les besoins du deuxième groupe scolaire prévu dans le PPA 2-3 sont esquissés depuis 2010. Ils supposent la création de 32 classes au minimum avec une salle omnisports et des terrains de sport. Ces besoins restent encore à valider, en fonction de l'évolution des projets d'habitations actuels;
- Prés-de-Vidy: prémices d'un plan directeur en cours d'élaboration. Les contours d'un futur groupe scolaire se dessinent, avec notamment une salle omnisports nécessaire au sud-ouest de la ville;
- Boveresses: construction d'un immeuble d'habitation en cours, initiée par la Société coopérative et Logement idéal. Cet immeuble accueillera au rez-de-chaussée deux classes, une UAPE et un espace culturel polyvalent. La mise en service est prévue pour la rentrée 2021.

### **Agrandissement des sites existants pour répondre à l'augmentation démographique**

- extension du collège de l'Eglantine: chantier engagé en juillet 2020, livraison des cinq classes et de l'APEMS à la rentrée scolaire 2021-2022;
- site secondaire de Béthusy: chantier engagé en novembre 2019. Les 16 nouvelles classes seront disponibles à la rentrée scolaire 2021-2022;
- groupe scolaire du Belvédère: le crédit d'ouvrage N°2020/04 octroyé le 28 avril 2020 a permis la mise en place des classes transitoires depuis la rentrée scolaire 2020-2021 et la démolition de l'annexe du Belvédère (débutée en octobre 2020). L'annexe laissera place à un nouveau bâtiment contenant sept classes, une cinquième salle de gymnastique, des salles spéciales et quatre salles de dégagement. La mise en service est prévue pour la rentrée scolaire 2022-2023.

### **Assainissement des sites existants et amélioration de l'efficacité énergétique**

— collège de St-Roch: le crédit d'ouvrage N°2019/56 accepté le 19 décembre 2019 ainsi que la mise à l'enquête ont autorisé l'engagement de la première étape de rénovation et d'amélioration énergétique de ce bâtiment historique (juillet 2020). Le chantier s'effectuera par rocades. Durant ces travaux, huit classes sont déplacées (quatre classes sur site et quatre classes à l'école de la Madeleine). La mise à disposition globale des surfaces rénovées est prévue pour la rentrée scolaire 2023-2024.

Le crédit cadre 5 (CC5) permet l'engagement des travaux suivants:

- collège de la Barre: appel d'offre par concours en procédure ouverte en 2020 auprès d'architectes reconnu-e-s. Les études et processus de demandes d'autorisation seront engagés en 2021-2022 pour aboutir à la rénovation du bâtiment historique datant de 1898. Début du chantier en 2022, mise à disposition pour la rentrée 2024-2025. Travaux principaux: améliorations énergétiques, rénovation complète des 14 classes existantes et ajout d'un ascenseur. Les surfaces et volumes répondant aux besoins des utilisateur-trice-s, ils ne subiront aucune modification structurelle;
- collège de Montoie: les études ont permis de définir les améliorations thermiques nécessaires pour ce groupe scolaire construit en 1951. Le premier crédit de rénovation de l'ordre de 6 millions de francs inscrit dans le CC5 permettra de débiter la première phase de chantier sous la conduite du Service d'architecture en qualité de maître d'œuvre en été 2021. Trois autres étapes de chantier financées par un prochain crédit cadre (CC6) seront nécessaires pour finaliser l'assainissement complet du site pour la fin de l'été 2023;
- collèges de Chailly et de Malley: travaux de mise aux normes actuelles en fin d'année 2020 (salles de rythmique présentant des équipements obsolètes et un sol d'origine en liège).

### **Travaux d'entretien réalisés**

Le budget d'entretien s'élève à environ CHF 4'213'000.-, soit une augmentation d'environ 30% par rapport au budget 2019.

Les travaux qui ont marqué l'année écoulée sont:

- Bergières: 2<sup>e</sup> phase de rénovation portant sur 10 salles de classe, rénovation et amélioration thermique des préaux couverts;
- Croix-d'Ouchy: rénovation et amélioration thermique des toitures des deux salles de gymnastique;
- Sallaz: entretien, rénovation et rocade des locaux administratifs;
- St-Roch: assainissement intérieur des classes de la Madeleine permettant d'accueillir les élèves de St-Roch pour la durée des travaux de rénovation;
- appartements de fonction: rénovations effectuées à l'occasion de départs à la retraite de plusieurs concierges.

Ces objets s'inscrivent dans la démarche du Plan climat et du programme bâtiments avec l'obtention de subventions.

Les coûts destinés aux contrats et contrôles périodiques annuels des équipements techniques et de sécurité restent constants. Les campagnes de contrôles OIBT pour la sécurité des réseaux électriques obligatoires depuis 2004 chargent annuellement le budget (en moyenne CHF 54'000.-). Pour 2020, les dépenses s'élèvent à CHF 134'000.-

## **Secteur ressources pour l'école**

### **Secrétariat centralisé et guichet unique pour les parents**

Selon des modalités propres à Lausanne, le SEP+S accueille, conseille et oriente les parents d'élèves des 15 établissements scolaires lausannois lors de l'inscription à l'école ou pour toute autre démarche administrative. Par ailleurs, le sous-secteur Elèves du SEP+S est chargé notamment du contrôle de la scolarité obligatoire, de la gestion des élèves (par le biais des logiciels LAGAPERL et LAGAPEO), de coordonner les mises en classes et de gérer les demandes de dérogation aux zones de recrutement scolaire intercommunales et intercantionales, ceci en partenariat avec les directions d'établissement, le Centre de ressources pour élèves allophones, la Direction générale de l'enseignement obligatoire et le Contrôle des habitants. Il assure également la facturation et le suivi des écolages (dérogations accordées, élèves non lausannois-e-s intégrés dans une structure sport-art-études), ainsi que le traitement des aides individuelles. Ce sous-secteur a par ailleurs assuré la permanence d'été des établissements scolaires, permettant ainsi de répondre sans interruption aux nombreuses questions des parents en période estivale.

Les aides individuelles octroyées par le SEP+S, en fonction de la situation familiale, consistent en une prise en charge partielle des frais de repas dans les réfectoires, de certains frais de transports, des frais d'inscription aux devoirs accompagnés, ainsi que des frais de participation aux camps et sorties.

### **Conférence régionale des directions d'établissements lausannois (CRL)**

La cheffe du SEP+S participe aux séances bimensuelles de la CRL afin de coordonner les projets et les dossiers dont la portée est à la fois cantonale et communale. Ces séances permettent notamment d'aborder les cas d'élèves d'intérêt général, de coordonner les actions à destination des élèves allophones ou ayant des besoins particuliers, d'harmoniser certaines pratiques entre les établissements et d'initier des collaborations entre ceux-ci et les services de la Ville sur des thèmes particuliers (ex. planification et programme de rénovation scolaire, gestion de la crise Covid-19, enseignement numérique, mise en œuvre du Concept 360°).

### **Organisation des établissements et des classes**

En août 2020, 14'013 élèves ont fait leur rentrée dans les classes lausannoises (+108 par rapport à la rentrée de 2019), répartis dans 747 classes (+5).

### **Accueil des élèves allophones**

Le Centre de ressources pour élèves allophones (CREAL) permet de coordonner, à l'échelle lausannoise, l'accueil de l'ensemble des élèves allophones selon une procédure identique et cohérente, en prenant en compte l'âge et les besoins particuliers de chaque enfant primo-arrivant à Lausanne. Le CREAL accueille des enfants de pays et de parcours scolaires de plus en plus divers, allant de l'analphabétisme fonctionnel à un niveau social parfois très élevé, obligeant les professionnel-le-s à prendre en compte toute la singularité de chaque situation.

Bien que dépendante des établissements scolaires lausannois, cette instance est gouvernée par un conseil de direction qui réunit deux directeurs représentants de la CRL, les doyen-ne-s spécialisé-e-s et les cheffes des services de psychologie scolaire et des écoles primaires et secondaires.

Alors que les cycles II et III sont coordonnés par des doyen-ne-s spécialisé-e-s, le cycle I (1 à 4P) est sous la houlette des doyen-ne-s des établissements primaires qui accueillent les enfants dans l'établissement scolaire qui leur correspond, une pratique qui permet à ceux-ci d'entrer directement en contact avec les familles au moment de leur arrivée.

### **Soutien à la mesure socio-éducative Appart'**

Le SEP+S subventionne, conjointement avec le Service de protection de la jeunesse, la structure socio-éducative de jour Appart' comme mesure de soutien éducatif aux adolescent-e-s lausannois-e-s présentant des difficultés comportementales. Avec le soutien des établissements scolaires et grâce à une collaboration constructive avec les parents concernés, les deux structures sises aux Epinettes et à la rue du Midi permettent d'accueillir quotidiennement une quinzaine de jeunes chacune, à midi et l'après-midi, ainsi que pour des activités le week-end et pendant les vacances. La prise en charge s'inscrit dans la durée (trois à six mois) pour permettre progressivement aux parents de prendre ou reprendre la gestion de l'éducation de leur enfant. Ce dispositif bénéficie ainsi à une cinquantaine d'enfants chaque année.

La cheffe de service participe avec voix consultative au comité de l'Association de la Maison des Jeunes (instance de tutelle des Appart') ainsi qu'à la commission Appart', qui lui a permis de rencontrer à plusieurs reprises les acteur-trice-s du dispositif socio-éducatif lausannois et de promouvoir ainsi des synergies sur des thématiques partagées et de participer à la mise en place de solutions répondant aux besoins particuliers de cette population dans le cadre de la crise sanitaire.

### **Information aux parents**

Suite aux restrictions sanitaires, la soirée d'information destinée aux parents des futurs élèves 1P lausannois a été remplacée par une présentation en ligne (informations sur l'entrée à l'école, le système scolaire cantonal et l'organisation lausannoise).

Les conférences des parents des élèves de 8P dans les établissements scolaires ont été coordonnées par le SEP+S et avec la participation des préfet-e-s et de la Brigade jeunesse, ces présentations visaient à sensibiliser les parents à certains aspects légaux touchant les adolescent-e-s (notamment les écrans et les réseaux sociaux). Des informations en lien avec la brochure «Reste cool, sois prudent» éditée par les conseils régionaux de prévention et de sécurité (CRPS) ont été fournies.

Enfin, les courriers les plus importants ont été traduits dans différentes langues pour renforcer les liens avec les parents allophones.

### **Site internet: portail Scolarité à Lausanne**

Le portail internet continue de rencontrer un vif succès. En 2020, plus 568'000 internautes ont visité la plateforme dédiée à la scolarité à Lausanne sur laquelle étaient régulièrement relayées toutes les informations relatives à l'organisation de l'école et du parascolaire en lien avec la pandémie.

### **Prévention des incivilités et du vandalisme, cohabitation avec le voisinage**

Le vandalisme reste problématique sur les sites scolaires malgré des rondes et surveillances et une légère baisse des incivilités en 2020. Il a été constaté en revanche, avec la pandémie, une plus grande intolérance de la part du voisinage face aux nuisances générées par la présence des jeunes sur les espaces extérieurs. En 2020, le SEP+S a participé à six séances de la Plateforme incivilités, organisées par la Délégation à l'Observatoire de la sécurité. Au vu des nombreuses problématiques rencontrées, cette plateforme est essentielle pour relayer les informations et coordonner les moyens d'intervention (surtout les soirées, week-ends et vacances scolaires). Elle est également nécessaire pour discuter et évaluer les ressources à mobiliser sur certains sites scolaires.

## **Secteur parascolaire**

### **Organisation de la pause de midi**

Les élèves de 7P-11S + RAC peuvent accéder librement et gratuitement aux espaces dédiés, sous la surveillance d'animateur-trice-s, les lundis, mardis, jeudis et vendredis voire les mercredis. Ils/elles peuvent acheter un repas chaud ou amener un pique-nique et passer un moment agréable à midi. Des actions de prévention sont mises en place au quotidien. Les bibliothèques scolaires ainsi que d'autres espaces sont aussi à disposition des élèves. Sur demande des parents, l'offre de contrôle des présences jusqu'en décembre pour les nouveaux élèves de 7P a été combinée avec celle des repas chauds (meilleure gestion des prestations et limitation du gaspillage alimentaire).

La coordination entre l'offre parascolaire et les directions des établissements s'est poursuivie via les doyen-ne-s déchargé-e-s à cette fin par la Ville et les professionnel-le-s concerné-e-s sur les différents sites scolaires.

Un accueil d'urgence durant la fermeture des écoles au printemps a été organisé pour les élèves dès la 7P dont les parents avaient des obligations professionnelles liées au Covid-19. La continuité et le renouvellement des prestations ont également été assurés, ceci malgré la forte charge administrative.

### **Éléments-clés:**

- Belvédère: en novembre, mise en place d'un accueil parascolaire supplémentaire au pavillon C pour les élèves des classes de RAC;
- Bergières: collaboration formalisée et reconduite avec le centre d'animation du site scolaire (accueil à midi et l'après-midi à l'Espace 44). Un animateur parascolaire accueille également les élèves à la bibliothèque scolaire à midi;
- Béthusy: renfort de l'équipe des DAC de 12h à 12h30 afin d'optimiser la prise en charge des nombreux élèves fréquentant le réfectoire;
- Coteau-Fleuri: accueil parascolaire des élèves de 7-8P organisé à l'ancien centre de rencontre œcuménique de la Grangette, en complément du réfectoire attenant. Collaboration mise en place en décembre avec l'APEMS, afin d'accueillir 24 enfants de 5-6P (manque d'espaces dans le quartier);
- Elysée: coordination entre le centre pluriculturel et social d'Ouchy utilisé comme réfectoire, la bibliothèque scolaire et l'atrium du collège afin de pallier partiellement le manque d'espaces. Reconduction de l'offre de restauration dès la 9S dans l'atrium;
- Entre-Bois: collaboration mise en place afin d'accueillir dans le réfectoire 24 enfants de l'APEMS, malgré la forte fréquentation des élèves dès la 9S;
- Grand-Vennes: accueil par deux animateurs des élèves de 7P et de ceux qui achètent un repas au réfectoire attenant, en collaboration avec l'équipe du centre socioculturel Le Grand V;
- Rouvraie: organisation adaptée aux horaires de ce collège (pause de midi restreinte certains jours). Reconduction de l'accueil du mercredi et du vendredi après-midi;
- St-Roch: suite à la fermeture du réfectoire (travaux de rénovation), service de livraison de repas chauds organisé à l'espace d'accueil de l'annexe du collège. Collège de la Madeleine: accueil parascolaire et offre de repas chauds pour les élèves des classes de 7P, dans un local spécialement aménagé;
- Villamont: voir point suivant.

### **Mise en œuvre de l'article 63a de la Constitution vaudoise**

La mise en œuvre du programme de législature de la Municipalité en termes d'école à journée continue s'est poursuivie en 2020, dans le contexte de la mise en œuvre de l'article 63a de la Constitution vaudoise, de la nouvelle loi sur l'accueil de jour et du cadre de référence relatif adopté par l'Etablissement intercommunal pour l'accueil collectif parascolaire primaire en mars 2019. Pour rappel, les prescriptions cantonales exigent le développement d'un accueil surveillé et encadré pour les élèves de 7-8P à midi et l'après-midi, du lundi au vendredi, excepté le mercredi après-midi.

En dépit des contraintes liées au Covid-19, un projet pilote a été mis sur pied au collège de Villamont, afin de pouvoir intégrer les nouvelles exigences légales et anticiper leurs conséquences de manière optimale dans les prestations existantes.

A la rentrée d'août 2020, toutes les prestations liées à l'accueil parascolaire, aux devoirs accompagnés (DAC) et aux repas chauds du collège de Villamont ont été proposées de manière unifiée via un formulaire d'inscription envoyé aux parents durant l'été. Une responsable diplômée a été engagée pour mettre en œuvre et coordonner les prestations sur le site scolaire et gérer les équipes parascolaires et DAC.

L'inscription est obligatoire pour tous les élèves de 7-8P dont les parents souhaitent bénéficier des prestations de midi et/ou de l'après-midi. A midi, les élèves inscrits se rendent au réfectoire (repas chaud ou pique-nique), avec contrôle des présences. Ensuite, les enfants profitent des infrastructures et des animations mises en place ainsi que de la bibliothèque, jusqu'à la reprise des cours (sous contrôle et responsabilité de la Commune). L'après-midi, l'accueil est possible jusqu'au vendredi, avec possibilité d'intégrer un groupe DAC du lundi au jeudi. Une fois les devoirs terminés, les enfants retournent à l'accueil parascolaire jusqu'à 18h ou quittent l'établissement.

L'accueil de midi avec repas chauds et la prestation de l'après-midi sont facturés mensuellement aux parents, en fonction du revenu de chaque ménage, au prorata des jours choisis. Pour l'accueil de midi avec pique-nique, une participation forfaitaire de CHF 20.- est facturée au début de chaque semestre.

Les élèves de 9-11S, peuvent continuer de venir au réfectoire (repas chaud ou pique-nique), mais sous la responsabilité de leurs parents. Le paiement des repas s'effectue sur place, avec possibilité de subside.

Une évaluation est effectuée en parallèle pour ajuster le projet en vue d'un déploiement du concept dans les autres collèges lausannois dans les deux prochaines années. Actuellement, plus de 60% des élèves de 7-8P (y. c. classes d'accueil) bénéficient de la prestation de midi et près de 43% de celle de l'après-midi.

## Secteur devoirs accompagnés (DAC)

Au total, la prestation a profité à 2'721 élèves de 3P-11S. Ces enfants ont été intégrés dans l'un des 258 groupes (état au 1<sup>er</sup> novembre 2020), chacun pris en charge par l'un-e des 271 accompagnant-e-s de devoirs réguliers (parfois en binôme). Les 40 responsables de site ont géré des équipes composées de 1 à 16 accompagnant-e-s de devoirs.

En termes de recrutement, 158 candidat-e-s ont été reçu-e-s en entretien après avoir passé un test de compétences scolaires en séance de recrutement. A la suite de ces entretiens, 99 accompagnant-e-s ont été engagé-e-s.

Concernant les impacts du Covid-19: suite à la décision de fermer les écoles dès le 15 mars 2020, les prestations DAC 3-6P ont été suspendues jusqu'au 11 mai et les prestations DAC de 7P-11S jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020. Les frais de participation demandés aux parents ont été ajustés.

Un groupe de travail (composé des directions des APEMS et des DAC, de quatre responsables APEMS et quatre responsables DAC 3-6P) s'est réuni entre août et décembre afin de concevoir un nouveau dispositif cohérent et unifié répondant au besoin de conciliation des familles tout en intégrant une prestation d'aide à la réalisation des devoirs.

### Devoirs accompagnés destinés aux 3-6P en chiffres

Établissements primaires	Nb d'élèves scolarisés (3-6P)	Nb d'élèves inscrits aux DAC	Fréquentation journalière Lundi	Fréquentation journalière mardi	Fréquentation journalière jeudi	% d'élèves inscrits aux DAC par établissement
Beaulieu	580	189	166	180	177	32.59
Coteau-Fleuri	603	190	178	188	193	31.51
Entre-Bois	565	242	223	224	229	42.83
Floréal	746	264	234	243	238	35.39
La Sallaz	665	190	140	134	134	28.57
Mon-Repos	760	251	204	215	204	33.03
Pierrefleur	460	127	107	107	101	27.61
Prélaz	556	244	229	223	229	43.88
<b>Total</b>	<b>4'935</b>	<b>1'697</b>	<b>1'481</b>	<b>1'514</b>	<b>1'505</b>	<b>34.39</b>

### Devoirs accompagnés destinés aux 7-8P en chiffres

Établissements primaires	Nb d'élèves scolarisés (7-8P)	Nb d'élèves inscrits aux DAC	Fréquentation journalière Lundi	Fréquentation journalière mardi	Fréquentation journalière jeudi	% d'élèves inscrits aux DAC par établissement
Belvédère	350	118	98	100	97	33.71
Bergières	328	108	80	93	77	32.93
Béthusy	352	128	123	118	90	36.36
Elysée	313	62	56	55	55	19.81



Villamont	390	163	127	133	119	41.79
C.F. Ramuz	338	129	110	115	109	38.17
Isabelle-de-Montolieu	377	91	77	86	81	24.14
<b>Total</b>	<b>2'448</b>	<b>799</b>	<b>671</b>	<b>700</b>	<b>628</b>	<b>32.64</b>

### Devoirs accompagnés destinés aux 9–11S en chiffres

Établissements primaires	Nb d'élèves scolarisés (9–11S)	Nb d'élèves inscrits aux DAC	Fréquentation journalière Lundi	Fréquentation journalière mardi	Fréquentation journalière jeudi	% d'élèves inscrits aux DAC par établissement
Belvédère	695	28	pas de prestation	28	21	4.03
Bergières	529	64	47	55	50	12.10
Villamont	613	97	69	75	49	15.82
C.F. Ramuz	478	36	22	28	33	7.53
<b>Total</b>	<b>2'315</b>	<b>225</b>	<b>138</b>	<b>186</b>	<b>153</b>	<b>9.72</b>

## Secteur périscolaire

### Fêtes scolaires

Les fêtes scolaires 2020 ont été annulées en raison du Covid-19: la fête du 19 juin (6P), la fête du 24 juin (enfantin 1-2P) et la fête du bois du 1<sup>er</sup> juillet (3-5P).

### Fermes pédagogiques

Le nombre de visites dans les fermes pédagogiques se maintient à raison de deux journées (ou 24 heures complètes) par classe. Deux fermes en activité assurent cette prestation pédagogique: le Chalet-de-la-Ville au Mont-sur-Lausanne et la ferme des Cases aux Monts-de-Pully. Pour 2020, plus de 60 classes se sont inscrites pour venir découvrir ces fermes en exploitation.

En raison des mesures liées au Covid-19, les visites des classes se sont arrêtées le 13 mars 2020. Les activités ont pu reprendre à la rentrée scolaire le 24 août et se poursuivent, à la journée uniquement, sur les deux sites.

### Le Jardin aux 1'000 mains et les trésors de la forêt

Cette offre pédagogique est proposée par l'Association de Rovéréaz, le Service des parcs et domaines et le SEP+S. Elle permet d'accueillir des classes 1-2P dans le jardin et la forêt voisine du site de Rovéréaz. Les classes viennent à deux reprises y passer une journée. En raison du Covid-19, les activités se sont arrêtées du 13 mars au 4 juillet 2020.

### Prêt d'équipements et coordination des activités sportives

Les élèves ayant besoin de matériel de ski sont équipés par la Ville (dépôt de Valency). Pour l'hiver 2019-2020, plus de 2'400 enfants, soit 142 classes, ont pu bénéficier de ce service, dont 57 classes pour les maisons de vacances de la Barboleusaz, des Chevalleyres et du Planemard. En raison du Covid-19, les activités se sont arrêtées le 13 mars 2020.

### Piscines

Les élèves de 3-6P sont accueillis dans les cinq piscines lausannoises publiques, scolaires ou privées et bénéficient chaque année de 12 cours de natation. Les élèves de 6P passent tous le test Contrôle de sécurité aquatique (CSA = se sauver soi-même). En raison du Covid-19, un grand nombre de classes n'a pas pu profiter de ces cours donnés par des professionnel-le-s enthousiastes.

### Patinoires

Les enseignant-e-s qui le souhaitent peuvent se rendre avec leur classe (sur inscription) dans les patinoires lausannoises de Malley (couverte), de Montchoisi et de la Pontaise. L'engouement se vérifie chaque année par une fréquentation en hausse. En raison du Covid-19, la pratique du patinage a été suspendue le 5 novembre 2020.

### Corps de musique et autres manifestations scolaires

En raison du Covid-19, les activités et les représentations des corps de musique de la Banda et des Fifres et tambours ont été réduites. Néanmoins, les répétitions avec les élèves ont pu reprendre à la rentrée scolaire, dès le 24 août 2020.

### Sécurité sur le chemin de l'école

La collaboration avec le Service des routes et de la mobilité, secteur des espaces publics, et la Brigade de la prévention routière de la police a permis de renforcer et sécuriser les sites problématiques par diverses

mesures d'aménagement, d'information, de prévention et de répression. Un suivi interservices des doléances de la population ou des directions des établissements permet de répondre à ces diverses préoccupations en lien avec la sécurité sur le chemin de l'école.

### Pédibus

En 2020, 16 lignes Pédibus sont actives à Lausanne. Le Pédibus constitue une aide précieuse pour l'organisation de l'accompagnement des enfants sur le chemin de l'école. A la rentrée scolaire 2019-2020, 12 séances d'information ont été organisées à l'attention des parents.

## Éléments statistiques

### Répartition des élèves 1-6P et classes spéciales (situation au 1<sup>er</sup> octobre 2020)

Établissement	1P	2P	3P	4P	5P	6P	ACC5-6	MO3-6	OESP1-6	OESP3-6	Total
Entre-Bois	135	125	159	123	131	145	7	-	-	-	825
Floréal	196	205	200	184	185	177	-	-	-	-	1'147
Mon-Repos	188	186	186	185	176	207	6	-	-	-	1'134
Prélaz	153	170	138	139	143	127	9	5	-	26	910
La Sallaz	217	180	187	151	158	169	-	-	-	-	1'062
Beaulieu	147	146	155	155	128	138	4	-	-	-	873
Coteau Fleuri	140	149	172	140	154	132	5	-	27	-	919
Pierrefleur	113	130	130	114	101	115	-	-	-	-	703
<b>Totaux</b>	<b>1'289</b>	<b>1'291</b>	<b>1'327</b>	<b>1'191</b>	<b>1'176</b>	<b>1'210</b>	<b>31</b>	<b>5</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>7'573</b>

### Répartition des élèves 7P-11S et classes spéciales (situation au 1<sup>er</sup> octobre 2020)

Établissement	7P		9		10		11		RAC1	CERT	ACC 7-8	MO	OESP 7-8	Total
	7P	8P	9VG	9VP	10VG	10VP	11VG	11VP	RAC2		ACC-S		OESS	
Belvédère	157	161	107	73	130	62	133	48	113	-	39	22	-	1'045
Bergières	159	163	78	87	102	69	90	70	-	-	25	14	-	857
Béthusy	164	188	99	96	96	100	81	84	-	13	30	-	-	951
Elysée	150	155	62	105	71	96	112	81	49	-	20	-	17	918
Villamont	178	186	91	111	117	107	79	84	-	-	39	11	-	1'003
C.F.-Ramuz	155	151	84	70	82	54	98	36	41	-	22	23	-	816
Il.-de-Montolieu	163	185	96	75	103	68	92	59	-	-	18	50	-	909
<b>Total/voie</b>	<b>1'126</b>	<b>1'189</b>	<b>617</b>	<b>617</b>	<b>701</b>	<b>556</b>	<b>685</b>	<b>462</b>	<b>203</b>	<b>13</b>	<b>193</b>	<b>120</b>	<b>17</b>	<b>6'499</b>
<b>Totaux</b>	<b>1'126</b>	<b>1'189</b>	<b>1'234</b>		<b>1'257</b>		<b>1'147</b>		<b>203</b>	<b>13</b>	<b>193</b>	<b>120</b>	<b>17</b>	<b>6'499</b>

### Classes régulières

Degré(s)	Élèves	Classes	Moyenne
1-2P	2'543	133	19.12
3P	1'113	56	19.88
2-3P	19	1	19.00
4P	1'006	52	19.35
1-4P	42	2	21.00
3-4P	375	20	18.75
5P	1'129	60	18.82
6P	1'164	61	19.08
5-6P	93	5	18.60
7P	1'126	60	18.77
8P	1'189	60	19.82
9VG	617	34	18.15
9VP	617	27	22.85
10VG	701	36	19.47
10VP	556	25	22.24
11VG	685	38	18.03
11VP	462	22	21.00
<b>Total</b>	<b>13'437</b>	<b>692</b>	<b>19.42</b>

### Classes spéciales

Degré(s)	Élèves	Classes	Moyenne
RAC1	154	7	22.00
RAC2	49	2	24.50
CERT	13	1	13.00
ACC5-6	31	5	6.20
ACC7-8	69	7	9.86
ACC S	124	13	9.54
MO3-6	5	1	5.00
MO7-8	56	6	9.33
MO9-11	64	6	10.67
OESP1-6	27	3	9.00
OESP3-6	26	3	8.67
OESP7-8	8	1	8.00
OESS	9	1	9.00
<b>Total</b>	<b>635</b>	<b>56</b>	<b>11.34</b>

#### Légende

- ACC classe d'accueil primaire/secondaire
- CERT classe certificative (12<sup>e</sup> année)
- MO classe à effectif réduit (MO: mesures ordinaires de pédagogie spécialisée)
- OESP classe d'enseignement spécialisé primaire
- OESS classe d'enseignement spécialisé secondaire
- RAC classe de raccordement (12<sup>e</sup> année)
- VG voie générale
- VP voie pré-gymnasiale

# Service de santé et prévention (SSPR)

## Principales missions du service

Le SSPR compte deux offices: l'Office de santé et l'Office dentaire. Il témoigne de la volonté de coordination des programmes, projets et actions de promotion de la santé et prévention, destinés aux enfants, aux jeunes et à leurs familles. Ses missions sont les suivantes:

- assurer la mise en œuvre des programmes cantonaux et communaux de prévention et de santé
- développer et participer à l'élaboration des programmes/projets et à leur priorisation
- assurer la coordination avec les autres acteurs cantonaux, communaux et institutionnels
- offrir ses services aux établissements scolaires et aux structures de garde des enfants (comprises et soutenues dans la loi sur l'accueil de jour des enfants)
- décider des offres de prestations et de leur priorisation dans le domaine de la promotion de la santé en lien avec le développement de l'enfant et de l'adolescent·e, ainsi que de la prévention dans le milieu de la santé scolaire

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Assistant·e·s dentaires	6.30	6.30	6.30	6.30
Direction et secrétariat	7.50	6.25	8.40	7.25
Infirmières scolaires	15.40	14.85	15.40	15.30
Médecins scolaires	0.78	0.27	0.78	0.35
Orthodontistes	7.45	6.75	7.25	6.75
Pédodontistes	6.60	5.30	6.40	6.00
Prophylaxistes dentaires	1.20	1.10	1.10	1.10
<b>Total service</b>	<b>45.23</b>	<b>40.82</b>	<b>45.63</b>	<b>43.05</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.40</b>

### Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Assistant·e·s dentaires	8	6.30	8	6.30
Direction et secrétariat	8	6.25	9	7.25
Infirmières scolaires	22	14.85	24	15.30
Médecins scolaires	3	0.27	3	0.35
Orthodontistes	9	6.75	9	6.75
Pédodontistes	7	5.30	8	6.00
Prophylaxistes dentaires	2	1.10	2	1.10
<b>Total service</b>	<b>59</b>	<b>40.82</b>	<b>63</b>	<b>43.05</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

### Apprenti·e·s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
	–	–
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	6	9
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	6	10

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	1
Démission	2
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

## Evènements marquants

Les missions du SSPR, de l'Office de santé comme de l'Office dentaire, ont été très impactées par le contexte épidémique de l'année 2020: forte sollicitation des infirmières scolaires, mise à l'arrêt des cabinets dentaires, reprise d'activité avec mise en œuvre de mesures préventives contraignantes pour tous-tes ces professionnel-le-s, impact en termes de difficultés d'approvisionnement et surcoût financier significatif pour le service (achats massifs de masques chirurgicaux, visières, gants, solutions hydroalcooliques, désinfectants pour surfaces).

## Personnel

### Personnel fixe

L'unité administrative du SSPR, commune aux deux offices, fonctionne grâce à la qualité d'engagement professionnel des collaborateur-trice-s. L'équipe du secrétariat-réception du service, également chargée de la réponse initiale aux appels reçus pour le service de garde infirmière, et de celle concernant les cabinets dentaires et d'orthodontie de l'Office dentaire, dispose de ressources en adéquation avec la charge de travail.

L'unité RH et finances a dû être réorganisée pour répondre aux besoins actuels du service. Le poste de RH du service, vacant depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2019 suite à un départ en retraite, n'a pas pu être repourvu avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Le poste de responsable finances, vacant pour le même motif depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2019, est assuré depuis lors par un collaborateur du SAJE détaché à 80% au SSPR pour le volet finances, qui occupe cette fonction avec un statut de stagiaire.

Pour pouvoir répondre aux besoins effectifs du service, l'ept existant pour ces deux fonctions a été augmenté à 1.4 ept (0.8 pour finances et 0.6 pour RH). Une collaboratrice RH a enfin pu être engagée au 1<sup>er</sup> juillet 2020, sur un 0.7 ept (0.6 RH et 0.1 en tant que répondante santé et sécurité au travail, fonction non représentée au SSPR depuis 2015). Un appui à la fonction RH est assuré (ex fonction de chargé-e d'administration du personnel – CAP) par l'assistante de la cheffe de service, laquelle a assuré en partie l'intérim en l'absence de RH du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 1<sup>er</sup> juillet 2020, et depuis lors pour la transmission progressive des dossiers, au prix d'une très importante surcharge sur ce poste. Un appui complémentaire a été effectué par le RH du Service de psychologie scolaire.

Suite au départ de la comptable qui gérait les dossiers de l'Office dentaire, 0.4 ept a été transféré de la comptabilité de direction au SSPR. Alors que le poste était vacant depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020, il n'a été repourvu qu'au 1<sup>er</sup> octobre 2020. Cette situation a généré une surcharge significative pour la comptabilité de direction et un important retard pour la gestion et l'envoi des factures de l'Office dentaire.

Suite à ces changements organisationnels, des travaux ont dû être réalisés pour permettre de créer, pour ces nouveaux-velles collaborateur-trice-s, les places de travail nécessaires.

Au sein de l'Office de santé, l'infirmière cheffe, en arrêt maladie complet depuis novembre 2018, a repris son activité professionnelle à 50% durant l'année 2020. Le report d'activités s'effectue principalement sur la cheffe de projets, l'assistante de la cheffe de service-CAP pour les aspects de gestion opérationnelle, et la cheffe de service.

A l'Office dentaire, trois médecins-dentistes ont quitté le service. Ces postes ont pu être repourvus sans difficultés majeures, excepté celles liées aux délais nécessaires pour l'obtention des autorisations administratives obligatoires à l'exercice de leur fonction et aux autorisations de facturer (délai minimal d'obtention de plus de deux mois).

#### **Personnel auxiliaire – stagiaires – apprenti-e**

En sus du personnel fixe, le SSPR fait appel à du personnel auxiliaire. Il compte ainsi:

- environ 12 infirmier-ère-s remplaçant-e-s dits poolistes (nombre fluctuant au cours de l'année en raison des engagements et départs de ces professionnel-le-s très mobiles);
- 19 interprètes médiateur-trice-s culturel-le-s.

Des médecins-dentistes et une assistante dentaire sont engagés comme auxiliaires sur des périodes déterminées de quelques semaines à quelques mois pour pallier les absences et éviter ainsi de devoir fermer les cabinets dentaires.

Au total, le SSPR a dénombré, en 2020, 36 personnes travaillant en tant que personnel auxiliaire.

Trois infirmières formatrices de l'Office de santé ont pris en charge sept étudiantes-stagiaires ou stagiaires non rémunérées provenant soit de la Haute école de santé La Source, soit de l'Ecole cantonale vaudoise de la santé, pour un total cumulé de 42 semaines.

Chaque année scolaire, le service accueille et forme un-e apprenti-e employé-e de commerce engagé par le centre de formation du Service du personnel, conformément à un contrat de partenariat. Dans le cadre du service, la formation des apprenti-e-s est placée sous la responsabilité de l'assistante de la cheffe de service.

## **Principales activités 2020**

### **Office de santé**

L'Office de santé a pour principale mission de promouvoir la santé physique, psychique et sociale des enfants, particulièrement ceux scolarisés dans les établissements scolaires, et compte pour cela avec les compétences de médecins, de médecins-pédiatres et d'infirmières scolaires formées pour la plupart en santé publique.

Les activités de santé scolaire développées dans le cadre de l'Office de santé font l'objet d'une subvention institutionnelle du Canton de Vaud.

Les prestations concernées sont définies dans le cadre d'une convention établie entre le Canton de Vaud – représenté par la Direction générale de la santé – et le SSPR. Cette convention, renégociée tous les cinq ans depuis 2006, a été renouvelée en 2016 pour cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020, aux mêmes conditions que précédemment. Un avenant annuel précise les éventuelles modifications: engagement financier, postes subventionnés, modalités de paiement, etc. L'avenant pour 2021 inclut la prolongation pour un an de la convention actuelle.

Des travaux et réflexions concernant le devenir de la promotion de la santé et prévention en milieu scolaire débutent au Canton, travaux dans le cadre desquels le SSPR sera consulté et associé à la réflexion.

A noter que, sur décision de la direction du SSPR, les infirmières accompagnées par la cheffe de projets, ont effectué un important travail de réflexion et redéfinition de leur fonction pour une meilleure prise en compte et adéquation aux besoins de santé effectifs, de prévention et promotion de la santé, des enfants accueillis en contexte scolaire. Il est convenu, avec les membres du groupe de travail cantonal chargé de mener les réflexions sur la refonte de la promotion de la santé et prévention en milieu scolaire, de leur transmettre le fruit de ces travaux.

#### **Activités du service en appui externe, collaboration avec l'unité PSPS de l'AVASAD**

Les collaborations se sont poursuivies, à un rythme ralenti par les conséquences de la situation épidémique, avec la participation de la cheffe de projets, le plus souvent par visioconférence.

#### **Direction générale de la santé, service du médecin cantonal**

La cheffe de service prend part aux séances du comité de pilotage vaccination et aux séances de travail placées sous l'égide du médecin cantonal adjoint. Dans le contexte épidémique actuel, elle travaille en étroite

collaboration avec le service du médecin cantonal et l'Unité de promotion de la santé et prévention en milieu scolaire (Unité PSPS) pour la gestion des incidences épidémiques en milieu scolaire, la participation des infirmières au dispositif cantonal Covid-19, l'organisation des tests rapides et d'équipes de professionnel-le-s pour la vaccination dès 2021. Prennent aussi part à ces séances l'infirmière cheffe et l'assistante de la cheffe de service, lesquelles gèrent le volet organisationnel de la participation des infirmières du SSPP aux interventions en équipes conjointes avec celles de l'Unité PSPS.

### **Formation aux premiers secours pour les enseignant-e-s et professionnel-le-s des établissements scolaires**

En raison de la situation épidémique, cette formation a été suspendue. Elle sera repensée pour en renforcer l'approche pratique de mise en situations, même si celle-ci se trouve limitée par la courte durée (4 heures) des sessions de formation.

## **Programmes de santé**

### **Dépistage visuel**

Le dépistage visuel est maintenu en ville de Lausanne, à trois reprises au cours de la scolarité obligatoire, en 3P, 5P et 7P. 4'281 enfants ont fait l'objet d'une mesure de dépistage visuel au cours de l'année scolaire 2019-2020. Pour 258 enfants, un contrôle visuel médical a été recommandé. Une approche d'évaluation de ces dépistages atteste qu'environ 70% des enfants signalés ont effectivement besoin d'une correction visuelle. Plusieurs infirmières ont été remerciées par le Service d'ophtalmologie pédiatrique du CHUV et par des ophtalmologues privés pour avoir su, sur la base de ces dépistages, repérer des situations potentiellement lourdes de conséquences et les avoir adressées rapidement. Le personnel reste attentif à l'évolution des cas de myopie chez les enfants, en augmentation, dont le développement est favorisé par la vision à courte distance, ce qui est le cas avec une pratique intensive des écrans.

### **Intégration scolaire**

Pour l'année scolaire 2019-2020, 476 enfants scolarisés en ville de Lausanne ont été concernés par l'élaboration d'un document dit Besoins de santé particuliers. Les mesures définies dans ces documents visent à permettre un accueil de qualité des enfants connus pour un problème de santé.

### **Entretiens proposés aux enfants avec leurs parents en 2P**

Pour l'année 2019-2020, les infirmières du secteur primaire ont réalisé 660 entretiens pour ces enfants accompagnés de leurs parents. Dans le cadre de ces entretiens, diverses thématiques sont abordées telles que la qualité de l'intégration de l'enfant dans le contexte scolaire, ses besoins fondamentaux (sommeil, alimentation, activités, etc.), l'usage des écrans, etc., ainsi que d'éventuelles préoccupations en regard de son état de santé.

### **Projets de promotion de la santé et prévention en milieu scolaire (PSPS)**

Au vu de la situation sanitaire, la plupart des projets PSPS ont été mis en attente. Sur 36 projets travaillés (22 dans les établissements primaires et 14 dans les établissements secondaires) en 2019-2020, seuls 12 projets ont été déployés et ont donné lieu à des mesures de facturation.

La majorité de ces projets vise à travailler le bien vivre ensemble. Le besoin prioritaire identifié par les professionnel-le-s de terrain relève la nécessité de travailler sur les compétences psychosociales et émotionnelles des enfants. En cette période épidémique, un groupe d'infirmières prend part, avec la cheffe de projets, aux travaux visant à accueillir et soutenir les enfants et les jeunes adolescent-e-s dont certain-e-s sont mis en difficulté du fait de la situation actuelle.

La thématique de l'alimentation et de l'activité physique continue d'être travaillée avec le concours des partenaires, et les recommandations en matière de récréations saines, élaborées avec l'Unité PSPS, ont été communiquées aux équipes PSPS des établissements, aux enseignant-e-s et aux parents.

Soutenue par la cheffe de projets, la pratique de travail en réseau élargi s'affirme progressivement avec la participation non seulement des groupes PSPS, mais aussi des conseils d'établissements et des conseils d'élèves. A terme, l'objectif vise à franchir les murs de l'école pour mieux prendre en compte et travailler avec les partenaires des quartiers.

### **Du bon usage des écrans dans les établissements**

En lien avec le projet de campagne de la Ville de Lausanne et le programme de développement numérique du Canton, des travaux sont en cours dans ce domaine.

## Vaccinations – Doses administrées (année scolaire 2019-2020)

vaccin Revaxis	2 doses
vaccin Boostrix	334 doses
vaccin Boostrix-Polio	123 doses
vaccin Td-Pur	1 dose
vaccin Priorix	39 doses
vaccin Engerix B	175 doses
vaccin HPV	626 doses

### Visites médicales

Le nombre des visites médicales réalisées au cours de l'année scolaire confirme la baisse progressive enregistrée ces trois dernières années. On en dénombre 202 en 2019-2020.

De même, le déplacement progressif de l'activité médicale vers davantage de sollicitations pour l'évaluation de situations médico-psychosociales complexes et la participation à des réunions de réseaux interprofessionnels, se confirme.

### Prestations individuelles des infirmières et médecins scolaires

Le repérage et l'orientation d'enfants en situation de souffrance psychique, de négligences voire de maltraitements, constitue aujourd'hui un volet important et chronophage de l'activité de l'infirmière scolaire.

Les infirmières scolaires et médecins scolaires soulignent leur perception d'une augmentation continue des sollicitations pour des situations médico-psychosociales souvent très complexes. L'orientation de ces situations se révèle parfois difficile, que ce soit pour obtenir une évaluation ou une prise en charge spécifique.

## Office dentaire

La mission de l'Office dentaire est de promouvoir la santé bucco-dentaire, prévenir les maladies bucco-dentaires et, si nécessaire, prodiguer des soins aux enfants scolarisés en ville de Lausanne.

Année difficile pour l'Office dentaire compte tenu du contexte épidémique: fermeture de tous les cabinets en même temps que les établissements scolaires, maintien de la fermeture d'un cabinet pour cause de personnel vulnérable, non possibilité de réaliser certains soins compte tenu de la projection d'aérosols générée, renoncement aux actes de soins par deux praticiens, mesures sanitaires drastiques (désinfection, aération entre chaque patient-e, etc.) avec nécessaire réorganisation du rythme des rendez-vous, annulation des rendez-vous par les familles.

### Prestations proposées par l'Office dentaire

L'offre de prestations de l'Office dentaire se décline selon trois axes, prévention primaire, dépistage et soins:

- consultations individuelles et détartrage dentaire pour tous-tes les patient-e-s du cabinet d'orthodontie, effectué par l'hygiéniste au cabinet, soit environ 300 patient-e-s vu-e-s par l'hygiéniste à raison d'une fois tous les six à neuf mois;
- prophylaxie collective: éducation à la santé bucco-dentaire, dans les classes primaires des établissements scolaires, effectuée par deux collaboratrices spécialistes en santé bucco-dentaire;
- soins conservateurs, dispensés par les médecins-dentistes (pédodontistes) des sept cabinets dentaires de l'Office dentaire;
- soins orthodontiques, réalisés par les médecins-dentistes orthodontistes du cabinet dentaire du groupe orthodontique de Montbenon;
- dépistage dentaire scolaire annuel, fait par les médecins-dentistes (pédodontistes) de l'Office dentaire pour les élèves des établissements scolaires lausannois, les élèves d'institutions spécialisées et de quelques écoles privées, ainsi que les élèves de Belmont.

### Locaux

Le cabinet dentaire de Montchoisi, trop exigu pour permettre de satisfaire aux normes actuelles exigées pour l'aménagement d'un cabinet dentaire, a été remplacé par un nouveau cabinet dans l'école de la Croix-d'Ouchy, avec la suppression du petit local dévolu au brossage des dents, sa transformation en infirmerie scolaire, et la transformation de l'infirmerie existante en un cabinet dentaire.

### Prophylaxie – éducation à la santé buccodentaire

Pour l'année scolaire 2019-2020, les deux prophylaxistes sont intervenues dans 288 classes, soit auprès de 5'419 élèves. Elles ont aussi mené 19 séances de brossages collectifs auprès de 1'001 élèves.

Elles sont également intervenues dans quatre écoles ou centres spécialisés et à Belmont pour 213 enfants.

**Demandes d'aides financières individuelles**

Sur l'année 2020, 63 demandes de réductions d'honoraires ont été examinées. Le montant total des aides individuelles accordées correspond, en référence aux devis établis, à la somme globale de CHF 31'529.80.

**Dépistage dentaire scolaire annuel**

En raison du contexte épidémique et du retard dans les soins à dispenser aux enfants, le dépistage dentaire – qui habituellement se déroule entre septembre et début décembre – a été reporté à janvier 2021. Sur décision cantonale, il vient d'être supprimé pour l'année scolaire en cours. Cette décision permettra de donner la priorité aux soins buccodentaires. La prochaine période de dépistage dentaire aura en principe lieu entre septembre et début décembre 2021.

## Service de psychologie scolaire (SPS)

**Principales missions du service**

- les psychologues, psychomotricien-ne-s et logopédistes en milieu scolaire (PPLS) offrent aux enfants lausannois et à leurs familles des consultations, des évaluations et des suivis thérapeutiques
- les professionnel-le-s du service travaillent en étroite collaboration avec les partenaires de l'école, en particulier les enseignant-e-s et les directions des établissements scolaires lausannois, et offrent des prestations indirectes et de conseil
- les assistant-e-s sociaux-ales scolaires (ASS) conseillent les familles, les élèves et les partenaires pour favoriser l'intégration psychosociale, culturelle, financière, juridique et personnelle des enfants et de leurs familles, dans le but d'une scolarité harmonieuse des enfants lausannois
- les spécialistes PPLS et les ASS sont au service du développement des enfants et des adolescent-e-s afin de les aider à restaurer leur processus évolutif et à s'épanouir à l'école comme dans leur famille
- l'équipe administrative gère l'accueil et le traitement des demandes d'interventions, ainsi que toutes les prestations de logopédie indépendante par délégation cantonale

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Assistants sociaux – SPS	5.80	5.80	5.80	5.00
Direction et secrétariat SPS	5.95	4.35	5.25	4.65
Logopédistes	16.30	15.70	16.05	16.05
Psychologues	14.20	13.70	16.15	16.05
Psychomotricien-ne-s	6.55	6.55	6.65	6.65
<b>Total service</b>	<b>48.80</b>	<b>46.10</b>	<b>49.90</b>	<b>48.40</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+1.10</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Assistants sociaux – SPS	8	5.80	7	5.00
Direction et secrétariat SPS	7	4.35	7	4.65
Logopédistes	23	15.70	24	16.05



Psychologues	21	13.70	24	16.05
Psychomotricien-ne-s	10	6.55	10	6.65
<b>Total service</b>	<b>69</b>	<b>46.10</b>	<b>72</b>	<b>48.40</b>

### Apprenti-e-s

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
Direction et secrétariat SPS	-	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	2	6
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>6</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>

## Evènements marquants

Une nouvelle cheffe de service est arrivée en janvier 2020 et a mis en place, depuis l'été 2020, plusieurs équipes composées de huit à quatorze professionnel-le-s qui collaborent avec les mêmes établissements scolaires. Chaque équipe est dirigée par un-e responsable d'équipe ou une cheffe de groupe, ce qui permet un encadrement de proximité plus personnalisé et continu, dans un cadre pluridisciplinaire. De cette nouvelle organisation découle également la constitution d'un conseil de direction du service qui se réunit à quinzaine.

Dans ce service, en grande partie conventionné avec le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture du Canton de Vaud, un des objectifs importants reste le travail en collaboration avec le milieu scolaire et notamment une participation conséquente à la conceptualisation et à la rédaction, dans chaque établissement scolaire, de son Concept 360° visant à identifier et coordonner les différentes mesures existantes en faveur des élèves dans le canton. A l'été 2020, des nouvelles fonctions de référent-e-s PPLS d'établissement ont été créées à cette fin et sont occupées par des psychologues et des psychomotricien-ne-s expérimenté-e-s du service.

Pendant la période entre mars et mai où les écoles suisses sont restées fermées, les professionnel-le-s du service ont toutes et tous travaillé depuis leur domicile afin de continuer à soutenir à distance, grâce à des téléphones, à des échanges de mails ou de courriers et à la vidéoconférence, les enfants, les adolescent-e-s et les familles suivies, ainsi que les enseignant-e-s. Une permanence téléphonique pour les parents et les enseignant-e-s a été mise en place chaque jour ouvrable également afin d'apporter soutien, conseils et orientation vers des structures spécialisées si besoin. Depuis le 11 mai 2020, le Service de psychologie scolaire est à nouveau ouvert et toutes les prestations offertes, tout en respectant les gestes barrière.

## Principales activités 2020

### Administration – personnel – finances

#### Secrétariat

Le secrétariat du service est composé de quatre professionnel-le-s dont les principales missions sont d'assurer un accueil des personnes se présentant au guichet ou par téléphone tous les jours de la semaine, ainsi que le traitement des demandes de consultations de psychologie, psychomotricité et logopédie scolaire ou d'interventions des assistant-e-s sociaux-ales scolaires. La logopédie indépendante cantonale (LIC) est gérée par le secrétariat du service pour l'ensemble des demandes de consultations en logopédie pour les enfants et les adolescent-e-s lausannois-e-s de 0 à 20 ans.

#### Ressources humaines

L'organigramme du service a été modifié en septembre 2020 afin de refléter la nouvelle organisation du service.

Plusieurs recrutements pour des postes fixes ont eu lieu durant l'année, notamment trois nouvelles psychologues en août et septembre. D'autres recrutements ont été menés pour du personnel auxiliaire afin de remplacer notamment des congés maternités, ainsi que pour offrir plusieurs places de stages universitaires en master de psychologie, de logopédie ou de psychomotricité. Par ailleurs, plusieurs changements de taux d'activité parmi les PPLS ont eu lieu au mois d'août 2020.

#### Finances

Un fonds d'aides individuelles communal d'un montant annuel de CHF 11'500.- est prévu au budget pour venir en aide aux familles dans le besoin et est utilisé par les assistant-e-s sociaux-ales scolaires. Cette année, suite aux nombreuses difficultés spécifiques rencontrées par certaines familles encore plus précarisées, ce fonds a été augmenté exceptionnellement par la Municipalité à CHF 33'800.- et a ainsi pu répondre à de nombreuses sollicitations d'urgence au printemps.

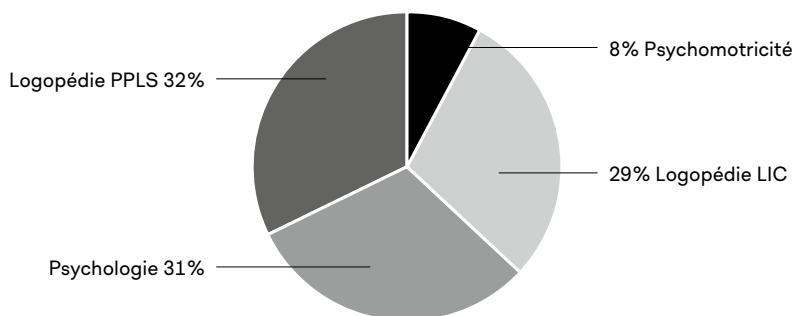
## Psychologie, psychomotricité et logopédie en milieu scolaire (PPLS)

Les PPLS ont été organisés en cinq équipes pluridisciplinaires, réparties comme suit:

- équipe Lausanne Ouest: Prélaz, Beaulieu, Bergières;
- équipe COLYPS: Coteau-Fleuri, Elysée, CRPS (classes régionales de pédagogie spécialisée);
- équipe Grand Nord: Pierrefleur, Entre-Bois, C.F. Ramuz;
- équipe Les Monts: Floréal, Mon-Repos, Villamont;
- équipe Central Parc: Belvédère, Béthusy, I.-de-Montolieu, La Sallaz.

#### Statistiques des consultations

En 2020, le total des nouvelles demandes faites par les parents pour des consultations de psychologie, de psychomotricité et de logopédie (PPLS) pour leur enfant a été de 1'584. Ces demandes sont réparties ainsi entre les trois professions, en sachant qu'une partie des demandes de logopédie est orientée vers les prestataires de logopédie conventionnée en cabinet (logopédie LIC):



Ces nouvelles demandes de 2020 s'ajoutent aux autres dossiers qui étaient déjà en cours pour un total en décembre de 1'949 dossiers d'enfants ou d'adolescent-e-s lausannois-e-s actifs au SPS pour les professions de la psychologie, de la psychomotricité et de la logopédie. C'est un chiffre qui reste plutôt constant par rapport à celui de 2019. Sans compter la logopédie indépendante, environ 14% des élèves de Lausanne sont reçus en consultation au SPS. Les enfants et adolescent-e-s reçu-e-s sont majoritairement des garçons: 1'177 garçons pour 772 filles.

Les consultations se répartissent ainsi selon les établissements scolaires:

	M	F	Total
Beaulieu P	79	82	161
Belvédère PS	40	46	86
Bergières PS	29	30	59
Béthusy PS	29	29	58
C.F. Ramuz PS	31	16	47
Coteau Fleuri P	138	59	197
Entre-Bois P	80	52	132
Floréal P	115	83	198
l.-de-Montolieu PS	40	21	61
La Sallaz P	92	70	162
Elysée PS	46	23	69
Mon-Repos P	129	81	210
Pierrefleur P	83	56	139
Prélaz P	193	97	290
Villamont PS	53	27	80
<b>Total</b>	<b>1'177</b>	<b>772</b>	<b>1'949</b>

Les demandes de consultation sont plus nombreuses au sein des établissements primaires avec des élèves de la 1P à la 6P. En effet, presque l'entier des demandes de psychomotricité concerne de jeunes enfants. Les consultations en logopédie sont également plus nombreuses dans le primaire que dans le secondaire. Il y a par contre un équilibre au niveau des prestations de psychologie qui concernent les enfants et les adolescent-e-s de tous âges.

## Assistant·e·s sociaux·ales scolaires (ASS)

La précarité d'une partie de la population des familles lausannoises a été encore plus mise en évidence cette année, en raison de la situation économique particulièrement délicate en cette période de pandémie. Des sollicitations nombreuses et urgentes ont beaucoup mobilisé les assistant·e·s sociaux·ales, notamment en raison de difficultés aggravées souvent par la perte de travail des parents et la menace de la perte du logement, de même que l'impossibilité de payer les factures de base de la famille.

Plus de 1'200 dossiers sont actuellement ouverts et en cours de traitement par les huit professionnel·le·s, dont 109 nouvelles demandes pour des familles lausannoises d'enfants scolarisés en cette année 2020.

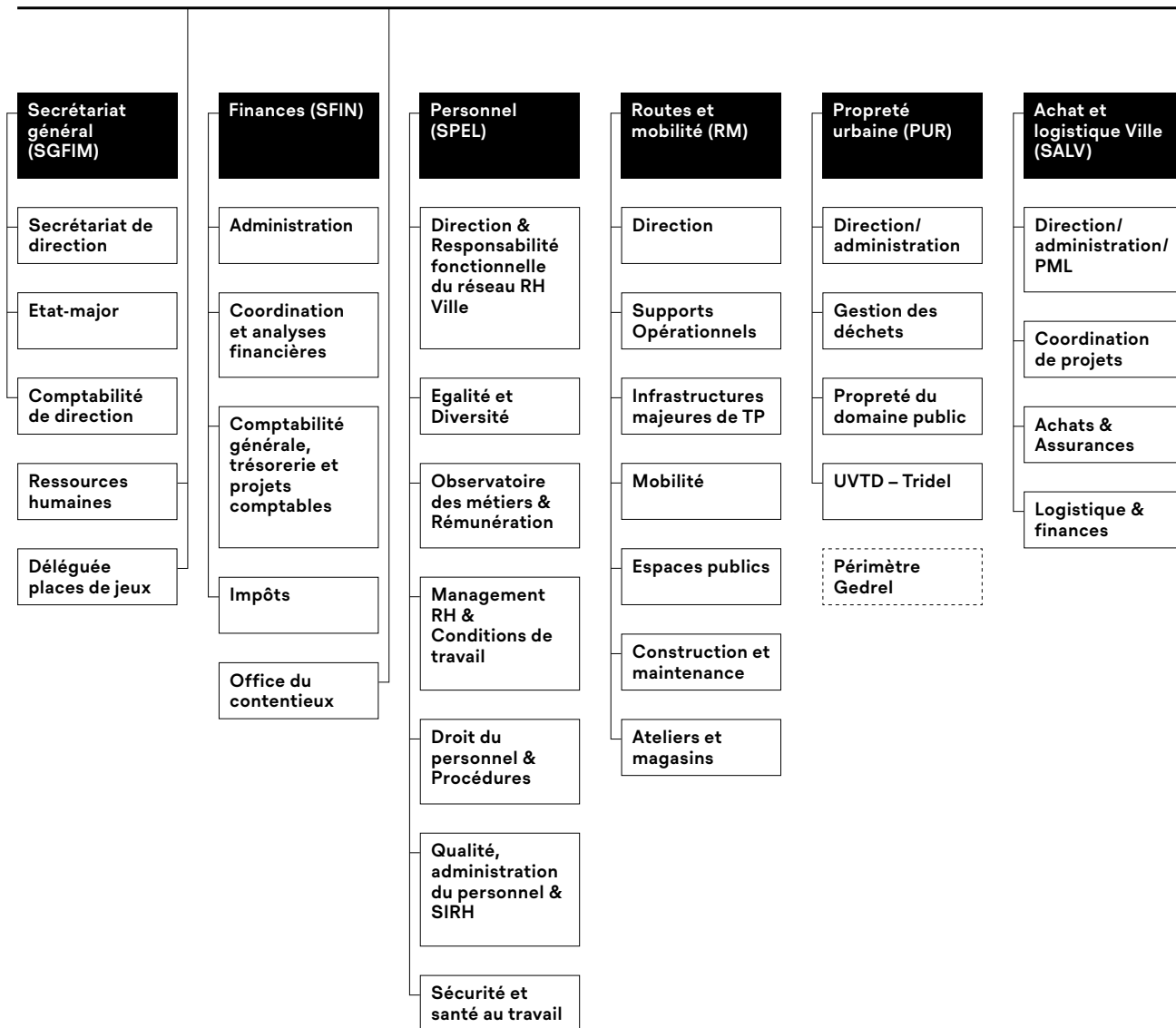


# Direction des finances et de la mobilité



# Direction des finances et de la mobilité (FIM)

## Directrice



La Municipalité a déployé sa politique de mobilité et des espaces publics en favorisant la mobilité active et les transports publics. Ainsi, l'année 2020 a été marquée par la réalisation de près de vingt nouvelles zones de rencontre, de sept zones 30 et de 7.66 km d'aménagements cyclables dans le cadre des mesures d'accompagnement liées à la crise sanitaire et la coordination des projets d'infrastructures majeurs (tunnel du LEB, futurs chantiers du m2/m3 et du tramway t1 et la gare de Lausanne). La Municipalité a aussi travaillé sur sa stratégie de requalification des espaces publics majeurs, en confiant notamment la réalisation du diagnostic du centre-ville à un bureau européen spécialisé, qui a formulé une série de recommandations stratégiques qui permettront d'en améliorer la qualité.

La Municipalité a concrétisé sa stratégie visant à améliorer la visibilité des femmes dans l'espace public avec la rédaction d'un ouvrage honorant cent femmes qui ont marqué la vie lausannoise, la pose de la première plaque commémorative (dédiée à Jaquette de Clause), l'attribution du nom «place du 14-Juin» au lieu-dit «place Saint-Laurent» et l'introduction d'une page internet ([www.lausanne.ch/100femmes](http://www.lausanne.ch/100femmes)).

La Ville a poursuivi sa politique de gestion financière rigoureuse en poursuivant en parallèle le déploiement de son Plan structurel d'amélioration financière II (PSAF II) afin d'améliorer, de manière pérenne, les finances de la Ville de CHF 35 millions. Cet objectif sera atteint dans le cadre du budget 2021 au vu des prévisions budgétaires.

La réglementation relative à la rémunération et aux conditions cadre du personnel auxiliaire a été clarifiée et un 13<sup>e</sup> salaire a été introduit; cette réforme permet de valoriser les salaires en fonction de l'âge des titulaires et des exigences liées à l'activité et d'élargir l'offre des congés spéciaux.

Soucieuse de soutenir l'insertion professionnelle des jeunes Lausannoises et Lausannois, dont la situation s'est aggravée suite à la crise sanitaire et économique, la Municipalité a créé 22 places d'apprentissage supplémentaires et engagé 31 apprenti-e-s à l'issue de leur formation.

La lutte contre la présence des tags sur l'espace public et privé a été intensifiée avec la conclusion de plus 130 partenariats public/privé autorisant la Ville à intervenir sur les immeubles concernés.

La Municipalité a poursuivi sa politique de développement durable ambitieuse, avec notamment l'acquisition de huit véhicules 100% électriques et la mise en œuvre de nouveaux projets favorisant l'économie circulaire.

# Secrétariat général (SGFIM)

## Principales missions du service

### Direction et administration

- appui sur les enjeux stratégiques
- préparation et suivi des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction
- contacts avec la presse, en appui des services de la direction
- communication interne et externe de la direction
- direction de projets stratégiques ou transversaux
- coordination administrative transversale au sein de la direction
- suivi des participations et des subventions
- secrétariat de la directrice

### Places de jeux

- planification, conception et gestion des places de jeux
- déléguée du Bureau de la prévention des accidents à la sécurité pour la Ville de Lausanne
- conseil auprès des différents services de la Ville pour l'aménagement et la sécurité des places de jeux

### Comptabilité de direction

- établissement, pour la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes
- responsabilité, entre autres, du contrôle budgétaire, du respect des règles administratives, de la passation des écritures, de l'enregistrement des factures et de la gestion administrative et comptable du personnel de la direction
- gestion administrative et comptable de la subvention annuelle de CHF 80.– par habitant-e
- tenue de la comptabilité des sociétés Gedrel S.A., Parking-Relais lausannois S.A. et Boisy TV S.A.

### Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaborateur-trice-s, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits
- responsabilité de la gestion des ressources humaines des services SGFIM, SFIN, SALV et SPEL

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité FIM	6.00	6.00	6.00	6.00
Direction FIM	4.30	4.30	4.30	4.30
Places de jeux	0.80	0.80	0.80	0.80
Ressources humaines	2.80	2.80	2.80	2.80
<b>Total service</b>	<b>13.90</b>	<b>13.90</b>	<b>13.90</b>	<b>13.90</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.00</b>



**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité FIM	7	6.00	7	6.00
Direction FIM	6	4.30	6	4.30
Places de jeux	1	0.80	1	0.80
Ressources humaines	3	2.80	3	2.80
<b>Total service</b>	<b>17</b>	<b>13.90</b>	<b>17</b>	<b>13.90</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Comptabilité FIM	-	1
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>1</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	-	-
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>

**Evènements marquants**

Le Secrétariat général a coordonné la mise en place du plan de continuité afin de faire face à la crise sanitaire; la cellule RH a été particulièrement sollicitée dans la gestion de la crise en assurant la coordination entre l'Etat-major DIAM (Directives d'intervention en cas d'accident majeur), le SPEL et les employé-e-s de la direction. Elle et a été impliquée dans les projets de réorganisation des services dédiés.

**Principales activités 2020****Etat-major**

Le Secrétariat général a veillé à la bonne coordination des dossiers transversaux au sein de la direction, a apporté un appui stratégique général ainsi qu'un support particulier durant la crise. Il a poursuivi la mise en place du suivi des participations et des subventions de la Ville qui s'est concrétisée par la mise en place de lettres de mission pour les institutions revêtant un caractère stratégique et/ou financier important. Il a été répondu, avec l'appui des différents services de la direction, à plus de 200 courriers/courriels (150 en 2019).

La concrétisation du développement de la politique publique des places de jeux s'est poursuivie avec le réaménagement de divers projets d'espaces de jeux (Château de Beaulieu, Parc des Bosson, Champ du

Grand-Chêne), l'expertise et la sécurisation de places de jeux existantes, notamment la Place de Milan, et le déploiement de la place de jeux itinérante L'Akabane sur l'ensemble du territoire lausannois. La déléguée aux places de jeux a également planché sur les projets à venir (parc de la Solitude, Mon-Repos, Montbenon, Faverges, etc.). La brochure Jouer & explorer, présentant la centaine de places de jeux de la Ville, a été publiée en août 2020 et les pages internet y afférentes mises à jour.

### Subvention80

Le versement de la subvention80 pour l'année 2019 a démarré en mai 2020 pour atteindre un taux de versement de 94.9% en fin d'année. Le droit à la subvention80 pour la période 2018 s'est éteint au 31 décembre 2020, avec un taux de versement de 97.4% (97.3% en 2017).

## Service des finances (SFIN)

### Principales missions du service

#### Administration

— secrétariat de la Commission permanente des finances

#### Coordination et analyses financières

- gestion des processus de réalisation du budget et du plan des investissements
- préparation des préavis relatifs au budget et aux comptes
- suivis budgétaire, de la trésorerie et des investissements à l'intention de la Municipalité
- collaboration à la notation financière de la Ville
- analyses techniques et financières diverses

#### Comptabilité générale

- gestion du processus et bouclage des comptes
- gestion du plan comptable, du logiciel informatique, supervision de la comptabilité de la Ville ainsi que de quelques fonds et fondations
- gestion de la trésorerie et de la dette
- gestion du suivi financier des cautionnements, subventions et des participations
- soutien à l'implémentation du système de contrôle interne

#### Impôts

- tenue à jour des rôles spéciaux d'impôts des contribuables lausannois-e-s et relations avec l'Administration cantonale des impôts et l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois
- suivi des dossiers de répartitions intercommunales d'impôts et contrôle des domiciles secondaires
- organisation et gestion du bureau d'information fiscale en collaboration avec l'Office d'impôt

#### Contentieux

- recouvrement des créances de la Ville et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des montants dus aux Services industriels et à l'Office d'impôt
- gestion de la caisse communale

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contentieux	16.00	15.00	15.60	13.60
Coordinat. & analyses financ.	4.00	3.95	3.95	3.95
Cpta Gén.trésorerie projets	13.30	11.85	13.00	13.00

Direction – SFIN	1.75	1.75	2.50	1.75
Impôts	3.00	3.00	3.00	3.00
<b>Total service</b>	<b>38.05</b>	<b>35.55</b>	<b>38.05</b>	<b>35.30</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.00</b>

### Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Contentieux	17	15.00	15	13.60
Coordinat. & analyses financ.	4	3.95	4	3.95
Cpta Gén.trésorerie projets	13	11.85	15	13.00
Direction – SFIN	2	1.75	2	1.75
Impôts	3	3.00	3	3.00
<b>Total service</b>	<b>39</b>	<b>35.55</b>	<b>39</b>	<b>35.30</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

### Apprenti·e·s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
	–	–
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	3	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	2
Départ à la retraite	–
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>3</b>

## Evènements marquants

Dès le début de la crise sanitaire, le service a assuré le paiement des factures aux différents fournisseurs dans les meilleurs délais, tout en accélérant et simplifiant leur traitement. Il a également procédé à la révision du plan des investissements et accéléré ainsi les investissements prioritaires, ce qui a permis d'injecter près de CHF 100 millions dans l'économie.

Le service poursuit et coordonne la mise en œuvre du projet visant à remplacer le système comptable actuel GEFI par un ERP financier d'ici la fin de la législature et poursuit activement ses travaux afin de

cartographier, uniformiser et simplifier les processus comptables et financiers au sein de la Ville. Le préavis N°2019/22 y relatif «*Implémentation d'un nouveau système d'information financier au sein de la Ville (SIF)*» a été validé en juin 2019 par le Conseil communal. Le premier budget devrait être saisi dans le nouvel ERP en 2022 et les premiers comptes d'exploitation dès 2023.

## Principales activités 2020

### Direction

#### Dette communale

En 2020, 52 opérations d'emprunts à court terme (moins d'une année) ont été conclues. Quatre emprunts à long terme ont été effectués pour CHF 400 millions et CHF 210 millions, ont été remboursés.

#### Information fiscale (BIF)

En collaboration avec l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois, le Bureau d'information fiscale a ouvert ses portes du 10 février au 13 mars 2020. Une équipe de six taxateur-trice-s a répondu à 4'697 personnes, pour lesquelles 4'505 déclarations d'impôt ont été remplies. Ce service gratuit est très apprécié tant des Lausannois-e-s que de l'administration cantonale qui a bénéficié de dossiers pré-taxés.

#### Impôt sur les chiens

Au 31 décembre 2020, 4'369 chiens étaient inscrits au rôle. L'émolument communal frappant l'inscription de tout nouveau chien a permis la facturation de 786 bordereaux, générant CHF 18'340.- de recettes.

#### Frontalier·ère·s

Les éléments traités en 2020 correspondent aux salaires 2019:

	2018	2019
nombre frontalier·ère·s	6'552	7'307
employeurs	1'095	1'182
impôts (en CHF)	11'639'074	13'812'872

L'Administration cantonale des impôts a engagé des forces supplémentaires et a modifié la procédure pour la transmission des données par les employeurs. Ces nouveaux facteurs ont permis un rattrapage consécutif à des années antérieures et un meilleur suivi.

#### Résidences secondaires

En 2020, 347 procédures (questionnaires) ont été engagées. 150 nouvelles domiciliations fiscales ont été forcées pour la période fiscale 2019 et 86 dossiers sont encore en examen auprès de l'Administration cantonale des impôts. A titre d'exemple, les domiciliations fiscales forcées ayant une décision de taxation pour la période fiscale 2018 (95% des dossiers ont été facturés jusqu'à fin 2020) ont généré une recette de CHF 594'487.-.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les taxations établies et l'impôt communal facturé, sur la base des cas dont le rôle a été forcé:

Périodes fiscales forcées	Périodes fiscales taxées (en CHF)				
	2015	2016	2017	2018	2019
2015	1'188'363.-	1'206'808.-	1'000'401.-	805'880.-	492'370.-
2016	-	795'146.-	699'863.-	595'789.-	459'508.-
2017	-	-	620'476.-	556'669.-	383'195.-
2018	-	-	-	594'487.-	392'411.-
2019	-	-	-	-	305'351.-

\*selon l'année, un certain nombre de dossiers sont encore à taxer par l'Office d'impôt

#### Contentieux

Le nombre d'affaires en cours s'élevait à 44'636 à fin 2020, représentant un montant d'un peu plus de CHF 19.1 millions. Le nombre d'affaires a diminué par rapport à 2019, en partie à cause de la crise sanitaire (l'envoi des poursuites a été suspendu durant le printemps) et également du fait de la fin de rattrapage des procédures suite à la mise en production du nouveau logiciel.

La cellule chargée du recouvrement des actes de défaut de biens a encaissé la somme de CHF 340'509.70, ce qui constitue un résultat satisfaisant compte tenu de la crise sanitaire et du montant moyen assez faible des actes de défaut de biens et de l'ancienneté d'une partie de ceux-ci. Le montant total recouvré entre le printemps 2014 et la fin de l'année 2020 s'élève à CHF 3'464'152.60. L'ensemble des opérations liées aux actes

de défaut de biens représente 26'267 affaires à fin 2020, pour un montant de CHF 18.7 millions. Ces affaires s'ajoutent à celles qui figurent ci-dessus.

## Service du personnel (SPEL)

### Principales missions du service

#### Direction

- pilotage centralisé des processus de gestion des ressources humaines au sein de toute l'administration
- coordination du réseau RH Ville, décentralisé dans les services communaux (env. 100 personnes)
- coordination et participation aux rencontres régulières entre la délégation municipale aux affaires du personnel (DMAP) et les partenaires sociaux
- gestion du service et conduite du personnel
- lancement et supervision des projets stratégiques et transversaux du service
- développement et promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de la diversité dans l'administration
- gestion du contentieux relatif au nouveau système de rémunération

#### Observatoire des métiers et rémunération (OMR)

- pilotage du système de rémunération du personnel communal et des mécanismes salariaux
- gestion des processus paie et contrôles des salaires, des assurances sociales et de l'imposition
- gestion déléguée des allocations familiales
- expertises et contrôles des notes à la Municipalité relatives à des mesures particulières ou exceptionnelles de rémunération individuelle
- expertise et audits dans le domaine de la réorganisation des services de l'administration
- développement et gestion du monitoring RH de la Ville

#### Management RH & Conditions de travail (MRH & CT)

- gestion globale du développement RH (formation) et de l'apprentissage (+ de 200 apprenti·e·s de la Ville)
- conciliation vie privée – vie professionnelle
- appui aux services sur les questions d'aménagement du temps de travail (ATT) et de gestion des absences et congés
- pilotage des processus de recrutement et de mobilité interne
- participation à la gestion des garderies communales offrant des places au personnel de la Ville
- consultation sociale d'entreprise

#### Droit du personnel et procédures (DPP)

- répondant des services de la Ville pour les questions juridiques relevant du personnel
- expertise et appui dans le déroulement de procédures relatives à la gestion du personnel
- gestion des dossiers litigieux

#### Qualité, administration du personnel & SIRH (QUASYS)

- gestion administrative du personnel (de l'embauche à la fin d'emploi)
- gestion informatisée des processus RH (maintenance et intégration du système d'information; support et formation)
- conduite de projets en lien avec le système d'information des ressources humaines (SIRH)
- gestion de l'ERP PeopleSoft, des projets et des formations au réseau RH y relatifs

## Effectif du personnel

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Cellule contentieux syst. rém.	5.00	5.40	5.00	5.10
Direction SPEL	5.00	4.50	2.80	2.90
Droit du personnel & procédure	5.50	5.40	5.50	5.40
Etat-major	-	-	3.60	2.90
Management RH & cond. Travail*	12.85	10.35	12.55	11.45
Observ. Métiers & rémunération	13.10	13.30	13.70	12.80
Qualité, Adm. du pers. & SIRH	9.40	9.70	10.10	8.50
Santé et sécurité au travail	-	-	11.05	7.40
<b>Total service</b>	<b>50.85</b>	<b>48.65</b>	<b>64.30</b>	<b>56.45</b>

\*Transfert du PML du SPEL au SALV

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+13.45</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Cellule contentieux syst. rém.	7	5.40	6	5.10
Direction SPEL	5	4.50	3	2.90
Droit du personnel & procédure	6	5.40	6	5.40
Etat-major	-	-	3	2.90
Management RH & cond. Travail*	12	10.35	13	11.45
Observ. Métiers & rémunération	16	13.30	15	12.80
Qualité, Adm. du pers. & SIRH	11	9.70	9	8.50
Santé et sécurité au travail	-	-	9	7.40
<b>Total service</b>	<b>57</b>	<b>48.65</b>	<b>64</b>	<b>56.45</b>

### Apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Centre de formation	23	27
<b>Total service</b>	<b>23</b>	<b>27</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	12	10
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	1
<b>Total service</b>	<b>15</b>	<b>11</b>

Une des embauches concerne un transfert entre services effectué par étapes.

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	3
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-

Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>12</b>

## Administration du personnel de la Ville

### Tableau des effectifs/postes

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2020

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (D-C)
	A	B	C	D	E
Culture et développement urbain	310	245.17	258.62	13.45	5.2%
Secrétariat municipal	73	64.95	68.05	3.10	
Secrétariat général	43	35.70	38.40	2.70	
Service de la culture	71	52.85	54.25	1.40	
Service bibliothèques et archives de la Ville	76	50.52	52.02	1.50	
Service de l'urbanisme	39	33.65	37.40	3.75	
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	8	7.50	8.50	1.00	
Sécurité et économie	1279	1'195.25	1'243.27	48.02	3.9%
Secrétariat général	40	28.05	28.80	0.75	
Corps de police	695	658.80	678.20	19.40	
Service de protection et de sauvetage	239	222.85	225.72	2.87	
Service du contrôle des habitants	42	37.90	39.70	1.80	
Service de l'économie	57	50.25	55.65	5.40	
Service de l'eau	206	197.40	215.20	17.80	
Sports et cohésion sociale	668	569.51	643.56	74.05	11.5%
Secrétariat général	20	16.00	17.20	1.20	
Service des sports	96	87.86	88.86	1.00	
Service social de Lausanne	293	238.15	264.05	25.90	
Service du travail	177	159.90	201.95	42.05	
Service des assurances sociales	82	67.60	71.50	3.90	
Logement, environnement et architecture	636	539.95	571.34	31.39	5.5%
Secrétariat général	26	21.10	23.10	2.00	
Service du cadastre	35	32.30	33.20	0.90	
Service du logement et des gérances	159	92.65	102.19	9.54	
Service d'architecture	31	27.50	30.80	3.30	
Service des parcs et domaines	298	284.20	296.65	12.45	
Service d'organisation et informatique	87	82.20	85.40	3.20	
Enfance, jeunesse et quartiers	1371	837.63	891.99	54.36	6.1%
Secrétariat général	130	87.76	98.26	10.50	
Service d'accueil de jour de l'enfance	704	476.24	506.37	30.13	
Service des écoles primaires et secondaires	402	182.18	191.83	9.65	
Service de santé et prévention	63	43.05	45.63	2.58	
Service de psychologie scolaire	72	48.40	49.90	1.50	
Finances et mobilité	693	654.93	692.98	38.05	5.5%
Secrétariat général	17	13.90	13.90	0.00	
Service des finances	39	35.30	38.05	2.75	
Service du personnel	64	56.45	64.30	7.85	
Service achat et logistique Ville	42	39.23	40.23	1.00	
Service des routes et de la mobilité	193	183.00	199.30	16.30	
Service de la propreté urbaine	338	327.05	337.20	10.15	

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (D-C)
	A	B	C	D	E
Direction des services industriels	537	501.73	544.46	42.73	7.8%
Secrétariat général	28	26.00	28.10	2.10	
Services partagés	68	52.63	57.03	4.40	
Service commercial	98	89.85	97.15	7.30	
Service patrimoine	95	90.25	101.78	11.53	
Service production	91	89.05	95.25	6.20	
Service réseaux	157	153.95	165.15	11.20	
<b>Total Ville au 31.12.2020</b>	<b>5'494</b>	<b>4'544.17</b>	<b>4'846.22</b>	<b>302.05</b>	<b>6.2%</b>
Total ville au 31.12.2019	5'461	4'514.44	4'793.85	279.41	5.8%
Variation	33	29.73	52.37	22.64	
Répartitions Femmes/Hommes	Femmes	Hommes	Total	Plein temps	Temps partiel
Effectifs au 31.12.2020	2'576	2'918	5'494	3'042	2'452
Effectifs au 31.12.2019	2'542	2'919	5'461	3'042	2'419
Variation	34	-1	33	0	33
En % au 31.12.2020	46.9%	53.1%		55.4%	44.6%
En % au 31.12.2019	46.5%	53.5%		55.7%	44.3%

\* inclus le personnel en congé non payé

\*\* ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2020

## Evènements marquants

Le service a été fortement impacté par la mise en œuvre des différentes directives fédérales et cantonales Covid19. Il s'agissait de proposer à la Municipalité des mesures et règles cohérentes et harmonisées à mettre en place au fil des différentes étapes de la crise sanitaire, d'appuyer les services dans le déploiement et la gestion quotidienne et d'assurer le suivi et le reporting pour la Municipalité. Une foire aux questions (FAQ) a été mise en place à l'attention du management et du personnel. Le SPEL a pu assurer l'ensemble des prestations, grâce notamment à la mise en place du traitement électronique de plusieurs processus RH et au télétravail, tout en concrétisant plusieurs projets importants.

## Principales activités 2020

### Administration du personnel de la ville

En application de l'article 35 du règlement pour le personnel de l'administration communale, la Municipalité publie dans son rapport de gestion le classement des fonctions et les modifications qu'elle y apporte. Pour cet exercice aucune modification n'a été opérée.

## Direction

La déléguée à l'égalité et à la diversité a bénéficié du soutien d'une collaboratrice engagée en emploi temporaire (60%) entre mars et août 2020, puis d'une collaboratrice auxiliaire (80%) dès le mois d'octobre.

### Personnel auxiliaire

La réglementation relative à la rémunération et aux conditions cadre du personnel auxiliaire a été clarifiée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020 après avoir fait l'objet d'une consultation auprès des partenaires sociaux. Les nouveaux barèmes de rémunération incluent le versement d'un 13<sup>e</sup> salaire et l'harmonisation des normes applicables en la matière. Cette réforme permet une valorisation des salaires en fonction de l'âge du ou de la titulaire et des exigences liées à l'activité. L'introduction d'une réglementation claire et stricte en matière de reconduction d'un contrat de durée déterminée et l'élargissement de l'offre des congés spéciaux a permis d'améliorer leurs conditions de travail. Ainsi, le personnel auxiliaire bénéficie désormais, en sus des congés légaux, de congés sans compensation de deux jours en cas de décès d'un proche, d'une demi-journée



pour l'inspection militaire et d'un jour pour mariage, au prorata du taux d'activité, d'un jour en cas de déménagement, également au prorata de son taux d'activité, ainsi que de congés sans compensation pour visites médicales, pour enfant malade et proches-aidants. Enfin, les auxiliaires mensualisé-e-s bénéficient aussi des prestations du Plan de mobilité.

### **Coordination du Réseau RH Ville**

La première moitié de l'année a été consacrée à la communication et à la mise en œuvre de la nouvelle structuration du réseau RH. Avec le Comité consultatif RH Ville (CCRHV), l'unité a consolidé la gouvernance RH afin de remonter les problématiques terrain et de consolider la collaboration. La structure et le fonctionnement du réseau mis en place ont notamment démontré son efficacité dans le cadre de différentes phases de gestion de la crise sanitaire. Parallèlement, une formation de base pour le réseau RH a été mise sur pied avec l'ensemble des spécialistes du SPEL et avec le soutien de l'unité Développement & apprentissage. Enfin, un Portail RH a été mis à disposition de l'ensemble du Réseau RH, qui propose la documentation et les liens utiles concernant l'entrée, le suivi et la sortie d'une collaboratrice ou d'un collaborateur.

### **Projet stratégiques et transversaux**

L'année 2020 a permis commencer l'amélioration des processus administratifs grâce à la mise en œuvre de deux actions principales:

- la révision du parcours de validation décisionnel des processus RH au sein de la Ville, qui a bénéficié des enseignements tirés de la situation de pandémie, la mise en place du télétravail permettant de mettre en évidence de manière très concrète les nécessités de simplification;
- le démarrage d'un chantier d'envergure avec le projet e-processus, qui participe à la stratégie de simplification administrative des processus Ville, en dématérialisant dans l'ERP l'ensemble processus de gestion RH. Ce projet nécessite un investissement important en termes de ressources, tant au niveau du SPEL qu'au niveau du Service d'organisation et d'informatique et va se poursuivre tout au long de l'année 2021 et probablement sur une partie de l'année 2022. Il poursuit quatre objectifs majeurs:
  1. l'allègement de la charge de travail en supprimant les actions menées en doublons;
  2. l'amélioration des temps de traitement;
  3. la simplification et clarification des circuits décisionnels;
  4. une répartition plus égalitaire des ressources.

### **Egalité et diversité**

La stratégie de visibilité des femmes dans l'espace public a connu ses premiers développements, avec l'octroi d'un mandat à deux historiennes chargées d'identifier les femmes qui ont marqué la vie lausannoise dans différents domaines au cours des siècles; l'ouvrage présentant le portrait de cent de ces femmes sera publié en mars 2021 chez Antipodes. Une première plaque commémorative liée à cette recherche historique a été inaugurée en décembre au Château d'Ouchy: elle honore la mémoire de Jaquette de Clause, première Vaudoise à avoir été emprisonnée et torturée dans ce lieu pour acte de sorcellerie. Enfin, les restrictions sanitaires ont empêché la tenue de plusieurs événements, en particulier la table-ronde «Les villes ont-elles un genre?», prévue en mai 2020, et l'inauguration de la Place du 14-Juin, prévue en juin 2020.

Le rapport-préavis N° 2019/28 «*Intentions municipales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'administration lausannoise*» a été accepté par le Conseil communal en mai 2020 et mis en œuvre. Un nouveau «Guide pratique pour une rédaction inclusive» a été publié, qui émet des recommandations pour une rédaction épiciène et inclusive (différentes identités de genre et de types de famille, par exemple homo-parentales). Des ateliers pratiques à destination du personnel ont été proposés dès novembre 2020. La Ville a participé pour la première fois au Diversity Benchmark de l'Université de St-Gall, organisé spécifiquement pour les administrations publiques (participation de sept administrations).

Le congé «proches aidant-e-s» a été introduit pour permettre aux collaboratrice-teur-s de soutenir un-e proche malade ou accidenté-e. Trois espaces allaitement ont été mis à disposition des collaboratrices (Chauderon, Port-Franc et Palud). La réglementation a également été modifiée, dans le but de faciliter l'allaitement par les collaboratrices qui reprennent leur activité professionnelle.

Enfin, une déclaration de principe sur le harcèlement sexuel au travail a été diffusée au personnel de l'administration communale, de même qu'une courte vidéo, qui clarifie la position de la Municipalité à l'égard de toute forme de harcèlement au travail. La conception du projet-pilote de formation des cadres et responsables RH et de sensibilisation du personnel dans deux services a quant à lui été poursuivie.

La Ville de Lausanne n'a pas pu accueillir les enfants des collaboratrice-teur-s comme elle le fait depuis 2003 dans le cadre de la Journée «Oser tous les métiers» (JOM) en raison des restrictions sanitaires.

### **Cellule de gestion du contentieux relatif à l'introduction du nouveau système de rémunération (CCSR)**

Au 31 décembre 2020, sur les 955 dossiers transmis par la Commission de recours individuel (CRI) à la CCSR, 921 avaient été traités et 34 étaient en cours d'examen.

<b>Décisions de classification/avenants confirmés par la CRI</b>	<b>733</b>
– dont recours rejetés	726
– dont recours déclarés irrecevables	7
<b>Décisions de classification/avenants modifiés</b>	<b>92</b>
– dont recours admis par la CRI	24
– dont conventions conclues dans le cadre de recours	68
<b>Dossiers en cours de traitement</b>	<b>130</b>
– dossiers traités par la CCSR	34
– dossiers en attente d'une décision de la CRI	96
<b>Total</b>	<b>955</b>
<hr/>	
Nb de dossiers archivés par la CRI	779
Nb de dossiers pendants auprès du Tribunal cantonal	4

## Observatoire des métiers & Rémunération

### Nouvelle modalité de rémunération du personnel auxiliaire

Le domaine a travaillé à l'introduction des nouveaux barèmes de rémunération pour le personnel auxiliaire, afin d'introduire:

- le versement d'un 13<sup>e</sup> salaire;
- des modalités de valorisation régulière et automatique des tarifs en fonction de l'âge;
- une meilleure prise en compte des exigences requises pour l'exercice de l'activité auxiliaire et leur valorisation.

### Organisation, rémunération et monitoring (ORM)

Un support de formation relatif au contrôle et à la validation des fixations de salaires initiaux (FSI) a été développé et une première session de formation proposée aux partenaires du réseau RH. Des formations ont également été proposées aux utilisateur-trice-s de la solution «cockpit RH» afin d'explorer ces tableaux de bord et indicateurs de manière dynamique. L'unité a encore été active dans les déterminations techniques, en collaboration avec la Cellule du contentieux, du nouveau système de rémunération (CCSR).

### Salaires et assurances sociales (S&A)

La section a effectué le versement des salaires du personnel de la Ville dans le respect des délais imposés; elle a édité 8'470 certificats de salaires. Toutes les tâches ont pu être transférées malgré la mise en place du télétravail, sans dégradation des prestations.

En parallèle, elle a mené des paramétrages et validation de paie en test pour garantir le succès de la mise en place du projet lié aux modifications des conditions de rémunération des auxiliaires selon les barèmes validés par la Municipalité.

La caisse déléguée d'allocations familiales a versé CHF 12'436'506.- d'allocations familiales à 1'771 bénéficiaires.

Durant l'année 2020, 1'226 annonces de déclaration d'accident ont été vérifiées et transmises aux assureurs LAA AXA et SUVA.

## Management RH & Conditions de travail (MRH&CT)

### Développement et apprentissage

Le Centre d'éducation permanente pour la formation continue du personnel (CEP) a enregistré 336 inscriptions aux cours catalogues pour un total de 674 journées individuelles de formation et 565 inscriptions aux programmes spéciaux, représentant 410 jours de formation (cours réservés uniquement aux employé-e-s de la Ville et pris en charge par les services et/ou le budget alloué aux services par le SPEL, ceux-ci étant obligatoires). On relève la participation de 131 personnes aux formations dites sur mesure (FSM), dans le cadre de 9 mandats.

La crise sanitaire a fortement perturbé la fréquentation des cours en présentiel et le CEP a mis en place, en collaboration avec la Ville, plusieurs cours en ligne. Au total ce sont 8 nouveaux cours à distance et une dizaine de sessions qui ont été organisés fin 2020.

La Municipalité a œuvré pour soutenir les jeunes Lausannoises et Lausannois dans leur transition vers le monde professionnel, rendue plus difficile par la crise sanitaire et économique. Dès lors, 22 places d'apprentissage supplémentaires ont été créées sur un total de 95 apprenti-e-s de 1<sup>re</sup> année pour la rentrée 2020. De plus, 31 apprenti-e-s sortant-e-s, sur 68 promu-e-s, ont été engagé-e-s avec un contrat d'auxiliaire à l'issue de

leur formation. A la rentrée scolaire 2020, l'administration communale comptait au total 206 apprenti-e-s, formé-e-s dans une trentaine de professions en vue d'obtenir un certificat fédéral de capacité (CFC) ou une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

Le centre de formation des apprenti-e-s du SPEL (CFO) s'est agrandi et compte désormais 23 apprenti-e-s employé-e-s de commerce et 4 médiaticien-ne-s. Tout-e-s les apprenti-e-s du CFO ont terminé avec succès leur formation (9 au total) et ont été engagé-e-s en qualité d'auxiliaires dans différents services de la Ville après l'obtention de leur CFC.

### Qualité de vie au travail

Le déploiement du projet Aménagement du temps de travail (ATT) est arrivé à son terme en 2018. Les 40 services de l'administration appliquent la nouvelle réglementation et environ deux tiers des collaborateur-trice-s (3'800) gèrent leur temps de travail sur le logiciel TimeTool. Le solde n'est pas en mesure de l'utiliser pour des raisons de contraintes horaires et d'accessibilité, comme notamment les sapeuses-pompières et sapeurs-pompier, le personnel de terrain du Corps de police ainsi que quelques divisions et unités du Service d'accueil de jour de l'enfance et du Service des écoles primaires et secondaires (SEP+S).

L'unité a poursuivi le déploiement du programme Bien-être au travail et gestion des absences (BEST), en vue d'une mise en œuvre généralisée à fin 2020. Le SOI et le SEP+S ont clôturé ce déploiement.

Les formations BEST destinées aux cadres des services ainsi qu'aux nouvelles et nouveaux cadres nommés en 2020, ont été réparties de la façon suivante:

Type de formation	Nombre de sessions de formations	Nombre de participant-e-s
Cours de base (1 jour)	4 (3 ayant dû être annulées en raison du Covid-19)	56
Retour d'expérience (1/2 jour)	9	62

Les indicateurs mis en place ont permis d'identifier 396 cas d'absence de courte durée répétée, occasionnant des entretiens BEST dans l'ensemble des services. La prestation de garde d'enfants pour le personnel est gérée par le comité de l'association des garderies de Tivoli et Vinet au travers de l'association Les Toupies à laquelle participe l'unité.

### Espace Enfance Vinet

Nombre de places au total	Taux d'occupation moyen	Places occupées par les employé-e-s	Taux d'employé-e-s habitants Lausanne	Part financée par le SPEL	Part financée par le SAJE
44	88.85%	15.86	44%	32.09%	67.91%

### Garderie de Sébeillon-Est

Nombre de places au total	Taux d'occupation moyen	Places occupées par les employé-e-s	Taux d'employé-e-s habitants Lausanne	Part financée par le SPEL	Part financée par le SAJE
44	80.68%	5.85	56%	12.54%	84.24%

Par ailleurs, la prestation d'accueil d'urgence pour le personnel communal a apporté une solution de garde à deux familles durant l'année.

Concernant la consultation sociale, 159 personnes ont été suivies en 2020, dont 52 nouvelles situations. S'y ajoutent des entretiens téléphoniques qui n'ont pas donné lieu à une ouverture de dossier; ils se sont principalement concentrés sur la période post-confinement et la seconde vague, avec une augmentation forte à l'approche de la fin de l'année du nombre d'entretiens téléphoniques.

11 personnes ont bénéficié d'un soutien du Fonds de secours en faveur du personnel communal, pour un total de CHF 32'594.10. Le Comité du Fonds de secours a statué et accepté dix nouvelles demandes pour un montant total de CHF 29'722.55.

### Recrutement et mobilité professionnelle

L'unité a assuré la publication de 394 offres d'emploi en format digital (portail emploi Ville de Lausanne et plateforme Monster.ch) et de 124 postes dans la presse. Le développement d'une collaboration plus étroite avec le journal 24Heures a permis le placement optimal de nos annonces dans la rubrique Fonction publique du cahier Emploi. Une phrase spécifique valorisant l'égalité et la diversité a été introduite dans toutes nos annonces presse. Un partenariat a été signé avec le groupe JobCloud incluant la publication des annonces d'emploi de la Ville de Lausanne sur le site jobup.ch et l'utilisation gratuite d'un outil de gestion de candidatures. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2020 la plateforme jobup.ch a remplacé la plateforme monster.ch et tout le réseau RH de la Ville jouit depuis d'une gestion automatisée des dossiers de candidatures permettant un gain de temps important, un suivi de qualité, une marque employeur et une expérience candidat renforcées.

## **Droit du personnel et procédures (DPP)**

Suite à l'adoption, par le canton de Vaud, le 20 mars 2020, d'une Directive relative aux procédures administratives au sein des administrations cantonales et communales limitant au maximum l'activité de l'administration, aucune décision importante n'a été notifiée et les procédures mises en suspens durant le semi-confinement ont été traitées à compter de la mi-juin. L'unité a traité les aspects juridiques importants liés à la crise, allant des indemnités pour RHT et questions de protection des données du personnel eu égard à la loi sur les épidémies à la mise à jour régulière de la Foire aux questions (FAQ), accessible à tout le personnel communal.

En 2020, les juristes ont traité 115 fins de rapports de travail litigieux, dont 92 aboutissent à un licenciement/résiliation de contrat ou à une convention de départ, 11 dossiers clôturés sans suite et 12 en cours au 31 décembre 2020. Ont également été traitées 39 procédures de mises en demeure, dont 31 dossiers finalisés, 5 dossiers qui n'ont pas abouti et 3 dossiers en cours au 31 décembre 2020. La commission paritaire a été saisie à deux reprises. Les juristes ont également traités 10 cas de transfert, dont 5 réglés par voie de convention et 5 par voie de décision ou formule administratives. Le domaine a été amené à réviser, préciser ou abroger 23 instructions administratives et 9 directives RH municipales ainsi qu'à répondre à plus de 1'200 sollicitations juridiques – sans compter les nombreuses questions relatives aux conséquences de la crise sanitaire sur les rapports de travail, émanant des différents services de la Ville (droit du travail, tant public que privé; droit administratif, protection des données; droit des obligations; etc.), dont plus d'une centaine concernent des situations visant à recadrer les relations de travail (mises en demeure, avertissements, etc.), généralement en présence d'avocat-e-s ou de représentant-e-s des syndicats. Elle a également effectué 11 avis de droit étayés.

Le domaine a traité 18 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, (dont 6 clôturés et 12 encore en cours).

## **Qualité, administration du personnel & SIRH (QUASYS)**

### **Unité Administration RH**

Suite au transfert de la fixation du salaire initial au domaine OMR en 2019, l'unité s'est recentrée sur les processus de gestion.

Les procédures de substitution mises en place pendant le semi-confinement donnant pleine et entière satisfaction, la Municipalité a décidé de pérenniser un certain nombre de pratiques (circulation exclusivement par voie électronique et simplification du parcours de validation). Dans le même temps, il a également été possible de revoir certains processus, et d'entériner un certain nombre de règles, permettant de clarifier et de fluidifier les pratiques, ce qui a permis de garantir toutes les prestations à l'arrivée de la deuxième vague de la pandémie.

Le projet de dématérialisation des dossiers du personnel, a été interrompu au tout début de l'année 2020, en raison d'un manque important de ressources (les opérateur-trice-s de saisie ont dû être réquisitionnés pour effectuer d'autres tâches) mais aussi afin de pouvoir mener un état des lieux approfondi de la situation. A l'orée de l'année 2021, le plan de classement a pu être affiné, et un certain nombre de règles de gestion ont pu être élaborées; elles devraient permettre, à moyen terme, la reprise de la numérisation, mais surtout l'utilisation de la gestion électronique des documents (GED) comme outil de gestion et de consultation des dossiers.

### **Qualité et SIRH**

L'année 2020 a vu l'arrivée d'une nouvelle cheffe de projet SIRH et la mise en place de quatre lots de livraison d'évolutions fonctionnelles spécifiques permettant d'améliorer les outils métier (amélioration du module FSI, nouvelles requêtes d'extraction, listes d'autocontrôles, automatismes dans l'ouverture des comptes PeopleSoft, etc.). L'unité a également collaboré à la mise en œuvre de projets spécifiques pour le SPEL (notamment les e-processus et la rénovation la plateforme de recrutement Jobs pour l'unité Recrutement & Mobilité), et pour d'autres services, comme la préparation d'un outil de gestion de planification pour le Service de protection et sauvetage.

## **Domaine santé et sécurité au travail (DSST)**

### **Réinsertion professionnelle**

La réinsertion professionnelle s'inscrit, pour ce qui concerne les absences de longue durée, dans les démarches prévues par le projet BEST. Dans ce cadre, les conseiller-ère-s DSST et la gestionnaire de dossiers accompagnent et conseillent tous les acteurs internes et externes concernés et coordonnent les actions pertinentes, dans le but de favoriser leur retour au travail, si possible dans leur activité habituelle, voire dans une activité adaptée ou dans une réinsertion professionnelle.

Durant la phase de préparation de l'externalisation auprès d'Unisanté, effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le DSST a collaboré avec le médecin du travail d'Unisanté afin d'obtenir le pronostic de reprise ainsi que les limitations fonctionnelles, permettant ainsi la mise en place de mesures favorisant le retour et/ou le maintien en emploi.

En 2020, seules 364 situations individuelles d'absence de longue durée ont été annoncées; cette diminution s'explique par la situation particulière en lien avec la crise sanitaire, les services ayant suspendu leurs annonces.

Au 31 décembre, 144 situations individuelles annoncées en 2020 font encore l'objet d'un suivi par les conseiller·ère·s DSST et la gestionnaire de dossiers.

### Collaboration avec l'assurance invalidité

21 situations individuelles ont fait l'objet d'un dépôt d'une demande auprès de l'Office de l'Assurance Invalidité (OAI) du Canton de Vaud; de nombreuses mesures professionnelles favorisant le maintien en emploi financés par cet assureur ont été mises en place.

### Médecine du travail

Le projet d'externalisation de la médecine du travail à Unisanté s'est concrétisé et l'externalisation est opérationnelle à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021; elle permettra de:

- bénéficier d'une organisation professionnelle médicale importante et reconnue;
- garantir une continuité des prestations assurées par plusieurs médecins;
- offrir un cadre de prestations en santé au travail indépendant et de qualité.

Une équipe projet au sein du DSST a été mise en place afin de définir les processus de gouvernance et les modalités de collaboration entre la Ville et Unisanté.

Les prestations suivantes ont été externalisées:

- examens d'embauche et examens périodiques;
- évaluations médicales dans le cadre d'un suivi individuel avec ou sans absence;
- vaccinations;
- dépendances;
- ergonomie;
- campagnes de prévention.

Le personnel en charge de la médecine du travail a été transféré à Unisanté (deux infirmières et un ergonome). L'activité relative aux prestations de médecine du travail a été fortement impactée par la gestion de la pandémie.

La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 2020 a rencontré un franc succès, avec la vaccination de 550 collaborateur·trice·s; 112 bons de délégation ont été remis aux collaborateur·trice·s pour se faire vacciner chez leur médecin traitant ou en pharmacie. 24 aspirant·e·s de police ont bénéficié d'un suivi vaccinal pour les risques infectieux liés à leur activité. Les vaccinations courantes (diphtérie, tétanos, coqueluche, hépatite A + B) et la poursuite des vaccinations collectives contre l'encéphalite à tiques (FSME) ont été réalisées auprès du personnel exposé aux morsures de tiques dans leur activité professionnelles.

### Sécurité au travail

L'ingénieur sécurité et son équipe collaborent activement avec les répondant·e·s sécurités (RS) des services pour tous les aspects liés à la santé – sécurité dans le cadre de la période de transition du DSST avec les départs de l'ergonome et de l'équipe de la médecine du travail. Avec la crise sanitaire, les activités et la coopération avec le réseau RS se sont particulièrement focalisées sur les mesures visant à endiguer la pandémie.

### Chiffres clés

Portfolios des dangers disponibles pour les services	35
Portfolio des dangers en cours	4
Analyses des chaînes de secours effectuées par service	34
Analyses des chaînes de secours en cours	5
Analyses de dangers pour maternité/allaitement	72
Formations internes (269 participant·e·s)	21
Commissions de sécurité: 3 commissions x 4 séances	0+
Interventions auprès des services	245*

+ Toutes les commissions de sécurité ont été annulées en raison de la crise sanitaire.

\* Ce chiffre comprend les conseils, les évaluations, les accompagnements et les rapports de mise en conformité pour les thèmes principaux traités suivants: visites de sécurité, analyses de risques spécifiques, analyse d'incidents, analyse des besoins en premiers secours, substances chimiques, travaux en hauteur ou en espaces confinés, portfolio des dangers, prévention incendie et contre les explosions (ATEX), concept d'évacuation, formations internes.

## Ergonomie

Au cours de cette année d'activité 2020, l'ergonome a réalisé les interventions suivantes:

- 74 visites de postes de travail pour des personnes présentant une problématique de santé avérée, des douleurs ou un inconfort en vue d'améliorer l'adéquation entre la personne et son activité. Cela comprenait une visite, la rédaction d'un rapport, éventuellement une séance de restitution ainsi qu'un suivi (essais, prêt de matériel, aide à la prise en main);
- 5 interventions collectives dans un objectif de prévention de la santé de plusieurs collaboratrice-teur-s, comme par exemple l'amélioration de l'environnement de travail (lumière), des postes de travail ou de l'organisation du travail;
- 3 interventions dans des projets de conception de nouveaux espaces de travail ou du choix de nouveaux équipements de travail;
- animation de quatre sessions de formation pour des collaboratrice-teur-s de la ville relatives à l'installation aux postes informatiques.

# Service des routes et de la mobilité (RM)

## Principales missions du service

### Direction

- pilotage du service
- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaborateur-trice-s, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits
- gestion du système qualité
- pilotage des investissements et des recettes liées aux projets
- gestion du budget annuel de fonctionnement
- gestion de la communication
- supports opérationnels
- gestion du secrétariat et rédaction des courriers ainsi que des documents en relation avec les autorités politiques
- gestion de la publicité visible depuis le domaine public (hormis celle liée aux commerces) et de la signalétique urbaine
- gestion et maintenance des technologies de l'information métiers du service: conception et gestion du système d'information sur le territoire en répondant aux objectifs du service en matière d'indicateurs
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail

### Mobilité

- planification de la mobilité urbaine
- production de la brochure Observatoire de la mobilité lausannoise
- définition et mise en application de la politique du stationnement sur le domaine public; gestion du trafic par le biais de la programmation de la signalisation lumineuse
- coordination des chantiers communaux et interventions sur le domaine public visant à appliquer une stratégie garantissant l'accessibilité en ville, à minimiser les impacts pour les usager-ère-s et riverain-e-s et maîtriser l'enveloppe financière globale interservices
- gestion et maintenance de l'ensemble des infrastructures de la régulation lumineuse, des caméras de télé-circulation, des horodateurs, des bornes escamotables et des compteurs de trafic permanents, suivi et développement de ces équipements ainsi que de leurs centrales de surveillance

### Espaces publics

- conception des aménagements urbains en répondant aux objectifs de qualité de l'espace public, de mobilité, d'accessibilité et de rôle social de l'espace rue
- promotion de la mobilité active (piéton-ne-s et vélos)
- analyse des projets de construction privés soumis par le Bureau des permis de construire; vérification de la conformité des aménagements autorisés dans les espaces frappés par les limites des constructions

**Construction et Maintenance**

- gestion et maintien du patrimoine des aménagements urbains (espaces publics) et portuaires
- direction générale ou locale des travaux de génie civil
- développement, entretien et conformité de tous les ouvrages d'art sis sur le domaine public
- réalisation de nombreuses interventions d'entretien constructif spécifiques du domaine public (pavage, entourage d'arbres, maintenance d'ouvrages, réfections localisées et travaux de sécurisation)

**Ateliers et magasins**

- support logistique aux autres services de la Ville et prestations artisanales (ateliers de signalisation verticale, de serrurerie, de marquage routier, de menuiserie, de signalétique, d'électricité, gestion et distribution des carburants, de matériels et de pièces
- entretien de la quasi-totalité des poids lourds de la Ville (plus de 600 unités) par les ateliers de mécanique et de carrosserie
- entretien des installations mécaniques sur le domaine public
- mise à disposition de matériel lié aux manifestations
- prestations de transport, curage des sacs de routes, fosses
- pilotage du service hivernal
- gestion de l'occupation du domaine public et des permis de fouille
- réservation des places de stationnement (déménagements, livraison de mazout, etc.)
- gestion des refuges de Sauvabelin
- surveillance de la bienfacture des travaux privés exécutés sur le domaine public

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (R&M)	6.70	6.60	6.70	6.60
Cellule RH (R&M)	3.60	3.30	3.60	2.70
Conception	10.60	10.30	11.60	10.20
Coordination de projets majeurs	2.00	2.00	3.00	3.00
Direction (R&M)	8.00	8.00	9.50	8.00
Entretien du patrimoine	5.00	5.00	5.00	4.80
Exploitation (R&M)	7.00	6.90	7.00	7.00
Finances et Communications	4.20	3.70	4.20	3.70
Génie civil (R&M)	11.00	10.00	11.00	9.80
Informatique – RM	4.00	3.90	4.00	3.90
Mobilité (R&M)	10.80	9.70	10.80	9.70
Office signalétique urb. (R&M)	2.00	2.00	2.00	2.00
Police des constructions (R&M)	1.00	1.00	1.00	1.00
Réalisation	7.00	5.00	6.00	4.00
Surveillance dom. public (R&M)	6.50	6.50	6.50	6.50
Unité garage (R&M)	17.00	17.00	17.00	16.00
Unité services généraux (R&M)	9.50	8.90	8.90	8.90
Unité signalisation (R&M)	29.50	27.40	29.50	27.40
Unité transports (R&M)	27.00	26.20	27.00	26.00
Unité travaux (R&M)	27.00	21.00	25.00	21.80
<b>Total service</b>	<b>199.40</b>	<b>184.40</b>	<b>199.30</b>	<b>183.00</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-0.10</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration (R&M)	8	6.60	8	6.60
Cellule RH (R&M)	5	3.30	4	2.70
Conception	12	10.30	12	10.20
Coordination de projets majeurs	2	2.00	3	3.00
Direction (R&M)	8	8.00	8	8.00
Entretien du patrimoine	5	5.00	5	4.80
Exploitation (R&M)	7	6.90	7	7.00
Finances et Communications	5	3.70	5	4.60
Génie civil (R&M)	10	10.00	10	9.80
Informatique – RM	3	3.90	3	3.00
Mobilité (R&M)	10	9.70	10	9.70
Office signalétique urb. (R&M)	2	2.00	2	2.00
Police des constructions (R&M)	1	1.00	1	1.00
Réalisation	5	5.00	4	4.00
Surveillance dom. public (R&M)	7	6.50	7	6.50
Unité garage (R&M)	17	17.00	16	16.00
Unité services généraux (R&M)	11	8.90	11	8.90
Unité signalisation (R&M)	28	27.40	28	27.40
Unité transports (R&M)	27	26.20	27	26.00
Unité travaux (R&M)	21	21.00	22	21.80
<b>Total service</b>	<b>194</b>	<b>184.40</b>	<b>193</b>	<b>183.00</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration (R&M)	1	1
Finances et Communications	1	1
Génie civil (R&M)	1	2
Ressources & Budget	1	–
Unité Garage (R&M)	2	1
Unité signalisation (R&M)	–	1
Unité transports (R&M)	1	1
<b>Total service</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	20	19
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>20</b>	<b>19</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	1
Démission	10
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>20</b>



## Evènements marquants

Le service a adapté son organisation pendant les deux périodes de confinement. Les activités administratives ont pu être réalisées à distance dès le premier jour, sans dégradation de la qualité du service aux citoyen-ne-s. Tous les aspects critiques ont toujours été suivis et les interventions non urgentes des Ateliers et magasins de la Ville (AMV) et de l'unité travaux (UTX) des mois de mars et avril ont été reportées. Certains chantiers ont aussi dû être suspendus ou reportés, comme les travaux du Pont Chauderon, phase 2 des travaux initiés en 2017, qui ont subi un retard d'une année.

## Principales activités 2020

### Direction

Conformément au Programme de législature 2016-2021, le service a déployé la politique de mobilité et des espaces publics en favorisant notamment la mobilité douce et les transports publics. Ainsi l'année 2020 a été marquée par les éléments suivants:

- réalisation d'une vingtaine de nouvelles zones de rencontre permettant la modération du trafic et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers ainsi que de sept nouvelles zones 30;
- réalisation de 7.66 km d'aménagements cyclables dans le cadre des «mesures Covid», notamment rue St-Martin, avenue d'Ouchy, avenue de France, rue de Genève, avenue des Plaines-du-Loup et avenue Collonges;
- première campagne de dérégulation des passages piétons;
- coordination des projets d'infrastructures majeurs tels que le tunnel du LEB, les futurs chantiers du m2/m3, du tramway t1 dont la Décision d'approbation des plans (DAP) relatif à la 1<sup>re</sup> étape est entrée en force, et de la gare de Lausanne.

### Communication

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire qui a profondément modifié l'agenda. Des chantiers se sont trouvés à l'arrêt et des événements publics ont été annulés. L'Unité a répondu aux nombreuses sollicitations politiques et médiatiques, organisé une séance publique, deux conférences de presse, deux inaugurations durant la semaine de la mobilité, et réalisé des publications médias, internet, intranet, réseaux sociaux et autres supports de communication.

Les «mesures Covid» ont bénéficié du soutien de l'équipe communication avec la réalisation de nombreux supports médiatiques, de l'affichage et des rencontres avec des acteurs locaux. L'accompagnement des projets et chantiers d'importance s'est également poursuivi à l'instar de la campagne contre le bruit routier.

La présence sur les réseaux sociaux et notamment sur Facebook a été renforcée avec des publications portant sur quatre thématiques: la campagne «école»; les «mesures Covid»; les projets et chantiers en cours; les posts «Informer, le savez-vous?».

## Supports opérationnels

### Finances

Le service pilote 23 crédits d'investissements et six comptes d'attente, d'un montant de CHF 92 millions et a émis trois demandes de crédits d'investissements.

Les projets du service ont bénéficié de subventions cantonales et fédérales d'un montant total de CHF 399'000.- au titre de subventions en faveur des mesures d'assainissement du bruit et des mesures lausannoises du projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM).

### Administration

Le service a rédigé 184 décisions municipales et répondu à 941 courriers, ce qui correspond à une hausse de plus de 20% par rapport à 2019:

23	Direction et coordination (sujets divers)
216	Construction et maintenance (chantiers, dégradation du domaine public, etc.)
437	Espaces publics (aménagement du domaine public, zones modérées, vélos, piéton-ne-s, signalisation, etc.)
234	Mobilité (gestion de la circulation, régulation du trafic et signalisation lumineuse, stationnement, etc.)
28	Office de signalétique urbaine (affichage, campagnes politiques et votations)
3	Ateliers et magasins de la Ville (dénivellement, service hivernal, chaussées, trottoirs, installations mécaniques, etc.)

### Office de signalétique urbaine (OSU)

En 2020, l'OSU a assuré les missions suivantes:

- dénomination de rues: attribution du nom «place du 14-Juin» au lieu-dit Saint-Laurent, afin d'améliorer la visibilité des femmes dans l'espace public; mise en place de trois plaques d'information sous chacun des panneaux de l'avenue Louis-Agassiz mentionnant explicitement que Louis Agassiz a soutenu des théories racistes et anti-évolution;
- pose d'une plaque commémorative honorant Jaquette de Clause, une des premières femmes du Canton de Vaud à avoir été condamnée pour sorcellerie et emprisonnée au château d'Ouchy en 1469;
- pose de 41 plaques de rues en remplacement de plaques usagées ou en complément de celles existantes, afin de faciliter l'orientation des usager-ère-s;
- gestion de l'affichage culturel et du réseau de banderoles Ville qui, suite à l'épidémie de Covid-19, a été centralisée afin de réduire au maximum les risques d'erreurs, vu les très nombreuses annulations et les reports;
- marquage au sol: mise en place d'un marquage «tenir sa droite» sur les escalators communaux pour améliorer la déambulation des piéton-ne-s; analyse sur site, autorisation et suivi de la pose de cheminements piétonniers au bénéfice des tl afin de faciliter le cheminement piétonnier lors de l'interruption du métro m1 et de les guider vers le service de remplacement par bus entre l'EPFL et Lausanne;
- prestations particulières pour diverses manifestations: exposition sur le Grand-Pont de 15 portraits de Lausannoises et Lausannois; exposition photos au parc de Milan par l'Association transports et environnement (ATE) à l'occasion des 20 ans du Pédibus sur le thème Portraits d'enfants sur le chemin de l'école; exposition BDFIL délocalisée suite à la pandémie dans différents lieux: affichage culturel, visuels sur palissade, oriflammes suspendus, banderoles, drapeaux, giganto;
- délivrance d'une cinquantaine d'autorisations de panneaux de chantier et de location, en très forte diminution suite à la pandémie;
- poursuite de la mise à jour de la signalétique suite à l'adoption de la nouvelle charte visuelle des bâtiments administratifs: nouvelle entrée du Service social Lausanne à Chauderon 4. Signalétique provisoire installée à Riponne 10, Chauderon 9, Escaliers-du-Marché 2, Louve 1;
- prise en charge de travaux graphiques pour le service tels que infographies, affiches, bâches, flyers, panneaux, photomontages, déclinaisons pour des publications Facebook relatifs entre autres aux projets suivants: zone piétonne de la Cité, réaménagements Pré-du-Marché, Mon-repos – Mousquines, «Rues vivantes», P+R (horodateurs), campagne de prévention du bruit routier et mosaïque «Passage Chauderon».

### Groupe informatique

La pandémie de Covid-19 a bouleversé les priorités du groupe informatique afin d'apporter le soutien indispensable à la mise en télétravail accélérée du personnel du service.

Le groupe informatique a aussi réalisé les projets suivants:

- virtualisation des postes métiers dit «DAO», permettant une évolution significative des outils mis à disposition des technicien-ne-s et dessinateur-trice-s en génie civil;
- remplacement des solutions logicielles de l'atelier de signalisation et mise en service d'une nouvelle infrastructure d'intervention sur les appareils liés à la RPLP à l'atelier garage;
- adaptation des bases de géodonnées afin d'y intégrer les spécificités relatives aux «mesures d'aménagement Covid»; migration de 50% des bases de géodonnées vers le nouveau cadre de référence fédéral MN95;
- implémentation du logiciel de gestion de projet Planisware Orchestra, basé sur les phases de projet SIA, en vue de son déploiement au sein du service début 2021

- (logiciel permettant une gestion de projet selon la méthodologie Agile, tout en intégrant un suivi basé sur les phases SIA, régissant les projets de construction);
- enregistrement de plus de 9'000 prestations dans le portail des prestations de la Ville, à l'intention des services de l'administration.

### **Santé et sécurité au travail**

Un système d'exosquelette léger, de type «Liftsuit» a été testé à l'unité garage. Celui-ci permet de soulager de manière conséquente la fatigue physique lors de la pose de pneus sur les camions de la Ville. L'usage de cet exosquelette a ensuite été testé dans différents services de la Ville, en vue d'une utilisation plus large à très court terme.

## **Projets d'infrastructures majeures de transports publics**

La structure de la cellule a été renforcée (+1 ept) en prévision du démarrage du chantier de la ligne de tramway t1 afin de se conformer aux engagements pris lors de la signature de la convention de gouvernance et se compose désormais de quatre collaborateurs à plein temps.

### **Mise en souterrain du LEB**

Le déroulement des travaux du LEB a subi quelques complications et imprévus géologiques engendrant des retards. La Ville a établi un projet de convention destiné à clarifier les rôles et responsabilités des partenaires, en prévision du démantèlement des voies ferrées de l'avenue d'Echallens, qui sera réalisé à partir du mois de septembre 2021, conformément au planning; la délégation de l'ensemble des travaux de réaménagements des espaces publics au Service des routes et de la mobilité dans la continuité des travaux pilotés par le LEB permettra d'en limiter les désagréments pour les riverain-ne-s et d'améliorer la sécurité des usager-ère-s. Sous réserve de l'accord des parties prenantes, la convention sera formalisée dans le courant du premier semestre 2021.

### **Tramway t1**

La détermination du Tribunal administratif fédéral (TAF) en faveur du projet du tramway et l'abandon de la rampe Vigie-Gonin ont permis d'aboutir à la Décision d'approbation des plans (DAP) en force. Cette décision devra néanmoins être formalisée au moyen d'une Procédure d'approbation des plans (PAP) complémentaire, qui peut encore faire l'objet d'oppositions. Des études visant à mettre en œuvre les mesures d'accompagnement à la non-réalisation de la rampe Vigie-Gonin sont en cours et permettront d'alimenter le dossier qui sera déposé à l'Office fédéral des transports (OFT) dans le courant de l'été 2021.

Les travaux pourront débuter au plus vite, soit à l'automne 2021, à l'exception du secteur concerné par l'abandon de la rampe. L'accord conclu mi-décembre entre la Ville de Lausanne, le Canton, les commerçant-e-s et les milieux économiques prévoit un certain nombre d'aménagements afin de garantir l'accès de la clientèle des magasins aux différents parkings du centre-ville.

### **Métros m2/m3**

Des négociations avec l'Etat ont abouti à la signature de deux conventions-cadres fixant les grands principes de réalisation, de répartition financière, de propriété et d'entretien; la Ville a également exigé l'établissement d'accords relatifs au traitement de parcelles spécifiques en vue d'obtenir la levée de l'opposition. Les accords devraient être validés début 2021.

La préparation de la seconde étape Flon – Blécherette a été lancée et les études d'aménagement des stations et de leurs émergences sont en développement. Ces dernières ont également permis d'identifier des enjeux et contraintes supérieurs qui feront l'objet de réflexions et d'accompagnement spécifiques.

### **Gare de Lausanne**

Le TAF a rejeté les recours relatifs à la décision d'approbation des plans de l'OFT, ce qui permet aux CFF de commencer les travaux comme prévu en été 2021, sauf recours au Tribunal Fédéral.

En prévision de l'impact considérable du chantier et de ses installations sur le domaine public, la Ville a recherché, en collaboration avec les CFF, des solutions permettant de garantir au mieux l'accessibilité et le stationnement (optimisation de l'organisation du chantier; compensations des places de stationnement dans les ouvrages et parcelles du domaine privé situés à proximité directe de la gare).

Afin de répondre aux sollicitations de la commission du Conseil Communal, la Ville a réalisé une étude spécifique de circulation afin de définir les lignes directrices nécessaires à la réalisation d'un espace de mobilité partagé. Ses conclusions permettront d'alimenter les études d'aménagement, adjugées en novembre 2020.

Dans le cadre des futurs aménagements en lien avec la place de la Gare et de ses rues adjacentes (accroches), la Ville a mené des discussions avec le Canton en vue de coordonner la réalisation des espaces permettant l'accès au pôle muséal de Plateforme 10; l'accord fera l'objet d'une convention actuellement en discussion.

## Mobilité

La mobilité urbaine a été largement impactée par la crise sanitaire, tant dans l'accompagnement des «mesures Covid» que dans le suivi des chantiers ou dans le cadre des mesures extraordinaires d'exploitation des feux routiers. La division a œuvré à la création et à la mise en place d'une mallette mobilité, permettant à tout-e nouvel-le habitant-e de découvrir les multiples offres attractives et durables en ville. Elle a également accompagné les mesures de circulation liées à la manifestation des JOJ et de Lausanne en jeux!.

Les «mesures Covid» ont fait l'objet d'un monitoring ciblé (fermeture au trafic de la rue Centrale les samedis, mesures vélos sur l'avenue de Provence, etc.), qui a permis notamment de mesurer le degré de satisfaction des usagères et des usagers et leur impact sur la mobilité.

Elle a participé au groupe de travail de l'Union des villes suisses (UVS) en vue d'une mise en lumière des outils permettant de développer des politiques de mobilité compatibles avec les enjeux climatiques, à diverses consultations liées à la révision partielle de la loi fédérale sur la circulation routière, à la loi cantonale sur la révision des taxes automobiles.

Enfin, elle a entamé le pilotage des réflexions stratégiques, en vue de consolider, auprès de la Municipalité, le dossier de reprise du parking de Montbenon à l'échéance du droit de superficie (2025).

La cellule planification a participé activement, en collaboration avec les tl, aux réflexions liées à l'évolution des transports publics dans le cadre de l'évolution du projet du tram ou du réseau 2030.

### Stationnement

La mise en service de l'application Paybyphone, qui offre la possibilité de payer son ticket de stationnement à l'aide de son smartphone et donc de s'affranchir de l'usage de la monnaie, permet de supprimer progressivement les appareils de lecture des cartes de crédit sur les horodateurs de voirie, utilisés pour le stationnement de courte durée et qui connaissaient des problèmes de fiabilité.

Le renouvellement du parc d'horodateurs se poursuit afin d'assurer, d'ici à 2022, la compatibilité de l'ensemble des machines avec une digitalisation de tous les titres et autorisations de stationner sur notre territoire. Toutes ces machines connectées ont également été mises à jour en les équipant de puces compatibles 3G et 4G, suite à la décision de la société Swisscom d'abandonner la technologie 2G à fin 2020.

### Nombre de places de stationnement sur le domaine public (2020: état provisoire à fin novembre)

	2005	2010	2019	2020
Payantes sur voirie	4'892	3'961	3'730	3'436
Payantes en parking-relais (P+R)	1'365	2'591	2'421	2'410
Payantes en parking longue durée (PLD)	1'079	2'639	2'660	2'660
Gratuites limitées (régies par disque)	11'093	13'317	12'303	11'905
Gratuites illimitées	3'325	3	-	-
<b>Total net</b>	<b>21'754</b>	<b>22'511</b>	<b>21'114</b>	<b>20'411</b>

Enfin, les possibilités de stationner au mois sur les parkings longue durée du Comité international olympique (CIO) et du Chalet-des-Bains ont été supprimées afin d'offrir des possibilités de parcage des promeneur-euse-s et client-e-s des établissements publics du bord du lac.

### Coordination des chantiers

Des chantiers d'envergure, impactant la mobilité, tels que le pont Jurigoz ou la rue Belle-Fontaine, se sont terminés en 2020. Le chantier de modération (mise en zone 30) de l'avenue de Montoie a nécessité un suivi attentif afin de garantir son accessibilité. Le chantier de la salle du Capitole est quant à lui en phase préparatoire et nécessite une attention particulière afin de limiter ses impacts sur la mobilité de l'avenue du Théâtre.

### Gestion du trafic

L'année 2020 a été marquée par la mise en place de mesures extraordinaires suite à la crise sanitaire. Afin d'éviter tout contact avec le pousoir, les installations de régulation des carrefours et des passages piétons à feux, présentant aucun risque sécuritaire et enregistrant une importante baisse du trafic motorisé, ont été mises au clignotant; les phases vertes piétons ont été mises en place de manière cyclique et automatique pour les installations enregistrant un trafic trop important. Ces mesures ont été accueillies très favorablement durant le confinement et certains carrefours ont pu être maintenus au clignotant nocturne à la fin de la première vague.

Quelques installations de régulation du trafic ont été supprimées en 2020, suite au réaménagement d'espaces publics, ce qui a permis d'améliorer leur qualité tout en favorisant la fluidité du trafic et en garantissant la sécurité des usagères et des usagers; il s'agit principalement du carrefour Mon-Repos – Avant-Poste ou des passages piétons Belle-Fontaine – Toise et Montoie-Collège. D'autres installations ont été renouvelées, comme celle de Vennes-Sud sous la direction de l'Office fédéral des routes (OFROU). Enfin en vue d'améliorer

le confort et la sécurité des piéton-ne-s, il a été procédé à l'ouverture automatique des phases piétons de 26 installations, afin d'optimiser le temps d'attente des piéton-ne-s, et à la mise à jour de la programmation de 29 installations, ce qui a permis d'allonger la durée de la phase orange piétonne et d'améliorer ainsi le confort des temps de traversées.

### **Assainissement du bruit routier**

La campagne quinquennale de comptages multimodaux de Lausanne-Région, démarrée au début du mois de mars et alimentant les réflexions sur la maîtrise des objectifs en matière de politique de mobilité ou d'assainissement du bruit, a dû être interrompue suite à la pandémie et devrait reprendre au printemps 2021, en fonction des conditions sanitaires. Le déploiement du 30 km/h de nuit est toujours en cours de validation juridique par le Tribunal Cantonal, suite au recours d'un unique opposant. La méthodologie permettant le déploiement des mesures d'accompagnement, comme par exemple la pose de la signalisation fixe et d'une soixantaine d'indicateurs de vitesse a été mise sur pied. Un radar anti-bruit a été testé durant une campagne de sensibilisation et de prévention qui s'est déroulée pendant deux mois durant l'automne sur huit axes urbains déterminants, en collaboration avec le Corps de police. Au vu du test concluant, la Ville a décidé d'acquérir un appareil pour le tout début de l'année 2021.

## **Espaces publics**

L'année 2020 a été grandement marquée par la situation liée au Covid-19 et le déploiement en urgence, de mesures d'aménagement des espaces publics. La division a également poursuivi les études planifiées, en lien avec les grands projets ainsi que les étapes-clefs pour de nombreux projets d'amélioration de l'espace public.

### **Mesures Covid**

Dès la levée du confinement, au printemps 2020, la Ville a organisé le déploiement massif d'une série de mesures afin d'accompagner les évolutions de la mobilité urbaine, en particulier le désinvestissement des transports publics. Elles ont permis de faciliter le report vers les modes actifs plutôt que vers le trafic motorisé individuel, de soutenir l'économie, spécifiquement le commerce et la restauration, de faciliter le respect de la distanciation physique dans l'espace public, en particulier dans les rues fréquentées du centre-ville, et d'offrir des espaces de convivialité le temps de l'été.

Entre juin et novembre 2020, la Municipalité a déployé les mesures suivantes:

- traitement de plus de 200 autorisations de création ou d'extension de terrasses, dont une partie sur des places de parc;
- création de 7.66 km d'aménagements cyclables additionnels;
- aménagement d'une vingtaine de nouvelles zones modérées;
- fermeture au trafic motorisé et piétonisation de plusieurs rues et quartiers: quartier de la Cité, rue Centrale les samedis, quais d'Ouchy cet été;
- création de nouveaux espaces de séjour éphémères: aux abords de la Cathédrale, sur le belvédère de Benjamin-Constant, dans le quartier Grotte – Midi – Beau Séjour et dans le quartier de Montelly.

Ces mesures ont eu un impact significatif sur l'offre en stationnement avec la suppression provisoire d'environ 700 places. Plusieurs mesures compensatoires ont été mises en place afin d'en limiter l'impact sur les détenteurs de macarons, comme l'ouverture aux personnes qui détiennent un macaron des parkings Vélodrome, Fontaine-de-Cuivre et Ouchy).

Suite aux résultats du monitoring et aux retours encourageants, la Municipalité a décidé de pérenniser la majorité des mesures, ou de prolonger le test d'un an. Le financement est assuré par le biais des enveloppes financières accordées dans le cadre des préavis N° 2018/11 «*Rues vivantes – Aménagements urbains, valorisation des espaces publics et modération du trafic – Demande de crédits d'études et de réalisation*» (zones modérées, fermetures au trafic terrasses, espaces de séjour) et N° 2017/02 «*Stratégie et plan d'action en faveur de la sécurisation des itinéraires cyclables et piétonniers – Demande de crédits de réalisation*» (bandes cyclables).

### **Projets de modération et de requalification des espaces publics**

D'importants projets de requalification des espaces publics ont passé une étape clef:

- octroi du permis de construire et réalisation de la zone 30 de Montoie;
- octroi du permis de construire de la requalification et de l'extension de la rue piétonne de Pré-du-Marché – Clos-de-Bulle;
- octroi du permis de construire de la zone de rencontre des Jordils;
- mise à l'enquête de la zone de rencontre et de l'ascenseur public de Sévelin;

- finalisation du projet de zone de rencontre du Vallon, qui sera mis à l'enquête début 2021;
- finalisation du projet de requalification de la rue de la Mercerie, qui sera mis à l'enquête début 2021;
- réalisation d'une placette devant la piscine de Mon-Repos, répondant ainsi à une demande du Conseil communal, financée par le préavis Rues Vivantes;
- plan d'action pour le centre-ville découlant du diagnostic des espaces publics, qui sera financé par le préavis Rues Vivantes 2.

### **Projets en faveur de la mobilité active**

La division poursuit la réalisation de mesures en faveur des modes actifs par le biais de ses campagnes annuelles d'intervention, avec:

- la campagne d'assainissement de mise en valeur des itinéraires piétonniers en réallouant une partie de la chaussée et des places de stationnement en faveur de la mobilité active, par la création, la sécurisation ou encore la dérégulation de passages piétons existants;
- la poursuite des campagnes en faveur de la sécurisation du chemin de l'école avec une vingtaine d'interventions réparties sur le territoire lausannois.

### **Accompagnement des grands projets**

L'année écoulée a permis d'accompagner les projets suivants:

- remise au Conseil communal d'un préavis permettant de financer les études des interfaces du m3, confirmant la volonté d'accompagner les grands projets d'infrastructures par une requalification des espaces publics;
- démarrage d'études préliminaires en matière de mobilité, d'urbanisme et d'économie sur le site Europe – Centrale – Flon;
- poursuite du projet de requalification de l'avenue d'Echallens, en lien avec la mise en souterrain du LEB, en priorisant la mobilité active, les enjeux environnementaux et la coordination avec les activités de l'avenue (commerces, restaurants, hôpitaux...);
- poursuite de l'accompagnement des grands projets du Bureau de développement Métamorphose aux Plaines-du-Loup et de Pôle Gare, sous l'angle des espaces publics;
- démarrage des études du BHNS Pully – Saint-François;
- poursuite de la revue de projet du tramway et du BHNS Confrérie – Saint-François;
- poursuite de l'accompagnement de Riponne-Tunnel.

### **Etudes et démarches participatives**

Malgré un contexte sanitaire peu propice aux rencontres, la division a poursuivi ses efforts de concertation avec la population et les riverain-e-s et réalisé de nombreuses enquêtes relatives aux «mesures Covid», en particulier:

- enquête de satisfaction sur la piétonisation de la rue Centrale les samedis;
- enquête de satisfaction sur la piétonisation de la Cité;
- chantier participatif à Midi-Beau Séjour;
- enquête sur les pratiques de la place de l'Europe et de la place Centrale;
- diagnostic des usages de l'espace public sur l'avenue d'Echallens.

### **Procédures**

Le Bureau des permis de construire du Service d'urbanisme a transmis pour analyse quelque 810 dossiers de demandes de permis de construire ou d'autorisations relatifs à des projets de construction, transformation ou rénovation sur fonds privés. Concernant la signalisation, 76 prescriptions de trafic routier ont fait l'objet d'une publication dans la Feuille des avis officiels du canton de Vaud, et quatre projets ont été soumis à l'enquête publique selon l'article 13 alinéa 2 de la loi sur les routes.

## **Construction et maintenance**

### **Projets d'aménagements**

La division a piloté la construction et la mise en service du réaménagement de la rue Belle-Fontaine entre le carrefour Georgette et l'Avenue Mon-Repos. Ce projet s'inscrit dans le cadre des mesures d'accompagnement des projets du tramway et de bus à haut niveau de service (BHNS) visant à améliorer la sécurité des cyclistes et des piéton-ne-s sur la petite ceinture lausannoise. Ces travaux, terminés au mois de septembre 2020, ont permis la réalisation d'aménagements en faveur des vélos:

- création d'une deuxième bande cyclable d'une longueur de 75 m pour la voie de tout-droit avec un îlot de déviation franchissable dans la partie inférieure (Georgette – Rumine);
- création d'une voie cyclable séparée par un îlot de protection franchissable et potelets flexibles, d'une longueur de 175 m dans la partie supérieure (Rumine – Mon-Repos).

Ces aménagements améliorent la sécurité du carrefour Belle-Fontaine/Rumine et du carrefour Belle-Fontaine/Mon-Repos par la création de sas vélos – espaces aménagés spécialement pour les cyclistes dans un carrefour à feux – et facilitent la traversée de route, de par le balisage d'une bande centrale polyvalente.

Des aménagements en faveur des piéton-ne-s ont également été réalisés, tels que l'élargissement d'une partie du trottoir, la sécurisation de la traversée piétonne par l'élargissement d'îlots de protection, la suppression des feux au carrefour Belle-Fontaine/Toises. Ces mesures ont permis de renforcer les priorités piétonnières et d'améliorer la fluidité du trafic. En complément, un revêtement phono-absorbant permettant l'assainissement du bruit routier a été posé sur la totalité de la rue.

Le projet de requalification de l'avenue de Montoie, qui présente la particularité d'être un axe de transit en direction de l'autoroute (9'300 véhicules/jour) situé au cœur du quartier résidentiel de Montelly et abrite, au sud, une école primaire, est en cours d'achèvement. Afin de répondre aux principaux enjeux de modération de la vitesse et de sécurisation du déplacement des écoliers, le tronçon compris entre le temple de Sévelin, au nord, et le giratoire avec l'avenue de Cour, au sud, a été réaménagé en zone 30 et les aménagements suivants ont été réalisés aux portes d'entrées de la zone 30:

- rétrécissement localisé du gabarit de la route, afin de modérer les vitesses et d'empêcher localement le croisement de deux véhicules motorisés, et donc d'améliorer significativement la sécurité des piéton-ne-s traversant la chaussée;
- réaménagement des traversées piétonnes sur des décrochements verticaux de type plateaux;
- pose de bancs, facilitant notamment le repos des personnes à mobilité réduite (bancs-relais);
- remplacement du giratoire entre l'avenue de Montoie et le chemin de Montelly par un carrefour en priorité de droite, ce afin de diminuer l'espace dédié à la circulation des véhicules au profit d'espaces plus généreux pour les piéton-ne-s, d'un renforcement de l'arborisation et de la création de surfaces perméables;
- création de placettes de quartier offrant d'agréables espaces de séjour aux usager-ère-s.

La division a finalisé la construction de nouveaux aménagements cyclables et piétonniers sur l'avenue de Mon-Repos, l'avenue de l'Avant-Poste, l'avenue des Mousquines et le chemin de Bellevue, en réalisant:

- un nouveau quai et arrêt tl conforme à la loi sur l'égalité pour les personnes handicapées, à proximité du carrefour avec l'avenue Belle-Fontaine;
- une bande herbeuse, sur une longueur d'environ 150 m, sur le trottoir nord de l'avenue de Mon-Repos;
- un trottoir traversant, au sommet de l'avenue de l'Avant-Poste, prolongé d'une zone piétonne perméable en gras d'Enney;
- une porte d'entrée de la zone 30km/h sur l'avenue des Mousquines, avec modification de la géométrie de la chaussée, une zone piétonne perméable et la plantation;
- l'élargissement du trottoir existant ainsi que la pose de trois nouveaux mâts d'éclairage public en bas du chemin de Bellevue, couplé à la réalisation de deux bastions, en avancée de trottoir.

Le personnel de la division a enfin suivi l'avancement d'un grand nombre d'études en collaboration avec la division Espaces publics tout en leur apportant un soutien technique dès le démarrage des projets.

### **Entretien du patrimoine**

La section est principalement intervenue sur les objets suivants:

- 430 inspections et vérifications annuelles du patrimoine lausannois des ouvrages;
- pilotage des études des objets du PALM, tels que la passerelle Haldimand, les ascenseurs Sévelin/Sébeillon (la mise à l'enquête est terminée, les oppositions sont en cours de traitement) et Colline/Montelly ainsi que la liaison mobilité douce Martinet-Provence;
- des expertises ciblées sur des ouvrages nécessitant d'apprécier les besoins en travaux d'assainissement (tranchée couverte de Chauderon, Grand-Pont).

La campagne annuelle de réfection de revêtements bitumineux a permis de réaliser les tronçons avenue Mon-Repos, tronçon Belles-Fontaines – Léman, avenue Juste-Olivier, chemin Louis-Boissonnet 45-53, chemin du

Bois-Gentil, chemin de Montétan et avenue Marc-Dufour (tronçon Cécil – Ruchonnet), soit la pose de plus de 13'300 m<sup>2</sup> d'enrobés bitumineux répartis comme suit: 12'400 m<sup>2</sup> au titre des réfections de chaussée, 700 m<sup>2</sup> au titre des réfections de trottoirs et 200 m<sup>2</sup> au titre des réfections des arrêts de bus. Afin de répondre aux exigences d'assainissement du bruit routier, 75% de ces réfections de chaussée ont été réalisées en tapis phono-absorbant.

Divers travaux de réfection d'ouvrages ont été effectués tels que les murs de soutènement de Villard et de la rue de l'Ecole-Supérieure, l'escalier du chemin du Devin, la dalle de répartition de Grand-Vennes ou encore les confortements de talus au chemin du Calvaire.

La section a également effectué des travaux de sécurisation de tronçons routiers. Un montant d'environ CHF 350'000.- a été investi en 2020 afin de pallier les déficiences de structures routières et de garantir un niveau de service et de sécurité adéquat pour les usager·ère·s du domaine public (véhicules, bus tl, deux-roues, etc.).

La campagne de réfection des fontaines de la Ville se poursuit avec l'entretien ou la réfection de 12 fontaines.

Conformément à la planification initiale de réfection des garde-corps, la section est intervenue sur 450 mètres linéaires en 2020, en conformité selon les normes SIA 358 et VSS 640 568.

### **Unité travaux**

L'unité a largement participé aux travaux courants d'entretien du domaine public, ainsi qu'à un important effort d'entretien des zones piétonnes pavées du centre-ville et ce, malgré une interruption de deux mois due au semi-confinement, afin de supprimer notamment de nombreux reliquats de fouilles en enrobé dépréciant la qualité visuelle du centre historique. Elle a été l'une des actrices majeures de la mise en œuvre des mesures d'urgence liées à la crise sanitaire (campagne de mise en place de mobilier et pistes cyclables) et a également contribué à la bonne exécution de l'aire de jeu du Champ du Grand Chêne, en étroite coordination avec la déléguée aux places de jeux.

## **Ateliers et magasins de la Ville (AMV)**

### **Unité Services Généraux (USG)**

La pandémie Covid-19 et les restrictions sanitaires ont eu un impact notable sur les manifestations et les locations des refuges de Sauvabelin, avec à peine plus de 100 locations enregistrées pour le grand refuge et 150 pour le petit refuge, contre plus de 200 locations pour chacun d'entre eux en 2019. Les refuges ont été loués à 79% par des habitant·e·s lausannois·e·s.

Le nombre de manifestations bénéficiant d'un soutien logistique (transports, montage de scènes, etc.) ou de prêt/location de matériel (tables, chaises, char-pont, roulotte WC, drapeaux, etc.) a baissé drastiquement en 2020. Ce sont ainsi seulement 131 manifestations qui se sont déroulées, organisées à 90% par des externes. Cette période plus calme a permis d'assurer un entretien en profondeur du matériel, en particulier les tables et tables-bancs, habituellement très sollicitées. Les panneaux d'information (chantiers, informations sur les mesures sanitaires) ont, quant à eux, été utilisés en permanence dès le mois de mai.

### **Unité Garage (UGa)**

Au total, ce sont quelque 2'000 ordres de travail qui ont été réalisés. Durant le semi-confinement entre mars et mai, les collaborateurs de l'unité ont assuré toutes les réparations urgentes et nécessaires au maintien des activités indispensables (camions poubelles, brosses de trottoirs et de routes, etc.).

En matière d'équipements, un lift 6 tonnes combiné à double élévation, vieux de plus de 30 ans et ne répondant plus aux normes de sécurité, et un lift de 4 tonnes pour les machines communales, vieux de 15 ans, ont dû être remplacés. Enfin, il a été procédé au remplacement de l'installation de lavage primaire (décroissage) utilisée par plusieurs services communaux.

### **Unité signalisation et marquages (USM)**

L'atelier de signalétique a confectionné quelque 1'350 panneaux (signaux, flèches, etc.) et réalisé l'impression de plus de 4'800 affiches et autres autocollants. Il a également procédé au marquage de 18 véhicules de police. La remise à neuf des grands panneaux d'entrée de ville, propriété de Lausanne Tourisme, a débuté en 2020 et sera achevée au premier trimestre de 2021.

Les équipes de peintres en signalisation et les serruriers ont été particulièrement sollicitées dès mi-mai afin de mettre en place les nombreuses «mesures Covid» telles que l'extension du réseau de bandes cyclables, des zones de rencontres et des zones 30 km/h, les modifications du stationnement et la mise en place des extensions de terrasses.



### Unité transport (UTp)

Outre l'entretien de l'ensemble des sacs de routes du réseau routier lausannois, cette unité a répondu à environ 3'900 demandes de prestations émanant de l'ensemble des services communaux, chiffre en baisse suite à la baisse du nombre de manifestations.

L'unité a également assuré le pilotage général du service hivernal. L'hiver 2019-2020 a été particulièrement clément et les précipitations peu nombreuses comme en atteste le faible cumul de neige à En Marin, de 26 centimètres. Seules 36 interventions ont été nécessaires pour garantir la praticabilité du réseau routier et 185 tonnes de sel épandues durant le service hivernal 2019-2020. Le coût du service hivernal s'est ainsi élevé à 0.11 CHF/m<sup>2</sup> de patrimoine routier entretenu, soit aux antipodes de la valeur de l'hiver très rigoureux 2012-2013 dont le coût s'élevait à 1.17 CHF/m<sup>2</sup>.

Le parc de véhicules a été renouvelé avec l'acquisition d'un camion avec unité mobile de traitement des eaux, et d'un camion lift 7.5 tonnes, dédié au service hivernal et aux petites manifestations dans les endroits étroits et les parcs.

### Groupe de surveillance du domaine public

1'913 permis d'utilisation du domaine public ont été délivrés, soit une baisse d'environ 6% par rapport à 2019. Le nombre de chantiers privés a baissé de 10% alors que celui des chantiers publics a augmenté de 7%. Les recettes sont toutefois en diminution de CHF 600'000.-, suite notamment à la gratuité accordée aux entreprises occupant le domaine public lors du semi-confinement.

La facturation de 96 permis d'occupation aux services communaux commercialisés a rapporté un peu plus de CHF 66'000.- en 2020. Le nombre d'entreprises occupant temporairement le domaine public sans autorisation a diminué une nouvelle fois pour atteindre 228 cas (321 cas en 2019). La charge de travail induite par ce type d'infraction a conduit à facturer aux contrevenant-e-s des émoluments à hauteur de CHF 56'000.-.

L'entretien courant des abribus et les actes de vandalisme ont nécessité 155 interventions en 2020 (123 en 2019); les actes de vandalisme ont connu une hausse sensible (56 cas en 2020 contre 19 en 2019).

Enfin, 368 cas d'accidents ayant entraîné des dégâts au domaine public et 87 cas de vandalisme ont été traités en 2020; ils ont donné lieu à la perception d'indemnités de environ CHF 230'000.- auprès de leurs auteur-e-s ou des assurances.

### Statistique des demandes du portail de prestations

Demandes reçues	2018	2019	2020	Différence
Appareilleur	170	147	155	8
Carrosserie	13	4	20	16
Décoration	66	51	20	-31
Electricité	122	143	160	17
Menuiserie	171	152	138	-14
Serrurerie	193	241	221	-20
Signalisation	208	279	251	-28
Transports	5'363	4'997	3'905	-1'092
Travaux	875	976	652	-324
Exploitation	12	6	20	14
Panneau info publique	89	99	85	-14
<b>Total</b>	<b>7'282</b>	<b>7'095</b>	<b>5'627</b>	<b>-1'468</b>

## Service de la propreté urbaine (PUR)

### Principales missions du service

#### Direction/Secrétariat

- gestion du secrétariat pour l'ensemble du service
- gestion de la communication
- soutien, conseil et suivi en matière de gestion financière (budget, comptes, investissements, etc.)
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail
- management de la qualité et de l'amélioration continue, ainsi que des aspects environnementaux
- soutien juridique

### Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaborateur-trice-s, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits

### Délégué à la propreté

- identification et localisation des points noirs liés à la propreté, définition des plans d'actions et des mesures correctives
- relation avec les associations de quartier
- communication et sensibilisation, information et coordination entre les différents services

### Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)

- collecte, gestion et recyclage des déchets

### Propreté du domaine public (PDP)

- entretien, nettoyage et déneigement du réseau piétonnier
- entretien et nettoyage des WC publics
- ramassage des déchets, ramassage des feuilles mortes et vidage des poubelles
- enlèvement des tags et graffitis présents sur la voirie publique, sur les ouvrages qui lui sont rattachés, ainsi que sur les immeubles privés placés sous convention avec la Ville
- information, sensibilisation et surveillance de la propreté de la voie publique, cas échéant prise de sanctions

### Usine de valorisation thermique des déchets (UVTD) – TRIDEL

- valorisation thermique et traitement des déchets

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration PUR	14.30	13.20	14.50	12.50
CID – PUR	121.70	121.70	121.70	120.50
Entretien Sect. Techn. – PUR	31.00	31.00	34.00	33.00
Entretien Sect.HyperCentre-PUR	22.00	22.00	22.00	22.00
Entretien Secteur Est – PUR	21.00	21.00	21.00	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16.00	16.00	16.00	16.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	23.00	22.15	23.30	22.15
Entretien Secteur Sud – PUR	24.00	24.00	24.00	24.00
GPEP – PUR	9.80	9.80	4.60	3.80
GPGD – PUR	-	-	4.00	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	3.00	3.00	3.10	3.10
UVTD – TRIDEL – PUR	48.00	45.00	49.00	45.00
<b>Total service</b>	<b>333.80</b>	<b>328.85</b>	<b>337.20</b>	<b>327.05</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+3.40</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration PUR	16	13.20	16	12.50
CID – PUR	123	121.70	122	120.50
Entretien Sect. Techn. – PUR	35	31.00	37	33.00
Entretien Sect. HyperCentre-PUR	22	22.00	22	22.00
Entretien Secteur Est – PUR	21	21.00	21	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16	16.00	16	16.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	23	22.15	23	22.15
Entretien Secteur Sud – PUR	24	24.00	24	24.00
GPEP – PUR	10	9.80	4	3.80
GPGD – PUR	–	–	4	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	4	3.00	4	3.10
UVTD – TRIDEL – PUR	45	45.00	45	45.00
<b>Total service</b>	<b>339</b>	<b>328.85</b>	<b>338</b>	<b>327.05</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration PUR	1	2
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	20	19
Nombre de transfert(s)		
	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>20</b>	<b>19</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	–
Décès	1
Démission	6
Départ à la retraite	8
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	4
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>20</b>

**Evènements marquants**

Bien que l'année 2020 ait été marquée par la crise sanitaire, les activités du service ont été maintenues moyennant l'adaptation des ressources affectées aux missions principales, soit le nettoyage de la voirie publique, la collecte des déchets ménagers, l'acheminement des déchets recyclables vers les filières appropriées et la valorisation thermique par le biais de l'usine TRIDEL.

## Principales activités 2020

### Direction/Secrétariat

Une campagne de communication (affichage SGA, vidéo sur le réseau tl, street marketing, stand d'information, dépliants et petits supports publicitaires) incitant à adopter les bons comportements quant à l'abandon des déchets de pique-nique sur les places et lieux de détente lausannois a été organisée entre mai et septembre.

La lutte contre la présence des tags sur l'espace public a été intensifiée avec la formalisation d'un partenariat public/privé entre la Ville et les propriétaires d'immeubles qui le désirent et en collaboration avec les services de l'Etat lorsqu'il s'agit d'ouvrages classés. Le personnel qualifié du service est désormais autorisé à enlever les tags sur plus de 130 bâtiments privés. De nouveaux propriétaires rejoignent peu à peu le processus en signant une convention payante, autorisant la Ville à intervenir sur leurs biens.

Enfin, la re-certification ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (aspects environnementaux) a confirmé les mesures d'amélioration continue.

#### Administration et secrétariat

Le service a répondu à 111 courriers portant sur diverses plaintes et requêtes relatives aux thématiques ci-dessous, un courrier pouvant traiter plusieurs points:

25	Collecte des déchets
8	Déchèteries et postes fixes
19	Dépôts sauvages
9	Equipement en conteneurs
21	Corbeilles de rue et cendriers
4	Crottes de chiens
1	Entretien du domaine privé
11	Littering
2	Mictions (urines et vomissures)
17	Nettoyage du domaine public
7	Nuisances sonores
1	Service hivernal (déneigement des trottoirs, zones piétonnes, etc.)
9	WC publics
12	Divers

#### Communication

La sensibilisation à l'abandon de déchets, en particulier ceux issus de pique-niques, a été au cœur de la communication 2020. C'est sur un mode décalé qu'une campagne en deux étapes a vu le jour, en recourant à divers supports, comme l'affichage public et la projection de vidéos sur le réseau d'écrans des tl; le premier volet a permis de dénoncer les mauvais gestes et le second de remercier les comportements appropriés. Des démarches de proximité avec le public cible ont accompagné cette campagne (street marketing sur la place de la Navigation et stand Halloween sur la place de l'Europe). Chaque événement a proposé un concours didactique et ludique et les passant-e-s ont pu faire le plein d'informations tout en repartant avec un cadeau durable en main, soit un mug en fibre de blé, soit un sac en bouteilles PET.

#### Sécurité et santé au travail

Les activités du personnel des divisions opérationnelles du Centre intercommunal de gestion des déchets (CID) et de la Propreté du domaine public (PDP) présentent des risques potentiels importants en termes de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Des formations ont été mises en place, en collaboration avec l'Unité de santé et sécurité au travail du Service du personnel, afin d'améliorer le confort sur la place de travail et diminuer l'absentéisme (accidents et maladie). La formation ciblait dans un premier temps le personnel de collecte et les équipes travaillant dans les déchèteries fixes et mobiles du CID afin de les sensibiliser aux bons comportements à adopter au poste de travail, mais également dans la vie quotidienne; elle va être étendue au personnel de la division PDP en charge de l'entretien et de la viabilité hivernale de la voirie publique.

#### Système de management de la qualité et de l'environnement

L'année 2020 a permis de confirmer la première certification ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (aspects environnementaux), remise au service en 2017. La documentation utilisée dans le système de management a été renumérotée afin d'avoir un standard dans toutes les divisions et transférée dans l'application Goéland afin d'en faciliter l'accès au personnel.

### **Délégué à la propreté**

La crise sanitaire n'a pas permis d'organiser les actions de nettoyage de la voirie en collaboration avec des associations et des entreprises privées, comme les actions de communication #LausannePlogging et le Clean-up-Day. La collaboration initiée il y a trois ans avec l'Etablissement vaudois d'accueil des migrant-e-s (EVAM) pour des missions d'entretien au centre-ville s'est poursuivie avec succès.

### **Juridique**

Le travail de mise à jour et de clarification des directives municipales pour la gestion des déchets, entrepris les années précédentes a pris fin en 2020 avec l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> février, des directives relatives aux conteneurs à déchets et aux ramassages spécifiques (restes de repas et huiles usées des entreprises, et manifestations): elles permettent notamment de garantir l'égalité de traitement entre les citoyen-ne-s qui organisent des manifestations à Lausanne.

S'agissant des recours contre la taxe de base «déchets», et malgré une décision de principe favorable à la Ville de Lausanne rendue en 2019 par le Tribunal fédéral, quelques recours ont été maintenus et jugés en 2020 par la Commission de recours en matière d'impôt communal et de taxes spéciales (CCRI); ils se poursuivront donc devant les instances supérieures.

Enfin, deux conventions intercommunales ont été signées relatives à l'utilisation des déchèteries de Malley et de la Perraudettaz, et utilisées par les habitants de Prilly et Renens, respectivement par ceux de Pully et Paudex. Ces nouveaux accords formalisent un nouveau mode de calcul des frais qui prend mieux en compte les coûts réels de l'utilisation de ces infrastructures.

### **Ressources humaines**

La cellule RH a été très occupée par la gestion des effets de la crise sanitaire, notamment en raison du fait que le service a assuré la continuité de ses prestations tout au long de l'année. Diverses adaptations ont été apportées au plan des postes suite à la réflexion visant à optimiser l'organisation; elle a notamment donné lieu à des modifications ou créations de postes, ce qui a eu une incidence sur l'évolution de l'effectif (voir chiffres ci-dessus).

S'y ajoutent les nombreux recrutements liés aux différents mouvements de personnel et aux nombreux postes d'auxiliaires, qui ont été complexifiés en raison du contexte sanitaire. De plus, pour pallier les difficultés rencontrées par quelques jeunes en fin de scolarité, le service a décidé d'engager un apprenti de commerce supplémentaire dès septembre 2020. Le service a lancé une enquête de satisfaction auprès de l'ensemble du personnel dans l'optique d'optimiser sa gestion du personnel et d'améliorer en continu ses prestations; elle débuté par la division du CID. Chaque collaborateur-trice est reçu-e en entretien individuel et confidentiel par le chef de service et la responsable RH.

## **Propreté du domaine public (PDP)**

### **Secteurs de voirie**

La division a adapté son organisation du nettoyage de la ville suite à la crise sanitaire. Les tournées de balayage ont été repensées et la présence du personnel réduite (jusqu'à 35% de personnel présent) afin d'assurer les prestations minimales et de maintenir la propreté de l'espace public.

### **Evènements et opérations spéciales**

Le processus de signalement de toute anomalie constatée sur le domaine public a été optimisé afin d'améliorer la qualité de l'espace public et de répondre au mieux aux attentes de la population. Une seule et même application a été développée sous la forme d'une plateforme partagée, l'application Sentinelle, déployée avec succès dès le 2<sup>e</sup> semestre, et permet de traiter toutes les anomalies constatées (mobiliers urbains dégradés, tags, défaut de propreté, etc.), grâce à l'étroite collaboration avec le Service du cadastre. Ainsi, plus de 2'500 annonces de dégradations ont été enregistrées et traitées en 2020.

### **Tags et graffitis**

Le partenariat entre la Ville et les propriétaires privés s'est consolidé. Le secteur technique en charge du nettoyage des tags et graffitis s'est doté d'un nouveau véhicule entièrement équipé (compresseur, hydro-gommage, karcher, ...) et près de 1'200 tags ont été enlevés. La Ville a intensifié sa lutte contre les tags et graffitis grâce à une étroite collaboration avec la police dans le cadre de déprédations commises sur le domaine public. Des jeunes gens ont été interpellés pour avoir tagué de nombreuses façades de bâtiments privés et publics. Afin de réparer le préjudice subi par la Ville de Lausanne (environ CHF 60'000.-), les adolescents ont intégré les équipes de nettoyage et participé pendant la période des vacances scolaires à l'enlèvement de 110 tags sur le domaine public.

**Enlèvement des tags sur le domaine public (2016–2020)**

Nombre de tags enlevés	2016	2017	2018	2019	2020
Public	425	376	572	545	889
Privé	–	–	45	8	89
Total de prestations	425	376	617	553	978
Coût par an (CHF)	157'000.-	159'372.-	213'046.-	174'637.-	381'564.-

**Déneigement**

L'hiver 2019-2020 a été l'un des plus doux de ces dernières années. En effet, avec un cumul de 26 cm de neige seulement sur les hauts de la ville, les précipitations neigeuses ont été très épisodiques. 17 interventions ont été nécessaires pour les espaces piétons, en semaine ou le week-end, essentiellement pour le salage des trottoirs, des places et des escaliers lausannois entre le 20 décembre 2019 et le 13 mars 2020. Pour ce faire, plus d'une centaine de collaborateur-trice-s ont été intégrés dans le service de piquet de neige, en étroite collaboration et sous la direction du Service des routes et de la mobilité qui a le leadership des opérations de déneigement.

**Groupe propreté des espaces publics (GPEP)**

S'agissant de l'équipement des immeubles en conteneurs à déchets, le GPEP travaille en étroite collaboration avec le Bureau des permis de construire (BPC). Il a traité 339 dossiers et fait 65 visites in situ durant les huit premiers mois de l'année. Des injonctions de mise en conformité de l'équipement ou de sa bonne gestion ont été adressées aux gérances et propriétaires en situation de non-conformité. Une réflexion a été entreprise concernant la prestation du BPC s'agissant de l'équipement des immeubles en conteneurs à déchets et la collecte en porte-à-porte qui est de la compétence du CID. Dès lors, cette prestation a été transférée au 1<sup>er</sup> septembre 2020 au GPGD (cf. CID ci-dessous).

La loi sur les amendes d'ordre communales concernant le littering (article 17 bis du règlement général de police) a permis de sanctionner 1'473 infractions, à savoir 1'159 pour abandon de déchets au sol (dont 1'134 mégots), 4 pour mélange de déchets, 182 pour abandon de déchets de manière non conforme, 107 pour avoir craché par terre, 17 pour déjections canines et 4 pour mictions. S'agissant de l'affichage sauvage, les agent-e-s ont établi douze rapports pour infraction au règlement communal sur les procédés de réclame. Dans le cadre du confinement et des mesures de restrictions liées au Covid-19, le GPEP a par ailleurs collaboré avec les services de police pour effectuer des patrouilles combinées afin de veiller au respect des mesures mises en place.

Le GPEP a également collaboré avec le Service des parcs et domaines dans la campagne de communication «Nourrir les pigeons? Une fausse bonne action». Il a dénoncé huit infractions pour nourrissage de pigeons et salissures du domaine public à la Préfecture du district de Lausanne pour contravention à la loi sur la faune. Le personnel du GPEP a encore été sollicité dans le cadre de la manifestation publique Net'Léman.

**Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)****Collecte en porte à porte (en tonnes)**

Tonnes collectées par type de déchet	2012 (avant RGD*)	2019	2020	Écart 2020/2019	Écart 2020/2019 (%)
Ordures ménagères	42'768.26	23'382	22'520	-862	-3.7%
Papier-carton	12'812.66	10'897	9'930	-967	-8.9%
Biodéchets	4'560.06	6'996	7'560	+564	+8.1%
Verre	6'756.15	6'214	6'210	-4	-0.1%
<b>Total</b>	<b>66'897.13</b>	<b>47'489</b>	<b>46'220</b>	<b>-1'270</b>	<b>-2.7%</b>

\*règlement communal sur la gestion des déchets

Les tournées de collecte en porte à porte se sont poursuivies sans interruption, y compris pendant la période de semi-confinement de la mi-mars à début mai. Le bilan laisse apparaître une diminution d'environ 4% des quantités d'ordures ménagères collectées (-860 tonnes) et de 9% des papiers et cartons (env. -970 tonnes), alors que les quantités de biodéchets (crus et cuits mélangés) progressent de plus de 8% (env. +560 tonnes). La baisse des tonnages d'ordures ménagères a été observée principalement pendant la période de semi-confinement. Il en va de même pour le papier et le carton en raison de la diminution d'activité du commerce de détail. Les tonnages de biodéchets collectés progressent, notamment grâce à l'intégration des déchets cuits dans la filière de biométhanisation depuis 2018. Le taux de non-conformité des déchets collectés en 2020 est resté stable par rapport à 2019, soit 1.91%, ce qui est toujours en-dessous du taux maximum de 3% fixé dans le concept régional du sac taxé.

L'évacuation par le rail des biodéchets à destination des deux exutoires de biométhanisation de Lavigny et Chavornay – introduite en mai 2019 dans un souci de protection de l'environnement – s'est poursuivie en 2020.

### **Autres prestations de collecte**

La collecte et le traitement des lavures (restes de repas dans les restaurants et cantines) par biométhanisation se sont poursuivis en partenariat avec des entreprises. Les quantités collectées, soit 1'070 tonnes, sont inférieures de 40% à leur niveau de 2019, en raison de la fermeture prolongée des restaurants suite à la pandémie. Cette évolution vaut également pour les huiles végétales collectées qui diminuent de 28% pour atteindre 43 tonnes.

Les prestations de collecte des déchets des manifestations a également connu une forte baisse en raison de l'annulation de la plupart d'entre elles, dès la mi-mars. La diminution de la charge de travail associée a permis de réallouer ces ressources à d'autres tâches, notamment au soutien des tournées de collecte régulières des déchets ménagers.

### **Déchèteries fixes et mobiles**

Les déchèteries fixes sont restées fermées au public entre le 16 mars et le 4 mai 2020, et les déchèteries mobiles entre le 16 mars et le 18 mai 2020 avec pour conséquence une diminution du nombre de passages par rapport à 2019. La déchèterie industrielle de Malley a continué à fonctionner pendant cette période avec un horaire réduit de 8h à 11h45 de façon à assurer un exutoire pour les entreprises.

Le nombre de passages annuels dans les cinq déchèteries fixes lausannoises avoisine 180'000, soit une baisse de 9% par rapport à 2019. La fréquentation du réseau des 29 déchèteries mobiles dans les quartiers lausannois représente quelque 37'600 passages, et est inférieure de 23% au niveau 2019.

### **Evolution des prix des matières valorisées**

L'augmentation de la volatilité du prix des matières, amorcée en 2019, s'est poursuivie en 2020. Certaines d'entre elles, tel le papier, le carton, le fer blanc et le plastique, qui faisaient encore l'objet d'une rétrocession en 2019 – ou d'une reprise sans frais pour le plastique – sont devenues payantes; une diminution des rétrocessions a également été constatée pour les métaux ferreux. Ces évolutions ont péjoré les recettes du CID et engendré d'importantes charges non budgétées.

### **Electrification de la flotte de véhicules**

Conformément à la volonté municipale de réduire autant que possible la pollution automobile et les nuisances sonores du parc de véhicules communaux, le service a fait l'acquisition de deux camions de collecte équipés d'une benne électrifiée permettant de diminuer les nuisances sonores liées à la compression des déchets, ainsi que la consommation de carburants fossiles. Par ailleurs, deux véhicules thermiques légers ont été remplacés par des équivalents électriques.

### **Groupe propreté et gestion des déchets (GPGD)**

Le GPGD a été mobilisé aux côtés du Corps de police pendant le semi-confinement afin d'assurer le respect des directives de l'Office fédéral de la santé publique.

### **UVTD TRIDEL – Mandat d'exploitation de l'usine**

L'usine TRIDEL S.A a fonctionné à sa pleine capacité et valorisé environ 179'500 tonnes de déchets malgré la crise sanitaire; ce chiffre est stable depuis plus de cinq ans.

Les quantités acheminées par train (en bennes ACTS) depuis les différentes gares réparties dans les périmètres de gestion sont restées stables, avec environ 79'000 tonnes. Une partie ayant été livrée à d'autres usines pendant les révisions à l'usine, ce sont finalement environ 75'000 tonnes qui ont été livrées en bennes à TRIDEL S.A. En 2020, 240 bennes ont été nettoyées et contrôlées (280 en 2019).

La valorisation du bois de forêt s'est poursuivie, en collaboration avec d'autres services communaux (Parcs et domaines, Services industriels, Routes et mobilité), mais les quantités valorisées sont en baisse: environ 2'300 tonnes de plaquettes contre environ 4'000 en 2019. TRIDEL S.A. ne disposant plus de capacité suffisante pour traiter ces matières qui devront être valorisées dans des chaufferies industrielles dans le futur, la collaboration devrait prendre fin d'ici une ou deux années.

Les révisions des lignes d'incinération se sont à nouveau déroulées à tour de rôle, sur cinq semaines, du 25 mai à fin juin, vu les avantages apportés par cette nouvelle organisation introduite en 2019. Aussi, un stock de quelques 4'000 tonnes de déchets mis en balles a été constitué en juin dernier, en collaboration avec le périmètre VALORSA sur le site de Penthaz. Il sera utilisé dans les premiers mois de 2021 pour assurer un fonctionnement à pleine charge des lignes et permettre une production d'énergie thermique maximale.

La révision du turbogroupe, après 100'000 heures de fonctionnement, s'est bien déroulée; les travaux réalisés par la société Siemens ont duré plus longtemps que prévu en raison, notamment, de la crise sanitaire. Les heures de fonctionnement sont en baisse (6'271 heures en 2020, contre 8'496 en 2019), ainsi que la quantité d'énergie électrique vendue aux Services industriels, avec 56.3 GWh contre 69.8 en 2019. Le rendement

énergétique moyen baisse à 59% (63% en 2019), mais reste l'un des plus élevés de Suisse et s'explique principalement par la révision du turbogroupe.

D'une manière générale, l'exploitation des deux lignes d'incinération s'est bien déroulée. Les heures de fonctionnement sont en légère baisse pour la ligne 1 (8'111 heures en 2020 contre 8'208 en 2019) et stables pour la ligne 2 (8'122 heures en 2020 contre 8'131 heures en 2019).

La récupération d'énergie dans les gaz de fumées a été opérationnelle pour la première fois sur une année civile complète. En raison des travaux de révision du turbogroupe, la quantité d'énergie thermique vendue aux Services industriels est en baisse par rapport à 2019: 293.9 GWh d'énergie thermique contre 311.9 GWh. Ces quantités représentent l'équivalent de la consommation de chaleur de plus de 25'000 ménages. Les installations de production d'énergie ont très bien fonctionné durant toute l'année et le nombre d'heures de fonctionnement de la production d'énergie thermique est stable (8'547 heures en 2020, contre 8'533 en 2019) avec une disponibilité très élevée.

Pour les chaudières, les tubes du surchauffeur N° 3 de la ligne 2 ont été complètement remplacés durant la révision. La même opération aura lieu sur la ligne 1 en 2021. Les contrôles effectués en 2020 par l'Association suisse d'inspection technique (ASIT) se sont concentrés sur la chaudière de la ligne 2.

## Gedrel S.A.

La direction du service assure la gestion administrative de la société GEDREL S.A., périmètre de gestion des déchets qui compte 12 communes actionnaires, dont la Ville de Lausanne. Les travaux de secrétariat ont représenté 251.5 heures (304 en 2019), intégralement facturées à la société. La gestion comptable a été effectuée par la comptabilité de la direction, laquelle facture directement ses prestations à GEDREL S.A. Les appels vers la ligne de téléphone info-déchets (N° d'appel gratuit 0800 804 806), reliée au CID, ont explosé, passant de 6'959 en 2019 à 11'978 en 2020, les appels relatifs aux questions de gestion des déchets étant redirigés vers la ligne info-déchets durant la période de semi-confinement et les bureaux de l'administration communale étant fermés.

Deux représentants du service participent également aux séances de la cellule financière afin de consolider les tonnages collectés par chaque commune et gérer la rétrocession des montants encaissés avec la vente des sacs taxés. Les communes du périmètre ont toutes adhéré au concept harmonisé de la taxe au sac.

Cette année, GEDREL S.A. a encore apporté son soutien au Lausanne Hockey Club et au Lausanne-Sports.

Depuis 2017, les actions de sensibilisation organisées dans les classes des écoles hors Lausanne sont gérées par la Coopérative COSEDEC. La brochure de sensibilisation s'adresse uniquement aux élèves lausannois-e-s: 91 classes ont ainsi bénéficié de ces animations en 2020. Les visites de l'usine TRIDEL S.A. sont quant à elles toujours proposées à toutes les écoles du périmètre de GEDREL S.A. et 111 visites ont ainsi été organisées durant l'année, certaines visites ayant cependant dû être annulées en raison de la crise sanitaire.

Enfin, en 2020, les comptes de la société ont été audités par le Contrôle des finances de la Ville de Lausanne. Les résultats de l'audit sont positifs avec quelques recommandations que le Conseil d'administration a prises en considération et mettra en place dès 2021.

# Service achat et logistique ville (SALV)

## Principales missions du service

### Direction/Administration

- direction du service et gestion du personnel des trois sites (Malley, Vigie et Bousens)
- développement d'une politique d'achat responsable, durable et économique pour la Ville
- présidence de la Commission d'achat Ville (CAV)
- coordination des projets
- gestion du plan mobilité Lausanne (PML)

### Achat et approvisionnement

- achats de matériel pour les réseaux électricité, eau, gaz, chauffage à distance et multimédia
- achats de matériels divers pour tous les services de la Ville (matériel CAV)
- gestion de l'approvisionnement des services au travers de la plateforme LausaShop
- coordination de l'achat des véhicules à l'usage des services



### Assurances choses et patrimoine

- gestion et suivi des contrats pour l'ensemble des services de la Ville
- traitement des annonces de sinistres/ouverture de dossiers
- soutien technique et juridique/instruction des dossiers
- contacts et pourparlers avec les assureurs
- constat/établissement de rapport
- calculs de dommages et demandes de prétentions pour le compte des services
- négociation et entretien avec les partenaires internes ou externes
- défense des intérêts de la ville et vérification de la justification de l'indemnité des assureurs

### Magasin et stock

- réception et stockage des marchandises sur les sites de Malley et de Bousens
- gestion de stocks de maintenance pour les réseaux anciens
- préparation des marchandises en fonction des commandes des services et des chantiers

### Transport et gestion des données

- livraison, sur chantier, du matériel de réseau
- livraison, auprès de tous les services de la Ville, des marchandises commandées sur la plateforme centralisée
- gestion du garde-meubles communal
- prestations diverses de déménagement, transport et manutention pour l'ensemble de la Ville
- formation des conducteur-trice-s d'élévateurs pour toute l'administration
- administration et développement de la plateforme informatique de commande LausaShop
- gestion des projets informatiques du service et de la CAV
- facturation des marchandises commandées aux services communaux

### Garage et conciergerie

- entretien du parc des véhicules et engins des Services industriels et du Service de l'eau
- gestion d'un pool de véhicules de remplacement à disposition des services
- participation partielle au processus d'achat des véhicules légers de toute la Ville
- entretien des bâtiments, locaux et installations techniques (sites de Malley et Bousens)

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Achats & approvisionnement	8.50	8.50	7.90	7.90
Assurances choses & patrimoine	2.00	2.00	2.00	1.00
Direction (SALV)	5.00	4.00	5.70	5.70
Entretien véhicules & bâtiment	8.03	7.63	8.63	8.63
Magasin	6.00	6.00	6.00	6.00
Transport et gestion de données	10.00	10.00	10.00	10.00
<b>Total service</b>	<b>39.53</b>	<b>38.13</b>	<b>40.23</b>	<b>39.23</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.70</b>

\*Transfert du PML du SPEL au SALV

**Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Achats & approvisionnement	9	8.50	8	7.90
Assurances choses & patrimoine	2	2.00	1	1.00
Direction (SALV)	4	4.00	7	5.70
Entretien véhicules & bâtiment	9	7.63	10	8.63
Magasin	6	6.00	6	6.00
Transport et gestion de données	10	10.00	10	10.00
<b>Total service</b>	<b>40</b>	<b>38.13</b>	<b>42</b>	<b>39.23</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti·e·s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Entretien véhicules & bâtiment	1	2
Magasin	5	6
<b>Total service</b>	<b>6</b>	<b>8</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	2	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>

**Evènements marquants**

2020 a été très fortement marqué par la crise du Covid-19; en termes d'achats, il a fallu trouver rapidement des solutions d'approvisionnement pour les équipements de protection individuelle (EPI): masques, gants, produits de désinfection (solutions hydro-alcooliques et désinfectants de surfaces) et nouveau matériel, comme les écrans en plexiglas. La logistique a également été impactée, avec des effectifs réduits fortement touchés par des situations de personnes vulnérables.

Lors de la première vague, le SALV a maintenu le fonctionnement de l'ensemble de ses activités, avec la mise en place du télétravail pour les postes qui s'y prêtent (postes administratifs, acheteur·euse·s, approvisionneur·euse·s) et en présentiel pour la majorité des métiers de la logistique, sous forme de tournus. Dès le début de la pandémie, le SALV a été étroitement associé à la cellule DIAM, ce qui a permis d'être très réactif.

Lors de la deuxième vague, l'ensemble des collaborateur·trice·s de la chaîne logistique et entretien (magasin & stock, transports, garde-meubles, garage et conciergerie) ont travaillé en présentiel, le télétravail étant réactivé en moyenne 4 jours sur 5 pour les postes qui s'y prêtent.

Après une situation globale de pénurie sur les produits de première nécessité, les filières d'approvisionnement et les stocks sont désormais sécurisés et le SALV a intégré la cellule de suivi COVID.

Au-delà de cet événement extraordinaire, le SALV a pu continuer ses missions de service transversal, notamment par le biais de collaborations et d'accompagnement accrus auprès de la quasi-totalité des services.

## Principales activités 2020

### Direction/Administration

Pleinement associé à la mise en place du Plan climat lausannois, le service a poursuivi de manière encore plus proactive la politique écologique et économique en termes de mobilité interne en systématisant l'acquisition de véhicules propres lors des remplacements à chaque fois qu'une solution est disponible sur le marché, en axant prioritairement sur les véhicules légers mais cette politique est aussi désormais valable pour un nombre croissant de véhicules lourds et spéciaux.

Le SALV a également accentué sa politique active en termes d'apprentissage, en formant huit apprenti-e-s, soit un de plus qu'en 2019 en tant que logisticien-ne (6), agent-e de maintenance (1) et mécanicien-ne (1).

Le service assume également son rôle dans l'insertion ou la réinsertion de personnes, que ce soit dans le cadre de postes de stagiaires d'Emploi Lausanne ou de réinsertions en coopération avec l'assurance-invalidité et participe, également au projet LIFT en accueillant un jeune écolier une demi-journée par semaine.

### Plan mobilité Lausanne (PML)

Le PML est rattaché au SALV depuis septembre 2020, marquant ainsi la volonté de mener des politiques concertées de mobilité interne, d'acquisition et de rationalisation de la flotte.

La crise sanitaire 2020 et surtout le semi-confinement de mars à juin a provoqué une nette diminution des déplacements en transports publics tant professionnels que pendulaires. Les trajets professionnels en véhicules Mobility ont ainsi diminué de moitié.

	Nombre de bons Mobilis (état au 30.11.2020) (contribution pour l'achat d'un abonnement annuel de transports publics)	Nombre de kit vélo
Déplacements pendulaires	1'121 (1'327 à fin 2019)	50 (50 à fin 2019)

	CFF – coûts (état au 30.11.2020)	Cartes TL prépayées	Réservation véhicules Mobility – coûts (état au 30.11.2020)	Flotte vélos et e-bikes
Déplacements professionnels	CHF 42'767.20 (CHF 125'292.75 fin 2019)	832 (1'295 en 2019)	CHF 46'374.50 (CHF 82'708.25 fin 2019)	181 (174 en 2019) (+10 achats contre +7 en 2019)

L'opération Bike to work qui connaissait un vif succès ces dernières années avec un nombre croissant de participant-e-s a également fléchi suite à la crise sanitaire, avec l'inscription de 39 équipes contre 47 en 2019.

## Achats et approvisionnement

Les différentes actions entreprises ont permis de continuer à contribuer activement à l'amélioration du bilan écologique de la Ville en favorisant une politique de développement durable ambitieuse et conforme aux objectifs généraux dans le cadre des appels d'offre gérés par le SALV, tout en réalisant d'importantes économies, le tout sans péjorer ni le confort ni le travail des collaborateur-trice-s. La mise en œuvre de nouveaux projets favorisant l'économie circulaire détaillés ci-dessous ont considérablement contribué à atteindre les objectifs 2020.

Le service a également poursuivi la centralisation de nouveaux portefeuilles de produits et de prestations, en optimisant la durabilité des acquisitions et en réduisant le nombre d'articles référencés, en coopération avec les services utilisateurs.

Principales réalisations en 2020:

- acquisition de 19 véhicules légers (dont 8 véhicules 100% électriques) pour un montant de CHF 636'000.- TTC;

- autres véhicules:
  - marché ouvert pour des véhicules de police;
  - appel d'offre pour un camion nacelle 10T;
  - accompagnement pour l'acquisition de 2 camionnettes grues;
- identification de nouveaux portefeuilles permettant de travailler sur de nouveaux potentiels de synergies;
- accompagnement de projets de la Ville, notamment sur les Axes forts (début de réalisation 2021) et l'écoquartier des Plaines-du-Loup;
- accompagnement d'appels d'offres spécifiques à certains services tels que les appels d'offre pour la restauration collective pour le Service d'accueil de jour de l'enfance, pour le personnel temporaire de l'éclairage public (Service production) ou pour les agences de sécurité pour le Service social Lausanne;
- accent mis sur la stratégie visant à favoriser l'économie circulaire en faisant l'acquisition de machines de seconde main dans des entreprises régionales, ainsi que de très importantes quantités de mobilier (administratif ou de bureau) d'excellente qualité et en recyclant également du mobilier à l'interne;
- prise en main des achats des produits en lien avec la pandémie, recherches de ressources alternatives pour éviter les pénuries;
- mise en place d'une stratégie d'approvisionnement pour les produits en lien avec la pandémie, avec un suivi journalier des stocks ainsi que de l'évolution des mesures impactant les consommations en lien avec l'Etat-major DIAM.

## Assurances chose et patrimoine

L'année 2020 a été marquée par la préparation puis le lancement de l'appel d'offres pour le courtage de la gestion des polices d'assurances choses et patrimoine, à l'exception de la gestion des sinistres et des assurances dans le domaine de la culture (musées, expositions temporaires), qui demeurera sous gestion interne. Le marché a été attribué en décembre et le courtage sera effectif dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Charges sinistres pour les branches responsabilité civile:

- préjudices causés à des tiers (risque RC générale de la commune): CHF 44'193.01\* sur 36 cas (CHF 27'248.66 en 2019);
- distribution d'eau: 30\* cas; préjudices causés à des tiers annoncés CHF 371'860.- (27 cas, CHF 460'015.40 en 2019);
- nombre de sinistres enregistrés sur les véhicules à moteur: 218\* cas (300 en 2019), charge de préjudice à des tiers occasionné avec les véhicules: CHF 105'096.95;
- dommages aux véhicules et engins communaux à charge de la Ville, après déduction des prestations d'assurances ou de tiers responsable (risque casco): CHF 31'006.13\* (CHF 67'033.60 en 2019).

Autres branches:

115\* sinistres enregistrés en 2020 pour un préjudice total de CHF 1'243'415.15, incluant l'assurance chantier, contre 241 sinistres enregistrés en 2019 pour un préjudice total de CHF 256'437.21 (assurance chantier non comprise), qui se déclinent comme suit et ne concernent aucun événement majeur:

- dommages à la propriété: 77\* cas; solde à charge Ville après déduction des remboursements de tiers responsable: CHF 26'422.40;
- incendie et éléments naturels: 9\* cas; (dommages devisés à CHF 1'061'915.65 en l'état sur les cas en suspens);
- dégâts d'eau bâtiment: 10\* cas (CHF 5'621.55);
- matériel IT & technique: 6\* cas (CHF 6'880.10);
- musées: 3\* cas (CHF 2'575.45);
- chantiers: 10 cas\* (devisés à env. CHF 140'000.-).

\* Etat au 8 décembre 2020.

## Logistique et finances

### Magasin

Le site de Boussens, est maintenant complètement sécurisé, avec la pose de quatre caméras, et dorénavant doté d'un chariot-élévateur pour déplacer les containers.

Le nombre de containers, sur le site de Boussens, est passé à plus de 150 containers de 20 pieds, dont le volume de stockage est de 33 m<sup>3</sup> par unité.

### Transport et gestion des données

La fourniture de produits destinés à la protection contre le virus a été organisée hors du flux habituel et permet de garantir le bon approvisionnement des marchandises aux services.

Mobilier d'occasion: une entreprise installée à Lausanne ayant libéré ses locaux, le SALV a pu récupérer tout le mobilier de bureau, voué à la destruction. Ces meubles, de très bonne qualité, seront revendus aux services de la Ville à un prix inférieur à 20% de la valeur à neuf.

### Garage

Pendant la première vague du Covid-19, le garage a travaillé en mode piquet. Le reste de l'année a été conforme aux années précédentes, sans événement majeur.

### Conciergerie

L'unité conciergerie a un nouvel apprenti agent d'exploitation, pour une durée de formation de 3 ans.

© Marino Trotta | Ville de Lausanne

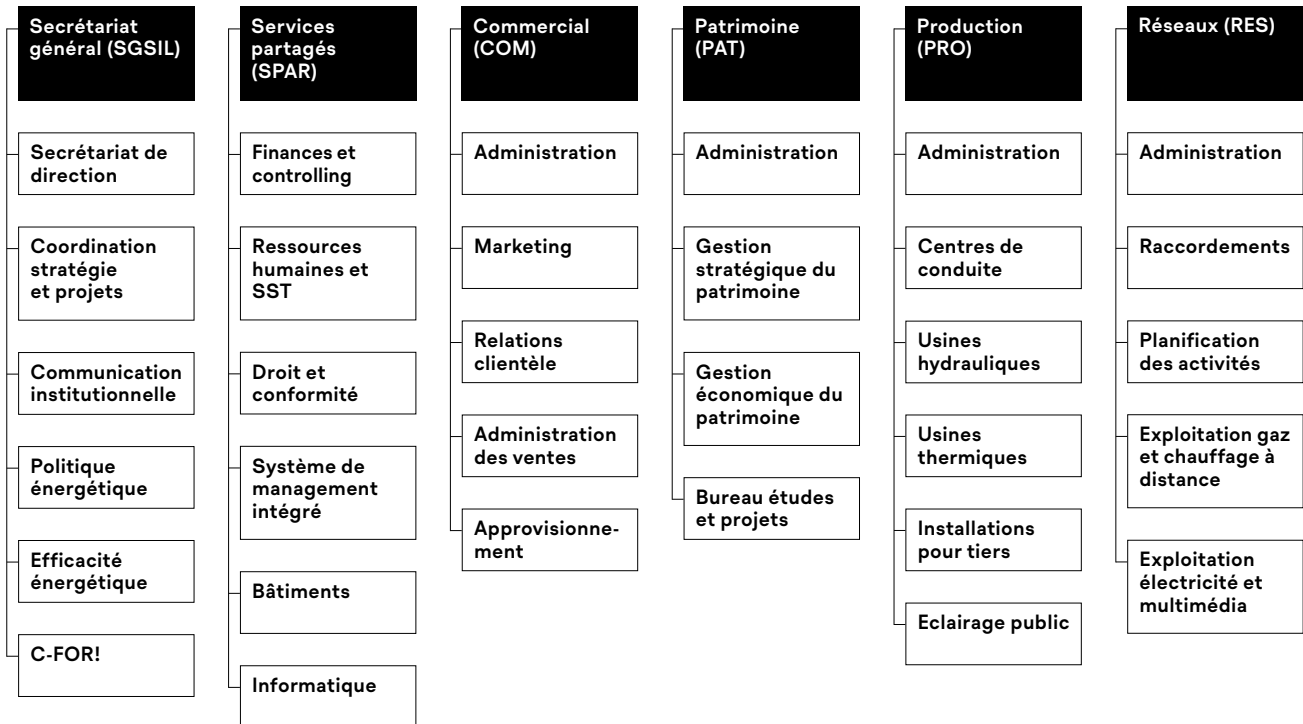


# Direction des services industriels



# Direction des services industriels (SIL)

## Directeur





### **Covid-19: les SIL assurent l'approvisionnement**

Dès l'annonce d'une pandémie, l'enjeu prioritaire des SIL a été de prendre les mesures permettant de garantir la continuité de la fourniture d'énergie et de signaux multimédia. En tant que gestionnaires de réseaux et fournisseurs d'énergie, les SIL délivrent des services vitaux au sens de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays. Les premières mesures des SIL ont visé à protéger le personnel clé pour la conduite des réseaux d'électricité, de chaleur et multimédia, pour la production d'énergie, et pour les interventions d'urgence en cas d'avarie. Les processus des centres d'appel, essentiels pour répondre aux demandes de la clientèle, et de facturation, essentiels pour le roulement financier de la Ville, ont également été rapidement adaptés à la situation de confinement et de télétravail pour assurer une continuité de services. Les procédures de contentieux ont été suspendues comme mesure de soutien à l'économie locale. Les SIL ont maintenu une très bonne qualité de service durant toutes les phases de cette pandémie.

### **Plan de décarbonisation des réseaux thermiques**

Les SIL ont entièrement revu la planification du développement du chauffage à distance et élaboré un plan de décarbonisation des réseaux thermiques dans le cadre de la préparation du Plan climat municipal. Ils ont étudié la disponibilité des ressources renouvelables locales qui sont clairement insuffisantes pour couvrir les besoins actuels et futurs des bâtiments. Le scénario de développement retenu par les SIL prévoit la valorisation de chaleur pour le chauffage à distance par de nouvelles ressources locales: bois de forêt, bois usagés, géothermie, eau du lac, eaux usées de la station d'épuration, solaire thermique et biogaz. Le scénario prévoit aussi le redimensionnement du réseau de gaz et la transition de son approvisionnement vers des gaz renouvelables (biogaz et hydrogène et méthane de synthèse issus d'électricité renouvelable par électrolyse). Ce gaz bas carbone couvrira les besoins restants, répartis pour moitié pour couvrir les besoins hivernaux du chauffage à distance et pour moitié directement pour les bâtiments privés, probablement en complément d'installations solaires thermiques. En outre, certains bâtiments isolés ou ayant des caractéristiques particulières seront équipés par des pompes à chaleur individuelles, en contracting avec les SIL lorsque cela sera souhaité. En 2050, la chaleur pour les bâtiments distribuée à Lausanne sera exempte d'émissions de CO<sub>2</sub>.

### **Electricité 100% renouvelable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020**

Conformément aux engagements de la Ville dans le cadre son Plan climat, l'électricité fournie par les SIL aux client·e·s en approvisionnement de base est 100% renouvelable et régionale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

# Secrétariat général (SGSIL)

## Principales missions du service

### Administration

- assurer le secrétariat du directeur et la coordination administrative transversale au niveau des SIL
- soutenir les services dans leurs rapports avec la direction, la Municipalité et le Conseil communal

### Coordination stratégie et projets

- coordonner l'élaboration et le suivi de la stratégie globale des SIL
- coordonner le processus projets et mettre à disposition des chef-fe-s de projet
- coordonner la veille stratégique, le suivi des indicateurs et des objectifs de direction

### Communication institutionnelle

- assurer la communication externe et interne
- assurer la cohérence de la charte graphique des SIL et la coordination avec les actions marketing

### Politique énergétique

- développer le programme d'efficacité énergétique équiwatt
- assurer la gestion du Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE)
- coordonner les démarches Cité de l'énergie et assurer le suivi de la Convention des maires
- coordonner le système d'échange de quotas d'émissions CO<sub>2</sub>

### Efficacité énergétique

- contrôler les aspects énergétiques en matière de construction selon la loi vaudoise sur l'énergie
- assurer des prestations énergétiques pour les bâtiments (CECB, audits, études)
- exploiter des bornes de recharge pour voitures électriques et pour scooters électriques

### Ateliers et formation (C-FOR!)

- formation des apprenti-e-s polymécanicien-ne-s, automaticien-ne-s et constructeur-trice-s métalliques
- organisation de stages interservices et interentreprises
- gestion de l'atelier des SIL

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
C-FOR!	10.50	10.50	10.50	9.50
Communication institutionnelle	2.70	2.70	2.70	2.70
Coord. stratégie & projets	2.00	1.00	2.00	2.00
Direction SG	3.00	2.90	2.80	2.70
Efficacité énergétique	4.70	4.70	4.70	4.70
Politique énergétique	5.40	5.40	5.40	4.40
<b>Total service</b>	<b>28.30</b>	<b>27.20</b>	<b>28.10</b>	<b>26.00</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-0.20</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
C-FOR!	11	10.50	10	9.50
Communication institutionnelle	3	2.70	3	2.70
Coord. stratégie & projets	1	1.00	2	2.00
Direction SG	3	2.90	3	2.70
Efficacité énergétique	5	4.70	5	4.70
Politique énergétique	6	5.40	5	4.40
<b>Total service</b>	<b>29</b>	<b>27.20</b>	<b>28</b>	<b>26.00</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
C-FOR!	42	52
<b>Total service</b>	<b>42</b>	<b>52</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>4</b>	<b>3</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>4</b>

**Evènements marquants****Pandémie: le C-FOR! rassure, équiwatt renonce et le secrétariat assure**

Durant la phase de confinement, le C-FOR! a maintenu un contact régulier avec les apprentis pour soutenir, rassurer et informer. Lors de la reprise, planifiée en plusieurs phases, la priorité a été donnée aux onze apprentis en examens, qui ont tous présentés des travaux de qualité. Après la période de confinement, des règles de procédures claires et des rappels réguliers des mesures de sécurité sanitaire ont permis d'éviter toute mise en quarantaine de groupe d'apprentis. En fin d'année, le télétravail un jour par semaine par rotation a été mis en place pour limiter le nombre d'apprentis sur site. La pandémie a aussi entraîné la suppression de l'opération éco-sociale d'automne d'équiwatt et d'activités de sensibilisation. A relever encore que le secrétariat de direction a assuré une permanence sur site pour le traitement du courrier, l'appui au directeur et le suivi des affaires municipales.

**Equiwatt: un soutien complet aux entreprises**

En ajoutant à son offre le soutien aux audits énergétiques et des prêts à taux d'intérêt 0%, équiwatt propose désormais un accompagnement complet aux PME pour améliorer leur efficacité énergétique. De

l'identification des potentiels à leur réalisation, en passant par la phase de conception, l'ensemble de la démarche est facilitée et soutenue.

### Baisse du tarif des bornes de charge sur le domaine public

La fréquentation des bornes pour voitures électriques est en hausse régulière depuis leur mise en service en mars 2019. Pour tester l'élasticité de la demande, le tarif a été abaissé 50 centimes (ct) au kilowatts-heure (kWh) à 35 ct/kWh au 1<sup>er</sup> juillet 2020, ce qui place l'offre des SIL parmi les plus avantageuses de Suisse romande.

## Principales activités 2020

### C-FOR!

L'année a débuté avec la mise en service de la vasque olympique réalisée par les apprentis pour les Jeux olympiques de la jeunesse 2020 (JOJ) et installée de nuit place de l'Europe. Les apprentis ont également contribué à la création des podiums. La réalisation de ces commandes restera dans les annales du centre comme une extraordinaire aventure humaine et technologique. La qualité des travaux réalisés et le professionnalisme des apprentis ont été relevés par les responsables de l'organisation.

Le C-FOR! a obtenu un mandat du Service des routes et de la mobilité pour la réalisation de totems «zone 30 km/h». C'est un excellent exercice pour les apprentis en matière de respect de la qualité des prestations et des délais.

La numérisation des documents de formation a pris une nouvelle actualité avec la pandémie et se développera plus vite que planifié par le C-FOR!, qui travaille à élaborer un modèle de formation plus flexible.

Depuis le mois de février, la gestion des apprenti-e-s électricien-ne-s de réseau est passée au centre de formation des SIL. Ce changement permet de consolider l'approche pédagogique globale des apprenti-e-s, en profitant de l'organisation certifiée du centre. Un bilan de la structure de cette formation a été fait avec les différents intervenants. Le timing est excellent pour des ajustements dans la mesure où le métier est en train de vivre une réforme de son plan de formation.

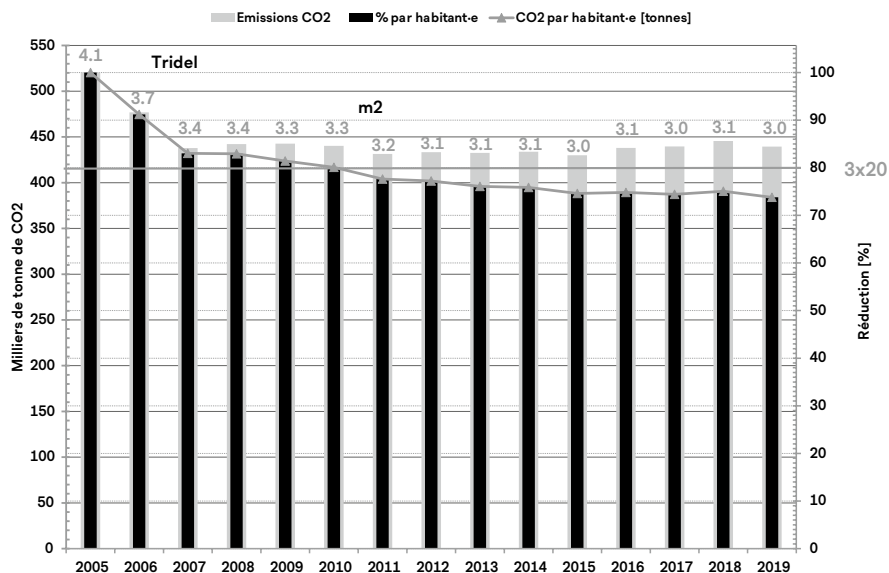
Durant l'été 2020, le C-FOR! a répondu favorablement à la Municipalité qui, face aux difficultés du secteur privé, a demandé d'augmenter le nombre d'apprenti-e-s engagé-e-s. Quatre places supplémentaires ont vu le jour. Les apprentis constructeurs d'appareils industriels (CAI) sont maintenant au nombre de sept, ce qui fait du C-FOR! le plus grand formateur du canton dans cette discipline.

### Convention des maires

En 2020, l'inventaire des émissions directes de CO<sub>2</sub>, basé sur les consommations d'énergie thermiques et électriques utilisées pour les bâtiments et la mobilité, a évolué. Suite à une refonte du registre fédéral des bâtiments, la base de données lausannoise des surfaces de référence énergétique a été retravaillée, ce qui a permis d'affiner les parts de marché des différents agents énergétiques thermiques utilisés. La démarche est désormais coordonnée avec celle du Plan climat.

En 2019, le résultat est de 439'500 tonnes, ce qui correspond à 3 tonnes par habitant-e, soit une diminution de 26% des émissions relatives aux personnes par rapport à 2005.

### Evolution 2005-2019 des émissions de CO<sub>2</sub> sur le territoire communal lausannois



### Système d'échange de quotas d'émission de CO<sub>2</sub> (SEQE)

En 2020, sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), le bureau MyClimate a déterminé les quotas d'attribution de droits d'émission gratuits des SIL pour la 3<sup>e</sup> période de la loi CO<sub>2</sub> (2021-2030).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, le SEQE suisse est lié au système européen, et les droits d'émission sont libellés en euros. Ce lien implique des exigences administratives supplémentaires.

Le remboursement de la taxe CO<sub>2</sub> prélevée sur les consommations fossiles du chauffage à distance au titre du SEQE s'est monté à CHF 3'477'180.-. CHF 207'106.- ont été versé à Epura S.A. comme contribution du four à boues de la STEP et CHF 3'270'074.- au fonds CO<sub>2</sub>.

### Thermique du bâtiment

En 2020, la division a réalisé le contrôle du respect de la législation vaudoise en matière d'énergie dans la construction de 808 dossiers (903 en 2019), dont 419 (510 en 2019) soumis à permis de construire. Cette activité est réalisée sur mandat du Bureau des permis de construire. L'activité similaire pour le compte d'une commune de l'est lausannois s'est poursuivie. En outre, 26 CECB® (35 en 2019), dont 14 CECB® Plus (8 en 2019), et 4 dossiers énergie de mises à l'enquête ont également été réalisés.

### Fonds pour l'efficacité énergétique

Les demandes ci-dessous ont été déposées au FEE en 2020 et ont bénéficié d'un financement.

Description du projet	Montant accordé en CHF	Compétence
Subventions pour vélos électriques – renouvellement de l'enveloppe financière	CHF 1'780'000.-	Comité du FEE + Conseil communal
Subventions pour scooters électriques – renouvellement de l'enveloppe financière	CHF 24'000.-	Comité du FEE
Subventions pour batteries de vélos électriques – renouvellement de l'enveloppe financière	CHF 45'000.-	Comité du FEE
Carvelo2go XL – véhicules utilitaires électriques en partage	CHF 20'000.-	Comité du FEE
Prix des meilleurs posters Enjeux Mondiaux EPFL	CHF 18'000.-	Comité du FEE
Formation «Energies Renouvelables: Techniques et Applications» (CAS ERTA)	CHF 20'000.-	Comité du FEE
Etude de faisabilité de l'installation d'une ferme d'hydroliennes à Lavey – phase 2	CHF 25'000.-	Comité du FEE
Brochure activités FEE/FDD	CHF 10'000.-	Comité du FEE

Les projets ci-dessous, financés par le FEE, se sont terminés en 2020:

Description du projet	Montant en CHF au 31.12.2020		Compétence
	accordé	utilisé	
La durabilité d'équiwatt: impact et participation à un programme éco-social	CHF 89'882.-	CHF 88'089.20	Comité du FEE
Installation photovoltaïque à cellules solaires à colorant	CHF 258'400.-	CHF 253'358.60	Comité du FEE

### Lancement du magazine numérique Lausanne Energies

Le magazine en ligne Lausanne Energies (<https://www.lausanne-energies.ch/>) a été lancé au printemps 2020. Il succède au magazine SInergies. Cet outil de communication est aussi mis à disposition de la division Relations clientèle. Des actions au travers des médias sociaux sont prévues pour le promouvoir.

### Promotion des bornes pour scooters électriques

En 2019, les SIL ont rénové les 14 bornes de recharge pour scooters électriques et en ont ajouté 4 au centre-ville. Afin de promouvoir ce réseau, un concours grand public a été lancé en 2020 sur les réseaux sociaux avec comme 1<sup>er</sup> prix un scooter électrique. Environ 2'800 personnes ont participé et ont pu se familiariser avec le réseau de bornes lausannois.

## Services partagés (SPAR)

### Principales missions du service

#### Finances et controlling

- gérer les comptabilités et produire des états financiers
- concevoir et réaliser des modèles d'affaires et des analyses financières

**Ressources humaines**

- soutenir les services pour toutes les questions de ressources humaines
- soutenir les cadres et accompagner les employé-e-s tout au long de leur parcours aux SIL

**Droit et conformité**

- défendre les intérêts des SIL lors des procédures de consultation et les litiges
- accompagner les projets ou la direction pour les aspects juridiques et réglementaires

**Système de Management intégré**

- assurer l'amélioration continue de manière transversale et à tous les niveaux de l'organisation
- surveiller les indicateurs, planifier les audits, contribuer à la résolution des problèmes liés à la qualité et participer aux actions permettant de diminuer l'impact de l'entreprise sur l'environnement

**Bâtiments**

- fournir la maîtrise d'ouvrage et l'intendance des bâtiments
- assurer le service de conciergerie

**Informatique**

- mettre en place, exploiter et faire évoluer le système d'information
- gérer les projets informatiques

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bâtiments	11.63	11.63	11.63	11.63
Direction SP	1.53	1.00	1.00	1.00
Droit & conformité	7.50	7.10	7.50	7.10
Finances & controlling	11.70	11.70	11.70	11.70
Informatique	8.50	6.50	8.50	7.50
Ressources humaines	7.80	6.80	11.70	10.70
Système de management intégré	5.00	3.00	5.00	3.00
<b>Total service</b>	<b>53.65</b>	<b>47.73</b>	<b>57.03</b>	<b>52.63</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+3.38</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Bâtiments	24	11.63	24	11.63
Direction SP	1	1.00	1	1.00
Droit & conformité	8	7.10	9	7.10
Finances & controlling	12	11.70	12	11.70
Informatique	7	6.50	8	7.50
Ressources humaines	7	6.80	11	10.70
Système de management intégré	3	3.00	3	3.00
<b>Total service</b>	<b>62</b>	<b>47.73</b>	<b>68</b>	<b>52.63</b>

**Apprenti-e-s**

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
	-	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	2	6
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>6</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>

**Evènements marquants****Covid-19: dématérialisation des processus de paiement des factures**

La situation pandémique générant de grandes difficultés économiques, il était important de ne pas fragiliser davantage les fournisseurs les plus vulnérables en retardant les paiements des factures. Les processus de paiements nécessitent des opérations manuelles (réception, saisies, contrôles, libérations) et font intervenir plusieurs personnes, pour une part sur leur lieu de travail. Le processus a donc été dématérialisé et les validations électroniques introduites. De ce fait les délais de paiement ont pu être largement respectés malgré le télétravail.

**Arrêt du Tribunal fédéral sur le recours contre la décision de la Commission fédérale de l'électricité**

Le long contentieux entre la Ville et la Commission fédérale de l'électricité (EiCom) sur les tarifs de l'électricité 2009/2010 a trouvé son épilogue en 2020. Pour rappel ce litige concerne le bénéfice que fait la Ville sur la vente d'énergie électrique. L'EiCom avait rendu une décision contestée par la Ville car entachée de nombreuses interprétations reposant sur des bases juridiques peu claires voire inexistantes à l'époque.

Au final, le Tribunal Fédéral a suivi la position de l'EiCom sauf sur la question des intérêts rémunérateurs sur la différence de couverture 2009/2010. Concrètement, cela signifie que les SIL vont devoir rétrocéder via des baisses tarifaires 34 millions de francs à leurs clientèle en approvisionnement de base.

**Principales activités 2020****Bâtiments et conciergerie**

Parmi les travaux réalisés, on peut citer la rénovation de l'espace clients de Chauderon 23 ainsi que la rénovation du bureau technique du Service patrimoine à Pierre-de-Plan 4. Par ailleurs la distribution d'eau des bâtiments de Chauderon 23, 25 et 27 a fait l'objet d'une remise en état complète, y compris un assainissement des conduites existantes.

Les préparatifs pour la très importante rénovation de Chauderon 25 ont débuté suite à l'acceptation du préavis ad hoc par le Conseil communal.

Pour la conciergerie, qui assure l'entretien et le nettoyage de l'ensemble des bâtiments des SIL, cette année a bien évidemment été fortement marquée par la situation pandémique. D'une part parce que les nettoyages ont dû être renforcés, d'autre part parce que cette activité a exigé une protection accrue du personnel de nettoyage.

### **Système de management intégré**

Afin de préparer les SIL à l'audit de re-certification ISO 14001, les aspects environnementaux significatifs et les exigences législatives environnementales ont été revus pour tous les services des SIL.

Dix-neuf audits internes ont été menés en 2020, donnant lieu à plusieurs dizaines d'actions d'amélioration.

La division Système de management intégré a aussi mis ses compétences à disposition de plusieurs projets SIL comme les analyses de la zone Malley-gazomètre, l'étude de solutions pour les regroupements pour la consommation propres (RCP), la refonte du processus raccordement ou encore le décommissionnement de SISOL, qui sera remplacé par un système plus efficace d'information géographique.

### **Informatique**

Les projets phares de l'année 2020 ont été les suivants:

- la mise en place du système informatique central nécessaire pour relever les données des compteurs électriques intelligents, ainsi que la mise à disposition des outils de planification et de mobilité nécessaires pour remplacer le parc des 130'000 compteurs actuels d'ici à 2027;
- le remplacement des applications de cartographie des réseaux d'électricité, de gaz, de chauffage à distance et de fibre optique. Les données des réseaux d'électricité et de fibre optique ont été reprises, complétées et mises sous un format qui va permettre d'assurer une numérisation efficace, pour ensuite permettre la digitalisation des processus de construction et de gestion de ces réseaux;
- l'alignement des outils de gestion des clients Citycable avec les nouveaux outils proposés par Netplus, afin de permettre d'être plus rapides pour l'implémentation de nouveaux produits et assurer une gestion plus simple de la clientèle;
- la migration vers Windows 10 des postes de travail des SIL, en partenariat avec le Service d'organisation et d'informatique.

### **Droit et conformité**

Parmi les activités juridiques les plus significatives en 2020, il convient de signaler la participation à l'appel d'offres lancé par la Commune de Romanel pour la vente de son réseau électrique, qui n'a pas retenu la proposition lausannoise, et la finalisation d'un nombre important de contrats avec les investisseurs concernant le projet des Plaines-du-Loup.

En matière d'électricité, l'année 2020 a été marquée par la consultation sur la révision de la loi sur l'énergie (LEne) et par les analyses des points clé de la refonte complète de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI). Dans le domaine du gaz, il faut avant tout signaler la prise de position détaillée sur l'avant-projet de loi sur l'approvisionnement en gaz (LApGaz). Dans le domaine des télécommunications, la consultation sur les ordonnances d'application de la loi révisée sur les télécommunications, a donné lieu à une prise de position détaillée en mars 2020.

### **Ressources humaines**

Le contexte de la pandémie a contraint la division RH à accompagner les démarches nécessaires au respect des règles établies, afin d'assurer la santé et la sécurité du personnel. Le recrutement de nombreux spécialistes a nécessité la mobilisation de ressources importantes pour trouver des profils rares sur le marché du travail. Les projets en lien avec la formation du personnel, la démarche valeurs, les différents accompagnements au changement et les ateliers santé au travail ont subi des ralentissements.

Pour ce qui est de la sécurité au travail, le nombre d'accidents professionnels a diminué de deux-tiers en lien avec l'arrêt des chantiers et de tous les travaux d'entretien pendant une période de deux mois. Le nombre d'accidents non professionnels, quant à lui, est resté stable par rapport aux années précédentes. Le centre d'essai et de formation (CEF) à Préverenges a subi un incendie qui a détruit la génératrice alimentant les démonstrations électriques, ce qui a occasionné la fermeture du centre.



# Service commercial (COM)

## Principales missions du service

### Administration et projets

- budget, suivi du tableau de bord, gestion du service
- projets particuliers, manifestations
- contracting, gestion de la clientèle partenaire (B2P)
- support administratif à disposition des différentes divisions et du chef de service

### Relations clientèle

- accueil de la clientèle au téléphone et aux guichets
- renseignements sur les factures des SIL et gestion des facilités de paiement
- traitement du courrier et des réclamations, gestion des corrections de factures
- traitement des demandes subvention<sup>80</sup>
- acquisition et suivi des client.e-s énergies et multimédia, gestion des contrats

### Administration des ventes

- relevé des compteurs (électricité, gaz, chauffage à distance et eau)
- suspension de fournitures pour non-paiement
- facturation des énergies, du multimédia et de l'eau
- création des objets techniques, suivi du paramétrage informatique de la facturation (SAP)
- responsabilité fonctionnelle du CRM
- planification et roadmap des projets OSM

### Marketing

- définition de la stratégie marketing et réalisation du plan marketing
- étude des différents publics, besoins, usages, désirs et aspirations
- développement des offres de produits, de services et d'expériences pour un marché
- analyse des parts de marché, ventes, marges bénéficiaires d'un produit ou d'une gamme et ajustements suite aux résultats des ventes
- définition de la stratégie de communication et réaliser des actions de communication

### Approvisionnements

- gestion de la couverture des portefeuilles de vente en gaz et en électricité, prévisions de production et d'achat, prévisions de vente
- calcul des prix de revient et des prix/tarifs de vente du gaz et de l'électricité
- gestion des relations commerciales avec les fournisseurs d'énergie, les partenaires et les autoproducteurs
- certification des productions d'électricité et gestion du commerce des garanties d'origine
- établissement du marquage annuel de l'électricité
- gestion des différents modes et systèmes de rétribution pour le courant d'origine photovoltaïque produit sur la zone de desserte des SIL

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration des ventes	37.90	37.30	45.90	43.80
Approvisionnement	6.50	6.50	6.50	6.30
Direction COM	7.00	7.00	9.00	7.00
Marketing	8.75	8.75	8.75	7.75
Relations clientèle	36.30	32.30	27.00	25.00
<b>Total service</b>	<b>96.45</b>	<b>91.85</b>	<b>97.15</b>	<b>89.85</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.70</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration des ventes	42	37.30	49	43.30
Approvisionnement	7	6.50	7	6.30
Direction COM	9	7.00	7	7.00
Marketing	9	8.75	8	7.75
Relations clientèle	35	32.30	27	25.50
<b>Total service</b>	<b>100</b>	<b>91.85</b>	<b>98</b>	<b>89.85</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Relation clientèle	2*	1*
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>1</b>

\*Stagiaires MPC

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
<b>Total service</b>	<b>7</b>	<b>6</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>6</b>

**Evènements marquants****Covid-19: maintien des call centers et mesures en faveur des entreprises**

Les guichets de la place Chauderon et de la place de l'Europe ont été fermés dès le début de la pandémie et ont rouvert progressivement à partir du 7 avril dans le respect des mesures de sécurité sanitaire. Les SIL ont suspendu les rappels et les procédures de contentieux durant la période ayant le plus de répercussions pour l'économie et pris des mesures de soutien comme la gratuité de l'offre Citycable pour les hôtels ou la transformation d'actions de sponsoring en mécénat.

### **Introduction du biogaz 10% dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021**

Soucieux de leur impact climatique, les SIL ont préparé une offre de base pour le gaz comprenant 10% de biogaz labellisé naturemade star dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Quant aux 90% restants, leur origine est garantie en provenance de Norvège exclusivement.

## **Principales activités 2020**

### **Evolution des tarifs**

Les tarifs d'électricité 2020, entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier, ont été publiés le 31 août 2019. Ils ont été calculés en tenant compte des directives de la Commission fédérale de l'électricité (ElCom). Dans le cadre du Plan climat, les taxes pour le développement durable (FDD) et pour l'efficacité énergétique (FEE) ont augmenté de 0.25 à 1.15 ct/kWh. La baisse moyenne pour le tarif simple nativa s'est élevée à -5.5% hors taxes, mais à +0.41 ct/kWh en prenant en compte toutes les taxes. Pour une famille consommant environ 2'500 kWh/an, cela représente une augmentation de 10 francs par année. Le produit de base est désormais 100% renouvelable.

Suite à la variation des coûts d'approvisionnement par le fournisseur Gaznat S.A. durant l'année, les tarifs du gaz naturel ont été adaptés au 1<sup>er</sup> octobre 2020 (baisse de 7% en moyenne) tout en apportant une composante de biogaz et des garanties d'origines au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Les tarifs destinés à la cuisson sont restés stables. Les tarifs pour le gaz naturel carburant (GNC) ont augmenté de 7%.

### **Approvisionnement électricité**

Le débit du Rhône a été supérieur à celui des années précédentes et la production de l'aménagement hydroélectrique de Lavey s'en est ressentie, avec un excellent résultat. C'est la deuxième meilleure production annuelle des vingt dernières années, après celle de 2013. Complétée par la production en constante augmentation des centrales photovoltaïques de SIREN S.A., la production propre a permis de couvrir environ la moitié des besoins annuels en énergie électrique des SIL.

En raison d'une longue période de révision de sa turbine à vapeur, l'usine d'incinération des déchets urbains combustibles TRIDEL a fourni une production électrique inférieure de 20% à celle des années précédentes.

### **Certifications de l'électricité**

Les labels naturemade de la production électrique des ouvrages de la Ville de Lausanne, de SI-REN S.A. et de quelques partenaires fournisseurs ont été vérifiés avec succès lors de l'audit annuel, de même que les ventes annuelles du produit nativa® plus.

### **Installations photovoltaïques**

Le nombre d'installations photovoltaïques raccordées au réseau de distribution des SIL augmente au rythme soutenu et régulier d'environ vingt nouvelles installations par mois, en moyenne. Il atteint environ 1'470 unités à fin 2020, tous types de rétribution confondus, ce qui génère un travail administratif important.

### **Raccordements au gaz et au chauffage à distance**

Sur l'ensemble de la zone de distribution du gaz, l'acquisition de nouvelles clientèles a représenté une puissance à raccorder supérieure à 16 mégawatts (MW). En outre, une nouvelle chaudière bicomcombustible de 24 MW pour le chauffage à distance a été mise en service dans la chaufferie de la STEP, portant la puissance raccordée à 40 MW.

La demande pour les raccordements au chauffage à distance a diminué. Pour l'année sous examen, la puissance à raccorder signée avec de nouveaux clients s'est élevée à environ 2 MW (5.7 MW en 2019).

### **Multimédia**

Un effort particulier a été mis sur les synergies avec Netplus afin d'améliorer l'expérience client, et sur le catalogue BliBlaBlo, notamment avec l'introduction de la téléphonie mobile.

### **Marchés**

Les SIL se placent dans les dix premiers du classement des fournisseurs d'électricité et 13<sup>e</sup> des fournisseurs de chaleur renouvelable, selon l'OFEN. Avec 76% des objectifs atteints, les SIL s'adjugent même la deuxième place en Suisse romande pour l'électricité.

Plusieurs études permettent de mieux appréhender le marché de l'immobilier, d'identifier les besoins de la clientèle multimédia et d'améliorer l'expérience client multicanaux et multfluides.

## Services énergétiques

L'activité de l'offre photovoltaïque «solanne» a été très soutenue, avec plus de 350 kW de puissance signée.

Les installations de production de chaleur et de glace de la Vaudoise aréna, réalisées par la société LaZur Energie S.A., co-entreprise entre les SIL et ewz, dont la direction est assurée par un collaborateur du Service commercial, ont subi avec succès l'épreuve des JOJ. Par la suite, l'exploitation de la Vaudoise aréna a été impactée par la pandémie de Covid-19 mais grâce à leur flexibilité, les installations de LaZur Energie S.A. ont toujours pu répondre aux besoins. LaZur Energie S.A. a également acquis un nouveau client pour son offre de contracting.

En matière de services énergétiques, voir également les activités de contracting des SIL présentées par le Service production ci-après et ci-avant les prestations en matière d'audits énergétiques et de mobilité électrique par le Secrétariat général.

## Relations clientèle

Près de 11'000 personnes se sont rendus aux deux espaces clientèle alors que 62'000 appels téléphoniques ont été traités. Le support technique multimédia a répondu à près de 32'000 demandes.

## Factures

Le semi-confinement du printemps et l'impossibilité pour les releveurs de se rendre sur le terrain a impliqué la création d'une task force destinée à garantir la facturation des prestations SIL dans ces circonstances, ce qui a généré 1'400 heures de travail.

Différents projets d'améliorations structurelles du système de facturation ont été menés.

## Promotion, sponsoring et manifestations

Avec une présence soutenue lors des JOJ en janvier 2020 puis au moyen de plusieurs campagnes de promotions, les SIL ont maintenu le lien avec leur clientèle, malgré la presque complète annulation des événements sponsorisés pour des raisons sanitaires.

# Service patrimoine (PAT)

## Principales missions du service

- planifier le développement et définir la stratégie de maintenance d'infrastructures sur le court, le moyen et le long terme
- gérer les aspects financiers, contractuels et réglementaires liés à la mise à disposition d'infrastructures
- gérer les projets de renouvellement et d'extension des différents réseaux
- suivre les évolutions technologiques, réglementaires et sociétales

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction PAT	7.50	7.50	7.50	5.90
Etudes & projets	69.45	65.15	59.65	53.45
Gestion économique	6.00	6.80	7.93	7.30
Gestion stratégique	19.00	13.80	26.70	23.60
<b>Total service</b>	<b>101.95</b>	<b>93.25</b>	<b>101.78</b>	<b>90.25</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-0.17</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Direction PAT	8	7.50	6	5.90
Etudes & projets	69	65.15	57	53.45
Gestion économique	7	6.80	8	7.30
Gestion stratégique	14	13.80	24	23.60
<b>Total service</b>	<b>98</b>	<b>93.25</b>	<b>95</b>	<b>90.25</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Marketing & Relations clients	-	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	13	9
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
<b>Total service</b>	<b>14</b>	<b>9</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>13</b>

**Evènements marquants****Covid-19: gestion des chantiers**

Le 19 mars, la Municipalité décidait d'arrêter tous les chantiers où la Ville est maître d'ouvrage par mesure de précaution sanitaire. Les chantiers ont ensuite repris avec les mesures de protection adéquate. Les chantiers ont été entièrement replanifiés pour prendre en compte cette situation inédite. Les surcoûts ont été minimisés grâce à une bonne coordination avec les entreprises mandatées.

**Des compteurs intelligents par obligation fédérale**

En 2019, un premier préavis a permis de financer le système central et l'informatisation des processus nécessaires au déploiement des compteurs. En 2020, un second préavis a sollicité le financement des compteurs, de leur installation et de l'adaptation des systèmes informatiques existants. Les compteurs de chauffage à distance et de gaz seront également modifiés afin de profiter de cette automatisation. Le Conseil communal a accueilli ce projet après un large débat (lien avec la libéralisation du marché, coûts, sécurité des données, en particulier). Quoiqu'il en soit, il relève d'une obligation fédérale prévue dans la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI).

### **Préparation du bouclage et de la sécurisation du quartier du Biopôle**

Les SIL ont préparé, en partenariat avec la Commune d'Epalinges, une solution de bouclage du réseau de chauffage à distance entre les zones de Boissonnet et du Biopôle. Ce bouclage permettra d'assurer la sécurité d'approvisionnement de la zone du Biopôle, qui ne sera plus garantie dès 2022. Le réseau sera étendu sur la Commune d'Epalinges, ce qui permettra la participation à la réalisation d'une chaufferie à bois dans la zone de la Croix-Blanche, raccordée au réseau des SIL. Ces projets seront présentés à la Municipalité et au Conseil communal en début d'année 2021.

### **Des pompes à chaleur pour valoriser l'eau du lac**

Le service a analysé les opportunités de valorisation de l'énorme potentiel de l'eau du lac avec des pompes à chaleur et défini un plan d'approvisionnement en chaleur pour la zone d'Ouchy. L'enjeu principal est maintenant le positionnement du bâtiment abritant les pompes à chaleur centralisées. Une fois la localisation arrêtée, le projet complet pourra être présenté à la Municipalité et au Conseil communal. C'est un projet phare pour le développement du réseau de chauffage à distance et l'évolution de son approvisionnement vers le 100% renouvelable dans le cadre du Plan climat.

## **Principales activités 2020**

### **Gestion stratégique du patrimoine (GSP)**

La division est responsable de la gestion des actifs des infrastructures électriques, thermiques et télécoms. Dans ce cadre, elle planifie leurs développements, leurs extensions et renouvellements, optimise leurs besoins financiers, suit leurs qualités, leurs coûts et leurs risques et, finalement, contrôle la bonne tenue et la disponibilité des données et outils nécessaires à leur gestion.

L'année 2020 a été marquée par la préparation du projet de décarbonisation des réseaux dans le cadre du Plan climat. Le programme de géothermie profonde a également progressé dans le cadre du premier projet à l'ouest de l'agglomération, où la couche du Malm, principale cible géologique du forage à venir, est moins profonde qu'à l'est, ce qui réduit les risques. Une demande de permis de recherche en surface a été déposée auprès du Canton pour l'ensemble du programme. Un partenariat avec Romande Energie S.A. et SIE S.A. est également en cours de discussion.

Le remplacement du système d'information géographique pour la cartographie des réseaux SISOL se poursuit. Le périmètre du projet a été étendu pour optimiser le remplacement de l'ensemble des outils techniques liés au réseau multimédia.

Sur mandat de LFO S.A., un effort important a été fait pour réduire les coûts d'exploitation des infrastructures du secteur multimédia.

La division a également participé activement aux travaux de préparation de la stratégie cantonale pour le gaz, qui devrait être adoptée dans le courant de l'année 2021.

De manière générale, la révision de l'ensemble des plans directeurs des infrastructures se poursuit, ce qui permettra de disposer de données actualisées pour la préparation de la nouvelle stratégie à cinq ans de la direction en 2021 (stratégie SIL26 pour la prochaine législature).

### **Gestion économique du patrimoine (GEP)**

La division a pour mission de gérer économiquement et administrativement les infrastructures. Ses objectifs permanents sont les suivants:

- établir le «costing» et le «pricing» des infrastructures en fonction des contraintes légales et réglementaires;
- établir et suivre les budgets (charges d'investissement et d'exploitation, revenus) liés aux infrastructures et aux projets;
- garantir l'intégrité des données de consommation d'énergie et assurer leur transmission selon les exigences réglementaires.

La tenue de tableaux de bord a permis à la division de maîtriser et d'anticiper les éventuelles variations de coûts des infrastructures. Des mandats internes de maintenance ont été mis en place en collaboration avec d'autres divisions des SIL afin de pouvoir orienter, dans le futur, les stratégies de maintenance.

Une nouvelle procédure tarifaire pour le chauffage à distance a été élaborée, à l'image de celles existante pour les domaines du gaz et de l'électricité. Sur cette base, les tarifs du chauffage à distance ont été adaptés au 1<sup>er</sup> juillet 2020 afin de tenir compte de l'évolution des coûts. Un système de fonds de différence de couverture permettra d'absorber les variations de températures, et donc de consommation, d'une année à l'autre sans faire varier le tarif.

En vue du déploiement planifié en 2021 des systèmes de mesure intelligents, la division a participé à la détermination des spécifications techniques nécessaires ainsi qu'aux premiers tests d'intégration.

**Bureau études & projets (BEP)**

Le Bureau études et projets, qui regroupe les bureaux techniques du gaz, de l'électricité, du multimédia et du chauffage à distance et les unités du génie civil et du relevé des infrastructures, a pour mission de garantir la bonne exécution des projets d'investissement d'infrastructures, d'en saisir les données et de réaliser la documentation.

En 2020, le réseau de distribution du gaz naturel a été allongé d'environ 3'000 m.

	2018	2019	2020
Longueur des conduites de gaz [km]	753.0	757.1	760.1

Les chantiers d'importance réalisés ont été les suivants:

- sécurisation du réseau haute pression sur l'axe Gland-Prangins: pose de 1'000 m de nouvelles conduites;
- raccordement de plusieurs grands clients, en particulier pour du gaz de processus: 355 m de nouvelles conduites haute pression;
- renouvellement du réseau haute-pression avec la pose de 1'200 m de nouvelles conduites.

En 2020, plusieurs projets d'extension et renouvellement du réseau électrique ont été réalisés avec une pose d'environ 38'000 mètres de tubes ainsi que de nouveaux postes de transformation. Les principaux chantiers ont été les suivants:

- poste haute tension (HT) 125 kilovolts (kV) de Bellefontaine: les travaux pour le remplacement de la MT ont été entièrement terminés en décembre 2020; l'incendie du 11 août 2020 a quelque peu retardé le projet et nécessité la remise en état des liaisons concernées;
- poste HT 125 kV de Pierre-de-Plan: deux transformateurs 125kV/MT ont été renouvelés en début d'année pour cause de vétusté;
- poste HT 50 kV de Praz-Séchaud: suite à l'incendie de 16 septembre 2018, l'installation MT et son contrôle-commande ont entièrement été remplacés puis mis en service en décembre 2020.

Le réseau du chauffage à distance SIL s'est étendu de 470 mètres dans le cadre des nouveaux raccordements clients. Environ 130 mètres de conduites vétustes ont été renouvelés. Les chantiers d'importance réalisés ont été les suivants:

- chemin de Pierrefleur 34/36: extension de 112 m sur le réseau 130 °C;
- avenue de l'Avant-Poste 18/19: extension de 65 m sur le réseau 170 °C;
- place du Vallon: renouvellement de 66 m sur le réseau 170 °C.

	2018	2019	2020
Longueur des conduites de CAD des SIL [km]	113.0	113.5	113.94
Longueur des conduites de CAD OUEST [km]	12.3	13.99	14.60

En matière de réseau multimédia, le principal projet en 2020 a été le programme de décommissionnement du réseau hybride fibre optique-coaxial (HFC) à Lausanne, sur mandat de LFO S.A., comprenant la migration forcée des client-e-s internet sur la fibre optique et la pose de nœuds optiques HFC-B pour les client-e-s TV de sorte à garantir la prestation sans interruption. Le démantèlement du réseau HFC lausannois est prévu fin 2024.

Concernant le réseau HFC hors Lausanne, les raccordements des villes de Prilly, Epalinges et Le Mont ont été mis en îlot afin de fournir une meilleure qualité de service et une bande passante internet plus importante.

**Boisy TV S.A.**

La société n'a pas de personnel. Elle mandate les équipes du BEP pour l'exploitation de sa station de tête. Sa direction opérationnelle est assurée par la division GSP. La société fournit des programmes de télévision et de radio à netplus.ch et à Citycable.

# Service production (PRO)

## Principales missions du service

### Usines hydrauliques et thermiques

- Exploiter les installations dans le respect des normes de sécurité
- Exécuter les plans de maintenance définis par le Service patrimoine
- Intervenir en cas d'urgence, dans les délais impartis, pour assurer la qualité, la continuité et la disponibilité des infrastructures
- Construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de délais et de coûts

### Installations pour tiers et Eclairage public

- Traiter et réaliser les demandes techniques de la clientèle selon les contrats conclus
- Exploiter les projets et infrastructures sous gestion

### Centres de conduite

- Surveiller en continu le fonctionnement des infrastructures pour détecter les potentiels d'amélioration
- Collecter et diriger les appels pour les transmettre aux différents piquets
- Coordonner les interventions avec les équipes de construction et maintenance
- Gérer l'engagement ou le délestage des productions en fonction des contraintes des infrastructures et des mouvements d'énergie
- Etablir des statistiques sur la base d'indicateurs

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre de conduite	24.95	21.95	19.95	18.95
Direction PRO	5.80	4.20	5.20	4.00
Eclairage public	16.40	15.40	16.40	14.40
Installations pour tiers	11.00	11.00	11.00	11.00
Usines hydrauliques	20.70	18.70	20.70	20.70
Usines thermiques	22.00	22.00	22.00	20.00
<b>Total service</b>	<b>100.85</b>	<b>93.25</b>	<b>95.25</b>	<b>89.05</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-5.60</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Centre de conduite	22	21.95	19	18.95
Direction PRO	5	4.20	5	4.00
Eclairage public	16	15.40	15	14.40
Installations pour tiers	11	11.00	11	11.00
Usines hydrauliques	19	18.70	21	20.70
Usines thermiques	22	22.00	20	20.00
<b>Total service</b>	<b>95</b>	<b>93.25</b>	<b>91</b>	<b>89.05</b>



**Apprenti-e-s**

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
	-	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	8	8
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
<b>Total service</b>	<b>9</b>	<b>8</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>8</b>

**Evènements marquants****Covid-19: assurer la continuité des opérations**

Les mesures de protection des collaborateur-trice-s ont eu des conséquences importantes sur l'organisation des entités en charge de l'approvisionnement en énergie:

- afin de garantir la continuité des opérations 24h/24, le centre de conduite du réseau électrique a réparti ses collaborateurs en deux équipes œuvrant les uns au centre principal de Pierre-de-Plan, les autres au nouveau centre de repli de Romanel;
- de son côté, l'usine thermique de Pierre-de-Plan a structuré son exploitation pour se prémunir contre une absence de collaborateurs en cas d'infection;
- les opérations de révision d'un groupe turbine-alternateur et d'une vanne de barrage de l'usine de Lavey ont pu être poursuivies avec une attention toute particulière à la stricte application des mesures de précaution sanitaires ceci afin de rendre l'ouvrage 100% opérationnel à l'arrivée des hautes eaux du printemps.

**Incendie au poste de Bellefontaine**

Le 11 août, un incendie s'est déclaré dans la sous-station de Bellefontaine provoquant une importante panne de courant du Sud-Est de la ville. Le sinistre a pu rapidement être maîtrisé avec le rétablissement du courant trois heures plus tard.

**Des luminaires LED suspendus et télégérés**

Près de 1'300 luminaires suspendus vétustes ont été remplacés par des luminaires LED permettant une économie d'énergie de 460'000 kWh/an. Ils sont équipés d'une gestion à distance point à point permettant des abaissements de lumière contribuant à une économie supplémentaires de 150'000 kWh/an.

**Succès pour les forages des Plaines-du-Loup**

Les 35 forages géothermiques à près de 800 mètres de profondeur prévus pour fournir une partie de l'énergie thermique du premier plan d'affectation des Plaines-du-Loup ont tous été réalisés avec succès libérant l'accès

pour le début des chantiers des immeubles. Les premiers contrats de «contracting» avec les investisseurs ont été finalisés et signés.

## Principales activités 2020

### Usines hydrauliques et thermiques

En 2020, l'aménagement hydroélectrique de l'Usine hydraulique de Lavey a produit 422 GWh contre 388 GWh en 2019 et 402 GWh en 2018 alors que la production moyenne des dix dernières années s'élève à 395 GWh.

Le débit moyen annuel du Rhône de 176 m<sup>3</sup>/s (172 m<sup>3</sup>/s en 2019 et 184 m<sup>3</sup>/s en 2018) a été supérieur de l'ordre de 9% à la moyenne des dix dernières années. L'apport d'eau lié à la fonte des neiges a été important durant les mois doux de mars à avril. A noter que le mois de janvier a été marqué par un fort apport d'eau par le turbinage des aménagements en amont. La crue subite du samedi 3 octobre a exigé un arrêt de production.

La révision du groupe turbo-alternateur N° 1, ainsi que le remplacement des transformateurs de mesures et des protections électriques sur le groupe et sur le transformateur haute tension, ont été réalisés de la mi-février à la mi-juin. Une nouvelle campagne de révision des alternateurs conjointement à celle des turbines (réfection des pales et des manteaux de roue) a débuté en novembre sur le groupe N° 3.

L'année 2020 a connu une température moyenne annuelle de 11.4 °C, en augmentation par rapport à 2019 (11.1 °C). Concernant les degrés jours de chauffage, qui caractérisent les besoins de chauffage durant l'année pour l'usine thermique, la valeur de 2020 a baissé à 2'969 degrés jour, soit 207 degrés jour de moins qu'en 2019. Cette valeur est inférieure de 12.8% par rapport à la moyenne multi-annuelle depuis 1971.

La quantité d'énergie thermique achetée à TRIDEL a baissé de 5.5% par rapport à 2019. L'énergie produite par la station d'épuration de Vidy (STEP) a augmenté de 5.7% par rapport à 2019.

Le projet de construction de la 2<sup>e</sup> chaudière de 24 MW dans la chaufferie de CADSTEP arrive en phase finale, avec une mise en service prévue au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Cette chaufferie d'appoint permettra d'améliorer la sécurité d'approvisionnement du réseau Sud-Ouest qui connaît un fort développement.

Les ventes de chaleur du chauffage à distance, corrigées en fonction des températures moyennes, ont augmenté de +1.2%.

	2018	2019	2020
Nombre de client-e-s	1'382	1413	1'431
Chaleur vendue [GWh]	418.9	433.4	437.7
Total de l'énergie thermique produite [GWh]	489.3	508.5	502.7

### La production et la distribution d'énergie thermique:

	2018	2019	2020
Energie thermique STEP [GWh]	19.8	19.5	20.6
Energie thermique TRIDEL [GWh]	288.2	314.9	296.8
Energie thermique des chaufferies [GWh]	181.4	174.0	185.3
Gaz consommé [GWh]	200.4	187.5	195.9
Mazout consommé [GWh]	1.89	4.79	8.8

Le mix énergétique 2020 du chauffage à distance est composé à 63.1% d'énergie renouvelable (TRIDEL et STEP).

### Installations pour tiers

Les travaux de construction de certains investisseurs du premier plan d'affectation (PA1) des Plaines-du-Loup ayant débutés, la division a lancé les appels d'offres pour les réseaux énergies qui ont été adjugés. Concernant le PA2, une étude pour le concept énergétique a été initiée en tenant compte du retour d'expériences du PA1.

### Eclairage public

La division a participé en tant que prestataire à l'installation de 10 mâts mesurant 13 m et pesant plus d'une tonne et des 156 projecteurs pour le nouveau stade de la Tuilière. Le montage a nécessité l'intervention d'un hélicoptère, de deux camions nacelle et d'une équipe de montage de 4 personnes pendant 15 jours. L'éclairage du pourtour du stade a également été réalisé.

Les 1'433 luminaires suspendus dans les rues de la ville ont été remplacés entre 2019 et 2020 en utilisant la technologie LED équipée de contrôleurs permettant la gestion de l'éclairage à distance. Cette opération permet une réduction de la consommation d'énergie de 60%.

Dans le cadre du festival lumière, les balançoires «Comètes» de la place de la Louve ont été accompagnées d'une projection créant une immersion au sein de la galaxie. Cette année l'Hôtel de Ville a bénéficié d'une

projection fixe avec quatre volets différents durant le mois de décembre, les conditions sanitaires ne permettant pas un spectacle son et lumière comme les années précédentes.

### Centre de conduite

La baisse d'activité induite par le Covid-19 ce printemps a entraîné une baisse de la consommation d'électricité de 12 à 14% par rapport aux mêmes mois des années précédentes. Cette diminution a eu lieu principalement pendant les heures de travail.

En 2020, le total de l'énergie distribuée par les SIL s'est monté à 1'313 GWh soit une baisse de 2.4% par rapport à 2019. La charge maximum du réseau a atteint la valeur de 234 MW le mardi 28 janvier entre 10 h et 11 h par une température extérieure de 2.7 °C. Avec une valeur de 11.5 °C la température annuelle moyenne a été supérieure de 0.6 °C à la moyenne multi-annuelle 1981-2010 de l'Institut suisse de météorologie.

La distribution entre le réseau des SIL et les réseaux avals (SIE, Pully, Paudex, Belmont, Romanel, Lutry et Saint-Maurice) s'est répartie de la manière suivante:

	GWh	%
Energie distribuée dans le réseau SIL (y compris pertes réseau)	853	65
Energie distribuée vers les réseaux avals	460	35
<b>Total</b>	<b>1'313</b>	<b>100</b>

L'énergie délivrée a été en partie soutirée au réseau amont et en partie produite par des installations de production raccordées au réseau des SIL, les principales étant l'aménagement de Lavey et l'usine TRIDEL.

	GWh	%
Energie soutirée au réseau amont	808	61.5
Energie produite dans le réseau SIL	505	38.5
<b>Total</b>	<b>1'313</b>	<b>100</b>

## Service réseaux (RES)

### Principales missions du service

#### Direction du service

- établir et suivre la mission du service en lien avec la mission et la stratégie des SIL
- assurer la gestion administrative et superviser les activités du service
- s'assurer de la bonne application de la gestion qualité, environnement, et santé et sécurité au travail

#### Planification

- établir le calendrier des chantiers et planifier les ressources
- gérer la disponibilité du matériel pour les chantiers
- garantir la conformité des installations électriques basse tension internes aux SIL (OIBT)

#### Raccordements

- traiter les demandes techniques de la clientèle
- planifier et organiser la réalisation des raccordements
- assurer la pose et annoncer la mise en service du comptage
- assurer l'infrastructure de télérelève et de télégestion
- gérer le contrôle périodique de la qualité des raccordements et des infrastructures intérieures (OIBT, etc.)

#### Exploitation électricité et multimédias

- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de sécurité, de délais et de coûts
- exécuter les plans de maintenance
- intervenir en cas d'urgence pour assurer la disponibilité des infrastructures

**Exploitation gaz et chauffage à distance**

- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de sécurité, de délais et de coûts
- exécuter les plans de maintenance
- intervenir en cas d'urgence pour assurer la disponibilité des infrastructures

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction RES	4.00	3.30	4.00	3.30
Exploitation éle/multi	77.80	72.80	81.55	80.35
Exploitation GAZ/CAD	28.00	28.00	28.00	26.00
Planification activités	11.00	10.00	9.00	9.00
Raccordements	42.55	39.55*	42.60	35.30
<b>Total service</b>	<b>163.35</b>	<b>153.65</b>	<b>165.15</b>	<b>153.95</b>

\*1 EPT a été tuilé en décembre 2019 durant 1 mois

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+1.80</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Direction RES	4	3.30	4	3.30
Exploitation éle/multi	74	72.80	82	80.35
Exploitation GAZ/CAD	28	28.00	26	26.00
Planification activités	10	10.00	9	9.00
Raccordements	41	39.55*	36	35.30
<b>Total service</b>	<b>157</b>	<b>153.65</b>	<b>157</b>	<b>153.95</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Planification activités	6	–
<b>Total service</b>	<b>6</b>	<b>0</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	10	10
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	2
<b>Total service</b>	<b>10</b>	<b>12</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	5
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	–

Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>10</b>

## Evènements marquants

### Covid-19: adaptation et disponibilité des équipes

La pandémie a nécessité de fortes adaptations de l'organisation du travail afin d'assurer que la distribution des différentes énergies et des signaux multimédia soit assurée. Un suivi journalier de la situation a été mis en place. Il est important de souligner que les équipes ont toujours répondu présent et ont été disponibles 24h/24 afin de garantir l'ensemble des services de dépannage ainsi que la sécurité des réseaux, ce qui a permis l'accomplissement de la mission du service. La suspension des chantiers, les restrictions à se rendre chez les client.e.s et la mise en place du télétravail ont entraîné une légère diminution des activités durant le semi-confinement du printemps.

### Optimisation des activités gaz

Dans le cadre d'un projet de réorganisation, l'ensemble des processus relatifs à cette activité a été analysé et des améliorations identifiées. Elles seront mises en œuvre durant l'année 2021.

### Suivi des contrôles OIBT

Avec pour objectifs un assainissement de la base de données et une optimisation des outils et des processus, la task force, a poursuivi son activité et les premiers résultats ont été visibles cette année.

## Principales activités 2020

### Division planification des activités (PLA)

La division a pour objectif d'assurer une planification des ressources de terrain en fonction des mandats de construction et de maintenance des infrastructures réseaux de tous les fluides. Elle est une courroie de transmission entre les bureaux techniques et la réalisation. Les interfaces pour la planification des mandats de construction pour chacun des fluides ont permis de disposer d'une vision des activités et d'une prévision des besoins des différentes ressources pour l'année en cours et la suivante. Durant l'année, la consolidation des mandats de fonctionnement pour chacun des fluides a été établie, permettant d'avoir une vision du volume globale annuel de ces activités pour 2020 et 2021.

La division s'occupe également d'assurer la validation ou l'exécution des avis d'installation dans les domaines de l'ordonnance sur les installations électriques à basse tension (OIBT) pour les propres besoins des SIL, en s'assurant de la veille législative, de l'application et du suivi des procédures dans le respect des lois, des normes légales et des règles. Le rôle d'expert est également assuré dans le domaine des installations à basse tension OIBT pour l'ensemble des SIL.

Basés sur des retours réguliers du terrain, la division informe régulièrement les collaborateurs des SIL des améliorations matérielles, des méthodes de travail et de sécurité et fait des propositions dans ce sens.

### Division raccordements (RAC)

La division a pour mission de traiter les demandes techniques de la clientèle et de planifier la réalisation des raccordements. Elle assure également la mise en service des branchements gaz et répond aux demandes techniques des installateurs (environ 7'300 appels et 700 courriels). Le comptage gaz et électricité et la gestion de la télérelève des compteurs à mesure de la courbe de charge font également partie de ses tâches. RAC assure également le suivi du contrôle des installations électriques intérieures des tiers, conformément à l'OIBT, ainsi que le suivi des contrôles des branchements gaz selon les normes de la Société suisse de l'industrie gazière et de l'eau (SSIGE).

Durant l'année, le projet de dématérialisation des ordres de travail relatifs aux poses et déposes des compteurs électricité, gaz et chauffage à distance est passé en phase de réalisation et de test.

Durant la période de crise sanitaire due au Covid-19, des baisses de 30% des nouveaux raccordements extérieurs électriques et d'environ 20% des poses compteurs ont été enregistrées.

### **Division exploitation gaz et chauffage à distance (EGC)**

La division assure la réalisation, la maintenance, le dépannage et l'exploitation des réseaux de chauffage à distance des SIL et de CADOUEST S.A. et de gaz.

En ce qui concerne les réseaux de chauffage à distance, différentes rénovations d'installations et mises en service ont été réalisées et une dizaine de fuites importantes d'eau surchauffée réparées. Le service de piquet a été sollicité environ une fois par semaine. Le nettoyage systématique des chambres techniques se poursuit de même que le remplacement des instruments de métrologie installés chez la clientèle.

En ce qui concerne le réseau de distribution de gaz, 638 km ont été contrôlés, dont 30% durant la nuit afin de minimiser l'impact sur le trafic routier. Plus d'une centaine de nouvelles fuites ont été détectées et réparées. Les faibles fuites sont maintenues sous surveillance. Des travaux d'entretien et de rénovation du réseau ont nécessité des changements de conduites et de vannes.

Le mandat d'exploitation du réseau de la commune de Rolle s'est poursuivi.

### **Division exploitation électricité et multimédia**

La division assure la réalisation, la maintenance, le dépannage et l'exploitation du réseau de l'électricité.

Elle assure les dépannages de jour et les chantiers de réparation suite aux avaries sur le réseau de distribution d'électricité. En 2020, plus de 60 interventions ont été nécessaires. Afin de réduire l'impact des avaries sur la clientèle, un nouveau véhicule équipé d'appareils sophistiqués pour la recherche de défauts sur les câbles moyenne tension/basse tension (MT/BT) a été acquis.

La division assure aussi la construction, la rénovation, la maintenance des réseaux souterrains et aériens MT et BT, ainsi que des postes de transformation MT/BT, tout comme la construction des nouveaux branchements.

Une équipe dédiée s'occupe de gérer les demandes d'alimentation provisoire des chantiers et des manifestations. La situation sanitaire a nécessité réactivité et flexibilité pour raccorder sans préavis des installations pour des lieux d'accueil et faire face à de nombreuses annulations de dernière minute.

Le personnel effectue également du service de piquet pour assurer une fourniture et un service de qualité.

## **SI-REN S.A.**

### **Historique de la société**

- SI-REN S.A. a été créée le 10 décembre 2009 et enregistrée au registre du commerce du Canton de Vaud le 16 décembre 2009. Son capital-actions est de CHF 30'000'000.-.
- Le capital de la société a été sollicité par le rapport-préavis N° 2009/27, adopté par le Conseil communal le 27 octobre 2009.
- Le Conseil communal a apporté plusieurs amendements aux conclusions, dont les nouvelles conclusions 1bis et 1ter qui prévoient respectivement «d'obtenir de la Municipalité qu'elle informe le Conseil communal des activités de cette société, même a posteriori, comme si elles étaient le fait des Services industriels», et «de soumettre cette société au contrôle de la Commission de gestion au même titre que l'Administration de la Ville de Lausanne».
- La Municipalité, pour respecter la demande d'information du Conseil communal, a décidé de rendre compte des activités de SI-REN S.A. via le rapport de gestion des SIL. Elle transmet également le rapport de gestion de la société SI-REN S.A. aux commissaires de gestion et des finances des sous-commissions des SIL.

### **But de la société (article 2 des statuts)**

«La société a pour but l'étude, la construction et l'exploitation d'installations de production ainsi que la fourniture d'énergie dans le domaine des énergies renouvelables en Suisse et à l'étranger. Elle pourra également conduire des projets de recherche fondamentale et appliquée dans tous les domaines des énergies renouvelables, conceptualiser et commercialiser des produits et services dans ce domaine, ainsi que procéder à la réalisation de projets de recherche sous toute autre forme. Elle peut effectuer, elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, toutes opérations en rapport direct ou indirect avec son but, y compris dans le domaine de la propriété intellectuelle, en Suisse et à l'étranger. La société peut acquérir, détenir et aliéner des immeubles. La société peut exercer toutes les activités commerciales, financières – notamment à travers des prises de participation en Suisse et à l'étranger – ou autres en rapport avec son but.»

## Effectif du personnel

La société compte 6,3 EPT. M. Richard Mesple, directeur, a quitté ses fonctions le 30 septembre 2020 après 10 ans d'activité au sein de la société. Il sera remplacé au 1<sup>er</sup> avril 2021 par M. Xavier Righetti, actuel chef de la division efficacité énergétique des SIL.

## Principales activités 2020

### Plan solaire photovoltaïque

En 2020, les centrales photovoltaïques de SI-REN S.A. ont produit environ 11.7 GWh, soit l'équivalent de la consommation de 3'900 ménages consommant 3'000 kWh par an. Depuis 2011, la production solaire cumulée se monte à près de 58 GWh.

Avec 64 installations totalisant une puissance installée de 12.48 MW, le déploiement photovoltaïque suit son cours. Neuf nouvelles centrales solaires ont été réalisées en 2020 pour une puissance cumulée de 1.6 MW. Il s'agit du MAD, de la piscine de la Vaudoise aréna, du stade de la Tuilière, du Gymnase de Chamblandes, du Chalet de la Ville au Mont-sur-Lausanne, de l'école de Riant-Pré, du bâtiment de Provence 24, des Docks et de Streetbox à Etoy. La production des centrales photovoltaïques de SI-REN S.A. peut se consulter en direct sur le site internet [www.si-ren.ch](http://www.si-ren.ch).

Après le site des Falaises, une nouvelle installation réalisée selon les conditions d'un regroupement pour la consommation propre a été installée en 2020 dans le bâtiment de Provence 24. En collaboration avec les SIL, d'autres regroupements et communautés d'autoconsommation verront le jour en 2021.

Au 31 décembre 2020, trois nouvelles centrales solaires étaient en chantier, totalisant une puissance de 245 kW. Le bureau d'ingénieurs de SI-REN S.A. travaille actuellement sur 33 projets (2021-2023), totalisant une puissance potentielle de 8.6 MW.

### Projet EolJorat Sud

Lancé en 2007, le projet EolJorat Sud compte huit éoliennes prévues entièrement sur territoire communal. Le parc EolJorat Sud devrait produire de 55 à 70 GWh/an, selon le modèle d'éoliennes qui sera retenu lors de la phase de demande des permis de construire.

Le projet de plan partiel d'affectation «EolJorat secteur Sud», adopté par le Conseil communal le 22 septembre 2015, a obtenu l'approbation préalable du Département cantonal du territoire et de l'environnement le 8 juin 2016. Le projet a fait l'objet de recours auprès de la Cour de droit administratif et public (CDAP) qui a rendu un arrêt le 1<sup>er</sup> octobre 2019 déboutant les recourants. Ces derniers ont alors porté l'affaire au Tribunal fédéral, dont la décision est toujours pendante.

Au vu du signal très clair donné par la CDAP, le Conseil d'administration de SI-REN a décidé de démarrer en 2020 la préparation des permis de construire (études complémentaires, choix du fournisseur d'éoliennes, etc.) en vue d'être prêt à déclencher la suite de la procédure dès que la décision du Tribunal fédéral sera rendue, sous réserve bien sûr qu'elle soit favorable. La décision du Tribunal fédéral est attendue d'ici mi-2021.

### Projet Alpine geothermal power production (AGEPP)

Le projet AGEPP vise à exploiter l'énergie renouvelable fournie par la géothermie à Lavey, l'un des sites les mieux connus en Suisse du point de vue du potentiel géothermique. L'objectif du forage prévu est d'extraire de l'eau à 110 °C avec un débit de 40 litres par seconde (l/s), conditions qui permettraient de produire chaque année:

- 4.2 GWh électriques bruts via une centrale de type ORC (Organic Rankine Cycle);
- 15.5 GWh thermiques afin d'alimenter les Bains de Lavey en eaux thermales pour le renouvellement de l'eau des piscines et en énergie thermique pour le chauffage des piscines et des bâtiments.

SI-REN S.A. possède 21.72% de la société AGEPP S.A., créée en 2017. Les autres actionnaires sont Holdigaz S.A. (21.72%), Romande Energie Holding S.A. (15.74%), EOS Holding S.A. (19.11%), CESLA S.A. (15.20%), la Commune de Saint-Maurice (4.34%) et la Commune de Lavey-Morcles (2.17%).

En 2020, les appels d'offres des divers lots ont avancé et les travaux de construction de la plateforme de forage ont été adjugés. Après plusieurs analyses croisées sur la sismicité et du fait des spécificités du projet, ce dernier a été classé en catégorie 2, moins contraignante en matière de suivi et de procédure que la catégorie 3.

L'augmentation de capital planifiée en fonction de l'avancement du projet a été effectuée.

### **Palézieux Bio-énergies S.A.**

En 2020, l'installation de biométhanisation agricole exploitée par la société a produit 1.1 GWh d'électricité (1.08 GWh en 2019), et valorisé 0.55 GWh de chaleur (0.6 GWh en 2019) qui ont permis de chauffer l'exploitation agricole et, partiellement, le collège de Palézieux-Village. L'installation bénéficie de la rétribution à prix coûtant pour la vente de l'électricité. SI-REN S.A. détient 39% de la société.

### **Montéole SAS**

Au côté d'EOS Holding S.A comme second actionnaire, SI-REN S.A. détient depuis 2012 une participation de 51% dans la société Montéole SAS, qui possède le Parc Monts Bergerons I, mis en service en décembre 2008 et doté de cinq éoliennes Sanvion de 2 MW. Le parc est situé dans le département de la Somme, en région Picardie. L'énergie est reprise jusqu'en 2023 par Electricité de France (EDF) selon un système de rétribution à prix coûtant. La production 2020 s'est élevée à 23.3 GWh (20.24 GWh en 2019).

## **LFO S.A.**

### **Historique de la société**

- LFO S.A. a été créée le 28 janvier 2013 et enregistrée au registre du commerce du Canton de Vaud le 8 février 2013. Son capital-actions est de CHF 10'000'000.-
- Le capital de la société a été sollicité par le rapport-préavis N°2012/27 adopté par le Conseil communal le 13 novembre 2012
- La Commission de gestion (25<sup>e</sup> observation 2013) a demandé que les activités de cette société soient présentées au Conseil communal et fassent l'objet d'un chapitre particulier du rapport de gestion

### **But de la société (article 2 des statuts)**

«La société a pour but l'acquisition, la construction, l'exploitation et la commercialisation de réseaux pour le transport d'information; elle assure en outre leur évolution. La société peut:

- exercer toute activité financière, commerciale ou industrielle, mobilière ou immobilière, en rapport direct ou indirect avec son but
- participer à toutes entreprises ayant un rapport direct ou indirect avec son but»

### **Effectif du personnel**

La société n'a pas de personnel. Elle mandate les équipes des SIL pour la construction et l'entretien des réseaux. Sa direction opérationnelle est assurée sur mandat par un collaborateur spécialisé du Service patrimoine.

### **Principales activités 2020**

#### **Extension de la fibre optique**

En ce qui concerne les nouveaux bâtiments et objets transformés, 676 unités d'habitation ont été raccordées à Lausanne en 2020. L'installation de 4'100 nouvelles prises optiques a également été réalisée dans des logements existants.

#### **Démantèlement du réseau HFC**

La migration continue de la clientèle internet HFC sur le réseau de fibre optique permet de poursuivre le démantèlement du réseau HFC avec plus de 500 amplificateurs supprimés en 2020.

#### **Mise à jour du plan d'affaires**

Le plan d'affaires a été mise à jour et les perspectives de la société permettent d'entrevoir une amélioration de la situation à moyen terme moyennant une gestion rigoureuse des ressources financières.







# Bureau du Conseil communal

## Rapport du Bureau du Conseil communal sur sa gestion de juillet 2019 à fin juin 2020 et l'état de ses archives

Avec la nouvelle Constitution, les autorités communales voient leur mandat débiter au 1<sup>er</sup> juillet. Pour tenir compte de cette nouvelle réalité, en juin 2010, le Bureau du Conseil communal a décidé, en accord avec les président-e-s des groupes, que ses rapports de gestion couvriraient l'exercice effectif, du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, et non plus l'année civile.

### Tableau récapitulatif

Objet	Nombre en 2019-2020	Nombre en 2018-2019	Nombre en 2017-2018	Nombre en 2016-2017
Séances plénières simples du Conseil communal	2	2	3	5
Séances plénières doubles du Conseil communal	18	22	19	18
Démissions de membres du Conseil entre 01.07. et 30.06	13	9	16	9
Motions déposées entre 01.07. et 30.06	–	4	2	3
Postulats déposés entre 01.07. et 30.06	65	49	59	67
Projets de règlement déposés entre 01.07. et 30.06	–	1	3	3
Interpellations ordinaires déposées entre 01.07. et 30.06	23	44	65	52
Interpellations urgentes déposées entre 01.07. et 30.06	44	17	24	15
Pétitions déposées entre 01.07. et 30.06	12	16	12	10
Préavis déposés entre 01.07. et 30.06	36	39	32	37
Rapports-préavis déposés entre 01.07. et 30.06	16	22	27	10
Rapports (R1 à Rn) de l'année	91	95	114	97
Questions écrites transmises à la Municipalité	47	21	25	19
Questions orales posées par les membres du Conseil communal en séance	128	142	171	157
Nomination des commissions ad hoc par le Bureau	119	93	75	98
Séances de la Commission de gestion	10	11	8	8
Séances de la Commission des finances	12	12	13	11
Séances de la Commission des pétitions	4	4	9	7
Séances de la Commission de recours en matière d'impôt communal	15	24	24	17
Séances de la Commission de politique régionale	–	–	4	4
Séances du Bureau du Conseil	21	15	17	18
Invitations reçues	63	160	91	103
Nombre d'objets soumis durant les week-ends de votations (y c. élections)	7	9	8	10
Nombre d'urgences demandées par la Municipalité	41	47	38	36
Nombre d'objets traités (préavis, rapport-préavis, initiatives, interpellations, interpellations urgentes)	115	203	189	155
Ratio nombre d'objets traités/nombre de séances	5.75	8.45	8.5	6.2

Le ratio présenté à la dernière ligne du tableau ci-dessus ne peut être pris en considération sans tenir compte du type de dossiers traités durant l'année parlementaire. En effet, la division du nombre d'objets traités par le nombre de séances ne dit rien sur la complexité des objets soumis aux membres du Conseil. Certaines années, le Conseil vote plusieurs objets nécessitant de nombreuses heures de débats. De plus, les initiatives renvoyées en commission ne sont pas comprises dans le nombre d'objets traités.

L'année présidentielle a été marquée par la crise sanitaire du Covid-19. Elle est sans précédent. Les travaux du Conseil et des commissions ont été interrompus du 4 mars 2020 au 5 mai 2020. Durant cette interruption, les membres du Bureau ont continué de se réunir à fréquence régulière. La définition des consignes et du programme de la suite des travaux du Conseil communal était tributaire des décisions du Conseil fédéral et du Conseil d'Etat vaudois. Dès que ce dernier l'a autorisé, le Bureau a organisé les séances du Conseil.

Durant toute la fin de l'année présidentielle, soit les séances des 3, 19 et 26 mai, puis des 9, 10, 23 et 24 juin, les séances ont eu lieu à la Halle 35 du bâtiment Sud de Beaulieu. Le prix de la location de la salle – CHF 10'000.- par soir – a pu être négocié par la présidente du Conseil, le syndic et la direction de Beaulieu. A ce montant se sont ajoutés les frais techniques de réalisation audio et vidéo et les frais liés aux mesures sanitaires, dont le contrôle du respect a été assumé par la préfecture du district de Lausanne.

### Décision du Conseil sans délibération

Durant la crise sanitaire et la suspension des travaux du Conseil, la Municipalité a eu besoin de faire adopter des préavis pour permettre la réalisation de travaux sur des bâtiments scolaires. Le Conseil d'Etat a autorisé les conseils communaux à prendre des décisions sans réunion et à organiser des votes par correspondance. Le Bureau s'est saisi de cette opportunité pour mettre en place une procédure de vote par correspondance. La rédaction des questions aux membres du Conseil et l'édition des bulletins ont été supervisées par la préfecture.

### Examen de recevabilité des pétitions

Depuis l'entrée en vigueur de la révision 2016 de la loi sur les communes, le Bureau appliquait aux pétitions la procédure d'examen de recevabilité. Pour que cet examen puisse se faire dans des bonnes conditions, le Bureau le mène lors de ses séances. Cela a pour conséquence que lorsqu'une pétition est réceptionnée entre une séance du Bureau et une séance du Conseil, son dépôt n'est pas annoncé à la première séance du Conseil qui suit sa réception – comme l'exige le Règlement du Conseil et la loi sur les communes – mais lors de la séance du Conseil qui suit la première séance du Bureau après réception du texte.

Un citoyen a fait remarquer le non-respect du règlement et de la loi et s'est adressé à la préfecture de Lausanne. Le Bureau a donc modifié sa pratique en annonçant les dépôts des pétitions à la séance du Conseil qui suit leur réception, et reporte l'examen de recevabilité à la séance du Bureau la plus proche. Cela implique qu'il peut y avoir deux annonces pour la même pétition si, après examen, il s'avère que la pétition n'est pas recevable.

### Rédaction du Bulletin du Conseil

Les activités du Grand Conseil ayant été suspendues durant la crise sanitaire, l'équipe de rédaction du Bulletin du Grand Conseil a proposé ses services pour la rédaction du Bulletin du Conseil communal de Lausanne. Avec près de 300 heures de travail, l'aide a été précieuse pour avancer dans la rédaction et rattraper le retard.

Par ailleurs, dans sa séance du 7 janvier 2020, le Bureau a décidé de mettre en œuvre la rédaction du bulletin sous forme de verbatim et de publier deux cahiers séparés. Cela doit permettre de gagner du temps dans l'édition et rattraper le retard de publication.

Année présidentielle	Semestre juillet-décembre – état	Semestre janvier-juin – état
2016-2017	bulletins imprimés	bulletins imprimés
2017-2018	rédaction terminée	en cours de rédaction
2018-2019	en cours de rédaction	rédaction terminée
2019-2020	rédaction terminée	en cours de rédaction

### Versement aux Archives

Le 10 juillet 2020, le Secrétariat du Conseil communal a opéré le versement aux Archives de la Ville:

- séances Conseil communal (dossiers par séance) du 28 juin 2016 au 2 mai 2017;
- procès-verbaux originaux des séances du Conseil communal, année 2018-2019 (présidence Beaud);
- extraits de procès-verbaux originaux, année 2019;
- Bureau du Conseil communal, année 2019: ordres du jour et procès-verbaux, correspondance;
- Commission de gestion, année 2019: ordres du jour et procès-verbaux, correspondance;
- pétitions déposées au Conseil communal du 10 mai 2016 au 17 janvier 2017.



# Registre des participations 2020

## Avant-propos

La troisième édition du registre des participations recense 132 entités et 234 mandats de représentation répartis entre 70 personnes. Le périmètre est dès lors stabilisé.

Pour rappel, le présent registre s'attache d'une part à exposer les participations actuelles que la Ville détient, en y détaillant les représentant-e-s ainsi que les objectifs stratégiques que celle-ci entend poursuivre, et d'autre part à faire état des entrées et sorties de participations effectuées durant l'année 2020 (à cet effet, une mise en évidence de celles-ci a été effectuée en fin de registre).

Nombre de personnes morales						
direction de tutelle	S.A.	Fondation de droit privé	Association	Coopérative	Fondation et entreprise de droit public	Total général
1 CD	5	21	1	-	1	28
2 SE	3	4	-	-	-	7
3 SCS	3	8	9	-	1	21
4 LEA	13	6	-	14	-	33
5 EJQ	-	8	-	-	1	9
6 FIM	7	1	-	-	-	8
7 SIL	22	-	3	-	1	26
<b>Total général</b>	<b>53</b>	<b>48</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>132</b>

Les entités sont réparties selon la typologie figurant dans le tableau ci-dessus.

Enfin, la Municipalité réitère sa volonté d'établir formellement et de communiquer les objectifs qu'elle poursuit et entend atteindre par la détention de participations d'une part en les intégrant de manière systématique au présent registre et d'autre part en les communiquant personnellement aux représentant-e-s de la Ville aux moyens de lettres de mission.



## Table des matières

Registre des représentant-e-s de la Ville de Lausanne et des objectifs stratégiques liés aux participations – Etat au 31 décembre 2020

<b>Sociétés anonymes (S.A.)</b>	<b>324</b>
<b>1. Culture et développement urbain</b>	<b>324</b>
Beaulieu S.A.	324
Groupe CGN S.A.	324
SI Conservatoire Lausanne S.A.	324
SI EJMA Lausanne S.A.	324
Vaud-Fribourg TV S.A.	325
<b>2. Sécurité et économie</b>	<b>325</b>
Biopôle S.A.	325
Epura S.A.	325
Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.	326
<b>3. Sports et cohésion sociale</b>	<b>326</b>
Centre sportif de Malley S.A.	326
E.H.L. Holding S.A.	326
Maison du Sport International S.A.	326
<b>4. Logement, environnement et architecture</b>	<b>327</b>
Bâtir A S.A.	327
La Maison Ouvrière B S.A.	327
La Maison Ouvrière C S.A.	327
La Vidynette A S.A.	327
Le Geai S.A.	328
Le Logement simple S.A.	328
Logis familial S.A.	328
S F PIERREFLEUR S.A.	329
Bâtir B S.A.	329
Bâtir C S.A.	329
S.I. Tour d'Entrebois A S.A.	329
SILL S.A. Société immobilière lausannoise de logement	330
Société de construction S.A.	330
<b>6. Finances et mobilité</b>	<b>330</b>
Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher	330
CRIDEC, Centre de ramassage et d'identification des déchets spéciaux S.A.	331
GEDREL S.A.	331
ISDS Oulens S.A.	331
Parkings-Relais lausannois S.A.	331
Transports publics de la Région Lausannoise S.A.	332
TRIDEL S.A. (via GEDREL S.A.)	332
<b>7. Services industriels</b>	<b>332</b>
AGEPP S.A. (via SI-REN S.A., EOS Holding S.A. et Romande Energie Holding S.A.)	332
Alpiq Holding S.A. (via EOS Holding S.A.)	332
Boisy TV S.A.	333
Cadouest S.A.	333
EOS Holding S.A.	333
Forces motrices de l'Aboyeu S.A.	333
Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)	334
Gaznat S.A. Société pour l'Approvisionnement et le Transport du Gaz Naturel en Suisse	334
LaZur Energie S.A.	334
LFO S.A.	334
MBR S.A.	335
Neo technologies S.A.	335
netplus.ch S.A.	335
Petrosvibri S.A. (Via Gaznat S.A.)	335
RhônEole S.A.	335
Romande Energie Holding S.A.	336
Romande Energie S.A. (via Romande Energie Holding S.A.)	336
Securelec-Vaud S.A.	336

SI-REN S.A.	336
Spontis S.A.	336
Swissgas S.A. (via Gaznat S.A.)	337
Swisspower S.A.	337
<b>Fondations de droit privé</b>	<b>337</b>
<b>1. Culture et développement urbain</b>	<b>337</b>
Cinémathèque suisse	337
Ecole de Jazz et de Musique Actuelle de Lausanne	337
EML fondation Ecole de musique de Lausanne	338
Fondation Arsenic	338
Fondation Béjart Ballet Lausanne	338
Fondation Capitole	338
Fondation de la Haute école de musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne	339
Fondation de l'Hermitage donation famille Bugnion	339
Fondation du Petit Théâtre de Lausanne	339
Fondation du Théâtre Boulimie	339
Fondation du Théâtre Kléber-Méleau	340
Fondation Ensemble Vocal de Lausanne	340
Fondation Festival de la Cité	340
Fondation Jean Monnet pour l'Europe	340
Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)	341
Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)	341
Fondation pour les musiques actuelles (Les Docks)	341
Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles	341
Fondation romande pour le cinéma	342
Fondation Sinfonietta de Lausanne	342
Orchestre de chambre de Lausanne	342
<b>2. Sécurité et économie</b>	<b>342</b>
Fondation pour le commerce lausannois	342
Fondation urgence santé	343
Fondation pour l'innovation technologique	343
Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne	343
<b>3. Sports et cohésion sociale</b>	<b>343</b>
Académie Internationale des Sciences et Techniques du Sport (AISTS)	343
Centre mondial du cyclisme	344
Fondation Centre Sport – Etudes	344
Fondation de l'Ecole hôtelière de Lausanne, EHL	344
Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)	344
Fondation Olympique pour la culture et le patrimoine	345
Fondation Soins Lausanne	345
Fonds Edouard et Hortense Pache	345
<b>4. Logement, environnement et architecture</b>	<b>345</b>
FMEL (Fondation Maisons pour Etudiants – Lausanne)	345
Fondation Daniel et Liliane Courvoisier	346
Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)	346
Fondation Pro Habitat	347
FSLE (Fondation Solidarité logement pour les étudiant-e-s)	347
<b>5. Enfance, jeunesse et quartiers</b>	<b>347</b>
Fondation Bellet	347
Fondation de l'espace des inventions	347
Fondation école d'études sociales et pédagogiques	348
Fondation La Pouponnière et l'Abri	348
Fondation pour les nouvelles orgues de la Cathédrale de Lausanne	348
Fondation Malley-Prairie	348
Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL)	349
Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil	349
<b>6. Finances et mobilité</b>	<b>349</b>
Fondation pour un Centre d'Education permanente	349
<b>Associations</b>	<b>349</b>
<b>1. Culture et développement urbain</b>	<b>349</b>
Union mondiale des villes olympiques	349

<b>3. Sports et cohésion sociale</b>	<b>350</b>
Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne	350
Association Athletissima	350
Association 3×3 FIBA WorldTour	350
Association de la Journée lausannoise du vélo	351
Association Tour de Romandie – épreuve de Lausanne	351
Association des Volontaires sportifs Lausannois	351
Association du Lausanne Marathon	351
Association du Triathlon de Lausanne	352
Association Lausanne Inspiration 2020	352
<b>7. Services industriels</b>	<b>352</b>
Communauté d'intérêt pour la formation des électriciens de réseau (CIFER)	352
Distributeurs multi-fluides romands (MULTIDIS)	352
Gaziers Romands	353
<b>Coopératives</b>	<b>353</b>
<b>4. Logement, environnement et architecture</b>	<b>353</b>
Boipac – Société coopérative	353
COOPELIA Coopérative sociale pour l'encouragement à la construction de logements	353
Coopérative Cité Derrière	354
Coopérative Tunnel-Riponne	354
L'Habitation Féminine Société Coopérative	354
Logacop société coopérative	354
Logement idéal	355
S.C. Avenue Vinet 31	355
S.C.I. Clair Logis Lausanne B	355
Société coopérative de la Maison familiale	356
Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise	356
Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)	356
Société Coopérative d'Habitation Unia	356
SODEFOR société coopérative	357
<b>Fondation et entreprises de droit public</b>	<b>357</b>
<b>1. Culture et développement urbain</b>	<b>357</b>
Fondation pour l'enseignement de la musique	357
<b>3. Sports et cohésion sociale</b>	<b>357</b>
Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG	357
<b>5. Enfance, jeunesse et quartiers</b>	<b>358</b>
Fondation pour l'accueil de jour des enfants	358
<b>7. Services industriels</b>	<b>358</b>
Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud (ECA)	358
<b>Entrée et sorties de participations</b>	<b>358</b>

## Registre des représentant-e-s de la Ville de Lausanne et des objectifs stratégiques liés aux participations – Etat au 31 décembre 2020

**Sociétés anonymes (S.A.)****1. Culture et développement urbain****Beaulieu S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya
Vice-Président	Adjoint au chef du service – SLG	Salyador, Ahmet

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne marche et le développement du site de Beaulieu conformément au préavis N° 2018/60	Gérer et exploiter le complexe immobilier du Palais de Beaulieu et accompagner la Municipalité dans le développement du périmètre des Halles Nord et du Front Jomini

**Groupe CGN S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur-trice		Vacant

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité lacustre et le développement d'une offre pendulaire de qualité	Renforcer l'offre pendulaire
Assurer le développement d'une offre touristique de qualité	Développer une offre touristique en lien avec le marché et les actions de Lausanne Tourisme
Veiller à la bonne intégration des activités de la CGN en lien avec l'aménagement des rives du lac dans les zones d'Ouchy et Bellerive	

**SI Conservatoire Lausanne S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Conseiller municipal EJQ	Payot, David

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne gestion immobilière d'un immeuble dont la mission est d'accueillir une école de musique au sens de la LEM	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Offrir des locaux adaptés à l'enseignement de la musique et des conditions locatives au prix coûtant, tenant compte des besoins de financement, d'entretien et d'amortissement du bâtiment</li> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne, unique entité finançant le loyer de l'école de musique</li> <li>— Disposer d'un suivi de l'état du bâtiment et des rénovations en cours et futures</li> </ul>

**SI EJMA Lausanne S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya
Vice-Président	Adjoint au chef du service SLG	Salyador, Ahmet

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne gestion immobilière d'un immeuble dont la mission est d'accueillir une école de musique au sens de la LEM	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Offrir des locaux adaptés à l'enseignement de la musique et des conditions locatives au prix coûtant, tenant compte des besoins de financement, d'entretien et d'amortissement du bâtiment</li> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne, unique entité finançant le loyer de l'école de musique</li> <li>— Disposer d'un suivi de l'état du bâtiment et des rénovations en cours et futures</li> </ul>

## Vaud-Fribourg TV S.A.

### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller stratégique	Bernard, Fabrice
Administrateur-trice		Vacant

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir une information locale de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Offrir un média télévisuel de service public régional, produisant et diffusant des contenus destinés à couvrir l'actualité locale pour en informer la population lausannoise</li> <li>— Assurer un modèle médiatique indépendant des critères politiques ou d'audience, plaçant le critère commercial en second plan</li> </ul>

## 2. Sécurité et économie

### Biopôle S.A.

### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'activité économique sur les terrains du plan d'affectation cantonal n° 309 «Vennes»	Favoriser l'implantation d'activités à forte valeur ajoutée, principalement dans le domaine biologique et médical, accessoirement dans d'autres technologies, ainsi que de quartiers généraux, y compris à vocation internationale et de tourisme d'affaires

### Epura S.A.

### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Chef du Service des finances	Bourquin, Emmanuel
Administrateur	Chef du Service de l'eau	Apothéloz, Sébastien

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Garantir à la population lausannoise et aux communes de l'entente CISTEP un traitement performant des eaux usées, limitant au maximum l'impact des activités humaines sur le Léman, y compris du point de vue des micropolluants, dans le respect des normes en vigueur et à un coût raisonnable	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Maintenir l'intégralité du capital de la société en mains lausannoises</li> <li>— S'assurer que les installations d'incinération permettent l'élimination des boues de la STEP et du périmètre de récolte dans le respect des normes, notamment de qualité de l'air</li> <li>— Offrir une infrastructure performante, durable, répondant aux besoins de l'exploitation et s'intégrant au mieux dans un site sensible</li> <li>— Maîtriser les coûts de construction et d'exploitation et assurer une bonne gestion administrative et financière de la société</li> <li>— S'assurer que l'exploitation des installations soit faite de manière efficiente, dans le respect des normes environnementales et en veillant à la santé et à la sécurité des travailleur-euse-s. Veiller à la bonne collaboration avec le Service de l'eau qui assure l'exploitation opérationnelle et les contacts avec les communes de l'entente CISTEP</li> </ul>

**Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Ancien conseiller municipal	Français, Olivier

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité transalpine	— Veiller à l'accessibilité, à la bonne gestion et à la sécurité d'une infrastructure routière stratégique — Mettre en œuvre la coopération régionale

**3. Sports et cohésion sociale****Centre sportif de Malley S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Ancien syndic	Schilt, Jean-Jacques
Administrateur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Administrateur	Représentant externe	Schaer, Claude
Administrateur-trice		Vacant
Administrateur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Aspects financiers	S'assurer du respect des budgets d'investissement et d'exploitation
Développement du CSM	S'assurer du bon développement du CSM
Coordination	S'assurer d'une bonne coordination des activités du CSM avec celles du Service des sports de la Ville de Lausanne

**E.H.L. Holding S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil d'administration	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar <sup>1</sup>

<sup>1</sup> membre à titre personnel

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Favoriser les contacts entre l'institution et la Ville

**Maison du Sport International S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Administrateur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement de la société	S'assurer du bon développement de la MSI au sein du réseau olympique
Aspects financiers	Veiller au respect des états locatifs
Coordination	Coordonner les activités des différents acteurs (locataires, copropriétaires, gérance, personnel, etc.) au sein de la MSI

## 4. Logement, environnement et architecture

### Bâtir A S.A.

#### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea
Administratrice	Responsable des établissements publics – SLG	Arlettaz, Myriam
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataires – SLG	Demarta, Gino
Administrateur-trice		Vacant

#### Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société

### La Maison Ouvrière B S.A.

#### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable du système de contrôle interne – SLG	Salamolard Gremion, Liliane

#### Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

### La Maison Ouvrière C S.A.

#### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable du système de contrôle interne – SLG	Salamolard Gremion, Liliane

#### Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

### La Vidynette A S.A.

#### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Le Geai S.A.****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société

**Le Logement simple S.A.****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable des établissements publics – SLG	Arlettaz, Myriam

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté; rénovation de Florençy, immeuble orienté seniors

**Logis familial S.A.****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea
Administrateur-trice		Vacant

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté



**S F PIERREFLEUR S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable des établissements publics – SLG	Arlettaz, Myriam

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Bâtir B S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur-trice		Vacant

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Bâtir C S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur-trice		Vacant

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**S.I. Tour d'Entrebois A S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable des établissements publics – SLG	Arlettaz, Myriam

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté. Projet de rénovation d'une tour d'habitation à Entrebois

## SILL S.A. Société immobilière lausannoise de logement

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Chef du Service du logement et des gérances ad interim	Forestier, Olivier
Administrateur	Economiste au sein du Service des finances	Feniello, Jean-Pierre
Administrateur	Représentant externe	Eggli, Andrea
Administrateur	Représentant externe	Ferrari, Yves
Administrateur	Représentant externe	Noverraz, Pierre
Administratrice	Représentant externe	Perrin, Sarra

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements seniors et étudiants	Développer de façon innovante des projets correspondant à ces deux cibles
Plaines-du-Loup	Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et en suivre la mise en œuvre
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté
Approbation des comptes	Examiner les comptes, les approuver

## Société de construction S.A.

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable du système de contrôle interne – SLG	Salamolard Gremion, Liliane

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

## 6. Finances et mobilité

## Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service des routes et de la mobilité	Etournaud, Patrick

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Développement et maintien du réseau	Développer et maintenir un réseau de transports publics répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passager-ère-s
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

**CRIDEC, Centre de ramassage et d'identification des déchets spéciaux S.A.****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service de la propreté urbaine	Beaudinot, Stéphane

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Assurer l'élimination des déchets spéciaux et dangereux	Assurer l'élimination des déchets spéciaux et dangereux de la Ville en application des lois fédérales et cantonales et du plan cantonal de gestion des déchets

**GEDREL S.A.****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Secrétaire général	Chef du Service de la propreté urbaine	Beaudinot, Stéphane

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Assurer l'exécution des obligations communales	Assurer l'exécution par GEDREL des tâches communales prescrites par la législation vaudoise sur la gestion des déchets et déléguées par la Ville
Soutien aux communes du périmètre	Encourager les communes au recyclage. Fournir documentation et information en matière de gestion des déchets. Veille technique

**ISDS Oulens S.A.****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service de la propreté urbaine	Beaudinot, Stéphane

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Déchets spéciaux stabilisés	Assurer le stockage des déchets stabilisés dans l'installation
Conduire la société à cette cessation d'activité	— Terminer le remplissage des sillons dans le respect des normes environnementales — Préparer la société à sa cessation d'activité (remise en état du terrain, vente du matériel, etc.)

**Parkings-Relais lausannois S.A.****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Chef de la division Mobilité – RM	Gonin, Alain
Administrateur	Economiste au Service des finances	Feniello, Jean-Pierre

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement et maintien	Développer et maintenir une infrastructure de stationnement répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passager-ère-s
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

## Transports publics de la Région Lausannoise S.A.

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur et membre du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Administratrice et membre du comité de direction	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Administratrice et membre du comité de direction	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement et maintien	Développer et maintenir un réseau de transports publics répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passager-ère-s
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

## TRIDEL S.A. (via GEDREL S.A.)

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la valorisation des déchets lausannois	Assurer la valorisation thermique des déchets
Assurer l'élimination des déchets résiduels	Elimination des déchets résiduels en application des normes OLED
Améliorer le transport des déchets	Favoriser et développer le transport par le rail

## 7. Services industriels

## AGEPP S.A. (via SI-REN S.A., EOS Holding S.A. et Romande Energie Holding S.A.)

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

## Alpiq Holding S.A. (via EOS Holding S.A.)

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

**Boisy TV S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administratrice	Adjointe au chef du Service des finances	Balet-Nicolet, Danièle

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Améliorer l'offre	Fournir des signaux multimédias à des câblo-opérateurs partenaires
Développer les marchés et prestations	Trouver de nouveaux marchés et développer de nouvelles prestations
Assurer une veille technologique	Suivre l'évolution technologique de saisie, de traitement et de fourniture des signaux

**Cadouest S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois	Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois, en tenant compte de la chaleur disponible fournie par les SIL, et contribuer ainsi à la réduction efficace des émissions de CO <sub>2</sub> dans l'agglomération lausannoise
Améliorer le rendement financier	A terme, dégager un dividende de cette activité

**EOS Holding S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	— Poursuivre le développement des nouvelles énergies renouvelables en Europe — Favoriser de manière convergente et commune, les intérêts des actionnaires auprès d'Alpiq — Assurer des revenus à la Ville par le biais du dividende

**Forces motrices de l'Aboyeu S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la production électrique et la bonne gestion	— Produire de l'électricité de source hydraulique — Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL

**Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir de l'énergie de réglage et assurer la rentabilité	Mettre à disposition de l'énergie de réglage pour la stabilité du réseau suisse, en dégagant une marge entre le coût du pompage et de production et le prix de vente de l'électricité

**Gaznat S.A. Société pour l'Approvisionnement et le Transport du Gaz Naturel en Suisse**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer et optimiser l'approvisionnement en gaz	— Assurer au meilleur coût l'approvisionnement en gaz des SIL — Construire et exploiter les réseaux nécessaires au transport du gaz naturel en Suisse romande
Assurer les rendements financiers	— Assurer des revenus à la Ville par le biais d'un dividende

**LaZur Energie S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Conclure un contracting pour le Centre sportif de Malley	Réaliser sous forme de contracting les infrastructures techniques du Centre sportif de Malley
Développer une politique énergétique exemplaire	Investir dans de nouveaux projets énergétiquement exemplaires de manière coordonnée et en fonction des activités dans ce domaine menées directement par les SIL
Assurer un retour sur investissement	A terme, assurer un retour sur investissement par le versement d'un dividende

**LFO S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent
Administrateur	Chef du Service réseaux	Regamey, François
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Créer un réseau de fibre optique et exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décommissionner	— Construire, exploiter et commercialiser un réseau de fibre optique — Exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décommissionner

**MBR S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Produire de l'électricité de source hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Produire de l'électricité à un prix aussi bas que possible tout en assurant la sécurité de l'aménagement.</li> <li>— Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL</li> </ul>

**Neo technologies S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Répondre aux besoins des SIL en termes de services SAP	Proposer une palette de services SAP nécessaire au bon fonctionnement des SIL
Assurer un retour sur investissement	Dégager un dividende des activités de la société

**Netplus.ch S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'offre et réduire les coûts	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Proposer une palette complète de service multimédia selon les attentes du marché et au meilleurs prix</li> <li>— Trouver et exploiter toutes les synergies de coûts entre les partenaires actionnaires</li> </ul>

**Petrosvibri S.A. (Via Gaznat S.A.)**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

**RhônEole S.A.**

## Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe
Administrateur	Ancien chef de service – SIL	Rouiller, Jean-Marie

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'énergie éolienne	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Développer l'énergie éolienne au coude de la Vallée du Rhône</li> <li>— Maintenir des relations étroites dans le domaine de l'énergie avec les communes valaisannes en amont de Lavey</li> </ul>

**Romande Energie Holding S.A.**Représentant-e-s de la Ville<sup>1</sup>

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

<sup>1</sup> en l'occurrence, M. Pidoux est nommé par le Conseil d'Etat et reçoit de sa part une lettre de mission

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Garder la société en mains publiques et assurer un rendement financier	— Maintenir le capital de la société en mains publiques (préavis N° 2015/62) — Assurer des revenus à la Ville par le versement du dividende

**Romande Energie S.A. (via Romande Energie Holding S.A.)**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

**Securelec-Vaud S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service réseaux	Regamey, François
Administrateur	Chef de division – SIL	Chaveiro, João-Paulo

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Maintenir le savoir-faire dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT, NIBT)	Disposer d'un partenaire expert en matière de sécurité et de conseil dans le domaine des installations électriques intérieures, permettant de maintenir le savoir-faire nécessaire aux activités des SIL dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT, NIBT)
Développer l'offre pour assurer la pérennité	Faire évoluer les prestations pour assurer à la société une assise qui garantisse sa pérennité et la qualité de ses collaborateurs

**SI-REN S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Vice-président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administrateur	Ancien chef de service – SIL	Rouiller, Jean-Marie

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer un parc de productions renouvelables locales	Développer un parc de productions renouvelables locales en complémentarité avec les projets menés directement par les SIL

**Spontis S.A.**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas



## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer une plateforme d'achat et de logistique pour les entreprises actives dans le domaine de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Standardiser le matériel électrique des actionnaires et définir les meilleures pratiques pour diminuer les coûts</li> <li>— Réaliser des appels d'offres de marché public en foisonnant les besoins des actionnaires pour diminuer les coûts du matériel standardisé par effet de volume</li> <li>— Disposer d'une plateforme de commande efficace pour la planification des chantiers</li> <li>— Développer les activités de la société pour mutualiser les charges fixes</li> </ul>

## Swissgas S.A. (via Gaznat S.A.)

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

## Swisspower S.A.

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	Défendre les intérêts de la Ville en matière de stratégie énergétique multifuide et durable (lobbying)

## Fondations de droit privé

## 1. Culture et développement urbain

## Cinémathèque suisse

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires, notamment celles liées à la diffusion du patrimoine cinématographique</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Ecole de Jazz et de Musique Actuelle de Lausanne

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael
Membre du conseil et membre du comité de direction	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Permettre aux Lausannois·e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## EML fondation Ecole de musique de Lausanne

## Représentant·e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Cheffe du Service des écoles primaires et secondaires	De Kerchove, Barbara
Membre du conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Permettre, en priorité, aux Lausannois·e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation Arsenic

## Représentant·e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation Béjart Ballet Lausanne

## Représentant·e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation Capitole

## Représentant·e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gestion de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller à la bonne coordination entre la Ville de Lausanne, la Cinémathèque suisse et la fondation</li> <li>— Veiller à la réussite de la recherche de fonds tiers permettant de concrétiser le financement des travaux du bâtiment Capitole</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation</li> </ul>

## Fondation de la Haute école de musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Permettre, en priorité, aux Lausannois.e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation de l'Hermitage donation famille Bugnion

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation du Petit Théâtre de Lausanne

## Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation du Théâtre Boulimie

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation du Théâtre Kléber-Méleau

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation Ensemble Vocal de Lausanne

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation Festival de la Cité

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Adjoint au chef du Service de la culture	Riou, Yann

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## Fondation Jean Monnet pour l'Europe

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil et membre du conseil exécutif	Syndic	Junod, Grégoire

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Promouvoir la mémoire de Jean Monnet et les valeurs européennes	Promouvoir la mémoire de Jean Monnet et les valeurs européennes

**Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

**Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

**Fondation pour les musiques actuelles (Les Docks)****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du conseil	Adjoint au chef du Service de la culture	Riou, Yann

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

**Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Riou, Yann

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts des écoles de musique sises sur le territoire de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne affectation des subventions, pour garantir le rôle de la fondation conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation</li> </ul>

## Fondation romande pour le cinéma

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation</li> </ul>

## Fondation Sinfonietta de Lausanne

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation</li> </ul>

## Orchestre de chambre de Lausanne

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil et membre du comité	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution</li> </ul>

## 2. Sécurité et économie

## Fondation pour le commerce lausannois

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président et président ad interim	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
	Assurer la promotion et le développement du commerce et de l'économie lausannois, en vue de soutenir le commerce urbain et l'attractivité de Lausanne

**Fondation urgence santé****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de protection et de sauvetage	Scherz, Sylvain

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Etre engagé aux côtés des différents acteurs publics ou parapublics de la santé vaudoise (DGS; CHUV; SVM; FHV, ...) dans la gestion de la FUS</li> <li>— Contribuer au suivi du bon fonctionnement de la FUS, avec pour la Ville un point de vigilance particulier sur le volet du 144 en tant que centrale de mobilisation de nos ambulances, du SMUR et du DPMA</li> </ul>

**Fondation pour l'innovation technologique****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil de fondation	Responsable projets SIL	Marc Pellerin

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Apporter un soutien au développement de projets à contenu technologique innovant	Soutien à des projets émanant d'une Haute école suisse, mais également d'autres projets, lesquels ont de grandes chances d'aboutir à la création ou au développement d'entreprises

**Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Commandant du Corps de police	Botteron, Olivier
Membre du conseil	Responsable financier – CP	Golay, Antoine

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
	Contribuer au resserrement des liens des membres du Corps de police et de leurs familles

**3. Sports et cohésion sociale****Académie Internationale des Sciences et Techniques du Sport (AISTS)****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil de fondation	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Coordination	Promouvoir la formation des futurs responsables/managers dans le domaine du sport

**Centre mondial du cyclisme****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Coordination	— S'assurer de l'accessibilité du centre pour les sportifs lausannois — S'assurer du bon développement du centre en cohérence avec les acteurs, les manifestations et les projets lausannois

**Fondation Centre Sport – Etudes****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Membre du conseil	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Coordination	Accueillir des jeunes gens de 15 à 20 ans (filles et garçons) qui se dirigent vers une carrière sportive de haut niveau. Ces jeunes sportif-ves-s poursuivent une formation scolaire ou professionnelle tout en bénéficiant des entraînements sportifs dispensés au sein de leur club, d'un suivi pédagogique, d'un suivi scolaire et de cours de formation. Ils ont la possibilité d'être admis comme internes ou comme externes
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement du CSEL

**Fondation de l'Ecole hôtelière de Lausanne, EHL****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil de fondation	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar <sup>2</sup>

<sup>2</sup> membre à titre personnel**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Coordination	Favoriser les contacts entre l'institution et la Ville

**Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du conseil	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Membre du conseil	Chef de l'ORP	Zeender, Pierre
Secrétaire du conseil	Collaboratrice – ST	Sibaï, Mayssam

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Veiller à la bonne utilisation des fonds pour garantir les buts de la Fondation	Etudier les demandes de soutien financier en vue de la reconversion professionnelle
Aspects financiers	Participer aux décisions dans le cadre du budget alloué



**Fondation Olympique pour la culture et le patrimoine**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le rayonnement du Musée Olympique	Soutenir les manifestations et expositions du Musée Olympique et favoriser les contacts avec la Ville

**Fondation Soins Lausanne**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Soutenir les prestations de maintien à domicile	— Etre engagé aux côtés de l'Etat et des autres associations régionales dans la gestion de l'AVASAD (Association vaudoise des soins à domicile) — S'assurer de la bonne intégration des CMS sur le territoire de la Ville de Lausanne

**Fonds Edouard et Hortense Pache**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du conseil de fondation	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Membre du conseil de fondation	Responsable des finances – SSL	Salm, Thierry
Membre du conseil de fondation	Adjointe administrative – SFIN	Huber, Elisabeth

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Gérer la fondation conformément aux statuts
Aspects financiers	S'assurer de l'équilibre financier du fonds

**4. Logement, environnement et architecture**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Planification de la rénovation de leurs immeubles et suivi des locataires entrants

**FMEL (Fondation Maisons pour Etudiants – Lausanne)**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea
Membre du conseil		Vacant

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Nouveaux projets	Développer et accompagner des projets innovants pour le public-cible visé
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

## Fondation Daniel et Liliane Courvoisier

### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

### Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

## Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)

### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Représentant externe	Morandi, Renato
Vice-président	Chef du Service du logement et des gérances ad interim	Forestier, Olivier
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea
Membre du conseil	Chef de domaine – SSL	Laurent, Emmanuel
Membre du conseil	Représentant externe	Blanc, André
Membre du conseil	Représentante externe	Frund, Anne-Gabrielle
Membre du conseil	Représentant externe	Kempf, Eric
Membre du conseil	Représentante externe	Nicoud, Catherine
Membre du conseil	Représentant externe	Perrin, Charles-Denis
Membre du conseil	Représentant externe	Ricart, Henri

### Objectifs stratégiques

Titre	Description
Comité de direction	Participer au Comité de direction afin de pouvoir influencer les projets dans le sens de la politique du logement et de l'habitat souhaitée par la Ville de Lausanne
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Fondation Pro Habitat****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable des établissements publics – SLG	Arlettaz, Myriam
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**FSLE (Fondation Solidarité logement pour les étudiant-e-s)****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Pas de caution	Initier un projet pilote sur quelques appartements pour permettre l'accès au logement étudiant sans passer par une garantie
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**5. Enfance, jeunesse et quartiers****Fondation Bellet****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

**Fondation de l'espace des inventions****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du conseil	Secrétaire générale EJQ	Papaux, Estelle

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
	Proposer des expositions d'éveil scientifique comprenant des séances d'accompagnement pour les jeunes Lausannois-e-s
	Concevoir, réaliser et présenter un programme d'éveil culturel pour les enfants de 4 à 10 ans
	Organiser et animer les centres aérés de la Vallée de la Jeunesse et de Sauvablin durant les vacances d'été et d'automne
	Organiser des ateliers sciences dans le cadre des centres aérés urbains lausannois

**Fondation école d'études sociales et pédagogiques****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Exploitation de la haute école de travail social et de santé	Exploiter l'EESP, selon art. 4 de ses statuts

**Fondation La Pouponnière et l'Abri****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service d'accueil de jour de l'enfance	Seiler, Jean-Claude

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

**Fondation pour les nouvelles orgues de la Cathédrale de Lausanne****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Secrétaire générale EJQ	Papaux, Estelle

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Mise en valeur de la cathédrale	disposer d'une structure permettant le financement mixte des installations et aménagements intérieurs de la Cathédrale

**Fondation Malley-Prairie****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe à la cheffe du secteur préscolaire	Denisart, Valérie

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

**Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL)**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du conseil et membre du comité	Secrétaire générale EJQ	Papaux, Estelle

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Mettre en œuvre la politique publique d'animation socioculturelle	Confier à un prestataire externe le développement de l'animation socioculturelle lausannoise définie dans les préavis de politique des quartiers et décrite dans la convention de subventionnement

**Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil**

## Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du conseil	Adjoint administratif	Nsengimana, Nkiko

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Construction d'un centre œcuménique et de quartier	Participer à la construction sur un terrain de la Ville de Lausanne, assurer l'exploitation et la mise à disposition

**6. Finances et mobilité****Fondation pour un Centre d'Education permanente**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Cheffe du Service du personnel	Stanimirovic, Vesna

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Compétences professionnelles du personnel de la Ville de Lausanne (fonctionnaires et employés permanents)	Assurer le développement et le maintien des compétences professionnelles des fonctionnaires de la Commune
Gestion RH dans la fonction publique	Soutenir la recherche en gestion et développement des ressources humaines dans la fonction publique

**Associations****1. Culture et développement urbain****Union mondiale des villes olympiques**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du comité exécutif	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Secrétaire générale	Secrétaire générale des villes olympiques	Duparc, Mélanie

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer les échanges entre villes autour de l'héritage olympique et du sport comme outil de politique publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Promouvoir le rôle du sport dans le développement durable des villes</li> <li>— Faciliter et maintenir un dialogue entre les villes ayant ou étant sur le point d'héberger les Jeux Olympiques</li> <li>— Assurer la bonne marche de l'association dont Lausanne assure la présidence</li> <li>— Animer le réseau Smart Cities &amp; Sports</li> </ul>

## 3. Sports et cohésion sociale

## Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du comité directeur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Vice-président du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité directeur	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir la course à pied à Lausanne	Organiser, annuellement, diverses courses pédestres populaires dont notamment celles connues sous le nom: 20 km de Lausanne, Course Capitale Olympique et Christmas Run
Aspects financiers	S'assurer du respect des budgets de fonctionnement de ces manifestations sportives

## Association Athletissima

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité directeur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la ville de Lausanne en faveur de l'Association	Organiser entre autre, annuellement, un meeting international d'athlétisme de la Diamond League, connu sous le nom Athletissima dans une infrastructure communale, le Stade de la Pontaise
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

## Association 3×3 FIBA WorldTour

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité directeur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Membre du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité directeur	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la ville de Lausanne en faveur de l'Association	Soutenir, annuellement, une manifestation internationale de basket 3×3, connu sous le nom: Lausanne 3×3 FIBA World Tour
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

**Association de la Journée lausannoise du vélo**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du comité d'organisation	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Vice-président du CO	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice
Secrétaire générale du CO	Assistante administrative – SPORTS	Salerno, Elodie

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, une manifestation cyclotouriste, connue sous le nom Journée lausannoise du vélo
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation sportive

**Association Tour de Romandie – épreuve de Lausanne**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du comité directeur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Membre du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Secrétaire général du CD	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir le cyclisme	Organiser à Lausanne une étape ou le prologue du Tour de Romandie
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette étape lausannoise

**Association des Volontaires sportifs Lausannois**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du comité directeur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Membre du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Secrétaire général du comité directeur	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Encourager, soutenir et développer le volontariat sportif avec pour objectif la constitution et l'animation d'un réseau de volontaires pour le soutien des activités des associations et clubs sportifs lausannois
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette association

**Association du Lausanne Marathon**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Membre	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, les différentes épreuves du Lausanne Marathon
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation sportive

**Association du Triathlon de Lausanne**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du comité directeur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Vice-président du comité directeur	Commandant du Corps de police	Botteron, Olivier
Membre du comité directeur	Chef du Service de protection et de sauvetage	Scherz, Sylvain
Membre du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité directeur	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice
Membre du comité directeur	Administratrice d'événements	Kellerhals, Aline

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, une épreuve internationale et/ou une épreuve populaire, connues sous le nom Triathlon de Lausanne
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

**Association Lausanne Inspiration 2020**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Secrétaire général SCS	Hartmann, Antoine
Membre du comité	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael
Membre du comité	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination et contrôle financier	Organiser des manifestations publiques et gratuites au sein de la Ville alliant sports, culture et intégration
Aspects financiers et organisationnels	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de ces manifestations et de financements suffisants par rapport aux charges. Superviser l'organisation des manifestations

**7. Services industriels****Communauté d'intérêt pour la formation des électriciens de réseau (CIFER)**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Chef du Service réseaux	Regamey, François

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Valoriser le métier d'électriciens de réseau par la formation duale, la formation supérieure et la formation continue

**Distributeurs multi-fluides romands (MULTIDIS)**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine



## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche électrique romande et à travers elle au sein de l'Association suisse des électriciens (AES)
Assurer la veille technologique	Etre informé des évolutions réglementaires et technique dans le domaine de l'électricité avec une analyse du point de vue des acteurs multifluides

## Gaziers Romands

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville et assurer la veille législative et réglementaire	— Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche gazière romande et à travers elle au sein de l'Association suisse de l'industrie gazière (ASIG) — Etre informé des évolutions réglementaires et technique dans le domaine de l'électricité avec une analyse du point de vue des acteurs multifluides

## Coopératives

## 4. Logement, environnement et architecture

## Boipac – Société coopérative

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Garde forestier – SPADOM	Bourgeois, Frédéric

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien du parc à grumes	Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du parc à grumes. A moyen terme, décider de la fermeture du parc
Développement de nouveaux projets pour la coopérative après la fermeture du parc à grumes	Etudier des projets en vue de continuer à soutenir la filière bois vaudoise

## COOPELIA Coopérative sociale pour l'encouragement à la construction de logements

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur-trice		Vacant

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Coopérative Cité Derrière****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice ad interim	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Coopérative Tunnel-Riponne****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – SLG	Demarta, Gino

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**L'Habitation Féminine Société Coopérative****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Adjoint administratif – SLG	Demarta, Gino

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Logacop société coopérative****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Logement idéal****Représentant.e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – SLG	Faucherre, Andrea

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**S.C. Avenue Vinet 31****Représentant.e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable des établissements publics – SLG	Arlettaz, Myriam

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**S.C.I. Clair Logis Lausanne B****Représentant.e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable des établissements publics – SLG	Arlettaz, Myriam

**Objectifs stratégiques**

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté; Projet de rénovation d'une tour d'habitation à Entrebois

**Société coopérative de la Maison familiale**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur-trice		Vacant

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté. Surveiller l'attribution des travaux à des sociétés à des sociétés sans lien avec les coopérateurs

**Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Concourir à la protection et au développement des sites et espaces verts d'intérêt local ou général régional compris dans le rayon de la société	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Acquérir des immeubles menacés</li> <li>— Faire inscrire en faveur de la Commune de Lausanne ou en faveur de la commune de situation, des immeubles, des servitudes de restrictions de droit à bâtir ou d'interdiction de bâtir</li> <li>— Par le moyen de subventions, permettre d'indemniser des propriétaires touchés par les mesures de protection de sites et espaces verts</li> <li>— Soutenir des sociétés ou organismes dont le but correspond à celui de la société</li> <li>— Participer au financement de projets d'aménagements d'espaces verts divers, comme les platanes de la place Chauderon (1995) ou Lausanne Jardins 97, 2000, 2009, 2014.</li> </ul>

**Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service du logement et des gérances ad interim	Forestier, Olivier

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et s'informer de la mise en œuvre
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

**Société Coopérative d'Habitation Unia**

## Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable des établissements publics – SLG	Arlettaz, Myriam

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

## SODEFOR société coopérative

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Garde forestier – SPADOM	Mayor, Olivier ad interim

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien des moyens d'exploitation	Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du camion
Etude de nouveaux projets et de nouvelles technologies permettant de valoriser le bois énergie	
Optimisation de moyen	Coopérative propriétaire d'une déchiqueteuse mobile, utilisée pour la production de plaquettes en bois pour la chaufferie de la Tuilière. La Ville n'a pas suffisamment de besoins pour être propriétaire toute seule d'une telle machine

## Fondation et entreprises de droit public

## 1. Culture et développement urbain

## Fondation pour l'enseignement de la musique

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts des écoles de musique sises sur le territoire de Lausanne</li> <li>— Veiller aux intérêts de la population lausannoise</li> <li>— Veiller à la bonne affectation des subventions, pour garantir le rôle de la fondation conformément à ses buts statutaires</li> <li>— Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation</li> </ul>

## 3. Sports et cohésion sociale

## Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG

## Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil d'administration	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar

## Objectifs stratégiques

Titre	Description
Opérationnel	Veiller au respect des prescriptions concernant les versements aux bénéficiaires des prestations AVS/AI et à la bonne coordination avec la caisse AVS/AI de Lausanne

## 5. Enfance, jeunesse et quartiers

### Fondation pour l'accueil de jour des enfants

#### Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David

#### Objectifs stratégiques

Titre	Description
A définir	

## 7. Services industriels

### Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud (ECA)

#### Représentant-e-s de la Ville<sup>1</sup>

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

<sup>1</sup> en l'occurrence, M. Pidoux est nommé par le Conseil d'Etat et reçoit de sa part une lettre de mission

## Entrée et sorties de participations

Le tableau ci-dessous récapitule les entrées et sorties de participations effectuées durant l'année 2020.

En l'occurrence, il liste tous les mouvements réalisés au sein du registre concernant l'ajout ou la suppression d'entités.

Les sorties de participations désignent, dans le cas d'espèce, le fait que la Ville de Lausanne n'est plus représentée au sein d'une entité ou qu'une entité a été dissoute.

De plus, la mise à jour du registre en 2020 a révélé le fait que la Ville de Lausanne était représentée à la Fondation pour l'Innovation Technologique (FIT). Cette entité a donc été ajoutée au registre.

Raison sociale	Direction de tutelle	Entrée/sortie	Raison
Théâtre de Beaulieu S.A.	Culture et développement urbain	Sortie	L'entité sera rattachée à Beaulieu S.A. d'ici le 31.12.20
Fondation de Beaulieu	Culture et développement urbain	Sortie	L'entité sera dissoute d'ici au 31.12.20
Fondation Métropole	Culture et développement urbain	Sortie	La Ville n'est plus représentée au sein de l'entité
Thinksport	Culture et développement urbain	Sortie	La Ville n'est plus représentée au sein de l'entité dès le 02.07.2020
Comité d'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse	Sport et cohésion sociale	Sortie	L'entité a été dissoute le 30.06.2020
Fondation pour l'Innovation Technologique	Sécurité et économie	Entrée	







# Glossaire

<b>APEMS</b>	Accueil pour enfants en milieu scolaire
<b>ARCH</b>	Service d'architecture
<b>BAVL</b>	Service bibliothèques et archives de la Ville
<b>CADA</b>	Service du cadastre
<b>CC</b>	Conseil communal
<b>CD</b>	Direction de la culture et du développement urbain
<b>CDAP</b>	Cour de droit administratif et public
<b>CFL</b>	Contrôle des finances de la Ville de Lausanne
<b>CH</b>	Service du contrôle des habitants
<b>CHUV</b>	Centre hospitalier universitaire vaudois
<b>COFIN</b>	Commission permanente des finances
<b>COGES</b>	Commission permanente de gestion
<b>COM</b>	Service commercial
<b>CP</b>	Corps de police
<b>CPCL</b>	Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne
<b>CSR</b>	Centre social régional
<b>CULT</b>	Service de la culture
<b>CVE</b>	Centre de vie enfantine
<b>(EM-) DIAM</b>	(Etat-Major) Directives d'intervention en cas d'accident majeur
<b>EAU</b>	Service de l'eau
<b>ECA</b>	Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud
<b>ECAL</b>	Ecole cantonale d'art de Lausanne
<b>ECO</b>	Service de l'économie
<b>EESP</b>	Ecole d'études sociales et pédagogiques
<b>EJMA</b>	Ecole de jazz et de musique actuelle
<b>EJQ</b>	Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers
<b>EPFL</b>	Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
<b>EVAM</b>	Etablissement vaudois d'accueil des migrants
<b>FIM</b>	Direction des finances et de la mobilité
<b>HEMU</b>	Haute école de musique de Lausanne
<b>JOJ</b>	Jeux Olympiques de la Jeunesse d'hiver
<b>LEA</b>	Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
<b>MCBA</b>	Musée cantonal des Beaux-Arts
<b>OFSP</b>	Office fédéral de santé publique
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>PALM</b>	Projet d'agglomération Lausanne – Morges
<b>PAT</b>	Service patrimoines
<b>PPA</b>	Plan partiel d'affectation
<b>PRO</b>	Service production
<b>PUR</b>	Service de la propreté urbaine
<b>RES</b>	Service réseaux
<b>Réseau-L</b>	Réseau d'accueil de jour de l'enfance de Lausanne

<b>RM</b>	Service des routes et de la mobilité
<b>SAJE</b>	Service d'accueil de jour de l'enfance
<b>SALV</b>	Service achat et logistique Ville
<b>SAS</b>	Service des assurances sociales
<b>SCS</b>	Direction des sports et de la cohésion sociale
<b>SE</b>	Direction de la sécurité et de l'économie
<b>SEP+S</b>	Service des écoles primaires et secondaires
<b>SFIN</b>	Service des finances
<b>SGCD</b>	Secrétariat général culture et développement urbain
<b>SGEJQ</b>	Secrétariat général enfance, jeunesse et quartiers
<b>SGFIM</b>	Secrétariat général finances et mobilité
<b>SGLEA</b>	Secrétariat général logement, environnement et architecture
<b>SGSCS</b>	Secrétariat général sports et cohésion sociale
<b>SGSE</b>	Secrétariat général sécurité et économie
<b>SGSIL</b>	Secrétariat général services industriels
<b>SIL</b>	Direction des services industriels
<b>SLG</b>	Service du logement et des gérances
<b>SMUN</b>	Secrétariat municipal
<b>SOI</b>	Service d'organisation et d'informatique
<b>SPADOM</b>	Service des parcs et domaines
<b>SPAR</b>	Services partagés
<b>SPEL</b>	Service du personnel
<b>SPORTS</b>	Service des sports
<b>SPS</b>	Service de psychologie scolaire
<b>SPSL</b>	Service de protection et sauvetage
<b>SSL</b>	Service social Lausanne
<b>SSPR</b>	Service de santé et prévention
<b>ST</b>	Service du travail
<b>STEP</b>	Station d'épuration
<b>SUVA</b>	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
<b>TRIDEL</b>	Usine de valorisation thermique et électrique des déchets
<b>UNIL</b>	Université de Lausanne
<b>URB</b>	Service de l'urbanisme





Hôtel de Ville  
place de la Palud 2  
Case postale 6904  
1002 Lausanne

[www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch)

T +41 21 315 22 15  
[secretariatmunicipal@lausanne.ch](mailto:secretariatmunicipal@lausanne.ch)